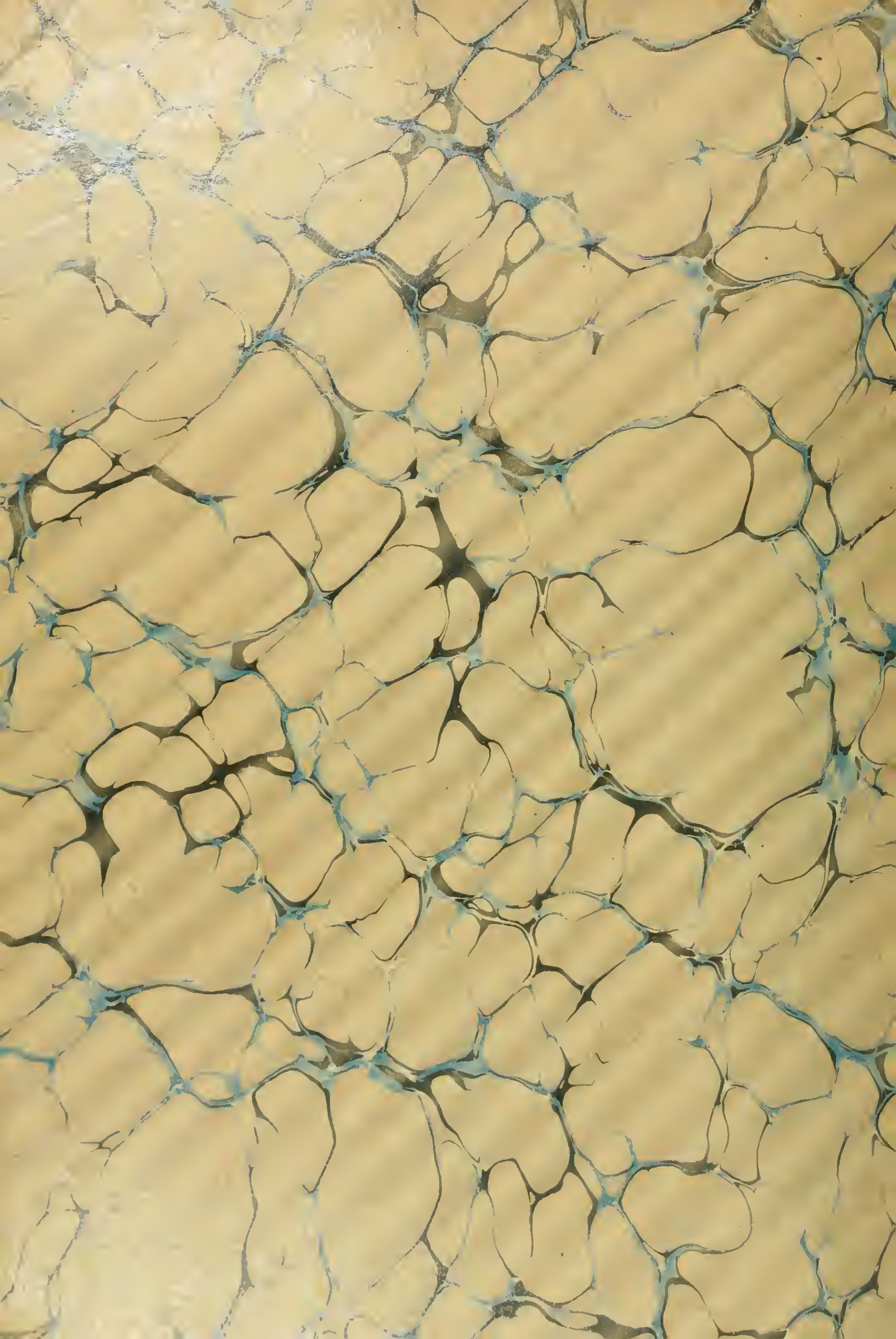
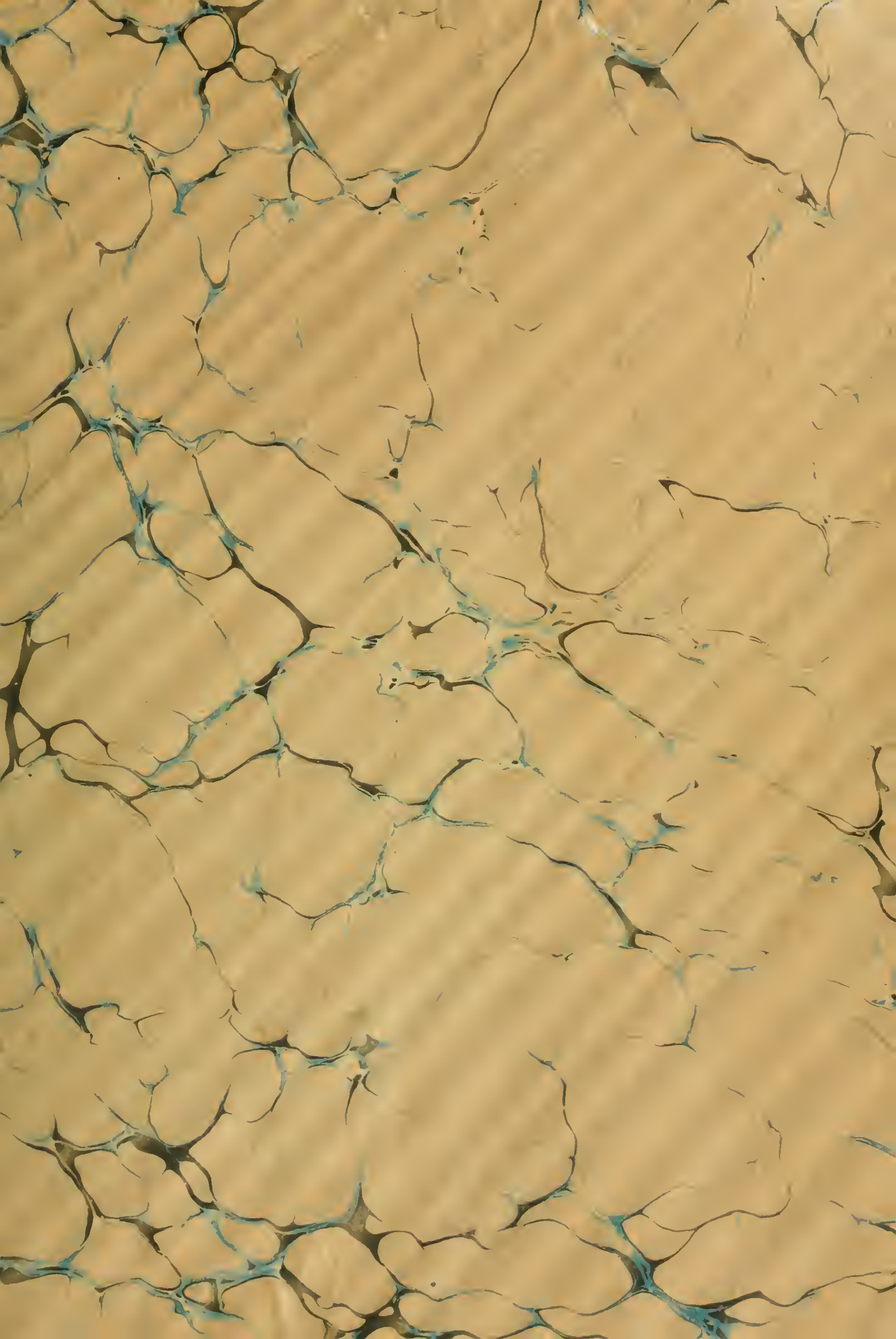

3 1761 07474852 6





Notre

Épopée Coloniale

PIERRE LEGENDRE

Notre
Épopée Coloniale

Ouvrage orné de **17 grandes planches en couleurs**
d'après les aquarelles originales de Henry DARIEN, et d'environ **300 illustrations en noir**
dans le texte et hors texte d'après les documents les plus récents
et les plus originaux.



PARIS
LIBRAIRIE CHARLES TALLANDIER
4, RUE CASSETTE, 4

Maison à Lille : 11-13, rue Faidherbe.


LIBRARY
JUN 8 1962
UNIVERSITY OF TORONTO

AVANT-PROPOS

Pour la plus grande France !

Nous savons avec quel enthousiasme on s'attache en France à la lecture des grands fastes de notre épopée militaire, combien on s'y passionne pour ces luttes héroïques que la race a soutenues, parfois contre l'Europe entière, pour le salut ou la grandeur de la patrie française, combien on frissonne encore au récit des journées de Tolbiac, de Patay, de Marignan, de Rocroi, de Jemmapes ou d'Austerlitz, avec quelle fierté on suit cette triomphale promenade que, durant dix siècles, nos drapeaux — quelle qu'en ait été la couleur — ont accomplie à travers le monde.

Mais cette épopée militaire, qui a eu pour décors les rives du Rhin ou du Danube, les cimes des Alpes ou des Pyrénées, a fait quelque peu tort à cette autre épopée non moins brillante, non moins héroïque, non moins fertile en grandes actions ou en utiles leçons qui s'est déroulée sur les rives lointaines de la mer des Indes, au fond des baies mal connues du Pacifique, au milieu des vertes immensités de l'Amérique du Nord ou par les solitudes embrasées du désert africain. Charlemagne, Jeanne d'Arc, Bayard, Turenne, Marceau,

Bonaparte ont à bon droit une place d'honneur dans le Panthéon de nos gloires : mais Champlain qui nous donna le Canada et Montcalm qui le défendit, Dumas et Dupleix qui nous conquirent l'Inde, André Brüe qui créa le Sénégal et Faidherbe qui le ranima, Bugeaud qui constitua notre Algérie actuelle, Doudart de Lagrée, Rivière, Courbet qui firent l'Indo-Chine française, Lacaze et le caporal-roi Labigorne, qui cent ans avant les généraux Duchesne et Gallieni, soumirent Madagascar, ont à peine un coin dans le vestibule de ce temple des héros si d'aucuns n'en sont même pas restés à la porte. Et ceux-ci pourtant furent eux aussi de grands français, qui travaillèrent pour la « plus grande France ».

Si les temps de l'épopée européenne sont clos, si chaque nation doit désormais rester cantonnée dans les limites que l'histoire lui a assignées et auxquelles le droit et l'équité pourront seuls faire quelques légères retouches, au contraire s'ouvrent les temps de l'épopée coloniale, de cette épopée que vivront les peuples d'Occident soucieux de leurs destinées politiques, économiques et sociales, désireux de se survivre à eux-mêmes par la fondation d'empires extérieurs animés de leurs propres ambitions, de leurs propres âmes.

Au seuil du XX[e] siècle, l'heure semble donc venue d'exposer dans un livre d'ensemble les efforts déjà faits par la France — monarchique, impériale ou républicaine — pour créer d'autres Frances par delà les frontières européennes... de retracer par quelles étonnantes alternatives de désastres et de succès a passé notre histoire coloniale... de faire mieux connaître ces lointaines régions qui constituent notre patrimoine extérieur et dont chacune deviendra dans un avenir prochain une des pièces de l'échiquier international... d'apprécier les droits que nous avons acquis sur ces fiefs de notre influence, de rappeler aussi ceux que le passé peut nous avoir réservés sur des contrées qui relevèrent autrefois de notre domination...

et enfin de consacrer un hommage respectueux à ceux qui furent les héros de notre épopée coloniale.

C'est à cette tâche qu'est consacré l'ouvrage que nous offrons au public, ouvrage fait non d'aveugle chauvinisme, mais de patriotisme éclairé et sincère.

Dans son texte l'auteur s'est limité à l'étude de notre action coloniale depuis ses origines jusqu'à la fin du XIX[e] siècle. Mais jugeant qu'aucune description littéraire du champ sur lequel s'est déroulée cette action n'en vaudrait la description photographique, il a uni dans une étroite intimité sa plume à l'objectif de nombreux collaborateurs que nous voulons remercier ici de la puissante contribution qu'ils ont apportée à ce livre.

Nos remerciements s'adressent tout d'abord à la SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE DE PARIS qui a mis sans compter à notre disposition l'inestimable trésor de ses collections; puis à tous ceux qui, soit par l'intermédiaire de la Société de géographie, soit directement, nous ont autorisés à reproduire les clichés représentant des vues de pays, des types indigènes, des monuments, des instruments, des armes, etc., qu'ils ont recueillis au cours de leurs lointains voyages [1]; enfin les photographes parisiens ou provinciaux qui ont bien voulu nous autoriser à reproduire les portraits de nos plus éminents coloniaux contemporains [2].

[1] Notre plus vive gratitude s'adresse à MM. Foureau, le colonel de Salles, le comte Clauzel, Deporter, Marcailhou d'Aymeric, Krafft, Hubert Vaffier et Rouïre (Algérie et Tunisie), — les généraux Borgnis-Desbordes, Gallieni, Archinard, les commandants Famin et Hourst, MM. Hostalier, Huas, la direction de l'*Armée Illustrée* et le *Comité de l'Afrique française* (Sénégal et Soudan). — MM. Binger, Foa, Pobéguin, le colonel Marchand, le docteur Bayol, MM. Marcailhou, d'Aymeric fils, Bénard (côte de Guinée et Dahomey). — MM. Savorgnan de Brazza, Ballay, Maistre, Gentil, Mattei, Bénard, Roby (Congo et Gabon). — Le général Gallieni, MM. Le Myre de Vilers, Catat, Grandidier, Delhorbe, Jogan (vérificateur des tabacs à la suite du corps expéditionnaire de Madagascar) — MM. Chefneux, Abel et Doucy (Obock et Côte des Somalis) — MM. Blondel et Adams (Mascareignes) — MM. Manès, Rousselot, Prinks (Inde française) — MM. l'Inspecteur des colonies Salles, Lagrillière-Beauclerc, Fourneau, Camille Pâris, Rigal, Gsell (Indo-Chine) — MM. le Gouverneur Morau, Gast, Paris (Océanie) — MM. Banerman, Henderson, Salles, de la Sablière, Lake, Mounir, Knies (Colonies américaines et Canada).

[2] Nous remercions également de leurs gracieuses communications MM. Braun, Pierre Petit et fils, Appert, Disdéri, Nadar, P. Boyer, Waléry, Otto, Reutlinger, Piron, Ogerau, Denez, Brion, Geiser, etc.

Puisse cet ouvrage, où la sincérité historique et documentaire a été notre souci capital, contribuer à faire mieux connaître la « plus grande France d'autrefois ».... à faire mieux aimer « la plus grande France d'aujourd'hui »... à faire vouloir plus forte encore « la plus grande France de demain. »

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

L'ESPRIT VOYAGEUR ET COLONISATEUR DE LA RACE FRANÇAISE

Un paradoxe qui s'éteint. — La Légende de Protis et de Gyptis. — Les Colonies de Marseille. — Les pêcheurs Basques. — Les expéditions Gauloises. — Les établissements Northmans. — Un Roi de la Mer. — L'Angleterre première colonie française. — Les fondations de la Croisade. — Les grandes étapes de la colonisation française.

Jules César a mis infiniment d'esprit... latin à juger les Gaulois, et cependant, dans le portrait qu'il en a tracé il a omis un trait qui fut toujours l'un des plus caractéristiques de la race.

— Ces gens, aurait-il pu ajouter, ont par-dessus tout l'amour du paradoxe et un instinctif penchant à se ravaler eux-mêmes dans l'estime de leurs voisins.

En effet, parmi tous les paradoxes qui ont poussé le plus profondément leurs racines dans l'opinion publique des classes moyennes en France, il en est un qui, savamment bouturé par la presse de la Restauration, serait devenu indéracinable, si, depuis quelque dix ans, de nombreuses sociétés et la presse contemporaine elle-même — qui fait tant de bien et tant de mal... alors même qu'elle se dit coloniale — n'avaient entrepris le dur labeur de l'extirper jusqu'au fond.

— Le Français, a-t-on dit couramment pendant trois siècles, n'est pas colonisateur!

Essayiez-vous de combattre cette doctrine, on vous répondait :

— Voyez plutôt! Les Français ont conquis au XVIIe et au XVIIIe siècles le Canada, l'Inde et autant d'îles que vous voudrez dans le Levant et le Ponant... qu'ont-ils conservé de tout cela?

Mon Dieu oui ! les Français ont conquis tout cela... et rien ne démontre mieux que ces conquêtes mêmes le génie colonial de la race.

Que par leur négligence, leur faiblesse, leur lâcheté, voire même par suite des cruelles nécessités que leur imposa la politique européenne, des gouvernements aient d'un trait de plume renoncé à notre domaine extérieur, il ne s'ensuit nullement que les Français aient été incapables de constituer, même pour un temps, ces immenses empires d'outre-mer que furent l'Inde et le Canada.

Et puis l'histoire de notre race n'en prouve-t-elle pas surabondamment l'esprit d'audace et d'entreprise ; ne retrouve-t-on pas cet esprit, ce caractère inné, cette quasi-prédestination du peuple français jusque dans les légendes qui entourent son berceau ?

Provençaux, ne sommes-nous pas les fils des Phocéens, de ces étonnants navigateurs qui, six cents ans avant Jésus-Christ, avaient semé leurs colonies aux quatre coins de la Méditerranée ? les fils de Protis le Phocéen et de la Gauloise Gyptis, dont Justin raconte les noces à peu près de cette façon :

« Pêcheurs, marchands, un brin pirates — ce qui dans ce temps-là était loin d'être un crime — les Phocéens vivaient de la mer. Ils s'étaient aventurés jusqu'au seuil de l'Atlantique, quand un de leurs équipages surprit, un jour, le charme du golfe pittoresque où le Rhône gaulois vient mêler ses eaux à celles de la Méditerranée. De retour chez eux, ils ne désirèrent rien tant que repartir pour le pays où la vie semblait si facile sous un ciel si tempéré, parmi des populations à l'âme gaie, aux lèvres toujours chantant. Sous la conduite de Simos et de Protis, ils accostèrent chez le bonhomme Nann, roi des Segobriges.

« Or dans ce pays-là, les filles avaient une façon à la fois originale et gracieuse de choisir un mari. Leur père réunissait à sa table les jeunes gens de bonne famille dont l'alliance ne pouvait que l'honorer, et, à la fin du repas, la vierge tendait sa coupe à vider à celui qu'elle voulait aimer.

« Les Grecs vinrent demander l'hospitalité au roi Nann, précisément le jour choisi pour les fiançailles de sa belle Gyptis. Ils furent gracieusement invités à prendre place à la table royale, où pourtant les prétendants ne manquaient pas, et quand Gyptis eut bien considéré l'aventurier Protis, elle lui tendit sa coupe » et lui, plus vite que le roi de Thulé (que ne connut pas Justin), il la vida.

Nann ne pouvait refuser à son gendre un petit coin de sa terre. Protis choisit celui où s'élève aujourd'hui Marseille ; il y éleva sa cabane, et comme il aimait bien Gyptis, il en eut beaucoup d'enfants. Il en eut de quoi donner le jour à tous les Provençaux de cette vaillante Provence, qui, l'an de grâce 1899, a fêté le 25e centenaire de la fondation de sa florissante cité.

Et, pendant ces vingt-cinq siècles, le sang des descendants de l'aventureux Protis n'a rien perdu des qualités du sang ancestral.

Marseille fut la première puissance coloniale de la Gaule. Ses comptoirs de la Méditerranée, essaimés de la côte d'Espagne à celle de la mer de Syrie, ont rivalisé avec ceux de Carthage : elle fut, sous l'empire Romain dont elle ne cesse d'être l'alliée fidèle, la convoyeuse des richesses que lui envoyaient l'Orient et l'Occident. Au moyen âge, elle soutient vaillamment la concurrence avec Gênes et Venise : les quartiers génois et vénitiens de Constantinople sont depuis longtemps déjà abandonnés par leurs anciens propriétaires, que celui de Marseille continue à entasser dans ses boutiques les pelleteries descendues par le Volga sur les barques de Nijni-Novgorod, les tapis amenés d'Anatolie par les galères turques, les cèdres abattus dans le Liban par les ouvriers syriens, la poudre d'or puisée par les Arabes Sunnites dans les ruines de Persépolis, produits qu'il échange contre des armures sorties des ateliers d'Arles, les draps tissés sur les métiers d'Aubagne, les gâteaux de miel pétris par les ménagères de Lodève, sans parler des bons vins récoltés par les abbés dont les moustiers coiffaient les coteaux de Languedoc, Gascogne et Roussillon.

Les Basques, eux aussi, furent d'intrépides voyageurs. A défaut de chroniques qui aient consigné leurs pérégrinations, à défaut de légendes populaires — de ces légendes qui ont, comme celle de Protis, un solide canevas de vérité — au milieu desquelles on pourrait repérer les routes suivies par leurs navires, on a, pour déterminer leurs migrations, l'appui d'une science toute jeune, la linguistique, qui nous renseigne sûrement sur les trajets parcourus par les peuples à travers le monde. Or, c'est non seulement en Espagne, en Corse, en Sardaigne, en Sicile, mais jusqu'au fond de l'Adriatique, aux bouches mêmes du Danube, qu'on retrouve les traces indéniables de leurs établissements.

S'il faut même en croire une vieille tradition locale, plus d'un navire bayonnais aurait, dès le IXe siècle, c'est-à-dire six cents ans avant Christophe

Colomb, découvert les côtes d'Amérique, et pourchassé la baleine jusque dans les criques du Labrador ou du Groënland.

Quand l'histoire commence à nous révéler le secret de leurs expéditions, nous voyons les barques bayonnaises entretenir des relations continues avec les Canaries et les îles du Cap-Vert, leurs équipages faire dans les baies d'Islande, dès la fin du XIIIe siècle, une active concurrence à ceux que Boulogne ou Dieppe envoient à la pêche du hareng ou de la morue. Ce sont les Bayonnais qui, les premiers en Europe, se jettent, avant les Portugais et les Espagnols, vers les côtes du golfe de Guinée et du Gabon.

A la fois marins audacieux et négociants retors, ils sauront conserver pendant longtemps le secret des routes encore mystérieuses du tropique suivies par leurs caravelles à la recherche des épices et de la poudre d'or.

Les Gaulois, qui avaient refoulé les Basques et les Ibères dans l'enclos pyrénéen du Sud-Ouest, ne leur cédaient en rien comme audace et initiative.

Avant la conquête romaine, leur civilisation n'était pas inférieure à celle des autres peuples du bassin de la Méditerranée. Si le lien politique qui rattachait leurs innombrables confédérations était d'une fragilité extrême, leur organisation sociale et économique reposait solidement sur un régime assez complexe de castes sociales et de confréries marchandes. Aussi, quand les guerriers d'un État se décidaient à quelque aventureuse excursion — de ces excursions qui conduisirent les Gaulois jusqu'à Rome, jusqu'à Delphes et par delà même le Bosphore sur les chemins que quatorze cents ans plus tard devaient parcourir leurs descendants les Croisés — les corporations marchandes s'associaient volontiers aux courses un peu folles des guerriers et faisaient l'apport de leurs bateaux à la société d'exploration.

Par leurs qualités de finesse, de gaîté, de loyauté, ils nouèrent de durables relations dans les pays parcourus. Au IIe siècle avant J.-C. les Locridiens se fournissaient de cuirs près de marchands gaulois ; au Ier siècle, les élégantes d'Athènes se parfumaient d'une essence de thym fabriquée en Auvergne.

On objectera peut-être que les Gaulois n'ont guère su maintenir, à l'exemple des Grecs, des Carthaginois ou des Romains, leurs établissements commerciaux à l'extérieur. La faute en est d'abord au caractère léger de la race, que n'a point encore rassis la précision de l'esprit romain, ni pondéré le sens pratique de l'esprit germain, et surtout à leur organisation politique : son manque de cohésion, l'absence de toute

unité de vues dans les questions d'intérêt général devaient rendre forcément éphémères toutes leurs fondations au dehors.

En Gaule — comme plus tard en France — les échecs coloniaux provinrent le plus souvent de l'absence ou de la négligence d'un pouvoir central.

Et cependant, à bien considérer, cette Gaule cisalpine qui s'étendait, au IIIe siècle avant J.-C., bien au delà du bassin du Pô, n'était-elle pas comme une sorte d'Algérie pour nos aïeux : une Algérie dont ils étaient séparés par la forte barrière des Alpes ?

Les Gaëls du Nord, les Bretons-Armoricains, ancêtres de Jacques Cartier et de Duguay-Trouin, furent les Phocéens de l'Atlantique. Si la vérité historique touchant leurs expéditions et leurs fondations demeure profondément enveloppée du nimbe des épopées qui les content, il n'en est pas moins certain que la côte occidentale d'Angleterre fut de très bonne heure pénétrée de leurs colonies et qu'ils éparpillèrent leurs établissements depuis les îles Hébrides et même les Fœroë au Nord, jusqu'aux Açores et à Madère au Sud. Sur tous ces points on retrouve les symboliques alignements de leurs cromlechs et leurs puissants menhirs.

Ce qui dénote plus particulièrement chez eux l'aptitude colonisatrice, c'est la puissante génération de grands voyageurs dont ils ont doté la France. Il convient même, avant de rappeler les hauts faits de leurs héros modernes, de signaler le projet peu connu du plus illustre peut-être des Bretons, du connétable du Guesclin, qui ne rêva rien moins que de fonder une colonie française à mi-route de l'Algérie.

Chargé en 1366 de drainer vers l'Espagne ces épaves d'armées qui, sous le nom de Grandes Compagnies, avaient été semées par la guerre de Cent Ans à tous les carrefours de nos provinces, il lui répugna de faire écraser ces aventuriers entre les royaumes catholiques et les émirats sarrasins de la péninsule. Avant de prendre la route des Pyrénées, il confia un jour à Tiphaine Raguenel un dessein qu'il avait formé et que celle-ci conta plus tard à un moine du Mont Saint-Michel.

Une fois remplie la mission officielle de secourir Henri de Transtamare que lui avait donnée Charles V, il comptait transporter ses rudes contingents dans les îles Baléares et leur imposer une discipline militaire analogue à celle des chevaliers de Malte ou de Rhodes, de telle sorte que cet ordre, placé sous le patronage de saint Michel, jouât dans le bassin occi-

dental de la Méditerranée le même rôle que les deux précédents dans son bassin oriental.

La fortune de la guerre et les fluctuations d'une politique aveuglée par les affaires d'Angleterre empêchèrent la réalisation de ce grand dessein.

Mais nous ne tarderons pas à voir les compatriotes du grand connétable s'élancer avec J. Cartier sur la route plus longue de l'Amérique et préparer l'établissement de la France en Canada.

L'histoire et l'épopée s'accordent toutes deux pour définir avec une absolue précision les caractères originels de la race normande dont l'influence fut si considérable dans le développement ethnique de la France du Nord-Ouest. Singulière destinée que celle de ce peuple septentrional qui, après avoir causé tant de maux au pays, sut si bien les réparer par son activité économique, et réussit à produire encore plus de héros à notre civilisation que de pirates à sa barbarie. Jean Cousin, les Ango, Cavelier de la Salle ont fait plus de bien que les Barnakall, les Lodbrog, les Hastings, les Radholf n'ont fait de mal.

Car nos Normands du pays de Caux ou de la vallée d'Auge sont bien les directs descendants de ces Northmans des fjords de Scandinavie dont l'histoire réelle est une épopée, non moins poétique que celle des Marseillais, mais poétique dans la manière sombre de leur ciel septentrional, endeuillé de brumes éternelles, de l'Océan grondeur et brutal qui accrochait sans cesse aux voiles noires de leurs barques la blanche dentelle d'écume de ses tempêtes.

Peu à peu leurs « Rois de la mer », simples écumeurs travaillant au large ou sur les côtes, devinrent « rois de la terre ».

Charlemagne, dit-on, à la veille de descendre au tombeau, contempla un soir avec tristesse quelques-unes de ces barques aux proues en cols de cygnes ou de dragons qui venaient de jeter sur une des îles de l'Escaut leurs équipages en quête d'un lieu d'hivernage. Il entrevit clairement que ces barbares ne tarderaient pas à s'établir à demeure dans les provinces de l'Empire.

Les Northmans, en effet, devaient commencer par coloniser la Gaule avant que leurs descendants les Normands partissent trois siècles plus tard de Dieppe ou de Boulogne pour fonder des établissements sur les côtes du Sénégal ou de Terre-Neuve.

Pour juger de leur humeur indomptable et entreprenante, il suffit de

lire les étonnantes aventures d'un de leurs « Rois de la mer », du célèbre Hastings. Et ce récit, emprunté à la chronique du moine Raoul Glaber, pourra même, jusqu'à un certain point, prouver que les Français de l'Est furent aussi aventureux que les Provençaux, les Basques et les Armoricains, car Hastings fut... un Champenois !

« Dans la suite des temps, dit R. Glaber, naquit près de Troyes un homme serf de la plus basse classe nommé Hastings : il était d'un village nommé Tranquille (!), situé à trois milles de la ville. Robuste de corps et d'un esprit fûté, en même temps dévoré d'orgueil, il résolut de sortir par tous les moyens de la misère dans laquelle vivaient les siens. Vers ce temps-là, une bande de Northmans parcourait le pays d'entre Seine et Aube, tuant jeunes et vieux, ne laissant ni aux femmes leurs cheveux, ni aux monastères leurs objets du culte. Une nuit, Hastings quitta la cabane de son père en faisant un trou dans le torchis et alla proposer ses services aux Barbares. Ceux-ci, émerveillés de sa force, et aussi fort émus de certains tours de passe-passe qu'un jongleur avait appris au jeune homme, le chargèrent de guider plusieurs de leurs expéditions nocturnes. Un jour le chef de la bande disparut, Hastings reçut de ses compagnons le cor d'ivoire, signe du commandement.

C'est alors que commencent les exploits les plus remarquables du renégat. Il descend la Seine, fait une courte apparition dans la région de Bayeux, où une tapisserie célèbre relate son passage, opère en Armorique une descente malheureuse et va hiverner à l'embouchure de la Loire, n'osant pas aventurer ses barques à travers les bancs de sable du fleuve. Là il lui vint comme un remords du mal qu'il avait fait aux hommes de Dieu, et, le moine Guallon étant venu intercéder en faveur des habitants, il se rendit avec lui à l'abbaye de Saint-Florent. De ce beau monastère, si riche à l'époque gallo-romaine, il ne restait que des ruines : les layes sauvages allaitaient leurs petits dans la crypte. Hastings invite alors Guallon à relever l'abbaye et il lui donne son cor d'ivoire en lui disant : « Ne crains rien pour l'avenir aussi loin que ce cor pourra être entendu de mes amis. »

Mais Hastings quitte bientôt les bords de la Loire, non sans promettre de revenir à quelques-uns de ses compagnons qu'a décidés à rester dans le pays le bon petit vin des vignes que jadis y a plantées l'abbé de Cé... et il pique vers le Sud.

Il saccage Saintes et Bordeaux, puis il longe les côtes d'Espagne, embouque le détroit de Gibraltar et met le cap sur l'Italie. Il poursuit un

grand rêve : il veut faire la conquête de Rome. Une tempête le jette près d'une belle cité. Hastings envoie dire au comte et à l'évêque que ses compagnons, vainqueurs des Francs, ne voulaient pas de mal aux peuples d'Italie, qu'ils ne demandaient qu'à réparer leurs barques avariées, et que lui-même, fatigué de cette vie errante, désirait trouver le repos dans le sein de l'Église. L'évêque et le comte ne refusèrent rien ; Hastings reçut même le baptême ; mais les portes de la ville restaient fermées. A quelque temps de là, le camp retentit de gémissements : Hastings était dangereusement malade ; des envoyés vinrent le dire et déclarer en même temps que le moribond avait l'intention d'abandonner à l'église tout son butin, à condition que son corps fût enseveli en terre sainte. Les cris de douleur des Northmans annoncèrent bientôt la mort de leur chef. On leur permit d'entrer dans la ville pour apporter son cadavre, et les funérailles furent préparées dans l'église même. Mais, au moment où l'on déposait le corps au milieu du chœur, Hastings se dressa tout à coup, abattit l'évêque à ses pieds, pendant que ses compagnons, tirant leurs armes cachées, massacraient prêtres et soldats. C'est alors seulement qu'Hastings reconnut son erreur, il était à Luna. On lui fit entendre que Rome était à une grande distance et qu'il ne la prendrait pas aussi facilement, il remit à la voile avec son butin et reparut au bout de quelques mois dans l'estuaire de la Loire. »

En 885, les Northmans sont établis définitivement sur la Seine, dans l'île d'Oissel, d'où ils partent pour assiéger Paris. Sans le comte Eudes et l'évêque Goglin, Paris devenait la capitale de la Normandie..... Montmartre, il est vrai, eut cet honneur pendant quelques mois !

Les Scandinaves se consolèrent de cet échec en reprenant leur course à travers l'Europe occidentale, bien décidés toutefois à demeurer dans un pays à leur convenance.

Aussi maltraités par l'amollissant climat des rivages méditerranéens que par leurs brumes septentrionales, auxquelles ils avaient définitivement renoncé, ils se fixèrent, à mi-route du pôle et du tropique, dans les grasses plaines qu'arrosent la Seine inférieure, la Somme, l'Epte et la Vire. Affinés petit à petit par le frottement avec les populations chrétiennes et par les jouissances d'une vie plus facile et plus douce, ils unirent rapidement la prolifique virilité de leurs jeunes hommes au charme hospitalier des blondes Neustriennes ou des brunes Gallo-romaines de la basse Seine. Il en advint une race quasi nouvelle faite de robustesse, d'entreprenante humeur, d'initiative raisonnée et féconde.

En 911, par le traité de Sainte-Clair-sur-Epte, Charles le Simple donna au Northman Rodholf ou Rollon ses lettres de nationalité française. Cette fois Charles le Simple ne fut pas Charles le Sot : bien inconsciemment sans doute, il venait de rajeunir la vieille sève gauloise, et, par l'introduction de cet élément nouveau, d'assurer la prospérité future de notre région du Nord-Ouest.

L'esprit d'entreprise resta la caractéristique des Northmans devenus Normands. Bien loin de rançonner les évêques et les abbés, ils enrichirent abbayes et monastères; et au lieu du dragon d'Edda, souillé de tant de massacres, ils arborèrent la croix aux cornes de leurs mâts; mais ils n'en continuèrent pas moins à sillonner l'Océan en tous sens, bien décidés à élargir le champ de leur influence politique et de leurs relations commerciales.

Ils allèrent au plus près; et, comme ils n'avaient guère que 50 kilomètres de canal à traverser pour s'établir en Angleterre, c'est l'Angleterre qui devint dès le XIe siècle leur première colonie.

Certains, alors qu'ils dénient le génie colonial aux Français, se complaisent à en faire le privilège du peuple anglais. Cette façon d'interpréter l'histoire ressemble en tous points à celle de ces agents de la Friend's-Foreign-Missionary Association, qui, depuis cinquante ans, répandent dans leurs écoles nègres un célèbre catéchisme géographique dans lequel il est enseigné que l'Angleterre est la suzeraine des autres États d'Europe, lesquels ne sont que ses plus ou moins loyales colonies.

Or, la vérité est précisément le contraire de ce qu'enseigne cet original catéchisme. La première grande colonie fondée par les Français est précisément l'Angleterre. Seulement les colons de la France de Philippe Ier, entraînés en Grande-Bretagne par Guillaume le Conquérant, n'ont pas fait plus preuve de loyalisme en devenant les Anglais d'aujourd'hui, que les colons de l'Espagne de Ferdinand, entraînés par Cortez aux pays Aztèque, en devenant les Mexicains. Si des intérêts ultérieurs, le milieu ambiant et bien d'autres causes ont profondément modifié l'esprit français par delà la Manche, le fait originel n'en subsiste pas moins; et les Anglais n'en sont pas moins les fils de nos premiers colons français. Le malheur veut qu'ils n'aient conservé de leurs aïeux les Northmans que l'esprit de piraterie.

Moins de trois cents ans après la conquête de l'Angleterre, nous trouvons les Normands installés sur le golfe de Guinée : ils en rapportent les épices et surtout l'ivoire. Dieppe, en 1356, compte parmi ses principales corpora-

tions celle des ciseleurs d'ivoire dont les travaux ont de nos jours un prix inestimable.

Français du Midi, de l'Ouest et du Nord — voire même de la Champagne — nous sommes les descendants des Provençaux, des Basques, des Gaulois, des Bretons armoricains et des Northmans; dans nos veines coule le vieux sang de ces intrépides aventuriers qui, venus eux-mêmes s'établir en colons dans le pays de France, y ont fondé ces puissants établissements qui furent Marseille, Bayonne, Saint-Malo, Rouen, Dieppe, Boulogne : cités maritimes, qui, pendant quatre siècles, ont été les grands foyers de rayonnement de notre race vers les terres du Levant, du Ponant et du Midi.

Et si nos origines ne suffisaient pas seules à expliquer et à prouver nos aptitudes colonisatrices, les premiers faits de notre histoire s'en chargeraient aisément.

La nation française est à peine constituée avec les divers éléments que nous venons d'indiquer qu'une extraordinaire manifestation de sa puissance expansive se produit aussitôt.

Poussée par son instinctif attrait pour les lointaines expéditions — peu importe le but qu'elle poursuit, religieux ou commercial, — elle donne le branle à cet immense exode que furent les croisades. Avec l'insouciante imprévoyance des Gaulois, le fier mépris du danger des Bretons, avec l'indomptable ténacité des Normands, le peuple de France marche vers l'Orient à la conquête du Saint-Sépulcre. A côté des croyants que soutient l'ardeur religieuse marchent les commerçants, un peu inquiets de savoir ce qu'ils pourront bien rapporter de là-bas, ce qu'ils pourront y vendre, mais, après tout, satisfaits de savoir que la route est longue et que leur clientèle est du voyage.

De cette immortelle marche à la croix s'en est-il suivi pour l'expansion de notre race des résultats pratiques? Assurément; et ceux-ci subsistent encore.

Le Royaume Chrétien de Jérusalem, dont Godefroy de Bouillon fut le premier dynaste, devait se maintenir près de cent ans ; et si, malgré l'héroïque résistance de Guy de Lusignan, la cité sainte tombe à la fin du XIIe siècle aux mains des Sarrasins, le prestige de la France demeure presque entier dans l'Orient.

Plus de huit siècles se sont écoulés depuis cette époque et notre pays

conserve des droits effectifs sur les populations du Levant. Le privilège de la protection des chrétiens d'Orient lui a été confirmé lors de la dernière guerre de Syrie. Le nom français est respecté et honoré par une population qui se souvient toujours du grand rôle joué autrefois en Palestine et en Syrie par les Francs « soldats de Dieu ».

Au point de vue économique, les résultats ne sont pas moins réels qu'au point de vue politique. Si Marseille reste notre porte d'or ouverte sur le Levant, elle doit son intarissable prospérité aux vieilles et solides relations que ses commerçants ont su s'y créer sur le bon renom de la France.

Enfin, depuis le temps où commencent les grandes découvertes de la terre, chaque page de nos annales contient la réfutation du paradoxe habilement étayé dans l'opinion publique par certaines revues étrangères, ou soutenu antipatriotiquement chez nous par ce genre d'écrivains pour qui la recherche de l'originalité passe bien avant celle de la vérité toute simple.

Quel peuple, en effet, s'est attaché avec plus de ténacité que le peuple français à l'idée coloniale? Au XVIIIe siècle nous possédons l'empire extérieur le plus étendu qui ait jamais été : une politique européenne maladroite et malheureuse en provoque l'écroulement en quelques années; c'est à peine s'il nous en reste quelques débris éparpillés aux quatre coins du monde. Un siècle à peine passe ; et la France se réveille maîtresse d'un second empire presque aussi étendu et tout aussi important que le premier.

L'Algérie et la Tunisie valent certes bien le Canada ; l'Indo-Chine, à cette heure, contient peut-être en réserve pour nous plus de ressources que n'en contient pour les Anglais l'Inde travaillée depuis quelques années par une révolution économique qui non seulement la détachera politiquement de la mère-patrie, mais en fera une de ses plus dangereuses rivales au point de vue commercial. Madagascar vaut mieux que la Floride. Les Antilles et Bourbon, la côte du Sénégal faisaient partie de notre ancien domaine. L'arrière-pays sénégalais, le Soudan, la côte d'Ivoire, le Dahomey, le Congo, les territoires d'Obock, la Nouvelle-Calédonie, les îles océaniennes compensent largement la perte de Maurice et de quelques petites Antilles.

Quelle autre race que la nôtre, enfin, aurait été assez puissante pour produire avec les Bugeaud, les Faidherbe, les Dodds, les Rivière, les Courbet, les Gallieni, les Marchand, comme une seconde génération des André Brue, des Champlain, des Montcalm, des Dumas, des Dupleix ?

Il semble que ce soit un axiome que l'histoire ne se renouvelle pas : la France pourtant a fait se réaliser ce prodige.

Et c'est à nous, Français, qu'on veut contester le génie de la colonisation! Mais, depuis le fondateur de Phocée jusqu'au héros de Fachoda, la sève française n'a fait que monter avec plus de vigueur, que s'épanouir en plus fiers rameaux.



L'histoire de la colonisation française se divise en cinq grandes époques :

1° Du XIVe siècle à 1600, les aventuriers, les marchands, les explorateurs officiels nous acquièrent, en Amérique principalement, des droits ultérieurs de possession : c'est la *période des origines*.

2° De 1600 à 1750, la France, soit par l'intermédiaire de ses compagnies privées ou privilégiées, soit sous la direction du pouvoir central, se constitue son premier grand empire colonial : c'est la *période de la plus grande expansion*.

3° De 1750 à 1830, par suite des fautes de la monarchie, de l'impuissance de la première république et du premier empire, ou de l'indifférence de la Restauration, ce grand domaine nous échappe et rien n'est fait pour le reconstituer : c'est la *période du déclin*.

4° De 1830 à 1870 le gouvernement monarchique constitutionnel provoque inconsciemment un nouveau mouvement d'expansion par la conquête de l'Algérie; la deuxième république et le deuxième empire dirigent et secondent ce mouvement : c'est la *période de la renaissance coloniale*.

5° De 1870 à 1900, la troisième république inaugure résolument une politique coloniale intensive, et reconstitue sur de nouveaux territoires un empire extérieur aussi étendu que le premier : c'est la *période de l'expansion contemporaine*.

PREMIÈRE PÉRIODE

CHAPITRE PREMIER

Les Voyageurs et les Marchands

Les premiers comptoirs de la côte d'Afrique. — Jean de Bethencourt. — Jean Cousin. — Paulmier de Gonneville à la « Terre des Perroquets ». — Le roi des merciers. — Jacques Cartier et Roberval au Canada.

Les chroniques des XIIIe et XIVe siècles ne nous donnent que de rares renseignements sur les voyages et les entreprises commerciales de nos provinces maritimes. D'ailleurs l'idée ne serait venue à clerc non plus qu'à laïc qu'il fût possible d'acquérir gloire littéraire ou profit honorifique à conter les gestes de merciers ou épiciers.

Au demeurant, nos ports de la Manche et de l'Océan, constamment menacés ou occupés par les navires anglais, au cours de la guerre de Cent ans, n'ont guère le loisir de risquer au loin de nombreux équipages : les communes maritimes ont trop à faire de pourvoir à leur propre sécurité pour songer à s'épuiser en fondations lointaines. Cependant elles ne demeurent pas absolument inactives.

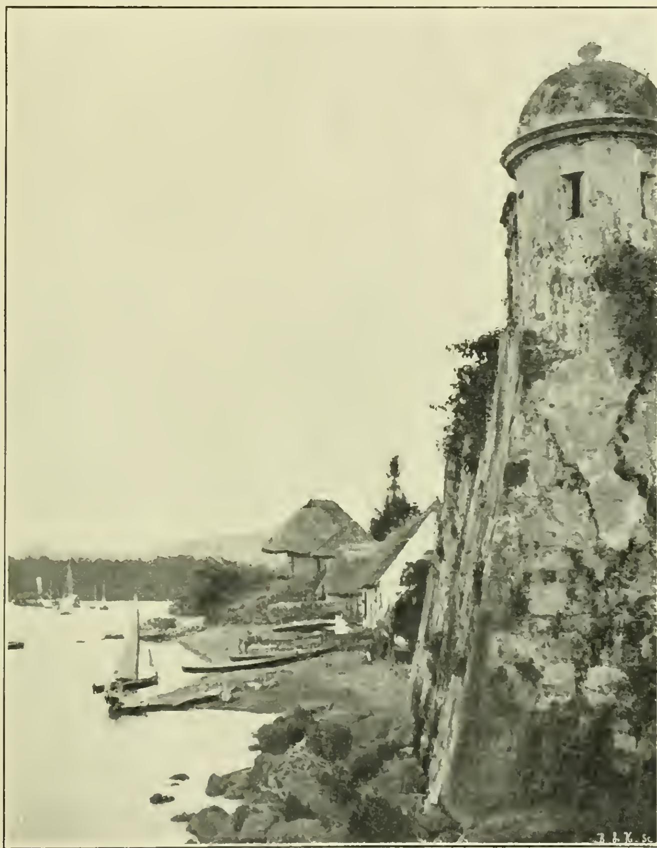
S'il faut s'en rapporter au témoignage de vieux chroniqueurs dieppois, les Polletais auraient, bien avant les Portugais, visité les côtes nord-occidentales de l'Afrique. Le géographe arabe Ib-Kaldoun et l'historien Barros précisent qu'en 1339 trois vaisseaux dieppois allèrent faire un chargement d'or sur la côte de Guinée.

En 1364, trois navires reprirent la route du golfe africain et fondèrent des comptoirs appelés le Petit Paris, le Petit Dieppe et la Mine que fréquentaient assidûment les traitants indigènes. Les bénéfices réalisés par les gens de Dieppe engagèrent ceux de Rouen à s'associer avec eux, et « en 1381, la *Vierge*, le *Saint-Nicolas* et l'*Espérance*, créent de nouvelles loges à Fantin, Sabou, Akara. En dix ans, quatre expéditions normandes essaiment une vingtaine de comptoirs sur la côte de l'Or, des Dents et celle du Poivre. Mais la prospérité de ces fondations ne survécut pas aux terribles luttes entre Armagnacs et Bourguignons. Le Dieppe-Noir (la Mine) n'existe plus en 1413. Seuls quelques aventuriers tentent pour leur propre compte la fortune des mers lointaines. Tel fut, en 1402, ce gentilhomme de Normandie, Jean de Bethencourt, chambellan de Charles VI, qui embarqua sur deux vaisseaux une centaine de cerveaux brûlés et quelques moines, et « piqua tout droit au hasard, à travers l'Atlantique ». Les vents le poussèrent jusqu'aux Canaries ; il mit deux ans à exterminer les habitants ou à en faire des catholiques : puis, il se proclama roi de l'archipel : c'est le premier colonisateur français (pour ne point parler des croisés) dont le nom nous ait été conservé.

La fin du XV[e] siècle et le début du XVI[e] ouvrent dans notre histoire coloniale une sorte de période préparatoire qui dure une vingtaine d'années et qui prélude à un mouvement d'ensemble, dont le développement va s'opérer avec une extrême rapidité.

Les Portugais et les Espagnols, sous l'impulsion de Jean de Portugal et d'Isabelle de Castille, se précipitent sur les terres nouvelles que leur ont dévoilées Colomb, Diaz, Gama et Albuquerque. Ils établissent sur les ruines des anciennes loges dieppoises de nombreux comptoirs protégés par des forteresses, pénètrent l'Extrême-Orient et sèment leurs établissements du Cap-Vert aux Molluques. Grâce à l'efficace appui de leur gouvernement, ils s'assurent le monopole presque exclusif des épices, de l'or, de l'ivoire, etc... Les navires étrangers qui veulent s'aventurer au sud de l'Équateur sont considérés comme pirates, leurs équipages embarqués de force sur les galères du roi Jean, leurs cargaisons confisquées. L'exécution impitoyable de cette mesure avait même tout à fait refroidi les sympathies qui s'étaient établies, au temps de la guerre de Cent ans, entre Péninsulaires et Normands, alors que le roi de France faisait appel contre les Anglais aux marins espagnols.

Aussi les audacieux capitaines de Bayonne, de Saint-Jean, de Honfleur, de Dieppe, de Boulogne ont-ils désormais le plus grand intérêt à entourer leurs expéditions — vraies campagnes de contrebande — du plus impéné-



RESTES D'UN VIEIL ÉTABLISSEMENT ESPAGNOL

trable mystère : pour eux le silence est d'or. C'est donc loin des comptoirs rivaux, dans les criques ignorées de la Guinée et du Gabon, qu'ils vont jeter l'ancre : en toute hâte ils font leur cargaison ; puis ils reprennent la haute mer et reviennent vendre à bon prix leurs chargements aux gros marchands

de leur port d'attache, se gardant bien de les mettre dans la confidence de la route qu'ils ont suivie, à plus forte raison de publier la description des pays où ils ont accosté.

De tous ces intrépides flibustiers deux seulement ont livré leur secret et — le croirait-on ? — ce sont deux Normands : une intéressante tradition retrace assez nettement l'histoire du Dieppois Jean Cousin ; des documents écrits précisent encore mieux celle du Honfleurois Paulmier de Gonneville.

Vers 1485, vivait à Dieppe un certain Jean Cousin, lequel, en compagnie d'une trentaine de solides lurons, faisait depuis une vingtaine d'années de fructueuses pêches de baleines entre l'Islande et la Terre de Glace, autrement dit le Groenland. Jean Cousin avait une réputation de force et aussi de ruse qui lui avait acquis de solides sympathies parmi les matelots Polletais. En 1486, il résolut d'aller faire concurrence aux Portugais sur les côtes d'Afrique ; avec les bénéfices que lui avaient fait réaliser ses chasses à la baleine, il changea son baleinier contre une belle caravelle, récemment construite sur les chantiers du Faro, et, huit mois après son premier départ, il rentrait avec les plus belles dents d'éléphants que jamais ciseleur d'ivoire ait eu l'occasion de travailler dans aucun des compagnonnages dieppois.

En 1488, il résolut de pousser plus loin et d'atteindre si possible lui ausi les Indes Orientales.

A la tête d'un équipage de choix, il cingla vers les Açores. A peine avait-il haussé l'archipel qu'un calme plat tomba sur l'Atlantique ; mais un courant rapide entraîna sa caravelle pendant une dizaine de jours. Au calme succéda une violente tempête de N.-E. ; si bien qu'au bout d'un mois et demi notre capitaine se trouva en présence d'une terre inconnue, devant l'embouchure d'un grand fleuve dont les eaux tranchaient au large par leur couleur limoneuse sur celles de la mer. Il débarqua sur le rivage, y éleva une croix, et, n'ayant aperçu aucun indigène avec qui commercer, il remit à la voile, le cap vers l'Est. Après une série de contretemps, la caravelle dieppoise aborda ensuite sur la côte d'Afrique près d'un promontoire auquel Cousin donna le nom de Cap des Aiguilles. A partir de ce moment, on ne sait ce que devient l'expédition. Ce n'est que dix ans après, en 1499, que le hardi aventurier rentre à Dieppe avec un chargement d'une valeur incomparable : la cale de la caravelle, dit la tradition, était pleine de poudre d'or tenant lieu de lest.

Tout porte à croire que la côte entrevue par Cousin, après sa relâche aux Açores, n'était autre que celle où s'ouvre l'embouchure de l'Orénoque

ou celle de l'Amazone. Cette supposition est d'autant plus acceptable que Cousin avait embarqué en qualité de second un certain Pinçon, frère ou fils d'un de ces trois frères Pinçon qui accompagnèrent Christophe Colomb lors de son premier voyage. Quoi qu'il en soit, le nom de rivière Pinçon fut, à partir de cette époque, donné pendant plus d'un demi-siècle par les navigateurs français indistinctement aux différents fleuves, qui après avoir drainé le bassin brésilien, viennent se jeter dans l'Atlantique.

Quatre ans après le retour de Cousin, un pauvre gentilhomme normand, nommé Paulmier de Gonneville, d'esprit plus romanesque que pratique, frétait à Honfleur un petit brick *l'Espoir* et se lançait hardiment à travers l'Atlantique : après une rapide et heureuse navigation, Paulmier aborde, sans avoir cessé de mettre le cap au Sud-Ouest, sur une terre basse où il reçoit des indigènes un accueil très hospitalier : ceux-ci avaient la peau d'un brun rougeâtre, les jambes courtes, le visage très allongé, les cheveux longs et lisses ornementés de plumes aux couleurs éclatantes, et, sur des chausses en peaux de bêtes, portaient des manteaux de nattes dont chaque couture était agrémentée d'une rangée de plumes multicolores.

Le jour de Pâques 1504, Paulmier planta une grande croix sur le rivage, réunit les indigènes, qui sur une décharge de mousqueterie se prosternèrent dévotement à ses pieds, et leur offrit un grand festin. La fête et le palabre qui suivirent furent tellement troublés par les cris des perruches, voletant à travers les grands arbres du rivage, que notre explorateur donna au pays le nom de *Terre des Perroquets*.

Quand, après un séjour de quelques mois dans le pays, Paulmier remit à la voile, le chef indigène lui confia son fils, nommé Essoméricq. Gonneville fut empêché de jamais revenir au pays des Perroquets; mais, conscient de la responsabilité qu'il avait assumée en emmenant cet enfant en France, « il l'adopta, lui accorda plus tard la main de sa fille, et c'est de lui que descendirent les Gonneville » qui fournirent plus tard à la marine française de distingués officiers.

Quatre ans après la prise de possession du Brésil, au nom du roi de Portugal, par Alvarès Cabral, Paulmier de Gonneville avait trouvé le chemin du continent sud-américain.

En présence des résultats obtenus par les marins, et aussi en raison des exigences de ces heureux découvreurs d'or, d'ivoire et d'épices, les marchands de Normandie résolurent d'armer pour leur propre compte et de

lancer vers l'Atlantique de fortes expéditions. Ces entreprises sont d'abord privées (telles celles des Ango) ; puis elles sont tentées par des associations purement locales ; enfin par des sociétés dans lesquelles nous voyons les marchands de Rouen s'associer à ceux de Paris, de Honfleur ou de Dieppe.

Les Portugais et les Espagnols qui se disputaient l'empire des mers, et que le Pape, pris comme arbitre, n'avait point réussi à mettre d'accord, s'entendaient cependant pour fermer plus rudement qu'auparavant aux autres marines les chemins de l'Afrique et de l'Extrême-Orient.

Un simple marchand dieppois, Ango, résolut de tenir tête, tout seul, à nos rivaux du Sud.

Après quelques tentatives heureuses, le mercier (c'est ainsi qu'on appelait les riches marchands qui constituaient la puissante aristocratie commerciale des Flandres et de Normandie) construisit toute une flotte, et confia le commandement de ses navires aux plus hardis capitaines de la province : à Jean Denis de Honfleur, Thomas Aubert et Jean Parmentier de Dieppe, Gamart de Rouen, etc... C'est vers la Guinée, l'Inde, voire même la Chine, que devaient cingler caraques, galions et caravelles.

En 1523, Parmentier avait exploré les Maldives et fondé un comptoir à Sumatra. Les affaires d'Ango devinrent tellement prospères qu'en 1526 il acheta pour son fils Jean la vicomté de Dieppe.

A la mort de son père, Jean Ango se trouva à la tête d'une fortune immense et n'hésita point à développer les affaires de la maison : il construisit de plus puissants navires, aussi aptes à la guerre qu'au commerce, et recruta de nouveaux capitaines : Pierre Manclerc, Pierre Crignon, Raoul Parmentier, tous de Dieppe, et un Florentin réputé pour son habileté, Giovanni Verazzano, que, huit ans auparavant, le roi de France avait chargé d'explorer les côtes de l'Amérique septentrionale. Les deux plus beaux de ses navires, *le Sacre* et *la Pensée* furent confiés à Jean Parmentier le père.

En 1529, à la fin de l'automne, les vaisseaux d'Ango rentrèrent au port, chargés de si précieuses cargaisons que notre dieppois était réputé l'homme le plus riche de France. En reconnaissance de l'appui que lui avait prêté la Providence, il fit achever l'église Saint-Jacques de Dieppe et sculpter sur la frise, à même le granit, les principaux épisodes des voyages de ses capitaines : on voit encore représentés sur cette frise des nègres africains chargés de défenses d'éléphants, des Indiens Hindoustani portant des ballots d'étoffes précieuses, des Brésiliens, des Javanais, etc.

Les résultats obtenus par ces grands navigateurs ne furent pas moins

importants au point de vue géographique qu'au point de vue commercial. Denis releva les côtes de Terre-Neuve et toucha celles du Brésil, Gamart et Aubert explorèrent les environs du Saint-Laurent, Jean Parmentier reconnut les côtes du Brésil entre l'Orénoque et l'Amazone, prit terre au sud de Madagascar, fonda des loges aux Maldives, à Sumatra et aux Philippines. Les cartes établies par Jacques Verazzano, d'après les relations de son frère Giovanni, ont été les principaux documents d'après lesquels Orthelius, Mercator, Looke dessinèrent leurs globes terrestres.

Cependant Jean de Portugal, inquiet de cette concurrence, redouble de rigueur à l'endroit des navires français, naviguant dans les eaux du Brésil. Plusieurs vaisseaux d'Ango sont ainsi détruits. Celui-ci s'adresse une première fois à François I[er]. Mais les affaires du roi étaient à ce moment trop compromises du côté de l'Est pour qu'il pût prêter l'oreille aux réclamations du mercier. Ango le comprit et résolut de se venger lui-même. En 1530, il fait bloquer le comptoir portugais de Pernambouc et enlève près de 300 bâtiments de commerce aux Portugais. Puis, se mettant lui-même à la tête de vingt vaisseaux, il vient mouiller en rade de Lisbonne et somme Jean III de lui payer une indemnité de 60.000 ducats; faute de versement dans les vingt-quatre heures, Lisbonne sera bombardée.

Jean III, pris à l'improviste, paya.

Mais à partir de ce moment il donne l'ordre à ses escadres de guerre de couler les vaisseaux de commerce d'Ango et des armateurs français. Les Dieppois, après des pertes cruelles, adressent à François I[er] un énergique appel pour que la marine nationale soit réorganisée et protège efficacement les convois marchands. En même temps, Ango invitait le roi à se rendre à Dieppe pour mieux juger de la situation; il lui offrait l'hospitalité dans sa propre maison.

La réputation du riche armateur était si grande, qu'en 1533 François I[er], curieux de connaître ce simple citoyen qui avait tenu en échec la monarchie portugaise, se rendit à son invitation. L'accueil qu'il reçut le frappa d'étonnement. En effet, la maison d'Ango, un des plus remarquables chefs-d'œuvre de l'architecture du temps, était remplie de merveilles exotiques. Dans un décor oriental d'une richesse incomparable se mouvait un peuple de serviteurs appartenant à toutes les races humaines et revêtus de leurs costumes nationaux. Partout des étoffes de soie et d'or; le service était fait dans des vaisselles d'or ciselé achetées aux princes de l'Inde et de la Perse; des fruits des Antilles et du Brésil étaient servis à



SAINT-MALO

profusion ; le roi coucha sous des courtines achetées au pays du Prêtre Jean (Abyssinie). Ango reçut le roi de France en roi du commerce.

Ébloui par les résultats qu'il vient de constater, charmé par la hardiesse des marins normands, désireux lui aussi de tirer quelques profits des entreprises coloniales, François Ier décide de faire de notre expansion au dehors « une affaire de roi ». Il commence par adresser au Portugal et à l'Espagne de sérieuses remontrances : un jour même il demande ironiquement à l'ambassadeur d'Espagne si « Adam, dans son testament, avait attribué par préciput et hors part les terres situées au sud de l'Équateur aux Portugais et aux Espagnols, à l'exclusion des autres peuples de la terre ».

Pour appuyer cette politique, il veut avoir sa flotte du Levant et du Ponant, son port sur la Manche comme sur la Méditerranée. Il donne des ordres pour améliorer les défenses de Toulon et projette la création, à l'embouchure de la Seine, d'un établissement mieux placé que Rouen pour surveiller le canal : en 1537 est fondé Franciscopolis, depuis le Havre.

Mais le pénible effort que François Ier est obligé de soutenir en 1542 pour continuer la lutte contre Charles-Quint, détourne tout à fait son attention de la politique coloniale : les escadres espagnoles traquent sur toutes les mers les navires des merciers ; un à un ceux d'Ango sont pris ou coulés : c'est la ruine pour lui et pour Dieppe.

En 1551, Ango meurt de chagrin et de misère dans la hutte d'un vieux pêcheur du Pollet... d'un pêcheur qui n'était autre que son ancien capitaine Pierre Crignon, jadis l'ami des rajahs de Tritchinopali et de Batavia.

François Ier est cependant le premier prince français qui ait marqué quelque intérêt pour les entreprises d'expansion extérieure. En 1520, il



LE PORT DE DIEPPE AU XVe SIÈCLE

charge Giovanni Verazzano d'une expédition sur les côtes d'Amérique : ce capitaine rentre après avoir relevé les côtes de la Géorgie jusqu'au cap Breton. En 1538, le roi envoie Jacques Cartier compléter les découvertes de Verazzano.

Jacques Cartier, né dans cette ville de Saint-Malo qui devait donner le jour à tant de grands marins, à Surcouf, à Duguay-Trouin, à la Bourdonnais, part avec deux bâtiments, fait le tour du banc de Terre-Neuve et,



L'HIVER AU BANC DE TERRE-NEUVE

mettant le cap vers l'Ouest, arrive sur le continent américain. Il débarque dans la baie des Chaleurs, longe la côte, et, arrivé à la baie de Gasque, prend possession du pays au nom du roi de France. Sur le rivage il dresse une croix surmontée des armes françaises ; puis, continuant sa route, rencontre le large estuaire d'un grand fleuve : c'était le Saint-Laurent. Mais l'hiver approchait et menaçait d'être rigoureux. Cartier jugea plus prudent de rentrer en France.

Au printemps suivant, il choisit trois petits vaisseaux d'un faible tirant d'eau, dont le plus grand jaugeait à peine cent tonneaux : l'*Hermine*, la *Petite Hermine* et l'*Émérillon*, et remet à la voile. Vingt et un jours après son départ, il pénétrait dans l'estuaire du Saint-Laurent, en remontait le cours jusqu'à une baie profonde formée par l'embouchure d'une petite

rivière et donnait à cette baie le nom de Sainte-Croix : on l'appelle aujourd'hui golfe de Saint-Charles.

Après quelques jours de navigation et plusieurs relâches dans des villages que les indigènes appelaient invariablement *Kanata* (amas de cabanes, campements) la flottille arrive en vue d'un gros hameau auquel ses habitants donnaient le nom de Stadaconé, et qui s'abritait dans une anse de la rivière, au pied d'un coteau aux pentes escarpées. Cartier débarque, échange des cadeaux avec les habitants et monte au sommet de la colline. A perte de vue s'étendait la prairie, à peine semée çà et là de quelques bouquets d'arbres, vaste comme un océan dont les vagues étaient faites de grasses herbes ondulant au souffle de la brise. Il resta quelque temps rêveur, contemplant ce merveilleux spectacle : son imagination entrevit la prospérité incomparable d'une nouvelle France créée sur ces rives fécondes du Saint-Laurent, d'un empire français fondé à mille lieues de la mère patrie et répandant sa civilisation parmi ces hospitalières populations de pasteurs et de chasseurs. Et lentement il redescendit le flanc du coteau sur lequel allait, quelques années plus tard, s'élever la ville de Québec.

Laissant à Stadaconé l'*Hermine* et la *Petite Hermine*, il continua à remonter le Saint-Laurent à bord de l'*Émérillon* : la rivière se déroulait toujours devant lui, large et profonde ; sur les rives le paysage présentait toujours la même richesse de végétation. Il arriva ainsi jusqu'à une île appelée Hochelaga (l'île sur laquelle devait plus tard s'élever Montréal) et, fixé sur les ressources infinies que présentait le pays à la colonisation, il vira de bord, après avoir entassé sur ses navires des spécimens des produits de la région. Trente jours après, l'*Émérillon* mouillait dans le port de Saint-Malo.

Le bruit de ces grandes découvertes causa dans nos pays maritimes une émotion considérable. Jacques Cartier s'était rendu à Paris pour rendre compte de son mandat à l'amiral Chabot et solliciter une audience de François Ier. Le roi voulut recevoir lui-même le hardi pionnier pour entendre de sa bouche le récit des merveilles qu'il avait entrevues.

Au lendemain de l'audience, plutôt une fête qu'une conversation d'affaire, dans laquelle Cartier fut plutôt exhibé que reçu, nombre de gentilshommes sollicitent le roi d'organiser une seconde expédition à laquelle tous veulent prendre part. Le nom de Nouvelle-France est par avance donné à ce pays, qui, plus tard, devait s'appeler le Canada.

L'expédition fut décidée. Mais Jacques Cartier ne put l'organiser à sa guise. Ce qu'il voulait, c'était fonder par la colonisation agricole un empire français au Canada. On lui imposa des gentilshommes ruinés et des bravi, au lieu des paysans qu'il demandait. Le départ fut solennel : on l'entoura d'une pompe inusitée. Trois vaisseaux commandés par Cartier levèrent l'ancre au son des cloches et au bruit du canon, emportant toute une foule de fils de famille, amoureux d'aventures, désireux plus



MONTRÉAL AU XIX[e] SIÈCLE.

encore de trouver dans la Nouvelle-France l'or que les Portugais avaient trouvé au Pérou. Après une traversée assez pénible, on atteignit l'embouchure du Saint-Laurent et on mouilla dans la baie de Stadaconé.

A peine à terre, les compagnons de Cartier se mettent en quête de belles prouesses militaires : ils s'aliènent vite les indigènes qui les reconduisent à coups de flèches jusque sur leurs bâtiments. On continue à remonter le fleuve jusqu'à Hochelaga, déjà choisi comme le centre des futurs établissements. Cartier montre aux jeunes nobles le parti que la France peut tirer de cette colonie pour peu que des colons viennent en défricher le sol. Mais ces cadets cherchent autre chose : ils veulent avant tout revenir riches et vite. Pas d'or dans le pays ! leur désillusion est com-

plète ; ils ne songent plus qu'au retour ; et, quoi que fasse le Malouin pour leur résister, il est obligé de rentrer en France.

Les résultats de ce voyage furent déplorables. Pendant plusieurs années personne ne songea plus à cette Nouvelle-France qui avait trompé l'espoir des fils de famille et ne leur avait donné ni or, ni gloire. La royauté elle-même sembla se désintéresser tout à fait des entreprises coloniales.

En 1540, un gentilhomme picard, François de la Roque, seigneur de Roberval, résolut de reprendre pour son compte les projets de Cartier et de transporter dans les fertiles plaines de Saint-Laurent un fort contingent d'émigrants agricoles. Il se mit en rapports avec le Malouin, lui promit de faire les fonds de l'entreprise et de le faire agréer comme capitaine général de la flotte qu'on allait armer. Cartier, que l'évanouissement de son rêve avait accablé, saisit avec empressement cette occasion de lui donner corps à nouveau et promit en principe son concours au chevalier.

Mais les difficultés naquirent du côté des bureaux du Secrétaire d'État. Les territoires de la Nouvelle-France, acceptés par le roi, figuraient dans l'inventaire du domaine de la couronne ; nul ne pouvait y créer d'établissement qu'avec l'assentiment et sous le contrôle du roi. Or qui dit contrôle dit responsabilité ; et, comme en l'espèce les bureaux ne pouvaient surveiller de Paris ce qui se passait au Canada, Roberval fut engagé à trouver une formule qui lui permît de concilier leur responsabilité avec ses désirs.

Grace à de solides appuis, notre hobereau obtint plus qu'il ne demandait. Par lettres patentes en date du 15 janvier 1540, il est créé « vice-roy et lieutenant général en Canada, Hochelaga, Saguenay, Terre-Neuve, Carpon, Labrador, la Grand'Baye, Braccialaos et autres lieux ». Il ne lui restait plus qu'à retrouver la route de ses nombreuses vice-royautés et à y asseoir son influence. Comme il était convenu, Jacques Cartier reçut le titre de capitaine général des vaisseaux du roi en Canada.

En échange du grand honneur qui lui était décerné, le futur vice-roy devait cependant rendre un service au gouvernement. Les prisons du ressort des parlements de Paris, Rouen, Dijon, Bordeaux et Toulouse regorgeaient de prisonniers et de vagabonds. Pour en débarrasser le pays et soulager le trésor du prix de leur entretien, on décida que Roberval les emmènerait en qualité de colons.



JACQUES CARTIER REMONTE LE SAINT-LAURENT (Musée de Versailles)

Ce premier contrat, réglant en faveur d'un particulier la première concession territoriale au delà des mers, présente un grand intérêt : il marque un pas en avant dans l'évolution de l'esprit colonial français, en associant l'initiative particulière des découvreurs de terre à l'action du gouvernement. Il va de plus constituer la formule juridique nouvelle des futurs contrats dans les limites desquels pourra s'exercer l'activité de simples aventuriers agissant pour leur propre compte, ou celle des mandataires plus ou moins heureux de politiciens à vues plus larges.

En fait, la condition imposée par les bureaux au chevalier de Roberval de faire du Canada une sorte de colonie pénitentiaire tua l'entreprise dans le germe. En effet, quand J. Cartier apprit qu'il ne s'agissait plus de conduire en Amérique des paysans de France, pauvres mais courageux et honnêtes et à qui la perspective d'une vie plus facile sur les rives du Saint-Laurent pouvait faire supporter plus patiemment les difficultés de la première heure, mais le rebut des bagnes, l'écume des paresseux et des misérables, il refusa de prendre le commandement de la flotte, « ne voulant point devenir vrai chef de brigands ».

Pour le faire revenir sur cette décision qui compromettait tout, Roberval lui rappelle qu'il a sa parole. Notre entêté breton, ne voulant renier sa foi non plus que son idée, trouve une transaction : il est convenu que Roberval partira devant avec sa cargaison de prisonniers, et que lui-même le rejoindra dès qu'il aura recruté un nombre suffisant de laboureurs.

Par suite des lenteurs et des difficultés que causa le transport des forçats du lieu de leur détention au port d'embarquement, Cartier se trouva le premier prêt à partir. Toutefois, malgré les recommandations qu'il avait faites à ses braves paysans, ceux-ci lui arrivèrent sans outils, sans provisions, sans un sou vaillant. Le capitaine hésite quelque temps à les embarquer : mais les pauvres gens n'ont même pas de quoi rentrer chez eux, si le départ est ajourné ; on met donc à la voile dès les premiers jours du printemps de 1541. Cartier avait employé ses économies personnelles à l'achat de quelques armes, de semences, et du matériel indispensable à une première installation.

Après une terrible traversée qui éprouva fort le courage de ces voyageurs inexpérimentés, on toucha enfin la côte d'Amérique. Le spectacle de sa printanière végétation réconforta les âmes. L'île d'Orléans fut choisie comme emplacement de la première colonie agricole.

Mais les populations se montrèrent nettement hostiles. Puis la saison fut déplorable : le peu de semences qu'on avait apportées est gâté par des pluies continues après avoir donné les plus belles espérances ; le scorbut se met dans les rangs de ces malheureux, étrangers aux règles les plus élémentaires de l'hygiène ; la misère engendre la méfiance ; démoralisés, les survivants somment Cartier de les ramener en France. C'était le seul parti à prendre pour ne point faire un tombeau de l'île d'Orléans.

En route, on rencontra Roberval qui avait débarqué son monde dans le voisinage de Terre-Neuve. Son voyage avait été déjà fertile en incidents ; les malandrins amenés par les gardes-chiourme n'avaient rien eu de plus pressé que d'abuser de la liberté relative dont ils jouissaient : une première répression s'était imposée. A peine débarqués sur le sol américain, ils se montrèrent réfractaires aux conseils et aux ordres de leur chef, cherchant querelle aux indigènes, refusant tout travail manuel, se plaignant « qu'on les eût fait venir dans un pays où pas une hôtellerie n'était ouverte pour les recevoir ».

Roberval supplie Jacques Cartier de demeurer près de lui, de lui prêter le concours de ses paysans pour mater ses mauvaises têtes, pour défricher au moins le sol et l'aider à organiser sa colonie. Mais Cartier reste sourd à ces prières : il ne lui était pas possible de sacrifier davantage les braves gens auxquels il avait déjà tant demandé, et, désolé de voir la Nouvelle-France abandonnée à ces bandits, il reprend la mer.

Le pauvre « vice-roy du Canada, Hochelaga et autres lieux » tient courageusement tête à ses compagnons pendant deux mois : aidé de quelques matelots il doit défendre ses navires du pillage, fait pendre une douzaine de mutins, casse lui-même la tête à plusieurs. Enfin, ne se sentant plus en sûreté au milieu de ces forcats, il se décide à les abandonner, après avoir déposé sur le rivage quelques provisions, et rentre en France.

L'échec de ces deux expéditions découragea ceux qui espéraient encore dans l'avenir de la Nouvelle-France, sauf Roberval lui-même. Le pauvre gentilhomme voulut encore tenter une fois la fortune ; mais il commit les mêmes fautes : en compagnie d'une cinquantaine de gens de sac et de corde il reprit quelques années plus tard la route du Saint-Laurent. Qu'advint il de cette expédition ?... nul ne le sait, car personne n'en revint.

CHAPITRE II

Les Projets de Coligny

La colonisation s'organise. — Les idées de Coligny. — Villegagnon au Brésil. Ribaud, Laudonnière et de Gourgues en Floride.

Ces dures leçons, les troubles que faisaient déjà naître les querelles religieuses, l'hostilité chaque jour plus marquée des puissances maritimes rivales, la désorganisation économique du royaume ne réussirent pas plus à tempérer l'esprit d'aventure de nos voyageurs qu'à mettre en garde contre les dangers d'expéditions mal conçues les hommes d'État qui en furent les initiateurs.

Le contrat passé avec Roberval suggéra à l'un des hommes les plus éclairés du XVIe siècle l'idée d'appliquer le régime des concessions privées à une œuvre du plus haut intérêt.

Coligny vit dans la colonisation un excellent dérivatif aux luttes pernicieuses dans lesquelles allait s'engager le parti protestant français. Redoutant, dès 1554, l'issue de la rivalité intransigeante née entre huguenots et papistes, il songea à préparer sur une terre française un lieu de retraite pour ceux qu'effrayait la crise, comme pour ceux qu'elle devait rejeter vaincus hors du champ de bataille. Avec une patriotique clairvoyance qui l'honore, le grand amiral voulut que ses coreligionnaires, au lendemain de la défaite finale qu'il pressentait, continuassent à rester français dans une jeune France d'outre-mer, où les vieux préjugés, les intérêts confessionnels, les haines de sectes ne pourraient étouffer la liberté de pensée et de culte.

C'est vers les « terres chaudes » du Brésil, plus favorables, à son sens, à

l'expansion coloniale que les terres froides du Canada, qu'il résolut de diriger un fort courant d'émigration protestante. L'idée était grandiose. Malheureusement Coligny ne sut ou ne put la réaliser à son gré.

Comme la plupart des natures libérales et bienveillantes que leur instinctive droiture ne met pas suffisamment en garde contre les défaillances d'autrui, l'amiral s'y connaissait mal en hommes. Il laissa surprendre sa bonne foi et son amitié par un aventurier picard, Nicolas Durand de Villegagnon, gentilhomme réputé par sa bravoure et sa finesse, mais nature dissimulée, fantasque et autoritaire; il fut leurré par le scepticisme affecté de ce hobereau, qu'il prit pour de l'esprit de tolérance; et, comme il n'est pire sectaire qu'un sceptique, le madré picard fit banqueroute à la confiance dont il avait été honoré.

Dans les premiers mois de 1555, Coligny obtint du roi en faveur de Villegagnon une concession analogue à celle que François Ier avait consentie à Roberval. L'inquiet Henri II vit à cette peu coûteuse libéralité le double avantage de donner une sorte de satisfaction au parti protestant et d'éloigner de France les plus turbulents huguenots.

Deux vaisseaux furent frétés au Havre. Coligny et Villegagnon, chacun de son côté, se mirent en quête de colons pour la France Antarctique : c'était le nom que notre chevalier avait choisi pour sa future vice-royauté.

L'amiral chargea « deux rigides doctrinaires de Genève », les pasteurs du Pont et Richer, de recruter parmi leurs coreligionnaires des laboureurs, des paysans, « gens de bonne foi et bonnes mœurs ». Au lieu de lever de sérieux contingents parmi les paysans marins de la Saintonge, ceux-ci engagèrent quelque deux cents artisans que les persécutions avaient chassés de la France centrale, tisseurs, tailleurs, forgerons, orfèvres même, tous calvinistes éprouvés; mais « ignorant tous ce qu'était la mer, sinon par ouï-dire ».

Villegagnon, pour doter son futur royaume d'une aristocratie authentique, accepta les demandes d'engagement d'une cinquantaine de gentilshommes « dont le colombier n'avait depuis longtemps vu nichée de pigeons ». Il est vrai que la plupart s'étaient échauffé l'imagination à la lecture des livres de voyages qui commençaient à relater les merveilleuses fortunes faites au delà des mers par certains cadets de Castille et d'Estrémadure. Puis, comme le nombre de ses sujets lui paraissait dérisoire et que les paysans de sa province — naturellement méfiants — ne se souciaient guère de courir les risques d'un si lointain établissement, Ville-

gagnon, sans rien dire à Coligny, mit à profit ses relations avec les « prevots du Châtelet et de la Force pour requérir la compagnie d'environ deux cents méchants garcons, vuide-fûts et tire laines, ni trop vieils ni trop caduques » qu'il achemina sur le Havre à petites journées.

L'amiral, mis au courant des faits et gestes de son collaborateur, n'approuva ni l'enrôlement des jeunes fils de famille — presque tous catholiques — ni le recrutement des prisonniers. Le souvenir des embarras causés à Roberval par ses contingents pénitentiaires le détournait de « loger pareille gangrène à bord de ses navires ». Coligny redoutait aussi que catholiques et huguenots ne continuassent leurs querelles religieuses



RIO-DE-JANEIRO AU XIXe SIÈCLE

dans la France Antarctique ; aussi invita-t-il le chevalier à surseoir au départ. L'impatient « vice roy » réussit malheureusement à persuader à l'amiral que l'entreprise ne devait à aucun prix paraître œuvre confessionnelle « pour ne point détourner d'elle l'affection de nombreux français de toutes religions qui n'attendaient qu'une bonne nouvelle de la France Antarctique pour en prendre eux aussi le chemin ». Quant à ses prisonniers, ils devaient fournir à l'arrivée une main-d'œuvre pénale et exécuter les premiers travaux de défrichement, si redoutables pour des nouveaux venus sous le ciel brûlant de l'Équateur. Fatigué de l'insistance de Villegagnon, ébranlé par les lettres du pasteur du Pont qui lui montrait le contingent huguenot ébranlé dans sa foi par les hésitations du « patron de l'entreprise », Coligny céda. Le 2 juillet 1555, deux gros navires quittaient le

Havre, emportant vers l'Amérique centrale le vice-roi de la France Antarctique et ses six cents sujets.

En cours de route Villegagnon jette le masque et rend les guides à son humeur fantasque. Les pasteurs, ayant voulu faire du prosélytisme parmi les prisonniers et abréger les longues heures de la traversée par des chants et des prêches bibliques, froissent les sentiments catholiques de l'aristocratie antarctique. Brutalement le chef de l'expédition les invite à n'user que de prières mentales. Enfin, après une pointe maladroite dans la mer des Sargasses, les vaisseaux arrivent en vue d'une terre plate, bordée d'îlots chargés de palétuviers, et recouverte d'une végétation tellement intense qu'il n'est point possible d'y prendre pied ; pendant quelques jours on longe la côte, cap au sud ; enfin on mouille dans une baie immense dont le fond se perd entre deux collines au sommet desquelles se dressent les ruines d'anciens établissements portugais : la rade au fond de laquelle s'élève aujourd'hui Rio-de-Janeiro.

Les indigènes, au teint d'un rouge-brun, aux longs cheveux lisses ornés d'aigrettes de plumes, vêtus de longues sayes couvertes de breloques, se tiennent d'abord sur une prudente réserve. Mais quand ils apprennent qu'ils ont affaire, non pas à des Portugais, mais bien à des rivaux de cette nation, ils s'empressent d'apporter en abondance des fruits, du gibier, de l'eau douce. Villegagnon toutefois redoutant l'humeur changeante des Indiens, craignant aussi qu'il ne s'élève quelque conflit entre eux et ses prisonniers dont le voisinage de la terre ferme a ravivé les mauvais instincts, débarque tout son monde sur une île élevée, située au milieu de la baie et que les Brésiliens appellent encore « ilha de Villaganhon ».

Les débuts de l'expédition, en ce coin de la terre australe, furent heureux. Sous la surveillance rigide du vice-roi les pénitentiaires défrichent avec l'aide des indiens Tupinambas une centaine d'arpents de bonne terre. Une solide enceinte palissadée s'élève autour du domaine ; en son milieu est bâti un fort qui reçoit le nom de « Fort-Coligny ».

Mais bientôt deux causes de discorde jettent le trouble dans la colonie : Villegagnon, par ordre de Coligny, avait refusé d'embarquer des femmes que le prévost de la Force lui eût volontiers abandonnées ; puis pour ne donner aucun sujet de plainte aux Tupinambas, il avait rigoureusement interdit à ses hommes toutes relations avec les indiennes. Quelques infractions à cette défense sont impitoyablement réprimées par l'auto-

crate de la France Antarctique : la galanterie française parut, au-dessous de l'Équateur, cas pendable, et à l'aide de quelques potences Villegagnon le fit suffisamment comprendre à ses trop entreprenants administrés. Puis le vieux levain des querelles religieuses ne tarde pas à travailler la colonie naissante : huguenots et papistes font camp à part. Villegagnon irrité de quelques résistances des pasteurs prend violemment parti pour les catholiques ; et, comme les protestants menacent d'aller fonder un autre établissement sur la terre ferme, leur potentat les en dissuade « leur mettant l'arquebuse au ventre ».

Enfin en 1556 tout se gâte. Calvin avait envoyé une quinzaine de Genevois, sous prétexte de « réconforter la foi » de leurs coreligionnaires, en réalité pour s'informer si l'heure était venue de diriger sur le Brésil un important contingent de réformés. Après s'être rendus compte de la situation, les nouveaux venus décident les protestants français à abandonner leur vice-roi et s'entendent avec les Indiens pour leur faciliter le passage sur le continent. Villegagnon surprend le complot et sur son ordre trois des envoyés de Calvin sont décapités. Cette criminelle intolérance détermine un soulèvement général des huguenots qui réussissent à échapper à la tyrannie du vice-roi et à passer sur le continent.

Il y avait déjà beau temps, que, poussés par le besoin d'aventures, l'appât de l'or, et les beaux yeux cerclés de tatouages des Indiennes, les gentilshommes y avaient devancé les huguenots. Bon nombre, partis à travers la forêt vierge, à la recherche de rivières charriant « plus de poudre d'or que d'eau » n'en sortirent jamais.

Resté seul avec quelques artisans et ses anciens hôtes du Châtelet, Villegagnon redoubla d'inutile sévérité. Enfin, tel Roberval, il dut s'enfuir un jour pour échapper à leur vengeance. On doit dire, à la louange des derniers colons de la France Antarctique, qu'une fois débarrassés de leur vice-roi ils se mirent résolument à la tâche ; ils nouèrent d'amicales relations avec les Tupinambas, épousèrent des femmes du pays, prirent part aux expéditions de chasse de leurs alliés et poussèrent d'utiles reconnaissances à l'intérieur du pays. La petite colonie allait peut-être se remettre des nombreuses secousses qui l'avaient bouleversée jusqu'à ce jour, quand parut en vue du Fort-Coligny une escadre portugaise chargée de relever les anciens établissements longtemps abandonnés par les sujets du Portugal. La place opposa aux envahisseurs une résistance désespérée. Ses défenseurs, à bout de forces, réussirent cependant à passer sur le continent à

la faveur d'une nuit d'orage ; puis, avec l'aide des Indiens, ils entamèrent contre les envahisseurs une guerre de boucaniers si impitoyable que ceux-ci furent contraints de quitter à nouveau le Brésil.

Pendant ce temps, plus de dix mille Français, en majeure partie protestants, attendaient avec la plus fiévreuse impatience qu'une bonne nouvelle venue de la France Antarctique leur donnât le signal du départ. L'importance de cette émigration inquiétait tellement l'ambassadeur d'Espagne, qu'en 1556 il signalait à Philippe II « tout le dommaige qui pouvait s'ensuivre pour la domination et le bon renom de sa Majesté au pays des Terres Chaudes du fait des préparatifs de tant nombreux Français, armant déjà bateaux en Bretaigne et Normandie pour conquester les Indes ».

Le retour lamentable de Villegagnon arrêta net ce puissant exode, le plus puissant peut-être qui se soit jamais préparé en France, et qui pouvait à lui seul assurer pour toujours la formation d'un vaste empire colonial français dans l'Amérique Australe. Ainsi également se trouva fermée cette issue par laquelle auraient pu, quelques années plus tard, échapper honorablement à leur destin les victimes de la Saint-Barthélemy et des batailles de la Ligue ; tandis que c'est à l'étranger, à l'Allemagne, à la Hollande, à l'Angleterre que les survivants des massacres religieux allèrent porter le concours de leurs bras et de leurs intelligences, pour le plus grand dommage de notre industrie nationale.

Et cependant l'équipée de Villegagnon ne se solde pas exclusivement par des pertes. Un bruit immense se fit autour de cette tentative : entre catholiques et réformés s'engagèrent d'ardentes polémiques : on se battit à coup de libelles : Ronsard lui-même risqua quelques strophes en cette mêlée littéraire ; la vigoureuse et prolixe défense du principal intéressé suscita haines et dévouements également exaspérés. De cette agitation naquit dans l'esprit public un intérêt passionné pour les choses d'outre-mer ; une véritable littérature de voyages éclot en 1557, et bâtit ses romans sur le fonds exotique fourni par les relations des voyageurs espagnols... tout comme notre littérature dramatique devait bâtir ses premières œuvres avec les matériaux du drame castillan. Plus que jamais on pensa en France aux questions d'expansion extérieure. Au demeurant, en supposant que la cause coloniale eût perdu chez nous tous ses partisans, il lui restait un intrépide défenseur, dont une première déconvenue ne devait pas ébranler la foi : Coligny.

En 1561, la guerre religieuse est près d'éclater à nouveau. Coligny revient à son ancien projet d'assurer à ses partisans, en cas de défaite, un refuge par delà les mers. Mais pour éviter le retour des fautes commises par Villegagnon, il charge un homme du métier, le capitaine dieppois Ribaud, d'aller reconnaître, non plus sur les Terres Chaudes du Brésil, mais sur les rivages de la Floride, l'emplacement le plus propice à un grand établissement colonial.



UN PAYSAGE DE FLORIDE

On désignait à cette époque sous le nom de Floride, ou « Côte des Fleurs » non seulement la presqu'île qui ferme à l'est le golfe du Mexique et qui constitue de nos jours un des États de l'Union Américaine, mais toute cette étendue de côtes qui se développe, sur plus de 800 kilomètres de longueur, depuis la pointe de Sable jusqu'au cap Hatteras. Les Espagnols et les Portugais avaient, à diverses reprises, fondé des comptoirs dans ces parages ; mais les Indiens rouges Osages, moins patients que les Indiens bruns Caraïbes des Antilles et de l'Ouyana, s'étaient vite lassés de la cruauté des envahisseurs et avaient détruit leurs établissements.

Jean Ribaud quitta Dieppe le 6 février 1562, accompagné d'une centaine de huguenots. Néanmoins, pour bien prouver le caractère national et non confessionnel de l'entreprise, Coligny fit embarquer à bord d'un des vaisseaux une élégante colonnette, « portant écusson aux armes de France et adornée d'une imaige de la paix, tenant en sa dextre non point fer mais rameau d'olivier ». Après avoir déjoué la curiosité de frégates espagnoles rencontrées à mi-route, Ribaud débarqua sur le sable d'une belle baie au fond de laquelle se jetaient deux rivières. Son premier soin fut d'ériger sur

un coteau, qui s'avançait en pointe entre les deux cours d'eau, ce pacifique petit monument. La cérémonie était à peine terminée que de la forêt voisine surgit une bande d'Indiens armés en guerre. Le brave Dieppois s'avance seul et sans armes au-devant d'eux; il leur fait comprendre qu'ils n'ont affaire ni à des Portugais, ni à des Espagnols, mais à de pauvres voyageurs qui ne leur demandent que leur amitié et s'engagent même à les aider à repousser l'ennemi commun. Rassurés les Indiens vinrent examiner curieusement la colonne de marbre plantée sur leur territoire, et, pleins de respect, se prosternèrent devant la statuette de la paix.

Ribaud donna au pays le nom de *Caroline*, c'est-à-dire Terre du roi Charles. Au confluent des deux rivières, qui furent appelées le Jourdain et Chenonceaux, il bâtit un fort de belle apparence qui fut baptisé Fort-Charles, du nom du petit roi de France Charles IX. Après y avoir laissé une garnison, il remit à la voile pour reconnaître les côtes voisines, recommandant bien à ses compagnons de vivre en bonne intelligence avec les indigènes et d'attendre patiemment son retour. Il releva successivement l'embouchure d'un certain nombre de cours d'eau auxquels il donna les noms bien français de la Somme, de la Seine, de rivière Basse et de rivière de Mai. Enfin, la mauvaise saison s'annonçant plus hâtive que d'habitude, Ribaud, pressé de renseigner Coligny sur les ressources exceptionnelles que la Floride offrait à la colonisation, reprit la route de France, sans prendre le temps de redescendre jusqu'au Fort-Charles.

Il naviguait déjà dans la Manche quand une violente tempête l'obligea de relâcher à Plymouth. Là, il apprend que la guerre civile s'est rallumée en France, que le Havre, livré par Condé à la reine Élisabeth, est devenu port anglais, que Rouen et Dieppe ont échappé aux calvinistes, que l'amiral a dû s'enfermer dans Orléans. Craignant d'être fait prisonnier s'il rentre à Dieppe, Ribaud se décide à attendre à Plymouth l'issue des événements. Quel n'est pas son étonnement quand, au bout de quelques semaines d'attente, il voit entrer dans ce port le second de ses navires, celui-là même qu'il avait laissé à la disposition du Fort-Charles. Effrayée de la longue absence de son chef, se croyant abandonnée, la petite garnison avait précipitamment rembarqué sur le bruit qu'une escadre espagnole croisait dans le Nord. Les Espagnols étaient venus en effet quelque temps après prendre possession de la petite citadelle, châtiant férocement les indigènes pour le concours prêté à des Français.

Tout était à refaire en Floride : Ribaud envoie un message désolé à

Coligny et lui demande ses instructions ; mais la réponse de l'amiral est interceptée par le cabinet noir anglais : elle contenait l'ordre de reprendre au plus tôt possession du Fort-Charles, si les ressources étaient suffisantes pour mener à bien l'entreprise.

Cependant le traité d'Amboise ramène momentanément le calme en France ; la paix se signe sur le dos de l'Angleterre entre huguenots et papistes ; Condé et Montgomery réunissent leurs troupes pour aller reprendre le Havre aux Anglais. Cette tentative, au demeurant couronnée de succès, a sa répercussion à Plymouth : Élisabeth fait mettre l'embargo sur les navires de Ribaud, les équipages sont faits prisonniers au moment où, las de ne rien recevoir de Coligny, le brave capitaine, préjugeant des intentions de l'amiral, allait repartir pour la Floride.

Coligny, moins versatile dans ses alliances que son ami Condé, s'était abstenu de paraître au siège du Havre. Retiré dans sa maison, il songeait à réparer l'échec du Fort-Charles, à relever les ruines accumulées par la guerre civile. « Je regarde, écrit-il, à trouver moyens par lesquels on pourra trafiquer et faire son profit aux pays étrangers, et j'espère en peu de temps faire en sorte que nous ferons le plus beau trafic qui soit en la chrétienté. » Sans attendre que la signature de la paix avec l'Angleterre remette à sa disposition Ribaud et ses hommes, il charge le poitevin Laudonnière de fréter trois gros vaisseaux « portant également canons et charrues, poudre et semence de blé » et d'aller reprendre garnison au Fort-Charles. Laudonnière, parti du Havre le 22 avril, saluait « peu de temps après d'une mousquetade » le monument élevé par Ribaud sur les bords du Jourdain : les Indiens l'avaient dérobé à la vue des Espagnols en le couvrant de feuillages, et, eux partis, venaient de temps en temps faire pieusement leurs dévotions à la colonne de la paix française.

La situation du vieux fort parut trop faible à Laudonnière. Il descendit la côte et éleva, dans une position plus facile à défendre, sur le bord de la rivière de Mai, un nouveau fort, le Fort-Caroline, qu'il garnit de canons. Six mois après, une vaste clairière était ouverte dans la forêt, un coquet village s'élevait au pied de la forteresse et une splendide moisson étalait ses épis sur le terrain défriché. Tout près de là, les Indiens étaient venus établir leur campement et approvisionnaient la garnison de fruits et de venaison.

On ne tarda pas à apprendre en France le succès de la nouvelle entreprise. Bon nombre de ceux que l'échec de Villegagnon avait détournés de

la France Antarctique firent leurs préparatifs de départ pour la Caroline. Il n'était plus question dans le monde calviniste que d'une émigration en masse vers les terres de Floride. Chantonnay, l'ambassadeur d'Espagne, qui avait reçu l'ordre de surveiller de très près tout ce qui touchait la politique extérieure de la France, adresse alors à son maître un rapport des plus pressants : « Plus de dix mille hommes, lui écrit-il, doivent partir incessamment, et il en est encore plus de quarante mille dont il est besoin de décharger le pays... Si on ne se hâte d'éloigner les Français de la Floride, et ce par tous les moyens, quoi qu'il y ait apparence de paix entre les deux puissances, la chose deviendra bientôt impossible. » Le roi d'Espagne, au mépris du droit des gens, donne l'ordre à son amiral Fernando Menandez « de rassembler aussi tôt et aussi discrètement que possible une flotte suffisante, de cingler vers la terre de Floride, et de si bien traiter les soi-disant gens d'armes logés en certain fortin du pays qu'il n'en puisse revenir un seul conter ce qu'aux autres il sera advenu ».

Coligny eut vent des préparatifs de l'Espagne, et, craignant que le Fort-Caroline tombât au pouvoir de Menandez par surprise ou par manque de munitions, pressa Ribaud, qui rentrait d'Angleterre, d'armer au plus tôt sept fins voiliers et d'aller ravitailler la petite colonie.

Celui-ci est assez heureux pour devancer l'ennemi. Arrivé le 20 mai 1565, il se hâte de débarquer armes et munitions et reprend la mer. Son plan est d'aller cacher ses navires dans quelque baie du voisinage, de tomber à l'improviste sur l'escadre de Menandez et de la prendre entre le feu de ses navires et celui du fort. Mais l'Atlantique se ligue avec nos ennemis pour la perte de notre première colonie. En effet, tandis que la tourmente disperse au large ou fracasse sur le rivage les vaisseaux de Ribaud, la flotte castillane vient à la faveur de la nuit mouiller dans la Rivière de Mai. Le fracas ininterrompu du tonnerre ne permet pas à la garnison française d'entendre le bruit des manœuvres des navires ennemis et leurs compagnies de débarquement arrivent à la poterne quand la sentinelle les aperçoit. Une inutile résistance est tentée. Laudonnière peut à peine avec une vingtaine des siens se frayer un passage au milieu des cadavres de ses compagnons. Soldats, colons, femmes, enfants, tout ce qui reste dans le fort ou dans les maisons du village est massacré.

Le vaisseau de Ribaud avait été jeté à la côte avec trois autres : les autres s'étaient perdus corps et biens au large. Pendant quelques jours l'infortuné capitaine parcourt les criques du voisinage, rassemblant ceux que

l'Océan a épargnés, les équipant et les armant tant bien que mal avec ce qui peut être retiré des bâtiments naufragés. Il réussit à former ainsi une petite colonne d'environ deux cents soldats ou marins, et bravement se dirige vers le Fort-Caroline pour prêter assistance à Laudonnière, s'il en est temps encore. A mi-route, il rencontre ce dernier et ceux de ses hommes que la fatigue ou la faim n'ont pas terrassés. On tient conseil : il est décidé qu'on recrutera le plus possible d'Indiens et qu'on tirera une sanglante revanche des Espagnols... et le même bivouac réunit ce soir-là les deux troupes, tout près de l'endroit où s'élève actuellement la petite ville de San-Augustino.

Menandez, pour obéir à l'ordre reçu de ne laisser âme vivante qui pût rapporter en France « ce qui serait advenu », s'était lancé à la poursuite des survivants du fort, à la tête de cinq cents hommes. Il rejoint Laudonnière et Ribaud le lendemain de leur rencontre. La vaillante petite troupe française, retranchée dans son campement, repousse pendant deux jours l'assaut de l'ennemi. Enfin, à bout de munitions, elle consent à mettre bas les armes, à condition que tous auront la vie sauve et seront rapatriés en France.

Menandez fait conduire ses prisonniers au Fort-Caroline et leur donne l'ordre de se ranger le long du mur d'enceinte. Alors se déroule une effroyable scène de sauvagerie : Ribaud est assommé d'un coup de hache, sa tête tranchée, son corps coupé en quatre morceaux et chaque morceau exposé au bout d'une pique à un coin de la palissade. Puis ceux qui consentent à faire profession de foi catholique sont roués de coups, et on les entasse meurtris et mutilés dans une sorte de réduit creusé sous la citadelle « pour y faire pénitence de leur fourvoierie en compagnie huguenote ». Quant aux protestants, soldats, marins ou colons qui dédaignent de se sauver au prix d'une abjuration, ils sont dépêchés à coups de haches ou de piques. Enfin, leurs cadavres sont accrochés aux arbres de la forêt, avec une pancarte portant cette inscription en lettres gravées avec un fer rougi au feu : « Pendus, non comme français, mais comme protestants. » Quand il n'y eut plus assez de corde pour pendre, le reste des victimes fut entassé sur un bûcher et brûlé. C'est à peine si des neuf cents hommes partis en deux fois de France pour la Floride, une centaine put s'échapper ; la plupart furent recueillis par leurs amis les Indiens, dont ils partagèrent la vie ; quelques-uns seulement réussirent, l'année suivante, à rentrer au pays.

Quand la nouvelle de cet odieux massacre parvint en France, elle y sou-

leva un indicible mouvement de haine contre les Espagnols. A Paris et en Normandie circula une pétition de femmes françaises « qui fut présentée au roi Charles neuvième, en forme de complaincte, pour lui demander vengeance au nom des femmes veuves, enfants orphelins, parents et amis de ses subjects tués au dit pays de Floride ». Mais, à ce moment, Charles IX avait bien autre chose en tête que de venger l'affront fait au drapeau français. La guerre de religion reprenait plus opiniâtre et plus sanglante : c'était, pour ce pauvre roi, plus qu'il n'en fallait pour oublier le massacre du Fort-Caroline.

Ce que Charles IX n'eut pas le courage de faire, un simple particulier eut l'intrépide audace de l'entreprendre avec ses ressources personnelles.

Près de Mont-de-Marsan vivait un paisible gentilhomme, le chevalier de Gourgues : c'était un fervent catholique « homme de sens, mais têtu », et passionné lecteur de tous les livres de voyages. La pusillanimité du roi l'indigna. Sans rien confier à personne de ses projets, il vend quelques lopins de terre « ne gardant que son humble manoir et son petit courtil » et part pour Bordeaux. Là, il nolise trois méchants navires, y embarque deux cents gaillards « qui pour méfaits divers reçus de Castillans leur eussent mangé le cœur tout chaud », et, le 2 août 1567, met à la voile.

Pendant six mois, la flottille, séparée maintes fois par le gros temps, erre sur l'Atlantique « faute de gens qui connussent bien la route » et ne trouve les côtes de la Floride qu'en avril 1568, après plusieurs relâches « en des pays inconnus et inhabités, sauf par de méchantes bêtes ». De Gourgues n'a pas plutôt mis pied à terre que de tous côtés accourent des Indiens qui dans les nouveaux venus ont reconnu des Français. Au bout de trois jours, une armée d'un millier d'indigènes et quelques survivants de l'expédition de Ribaud faisaient escorte à la petite colonne, bien décidée à faire payer aux Espagnols œil pour œil, dent pour dent. Après une marche rendue des plus pénibles par les halliers de la forêt vierge et le passage de nombreux cours d'eau, on arrive en vue du Fort-Caroline « sur l'heure du dîner ». Les Espagnols « se curaient encore les dents » quand de Gourgues donne le signal de l'assaut. La garnison espagnole comptait exactement quatre cent vingt-huit hommes. Cent seize sont tués à l'attaque de la place. « Pour ce qui est des trois cent douze qui restaient, on leur mit la hart au col » et on les accrocha à ces mêmes arbres où se balançaient encore les squelettes de leurs victimes. « La pancarte sur laquelle Menandez avait fait graver son injurieuse légende fut retournée

et de Gourgues y fit inscrire ces mots : « Pendus, non comme Espagnols, mais comme traîtres, voleurs et écumeurs de mer. »

Mais le chevalier, qui ne voyait pas au delà de sa vengeance, fit, dès le lendemain de l'exécution, mettre le feu aux poudres du Fort-Caroline, renonçant ainsi, au grand désespoir des Indiens, à nos droits sur les terres de la Floride. Le 6 juin, ses trois navires rentraient à la Rochelle ; et lui-même, quelques jours après de retour dans son petit manoir de Mont-de-Marsan, commentait, aussi tranquillement que s'il n'en fût jamais sorti « un rare mémoire sur les pays de la Terre Australe, de Paulmier, chanoine à Lisieux... » et petit-fils de cet Essoméric à qui Paulmier de Gonneville avait donné son nom.

CHAPITRE III

Les Aventuriers aux pays de l'or

Les conquistadores. — La légende de l'El-dorado. — Pizarre, Pineda et Orellana. La Ravardière à la Guyane. — Poncet de Brétigny fonde Cayenne.

Les entreprises privées de nos grands armateurs ont périclité dès le XVIe siècle ; les concessions privées n'ont pas donné de meilleurs résultats ; enfin la sage initiative d'hommes tels que Coligny, est demeurée stérile, annihilée par les douloureux événements qui désorganisent la France elle-même.

C'est qu'il a manqué une chose à notre politique coloniale (si tant est que cette expression ne constitue pas un anachronisme à cette époque) : c'est précisément une politique. A la fin du XVIe siècle, nous sommes encore dans la période de l'aventure. On ne poursuit pas un but précis ; mais chacun court après sa chimère..., chimère qui trouve son symbole dans le mythe de l'El-dorado, dans cette extraordinaire folie sur laquelle s'acharnèrent et s'épuisèrent tant de grandes volontés. Aussi bien n'est-il point sans intérêt de rechercher les origines de cette singulière légende qui fit rêver tant de cerveaux en deçà comme au delà des Pyrénées et causa tant d'héroïques désastres.

S'il faut en croire une vieille tradition rapportée par un historien espagnol, des pêcheurs bretons auraient, bien avant Christophe Colomb, touché sur la côte Nord-Est du continent Sud-Américain. Là, ils auraient appris des indigènes que par delà les halliers pestilentiels de la forêt vierge vivait un peuple chez qui temples, maisons, armes, ustensiles de cuisine même étaient en or. Un vieux pilote qui faisait partie de la seconde expé-

dition de Colomb aurait mis l'illustre génois dans la confidence. Colomb sans doute n'y prit garde ; mais, aussitôt après son retour, commencèrent à courir en Espagne de bizarres récits sur les invraisemblables richesses des races qui habitaient le fin fond du continent nouveau.

Et ces récits, quelque dépouillés qu'ils fussent de leurs exagérations poétiques, ne pesèrent pas d'un poids léger dans le projet que formèrent, en 1525, l'ancien porcher Gonzalès Pizarre, le spadassin Diégo d'Almagro et le chanoine maître-d'école Fernand de Luque. Apportant à l'association, le premier son indomptable énergie, le second son épée, le troisième ses économies, nos trois hommes frétèrent un mauvais petit bateau sur lequel Pizarre et d'Almagro s'embarquèrent avec quelques audacieux castillans. Péniblement le futur conquistador doubla le cap Darien et prit terre sur une côte à laquelle il donna le nom de Pérou (le premier mot qu'il entendit prononcer par les indigènes Incas). De là, il contempla l'immense chaîne des Andes : il apprit que derrière cette fantastique muraille, au fond des mystérieuses forêts de Vilcabamba, existait un peuple puissant pour qui l'or n'était qu'un vil métal. A l'appui de leur dire, les Incas montrèrent à Gonzalès des objets fort curieusement travaillés qu'à une époque déjà reculée des gens de la côte avaient rapportés de l'intérieur. L'or d'ailleurs n'était pas rare, même au bord de la mer, charrié par les torrents sous forme de poudre que les indigènes recueillaient quand ils en avaient le temps.

Il n'en fallut pas davantage à Pizarre pour décider, à son retour en Espagne, des financiers et des gens de cour à lui faciliter la conquête des pays de l'or. Le roi lui-même subvint aux frais de l'entreprise et donna à l'aventurier le commandement de troupes cantonnées à Cuba.

On sait comment Pizarre, à la tête d'une bande de 180 hommes, embarqua sur trois bâtiments portant chacun un canon, comment il eut raison de l'armée de l'Inca Atabalipa, par quelle trahison il découvrit les trésors du prince, et comment Cuzco, la capitale de l'Empire du Soleil, tomba aux mains de l'heureux conquistador. C'est en entrant dans cette ville que les Espagnols purent se rendre compte de l'immensité de ses richesses. « Après avoir franchi les portes d'or massif du temple du Soleil, dont les parois intérieures étaient revêtues de plaques d'or et d'argent ciselés, ils virent, se dressant sur l'autel principal, une image du Dieu taillée à même un énorme lingot d'or ; tout autour de l'autel, assises sur des trônes du même métal, se tenaient les momies des rois Incas,

embaumées dans une sorte d'enduit fait de laque et de poudre d'or; la corniche intérieure de l'édifice était une guirlande de fleurs d'or massif merveilleusement travaillée, épaisse de plus de deux pieds et haute de trois, elle courait sur une longueur de près de trois cents mètres. » Portes, plaques votives, idole, momies, corniche tout fut arraché et fondu. La folie de l'or ne connut plus de bornes : les Espagnols se jetèrent en insensés à la recherche de nouvelles richesses, et près des meilleurs esprits s'accréditèrent les plus invraisemblables légendes sorties de l'imagination populaire.

Bon nombre de grands chefs Incas avaient pu s'échapper de Cuzco avec leurs fidèles Auréjones, à la faveur du pillage des temples. Le bruit ne tarda pas à se répandre qu'ils s'étaient réfugiés de l'autre côté des Andes et avaient fondé un nouvel Empire du Soleil au milieu des forêts dans des territoires encore plus riches en précieux métal.

« L'arrivée à Tacunga d'une ambassade indienne vint bientôt confirmer cette supposition. Elle venait probablement de la Nouvelle-Grenade pour demander en faveur de son prince le zipe de Bogota, ou le zaque de Tunja, le secours de l'empire du Pérou. Les ambassadeurs, qui ignoraient encore la présence des Espagnols dans le pays, n'hésitèrent pas à solliciter l'appui de Pizarre et firent à leurs nouveaux alliés des rapports qui allumèrent leur convoitises. Ils étaient, disaient-ils, les sujets d'un roi borgne, le grand Patiti, qui régnait sur de vastes domaines situés au milieu des montagnes dans la région du nord-est. Chaque matin, à son lever, les chambellans du monarque lui enduisaient le corps d'une sorte de résine odoriférante sur laquelle, à l'aide de longues sarbacanes, ils projetaient une fine poudre d'or. Le soir, en grande pompe, le grand Patiti descendait de son trône et allait se plonger dans les eaux d'un lac sacré où ses sujets jetaient en sacrifices des bijoux, des vases précieux et de l'or en poudre. »

Pizarre donna l'ordre à son lieutenant Pineda de se lancer avec une escorte de 200 hommes et de 500 porteurs à la recherche du fameux Patiti. Pineda franchit la Cordillère des Andes — où plusieurs de ses hommes eurent les membres gelés au passage des glaciers, — parcourut d'immenses savanes sans eau, sans gibier, au-dessus desquelles passaient à tire-d'aile quelques rares condors, se jeta dans les halliers où pumas, jaguars, serpents et fièvres réduisirent considérablement les effectifs de l'expédition.

Un soir enfin il s'arrêta épuisé au milieu d'une clairière semée de fleurs éclatantes dont une seule pouvait servir d'abri à un homme. Pendant



L'ORÉNOQUE DANS LA SAVANE GUYANAISE

la nuit, une musique d'une douceur infinie parvint à ses oreilles; le fond de la forêt s'illumina et dans une étrange clarté il vit étinceler les toits d'or, les tours d'argent, les murailles faites de gigantesques topazes d'une immense cité, où s'agitait une multitude d'hommes dont le visage était maquillé de poudre d'or, dont les vêtements étaient tissés de fil d'or, dont les armes et les plus vulgaires ustensiles étaient d'or. Pineda affolé voulut réveiller ses compagnons. A sa voix la cité merveilleuse disparut. Quant à ses amis, à l'exception de douze, ils étaient tous morts, empoisonnés sans doute par les fleurs de la clairière. Se croyant victime de quelque sortilège notre aventurier reprit en toute hâte le chemin de Cuzco ; il y rentra après dix mois d'absence et rapporta très exactement à Pizarre ce qu'il avait vu... ou cru voir.

Le vice-roi du Pérou résolut de retrouver cette ville étrange. Accompagné de 500 hommes et de 1000 porteurs, il traverse la savane et atteint les sources d'un grand cours d'eau, le Napo, qu'il suit pendant quelque temps. Ne pouvant aller plus loin avec toute sa troupe, épuisé lui-même par les fièvres paludéennes, il fait construire une sorte de grande barque destinée à descendre le fleuve : les fers des chevaux sont fondus et transformés en clous, les vêtements fournissent de l'étoupe pour calfater l'esquif sur lequel embarquent 50 hommes commandés par Orellana.

Malgré la défense de Pizarre, qui a prescrit à son lieutenant de ne pas s'éloigner à plus de 20 journées, Orellana s'abandonne au courant du Napo ; il est ainsi porté sur les eaux de l'Amazone qui l'entraîne jusqu'à son embouchure. Mais des cinquante européens qui avaient pris place avec lui dans l'embarcation le lieutenant de Pizarre restait seul vivant ; sans se soucier de son chef, qui l'attendit deux ans sur les bords du Napo, il rentra en Espagne où il se prétendit le héros d'aventures prodigieuses. « Il avait perdu, disait-il, la plupart de ses compagnons dans une guerre terrible qu'il avait eu à soutenir contre une peuplade de femmes, dont les boucliers d'or portaient en leur milieu un diamant tellement éblouissant que l'ennemi aveuglé par ses feux ne pouvait se défendre. Puis il affirma avoir rencontré non loin du Rio Trinitad un peuple — masculin celui-là — les Oumayanas chez qui l'or servait aux usages les plus vils. » Orellana fut cru sur parole : le récit de ses aventures courut l'Europe et ce fut à qui se lancerait à la poursuite du grand Patiti, du roi doré (el Rey dorado)... à la conquête du royaume des Amazones au bouclier endiamanté que « d'aucuns en Castille se proposaient de dompter par armes de galanterie... » ou

plus prosaïquement à la recherche de ces mines inépuisables où les Oumayanas s'habillaient de si fastueuse manière.

Mais comme Orellana n'avait donné — et pour cause — que de très vagues renseignements sur la situation géographique exacte de l'El-dorado chacun le chercha selon son inspiration. Un certain Martinez, abandonné par ses amis en pleine forêt guyanaise pour avoir mis le feu par imprudence aux poudres d'une expédition dont il commandait l'artillerie, réussit à regagner la côte et l'Espagne. Pour se faire tout à fait pardonner sa bévue, il ne trouva rien de mieux que de renchérir sur les récits d'Orellana. Mais lui seul, parmi si peu de ceux qui revinrent en Europe, put se vanter d'avoir revu le royaume du grand Patiti.

Au XVIIIe siècle, la croyance en l'El-dorado existait encore, et M. d'Orvilliers, gouverneur de la Guyane, le faisait rechercher. Aussi n'est-il guère étonnant que dès la fin du XVIe siècle il se soit trouvé des Français assez entreprenants pour suivre cette chimère. Mais leur fortune fut moins heureuse que celle de Pizarre le Conquistador, leurs illusions moins réjouissantes que celles de Pineda, d'Orellana et de Martinez.

Or, vers le temps où Champlain conquérait pacifiquement à la France de Henri IV un immense empire dans l'Amérique du Nord et appelait les Français de bonne volonté à la mise en valeur d'un domaine de 800.000 lieues carrées, un cadet de Gascogne, Adalbert de la Ravardière, était chargé par le roi d'aller examiner « si en bonne foy et conscience, il n'était point possible de tirer bon compte et proficet des pays sis en Ouyana, proche l'Orénoque et terre d'Amazonie ».

La Ravardière accosta sur la côte septentrionale du Vénézuéla actuel qu'il longea jusqu'à l'embouchure de l'Orénoque, se frayant un passage à travers le dédale des chenaux bordés de palétuviers que la mer a taillés dans le sol friable du rivage. Durant quelques jours, il remonta le fleuve, dont la vaste nappe d'eau se déroulait majestueuse à travers les Terres-Basses couvertes d'impénétrables forêts, jusqu'au premier barrage que forme le seuil des Terres-Hautes. Là cessait la forêt et commençait la savane dont les ondulations s'élevaient en croupes de plus en plus saillantes jusqu'à une sorte de haut plateau d'où émergeaient les rouges pitons des contreforts des monts Tumuc-Humac. Dans chaque crique du fleuve se levaient des bandes de pluviers et de sarcelles ; dans la brousse couraient, avec un bruit semblable à celui d'un orage lointain, de longs troupeaux de pécaris



EL DORADO

qui se jetaient à la nage pour traverser le fleuve et en barraient le cours pendant un long espace de temps; de tous côtés s'élevait un assourdissant tapage formé du piaillement des perruches et des cacatoës, du jacassement de compagnies de singes, de la plainte des aïs accrochés aux branches d'arbres à 150 pieds de hauteur.

Après avoir redescendu l'Orénoque, La Ravardière longea la côte sud, en fit le relevé exact, reconnut les estuaires du Maroni, du Mana, de l'Oyapock, du Sinnamary, dont le fouillis des lianes et les nombreux sauts ne lui permirent pas de remonter le cours. Partout cependant il constata la même richesse de végétation. La région toutefois était peu habitée. Çà et là apparaissaient quelques tribus de Caraïbes qui, terrorisés par le souvenir des incursions portugaises, s'enfonçaient aussitôt dans la profondeur des bois. On finit pourtant par prendre contact avec les indigènes de l'Ouyana (Guyane) qui, bien traités, apportèrent à bord les produits les plus variés. Et par une fatalité déplorable ils présentèrent à La Ravardière des pépites d'or recueillies aisément, dirent-ils, dans les rivières de l'arrière-pays. La hantise de l'El-dorado le saisit, et il allait peut-être se jeter sans plus tarder à la recherche des précieux gisements, quand les premiers ouragans de la saison pluvieuse et l'apparition de la malaria lui rappelèrent qu'il était temps de rentrer en France.

La relation que notre explorateur présenta à Henri IV fut tellement enthousiaste que le roi n'hésita pas à lui confier la mission de fonder sur le point le plus propice de la côte d'Ouyana une colonie française qui devait prendre le nom de France Équatoriale. Plusieurs financiers et marchands de Paris mirent des fonds importants dans l'affaire. La Ravardière cette fois atterrit près l'Amazone; séduit par la majesté du grand fleuve, il s'établit et se fortifia dans la grande île Maragnon. Ses travaux de première installation étaient à peine terminés, qu'une flotte portugaise vint le sommer de quitter au plus tôt le pays. Toute résistance étant impossible, l'établissement fut abandonné. La Ravardière avait à peine atteint la haute mer que les Portugais mettaient le feu au petit fort et se rembarquaient à leur tour.

La mort de Henri IV suspendit le règlement de cette affaire; et on ne retint des deux voyages du premier fondateur de la France Équatoriale qu'une seule chose : c'est que les rivières d'Ouyana charriaient des sables aurifères. Ce désastreux renom, ravivant les légendes de l'El-dorado chez nos aventuriers et nos spéculateurs, devait causer la

ruine de toutes les entreprises qui se succédèrent à partir de 1620.

Diverses compagnies se passent, à partir de cette époque, le monopole du commerce en Guyane. Toutes échouent autant par la faute de leurs administrateurs qui n'attendent de la colonisation guyanaise d'autre profit que celui qui pouvait naître de la découverte miraculeuse de fabuleux placers que par celle de leurs agents dont l'incapacité n'eut d'égale que la rapacité, et qui, tels les sieurs de Chantail et de Chambaud, disparurent avec leur suite dans les profondeurs de la forêt vierge.

L'un de ces agents toutefois, Poncet de Bretigny, mérite d'être signalé. Chargé, en 1643, par la compagnie de Rouen de fonder un comptoir en Guyane, il part avec 300 vagabonds et gens sans aveu. Il débarque dans la petite île de Cayenne, et frappé de la forte situation du lieu, il installe ses compagnons près de quelques huttes où s'étaient retirés, « comme bêtes sauvages, dans leurs tanières » une trentaine d'anciens colons abandonnés quelques années auparavant par Heurtepierre, Legrand et Grégoire. C'est là qu'il jeta les fondations de la ville de Cayenne, qui devait devenir la capitale de la Guyane française. Mais bientôt il se déshonora par la révoltante brutalité avec laquelle il traita son monde et les Indiens du voisinage. Emprisonné, puis relâché par ses sujets, « lesquels n'avaient personne qui pût le remplacer », il périt avec presque tous les siens dans une embuscade que lui tendirent les Caraïbes.



HABITATIONS AMAZONIENNES

Rien de plus navrant que les tentatives qui succédèrent à celle de Brétigny et précédèrent l'établissement de la Compagnie des Indes en Guyane : elles ont à leur tête des malandrins qui « légers de cœur et d'argent traînent à leur suite quelques douzaines de blancs qu'ils ont engagés pour trente-six mois, qu'ils paient mal, qu'ils nourrissent peu, mais qu'ils fouettent libéralement, quand ils ne leur tailladent pas le

visage avec un fer rouge. Ces chefs d'expédition ne sont pas des colons qui veulent défricher le sol, mais des oiseaux de proie en quête de butin. Ils vivent dans l'orgie; ils se querellent entre eux; ils brutalisent les indigènes pour que ceux-ci leur indiquent le chemin des gisements d'or et bientôt ils disparaissent dévorés par l'intempérance, par les discordes intestines et par la juste colère des Indiens »... ou par les fièvres de la forêt vierge. Il fallut toute l'énergie de Colbert pour relever les ruines accumulées par ces brigands.

Leur fin misérable jeta longtemps le discrédit sur notre colonie de Guyane. Et pourtant cette terre contient tous les trésors que l'homme peut demander à la nature. L'or toutefois n'y est qu'un faible accessoire, et c'était à l'admirable fertilité du sol, à de prudentes exploitations agricoles sur lesquelles pouvaient venir plus tard se greffer des exploitations industrielles, que l'Européen devait demander la richesse.

2e PÉRIODE

CHAPITRE IV

La politique coloniale sous la monarchie

Henri IV, Montchrétien et Lescarbot. — La politique nationale de Richelieu et la politique commerciale de Colbert. — Les grandes compagnies. — Les colonies de gouvernement direct.

Le XVIe siècle prend fin en même temps que les guerres civiles. L'avènement d'Henri IV ouvre pour la France une ère de calme ; le pays sort de la crise mûri pour un labeur plus réfléchi. A ce tournant de notre histoire nationale, notre histoire coloniale prend elle aussi une direction nouvelle.

Du désordre, de l'incohérence, de la brutalité mercantile qui caractérisent la première période de cette histoire il n'est sorti pour le pays que peu de profits réels. Si l'effort de nos premiers pionniers est demeuré relativement stérile, la royauté a sa large part de responsabilité dans cet initial insuccès. Faute d'avoir su imprimer une direction sérieuse aux entreprises qu'elle n'a secondées que trop platoniquement, faute d'avoir exercé sur elles un contrôle efficace, elle n'a recueilli que les épaves du naufrage dans lequel ont sombré les fondations des marchands, les hardies entreprises des concessionnaires particuliers, et les aventures follement héroïques de Villegagnon et de La Ravardière, de Ribaut et du chevalier de Gourgues. Quelques établissements à Terre-Neuve et sur le Saint-Laurent, un vague

comptoir commercial, le Bastion du Roi, fondé en 1560 dans la régence d'Alger par deux marchands de Marseille, Thomas Lynch et Carlin Didier, la sympathie de quelques tribus indiennes errant sur les côtes de Floride, l'hostilité des villages Caraïbes groupés dans le voisinage d'une misérable bourgade guyanaise, voilà à peu près tout ce que trouve Henri IV dans l'héritage colonial de ses prédécesseurs. A l'actif de cette quasi-faillite il ne reste guère en France qu'un sentiment d'intense curiosité pour les choses d'outre-mer.

« L'expansion au delà des mers, avait dit François Ier, est une affaire de roi. » François Ier se contenta du mot; Henri IV voudra la chose.

A peine l'ordre est-il rétabli dans les affaires du royaume que le mouvement d'expansion extérieure reprend son cours. Mais le premier souci de la royauté nouvelle sera de le discipliner, de le contenir dans un lit bien défini; et avec une admirable intelligence de son devoir, avec une profonde compréhension du caractère national, le souverain se trace un programme dont il ne se départira pas.

Il étudie l'évolution de la fortune coloniale de l'Espagne et du Portugal, il observe qu'elle a suivi les mêmes phases que celle de la royauté dans ces deux pays. Tant que le pouvoir central a été fort à Madrid comme à Lisbonne, les colonies espagnoles ou portugaises se sont merveilleusement étendues, protégées par une puissante marine, surveillées jalousement par l'administration métropolitaine. Mais du jour où l'astre resplendissant de la monarchie de Charles-Quint a pâli, l'empire maritime de l'Espagne est entré dans la période du déclin. Les liens officiels qui le rattachent à la mère-patrie se rompent, la dislocation commence. Aussi Henri IV ne voudra-t-il point lier trop étroitement l'avenir de nos futures colonies à celui de la royauté; il veut sagement les affranchir de lisières gênantes ou dangereuses. Il se les imagine volontiers comme ces vigoureux et capricieux enfants de son pays de Navarre que les nourrices laissent gambader, au sortir du maillot, le long des précipices ou sur les rudes pentes de leurs montagnes, pour qu'ils prennent force et prudence et que « si le hasard les met en mauvais pas, ils en sachent sortir tout seuls, sans s'égosiller en vains appels ». Puis, tout en prêtant le plus large appui du pouvoir central aux particuliers, en stimulant libéralement leurs efforts, il veille à ce que leur zèle ne s'attiédisse pas trop vite dans une trop grande sécurité, que leur esprit d'initiative ne s'émousse pas contre le succès même. Aussi entend-il bien leur laisser toute la responsabilité morale et

matérielle de leurs actions, et les tenir en continuelle haleine par le risque de l'entreprise.

C'est de ces préoccupations que se dégage sa politique coloniale basée sur le régime des compagnies privées et privilégiées, dont Richelieu et Colbert ne feront que perfectionner ou compliquer le système.

Les contingences réelles du développement de cette idée varieront à coup sûr dans leur coloris, mais elles en conserveront le fond original. Ainsi, par exemple, quand le sentiment chrétien — dans le vrai sens du mot — renaissant d'autant plus vigoureux au début du XVII[e] siècle qu'il a été plus longtemps étouffé par un siecle de haines religieuses, inspirera aux missionnaires le désir de porter aux sauvages les bienfaits de la civilisation, les Hommes de l'Évangile devront se joindre aux explorateurs du roi et aux expéditions formées par les Compagnies, sans toutefois pouvoir faire une œuvre isolée de propagande confessionnelle.

Il n'est pas sans intérêt de noter l'esprit pacifique et civilisateur qui, dès ce moment-là, préside à notre action extérieure et qui en demeurera comme un des plus saillants caractères de notre expansion coloniale.

« L'Espagnol, dit Lescarbot, a été cruel : c'est ce qui a terni sa gloire, laquelle autrement serait digne d'immortalité. Je ne voudrais exterminer ce peuple-ci (les Indiens Peaux-Rouges), comme a fait l'Espagnol ceux des Indes Occidentales, car nous sommes en la loy de grâce, loy de douceur, de pitié et de miséricorde. » Et Lescarbot ne fait ainsi que revenir sur l'idée de Rabelais parlant des peuples « nouvellement conquestés... Comme un enfant nouveau-né, dit-il, les faut allaicter, bercer, esjouir..., comme personne sauvée de longue maladie, les faut choyer, espargner, restaurer ».

Puis c'est aussi la femme française qui retrouve pour les faibles et les déshérités ses élans d'instinctive bonté. De nobles femmes, M[mes] de Guercheville, de Soubise, etc., fourniront d'importants subsides aux PP. Jésuites Biard et Massé pour instruire « tant de pauvres gens en la religion de l'Évangile ».

Henri IV eut le rare bonheur de trouver à la fois un écho à ses pensées dans l'opinion publique et de vigoureux collaborateurs pour l'exécution de ses desseins. Comme l'a dit très justement M. L. Deschamps dans sa belle Histoire de la question coloniale, « si Champlain se fait l'ouvrier de l'œuvre nouvelle, Lescarbot et Monchrétien en sont les apôtres ». « On a assez veü et ouï parler de terres nouvelles, dit le premier, il est temps à cette heure de les coloniser. » Et Lescarbot exécute une bonne

fois dans son rude langage les chercheurs d'or et d'aventures qui ne rêvent que mines et beaux faits d'armes. « La plus belle mine que je sache, c'est du bled et du vin, avec la nourriture du bestial; qui a de ceci a de cela. Des mines d'or, nous n'en vivons point : et tel souvent a belle mine qui n'a pas beau jeu. » — « Et, ajoute Monchrétien, qui donne la formule de l'action nouvelle, il n'y a point de meilleure méthode pour s'accommoder bientôt du trafic colonial que de le faire en société, comme les Hollandais, car un particulier, quelque opulent qu'il peut être, ne le saurait longtemps soutenir tout seul, outre que les choses se font plus sagement et sûrement qui sont dressées et conduites par le conseil de plusieurs, ayant même intérêt et même fin... Si vos Majestés les voulaient encourager par libéralités, privilèges et immunités, tout n'en irait que mieux; si même elles voulaient entreprendre quelque chose de leur chef, faisant choix d'hommes expérimentés et fidèles, ce ne serait point sans honneur, sans profit et non plus sans exemple. »

Richelieu fortifiera la politique inaugurée par Henri IV et s'occupera activement à protéger l'expansion française par le relèvement de notre marine militaire. Il n'ignore pas « qu'il n'y a royaume si bien situé que la France et si riche de tous les moyens nécessaires pour se rendre maître de la mer;... que pour y parvenir il faut faire de Grandes Compagnies... mais que ces compagnies seules ne se voient pas néanmoins suffisantes, si le roi de son côté n'était armé d'un bon nombre de vaisseaux pour les maintenir puissamment, au cas qu'on s'opposât par force ouverte à leurs desseins. »

Dès 1625 il présente à Louis XIII un mémoire dont la conclusion comporte deux mesures : affectation d'un crédit de 1 500 000 livres à la flotte militaire « sans laquelle il ne fallait plus faire estat d'aucun trafic, et qui devra compter 30 vaisseaux toujours armés pour tenir les côtes nettes »; création de la charge de « Grand maître et surintendant de la navigation et commerce en France », en remplacement de la charge de grand amiral supprimée. Pour mieux avoir la main sur l'organisation projetée, pour ne pas avoir à rougir de nouveau « en mendiant à la Hollande le concours de ses navires » il se fait donner ce haut commandement.

Grâce à son énergique impulsion, des compagnies coloniales se fondent rapidement. Ce sont, dès 1625, la compagnie de la Nacelle de Saint-Pierre fleurdelysée, sorte d'agence générale de crédit commercial « pour établir dans le royaume un grand négoce de toutes les marchandises qui entrent

dans le commerce... pour mettre en valeur plusieurs terres et lieux qui ne rendent que peu ou point de profit » — en 1627, la Compagnie des Cent Associés pour le peuplement et exploitation du Canada, et celle des Iles d'Amérique — en 1634, la Compagnie de la Guinée — en 1635, la Compagnie « de l'île Saint-Christophe, de la Barbade et autres à l'entrée du Pérou » — en 1638, la Compagnie du Cap Nord — en 1642, la Compagnie pour le commerce de l'Orient et de Madagascar, etc...

Deux préoccupations le guident dans l'établissement des contrats et privilèges octroyés à ces puissantes sociétés; il y prescrit d'abord d'agrandir les colonies déjà existantes, de fonder de nouveaux établissements dans leur voisinage et de maintenir partout la religion catholique « en baptisant les Indiens qu'il faut traiter avec douceur et humanité » — puis il veut que ces colonies soient, non point de simples comptoirs commerciaux, mais des colonies de peuplement. Pour atteindre plus rapidement ce but il prêche l'union des colons avec les femmes indigènes et assimile également les indigènes chrétiens aux colons et même aux métropolitains.



PORTRAIT DE HENRI IV

Enfin, négligeant l'effet moral que peut produire sur la masse le succès de grandes entreprises extérieures, il conforme son action personnelle au précepte énoncé par l'un de ses plus éminents collaborateurs, Razilly : « faire des conquêtes et trafficqs, le tout avec prudence et secret. » Au demeurant cette circonspection relève de la pure diplomatie. Elle s'explique par ce fait que Richelieu veut faire de la politique coloniale française une des branches de la politique générale européenne et l'un des facteurs de la lutte qu'il s'apprête à soutenir contre la maison d'Autriche.

Colbert, à son tour, emploiera une louable énergie à réparer l'édifice

qu'ont élevé Henri IV et Richelieu et dans lequel se sont produites, sous la régence, de dangereuses lézardes. Reprenant d'abord les théories de Lescarbot, de Razilly et du grand cardinal, il s'emploie activement à la création de compagnies nouvelles. Celles en effet qui se sont fondées dans la première moitié du siècle ont disparu ou végètent, faute de réserves suffisantes en argent et en matériel. Mais il en éloigne, peut-être à tort, la petite épargne; il veut des associations « composées d'un certain nombre d'intéressés puissants » pouvant attendre pendant tout le temps voulu les intérêts de leurs capitaux.

Sous son administration, de 1661 à 1683, se forment ou se reconstituent : en 1664, la Compagnie des Indes-Occidentales pour l'expansion française dans le Canada et la Louisiane et celle des Indes-Orientales pour le développement de notre commerce dans l'Océan Indien — en 1669, celles du Nord et du Levant, l'une pour le commerce des pelleteries, l'autre pour celui des soies — en 1673, celle du Sénégal pour le commerce des épices, de la poudre d'or et de l'huile de palme, — en 1683, la compagnie l'Acadie, etc.

Si l'on veut se rendre un compte exact de l'organisation, de la puissance et aussi des charges des compagnies dont Richelieu et Colbert furent les fondateurs il suffit de connaître la teneur des principaux articles d'un des contrats qui en constituent les statuts.

Dans l'acte de concession passé avec la Compagnie des Indes-Occidentales, il est dit, entre autres choses :

« Les terres et îles conquises ou à conquérir sont données à la dite Compagnie en toute propriété, seigneurie et justice... à la réserve de la foi et l'hommage au roi, avec le don d'une couronne d'or à chaque nouvel avènement.

« La Compagnie pourra vendre et inféoder les terres à tels cens, rentes droits seigneuriaux qu'elle voudra et à telles personnes qu'elle trouvera à propos, sauf à prendre des lettres de confirmation du roi en cas d'érection de duchés, marquisats, comtés et baronnies.

« Elle aura le privilège exclusif à perpétuité de tous les cuirs, peaux et pelleteries de la Nouvelle-France, à la réserve de la pêche de la morue et de la baleine qui reste libre à tous les sujets.

« Elle jouira de l'exemption de tous droits d'entrée sur les denrées des colonies importées et de tous droits de sortie sur les armes et munitions de guerre, vivres et avitaillements de vaisseaux et équipages.

« Toute personne, quelle que soit sa condition, ecclésiastique, noble, officier, pourra entrer dans la Compagnie sans déroger.

« Les artisans ayant exercé durant six ans leur métier aux colonies seront réputés maitres à leur retour en France et pourront tenir boutique ouverte en toute ville du royaume.

« La Compagnie devra entretenir des ecclésiastiques pour la conversion des sauvages.

« Les descendants de Français qui s'habitueront au dit pays, ensemble les sauvages qui seront amenés à la connaissance de la foi et en feront profession, seront censés et réputés naturels français et auront les mêmes droits que les régnicoles.

« Les directeurs seront élus par l'assemblée des actionnaires, mais de façon que le tiers soit des marchands. »

Sans doute, pour engager les grands négociants à s'abandonner volontiers à ces lointaines et patriotiques entreprises, il a recours à de nombreux moyens. Mais employa-t-il les plus énergiques? Il fait des fonctions d'administrateur, ou même de la simple situation d'associé, une sorte de titre de noblesse. La Compagnie des Indes reçoit le privilège de porter dans ses armes une fleur de lys avec cette légende : *Florebo quocumque ferar*. La constitution imposée au Canada, n'est qu'une sorte de restauration féodale. Ces mesures n'étaient-elles pas bien vieillottes pour une œuvre si jeune?

En outre, sa passion de la rigoureuse ordonnance en matière administrative et ses tendances excessives vers la centralisation lui font définir avec une précision trop étroite les limites dans lesquelles peut s'exercer l'activité des compagnies « de peur que leur autorité trop absolue les incite à franchir les justes bornes dans lesquelles doit se mouvoir la puissance des commerçants sans dam pour le bon renom et souveraineté du roi ». Il ira jusqu'à les assimiler à des corporations marchandes, astreignant leurs administrateurs à l'incessant contrôle des fonctionnaires royaux. Il préparera ainsi l'avènement d'un système nouveau : celui de la gestion directe des colonies par le pouvoir central.

Colbert semble s'éloigner davantage encore de Richelieu, si l'on examine attentivement le but réel que visent ces deux ministres. Richelieu veut faire de la colonisation une œuvre d'expansion de race et d'influence politique. La préoccupation primordiale de Colbert se dégage nettement dans un de ses Mémoires : « Il faut restituer à la France le transport mari-

lime de ses produits... développer les colonies et les attacher commercialement à la France seule..., supprimer tous les intermédiaires entre la France et l'Inde..., développer la marine de guerre pour protéger la marine marchande. » Il subordonne en un mot l'œuvre coloniale à l'œuvre commerciale. Chez lui une idée prédomine sans cesse formulée de la même manière : commercer ! Ce que l'on demandera aux colonies vers lesquelles va se porter l'activité des compagnies, c'est avant tout d'asseoir de solides établissements commerciaux, de fonder et de défendre des comptoirs, de faire profiter le pays de France du négoce des pays d'outre-mer.

Était-ce la vraie voie dans laquelle il fallait diriger notre politique coloniale ? Était-ce bien celle qui devait conduire là où visait la géniale prévoyance de Richelieu ? Les événements démontreront que non ; et l'échec final nous prouve que l'ancien commis Colbert travailla à la grandeur française plutôt en marchand qu'en homme d'État.

Il ne sut pas voir qu'une colonie doit être pour la métropole non pas une cliente mais une fille, qu'elle doit lui être attachée avant tout par les liens du sang... liens d'autant plus puissants que le sang sera plus riche et plus généreux. Il ne fallait pas seulement demander au Canada, par exemple, de nous fournir des pelleteries et des céréales, de nous demander des tissus et des outils, mais de produire des Français en nombre aussi considérable que la richesse et l'étendue du sol pouvaient s'y prêter. Il fallait se préoccuper en premier lieu d'y fonder non des comptoirs, mais des familles, d'y jeter les semences d'une saine et nombreuse population, d'âme, de mœurs, de croyances, d'affections, d'aspirations bien françaises, qui, au jour des revers, fût capable d'opposer à l'ennemi de la métropole l'invincible nombre de ses jeunes citoyens.

Mieux que la France, l'Angleterre sut préparer le terrain pour la lutte future dont elle avait l'intuition. Ce qui lui donna le succès, c'est moins l'opiniâtreté de ses armées que l'écrasante supériorité numérique des colons qu'elle transporta dans l'Amérique anglaise, et dont elle sut par des moyens tout modernes favoriser l'esprit d'initiative.

Quand, en 1674, Colbert reconnut l'insuffisance des sociétés commerciales à fonder une vraie colonie, il crut réparer son erreur en substituant le régime de gouvernement direct au régime des Compagnies : en réalité il ne fit que l'aggraver.

Quand il comprit que les seules colonies qui restent sont les colonies de peuplement, il se préoccupa d'encourager de son mieux l'émigration

française; mais il agit tout au rebours des intérêts qu'il voulut favoriser.

Un grand exode se produit en 1655 vers la Nouvelle-France, comme vers les Antilles et la Louisiane; il semble que le terrain perdu va être reconquis, que les 12 000 Français établis au Canada vont former souche de race suffisamment féconde pour rivaliser avec les 42 000 citoyens de la Nouvelle-Angleterre. Peut-être les fortes qualités de la famille française du xvie siècle, qui se maintiennent encore au xviie siècle, auraient-elles pu réaliser les désirs du ministre. Mais Colbert commet la grosse faute de vouloir faire de nos lointaines possessions de vraies provinces continentales. La race française ne demandait qu'un peu de liberté pour se développer rapidement; il enferme colons français aussi bien qu'indiens, dans la rigide formule sociale et économique de la coutume de Paris.

De là l'origine de ces difficultés qui vinrent plus tard neutraliser la bonne volonté d'hommes de grande valeur : de Frontenac, de Talon, d'Iberville, gouverneurs malgré eux à l'instar de ceux de Bretagne ou Languedoc, et qui trouvèrent plus de déboires du côté de la vieille France que du côté de la Nouvelle.

Sous la Régence une réaction salutaire semble vouloir d'abord s'opérer, mais elle ne dure qu'un instant : la colonisation devient une affaire, comme tout le reste; et les entreprises des intrigants, des banquiers véreux, des administrateurs vénaux préludent à la débâcle finale, dont Louis XV, dans une de ces rares heures de volonté qui électrisèrent ce sceptique, essaiera de retarder l'échéance, mais que la guerre de Sept ans précipitera et consommera fatalement.

En 1750, en effet, nous allons voir le colosse d'or, élevé par nos héros du Canada, de la Louisiane et de l'Inde, osciller sur sa base et lamentablement s'effondrer sur ce piédestal dont Montchrétien, Lescarbot et Richelieu ont, à la fin du xvie et au commencement du xviie siècle, jeté les fondations en pur granit, — dont Colbert, au xviie siècle, éleva les assises sur un plan trop étroit, quoique de belle ordonnance, et d'une élégance trop fragile, — et qu'au xviiie, en dépit de quelques louables efforts, ruinèrent le Régent, Law, et les filous réunis de la cour et de la ville.

CHAPITRE V

Les premiers établissements français en Amérique.

1° *Les mines du Canada. — Le chevalier de Montz, Poutraincourt et Lescarbot en Acadie. — Perte et reprise de ce territoire.*

2° *Champlain au Canada. — Fondation de Québec. — Iroquois et Algonquins. — Prise de Québec par les Anglais. — Champlain rebâtit Québec. — Sa mort.*

Pendant toute la deuxième moitié du XVIe siècle le Canada fut oublié. Seuls les navires basques, normands et bretons continuèrent à prendre la route de Terre-Neuve. En 1578, 150 barques venaient faire la pêche sur les bancs. Quelques équipages, poussant même assez loin dans le Saint-Laurent, ne dédaignaient pas de se mettre à la recherche des pelleteries. Deux neveux de Cartier, Noël et Lajaunaye, pénétrèrent fort avant dans le pays et y découvrirent des mines qu'ils demandèrent à Henri IV l'autorisation d'exploiter (1588).

Dix ans plus tard ce privilège leur fut enlevé au profit d'une compagnie de Saint-Malo, qui obtint pour un breton, le marquis de la Roche, le titre de lieutenant général en Acadie, Canada et pays circonvoisins. Mis en possession d'une autorité absolue, de la Roche partit avec soixante hommes. Comme dans le nombre se trouvaient 40 repris de justice d'un caractère difficile, il ne juge rien mieux que de les abandonner sur l'Ile de Sable ; puis il se dégoûte de son entreprise, passe en Acadie où il perd même le souvenir de ses mauvaises têtes, et rentre en Bretagne pour tomber dans les mains du duc de Mercœur, alors en guerre avec Henri IV. Quand, cinq ans plus tard, le roi, ému du sort des abandonnés, les envoya quérir, on

n'en trouva plus que douze, vivant dans l'île à l'état de bêtes sauvages; leur barbe et leurs cheveux leur servaient de vêtements. « Henri IV voulut les voir en cet état, et, leur ayant donné à chacun 50 écus, les renvoya dans leurs familles. »

Mais avec le XVIIe siècle s'ouvre une nouvelle période dans l'histoire de l'Amérique française.

L'Espagne et le Portugal s'étaient taillé une large part dans le sud du continent occidental; l'Angleterre, malgré des échecs aussi terribles que les nôtres, se maintenait obstinément en Floride; la Hollande, maîtresse des mers, avait pris pied sur la côte d'Amérique et fondé la Nouvelle-York qu'elle devait bientôt perdre. La France ne pouvait rester en arrière et abandonner la conquête de la terre à ses rivaux.

Un riche négociant de Saint-Malo, Pontgravé, avait entrepris de monopoliser le commerce des fourrures. Grâce à l'appui du commandeur de Chastes, gouverneur de Dieppe, un des esprits les plus entreprenants du siècle, il réussit à former une association de gros négociants rouennais et dieppois qui obtient le privilège de ce trafic. Au printemps 1603, il part, emmenant, comme chef de sa petite flotte, un officier de marine qui s'était distingué par plusieurs voyages aux Indes Occidentales : le capitaine Samuel de Champlain. Champlain et Pontgravé remontent le Saint-Laurent jusqu'au saut de Saint-Louis et rentrent en France après avoir exploré minutieusement les deux rives du fleuve. Le rapport qu'ils présentèrent au roi fut si favorable que celui-ci résolut d'établir définitivement l'influence française sur ces belles régions.

De Chastes étant mort, Henri IV renouvela au nom d'un gentilhomme ordinaire de sa chambre, le sieur de Montz, le monopole de la traite depuis le cap de Raze, en Terre-Neuve, jusqu'au 50° de latitude nord. De Montz, de la province de Saintonge, était huguenot. Il associa à l'entreprise un certain nombre de négociants de la Rochelle, et embarqua sur quatre navires, dont le commandement fut de nouveau confié à Champlain, des laboureurs, des artisans, des gentilshommes même au nombre desquels le baron de Poutraincourt qui avait décidé de se fixer en Amérique avec toute sa famille.

Quelques difficultés soulevées contre de Montz, qui avait emmené à la fois des prêtres catholiques et des pasteurs protestants, retardèrent le départ des quatre navires qui ne quittèrent le Havre qu'en mars 1604.

Deux vaisseaux bien armés devaient faire la police sur les côtes canadiennes et saisir les bateaux étrangers surpris à trafiquer avec les indigènes, au mépris de la défense du roi; les deux autres, portant les colons, devaient chercher un lieu propre à l'établissement.

L'Acadie passait pour le plus beau pays de la Nouvelle-France; elle possédait en effet des rades excellentes, un climat sain et tempéré, un sol de la plus grande fertilité, riche en mines de cuivre, de fer, de charbon et de gypse; toutes sortes de poissons fréquentaient ses côtes, entre autres la morue, le hareng, le saumon, l'alose, etc. Le pays était habité par les Micmacs, population intelligente et de mœurs très douces. C'est là que M. de Montz résolut de fonder sa colonie.

Après avoir pris terre au port Rossignol (aujourd'hui Liverpool), on suivit la côte jusqu'au golfe de Fundy. Chemin faisant, on rencontra une belle et spacieuse baie, entourée de riantes collines et au fond de laquelle venaient se jeter plusieurs rivières. Le baron de Poutraincourt, charmé par les beautés du site, demanda la permission de débarquer avec les siens. De Montz fit mieux que d'accéder au désir de son compagnon; il lui donna la concession de ce coin d'Acadie, qui reçut le nom de Port-Royal. Puis il débarqua le reste de ses équipages à l'embouchure de la rivière Sainte-Croix que Champlain venait de reconnaître.

L'hiver fut mauvais. Mais au printemps Pontgravé arriva d'Europe avec 40 nouveaux colons et des provisions; on abandonna l'établissement de Sainte-Croix, trop humide, et toute la colonie revint en Acadie s'établir près de Port-Royal. En 1605, furent jetés les fondements de la ville qui est aujourd'hui Annapolis. A l'automne M. de Montz dut rentrer en France avec Champlain pour se défendre des attaques de marchands de pelleteries qu'incommodait fort son privilège. Poutraincourt l'accompagna également pour recruter de nouveaux colons.

Le commandement de la colonie fut confié à Lescarbot, qui, après avoir déjà écrit tant d'excellentes choses sur la question coloniale, avait voulu tenter de mettre en pratique ses théories. Il commença par réconforter le courage de ses compagnons, qu'a abattus le départ de leurs chefs. « Il représenta que la culture de la terre était la seule garantie du succès; et, passant de la parole à l'action, il se mit lui-même à défricher le sol. Chaque jour il inventait quelque chose de nouveau pour l'utilité publique, et jamais on ne comprit mieux de quelle ressource peut être dans un jeune établissement un esprit cultivé par l'étude



SUR LES RIVES DU SAINT-LAURENT

et qui se sert pour le bien commun de ses connaissances et de ses réflexions. » Sous sa direction on fit du charbon de bois, on ouvrit des chemins dans la forêt, on construisit un moulin à farine mû par l'eau ; on fit des briques, un fourneau et un alambic pour clarifier la gomme de sapin et en tirer du goudron... Les sauvages étonnés de voir naître tant d'objets, qui étaient des merveilles pour eux, s'écriaient dans leur admiration : « Que les Normands savent de choses ! »

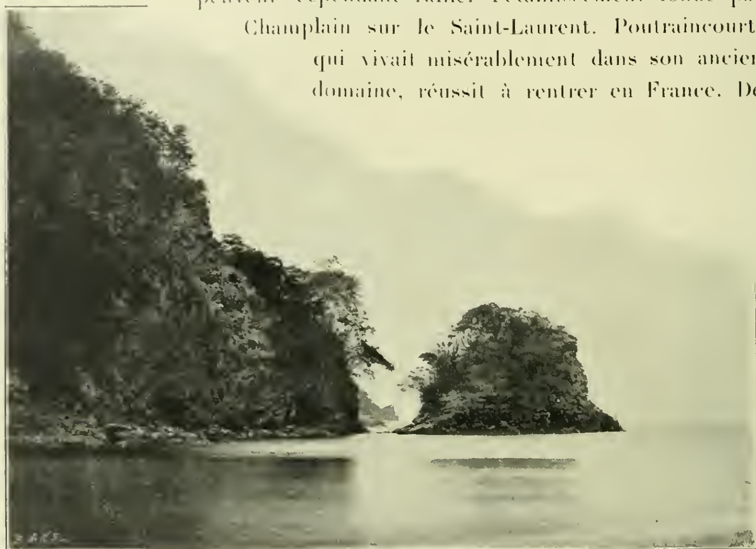
A son retour, Poutraincourt eut la joie de trouver son Port-Royal en pleine prospérité. Mais son bonheur fut de courte durée : deux grands malheurs vinrent fondre sur la jeune colonie. Une flotte hollandaise pilla les magasins de pelleteries acquises au cours d'une année de trafic ; puis les marchands de Saint-Malo réussirent, malgré les efforts de Pontgravé, à faire révoquer le privilège de la société ; celle-ci fut dissoute en 1607. Poutraincourt reçut l'ordre de rentrer en France avec tous ses hommes. Il fallut bien obéir : les indigènes pleurèrent en accompagnant les Français à leurs bateaux.

Quand, trois ans plus tard, Poutraincourt put revenir à Port-Royal avec une partie de ses anciens compagnons, il trouva le petit fort et les maisons dans l'état où ils avaient été laissés. Les sauvages n'y avaient même pas dérangé un meuble.

Mais c'en était fait du sort de l'Acadie. En 1610, Henri IV vient d'être assassiné et les destinées du pays sont aux mains de l'intrigant Concini et de Marie de Médicis. Les jésuites jettent leur dévolu sur le pays qu'ils prétendent arracher à l'hérésie. Pour leur faciliter cette tâche, la dévote Mme de Guercheville achète le privilège du chevalier de Montz et impose à Poutraincourt l'entretien de deux missions catholiques. Tout le profit du commerce des pelleteries devait être dévoré par les missionnaires, qui n'abandonnèrent Port-Royal qu'après en avoir consommé la ruine. Ils allèrent alors fonder, en 1613, dans l'île des Monts-Déserts, près la rivière Pentagouët, que le P. Biard avait reconnue l'année précédente, un établissement qu'ils baptisèrent du nom de Saint-Sauveur. Leur but était d'y constituer une grande colonie agricole, analogue à celles que les Jésuites espagnols avaient créées au Paraguay.

Les Anglais, informés de cette fondation, prétendirent qu'elle avait été faite sur leur territoire de Virginie. Sans attendre d'autres explications, ils renversent à coups de canons église et village. Les habitants sont jetés dans les prisons de Jamestown. Poursuivant leur campagne de pirates,

les gens de Grande-Bretagne incendient les maisons depuis longtemps abandonnées de Sainte-Croix, et apparaissent devant Port-Royal. Le P. Biard, qu'Argall, le chef de ces brigands, a embarqué avec lui, conseille aux Français, surpris en pleins travaux des champs, de fuir « puisque leur chef M. de Poutraincourt était ruiné et ne pouvait plus les soutenir ». Il manque d'être tué. Les Acadiens se dispersent dans les bois. Quelques-uns peuvent cependant rallier l'établissement fondé par Champlain sur le Saint-Laurent. Poutraincourt, qui vivait misérablement dans son ancien domaine, réussit à rentrer en France. De



SUR LA CÔTE D'ACADIE

désespoir, il alla se faire tuer au siège de Méry-sur-Seine. Grâce aux bons offices du P. Cotton, Mme de Guercheville réussit à obtenir de l'ambassade de Londres une petite indemnité pour le tort qui lui avait été causé : c'est toute la réparation qui pour l'instant fut accordée à la France.

Ce n'est qu'en 1632 que Richelieu devait, à la signature du traité de Saint-Germain, exiger de l'Angleterre la restitution de l'Acadie. Mais à partir de cet instant ce malheureux pays devait être déchiré par les luttes intestines et offrir, en plein XVIIe siècle, l'étrange spectacle de deux fiefs féodaux en guerre l'un contre l'autre. Au cours de cette rivalité meurtrière, Charles de Charnisay, nommé par le roi gouverneur de toute l'Acadie, se heurta pendant plus de dix ans au mâle courage de Mme de la Tour, dont le

mari avait précédemment obtenu la concession du pays de Port-Royal. La mort de cette vaillante femme, le mariage romanesque de son époux avec la femme de son rival Charnisay avaient à peine rétabli le calme dans la colonie, que celle-ci nous fut à nouveau enlevée par ordre de Cromwell en 1657. Pendant dix ans elle demeura anglaise, et fut gouvernée au nom de l'Angleterre par le sieur de la Tour. Elle ne redevint française qu'en 1667, par le traité de Bréda, mais pour retomber dans la discorde et dans l'oubli pendant trente autres années, ou pour servir, après une trop courte période de relèvement, de champ de bataille à l'Angleterre et à la France, au cours de la guerre de Sept ans.

L'échec des Français en Acadie fut heureusement compensé par de rapides et glorieux succès au Canada.

Nous n'entreprendrons pas d'exposer en ces quelques pages l'histoire de cette admirable quoique éphémère conquête ; un livre y suffirait à peine ; nous ne ferons qu'en résumer les principales étapes.

De Montz, pressentant le sort qui menaçait l'Acadie, s'était, nous l'avons vu, prudemment débarrassé de son privilège entre les mains de M[me] de Guercheville et des Jésuites et avait créé un établissement sur le Saint-Laurent. Son collaborateur Champlain l'y avait devancé, dès 1607, et avait poussé de hardies reconnaissances sur les deux rives du fleuve, contractant des alliances avec l'une des grandes confédérations indigènes (celle des Algonquins), s'efforçant d'en fixer les tribus errantes, leur apprenant à défricher le sol, à cultiver le blé et la vigne.

En juillet 1608, il vit sa petite troupe renforcée d'un sérieux contingent de colons que de Montz lui amenait de France à bord de deux vaisseaux. Il fit débarquer tout ce monde sur une pointe de terre qui s'avance dans le Saint-Laurent, en aval d'un endroit où le fleuve se resserre entre ses deux rives, et auquel les Algonquins donnaient le nom de *Quabec* (détroit).

« La nature, dit M. Garneau dans sa belle histoire du Canada, semblait avoir formé le plateau que baignent le Saint-Laurent, la rivière du Cap Rouge et la rivière Saint-Charles, pour être le berceau de la colonie et plus tard le siège d'un empire. Champlain y fixa son établissement : il mit tout son monde à l'œuvre. Les uns élevèrent une habitation spacieuse et fortifiée, les autres défrichèrent la terre et exécutèrent d'autres travaux plus ou moins indispensables. Le mouvement et le bruit remplacèrent le

silence qui avait régné jusque-là sur cette rive déserte et solitaire, et annoncèrent aux sauvages l'activité européenne et la naissance d'une ville qui allait devenir bientôt l'une des plus fameuses du Nouveau-Monde. »

Pourtant Québec faillit périr au lendemain même de sa fondation. La discipline sévère de Champlain servit de prétexte à un serrurier normand nommé Jean Duval pour chercher à s'affranchir du chef. « Cet homme qui était d'un caractère violent et qui ne manquait pas de courage, comme l'attestaient les blessures qu'il avait reçues dans une guerre contre les sauvages de la Nouvelle-Angleterre, pendant son séjour en Acadie, entraina plusieurs personnes dans la conspiration. Les mutins avaient résolu, lorsqu'ils auraient fait périr le gouverneur, soit en l'étranglant dans son lit, soit en le tuant à coups d'arquebuse, de piller les magasins et de se retirer en Espagne avec les dépouilles. Quelques jours avant la prise d'armes, l'un d'eux, tourmenté par les remords, vint tout avouer et nomma les conjurés qui lui étaient connus. Quatre des principaux furent arrêtés sur-le-champ, et, dans l'ignorance où l'on était de l'étendue du complot, ils furent transférés à Tadoussac, où de Montz avait de son côté fondé un comptoir, afin de rompre la trame et d'ôter à leurs complices le moyen de les délivrer. Lorsqu'on eût pris les mesures nécessaires et que le conseil fut organisé, on ramena les prisonniers à Québec pour leur faire subir leur procès ; ils confessèrent leur crime et furent condamnés à mort. Duval seul fut exécuté. Les autres furent transportés en France et ils obtinrent leur grâce du roi. Cette prompte justice en imposa toutefois aux mécontents qui ne bougèrent plus. »

Remise de cette alerte, la colonie se mit courageusement à étendre ses relations et son influence dans les pays voisins.

Depuis Jacques Cartier, les populations canadiennes avaient été décimées par de terribles guerres civiles. Hochelaga et Stadaconé, dont le capitaine malouin avait vanté l'importance à l'égard de capitales de royaumes, n'existaient plus. Au temps de Champlain, les indigènes du bassin de Saint-Laurent étaient divisés en deux partis effroyablement hostiles : les Iroquois, venus de l'Ouest, et dont les tribus les plus belliqueuses s'appelaient la Tortue, l'Ours, le Loup — et les Algonquins qui s'étaient réfugiés dans les environs de Québec. A la suite d'une furieuse bataille, issue d'une querelle de chasse, les deux partis vinrent en même temps solliciter l'alliance de Champlain.

A la française, Champlain promit son concours aux plus faibles, et

repoussa avec hauteur la demande des Iroquois « dont le nom seul saisissait d'épouvante hommes, femmes et enfants et leur faisait prendre la fuite comme un troupeau timide poursuivi par des loups ». D'une part c'était habile de prouver aux Indiens du voisinage que les Français n'avaient pas peur. Mais pratiquement ce fut peut-être une faute de ne pas s'appuyer sur la plus forte des confédérations indiennes. Celle-ci en effet alla mettre son ressentiment et le courage de ses guerriers au service de nos rivaux dont les établissements s'infiltraient dans l'est américain.



DANS LA FORÊT CANADIENNE

Le 29 juillet 1609, Champlain, accompagné de deux Français seulement et d'une centaine d'Algonquins, rencontra sur le soir une troupe d'Iroquois campée sur les bords du lac auquel le fondateur du Canada avait donné son nom. « De part et d'autre on se prépara au combat. Les sauvages passèrent la nuit à danser, à chanter et à se provoquer d'un camp à l'autre, à la façon des Grecs et des Troyens d'Homère, et lorsque le jour fut arrivé ils s'armèrent et se rangèrent en bataille. Les Iroquois, au nombre de 200, s'avancèrent à petits pas avec beaucoup d'assurance sous la conduite de trois chefs reconnaissables à leurs grands panaches. Les Algonquins se divisèrent en deux troupes, après avoir réservé à Champlain et aux deux Français les honneurs d'un cartel avec les trois chefs ennemis. A trente pas les Iroquois s'arrêtèrent et regardèrent quelque temps les trois étran-

gers avec une curiosité naïve. Mais cet examen fut vite interrompu par une volée de flèches que s'envoyèrent les deux camps indiens et par la détonation des mousquets français. Les balles avaient fait leur œuvre. Les trois chefs iroquois étaient tombés morts. A cette vue les alliés poussèrent un grand cri de joie et les ennemis saisis d'épouvante prirent la fuite dans les bois en perdant encore nombre des leurs. »

Le soir les Algonquins prirent un de leurs prisonniers et lui firent entonner le chant de mort pour préluder, suivant leur coutume, aux cruels tourments qu'ils allaient lui faire endurer. Champlain, révolté de leur barbarie, ne put obtenir la permission d'achever l'infortuné que quand ses alliés eurent épuisé leurs tortures.

Jusqu'en 1610, Champlain s'occupe utilement à organiser le Canada tant au point de vue administratif qu'économique, et à repousser les tribus iroquoises loin du territoire de Québec. Mais l'assassinat de Henri IV son protecteur, la déchéance du privilège accordé à de Montz, le besoin d'amener de nouveaux colons dans le pays le décident à faire le voyage de France. Il réussit à aplanir toutes les difficultés qui lui sont opposées par l'indifférence de la régente et la jalousie des marchands, et il rentre à Québec au printemps de 1612.

A partir de ce moment il inaugure une série d'expéditions et de découvertes des plus heureuses. Sur la foi d'un aventurier échoué, on ne sait comment, à Québec, et qui affirmait avoir vu les débris d'un navire anglais sur le rivage d'une mer située fort loin dans le Nord : il se lance dans cette direction et découvre la baie d'Hudson. En 1615, il entend dire aux indigènes qu'il existe une mer douce, fort loin dans l'Ouest, il remonte le cours du Saint-Laurent jusqu'au saut de Saint-Louis, passe sur le corps d'un gros parti Iroquois et arrive sur les bords du lac Ontario. C'est lui qui, le premier parmi les Européens, visita ce lac immense « qui ne réfléchissait « encore que les sombres forêts de ses rives solitaires et qui baigne aujour- « d'hui tant de villes florissantes ».

Le retour fut encore plus riche en incidents : il fallut de nouveau affronter les Iroquois ; la rencontre fut moins heureuse que les précédentes. Champlain, blessé de deux coups de flèches, dût s'arrêter en amont du saut de Saint-Louis. Charmé par la grâce du site où s'acheva sa convalescence, il résolut d'y établir un poste pour surveiller les tribus de l'Ouest. C'est sur ce point que s'élevèrent les premières cabanes de la ville qui bientôt devait être la puissante Montréal.

En 1621, la région du Saint-Laurent était dégagée d'ennemis : les Iroquois étaient refoulés dans les forêts ; les tribus alliées, que de temps en temps désunissaient de redoutables rivalités, finirent par se réconcilier sur les instances de Champlain et conclurent solennellement une trève de cinquante ans.

La période de calme qui s'annonçait aurait pu singulièrement faciliter le développement du Canada, si des procès engagés en France entre la compagnie de Montmorency de qui relevait Champlain, et la compagnie de Rouen que présidait Thomas Porée, n'eussent lié les mains au fondateur de la Nouvelle-France. Heureusement Richelieu, appelé à la direction du royaume, mit bon ordre à ces compétitions en faisant entrer le Canada dans le domaine de la compagnie des Cent-Associés qui confirma Champlain dans son commandement.

Un sérieux courant d'émigration française se dessine dès lors vers les terres du Saint-Laurent. La compagnie, qui avait signé l'engagement d'y conduire 4 000 familles en quinze ans, avait déjà amené 400 colons et de nombreux missionnaires quand les guerres religieuses vinrent de nouveau troubler la France et jeter le désarroi dans les affaires du Canada.

L'Angleterre ne manqua pas de tirer parti de la situation. Après que la flotte d'Argall eût ravagé l'Acadie, un convoi, commandé par sir William Alexander, vint débarquer de nombreux contingents écossais sur la côte orientale de l'Acadie dont il prit possession sous le nom de Nouvelle-Angleterre. Puis, poussé par un calviniste français, David Kertk, le capitaine anglais, à la tête d'une flotte de 18 vaisseaux, entreprit de s'emparer de Québec, qui, par suite de la mauvaise récolte du dernier automne, souffrait de la disette. Une première tentative échoua. Mais, après un siège qui dura tout l'hiver, Champlain voyant venir sur le Saint-Laurent, au lieu des renforts attendus, une nouvelle flotte britannique dût capituler. Depuis trois mois la paix était signée avec l'Angleterre !

Quand, en 1632, la paix de Saint-Germain rendit le Canada et l'Acadie à la France, Québec n'était qu'un amas de ruines. Champlain, inébranlable dans son affection pour la Nouvelle-France, obtint le titre de gouverneur du Canada et y arriva avec une escadre « richement chargée en colons et en provisions de toute nature ». Voyant le peu d'efforts que la France avait faits pour défendre sa colonie, il entreprit de s'attacher plus étroitement les populations indigènes, et installa chez elles de nombreux missionnaires qui ne tardèrent pas à se concilier l'amitié des indigènes : œuvre de haute

prévoyance et d'un prix inestimable, qui, mieux protégée par les successeurs de Champlain, eût peut-être réussi à compenser largement par la création d'une forte armée d'alliés l'infériorité numérique des contingents européens dont, quelque cent ans plus tard, Montcalm put disposer dans la lutte suprême contre l'Angleterre.

Le 25 décembre 1635, Champlain mourait à Québec... dans la Nouvelle Québec « plus puissante et plus belle » qu'il avait rebâtie sur les ruines de la première.

CHAPITRE VI

Le régiment de Carignan.

La guerre des Iroquois. — Daulac sauve le Canada. — De Tracy et Talon. Les héros de la bataille du Saint-Gothard. — Le Canada féodal.

Dans le temps où il étendait vers les lacs l'influence française, Champlain était entré en relations avec une puissante confédération dont les tribus parcouraient les solitudes comprises entre le lac Ontario et le lac Huron : la confédération des Hurons. Ces Indiens, intelligents et entreprenants, n'avaient point tardé à comprendre les avantages qu'ils pouvaient retirer d'un commerce suivi avec les Canadiens et s'étaient associés à eux, à diverses reprises, pour repousser les incursions iroquoises. Petit à petit, ils s'étaient rapprochés de nos établissements ; mais leurs préoccupations commerciales avaient insensiblement diminué la valeur de leurs qualités guerrières, sans les corriger toutefois de leur présomption et de leur légèreté, travers par lesquels leur race ne manquait pas de présenter certaines analogies avec la nôtre.

Vers 1640, les Iroquois portèrent le ravage au cœur des tribus huronnes. Celles-ci, instruites par plusieurs défaites, se ressaisirent et firent essuyer aux Iroquois des échecs qui rendirent ces barbares plus circonspects. Les Iroquois tentèrent alors de mettre la brouille entre Canadiens et Hurons ; mais, n'ayant pu y réussir, ils conservèrent contre les Français une haine implacable et reprirent de plus belle leurs incursions chez les Indiens nos alliés. Leurs ravages furent si terribles que les tribus huronnes se trouvèrent décimées en moins de cinq ans.

Encouragés par ces premiers succès les Iroquois s'attaquèrent avec

plus d'audace à nos établissements et particulièrement à la petite bourgade que le chevalier de Maisonneuve venait de fonder dans une île du Saint-Laurent, près du poste jadis élevé par Champlain et à laquelle il avait donné le nom de Montréal. Mal leur en prit : les Algonquins leur enlevèrent une trentaine de guerriers qui furent brûlés vifs.

Cependant les torts considérables causés par ces longues vendettas à la Compagnie la décidèrent à provoquer un nouveau traité de paix et d'amitié entre les confédérations indiennes. Ce ne fut qu'une trève : les Iroquois la rompirent au bout de quelques mois en assassinant le P. Jogues qui n'avait point hésité à se risquer parmi ces barbares. Une épidémie, qui causa de terribles ravages parmi leurs tribus, avait été attribuée à son « mauvais œil » ; et le digne apôtre paya de sa vie son zèle confessionnel. Le même sort fut réservé aux PP. de Brébeuf, Lallemant et Garnier, faits prisonniers au cours d'incursions en territoires hurons.

Les Hurons, accablés par leurs féroces adversaires, décimés, réduits à quelques centaines de guerriers et à un millier de femmes se dispersèrent dans les tribus voisines, n'écoutant même plus les exhortations des missionnaires qui les engageaient à venir chercher refuge près des postes où les Français eux-mêmes étaient obligés de venir se mettre à l'abri des coups répétés et des soudaines attaques des Iroquois. Ce n'est qu'en 1658 que le vicomte d'Argenson, nommé gouverneur de Québec, put faiblement venger nos alliés en exterminant près du fort Richelieu un parti de 300 barbares.

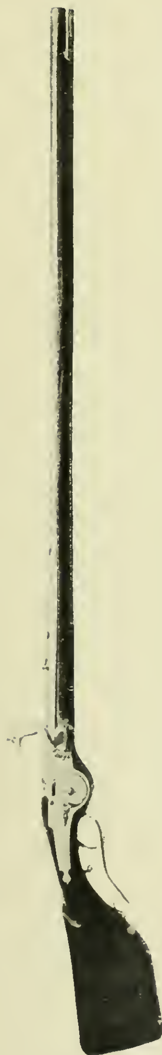
Mais bientôt les hostilités prennent une tournure plus inquiétante. Seize jeunes Français étaient venus s'établir sous la conduite de Daular dans un méchant fortin, défendu par une simple palissade de pieux de bois, en compagnie d'une cinquantaine d'Algonquins et de Hurons. Un contingent de 700 Iroquois, qui avait formé le projet d'enlever Montréal, vint les y attaquer. Daular peut heureusement envoyer en toute hâte un indien prévenir la ville du danger qui la menace ; puis, pour détourner de son messager l'attention des sauvages, il leur barre résolument le passage. Pendant tout un jour la petite garnison se bat autour du fort ; puis pendant neuf autres jours elle repousse les assauts répétés de l'ennemi. Il ne reste plus de vivants dans la place que quelques Hurons et quatre Français quand les Iroquois en franchissent les palissades. Daular pour éviter à ses compagnons blessés les tortures qui les attendent les achève à coups de hache, et lui-même tombe percé de coups sur un

tas de guerriers qu'avait abattus sa hache « vaillante comme celle que jadis brandissait le grand Ferré contre les Anglais d'Edouard ». Mais les Iroquois, fort éprouvés en cette affaire, sont obligés de regagner leurs tribus. L'héroïque défense de Daular avait sauvé Montréal et le Canada.

Malheureusement les faibles contingents dont disposait le gouverneur ne lui permirent pas d'aller venger immédiatement ses amis. Il était d'ailleurs en ce moment trop occupé par les difficultés nées d'un conflit entre la Compagnie et le clergé canadien dirigé par le P. Laval.

Mais, en 1665, M. de Tracy est nommé vice-roi du Canada, M. de Courcelles gouverneur, et Talon intendant. L'arrivée de 24 compagnies du régiment de Carignan, sous les ordres de son colonel M. de Salières, apporte un sérieux appoint de succès à une vigoureuse offensive contre les Iroquois qu'il faut à tout prix disperser et écraser pour garantir la sécurité d'une foule de colons, d'artisans et d'engagés accourus au Canada à l'appel de M. de Tracy et de Talon : une ligne de forts bien pourvus d'armes et de provisions est élevée le long de la rivière Richelieu.

Intimidés, les Iroquois prennent le parti de trahir les Agniers et les Onneyouts qui s'étaient associés à leurs déprédations, et envoient une ambassade à M. de Tracy. Elle est bien reçue : la paix va peut-être se faire, sous réserve de sérieuses garanties fournies par les Indiens, quand un chef d'Agniers, qui au cours des pourparlers avait massacré une petite troupe française commandée par un neveu du vice-roi, arrive à Québec pour traiter à son tour. Invité à la table de M. de Tracy, l'indien s'enivre et, brisant tout, lève le bras sur son hôte en lui disant que c'était ce bras qui avait cassé la tête à son neveu. — « Eh bien, monsieur, répondit le vice-roi avec le plus grand sang-froid, il ne cassera plus la tête à personne! » Et, séance tenante, il fait entraîner



FUSIL D'UN ANCIEN COLON CANADIEN.

le misérable hors de la salle à manger et étrangler sur la place par la main du bourreau.

Puis ordre immédiat est donné à M. de Courcelles, qui parcourt le pays des Agniers avec la milice canadienne, de tout détruire dans la région, pendant qu'une colonne composée de 600 hommes du régiment de Carignan, de 600 Canadiens et de 100 Indiens s'apprête à partir sous la direction du vice-roi en personne dont une campagne en plein hiver n'effraie pas les soixante-cinq ans. L'expédition ne rencontre devant elle que des villages abandonnés, mais remplis de provisions, de femmes et de vieillards. Ceux-là sont incendiés, ceux-ci faits prisonniers. Un parti d'Agniers essaie de lutter. Il s'enfuit au bruit des tambours et perd dans sa retraite précipitée la moitié de ses effectifs.

Les Iroquois effrayés vinrent alors supplier la clémence de M. de Tracy : la paix fut signée en 1666. Six compagnies du régiment de Carignan rentrèrent en France avec le vice-roi.

Les autres allaient repasser la mer, quand Talon eut la grande habileté d'obtenir du roi leur maintien au Canada. Comme l'émigration n'apportait plus que de faibles contingents, l'intendant persuada aux officiers et aux soldats de rester dans la colonie. Aux premiers il offrit des seigneuries avec de beaux domaines pour y établir leurs hommes. Tous acceptèrent. « Ces vieux soldats de Turenne, ces solides et fidèles guerriers qui, sous les ordres de la Feuillade, avaient eu, deux ans auparavant, l'honneur de la journée du Saint-Gothard et avaient taillé en pièces les troupes du grand vizir Achmet, qui avaient couru ensemble les hasards et les périls de la guerre, voulurent encore partager la même destinée dans une nouvelle carrière et dans une nouvelle patrie. » La barbarie Iroquoise, tenue en respect par les milices indigènes levées dans les fiefs du régiment de Carignan, dut reculer et tourna ses entreprises contre les Indiens de l'Ouest.

Vers la fin du XVII[e] siècle, le Canada est organisé sur un mode absolument féodal. Il compte 220 fiefs répartis sur une superficie de 13 millions d'arpents. Québec possède déjà près de deux mille habitants européens et de nombreux couvents. Le P. Laval — ce Lavigerie du XVII[e] siècle, qui dirige avec une volonté peut-être trop intransigeante le zèle des missionnaires et dont les querelles avec MM. de Tracy et de Frontenac sont demeurées légendaires — a fondé un séminaire d'où sortira plus tard l'Université Laval, une des gloires intellectuelles du Canada contemporain. Dans le reste du pays on compte environ 900 familles réparties dans les districts

de Beaupré, de Beauport, de Montréal, des Trois-Rivières, de l'île d'Orléans, de Saint-Jean, de la rivière Saint-Charles et de Sillery. Cette population peut fournir une milice de 1 500 hommes. La justice a été organisée ; le commerce, l'agriculture, les travaux publics ont été l'objet de soins vigilants ; les routes sont frayées jusqu'à la baie d'Hudson, jusqu'aux lacs Érié, Huron et Michigan. Quant aux indigènes, les uns se sont soumis à notre influence par l'intermédiaire des missionnaires et entretiennent avec nous de cordiaux rapports ; les autres, refoulés dans les forêts et les savanes, sont contenus par une série de forts éparpillés depuis Québec jusqu'au lac Huron et dont les plus importants sont les forts Carillon, de Frontenac et Niagara.

Mais il fallait se hâter d'élargir notre domaine américain que tentaient de resserrer d'une part les Anglais établis dans la Nouvelle-Angleterre, dans la Virginie et sur la baie d'Hudson, et, d'autre part, les Espagnols maîtres de l'arrière-pays de Floride. Les premiers surtout constituaient un voisinage d'autant plus dangereux qu'ils ne cessaient contrairement aux lois primordiales de la civilisation d'exciter les sauvages Iroquois contre les établissements français, payant leurs méfaits par de libérales distributions « d'eau de feu ».

CHAPITRE VII

Les Français en Louisiane.

Le Mississipi. — Les PP. Jolliet et Marquette. — Cavelier de la Salle. La conspiration des Natchez. — Fondation de la Nouvelle-Orléans.

Sur la révélation que lui ont faite les missionnaires de l'existence dans le Sud d'un fleuve immense, dont le cours semble se dérouler non vers l'Est mais vers le Midi, c'est vers le Mississipi que l'infatigable Talon va diriger le nouveau mouvement d'expansion.

Ce furent en effet les missionnaires qui devancèrent en Louisiane, comme ils le firent plus tard en Océanie, les explorateurs et les colons. De Québec ils s'étaient répandus parmi toutes les peuplades sauvages dispersées depuis la baie d'Hudson jusque dans la vallée du Mississipi. « Un bréviaire suspendu au cou, une croix à la main, ils formaient alliance avec les tribus au nom du Christ et par la vertu de la croix. Cet emblème religieux produisait un effet triste et touchant sur l'esprit des sauvages au milieu des forêts profondes de l'Amérique ; il désarmait ces hommes farouches, mais sensibles aux sentiments profonds et vrais. C'est dans ces sensations, dit Bancroft, que le missionnaire trouvait l'attrait qui lui amenait l'homme des bois. L'histoire des travaux de ces hommes de Dieu est liée à l'origine de toutes les villes célèbres de l'Amérique française. »

Sur la présentation de Talon, de Frontenac confie, en 1673, aux PP. Jolliet et Marquette la mission de rechercher dans quelle mer jetait ses eaux ce fleuve immense dont les PP. Mesnard, de Brébeuf, Garnier, Allouez et Dablon avaient reconnu les affluents supérieurs. Accompagnés de cinq Français, les deux voyageurs parviennent jusqu'à la rivière aux Renards,

point terminus atteint par le P. Allouez. Là ils chargent leurs deux canots sur leurs épaules, et, après un portage assez court, arrivent au Wisconsin. « Leurs deux esquifs ouvrirent alors leurs voiles sous des nouveaux cieux à des brises nouvelles. » Ils descendirent le cours calme et majestueux de la rivière, tantôt glissant le long de larges et arides bancs de sables, tantôt rasant les îles qui s'élèvent au milieu du fleuve et que couronnaient



LE COURS DU MISSISSIPI

d'épais massifs de verdure, tantôt filant à travers les vastes plaines de l'Iowa et de l'Illinois.

Après avoir ainsi longtemps navigué sans voir un seul homme, ils s'arrêtèrent à la rivière aux Moines, près d'un campement tapi dans la verdure. Ils appelèrent : quatre vieillards vinrent à leur rencontre. « Nous sommes des Illinois, dirent les indigènes, des hommes comme vous ; soyez nos hôtes, si vous le désirez » et ils offrirent le calumet de paix aux sept Français.

Au départ, le P. Marquette reçut du chef un calumet orné de plumes multicolores, qui lui permit de traverser sans être inquiété toute la région qui s'étend jusqu'à l'Arkansas. Il en descendit le cours jusqu'à son confluent avec le Mississipi, qu'il reconnut à sa largeur, et au débit de ses eaux pour la principale artère de l'immense bassin qu'il était venu explorer. Convaincu que le fleuve ne pouvait aller se jeter dans la mer des Indes (le Pacifique) il revint sur ses pas. Puis de retour sur les bords de l'Illinois

il résolut de se fixer parmi les Indiens et renvoya le P. Jolliet rendre compte à Talon des résultats du voyage.

Avant de favoriser des entreprises nouvelles dans cette partie de l'Amérique, Talon voulut faire contrôler les résultats de la première expédition par de nouveaux agents. Il confia à un normand actif, entreprenant, d'un courage à toute épreuve, à René Cavelier de la Salle, la mission d'explorer intégralement le cours du Mississipi.

Le 18 novembre 1677, de la Salle mit à la voile sur le Saint-Laurent, construisit un nouveau fort au-dessus du Niagara, s'établit dans le pays, ouvrit des relations amicales avec les Indiens et employa ses hommes à la construction d'un brick *le Griffon* qui, armé de sept canons, fut lancé en 1679 sur les eaux du lac Érié. Le petit navire passa sur le Michigan, en releva les rives avec le plus grand soin et rentra à Niagara avec une riche cargaison de pelleteries. Cavelier resté sur les bords du lac, bâtit un nouveau fort à Saint-Joseph près la rivière des Miamis, puis laissant le gros de sa troupe et accompagné seulement de trois missionnaires et de cinq hommes, s'élance en avant sur l'Illinois jusqu'au lac Péoria où doit le rejoindre une petite colonne de ravitaillement amenant avec elle un bateau dont il a ordonné la construction à Crèvecœur.

Les renforts ne venant pas, il se décide à aller au-devant d'eux et laisse au P. Hennequin le soin de continuer l'exploration de l'Illinois jusqu'à son confluent avec le Mississipi. Le missionnaire tombe aux mains des Sioux, reste quatre mois parmi eux, et, guidé par une sorte de plan que lui donne leur chef, il remonte le Mississipi jusqu'au Wisconsin qui le ramena dans la région des grands lacs. Il avait bien reconnu l'embouchure du Missouri, remonté son cours pendant quelques journées; mais il avait abandonné cette voie qui l'eût rapproché des grands lacs pour suivre l'artère principale, se conformant d'ailleurs en cela aux ordres de Cavelier.

Pendant ce temps de la Salle, ayant trouvé abandonné le poste de Crèvecœur, était revenu jusqu'à Montréal. Il repart de cette ville le 6 février 1682, à la tête de 23 Français et de 25 indigènes, dont sept femmes, et rejoint Péoria peu de temps après. Là, il embarque son monde et ses marchandises de traite sur de petits canots faits d'écorce de bouleau et s'abandonne au fil de l'eau. Il descend ainsi l'Illinois, puis le Mississipi. Il reconnait successivement l'embouchure du Missouri, celles de l'Ohio, de l'Arkhansas et de la Rivière Rouge, s'arrêtant tous les soirs près du rivage pour la nuitée, fumant le calumet de paix avec les sauvages, parfois



CAVELIER DE LA SALLE SUR LE MISSISSIPI

essuyant leurs volées de flèches, vivant des hasards de la chasse ou de la pêche, « mangeant même du crocodile, du corbeau blanc et du cuir de bœuf ». Chemin faisant, il entre en relations plus ou moins cordiales avec les Chickasas, les Taensas, les Asactas et enfin les Natchez.

Le 6 avril, l'expédition arrivait dans une immense plaine liquide, si large qu'on ne distinguait plus que loin à l'horizon les deux rives de l'estuaire immense du fleuve. Bientôt après, de la Salle se trouvait naviguant sur le fleuve « qui continuait à couler au milieu de la mer ». Redoutant que quelque tempête n'engloutît ses faibles esquifs, il s'empressa de regagner une des rives du Mississipi. Une croix fut plantée sur le rivage et au pied de la croix fut enterrée une plaque de plomb sur laquelle avaient préalablement été gravés ces mots : « Au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne le roi Louis XIV, roi de France et de Navarre. » « On chanta le *Vexilla Regis*, puis le *Te Deum* et l'on fit trois décharges de mousqueterie ! » Telle fut la cérémonie de prise de possession de ce nouvel empire qui, du nom du roi, fut appelé Louisiane. Le jour même les petites barques reprenaient la route fluviale du Canada.

Grâce à la libéralité de Louis XIV, de la Salle entreprit, en 1684, de retrouver par la voie de l'Océan l'embouchure du Mississipi, de fonder dans son bassin inférieur un puissant foyer de colonisation qui pût pousser son rayonnement vers le Nord, et de relier cette nouvelle colonie avec notre domaine canadien.

Quatre vaisseaux furent équipés : *le Joli*, de 40 canons, *la Belle*, de 6 canons, présent du roi, *l'Aimable*, navire marchand frété par un négociant de la Rochelle, et un petit bateau de charge frété pour Saint-Domingue : 300 personnes, dont 8 missionnaires, furent embarquées. M. de Beaujeu, un protégé de M[me] de Maintenon, aussi vaniteux qu'incapable, fut chargé du commandement de la flotte qui quitta la Rochelle le 24 juillet.

Elle était à peine au large que la mésintelligence se mit entre les deux chefs. Par la maladresse de M. de Beaujeu, un des vaisseaux fut capturé par les Anglais à la hauteur de Saint-Domingue ; puis, malgré les indications de Cavelier, l'embouchure du Mississipi fut dépassée. On erra pendant de longs jours le long de la côte marécageuse et malsaine du golfe, sans pouvoir y trouver un lieu d'atterrissement ; enfin, le 14 février, les voyageurs énervés par le doute et la fièvre durent être débarqués dans la baie de Matagorda, à 480 kilomètres de l'embouchure du fleuve. *L'Aimable*, qui portait les munitions et les outils, alla se perdre sur les récifs.

Beaujeu félicita le commandant de la bonne fortune qu'il avait eue d'échapper à la mort. Cette lâcheté calculée indigna de la Salle qui abandonna le chef de la flotte, gardant avec lui environ deux cents colons et son navire *la Belle*.

On se hâta de construire un fort pour mettre à l'abri des sauvages le peu de provisions qui avaient pu être arrachées à M. de Beaujeu, et on



Musée de Versailles.

CAVELIER DE LA SALLE SUR LA CÔTE DE LOUISIANE

ensemença. La récolte fut ravagée par les oiseaux et les bêtes ; la malaria se prit à sévir sur les voyageurs et en quelques jours en enleva trente. Puis les Natchez se montrèrent de plus en plus hostiles. Le pays, malgré sa fertilité, était d'une tristesse décourageante : partout des plaines immenses couvertes de palmiers nains, des forêts au lacis infranchissable et sillonnées de sombres rivières où pullulaient les caïmans ; des prairies humides infestées de serpents à sonnettes. Il fallut aller chercher gite ailleurs.

Cavelier décide qu'on suivra la côte jusqu'à ce qu'on ait retrouvé le Mississipi. *La Belle* portera les malades, celles des femmes qui survivent, et les plus lourds fardeaux. En route, après avoir passé le Colorado, on en vient aux mains avec les indigènes, puis *la Belle* fait naufrage. On se jette alors à travers le pays. Il fallut trois ans de courses insensées pour gagner

la baie Saint-Bernard. De ses deux cents compagnons débarqués à Matagorda, Cavelier n'en a plus que trente-six: il en laisse vingt dans le poste



PAYSAGE DE LA BASSE LOUISIANE

de Saint-Louis de la baie de Saint-Bernard, et, à la tête du reste, il s'élance vers l'Illinois pour aller chercher du secours en Canada.

Le 16 mars, on avait atteint le confluent de la Rivière Trinité. Vers le soir quelques hommes, dont un certain Duhaut, s'écartaient du campe-

ment en compagnie d'un neveu de la Salle, nommé Moranget, sous prétexte de surprendre des buffles. Au coin d'un bois, Duhaut abat le jeune homme d'un coup de hache : les autres l'achèvent. Puis, pour échapper au ressentiment de leur chef et se venger de tous les maux qu'il leur a fait souffrir, ils complotent de se débarrasser de lui à son tour.

La Salle, inquiet de ne point voir rentrer Moranget, se met à sa recherche : il aperçoit bientôt deux aigles qui semblent prêts à fondre sur un cadavre. Soupçonnant quelque malheur, il appelle. Duhaut s'avance à travers les herbes, l'interpelle violemment, et, avant qu'il ait eu le temps de se mettre sur ses gardes, lui fracasse la tête d'un coup de mousquet. Le héros de la Louisiane vécut encore une heure et, serrant la main au père Anastase, lui montra le coupable. Le digne père ensevelit pieusement Cavelier et l'enterra dans une fosse creusée dans ce désert qui devait bientôt devenir une des plus belles et des plus riches contrées du monde.

Le lendemain les assassins étaient passés par les armes, et, huit mois après cette épouvantable tragédie, 7 hommes dont le père Anastase et le frère de la Salle rentraient à Saint-Louis des Illinois, puis à Montréal. Quant à la petite colonie laissée à la baie Saint-Bernard, elle tomba quelque temps après aux mains des Espagnols, fut décimée par les maladies et les mauvais traitements : seul un enfant survécut et fut, dans la suite, amené en France par un capitaine espagnol qui s'était intéressé à lui.

Ce n'est que dix ans plus tard que d'Iberville, reprenant les projets de Cavelier de la Salle sur la Louisiane, retrouva l'embouchure du Mississipi et fonda au cœur du pays des Natchez des postes qui, malgré l'hostilité des indigènes, se développèrent rapidement. Le centre principal de ces établissements fut Biloxi. En 1717, Bienville, frère d'Iberville, fonde la Nouvelle-Orléans sur le bord du Mississipi. Cette cité, dont le développement économique fut si brillant au début du XIX[e] siècle, est restée, malgré les événements, ville française de cœur et de langue. C'est actuellement comme la Montréal du sud américain.

Menacée par les soulèvements indigènes, par le voisinage plus pressant des Anglais, établis fortement en Virginie, et aussi par l'indifférence du gouvernement français, la Louisiane réussit à se développer grâce au patriotique dévouement de ses gouverneurs, de la Salle le jeune, de la Motte-Cadillac, de Boisbriant ; cet admirable pays comptait en 1715, 6000 colons, dont 1200 nègres. On y avait fait de vastes plantations de riz, de tabac, d'indigo, de cannes à sucre et de cotonniers. Des relations

régulières le reliaient avec le Canada à travers le pays des Indiens Arkhansas et des Illinois qui, civilisés par les missionnaires, constituaient d'utiles auxiliaires et de fidèles alliés. Sur le Mississipi, couraient de légers bateaux chargés de ravitailler les forts et de venir y chercher les riches pelleteries qu'apportaient les Indiens. Une activité du meilleure augure régnait de toutes parts.

Mais, à partir de 1725, la fortune de la Louisiane subit une éclipse. Deux terribles secousses l'ébranlèrent et compromirent son existence même : ce furent les intrigues financières de Law et le soulèvement des Natchez.

On connaît l'histoire de cette audacieuse spéculation lancée par l'aventurier écossais Law, et dont la mise en valeur des richesses du Mississipi ne fut que le paravent. Que Law ait été seul coupable de l'effondrement financier de la France au XVIII[e] siècle, qu'il ait été seulement la victime des aigrefins de toutes classes — princiers même — acharnés après ses dépouilles, son entreprise n'en demeure pas moins une immense escroquerie dont les flibustiers de la finance et les agioteurs tirèrent seuls parti. La Louisiane que ces intrigants ne colonisèrent qu'en en jouant les morceaux à la loterie, ne fut pas moins profondément atteinte que la métropole dans ses œuvres économiques. Un millier d'émigrants français, huit cents protestants d'origine française, prêts en effet à partir pour la colonie, en furent empêchés par le mauvais renom qui retomba sur elle du fait de Law et de la compagnie du Mississipi.

La révolte des Natchez, plus dangereuse encore, constitue un des plus dramatiques épisodes de l'histoire de notre ancienne Amérique française.

Les Espagnols qui avaient pris une large part à l'organisation de la banque de Law, excitaient depuis longtemps déjà les populations indigènes contre nos établissements du Mississipi ; les Anglais, cela va de soi, s'étaient mis aisément d'accord avec eux sur les plus détestables moyens pour nous chasser d'un pays aux dépens duquel ils comptaient élargir leurs domaines de Virginie et de Floride. C'est par pipes qu'ils distribuaient « l'eau de feu » dans les tribus : et les moines s'entendaient avec les pasteurs pour qu'aucune n'en manquât.

Les Chickasas furent chargés de jouer dans la Louisiane le rôle joué par les Iroquois au Canada. Encouragés par les trafiquants étrangers, ils formèrent contre les établissements français un vaste complot dont la trame fut d'autant plus mystérieusement ourdie, que ces sauvages se gardèrent bien de s'ouvrir de leurs projets aux peuplades qu'ils soupçonnaient de nous être

favorables, comme les Illinois, les Arkhansas et les Tonicas. Les Natchez, nos plus immédiats voisins, s'attribuèrent le soin d'endormir la vigilance des colons par leurs protestations d'amitié. Leur maladroite cupidité fit seule échouer en partie l'entreprise.

Le jour et l'heure du soulèvement ayant été arrêtés d'avance, chaque tribu se mit en devoir de gagner le voisinage du poste qu'elle devait détruire. Les Natchez arrivèrent les premiers à un fort que commandait M. de Chepar. Par une imprudence inouïe ou par une fatalité inexplicable, cet officier laissa, sous un prétexte futile, un certain nombre de Natchez entrer sans armes dans l'intérieur de la place. Les Indiens y attendirent patiemment l'heure désignée pour le massacre, tout en rendant à la garnison une foule de petits services afin de ne point éveiller sa méfiance. Mais sur ces entrefaites arrivèrent au fort des bateaux remplis de marchandises. Le désir des barbares fut excité à la vue de tant d'objets qu'ils brûlaient depuis longtemps de posséder; ils ne purent résister à leurs instincts pillards et voulurent s'emparer sans retard de la cargaison qu'on débarquait déjà. Pour s'armer ils prétextent une chasse ; ils veulent, disent-ils à M. Chepar, lui offrir du fin gibier pour les hôtes qui lui arrivent : les habitants leur confient même des fusils et des munitions. Poussant la feinte jusqu'au bout les Natchez entonnent un chant en l'honneur du commandant. Mais tout d'un coup un grand silence se fait : trois coups de feu retentissent; à ce signal les sau-



HABITATION D'UN COLON DE LOUISIANE

vages se ruent de toutes parts sur les français, qui, surpris, sans armes, dispersés au milieu des assassins ne peuvent organiser la résistance. Un commis principal de la Compagnie, M. des Ursins, tue cependant quatre Natchez de sa main et vient tomber à sa porte que lui ouvrent ses huit employés. Ces derniers se barricadent et abattent une vingtaine de sauvages avant de succomber.

Le soir, deux cent cinquante français égorgés étaient étendus devant le chef des Natchez, qui, assis sur un hangar à tabac, se divertissait à scalper les têtes, tandis qu'une cinquantaine de prisonniers, femmes et enfants principalement, étaient attachés à des pieux et subissaient sous ses yeux les tourments les plus raffinés.

Immédiatement averti de ce massacre, le gouverneur M. Perrier se hâta d'envoyer des émissaires aux petits postes établis sur le Mississipi pour les mettre sur leurs gardes. La plupart des tribus, voyant les préparatifs de défense qui se faisaient, n'osèrent bouger : quelques-unes cependant, les Yasous, les Corroïs et les Tioux, ayant attaqué des fermes isolées, furent exterminées par nos alliés les Chactas. Mais la faiblesse des contingents dont disposait la colonie ne permit pas de tirer une vengeance immédiate des Natchez ; cette apparente mollesse ne fit qu'affermir leur audace. Retirés dans une enceinte palissadée sur les bords du fleuve, ils y bravèrent nos troupes pendant plusieurs mois, jusqu'à ce que l'arrivée de secours en Louisiane vînt mettre fin à cette situation. Le 20 janvier 1730, les sauvages enfermés dans leur camp furent obligés de se rendre : un supplice plus terrible que celui de la mort leur fut infligé : on les déporta comme esclaves à Saint-Domingue. Le reste, impitoyablement traqué, préféra se faire tuer jusqu'au dernier homme plutôt que de subir pareille déchéance.

En 1731, la Compagnie, épuisée par les charges qui fondaient sur elle, cédait la Louisiane au roi. Les gouverneurs qui y furent envoyés n'eurent d'autre souci que de s'enrichir aux dépens des colons et même des indigènes. Leur funeste administration commença la ruine que devait achever la guerre de Sept ans.

CHAPITRE VIII

Anglais et Iroquois contre le Canada.

Les Massacres de Montréal et de Lachine. — Défaites des Anglais à Corlar et à Québec. — D'Iberville à la baie d'Hudson et à Terre-Neuve.

La mort de Colbert, en 1683, marque comme le point de départ d'une période nouvelle dans l'histoire du Canada.

A partir de cette époque, les agissements de l'Angleterre prennent en Amérique une tournure plus inquiétante. Dongan, gouverneur de la Nouvelle-York, malgré les représentations hypocrites du cabinet anglais, travaille activement nos vieux ennemis les Iroquois, leur fournit des armes et de l'eau-de-vie, et les jette sur nos alliés les Illinois établis autour du fort Crèvecœur. Ce premier retour offensif des barbares n'est que mollement réprimé par le gouverneur, M. de la Barre, qui signe même avec eux une paix honteuse.

Encouragé par cette faiblesse, Dongan assemble à Albany les chefs indiens et, au mépris du droit des gens, arrête avec eux le plan d'une nouvelle campagne contre notre colonie. Le P. Lamberville, qui parcourt les tribus Annontagués, est avisé de ce projet ; il en informe aussitôt M. de Denonville qui, espérant faire avorter le complot en le décapitant, convoque plusieurs chefs Iroquois, Annontagués, Tsonnontouans pour une conférence à Montréal. Ceux-ci arrivent sans méfiance, sont arrêtés et emmenés prisonniers en France. A cette félonie les Indiens répondirent par une dédaigneuse générosité : au lieu de garder comme prisonnier, ou même de faire périr le P. Lamberville, auteur involontaire de cette trahison, ils le

renvoyèrent à Montréal chargé de dire au gouverneur que la guerre serait sans merci.

M. de Denonville réunit 2 700 hommes et va porter l'incendie dans les villages Tsonnontouans; puis, croyant tout terminé par ce ravage, il rentre à Montréal. Les Iroquois, auxquels se joignent de nombreuses tribus de Hurons dont l'une commandée par un sauvage d'une merveilleuse habileté, le Rat, préparent mystérieusement leur vengeance, grâce au concours chaque jour plus actif de Dongan... avec lequel toutefois ils refusent de signer un traité d'alliance.

En août 1689, une insurrection générale suivie des massacres de Montréal et de Lachine vient sortir de sa torpeur M. de Denonville.

« Rien n'annonçait un événement aussi extraordinaire, quand, dans la nuit du 5 août, 1 400 Iroquois traversent le lac Saint-Louis, à la faveur d'une affreuse tempête de grêle et de pluie, et débarquent en silence dans la partie supérieure de l'île de Montréal. Avant le jour ils se sont placés par pelotons à proximité de toutes les habitations sur une longueur de plus d'une lieue. Au signal donné, leur cri de guerre retentit : les portes des maisons sont brisées, le massacre commence partout en même temps. Les sauvages égorgent d'abord les hommes, puis ils mettent le feu aux maisons qui résistent, et, lorsque la flamme en fait sortir les habitants, ils épuisent sur eux tout ce que la fureur et la férocité peuvent inventer. Ils ouvrent le ventre des femmes, contraignent les mères à rôtir vifs leurs enfants, font monter sur des bûchers plus de deux cents personnes. Un grand nombre de prisonniers sont emmenés dans les cantons pour y subir les mêmes supplices. L'île est inondée de sang et ravagée jusqu'aux portes de la ville de Montréal. De là les Iroquois passent sur la rive opposée du fleuve; la paroisse de la Chenaie est incendiée, ses habitants égorgés. Rien ne vint arrêter le torrent dévastateur qui fut maître de son cours pendant plusieurs semaines. »

A la nouvelle de l'invasion, Denonville avait perdu la tête. Il disperse ses troupes de tous côtés à la recherche d'un ennemi insaisissable et par son impéritie occasionne une nouvelle catastrophe.

Quatre-vingts hommes, Français et Indiens, avaient été envoyés sous la conduite du lieutenant la Robeyre pour porter secours au fort de Lachine où commandait le chevalier de Vaudreuil. Ce faible détachement est surpris en route et taillé en pièces. La Robeyre, emmené dans un village, est attaché à un pieu, écorché vif et brûlé, après que les sauvages lui ont couvert le

corps de sel. Pendant deux mois les Iroquois tinrent la campagne et ne rentrèrent dans leurs cantons que fatigués de tuer et d'incendier.

Cette année 1689 porte dans l'histoire du Canada le nom d'année du massacre.

En octobre, M. de Frontenac rentrait en qualité de gouverneur au Canada. Il y apportait la nouvelle que la guerre était déclarée entre la France et l'Angleterre.

Les colonies anglaises d'Amérique, grâce à la prévoyance du gouvernement britannique qui avait su fort habilement profiter des événements intérieurs pour canaliser en un sérieux courant d'émigration les éléments trop agissants de la population métropolitaine, comptaient déjà 200 000 habitants, alors que le Canada français n'en comptait guère plus de 12 000. Aussi les Américains disaient-ils que nos territoires étaient une proie qu'ils n'avaient qu'à tendre la main pour saisir.



AUX ENVIRONS DE LA BAIE D'HUDSON

Mais l'heure n'était pas encore venue; et, malgré l'appui de leurs bons amis les Iroquois, ils subirent partout de graves échecs : d'Iberville, qui devait quelque temps après s'illustrer en Louisiane, défait leur flotte et leurs troupes dans la baie d'Hudson. En compagnie de du Chesne, qui commande 200 Canadiens et sauvages, il porte la guerre au cœur des possessions anglaises et met à sac, à 17 milles d'Albany, la place de Corlar. L'absence des secours attendus de France l'empêche seule de poursuivre à fond ses succès; mais il avait désorganisé la défense territoriale des Anglais. De leur côté nos alliés les Abénaquais, les Miamis et autres tribus huronnes écrasaient Iroquois, Agniers, Onnontagués et Anglais à Pemmaquid et sur les bords du lac Champlain.

Le commodore Philipp essaya bien, après avoir détruit l'établissement



LES MONTAGNES ROCHEUSES

de Port-Royal en Acadie, d'enlever Québec par surprise. Sa flotte fut repoussée le 17 octobre 1690, et les Canadiens allèrent à la nage lui enlever à son propre bord, sous le feu de ses canons, son pavillon amiral. Ce trophée resta suspendu à la voûte de la cathédrale de Québec jusqu'à l'incendie de cette église pendant le siège de 1759.

Mais le plus beau fait d'armes de cette guerre fut la conquête de Terre-Neuve par MM. d'Iberville et de Brouillan.

Depuis la découverte de Terre-Neuve par Cartier, les Français n'avaient guère songé à s'établir solidement dans cette grande île, longue de 500 kilomètres et large de 400. Ils s'étaient contentés de venir régulièrement pêcher la morue sur le Banc et la baleine dans les criques de l'Est. Dès 1583, les Anglais y avaient fondé des centres importants; en 1608, John Guyas avait créé Saint-Jean, aujourd'hui capitale de l'île.

Ce n'est qu'en 1660 qu'un nommé Gargot se fit donner une concession sur le Banc, et améliora le petit port de Plaisance. D'autres habitations furent ultérieurement installées par les Francais aux îles Saint-Pierre et Miquelon, au Chapeau-Rouge et au Petit-Nord. En 1690, des flibustiers saccagèrent Plaisance, mais deux ans après une escadre anglaise, forte de 200 canons, ayant voulu ruiner de nouveau la ville, relevée par M. de Brouillan, fut, après une canonnade de six heures, repoussée par la garnison qui ne comptait pourtant que 50 défenseurs et de 4 canons. En 1696, M. de Brouillan, à la tête de 8 vaisseaux fournis par des commercants malouins, et d'Iberville, à la tête de 500 Canadiens, entreprirent d'aller, le premier par mer, le second par terre, enlever la capitale anglaise de Saint-Jean.

Ces deux chefs, après un désaccord vite apaisé, se rejoignent dans la baie de Toulle. Ils marchent ensuite contre la ville anglaise, culbutant et dispersant tout ce qui tente de leur disputer le passage. Sous les murs de la place, l'avant-garde, commandée par d'Iberville lui-même, charge un corps anglais embusqué dans les rochers et le met en fuite. « Les Francais entrerent pêle-mêle avec l'ennemi dans la ville. Leur élan fut tel qu'ils emportèrent deux forts d'emblée. Il n'en restait plus qu'un troisième en mauvais état. Le gouverneur, honnête et paisible marchand élu par les habitants, se voyant menacé d'un dernier assaut, préféra capituler. La ville fut brûlée et ses murs rasés. »

Quand la paix de Ryswick arrêta les hostilités, les colonies anglaises d'Amérique étaient épuisées. La France élargissait son empire américain; les territoires d'Hudson revenaient à Louis XIV, ainsi que la cote occidentale

de Terre-Neuve. Le Canada s'étendait depuis la baie d'Hudson jusqu'à la Nouvelle-Angleterre, sur tout le bassin du Saint-Laurent, y compris les grands lacs. L'immense vallée du Mississipi nous restait intégralement.

M. de Frontenac, l'un des plus admirables administrateurs que compte notre histoire coloniale, mourait le 28 novembre 1698. Il avait trouvé la Nouvelle-France ouverte, attaquée de toutes parts et menaçant ruine ; il la laissait agrandie et en paix.

Si la guerre de la succession d'Espagne fut désastreuse pour la France sur le continent, elle ne fut pas sans gloire en Amérique. Les hostilités se concentrèrent presque exclusivement dans les provinces maritimes. La Nouvelle-Angleterre fut ravagée par les Canadiens et les Abénaquais. Un échec de M. de Subercase devant Saint-Jean fut brillamment racheté par la victoire de M. de Saint-Ovide, qui, avec cent soixante-dix hommes, enlève la place défendue par 1000 Anglais et y prend 48 bouches à feu. Quinze mille ennemis, Anglais et Iroquois, encouragés par les succès du général Nicholson en Acadie, envahissent le Canada par le Saint-Laurent et le lac Champlain. La flotte anglaise de l'amiral Walker subit un effroyable désastre aux Sept Iles et les sauvages sont décimés.

Mais à l'heure des négociations, les plénipotentiaires français réunis à Utrecht ne surent pas faire entrer suffisamment en ligne de compte les succès remportés dans la colonie. L'Acadie, Terre-Neuve et la baie d'Hudson, abandonnées à l'Angleterre, furent la rançon qui paya nos échecs en Europe.

La prise de possession du Cap Breton et la fondation de Louisbourg, l'extension de notre domaine canadien jusqu'aux Montagnes Rocheuses que découvrirent en 1743 M. de la Verendrye et ses deux fils, compensaient toutefois dans une certaine mesure la perte de territoires si chèrement acquis et si loyalement unis de cœur à la mère-patrie.

La détestable politique de Fleury, l'abandon de notre marine de guerre par Louis XV eurent leur contre-coup au Canada à l'époque de la guerre de la Succession d'Autriche. Le traité d'Aix-la-Chapelle (1748), qui nous enleva Louisbourg et le Cap Breton, marqua définitivement l'entrée du Canada français dans la période de son déclin.

CHAPITRE IX

La France équinoxiale.

1° *D'Esnambuc à Saint-Christophe et à la Martinique. — D'Olive à la Guadeloupe. — La chasse aux Caraïbes. — Houël aux Antilles. — Défaite de Ruyter à Saint-Louis.*

2° *Le marquis de Férolles en Guyane. — Une colonie infortunée. — Un travail de géants. — La misère au pays de l'or.*

Le continent sud américain est relié au continent nord américain par deux chaînes. La chaîne occidentale est formée par le prolongement de la Cordillère qui, sur toute sa longueur, émerge des flots de la hauteur majestueuse de son puissant relief et constitue un mur inébranlable élevé entre l'Atlantique et le Pacifique. La chaîne orientale au contraire, plus inégale dans l'élévation de ses crêtes, plus grêle dans sa structure, moins ferme dans ses assises qu'ébranlent encore de fréquentes convulsions souterraines, n'a pu résister à la forte poussée de l'Atlantique et s'est écroulée en de nombreux endroits. Seules ses hautes crêtes apparaissent encore au-dessus de l'Océan sous la forme d'un long chapelet d'îles qui s'étend de la pointe de Floride à la côte vénézulienne. C'est sur l'un des anneaux de cette seconde chaîne, longue de 3 000 kilomètres, que la fortune des mers et le génie de Colomb poussèrent le premier navire européen.

Malgré le charme de leur climat tempéré par la brise marine, malgré l'opulence de leur végétation répandue sur les sites les plus fins peut-être qu'ait modelés la nature, les chercheurs d'or espagnols ne s'arrêtèrent pas à ces « cayos », comme ils disaient dédaigneusement.

Or, en 1625, un brave capitaine du roy dans les mers du Ponant le

sieur Belain d'Esnambuc, commandant un brigantin armé de quatre canons et de quelques pierriers et monté par 50 hommes, arriva en vue de l'île Saint-Christophe, après avoir échappé, à la suite d'un combat héroïque, à la poursuite d'un galion espagnol. Il y débarqua pour réparer ses avaries dans le même temps qu'un navire anglais gagnait le même atterrissement pour remédier aux dégâts causés par une récente tempête. Chacun des deux vaisseaux choisit son havre pour mettre à terre son équipage. La commune infortune, le peu d'importance de la proie offerte aux chercheurs de continents, peut-être aussi la fatalité nécessaire de la loi d'exception, unirent bientôt Anglais et Français dans une sympathique communauté de besoins et d'intérêts.



UN PAYSAGE AUX ANTILLES

Nos habituels rivaux firent même à d'Esnambuc la déférence de le reconnaître comme propriétaire du pays; il est vrai qu'il possédait à son bord plus de canons qu'eux. On visita ensemble l'intérieur du pays, on en apprécia le charme et la fertilité... et on alla s'installer chacun à son bout du pays. D'Esnambuc toutefois ne négligea pas plus les intérêts des colons anglais que ceux des nôtres; les indigènes ayant même voulu se venger sur les Anglais de quelques légers larcins dont ces derniers s'étaient rendus coupables furent impitoyablement pourchassés par le gouverneur. Il en restait toutefois suffisamment dans l'île,



LA RIVIÈRE-MADAME (MARTINIQUE)

courant dans les fourrés du centre et guettant les promeneurs isolés, pour faire douter nos prudents alliés de la sécurité absolue du pays ; aussi, à part quelques écossais, préférèrent-ils reprendre la mer et chercher ailleurs un plus paisible établissement.

Peu de temps après leur départ, les Caraïbes faillirent exterminer les colons français. Venus un matin au petit fort qu'avait élevé d'Esnambuc sous prétexte de commercer, ils assassinent deux hommes de garde, et, sans la rapidité avec laquelle la garnison pût sauter sur ses armes, c'en était fait d'elle.

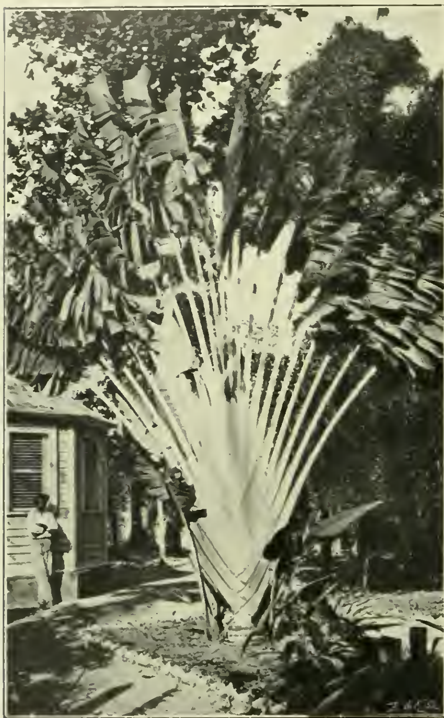
Cette sauvage agression détermina le capitaine à se débarrasser de ses inhospitaliers voisins ; une chasse à outrance leur fut donnée et quelques Caraïbes seulement purent échapper sur de légères embarcations et gagner l'ilot de Saint-Eustache.

La saison étant favorable, de grands défrichements furent entrepris par nos Français dans la partie septentrionale de l'île, plus accidentée mais plus fertile, et par les Anglais restés dans le pays de Terre-Basse. La culture du tabac donna des résultats inespérés et Belain put en ramener en France, dès 1626, une cargaison du plus grand prix.

Dès son arrivée il présenta à Richelieu un rapport si satisfaisant sur son voyage que le cardinal l'engagea vivement à former une de ces compagnies dont il venait de tracer le plan d'action ; pour entrainer quelques capitalistes hésitants et donner lui-même l'exemple de la confiance, il prit un quart des actions de la compagnie en formation. Celle-ci obtint le privilège du commerce à Saint-Christophe et dans les îles ou terres avoisinantes.

Quand d'Esnambuc fut de retour en son gouvernement, il y constata la présence de nouveaux hôtes d'humeur peu conciliante. C'étaient des Espagnols qui tentèrent de lui opposer de vieux droits de propriété datés du temps de Christophe Colomb. Les Anglais, chez qui l'instinct avait repris le dessus et qui n'auraient point été fâchés de voir les deux rivaux s'exterminer, firent tout pour entretenir la mésintelligence entre les habitants de l'île. Avec une prudence et une habileté dignes des plus grands éloges, d'Esnambuc exerça ses pouvoirs « avec tant de sagesse que chacun se soumit avec joie à ce qu'il ordonna. Peu de temps après, les colons de toutes nationalités vivaient en si bonne intelligence que point n'était besoin à Saint-Christophe de notaires, de procureurs et de sergents. » En 1634, cette île formait l'un des plus beaux établissements du nouveau

monde : une ville aux rues larges, aux places spacieuses s'éleva comme par enchantement. Des missionnaires appelés par d'Esnambuc réussirent à convertir des tribus caraïbes qui s'étaient risquées à regagner leur ancien pays; et la civilisation transforma rapidement cette île qui n'était jadis qu'un écueil dangereux habité par de féroces indigènes. La prospérité de cet établissement lui amena rapidement de nouveaux colons : on en comptait seize cents de plus en 1634.



UN JARDIN A LA GUADELOUPE

Cette même année, sur l'invitation de Richelieu qui ne perdait point de vue la nécessité de faire de nos possessions extérieures des colonies de peuplement, d'Esnambuc résolut de rechercher dans le voisinage de Saint-Christophe d'autres centres aussi bien appropriés à la colonisation.

Au moment où il se disposait à partir, plusieurs navires arrivèrent de France avec 500 colons amenés par Duplessis qui engagea un lieutenant de d'Esnambuc, le sieur d'Olive, à lui prêter son concours pour établir son monde dans une des îles de l'Inde Occidentale (c'était déjà le nom qu'on donnait aux terres connues et inconnues de l'archipel des Antilles). D'Olive accepta la proposition de Duplessis; mais il eut le tort de ne point s'ouvrir à son chef de ses desseins, et le froissa par la brutalité de son départ. Quelques jours après il prenait terre à la Martinique avec les nouveaux colons.

Toutefois la brouille qui résulta de cette séparation dura peu, et, l'année suivante, d'Esnambuc, pour éviter toute contestation préjudiciable aux



CRÉOLE DE LA GUADELOUPE

intérêts français, consentit à céder pour dix ans à Duplessis et d'Olive ses droits de monopole sur la Guadeloupe où son lieutenant était passé après avoir abandonné la Martinique dont le relief lui avait paru trop accidenté.

Au demeurant il se vengea de son manque d'égards de la plus patriotique façon, en lui prouvant que la Martinique valait tout autant que la Guadeloupe. A la tête d'une centaine d'hommes — bien entraînés au climat par un séjour de plusieurs années à Saint-Christophe, et à la guerre de broussailles par les luttes qu'ils avaient eu à soutenir contre les Caraïbes — il débarqua, le 15 septembre 1635, dans une anse à laquelle il donna le nom de Port-Carbet, tout près de la belle rade où devait plus tard s'élever la ville de Saint-Pierre.



NÉGRESSE DE LA MARTINIQUE

Dans cette île il rencontra les mêmes difficultés que d'Olive à la Guadeloupe. Les Caraïbes se montrèrent intraitables. Il fallut leur livrer une guerre acharnée. Mais tandis que les colons d'Olive, effrayés par les barbares, leur abandonnaient la Grande Terre de la Guadeloupe et se retiraient à la Basse Terre, Belain réussissait à en débarrasser toute la Martinique en moins de deux mois.

Puis continuant son voyage d'exploration, il prit possession de la Dominique en novembre. Mais les fatigues et les soucis de son heureux gouvernement avaient altéré profondément sa santé ; il mourait l'année suivante.

Il laissait comme héritiers des neveux dignes de lui. Le privilège de la

compagnie de Saint-Christophe passa sur la tête de MM. du Parquet, du Pont, Poincy et du Halde. Dix ans après la mort de Belain d'Esnambuc, l'île de la Tortue, Saint-Barthélemy, Grenade, les Grenadilles et Sainte-Lucie faisaient partie de notre domaine colonial aux Antilles. Saint-Martin y entrait pour moitié, à la suite d'un partage avec les Hollandais. En 1648, Houël nommé gouverneur, occupait les Saintes dont l'importance stratégique l'avait frappé et, après une lutte acharnée, enlevait Marie-Galante aux Caraïbes.

L'archipel entier serait devenu nôtre, si la compagnie, passée aux mains d'actionnaires plus avides de dividendes immédiats que soucieux de l'avenir de la France équinoxiale, avait mieux soutenu le brave Houël dont l'administration reste un modèle de prévoyance, de désintéressement et de patriotisme. Les fautes qu'elle commit l'obligèrent à liquider ses affaires et à vendre ses possessions en 1649.

La plupart des établissements furent heureusement rachetés par ceux qui avaient contribué à leur prospérité : c'est en vain qu'ils sont éprouvés par une série de malheurs : incendies, tremblements de terre, raz de marée, insurrections des indigènes, attaques des Anglais d'ailleurs repoussées : la récolte du tabac, des épices et celle de la canne à sucre récemment introduite assurent leur rapide développement. De toutes parts les colons accourent. En 1661, ils sont plus de 10 000.

En 1664, Colbert, ne pouvant d'instinct abandonner même le succès à l'indépendante initiative des simples particuliers, veut grouper sous le contrôle administratif du roi les efforts des planteurs qu'a de son côté trop négligés Mazarin, et faire des Antilles une importante base navale pour les flottes dont il a doté la France. Il oblige les propriétaires des îles à céder leur bien à la compagnie des Indes Occidentales, en faveur de laquelle Louis XIV vient déjà de signer un acte de monopole pour le commerce du Sénégal.

Mais presque aussitôt la guerre éclate avec l'Angleterre dont les tentatives ne sont guère plus heureuses que la première fois, puis, cinq ans après, avec la Hollande dont les intérêts sont cependant communs avec les nôtres dans l'archipel. Colbert, croyant ménager la bonne harmonie entre les colons des deux puissances (bonne harmonie que les hostilités ne sont point parvenues à troubler), commet cette fois la faute d'abandonner à nos planteurs le soin de se défendre eux-mêmes en cas d'attaque. L'ennemi en juge autrement et envoie aux Antilles une forte escadre, la plus redou-

table qui ait menacé jusqu'alors nos possessions : c'est Ruyter qui en a le commandement.

L'amiral descend d'abord à l'île de la Tortue et à Marie-Galante où il ne rencontre qu'une faible résistance. Le 29 juillet 1674, il arrive devant la rade de Fort-de-France, à la tête de 4 vaisseaux de ligne, de 2 frégates et de 3 flûtes, portant plus de 200 canons. Le comte de Stirum l'accompagne ; il a en poche sa nomination de gouverneur de la Martinique. Mais les habitants de l'île avaient eu le temps de se mettre sur la défensive. Le fort Saint-Louis, armé d'une bonne artillerie, ne manquait pas de munitions. Dans le port se trouvaient mouillés deux navires : une frégate commandée par le marquis d'Amblemont qui, après avoir passé toutes ses bouches à feu à tribord, se chargea de défendre la passe, et un bateau marchand commandé par le capitaine Icard, qui fut rapidement équipé en course pour achever, le cas échéant, les navires ennemis qu'auraient avariés les pièces du fort Saint-Louis.

La nuit du 29 au 30, le temps grossit et Ruyter voulut profiter de l'avantage qu'offrait la mer à ses gros vaisseaux pour tenter de forcer la passe. Icard qui en tient l'entrée, voyant que son navire ne fait que gêner le tir d'Amblemont, n'hésite pas à se sacrifier au salut commun et se fait couler par le travers du chenal pour en obstruer l'entrée.

Ruyter, constatant qu'il n'y a plus rien à obtenir de ce côté, débarque 6 000 hommes à la pointe Simon pour prendre à revers le fort Saint-Louis que ses vaisseaux s'apprêtent à canonner à petite distance. Ses compagnies s'engagent dans une sorte de ravin à l'abri du tir du fort, sans soupçonner que sur les crêtes les milices de la Martinique les attendent silencieusement. Elles sont accueillies soudain par un feu violent qui jette le désordre dans leurs rangs ; elles ne parviennent à regagner le rivage qu'après avoir subi des pertes terribles. De leur côté les canons du fort et ceux de d'Amblemont tirent à boulets ramés dans les agrès de Ruyter dont les mâtures sont bientôt hachées et les manœuvres paralysées.

L'amiral hollandais eut toutes les peines du monde à ramener à bord ce qui restait de ses compagnies de débarquement ; plusieurs chaloupes furent coupées par les projectiles du fort Saint-Louis ; abandonnant sur la plage Simon tous ses blessés et la plus grande partie de son matériel, il s'éloigna aussi vite qu'il pût du théâtre de sa défaite, laissant même aux mains des milices de l'île l'étendard du prince d'Orange. La frégate de d'Amblemont n'était guère, il est vrai, en meilleur état que les vaisseaux

de Ruyter; aussi ne put-elle capturer deux flûtes hollandaises qui mirent toute la journée du lendemain à disparaître à l'horizon.

Pendant toute cette guerre, les Antilles françaises subirent plus de tort du fait des directeurs de la compagnie que de l'hostilité des Hollandais. Les actionnaires en effet poussèrent l'esprit de lucre jusqu'à des limites inconnues: n'allèrent-ils pas jusqu'à expédier pour l'approvisionnement des îles « dans des barriques de prétendu lard salé, des débris innommables au milieu desquels on trouva jusqu'à des pieds de chevaux encore tout ferrés »?

En présence de l'indignation générale, Colbert révoqua le privilège de la compagnie qui d'ailleurs demandait elle-même sa dissolution. Le roi paya ses dettes, lui remboursa son capital (soit une somme totale de 4 800 000 livres) et réunit les îles au domaine de la couronne. Ce fut dès lors un gouverneur royal, qui, assisté d'un intendant, fut chargé de l'administration de l'archipel au nom de Louis XIV.

Pendant les vingt années qui suivirent, la prospérité de ces îles admirables se développa encore de merveilleuse manière. Les cultures les plus variées y furent tentées avec succès; celles du lin, du chanvre, du poivre, des arbres à fruits, l'élevage des vers à soie donnèrent des résultats inespérés.

Les colons européens ne suffisaient plus à l'exploitation du sol; d'ailleurs ils ne pouvaient, sous l'anémiant climat du tropique, fournir un travail aussi actif qu'en France. On eut alors recours à la traite des nègres pour la main-d'œuvre agricole et industrielle. En 1685, on comptait plus de 25 000 noirs sur les habitations. Quoique l'esclavage dans la plupart de nos colonies ait toujours été fort doux, Colbert pour éviter des abus et aussi pour régulariser la situation des esclaves, prépara le Code noir, ou Code colonial, « œuvre de haute humanité pour l'époque, » qui ne fut cependant promulgué que deux ans après sa mort.

Pendant toute la première moitié du XVIIIe siècle, les Antilles subirent les mêmes alternatives de calme et d'agitation que la métropole. La guerre de la ligue d'Augsbourg et celle de la succession d'Espagne ruinèrent momentanément les colons qui se vengèrent en infligeant à la flotte anglaise de sérieux désastres. Les plus cruels revers furent essuyés devant la Guadeloupe par l'amiral Codrington, le père, et par le commodore Codrington, son fils. Mais les traces de ces deux guerres étaient effacées quand éclata l'affaire de la succession d'Autriche. Aux ressources natu-

relles du pays des Clieux vint en ajouter une autre d'un prix inestimable, la culture du café qu'il y avait acclimaté en 1721.

Pendant les guerres de la coalition qui survinrent, de hardis corsaires, pour la plupart anciens colons de la Louisiane venus réparer leur fortune aux Antilles, firent une chasse sans répit aux navires anglais qui osèrent s'aventurer dans la mer du Mexique. Ils en détruisirent plus de 600 et infligèrent au commerce britannique pour plus de 40 millions de pertes.

En 1748, notre domaine des Antilles, diminué de Saint-Christophe, en 1713, par le traité d'Utrecht, mais augmenté de Tabago, s'étendait sur presque tout l'archipel et était en plein progrès. Il comprenait la Tortue, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Sainte-Croix, la Guadeloupe, la Désirade, les Saintes, Marie-Galante, la Martinique, Sainte-Lucie, les Grenadines, Grenade et Tabago.

Mais le plus précieux joyau de cet écrin était Saint-Domingue, la Hispaniola de Christophe Colomb. Vers 1640, des boucaniers français partis de l'île de la Tortue à la recherche d'un convoi de navires espagnols, n'ayant pu arriver à temps pour s'emparer de cette riche proie, voulurent se dédommager de leur déconvenue aux dépens des colons espagnols établis sur la côte septentrionale de la grande île. Ceux-ci, après avoir détruit non sans peine les Caraïbes qui peuplaient le pays, y avaient fondé des établissements dont l'incomparable prospérité n'avait point tardé, le climat aidant, à amollir en eux toute énergie militaire. Aussi n'offrirent-ils à nos boucaniers qu'une faible résistance ; ils leur abandonnèrent leurs riches domaines et se réfugièrent dans l'est. Malgré les protestations de l'Espagne, le traité de Ryswick confirma les nouveaux venus dans leur conquête : l'ouest de Saint-Domingue devint ainsi colonie française sur plus de 60 000 kil. carrés. Le tabac et surtout la canne à sucre, cultivés à outrance, procurèrent à nos planteurs d'immenses bénéfices. « *Arriver de Saint-Domingue* » était, dans le langage du XVIII[e] siècle, l'expression équivalente à celle de nos jours : *avoir déniché le Klondyke.*

A l'avènement de Louis XV, nos Antilles comptaient près de 80 000 colons, dont 45 000 nègres ou engagés travaillant sur les habitations ; elles faisaient pour plus de 340 millions de trafic avec la métropole.



La fortune de la Guyane présente, pendant le XVII[e] et le XVIII[e] siècle,

un contraste frappant avec celle des Antilles. Victime dès l'origine d'une fatalité qui ne cessera de la poursuivre des plus rudes épreuves, elle trouvera juste dans ses malheurs les ressources suffisantes pour ne pas redevenir le désert aux flancs gros d'inestimables richesses dans lequel s'étaient perdus déjà tant d'efforts aventureux, tant de folles entreprises.

Cayenne, au lendemain de la mort de Poncet de Brétigny, n'est plus que ruines. Vers 1650, une compagnie dite de la France équinoxiale se fonde à Paris avec un programme parfaitement approprié à la mise en valeur du pays : mais elle sombre dans les discordes et sous la haine des indigènes qu'elle a voulu brutalement asservir. Son exploitation a duré à peine deux ans et les sacrifices qu'elle a faits deviennent la proie d'une société de juifs hollandais, dirigée par un certain Spranger, qui trouve moyen de réussir là où tant d'autres ont échoué ; elle amène des laboureurs, acclimate la culture de la canne à sucre et de l'indigo et relève Cayenne de ses ruines.

Dix ans plus tard, Colbert, soucieux de faire rentrer la Guyane dans notre domaine, constitue une nouvelle compagnie de la France équinoxiale et lui donne le privilège du trafic dans toute la région comprise entre l'Orénoque et l'Amazone. Cayenne est reprise à Spranger; les colons nouveaux qui y arrivent n'ont plus qu'à suivre l'exemple des Hollandais pour développer l'essor de la prospérité du pays.

Il semblait qu'enfin ce dernier effort allait triompher de la mauvaise fortune, d'autant plus aisément que la France équinoxiale venait de passer son privilège à la compagnie des Indes-Occidentales qui avait tiré des Antilles un si merveilleux parti, quand, dès 1666, la guerre avec l'Angleterre vint tout remettre en question. Malgré une défense héroïque, dont l'abbé de Morellet fut l'âme, Cayenne était prise par une flotte anglaise et ses habitants disséminés dans la forêt.

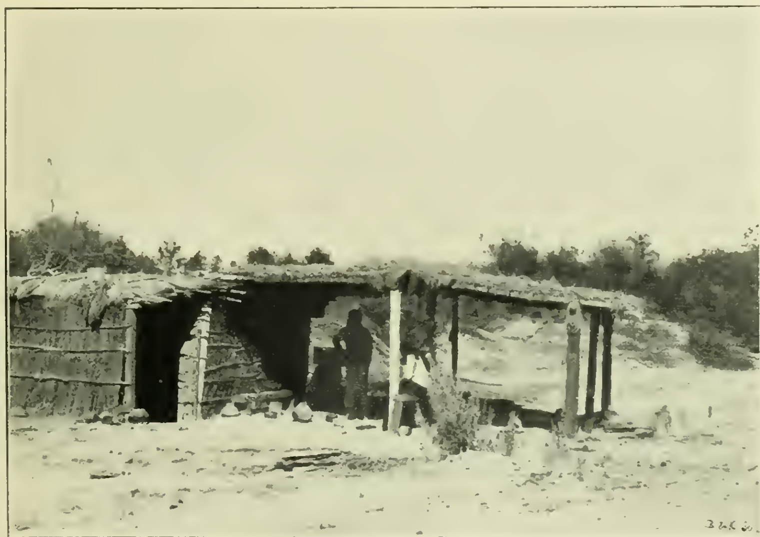
La paix de Bréda ne nous a pas plus tôt rendu la Guyane, l'abbé Morellet a eu à peine le temps de rallier les planteurs et de ranimer les courages, que la guerre de Hollande éclate et que l'amiral Binks s'empare par surprise de la capitale. Mais cette fois l'ennemi n'a même pas le loisir de s'installer dans sa conquête; l'amiral d'Estrées la lui enlève aussi aisément qu'il s'en est emparé. La Guyane passe alors sous le régime du gouvernement direct comme d'ailleurs bon nombre de nos autres colonies. Par bonheur pour elle l'amiral d'Estrées y a laissé, avec le titre de lieutenant



SUR LA CÔTE DE GUYANE

du gouverneur de la Barre, un homme d'un rare dévouement et d'une ténacité à toute épreuve, le marquis de Férolles.

Tout d'abord de Férolles est obligé de réparer une lourde faute de son chef qui a tenté, à la tête d'une bande de flibustiers et de colons, de s'emparer de Surinam et qui, trahi par les premiers, a perdu dans l'attaque de cette place un grand nombre de miliciens. Devenu son maître, à la suite du rappel de la Barre, de Férolles se prend d'une passion sincère



HUTTE D'INDIENS DE LA GUYANE

pour son œuvre et s'occupe d'abord à dégager les frontières du territoire dont il a la responsabilité.

Au cours d'une expédition précédente contre les Hollandais, il avait remarqué la fertilité des terres, coupées de forêts et de savanes, qui s'étendent de l'autre côté de l'Oyapock, et au milieu desquelles nos rivaux avaient fondé la petite ville d'Orange.

Fixé sur la valeur de l'arrière-pays, des Terres-Hautes, comme on disait déjà, de Férolles résolut de replacer sous la domination du roi le pays que les Portugais y avaient usurpés à nos dépens. Ayant réussi en 1688 à pénétrer avec quelques hommes dans ces territoires par le Mayacavé, il constata

que trois forts avaient été élevés par nos rivaux à Destero, à Araguary et Tohéri. La forêt fournissait aux Portugais quantité de cacao, de vanille et cannelle ; maîtres effectifs du pays, ils travaillaient à étendre méthodiquement leurs accaparements jusqu'aux terres du Cap Nord que nous attribuaient des droits séculaires. Comme il ne disposait pas de forces suffisantes pour déloger les intrus de leurs solides positions, de Férolles rentra à Cayenne sans être entré en contact avec eux et conçut dès lors un projet aussi hardi dans sa conception que gigantesque dans son exécution.

Depuis quelque temps les Indiens s'étaient rapprochés de nous et commençaient même à fixer leurs campements près de Cayenne. Le gouverneur fit tout pour se concilier leurs sympathies et pour recruter parmi eux des travailleurs. Il les employa à construire une route praticable à une forte expédition, qui, partant de la rivière de la Comté, fut poussée à travers la forêt vierge, franchit les rivières tumultueuses de l'intérieur, coupa le massif montagneux d'où sortent les principaux fleuves du pays, et se dirigea dans la direction de la crique de Parou qu'elle devait permettre de prendre à revers. Ce travail dura cinq ans, sans que les Portugais se doutassent des mystérieux préparatifs dont seul le désert était témoin.

Puis, à la tête d'une colonne composée de 10 officiers, de 58 soldats européens et de 150 Indiens à la fois porteurs et combattants, de Férolles fondit à l'improviste sur les Portugais, leur enleva aisément leurs trois forts et ne rentra à Cayenne qu'après avoir exploré toute la région des Terres-Hautes et établi un poste solide à Macapa.

Il avait constaté au cours de son expédition que le sol était partout d'une prodigieuse fertilité, couvert de savanes aux herbes drues dans lesquelles le gibier foisonnait ; çà et là un bocage s'arrondissait sur la plaine dont la forêt soulignait les derniers gradins ; celle-ci épanouissait jusqu'à la côte ses frondaisons où s'emmêlait l'inviolable lacis des lianes. La population, très peu nombreuse et de mœurs très primitives, vivait, tapie dans la brousse, du produit de sa pêche et de sa chasse. Là où le sol affleurait se reconnaissaient d'indéniables traces de gisements aurifères ; parfois les torrents se tordaient sur des cascades faites de cristaux de roche d'une grande pureté.

Sans l'avoir cherché, de Férolles avait trouvé un peu de l'El-dorado.

Malheureusement il ne put entraîner vers ces régions si riches un contingent de colons français capable d'en commencer l'exploitation. Quant à l'appui du gouvernement, il ne pouvait y songer ; l'attention du

roi était à ce moment distraite des affaires coloniales par ses deuils de famille et les désastres nationaux. Le traité d'Utrecht porta le dernier coup aux espérances qu'avait pu concevoir le premier gouverneur de la Guyane vraiment digne de ce nom. De plus, la perfidie des plénipotentiaires portugais, qui substituèrent dans la teneur du traité le nom d'Oyapock à celui de Japok, devait ouvrir cette déplorable question des territoires contestés que la diplomatie contemporaine n'est pas encore arrivée à résoudre.

Il n'en fallait même point autant pour compromettre à jamais l'avenir de la Guyane : les scandaleuses spéculations dont elle fut l'objet de la part des agioteurs et en particulier de M. de Turgot, frère du célèbre contrôleur général, suffirent dès la fin du XVIIIe siècle, malgré les efforts de l'honnete homme que fut M. de Malouet, à consommer l'effondrement définitif de cette infortunée colonie... qui sans cesse frappée de nouveaux malheurs ne devait même pas se relever au XIXe siècle.

CHAPITRE X

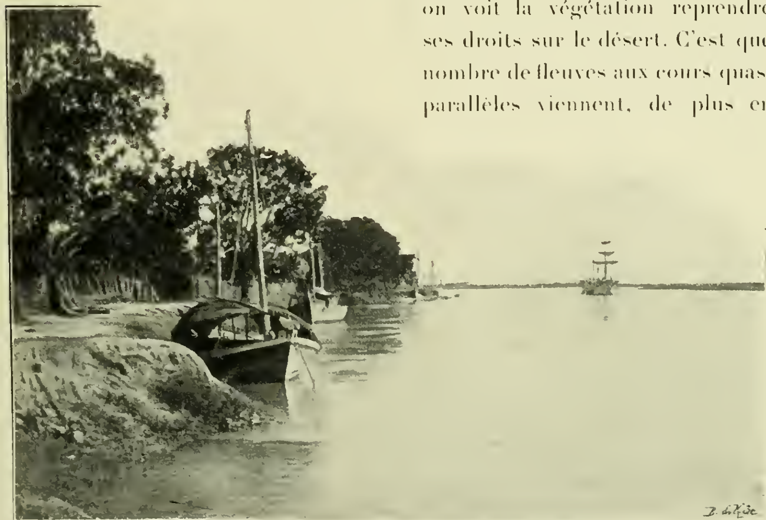
André Brüe au Sénégal.

Sénégal, Soudan et Guinée. — Fondation de Saint-Louis. — La première grande exploration du Sénégal. — Du Cayor au Bambouk. — La prise d'Arguin. — Des actions à 1000 p. 100.

Aux deux extrémités, orientale et occidentale, de l'Afrique la nature s'est livrée à un travail identique. A l'Est elle étendit le désert de Libye confinant à la Méditerranée et à la mer Rouge, à l'Ouest elle prolongea jusqu'à l'Atlantique les ondulations sablonneuses du Sahara. Mais, comme pour corriger la pauvreté stérile et brûlante de son œuvre, elle fit couler à travers le désert lybique les eaux du Nil et à travers le Sahara occidental celles du Sénégal.

Plus voisins du grand foyer de la civilisation indo-européenne, les Égyptiens surent de bonne heure discipliner le Nil et en faire, grâce à ces gigantesques travaux qui excitent encore notre admiration, le père nourricier de l'Égypte. Acculés à l'Atlantique et comme séparés du reste du monde par ces milliers de kilomètres de dunes arides qu'embrase le soleil du tropique, les barbares qui habitèrent sur les rives du Sénégal ne surent point tirer de leur fleuve le même parti. Les Maures, qui vinrent disputer plus tard le sol aux aborigènes, ne firent pas mieux qu'eux ; ils préférèrent, au cours de leurs incursions belliqueuses, exploiter en traitants la barbarie des nègres, plutôt que de créer en colonisateurs patients des réserves nouvelles à leur race et à l'humanité, en enseignant aux naturels les moyens d'élargir, par des travaux à la Mœris, la longue et étroite oasis qu'ont formée à leur guise dans le Sahara les alluvions du Sénégal.

Tout pourtant n'est point sables autour du Sénégal; à la région fertile du Kordofan et du Darfour égyptien correspond assez la région de notre actuel Soudan Français. La mince bande de terre fertilisée par le Sénégal n'est qu'une route conduisant aux plantureuses régions qu'arrosent à gauche le Bakoy, la Baoulé et les rios de Kaarta. Enfin, plus on longe la côte à partir de l'embouchure du Sénégal dans la direction du Sud, plus on voit la végétation reprendre ses droits sur le désert. C'est que nombre de fleuves aux cours quasi parallèles viennent, de plus en plus rapprochés, lutter contre l'aridité des sables et donner la sève aux premières ondulations de la grande forêt africaine, dont la brousse et les hautes futaies s'épaississent d'autant plus qu'on s'élève davantage sur le plateau intérieur ou qu'on se rapproche de l'équateur. A cette troisième région comprise entre l'embouchure de la Gambie et celle du Niger nos premiers navigateurs donnèrent le nom de Guinée (ils devaient réserver celui de Gabon au pays qui s'étend entre le Niger et le Congo).



LE SÉNÉGAL

Or, dès le XIVe siècle, le Sénégal, les Rivières du Sud et celles du golfe de Guinée apparurent à nos marins basques et normands comme autant de portes entre-bâillées sur le mystère du continent noir. Bien avant les Portugais et les Espagnols, et par conséquent bien avant les Hollandais, ils entrèrent en relations avec les Maures Trarzas du Bas Sénégal qui recevaient



SAINT-LOUIS AU XIXe SIÈCLE

des gens du Fouta, du Bondou et du Bambouk la gomme, la cire, les épices, l'ivoire et l'or, qu'apportaient aussi du pays de Kong sur les rivages du golfe de Guinée les nègres du roi Gozula (le premier souverain nègre dont nos archives nationales enregistrent le nom, 24 juillet 1371) et d'autres monarques africains dont le nom ne nous est point parvenu.

Nous avons vu, à la période des origines, les luttes soutenues par nos marins dieppois et rouennais pour disputer aux Portugais et aux Espagnols l'accès des marchés africains de l'Ouest. Leur ruine consommée par l'indifférence royale détourna pendant plus d'un siècle de nos anciens comptoirs du Sénégal et de la Guinée l'attention de nos compatriotes qui se porta plus volontiers vers les établissements d'Amérique.

Les Portugais s'installèrent librement sur les côtes de l'Afrique occidentale au XVIe siècle. Mais, au début du XVIIe, les Hollandais les avaient dépossédés de la plupart de leurs comptoirs sénégalais et s'étaient établis à Rufisque, Gorée, Joal et Arguin. Les Anglais, de leur côté, avaient fondé quelques petites factoreries à l'embouchure de la rivière de Gambie et dans le pays de Sierra-Leone.

Il ne restait à la France, vers 1625, que quelques petits postes en Guinée et sur le bas Sénégal; encore ne subsistaient-ils qu'avec la plus grande peine, sans cesse en butte aux vexations des Hollandais et des chefs maures.

A cette époque des commerçants rouennais et dieppois voulurent reprendre avec la côte d'Afrique les relations qui jadis avaient été si profitables à leurs ancêtres. Sur un simple encouragement de Richelieu, ils formèrent une société qui prit le nom de Compagnie normande, en faveur de laquelle ils ne sollicitèrent aucune concession, ni aucun privilège. Ils armèrent six bateaux, y embarquèrent une cinquantaine d'artisans, de petits marchands et de paysans, et confièrent la direction de l'expédition à un vieux capitaine

qui faisait depuis vingt ans la traite sur la côte d'Afrique. Celui-ci, qui connaissait à fond le pays, alla débarquer dans un ilot situé à l'embouchure du Sénégal, y éleva un fort et des magasins. Telle fut l'origine de Saint-Louis.



FEMME DE SAINT-LOUIS

Durant les premières années, l'établissement fut prospère. Les Maures, comprenant qu'ils avaient tout à gagner en commerçant avec lui, tout à perdre en s'exposant à ses canons, se montrèrent aussi souples qu'ils s'étaient précédemment montrés arrogants. Les bénéfices réalisés pendant vingt ans furent considérables, et de nouveaux postes s'élevèrent le long du fleuve.

Mais ce qui manquait à ces comptoirs c'était la cohésion. Saint-Louis possédait bien, en 1664, 100 habitants et son fort comptait bien 12 canons, mais la ville n'avait pas d'eau potable, pas d'ombrage ; les Européens s'y anémiaient vite, et de plus, si elle était à même de résister victorieusement aux Maures, elle était incapable d'opposer une sérieuse résistance à une escadre hollandaise.



TYPE PEUHL DU SÉNÉGAL

Colbert, prévoyant le conflit futur avec la Hollande, ne voulut pas laisser à la petite compagnie normande le soin de défendre nos intérêts nationaux au Sénégal ; il passe son privilège à la Compagnie des Indes Occidentales en 1664 ; puis plus tard à celle du Sénégal. En 1667 éclate la crise prévue. Une flotte française enlève aux Hollandais Arguin, Portudal, Gorée, Rufisque et Joal, et cette prise de possession nous est confirmée par le traité de Nimègue.

A partir de cet instant, notre prospérité commerciale fléchit, sans que notre fortune politique s'accrût. Diverses compagnies se

transmirent le monopole du trafic dans l'Afrique Occidentale. Une nouvelle société, dite du Sénégal, laissa prendre, en 1692, Saint-Louis et Gorée par les Anglais de la Gambie : ces places furent d'ailleurs bientôt reprises. Enfin, en 1718, le Sénégal fut cédé par la Compagnie Royale à la Compagnie des Indes que Law venait de fonder.

La Compagnie des Indes eut le rare bonheur de trouver à Saint-Louis André Brüe, l'un des plus habiles administrateurs et des plus intelligents explorateurs que compte notre histoire coloniale.

André Brüe était arrivé au Sénégal en 1697, en qualité de directeur des Comptoirs de la Compagnie Royale. La notice individuelle, jointe à la commission qui détermine ses pouvoirs, nous le montre comme « doué de grande expérience en fait de guerre et de commerce ». Ce fut en effet un « africain » passionné. Tout jeune, il s'était engagé à bord d'un bâtiment marseillais qui faisait le commerce sur la côte de Tripolitaine ; à la suite d'un différend avec les Barbaresques, il avait été fait prisonnier par eux et avait accompagné quelques-unes de leurs caravanes dans les régions soudanaises : il avait acquis au cours de ces voyages une grande expérience des gens et des choses de l'Islam. Ayant trouvé l'occasion de rendre un signalé service à ses maîtres, en surprenant un parti de pillards qui guettait au passage un important convoi, il fut rendu par eux à la liberté et se reprit à voyager. La Compagnie Royale s'attacha enfin ses services et le chargea de rétablir la discipline dans le petit peuple d'employés, de commerçants et de miliciens dont le désordre absorbait le plus net des bénéfices de l'entreprise. On lui donna pleins pouvoirs sur son personnel, tout en limitant cependant son initiative en matière de travaux publics et d'expéditions militaires.

Brüe trouva le moyen de gouverner militairement son personnel et de conquérir commercialement de nouveaux marchés aux deux compagnies qu'il servit successivement.

Aussitôt arrivé à Saint-Louis il voulut se rendre compte de l'importance de nos territoires, et fut fort surpris de constater l'ignorance dans laquelle se trouvaient les plus anciens agents de la géographie du haut pays. Un certain Jannequin avait bien jadis remonté le fleuve au delà de l'île à Morfil, s'était, paraît-il, abouché avec des traitants qui faisaient au Terrier Rouge le commerce de la gomme ; mais depuis ce temps personne n'avait même tenté de recommencer le voyage, et ce n'était qu'à de rares intervalles que les produits venus de ce lointain marché rappelaient son existence.

André Brüe visita d'abord toutes les contrées d'où les Maures et les noirs nous apportaient leurs marchandises. Il débuta par un voyage au Cayor pour étudier la voie terrestre la plus pratique de Saint-Louis à Rufisque. Sur cette contrée régnait un « damel » Latir-Fal-Soukabé, qui lui proposa de l'accompagner. Brüe n'hésita pas à se confier à cet homme ; grâce à son appui, il noua d'utiles relations avec les marchands du pays et leur fit accepter un traité aux termes duquel ils réservaient tous leurs produits à nos marchés sénégalais.

Au début, tout alla bien ; mais les Anglais, lésés dans leurs intérêts, entraînèrent peu à peu les gens du Cayor à faire de la contrebande à leur profit. Informé de cette infraction aux conventions établies, André Brüe va trouver le damel à M'boro et constate dans ce petit port la présence de navires étrangers occupés à charger. Les reproches qu'il adresse à Soukabé n'aboutissent qu'à son arrestation ; il est conduit nu tête à Rufisque et enfermé dans le tata. Heureusement un de ses compagnons avait pu s'enfuir, rentrer à Saint-Louis et demander du secours au commandant d'une petite escadre qui venait de mouiller devant la ville. Cependant le damel insistait près de son prisonnier pour obtenir sous menaces de mort la révocation de l'engagement souscrit. Mais lui, impassible, répondait que la convention n'avait pas été signée avec lui, André Brüe, mais avec le roi de France, et qu'aussi longtemps que le roi de France refuserait d'y rien modifier, lui-même n'y pouvait rien changer. « Tu as, il est vrai, concluait-il ironiquement, un bon moyen de dégager ma responsabilité. Va chercher le roi de France ; mets-le à ma place, peut-être alors consentira-t-il à changer quelque chose à notre arrangement » Soukabé demandait déjà des renseignements sur la distance qui le séparait de Versailles, quand deux vaisseaux de guerre apparurent devant Rufisque et débarquèrent une centaine de fusiliers avec deux canons qui prirent position derrière la ville. Le pauvre damel comprit qu'il était à son tour le prisonnier de celui que depuis douze jours il tenait renfermé dans son tata. Il ouvrit à A. Brüe en même temps les portes de sa ville et celles de sa prison, lui présenta d'humbles excuses et, fixé une bonne fois sur son énergie, demeura à partir de ce moment un allié fidèle et soumis.

A peine de retour à Saint-Louis, André Brüe équipe toute une flottille, composée d'un assez grand nombre de bateaux marchands portant des échantillons de produits européens et de trois chaloupes armées en guerre, avec laquelle il remonte le fleuve pour en visiter les escales. Au cours de

ce premier voyage, il entre en relations plus étroites avec les Maures Braknas (région de Podor) et avec les noirs du Dimar et du Toro, gagne l'île de Morfil qu'il traverse à pied dans toute sa longueur, suivant tantôt le bras méridional du fleuve tantôt le bras septentrional, et fait la reconnaissance des rapides de Mafou ; puis il gagne le Fouta central qui constituait alors un des principaux sultanats de l'intérieur. Sa réputation l'y avait devancé avec cette rapidité qui caractérise la transmission des nouvelles importantes à travers le continent africain. Le « siratik » (gouverneur) du pays, avisé de ses pacifiques intentions et de ses projets commer-



VILLAGE DE PODOR

ciaux, lui réserve le meilleur accueil, l'autorise à ouvrir un comptoir à Guyorel, et pour lui faire apprécier la valeur de son alliance fait défiler devant lui toute sa cavalerie composée d'environ deux mille guerriers fort élégamment équipés.

Mais les eaux du fleuve baissaient ; il fallait rentrer au plus tôt à Saint-Louis, autant pour éviter l'échouement de la flottille que pour mettre en sûreté dans les magasins la riche cargaison qu'on avait amassée à bord des chalands.

Encouragé par ce premier succès, excité par les récits qu'il avait recueillis de la bouche des indigènes sur l'importance du trafic qui se faisait sur le haut fleuve, Brüe reprit, dès que la hausse des eaux le permit, son voyage d'exploration. C'est ainsi qu'à travers le pays du Damga et celui de Galam (région de Bakel) il atteignit le confluent de la Falémé qu'il remonta au delà du Bondou. Il s'arrêta à Dramané, gros village et important marché situé à 900 kilomètres de Saint-Louis ; il obtint du chef la permission



MARCHÉ MAURE AU SÉNÉGAL

d'établir une factorerie dans son territoire et put même y élever le fort Saint-Joseph.

Puis reprenant sa navigation sur le Sénégal, il gagne le pays de Khasso (région de Kayes), s'arrête aux chutes du Félou où il donne l'ordre à sa flottille de l'attendre, et, à travers le Natiaga, rejoint le fleuve aux chutes de Gouina. Là, il se renseigne sur les pays d'où les indigènes tiraient cette poudre d'or qui devenait de plus en plus abondante sur les marchés à mesure qu'on remontait davantage le Sénégal. Il apprend que la région comprise entre la Falemé et le fleuve, et désignée par les noirs sous



CHUTES DE GOUINA

le nom de Bambouk, était le grand centre d'exploitation de ce précieux produit. Il charge en conséquence un de ses agents les plus intelligents, Compagnon, d'aller reconnaître ce pays. Celui-ci remplit fort bien sa mission, pénètre jusqu'au cœur du massif escarpé connu sous le nom de falaise de Tamboura et rapporte d'utiles documents sur les richesses minières des contrées qu'il a visitées ainsi que sur les moyens employés par les noirs pour l'extraction et le lavage du métal.

Au cours des deux années qu'il devait encore passer au Sénégal, André Brüe parcourut les pays arrosés par la Gambie, la Casamance, le Rio Cachéo, autant pour régler certaines contestations territoriales avec les Anglais et les Portugais que pour se faire une idée des ressources économiques de ces régions. Il poussa même ses excursions intéressées jusqu'aux îles Bissagos.

Il rentra à Paris en 1702 : la situation de la Compagnie était tellement florissante, grâce au rétablissement de l'ordre dans la comptabilité et de

la discipline dans le personnel, que seule la prospérité de Saint-Domingue pouvait être comparée à celle de Saint-Louis. Il faut ajouter à l'honneur d'André Brüe que son établissement dans l'arrière-pays avait été tout pacifique et avait relevé singulièrement le prestige français parmi les indigènes.

Après un séjour de douze ans en France, il fut repris de la nostalgie du pays dont il avait été l'organisateur passionné. Cédant avec une joie secrète aux instances de la troisième Compagnie du Sénégal, il reprit la route de Saint-Louis dont la population s'était considérablement développée et atteignait un millier d'habitants européens.

Suffisamment renseigné par ses précédentes explorations sur les ressources des territoires qu'arrosent les cours moyen et supérieur du fleuve, sur la nature des relations qui pouvaient s'établir entre la colonie française et les colonies anglaises et portugaises du Sud, il entreprit de dégager notre action dans la région du Nord.

Les Hollandais autrefois chassés d'Arguin et de Portendick s'y étaient peu à peu réinstallés et avaient réussi à détourner vers leurs comptoirs nombre de caravanes Trarzas qui aux termes des traités devaient porter exclusivement la gomme à Saint-Louis. Avec l'esprit de décision qui fut le principal trait de son caractère, André Brüe, à qui la Compagnie avait donné carte blanche, somme le sultan maure Ali-Kandora d'avoir à respecter les conventions passées avec son prédécesseur, et dépêche le capitaine Perrier de Salvert avec une forte escadre en vue du comptoir d'Arguin. Invités à se retirer, les Hollandais répondent en fermant les portes de leur citadelle et en empêchant les indigènes de ravitailler nos vaisseaux. De Salvert bombarde la ville, l'enlève d'assaut, et ne se retire qu'après y avoir laissé une petite garnison française.

Pour venger cette défaite, les Hollandais de Portendick négocièrent avec Ali-Kandora, lui fournirent des armes à feu et le décidèrent à aller attaquer notre nouveau poste d'Arguin. Le 17 janvier 1722, les Trarzas réussirent à enlever la place avant que Brüe, en voyage dans le pays Damga, ait eu le temps de la ravitailler en vivres et munitions. Ils n'en restèrent pas longtemps maîtres : Arguin retombait bientôt aux mains de M. de Salvert qui écrasa l'armée du sultan maure.

En 1725, André Brüe quittait définitivement le Sénégal.

Si l'on veut se rendre un compte exact des services qu'il rendit à cette colonie, dont il fut le vrai fondateur, il suffit de jeter un regard sur les

résultats financiers obtenus par la Compagnie au cours de son administration.

Les compagnies les plus prospères réalisaient à cette époque un bénéfice de 25 à 30 p. 100, résultat en général médiocre, étant donnés les frais considérables et les risques de gestion. Or le total des dépenses annuelles faites par Brüe s'élevait, en 1723, à 900000 livres; le total des recettes dépassait 7200000 livres. Les frais généraux de la compagnie ne s'élevant qu'à 200000 livres, c'était un bénéfice de 800 p. 100 qu'elle réalisait. « Il est à remarquer en outre que les opérations commerciales (trafic de la gomme, des cuirs verts, de la cire, de l'ivoire, de l'or) étaient bien plus fructueuses que le commerce des esclaves; car l'échange seul des denrées donnait un bénéfice atteignant 1000 p. 100. »



GUERRIER INDIGÈNE

Et c'est justice d'éclairer un peu mieux le rôle utile de ce précurseur de nos grands africains qui, un siècle et demi avant eux, fut comme eux un modeste et un pacifique. Si la carrière d'André Brüe ne se signale point par ces exploits militaires ou ces aventures extraordinaires qui recommandent davantage à notre imagination les entreprises de certains de nos grands coloniaux, ses patients efforts n'en demeurent pas moins infiniment glorieux, d'autant que rien ne vient obscurcir la pureté de son dévouement à la cause nationale qu'il sut si habilement défendre.

On l'a accusé d'avoir fait intervenir l'eau-de-vie comme facteur important de l'œuvre colonisatrice. Ce reproche est très exagéré. Bien différente fut sa conduite de celle des Anglais en Amérique et des Portugais en Afrique. L'eau-de-vie introduite sur la côte d'Afrique par les traitants était objet de commerce tres en faveur chez les indigènes : leur en refuser la vente équivalait à renoncer à tout trafic avec eux. Or, tandis que les Anglais

en distribuaient gratuitement des centaines de pipes par an aux Indiens pour les exciter contre nos établissements canadiens, nous voyons d'après les comptes fournis par André Brüe à sa compagnie, à son départ de Saint-Louis, que de 1722 à 1725 la vente de l'eau-de-vie aux noirs du Sénégal atteignait à peine 8000 livres par an (soit à peine 10 hectolitres).

CHAPITRE XI

La France Orientale.

1° *Un continent disparu. — Pronis et de Flacourt à Fort Dauphin. — La retraite héroïque du sergent Laroche. — Un missionnaire trop zélé. — La Caze et Dian-Nong à Madagascar. — Les Vêpres Malgaches.*

2° *Les Deux Grâces de l'Océan Indien. — Idylle et colonisation. — La Bourdonnais. Une page de « Paul et Virginie ».*

A 400 kilomètres environ de la côte orientale d'Afrique s'élève dans l'Océan Indien une des îles les plus grandes du monde, longue de plus de 1600 kilomètres, large de près de 400. Un géographe arabe, El Edrisi, la désigna au XIIe siècle sous le nom de Zaledj. Marco Polo, qui ne fit lui aussi que d'en ouïr parler, lui donna le nom de Madécase. On l'appelle aujourd'hui Madagascar.

Il est peu de problèmes géographiques aussi passionnants que celui des origines de cette terre indienne. On a voulu y voir la Cerne de Pline, la Menuthias de Ptolémée, la Sarandib des chroniqueurs persans, ces îles que l'imagination antique peupla de monstres étranges, d'habitants bizarres et entoura de ces originales légendes qui drapent les berceaux des empires disparus.

Peut-être ces fables ont-elles un fond d'histoire plus solide qu'on ne le crut longtemps; peut-être Madagascar fut-elle, il y a de cela bien des siècles, quelque chose de plus que ce qu'elle nous apparait à cette heure.

D'après une thèse qui recrute dans le monde savant des partisans chaque jour plus nombreux, la Madécase de Marco-Polo serait, avec les Mascareignes et les îles de la Sonde, le dernier vestige d'un continent immense, la Lému-

rie, qui limitait au sud l'Océan Indien et en faisait une sorte de Méditerranée australe. Majunga serait aujourd'hui comme le Tanger du continent disparu; Sidney en serait le Caire.

Si l'on admet cette théorie, un beau jour ou une vilaine nuit, l'Océan Indien, à la suite d'un formidable écroulement plutonien, se souleva en un titanique raz de marée et recouvrit les plaines de la Lémurie de l'immensité profonde de ses eaux, détruisant villes et peuples, monuments élevés par les hommes et montagnes pétries par la nature. Peut-être ce phénomène se produisit-il dans le temps où, par suite d'un phénomène tellurique contraire, la Méditerranée fut refoulée par l'immersion de ce haut plateau qui sert de bastion septentrional au Sahara et se confina dans son lit actuel? Ce que les eaux perdirent de terrain au nord, elles le regagnèrent au sud... et l'équilibre terrestre fut sauvegardé. Grâce à l'altitude de son relief, Madagascar échappa au cataclysme ; et du peuple Lémurien il ne resta plus que deux tronçons : les Malgaches, qui se retirèrent sur les hauteurs de l'Emyrne, et les Malais dispersés dans les îles de la Sonde. L'identité de race entre les Howas et les Javanais constitue un des arguments les plus solides de cette curieuse hypothèse et explique la foi qu'ont les habitants de la montagne malgache dans l'antiquité de leur établissement. Il faut en effet renoncer présentement à faire des Howas de simples émigrants des îles malaises. Si les Arabes, arrivés bien après eux dans l'île, n'eurent point pendant longtemps des relations avec les aborigènes, c'est que ceux-ci se souciaient peu de descendre de leurs montagnes, animés en cela d'une légitime prudence que justifiait la tradition des ancêtres.



INDIGÈNE DE L'INTÉRIEUR (BETSILEO)

Quoi qu'il en soit, ce n'est qu'en 1500 que le portugais Cabral, à la suite d'une tempête qui jeta un de ses vaisseaux dans les parages de l'île, nous donne une description de ses côtes et de son relief général.

Plus tard, des capitaines malouins, arrivés sur la côte sud de Madagascar, lui donnèrent le nom d'île Dauphine; et c'est sous ce nom que le dieppois Rigaut en prit possession en 1642. Il obtint par lettres patentes l'autorisation d'y ériger des colonies pour le compte de la

Compagnie de l'Orient et d'en faire conquète au nom de Sa Majesté très Chrétienne.

Rigaut mourut la même année où le capitaine Cocquet, commandant du *Saint-Louis*, fut chargé d'y conduire deux commis, Pronis et Fourquembourg, et 12 colons français. Le *Saint-Louis* atterrit en septembre sur la côte sud-est de la grande île, et, en cherchant un lieu favorable à la construction d'un poste, rencontra dans la baie Sainte-Luce les restes de l'équipage du navire dieppois le *Saint-Alexis*, qui s'était jeté à la côte. Les naufragés n'étaient guère riches; pourtant Pronis leur intima l'ordre « de cesser tout commerce, de donner inventaire des marchandises qu'ils possédaient et de quitter leurs habitations pour venir se joindre à ceux de la Compagnie ». Ces pauvres diables n'ayant pas grand'chose à perdre, se rendirent à la sommation de l'impérieux Pronis. On s'établit au fond de la baie d'Antongil, et c'est là que la petite colonie reçut l'année suivante un nouveau contingent de 75 colons. En une saison, le climat malsain de la côte Malgache réduisit leur nombre des deux tiers. Il fallut chercher un emplacement plus salubre. Pronis jeta son dévolu sur la presqu'île de Thalongar et y construisit Fort-Dauphin, au fond d'une bonne rade, tout près d'une forêt renfermant d'admirables bois de construction.



INDIGÈNE DE LA CÔTE SUD-EST

Il faut reconnaître à la Compagnie de l'Orient le grand mérite d'avoir au début de l'entreprise secondé énergiquement les efforts de son agent par l'envoi répété d'hommes et d'approvisionnements. Si les résultats obtenus ne furent pas excellents, la faute en incombe à Pronis seul.

On a beaucoup trop exalté les qualités de cet administrateur. En réalité, ce fut un habile homme, énergique, trop énergique même; sa fin ne manque pas de grandeur; mais il est douteux qu'il ait toujours été un honnête homme dans le sens absolu du mot. Huguenot intransigeant, il épousa une princesse indigène, Dian Ravellon Manor, descendante de Mahomet (disait le beau-père), d'humeur capricieuse et de goût fastueux. Mme Pronis fut accusée par les catholiques de Fort-Dauphin de se livrer à une consommation trop princière des objets de trafic confiés à son époux par la Com-

pagnie de l'Orient. Nous ne rechercherons pas ce qu'il y eut de vrai dans ces potins, toutefois un grief demeure à la charge de Pronis : il faisait volontiers passer près de sa belle famille ses administrés pour de simples esclaves, et joua trop souvent au tyranneau pour se donner de la majesté.

Son successeur de Flacourt, envoyé pour faire une enquête sur les plaintes répétées qui parvenaient en France, le déchargea de bien des accusations sans cependant réussir à le blanchir tout à fait : « Je trouvai, dit-il, le sieur de Pronis autre que l'on me l'avait dépeint, et ne connus en lui qu'une grande sincérité et franchise ; *s'il y a eu du désordre*, c'est qu'il n'a pas été obéi, ni respecté ; le malheur n'étant venu que des volontaires que l'on avait envoyés par le passé et qui avaient tout perdu ; en quoi il faut remarquer qu'on ne doit embarquer que de bons artisans, maçons, charpentiers, scieurs de long, laboureurs, jardiniers et paysans, conduits par des gens d'honneur, discrets, avisés, pas *esuantés* et d'âge déjà avancé. »

Or, parmi les désordres qui signalaient l'administration de Pronis, il en fut de regrettables. Non seulement il réprima avec cruauté, par une déportation honteuse à la Grande Mascareigne (Bourbon), ceux qui se révoltèrent contre ses procédés brutaux, mais il commit une félonie qui indisposa longtemps les indigènes à notre endroit.

Un capitaine au service de la Compagnie hollandaise des Indes, Van der Meister, arrive un jour de Maurice à bord d'un petit navire en quête d'un chargement d'esclaves. Pronis, tenté par le bénéfice d'une opération de cette nature, fait affaire avec son voisin. Mais ce qui lui manque le plus, ce sont précisément des esclaves. Il se souvient de la façon dont les compagnons de Romulus s'étaient jadis procuré des femmes et use du même stratagème. Il invite les naturels du voisinage, gens de toute condition sauf servile, à venir visiter sa maison. Quand ces malheureux, hommes, femmes et enfants sont arrivés à l'intérieur du fort, Pronis en fait fermer les portes et conduire ses hôtes à bord du navire hollandais. En route un gros temps enleva une partie de la cargaison humaine de Van der Meister ; le reste lui échappa et s'enfuit dans les montagnes de Maurice. D'autres razzias suivirent cette trahison ; si bien que toute la population s'arma contre la colonie de Fort-Dauphin. Vingt-deux colons, pour dégager toute leur responsabilité de pareils actes, rentrèrent en Europe à bord d'un bâtiment anglais.

De Flacourt, nommé gouverneur en 1653 à la place de Pronis qui passa au second plan, ne fut guère qu'un agité et un brouillon.

Si son nom reste entouré d'une certaine considération, celle-ci ne saurait être que géographique : son seul mérite, en effet, est d'avoir laissé une description assez exacte du pays dont il visita l'intérieur et les côtes jusqu'à Sainte-Marie, et d'avoir, au cours de ses expéditions, installé quelques postes éphémères à Antongil, à Fénérive et à Saint-Augustin. Administrateur impolitique, souvent cruel, il ne chercha qu'à profiter des perpétuelles querelles des indigènes pour s'enrichir aux dépens des vain-



PORTE DE FLACOURT A FORT-DAUPHIN

cus. « Quand il ne parvenait pas à allumer quelque conflit entre les tribus, il entrait en guerre avec toutes et ne revenait de ses courses à travers le pays qu'avec un sérieux butin. Le vol à main armée lui semblait la chose la plus naturelle du monde, et quant à l'escroquerie il s'en faisait une vertu : il avoue le plus naïvement du monde avoir souvent payé ses créanciers indigènes avec des « menilles de cuivre argenté ».

En continuelle méfiance des autres, il se brouille avec Pronis qu'il fait jeter en prison comme suspect de haute trahison ; mais, quelques jours après, il l'en fait sortir et l'invite à sa table comme son meilleur ami. Puis soudain, il se prend de dégoût pour son île ; il construit une sorte de grande barque qu'il appelle *Étoile du matin*, la pourvoit abondamment de vivres, et part sous prétexte d'une excursion dans le voisinage. Une fois au large, il donne l'ordre au capitaine de mettre le cap sur France. Celui-ci obéit ; mais la mer se montre moins docile ; elle jette de Flacourt sur les côtes de Maurice, et notre homme, après une absence de vingt jours, est obligé de rentrer piteusement à Fort-Dauphin.

Il y fut d'autant plus mal reçu que le découragement commençait à

régner parmi les colons. Pas un bâtiment français n'était venu visiter l'île depuis longtemps et le climat de la côte malgache avait en outre singulièrement réduit le nombre des Européens.

Les dernières années de la carrière de Flacourt à Madagascar sont lamentables; il les emploie à disputer le territoire voisin de Fort-Dauphin aux Malgaches qu'a enhardis l'affaiblissement moral et numérique de la garnison. C'est au cours de cette lutte soutenue pour la défense de nos établissements que se place cependant un épisode héroïque, digne de mémoire.

« Trois soldats commandés par le sergent Laroche et accompagnés de douze nègres et d'une esclave négresse, tombèrent au milieu de 6000 Madéeasses qui les entourèrent en poussant de grands cris et se disposèrent à les massacrer. Français et nègres se mirent alors à genoux, répondirent par des cantiques aux hurlements des barbares, se demandèrent pardon de leurs torts réciproques, puis, encouragés à la défense, ouvrirent le feu. Pendant cinq heures ils battirent en retraite et se servirent si à propos de leurs armes que tous leurs coups portaient. Les uns chargeaient les fusils pendant que les autres tiraient. Les nègres jetaient des pierres aux ennemis ou leur renvoyaient leurs propres javelots. La négresse elle-même remplissait de pierres son tablier et passait des projectiles à ses compagnons. Vers le soir, comme la poudre commençait à manquer, ils se retirèrent sur une petite colline pour y passer la nuit. Le chef des sauvages leur expédia un parlementaire avec des vivres que nos Français acceptèrent, mais sans écouter ses propositions. Ils lui déclarèrent qu'ils étaient disposés à vendre chèrement leur vie, et que le combat allait recommencer si ses hommes ne se retiraient pas. Étonné de tant de courage, le chef barbare s'avance et, après avoir ordonné aux siens de laisser libre passage aux vaillants hommes, il leur dit : « Vous ne ressemblez pas aux étrangers « que nous avons connus, et j'admire d'autant plus votre courage que vous « êtes tous bien jeunes, puisque deux d'entre vous portent seuls de la barbe. « Vous n'êtes pas des hommes, mais des lions! » Et il les accompagna amicalement jusqu'au Fort-Dauphin où on ne s'attendait plus guère à les revoir. »

Deux navires français furent enfin envoyés par la Compagnie en 1654; pour tout renfort ils amenaient chacun un missionnaire lazariste, et pour toute consolation ils apportaient la nouvelle que la société de l'Orient passait ses droits au duc de la Meilleraye. De Flacourt rentra en France et Pronis fut de nouveau chargé d'administrer le pays.

Par un singulier retour de sa destinée, cet homme, dont les premiers actes avaient été si contraires au développement de la colonie, se sentit pris pour elle d'une étrange affection et se mit courageusement au relèvement de Fort-Dauphin. Il venait à peine d'en arrêter le plan qu'une série d'incendies allumés par les indigènes à l'instigation d'un de leurs chefs religieux, détruisirent de fond en comble toutes les maisons. Pronis se surpassa d'activité pour faire renaître la ville de ses cendres et empêcher ses compagnons d'abandonner le sol de Madagascar. En trois mois une nouvelle petite cité alignait, à l'abri de l'enceinte élargie, ses rangées de maisonnettes, et groupait ses magasins autour d'une place qu'ornaient l'habitation et le jardin du gouverneur. Mais l'effort considérable auquel se livra Pronis ruina sa santé; il mourait quelque temps après, recommandant à ses amis de vivre en bonne intelligence avec les Malgaches.



GUERRIERS MALGACHES (ANTAISAKA

Ses bons conseils *in extremis* ne furent malheureusement guère suivis par ses successeurs immédiats. Au lendemain de l'arrivée d'un corps de 800 soldats et marins amenés par M. de la Meilleraye pour conquérir l'île, les réquisitions à main armée reprirent comme au temps de Flacourt et nous aliénèrent les indigènes qui pourtant ne demandaient qu'à venir en paix à nous. L'arrivée de nouveaux missionnaires et leur zèle intempestif nous en firent des ennemis mortels.

Aux environs de Fort-Dauphin était établie une forte tribu qui, malgré les torts que lui avaient causés nos hommes, ne cessait de leur rendre des services de toutes sortes. Volés, battus et tout de même contents, ces Malgaches venaient régulièrement apporter leurs provisions d'œufs, de poules et de patates aux gens du fort, moins pour le bénéfice très douteux

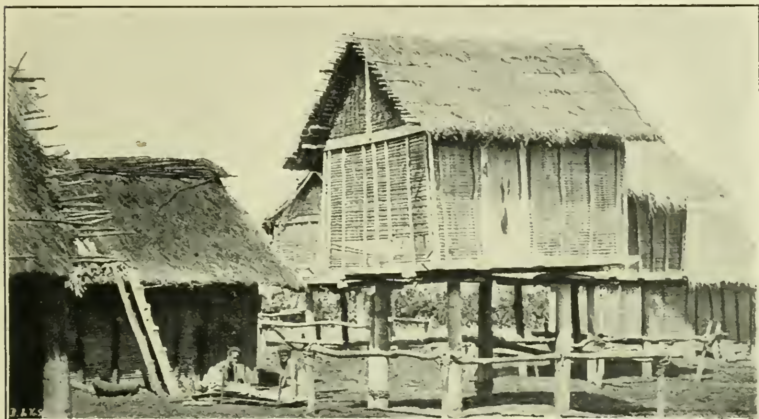
qu'ils en retiraient que pour satisfaire leur curiosité à l'endroit des Français. A leur tête était un chef, du nom de Dian-Manang, qui possédait des grigris d'une grande valeur... fiduciaire. A différentes reprises le P. Etienne avait essayé de convertir Dian Manang ; mais comme le Malgache trouvait plus de bénéfices près de ses compatriotes à trafiquer des mirifiques vertus médicinales de ses grigris que près des Européens à fournir leur petit marché, il opposa la résistance la plus obstinée aux entreprises de son cathéchisant. Or celui-ci voulut obtenir par la force ce qu'il ne pouvait obtenir par la persuasion ; il se rendit un jour à la case de Dian-Manang avec quatre soldats, l'injuria, le souffleta, et l'avisa que ses femmes lui seraient enlevées si dans les vingt-quatre heures il ne se faisait chrétien ; et lui arrachant le grigri pendant à son cou, il le jeta au feu. Le chef répondit à ce prêche en fendant d'un coup de hache la tête du P. Etienne ; un massacre général s'ensuivit, et Dian-Manang, se retirant avec tous les siens dans l'arrière-pays, jura solennellement d'exterminer les Français.

Si la menace du Malgache ne se réalisa pas, ou plutôt si son exécution fut différée de près de vingt ans, si la Compagnie des Indes Orientales, dans le domaine de laquelle Colbert fit en 1664 passer l'île Dauphine, trouva mieux à Fort-Dauphin que la basse-cour entourée de murailles que prétendait y avoir vue Mondevergue, si les Français réussirent à reconquérir quelque popularité dans l'île, ces résultats sont dus à un modeste et persévérant agent de la Compagnie de la Meilleraye, à un homme de courage, de justice et de désintéressement dont le nom est presque inconnu en France, à La Caze.

« Quand, dit l'abbé Rochon dans son Voyage à Madagascar, Le Vacher (c'était le nom exact du Rochelois La Caze) arriva à Fort-Dauphin, l'établissement était dans un état de langueur tout à fait déplorable. La Caze entreprit de le relever et de rétablir la réputation du nom français. M. de Champmargou, gouverneur de la colonie, l'employa d'abord à repousser les indigènes qu'avait soulevés contre nous Dian-Manang. A la tête de soldats qu'il disciplina avec une autorité justifiée par sa bravoure personnelle, La Caze se jeta à travers le pays, épargnant avec soin ceux des Malgaches qui témoignaient de sentiments pacifiques, essayant de ramener les autres par la promesse que leurs personnes et leurs biens seraient respectés s'ils voulaient vivre en bonne intelligence avec les colons, traquant avec la dernière énergie dans leurs retraites les plus inaccessibles ceux dont l'offre d'une paix cordiale ne pouvait calmer le ressentiment ou la haine de

l'étranger. » Ses raids au cœur du pays, les rapides succès qu'il remporta, la loyauté avec laquelle il tint ses engagements lui valurent l'admiration des sauvages « qui lui donnèrent le nom de Dian-Pousse, nom d'un chef qui avait fait autrefois la conquète de Madagascar et dont la mémoire était en grande vénération ».

Loin de lui concilier les bonnes grâces de l'incapable Champmargou, les victoires de La Caze ne firent qu'irriter la jalousie de son chef qui, non



VILLAGE MALGACHE (ANTAISAKA)

seulement refusa de ratifier les engagements contractés, mais dépêcha des troupes à l'attaque des populations dont les sympathies nous avaient été si laborieusement ramenées. Et pour humilier son lieutenant, il le chargea de diriger une expédition contre Dian-Rassitate, un puissant chef du pays d'Amboulo, dont la courtoisie à notre égard ne s'était jamais démentie. La Caze indigné ne voulut pas se prêter à pareille politique. Il dit à Champmargou qu'il n'avait besoin que de 5 hommes « pour obtenir juste succès du chef d'Amboulo ». Accompagné de 5 braves qui avaient en lui une aveugle confiance, il se rendit au village de Dian-Rassitate et le mit au courant des persécutions dont il était menacé.

Or Dian-Rassitate avait une fort jolie fille, du nom de Dian-Nong. Et comme les femmes malgaches, — de même que celles de France et autres pays — aiment instinctivement les cœurs généreux, la petite Dian-Nong s'éprit si follement de notre héros que lui, séduit à son tour par le charme

et l'intelligence de la princesse, l'épousa. Dian-Rassitate étant mort peu de temps après la noce, ses fidèles sujets offrirent à La Caze d'être leur roi. Il refusa, déclarant « que d'après la loi du pays le trône devait revenir à Dian-Nong, et qu'il ne voulait être que le plus dévoué sujet de sa femme ». Cette noblesse de sentiments toucha tellement les indigènes que La Caze serait devenu, s'il l'avait voulu, roi suprême de tout Madagascar.

Quand Champmargou apprit la façon dont son agent avait conquis le royaume de Dian-Rassitate, il n'imagina rien mieux que de mettre à prix sa tête et celle des 5 camarades qui s'étaient attachés à sa fortune et qui, eux aussi, avaient épousé des filles de la noblesse d'Amboulo. Cette odieuse mesure fut le signal d'un soulèvement général. Les voisins du fort commencèrent par refuser de fournir aucune subsistance à la ville déjà à bout de provisions; la famine s'ensuivit; et, quand le gouverneur voulut réquisitionner des vivres par la force, il vit ses hommes repoussés avec pertes. La Caze fit l'impossible pour détourner de ses compatriotes la colère de ses amis malgaches; il demanda à son supérieur de le laisser faire, de lui donner carte blanche pour rétablir le calme. Champmargou lui signifia qu'il le ferait pendre s'il parvenait à l'arrêter.

Fort-Dauphin allait probablement succomber, quand arriva de France un vaisseau chargé de renforts et de vivres, sous le commandement d'un marin breton, le vicomte de Kercadiou. Celui-ci ravitailla d'abord la place, puis se livra à une enquête sérieuse et impartiale sur les crimes dont le gouverneur chargeait La Caze. Avec une grande habileté et une remarquable fermeté, il ramena Champmargou à une plus juste appréciation du rôle joué par son lieutenant. Il fit si bien que les deux hommes se réconcilièrent. La grâce charmante de Dian-Nong aida tout autant que l'activité de son mari à relever la colonie de sa lamentable situation. Elle mit tout son crédit et même ses ressources personnelles au rétablissement de nos affaires, si bien qu'au bout de peu de temps notre possession devenait aussi prospère qu'elle avait été jusque-là misérable.

La Compagnie des Indes obtint sur ces entrefaites la concession de Madagascar et de tous les pays situés dans la mer des Indes; l'île reçut le beau nom de *France orientale;* et, tant qu'elle le porta, sa fortune, grâce surtout au zèle discret de La Caze maintenu comme major de Fort-Dauphin, brilla d'un vif éclat. Malheureusement, elle reprend en 1665 celui d'Ile Dauphine; la direction de ses intérêts est confiée à des directeurs aussi autoritaires qu'incapables, qui par leurs exactions et leur intran-

sigeance religieuse ravivent la haine assoupie des indigènes. Mondevergue, arrive avec cinq vaisseaux de guerre et 2000 hommes, pour entreprendre la conquête de tout le pays; il ne réussit qu'à faire de Fort-Dauphin un hôpital dans lequel « ses soldats valides ne suffisaient pas à soigner les malades ». Odieusement trahi par l'intrigant de La Haye, il rentre en France sans avoir rien fait, pour mourir de chagrin au château de Saumur.

Il eût fallu à la Compagnie un Dupleix pour faire de Madagascar une terre française cent ans plus tôt; elle eut le malheur de n'avoir qu'un de La



VIEILLE BATTERIE FRANÇAISE

Haye quand ce ne fut pas un La Breteschc. L'incapacité de ces gouverneurs, leur attitude déloyale à l'égard des indigènes, leur cruauté finirent par provoquer la catastrophe de Noël 1672.

Depuis la mort de La Caze une sourde colère grondait chez les Malgaches, indignement persécutés dans leurs personnes et dans leurs convictions; profondément indifférents à toute propagande religieuse, ils demandaient seulement qu'on respectât leurs superstitions dans les grigris et le culte qu'ils vouaient à leurs ancêtres. A la brutale propagande des missionnaires ils répondirent par une épouvantable tragédie religieuse.

La veille de Noël, les habitants de Fort-Dauphin avaient copieusement banqueté « comme il convient, dit la relation d'un missionnaire du temps, pour fêter la joyeuse venue du Sauveur en cette terre ». Ceux qui ne dormaient pas s'étaient rendus à la chapelle pour entendre la messe de minuit, sans même assurer la garde des portes de l'enceinte et du fort. Le supérieur

venait de terminer un prêche fort long — qui avait sans doute contribué à endormir la vigilance de son auditoire, — quand dans la nuit un cri terrible retentit. Une horde de Malgaches se précipite dans l'église, abat le prêtre sur l'autel, égorge les fidèles, et, sans même prendre le temps de rallier ses guerriers, met le feu à l'édifice. Dans la petite ville même scène de carnage : les soldats croyant à un simple incendie se précipitent hors de leurs maisons pour porter secours au fort qui flambe; un ennemi les guette à chaque porte et les abat quand ils en franchissent le seuil. L'explosion des poudres entassées dans la citadelle jette pendant quelques instants le désarroi parmi les Malgaches. Une vingtaine de Français profitent de ce répit pour fuir et aller chercher un refuge dans les rochers du rivage.

Le jour se lève ; des bandes rôdent de tous côtés pour rechercher les infortunés ; ils vont être découverts quand apparaît soudain devant l'entrée du port l'escadre de La Breteshe. Ce fut le salut pour les survivants des « Vêpres Malgaches ».

Ils furent transportés à Bourbon où leurs descendants perpétuèrent le souvenir de la grande Terre perdue.

Quatorze ans plus tard Louis XIV réunissait nominalement Madagascar à la France. Mais jusqu'en 1750, tout en faisant partie de notre domaine colonial, la grande île ne devait être l'objet d'aucune occupation réelle.



L'histoire de nos premiers établissements dans les Mascareignes se rattache intimement à celle de nos premières conquêtes à Madagascar. Mais ce n'est certes point de l'épopée qu'elle relève, c'est plutôt de l'idylle, presque de la pastorale.

Découvertes toutes deux par Diego Fernandez Pereira, au début du XVIe siècle, l'Ile de France (aujourd'hui Maurice) et l'île Bourbon (aujourd'hui la Réunion) furent visitées un peu plus tard par don Pedro Mascarenhas qui leur donna son nom. De ces îles sœurs — les deux Grâces de l'Océan Indien — la plus grande devint française en 1638, à la suite d'une visite plus consciencieuse qu'en fit le dieppois Salomon Gaubert, capitaine du roi. La plus petite était déjà occupée par quelques Hollandais.

Gaubert trouva la Réunion déserte ; mais il fut vivement frappé de la richesse de sa végétation, de ses sites, de la douceur de son climat.



SAINT-DENIS (LA RÉUNION) AU XIXe SIÈCLE

Dès 1642, Pronis déporte à la Grande Mascareigne une douzaine de prétendues mauvaises têtes. A ceux-ci vient se joindre bientot l'équipage naufragé d'un navire monté, dit-on, par des pirates. Le charme naturel du pays agit sans doute de plus efficace manière sur ces hommes que la sévérité de Pronis ; renonçant à leur vie d'aventures et de brigandages, ils se mirent à défricher le sol, construisirent les premières habitations et firent souche d'honnêtes gens.



PAYSAGE DE MAURICE

Sept ans plus tard, Flacourt débarqua à son tour près des cases enfouies sous la verdure de la jolie baie de la « Possession ». En habile courtisan il donna à la Grande Mascareigne le nom d'ile Bourbon, ajoutant « qu'il n'avait trouvé aucun nom qui put mieux cadrer à la bonté et à la fertilité de l'ile et qui lui appartint mieux que celui-là ». Et il fit cadeau aux colons de quatre génisses et d'un taureau qui multiplièrent rapidement.

En 1664, Colbert s'intéressa tout particulièrement à la prospérité de la petite colonie et eut une idée des plus touchantes pour assurer le développement de sa population. Il recrute à Paris et à Rouen « vingt-quatre jeunes, vigoureux et intelligents artisans de métiers divers ». En même temps il demande aux sœurs de la Providence de choisir parmi les orphelines auxquelles elles s'intéressent vingt-quatre jeunes filles « bien portantes, actives et capables de faire de bonnes ménagères ». Et les vingt-quatre couples, après avoir reçu du ministre « des provisions de toute nature, quelque argent et de bons conseils » vont faire leur voyage de noces à

l'île Bourbon qu'ils s'engagent à ne jamais quitter. Ils ne la quittèrent pas, en effet, et « fondèrent là-bas ces belles et vigoureuses maisons desquelles descendent la plupart des grandes familles actuelles de l'île ».

La Petite Mascareigne, occupée d'abord par des Hollandais qui lui avaient donné le nom de Maurice, en l'honneur d'un de leurs princes, Maurice de Nassau, fut bien vite abandonnée par eux. Presque aussitôt des Français venus de Fort-Dauphin l'occupèrent ; en 1725, elle fut donnée par le roi de France à la Compagnie des Indes qui l'appela Ile de France. La réputation de sa sœur Bourbon engagea nombre d'émigrants à venir s'y installer. Son développement fut même plus rapide que celui de sa voisine : il est vrai qu'elle offrait plus de ressources : ses rades sont meilleures, ses vallées plus larges et couvertes d'un humus plus profond.

C'est à elle que Mahé de La Bourdonnais donna ses préférences ; il y encouragea tout particulièrement les cultures, y éparpilla de nouvelles bourgades, y creusa des ports bien défendus qui pouvaient servir de base à nos escadres. Il en fit la principale station militaire de l'océan Indien « le centre d'où notre influence rayonna sur Madagascar et sur l'Indoustan, l'imprenable citadelle de la puissance française d'où nous avons pu, au milieu des guerres les plus désastreuses de la République et de l'Empire, tenir si longtemps en échec toutes les forces de l'Angleterre ».

L'œuvre qu'accomplit à Bourbon cet administrateur extraordinaire est en tous points admirable. Elle a entouré sa mémoire d'un glorieux prestige et ne rend que plus douloureux les regrets qu'on éprouve en constatant les erreurs, pour ne point dire les crimes, qui entachèrent les derniers moments de sa carrière coloniale. Autant en effet le La Bourdonnais de l'Ile de France mérite l'admiration et le respect, autant le La Bourdonnais de l'Inde, détracteur de Dupleix, lamentable salarié de la Compagnie anglaise de Madras, mérite les sévérités de la critique moderne mieux éclairée sur le double rôle que joua ce gouverneur autoritaire et haineux jusqu'à la trahison.

Pendant près d'un siècle, Bourbon et l'Ile de France n'ont d'autre histoire que celle du plus merveilleux développement colonial qui se puisse accomplir dans le calme le plus absolu et sous l'administration d'hommes avant tout jaloux de son bonheur. Les gouvernements d'Étienne Regnault, de Dumas, de La Bourdonnais, de Poivre marquent les périodes les plus remarquables de prospérité de ces colonies.

Et si notre épopée militaire ne trouve rien à glaner dans l'histoire des origines des deux îles sœurs, du moins notre littérature s'est-elle enrichie

de ces pages charmantes dans lesquelles l'auteur de *Paul et Virginie* a su peindre de si impressionnante manière les beautés naturelles de son pays natal.

« Sur le côté oriental de la montagne qui s'élève derrière le Port-Louis de l'Ile de France, dit Bernardin de Saint-Pierre, on voit, dans un terrain jadis cultivé, les ruines de deux petites cabanes. Elles sont situées presque au milieu d'un bassin formé par de grands rochers, qui n'a qu'une seule ouverture tournée au Nord. On aperçoit à gauche la montagne appelée le Morne de la Découverte, d'où l'on signale les bateaux dans l'île, et, au bas de cette montagne, la ville nommée le Port-Louis ; à droite, le chemin qui mene de Port-Louis au quartier des Pamplemousses ; ensuite, l'église de ce nom qui s'élève, avec ses avenues de bambous, au milieu d'une grande plaine ; et plus loin, une forêt qui s'étend jusqu'aux extrémités de l'île. On distingue devant soi, sur les bords de la mer, la baie du Tombeau ; un peu sur la droite, le cap Malheureux ; et au delà, la pleine mer, où apparaissent à fleur d'eau quelques îlots inhabités, entre autres le Coin-de-Mire qui ressemble à un bastion au milieu des flots.

« A l'entrée de ce bassin d'où l'on découvre tant d'objets, les échos de la montagne répètent sans cesse le bruit des vents qui agitent les forets voisines et le fracas des vagues qui se brisent au loin sur les récifs ; mais, au pied même des cabanes, on n'entend plus aucun bruit ; on ne voit autour de soi que de grands rochers escarpés comme des murailles. Des bouquets d'arbres croissent à leur base, dans leurs fentes et jusque sur leurs cimes où s'arrêtent les nuages. Les pluies que leurs pitons attirent, peignent souvent des couleurs de l'arc-en-ciel leurs flancs verts et bruns, et entretiennent à leur pied les sources dont se forme la petite rivière des Lataniers. Un grand silence règne dans leur enceinte où tout est paisible, l'air, les eaux et la lumière. A peine l'écho y répète le murmure des palmistes qui croissent sur leurs plateaux élevés, et dont toujours on voit les longues flèches balancées par les vents. Un jour doux éclaire le fond de ce bassin où le soleil ne luit qu'à midi ; mais dès l'aurore ses rayons en frappent le couronnement, dont les pics, s'élevant au-dessus des ombres de la montagne, paraissent d'or et de pourpre sur l'azur des cieux. »

CHAPITRE XII

La Compagnie des Indes Orientales.

A la recherche d'un héritage antique. — Les débuts de la Compagnie des Indes. — Les précurseurs de Dupleix. — François Martin fonde, perd et relève Pondichéry. — Dumas et les Mahrattes. — Almée et alcool. — Un traitant intraitable. — Les idées du jeune Dupleix. — La Begum Jeanne. — Dupleix gouverneur de l'Inde et nabab. — Mahé de La Bourdonnais. — La prise de Madras. — La victoire de San-Thomé.

L'Inde a toujours exercé sur les peuples d'Occident une sorte de fascination. Dans l'antiquité, il n'est point de grand capitaine qui n'ait fait le rêve dont Alexandre vécut la réalité. A la fin du moyen âge, les barrières qu'opposent la barbarie et l'ignorance sont tournées, et la grande route terrestre que ferment Arabes et Turcs est abandonnée pour la route maritime qu'ont découverte Diaz et Gama.

Dès le début du XVIe siècle, les races d'Europe, dans les veines desquelles circule le sang aryen, parurent subir cette étrange loi de l'instinct qui pousse, de notre temps encore, bretons, auvergnats et basques dépaysés à revenir, ne fût-ce que pour quelques instants, se retremper dans le milieu physique et moral où se développa leur vigoureuse enfance. Les races latines eurent comme le mal du pays d'Inde, de ce pays, berceau de leurs ancêtres que leurs traditions entouraient d'un charme doux, brillant et poétique.

Les Espagnols et les Portugais furent les premiers à rechercher la route oubliée du giron de l'Inde, aïeule de l'Europe. Les Français ne tardèrent pas à les y rejoindre.

C'est avec une joie, une exagération tout enfantines, que ceux qui en reviennent parlent de ce vieux « chez eux » où se sont installés pourtant des étrangers : les Mogols de Tamerlan. Ils mettent un certain orgueil à constater que la maison, quoique ayant changé de maître, est toujours vaste et belle. « Il faut lire dans les naïves relations de l'époque les descriptions enthousiastes de la cour, et des fêtes du Grand Mogol. C'est un amoncellement fantastique de richesses inouïes, un chatoiement perpétuel de diamants et d'émeraudes. Ici brille la Montagne de Lumière, ce fameux diamant de 180 carats qui orne aujourd'hui le diadème de la reine d'Angleterre. Là s'élève le trône du Paon, ainsi nommé de l'oiseau qui le surmontait, en or massif, semé de pierres précieuses, avec un énorme rubis à la poitrine. Puis nous voyons défiler les chameaux qui transportent les trésors du dynaste, les chiens et les panthères dressés à chasser la gazelle, les éléphants de guerre ou de parade, sans parler d'un monde de serviteurs occupés à prévenir les désirs de ce demi-dieu. »


PRODUITS DE L'INDE.

Quant au pays lui-même il est toujours resté la terre nourricière dont les deux fécondes mamelles, le Gange et l'Indus, allaitèrent la jeune humanité. Nulle part moissons plus belles, forêts plus vertes et plus riches, fruits plus succulents, nulle part... si ce n'est peut-être dans le rêve de l'El Dorado... le sol plus riche en or, en pierres précieuses, en trésors de toute nature. La colossale fortune réalisée par les Ango aux Indes n'était-elle pas bien faite pour témoigner de la réalité de tout cela ?

Aussi, que de convoitises se sont allumées dès le XVIe siècle dans l'Occident pour reprendre une part de l'héritage ancestral! La France ne pouvait renoncer à la sienne au profit du Portugal, de la Hollande, de

l'Angleterre, sans répudier toutes ses traditions : elle se décida à la revendiquer dès 1604.

Henri IV comprit l'Inde dans les territoires vers lesquels devait se porter l'activité de nos marchands et accorda à une société de négociants français une charte de privilège analogue à celle que quatre ans plus tôt la reine Elisabeth avait signée en faveur de trafiquants anglais.



BŒUF PORTEUR

Telle fut l'origine de ces deux puissantes Compagnies des Indes qui devaient se disputer pendant plus de deux cents ans la possession d'un empire tellement gigantesque qu'Alexandre lui-même n'avait pu l'absorber tout entier, « lutte dans laquelle chacune d'elles devait symboliser les qualités d'action, les forces expansives, les faiblesses et pour tout dire enfin, le génie colonial de deux grands peuples ».

Après une période de tâtonnements au cours de laquelle quatre compagnies françaises se sont passé le monopole du commerce aux Indes sans avoir obtenu d'appréciables résultats, Colbert soumet à l'agrément de Louis XIV un nouveau programme d'action parallèle de l'État et d'une cinquième Compagnie des Indes Orientales que favorisent les clauses d'un contrat exceptionnel. Cette société, dont firent partie les hommes les plus en vue du royaume, devait avoir pendant cinquante ans le monopole exclusif du commerce dans l'océan Indien : l'État se portait garant d'une partie de son capital, s'engageait à décharger de tous droits, bien mieux même, à primer les marchandises de trafic qu'elle expédierait aux Indes ainsi que celles que ses vaisseaux rapporteraient de l'Inde ; le service de la Compagnie était assimilé à celui du roi qui lui prêtait ses officiers et ses comptables ; il devait rapporter à ceux qui s'y distingueraient honneurs et titres héréditaires.

Mais la première difficulté à laquelle se heurta la Compagnie nouvelle fut le choix de la région indienne où devaient se porter ses efforts. Par

Diu et Goa les Portugais tenaient encore une partie de la côte de Malabar, défendant péniblement leurs comptoirs contre les Hollandais déjà établis à Cochin et à Ceylan; les Anglais, installés déjà sur la côte occidentale, cherchaient à s'étendre sur celle de Coromandel principalement autour de Madras. Aussi, nos premiers comptoirs furent-ils jetés au petit bonheur sur les points les plus divers par Caron, un Hollandais passé au service du roi de France. Sur la côte de Malabar, Surate fut occupé; Caron enlève d'autre part pour notre compte à ses compatriotes la ville de San-Thomé dont ceux-ci avaient naguère dépouillé les Portugais; poussant même jusqu'au fond du golfe de Bengale, il occupe Chandernagor, sur un des bras du Gange, tandis que son lieutenant, le persan Marcara, s'établissait à Masulipatam, après avoir laissé quelques colons sur la côte de Ceylan.



SUR LA CÔTE DE CEYLAN

Au cours de la guerre qu'entreprit Louis XIV contre les Hollandais, ceux-ci voulurent se dédommager dans l'Inde des défaites essuyées en Europe. En 1674, ils parurent devant San-Thomé, où commandait un des meilleurs agents de la Compagnie, François Martin.

Sentant venir l'orage, Martin avait eu la précaution de rappeler les colons de Ceylan, et, à la tête d'une garnison de 60 hommes, il résolut de se défendre jusqu'au bout. Mais après une héroïque résistance, la place étant devenue intenable, il consentit à capituler, sous réserve toutefois qu'il pourrait sortir avec armes et bagages; il jurait de se faire sauter si on lui refusait les honneurs de la guerre. Pleins d'admiration pour la fierté de leur adversaire, les Hollandais acceptèrent ses conditions, ne se doutant guère que Martin n'avait plus pour faire sauter la ville qu'un petit baril de poudre, pesant bien vingt livres.

Or, la quasi-fanfaronnade de Martin cachait une ingénieuse idée. Enlevant de San-Thomé les 6 canons qui composaient toute son artillerie, ce qui lui restait de munitions et toutes les marchandises de la Compagnie, il

remonta la côte et gagna un petit territoire acheté quelques mois auparavant dans la Carnatic à Sheer Khan Lodi, gouverneur du roi de Bedjapour. C'était une bande de terre d'élévation moyenne, resserrée entre la mer et la rivière de Gingi ; un village y était accroupi dans la verdure ; les Indiens l'appelaient Poolchéry. Cette bourgade devait bientôt changer de nom et de valeur, s'appeler Pondichéry, et, quinze ans plus tard, devenir la capitale de l'Inde. En 1689, en effet, cette ville était la plus importante de nos possessions indiennes : et, pour s'acquitter de dettes contractées envers la Compagnie, Sheer Khan Lodi en augmentait considérablement la valeur en cédant à Martin tout le district qui environnait la place et en l'autorisant à la fortifier à sa guise.

Malheureusement les directeurs de Martin ne surent pas répondre par des sacrifices opportuns à la vaillante activité de leur agent. Ces puissants privilégiés méconnurent nos intérêts politiques comme les méconnurent leurs collègues des Compagnies de la Nouvelle-France et de la France Équinoxiale. Inquiets seulement des dividendes de leurs actions, ils montrèrent moins d'esprit d'entreprise, moins d'envergure dans les idées que le mercier Ango et négligèrent la France pour ne penser qu'à leur cassonade.

Martin, vrai précurseur de Dupleix, voulait étendre notre domaine territorial dans l'intérieur du pays, y préparer des établissements agricoles et commerciaux pour les colons à venir, s'attacher par de solides traités d'alliance les rajahs qu'inquiétaient les préoccupations mercantiles trop égoïstes des Hollandais et Anglais. Ses directeurs le laissèrent bien engager le crédit moral de la Compagnie, mais ils le désavouèrent quand il fallut payer, lui ménageant parcimonieusement jusqu'aux moyens de subsister.

Aussi quand la coalition européenne arma de nouveau contre nous la Hollande, l'établissement de Pondichéry, malgré sa prospérité commerciale, était-il d'une extrême faiblesse militaire. A la fin d'août 1689, une formidable escadre hollandaise comptant 19 vaisseaux de ligne et 16 gros transports, forte de près de 4 000 hommes et de 300 canons, apparut devant Pondichéry, bien disposée à anéantir la jeune colonie française. Martin pouvait mettre en ligne 6 canons, 35 soldats ou marins européens et un contingent de 400 soldats hindous que lui avait prêtés le roi de Bedjapour. Lui-même fit partir le premier coup de canon dont le boulet coupa le grand mât du navire amiral hollandais. Pendant douze jours il résista au feu continu des 300 pièces ennemies. C'est seulement quand

la poudre lui manqua, quand les glacis du fort se furent écroulés dans les fossés, quand il n'eut plus autour de lui un seul compagnon qui ne fût blessé, qu'il accepta de traiter de la capitulation. Émerveillés de son héroïsme, les Hollandais se refusèrent à lui enlever son épée, à le faire même prisonnier ; ils exigèrent seulement que la place leur fût remise et que son défenseur s'engageât à repartir pour l'Europe avec sa vaillante petite garnison.

« La première tentative de la France pour s'établir d'une manière permanente sur la côte de Coromandel venait d'échouer par la faute de la Compagnie : mais n'est-il pas étonnant qu'une poignée d'hommes ait pu si rapidement créer une ville, s'y maintenir et se concilier l'affection des indigènes ? Le caractère de Martin expliquera sans doute ce phénomène. C'était un vrai patriote, sans arrière-pensée d'envie et qui n'avait d'ambition que pour son œuvre. Tels sont les hommes qui fondent les empires. »

Louis XIV du moins sut reconnaître l'intrépidité de ce soldat. Il lui conféra l'ordre de Saint-Lazare et lui promit solennellement de réparer son indifférence envers un pays qui pouvait tant servir à sa gloire.

Mais la plus belle récompense que reçut Martin fut d'être chargé, au lendemain de la paix de Ryswick, de reprendre possession de Pondichéry qui nous faisait retour. Il emmena avec lui 200 soldats, une centaine de colons, des approvisionnements considérables en armes et en outils. En un an notre capitale de l'Inde était rebâtie et de nombreux indigènes, attirés par le grand nom de Martin, venaient s'établir près des Français. Mettant à profit les sympathies qu'il avait su se créer parmi les princes hindous en adoptant les mœurs indigènes, en usant à leur égard de mille prévenances, en tenant loyalement les engagements contractés envers eux, en servant d'arbitre désintéressé dans leurs querelles, en recevant, non en trafiquants ou en protégés, mais en rois, ceux que la curiosité, l'intérêt et l'affection amenaient à visiter Pondichéry, il entoura le nom de Français d'un prestige tellement grand que, sans rien enlever à la gloire de Dupleix, on peut dire que Martin fut le vrai créateur de notre Empire indien. Quand il mourut, Pondichéry comptait 40000 habitants et était devenue une place de première grandeur non seulement par la force de ses remparts, le nombre de ses canons, la richesse de ses approvisionnements militaires, mais surtout par la puissance de son rayonnement moral et économique.

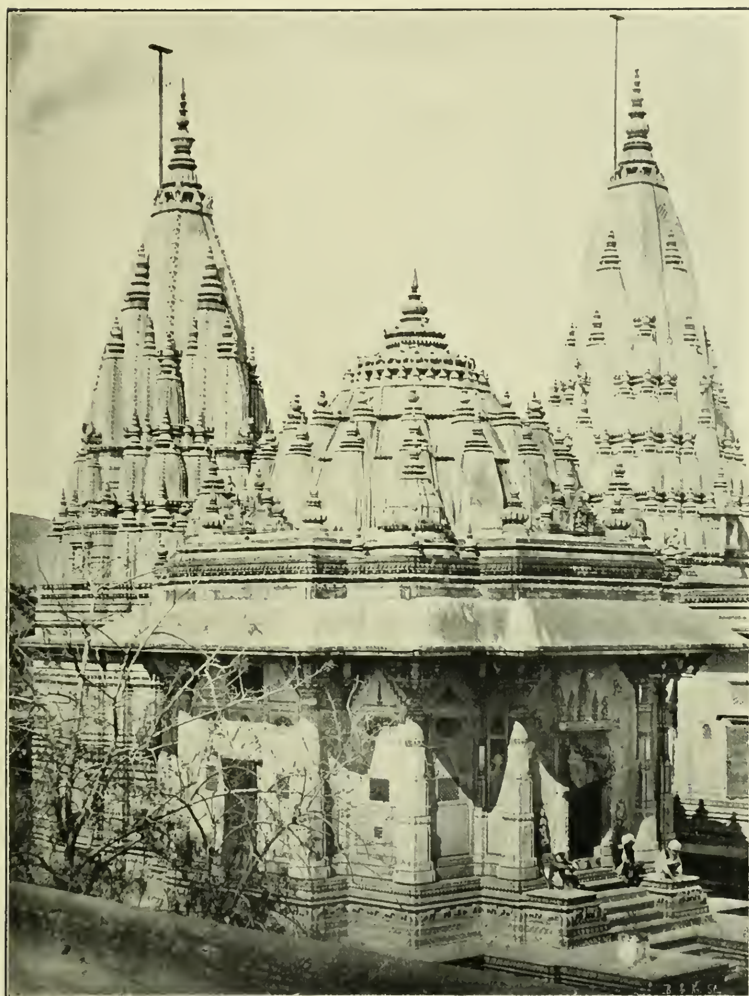
Sous la Régence, la Compagnie des Indes est entraînée dans la spécu-

lation de Law. Tandis que ses actionnaires se livrent au jeu effréné de la grande loterie coloniale, ses agents travaillent de leur mieux pour conjurer les effets des événements qui se passent à Paris. Si la Compagnie ne sombra pas tout à fait, elle le dut à l'activité dont fit preuve le nouveau gouverneur de Pondichéry.

Dumas, entré tout jeune au service de la Compagnie, était arrivé à force d'énergie, de travail et de patience à s'imposer comme gouverneur général. Son caractère autoritaire, son aspect un peu dur lui éloignèrent au début quelques-unes des sympathies que Martin s'était acquises parmi des rajahs ; mais il sut vite reconquérir toute l'influence dont avait joui son prédécesseur par la rapidité et la clairvoyance avec laquelle il prit position dans l'affaire des Mahrattes.

Ces Mahrattes, qui furent à l'Inde ce que les Iroquois furent au Canada et les Caraïbes aux Antilles, étaient des peuplades barbares et fanatiques que l'Islam poussait contre les royaumes indiens réfractaires à sa croyance et à ses mœurs. Aureng-Zeb, le puissant empereur mogol, qui avait soumis toute la péninsule à ses lois, prévoyant, comme jadis Charlemagne à la vue des premiers pirates Northmans, que ces hordes sanguinaires jetteraient après sa mort le trouble dans son empire, avait tenté d'arrêter leur redoutable propagande en attirant dans un piège leur chef Sanbadji et en le faisant périr dans les plus atroces supplices. Mais cet acte de cruauté, loin d'épouvanter les Mahrattes, n'avait fait qu'augmenter leur ressentiment et leur prosélytisme : tant qu'Aureng-Zeb vécut, ils travaillèrent dans l'ombre. Quand, le 21 février 1707, mourut cet extraordinaire « dompteur de rois », les barbares profitèrent de la faiblesse de ses héritiers pour asservir les riches provinces de l'Inde. Descendant de leurs montagnes, ils couvrirent pendant trente ans le pays de ruines et de cadavres. En 1739, ils étaient parvenus dans le Dekkan, après avoir tué le vice-roi de Carnatic, Dost-Ali, et avaient contraint les princes de sa famille à se réfugier dans leurs forteresses. Ces derniers demandèrent à Dumas le secours des armes françaises et le prièrent de vouloir bien tout au moins donner asile dans Pondichéry à leurs femmes, à leurs enfants et à leurs trésors.

Repousser cette demande c'était s'aliéner la confiance des indigènes et faire douter de la toute-puissance de nos armes... l'agréer c'était appeler sur Pondichéry la vengeance des Mahrattes. Dumas n'hésita pas un seul instant ; en chevalier français, il alla lui-même au-devant des prin-



TOMBEAU DES ROIS DE GAWLIOR

cesses de Carnatic et leur promit de les protéger « tant qu'il resterait de sa citadelle deux pierres l'une sur l'autre ».

Ce que Dumas avait prévu arriva. Quelques semaines après l'arrivée des gens de Carnatic, Ragoghi, le plus féroce des chefs de bandes Mahrattes, marcha sur Pondichéry, poussant devant lui une multitude d'indigènes qui venaient chercher asile sous le drapeau français. La situation était critique : elle fut dénouée d'une façon héroï-comique.

Avant d'ouvrir le feu sur le camp des barbares dont les innombrables chariots couvraient toute la plaine située au delà du Gingi, Dumas, qui se souvenait des succès remportés par Martin dans ses rôles de médiateur, voulut essayer de détourner l'orage à l'aide de la diplomatie. Il envoya donc un sous-officier français à Ragoghi, et, pour réserver bon accueil à son messager, il le chargea d'offrir à ce rustre une caisse d'excellente eau-de-vie. Quitte à repousser plus tard les offres de conciliation de Dumas, notre sauvage voulut tout d'abord goûter à ses présents. Dégusta-t-il l'alcool avec moins de componction qu'un chef de chaix de Cognac?... la chose est probable ; car, peu fixé sur la saveur du liquide, il en versa une forte rasade à son almée favorite pour avoir son avis. La belle fille, soit par gourmandise, soit par conscience de la haute mission qui lui incombait, répéta si souvent l'examen des gobelets que lui tendait le sous-officier (lequel en bon breton qu'il était, ne manquait pas de trinquer chaque fois avec elle), qu'une douce joie s'empara de son âme ; elle se mit à chanter, à danser et finalement embrassa le soldat français.

Ragoghi ne pouvait mieux faire que de ratifier une démonstration aussi cordiale ; il offrit à Dumas de se retirer du Dekkan... si celui-ci lui promettait de ne plus jamais laisser sa sultane manquer de sa boisson favorite. Le salut de Pondichéry et des précieuses existences qui y étaient enfermées valait bien une pipe d'alcool ; l'almée reçut une ample provision d'eau-de-vie et son seigneur et maître quitta le pays sans y exercer de ravages ; il s'engageait même vis-à-vis de Dumas à venir à son aide si besoin s'en faisant sentir un jour.

A la suite de cette victoire de la diplomatie et de cette défaite de la morale, le grand Mogol conféra à Dumas le titre de nabab, le commandement de 4 500 hommes et le droit de battre monnaie pour 5 millions par an. Nos possessions indiennes se trouvaient de ce fait constituées en puissance territoriale et souveraine.

Quand Dumas, épuisé par son dur labeur de vingt années, rentra en

France, en 1741, il laissait à son successeur Dupleix, les importants territoires de Pondichéry, de Chandernagor et de Karikal, les comptoirs d'Ayanoum, du Rajmindon, de Balassor et du Rattek, de plus des établissements en pleine prospérité à Dakka, Patna, Cassimbazar, Calicut, Mahé et Surate.



BAYADÈRE

L'homme à qui la Compagnie des Indes confiait la difficile mission de continuer l'œuvre de Dumas et Martin, devait surpasser encore ses devanciers par l'étonnante souplesse de son génie, par l'indomptable énergie de son caractère. Il demeure comme la personnification historique de l'Inde française.

« On sait aujourd'hui que François-Joseph Dupleix, dit un de nos plus éminents écrivains coloniaux, M. Gaffarel, naquit le 1er janvier 1697 à Landrecies, dans le Hainaut. Son père était fermier général et, traitant comme la plupart de ses collègues, s'occupait de spéculations commerciales. La fortune qu'il avait amassée ne diminuait ni son avarice ni sa maussaderie de caractère qui, dans la vie de famille, dégénérait en véritable tyrannie. Dupleix au contraire se montre de bonne heure généreux et prodigue, de plus fort peu disposé à supporter le despotisme paternel. De là entre le père et le fils de sérieux désaccords. Le vieux financier lui donna pourtant une excellente instruction, mais il recommanda à ses maîtres de lui présenter chaque chose au point de vue strictement matériel et commercial. Le jeune François-Joseph s'intéressa vivement aux sciences, surtout aux mathématiques et à l'art des constructions. En même temps, par un singulier contraste, tant cette mobile nature avait de ressort, il aimait passionnément la musique. Plus tard, même aux heures d'angoisse, il consacre toujours quelques instants à sa chère musique. Ces goûts artistiques révoltaient le vieux Dupleix, qui espéra les anéantir en envoyant de bonne heure son fils en Amérique et en Hindoustan ; mais il ne rapporta de ses voyages qu'un redoublement d'amour pour

les beautés de la nature et une ample moisson de notions nouvelles. Le beau et l'utile, le sentiment et l'intérêt, ce qu'il devait à lui-même et ce qu'il devait à son éducation, se confondaient ainsi en lui dans un harmonieux équilibre; à la fois artiste et négociant, rêveur et calculateur, Dupleix ressemblait à ces Athéniens d'autrefois, qui trouvaient le temps, sans négliger leurs affaires, d'admirer les chefs-d'œuvre de l'art et de la poésie. Ainsi s'expliquent les ardentes sympathies que valurent à notre éminent compatriote ces qualités diverses, si rarement réunies chez la même personne.

« Le fermier général de Landrecies était un des directeurs de la Compagnie des Indes. Fidele à son système de rigueur paternelle, il voulut se séparer définitivement de son fils, et, en 1720, le fit nommer membre du Conseil supérieur et commissaire des guerres à Pondichéry. Les titres étaient ronflants, mais les fonctions aussi modestes que peu rétribuées ; le jeune fonctionnaire ne pouvait pas compter, pour améliorer cette position précaire, sur la générosité paternelle. On conserve une lettre dans laquelle le vieux financier, écrivant à un ami de s'occuper du trousseau du nouvel employé de la Compagnie, détermine soigneusement chaque article et recommande de ne pas acheter trop de linge fin « pareille prodigalité « étant tout à fait hors de raison à la mer ». Tels furent les débuts d'un administrateur qui allait bientôt avoir à sa disposition plusieurs millions de revenus et régner en maître absolu sur 35 millions de sujets. »



UN FAKIR

Dupleix, débarqué à Pondichéry en 1721, concentra toute sa puissance d'observation sur ce qui se passait autour de lui, explorant le pays, se rendant compte de ses productions et de ses besoins, se créant par son affabilité des relations précieuses dans les grandes familles indiennes, trop dédaignées par ses supérieurs. Puis quand il se fut bien assimilé ce qu'il avait vu et entendu, quand il se fut rendu compte que la Compagnie agis-

sait tout au rebours de ses intérêts primordiaux, il envoya à son père un long rapport dans lequel il lui consignait avec une étonnante précision ses observations et ses projets. Le fermier général sentit à cette lecture vibrer en lui les cordes du financier, et épris des idées de son fils il lui ouvrit un crédit très important pour tenter, de compte à demi avec lui, quelques sérieuses opérations de commerce. Si la Compagnie, d'après Dupleix, n'avait guère fait que végéter jusqu'à ce jour, c'est qu'elle s'obstinait à limiter ses opérations au simple achat de produits indiens, payés comptant dans l'Inde, et à leur revente en France avec un bénéfice fort réduit par les frais généraux et les risques du transport; ce qu'il fallait à son sens c'était développer les relations avec l'intérieur et favoriser dans l'Inde même le commerce des produits aussi bien indiens que français à l'aide de capitaux français. Les affaires qu'il engagea d'après ce principe réussirent à merveille et en peu de temps quintuplèrent sa mise de fonds.

Les opérations faites par Dupleix pour son compte personnel (d'ailleurs avec l'assentiment de ses chefs) et surtout son succès ne trouvèrent pas grâce devant la Compagnie dont il mettait ainsi la routine en déroute : elle le révoqua. Il s'en vengea en continuant à appliquer son système et en augmentant sa fortune d'étonnante manière.

Obligés de se rendre enfin à l'évidence, les directeurs de la société lui redemandèrent son concours : mais avec une prudence quelque peu dérisoire, ils ne lui confièrent que la gestion du seul comptoir de Chandernagor qui s'apprêtait justement à fermer ses magasins quand Dupleix y arriva. Au cours des dix années qu'il passa dans ce poste (qui au début ne comptait pas plus d'une douzaine de maisons européennes) plusieurs milliers de maisons furent bâties et soixante-quatorze navires furent construits pour le compte de négociants de Chandernagor. Ces vaisseaux portaient les marchandises du Bengale à Surate sur la côte Ouest, à Yeddo dans le Japon, à Djedda et à Moka sur la mer Rouge; ils ranimèrent le commerce jadis actif de Bassorah; ils pénétrèrent même dans les ports encore fermés de la Chine. Dupleix réussit d'autre part à nouer de précieuses relations avec divers royaumes de l'intérieur, même avec le Tibet.

Tels furent les titres qui le recommandèrent, en 1741, au choix de la Compagnie pour remplacer Dumas.

A peine est-il maître de son action qu'il en dessine énergiquement les lignes fondamentales : à l'ancienne méthode purement commerciale il

substitue une nouvelle méthode assise sur de fortes relations politiques avec les princes indiens.

Les éléments du problème politique sont peu nombreux : au point de vue indigène ils se réduisent à deux, la question mahratte et celle des alliances avec les grands chefs : au point de vue européen, trois pièces sont alignées sur l'échiquier dans le camp adverse ; la puissance portugaise, la puissance hollandaise et la puissance anglaise.

Portugais et Hollandais ne sont plus que deux pions négligeables ; l'Angleterre seule est une tour. Dupleix la prendra, avec l'aide des princes indiens dont il paiera le concours en les protégeant contre les Mahrattes. Le coup était d'une belle hardiesse. Dupleix le tenta ; il le réussit.

Il enleva l'affection des Indiens en se faisant à moitié Indien lui-même. Il épousa la Begum (la princesse) Jeanne. C'était la fille d'un français et d'une portugaise depuis longtemps établis dans le pays. Elle joignait à l'énergie d'âme portugaise la délicate finesse d'esprit et de cœur de la française, enveloppant ces deux qualités essentielles dans la grâce d'une beauté incomparable, de cette beauté qu'assouplissent et qu'affinent davantage l'éclat ambiant du ciel indien, le décor voluptueux de la nature et de la civilisation de la terre des rajahs.

Possédant le charme, il voulut aussi posséder la force. Il lui fallait une puissante base matérielle d'action qui lui servît aussi bien de point d'appui pour aller de l'avant que de lieu de retraite en cas d'échec passager. Pondichéry étouffait dans ses murailles trop étroites, suffisantes sans doute pour défendre un comptoir de marchands mais trop humbles et trop fragiles pour protéger le cœur du futur empire rêvé. La place fut entourée de solides fortifications avec forts avancés, largement pourvue de canons, de munitions et de vivres, aussi capable de soutenir victorieusement les assauts d'une armée venant par terre que de braver les menaces de bombarbement d'une flotte.

Puis Dupleix prit contact avec les plus puissants chefs du pays, s'habillant à la mode indienne, s'entourant d'un luxe tout oriental, s'étudiant à paraître plus nabab indien que gouverneur français, se pliant avec courtoisie à son rôle de vassal du Grand Mogol, rôle peu compromettant, car le Grand Mogol n'était plus Aureng-Zeb... c'était plutôt un Petit Mogol quelconque, par conséquent peu dangereux. C'est ce titre de nabab, c'est cette situation de vassal « de la veille dynastie qui avait fait de l'Inde sa chose, sa civilisation, son monde » qui servirent à merveille Dupleix près des

indigènes. Pleins d'admiration pour son respect des choses indiennes, les Indous virent en lui un homme de leur race, dont les intérêts étaient communs avec les leurs : et quand il fit appel à leur amitié contre l'Angleterre, ils accoururent aussi instinctivement que si c'eût été un de leurs rois qui eût lancé cet appel.

Mais, de même que dans la théogonie des Indiens, l'esprit du mal vit et travaille à côté de l'esprit du bien, le secondant parfois mais pour le trahir toujours, La Bourdonnais fut dans l'édification de notre empire d'Orient, le Sivas destructeur du Vishnou créateur que fut Dupleix.

Singulière destinée que celle de cet homme qui par ses origines, sa première éducation et les brillants débuts d'une carrière irréprochable, semblait tout indiqué pour jouer dans notre histoire coloniale un des plus glorieux rôles, et qui soudain, rongé d'une jalousie incompréhensible incapable de suivre un dessein qu'il n'a point conçu lui-même, envieux de quiconque peut agir aussi hardiment et penser aussi haut que lui, oublie tout... passé, patrie, honneur, et tombe assez bas pour accepter de l'ennemi héréditaire le salaire des services qu'il lui a rendus.

Né à Saint-Malo, la ville des intrépides corsaires, en 1697, d'une famille de marins réputés par leur bravoure, Mahé de La Bourdonnais embarquait dès l'âge de dix ans pour les mers de l'Inde. Il se mettait, en 1622, au service de la Compagnie des Indes alors que celle-ci faisait ses premières tentatives d'établissement dans la péninsule, et presque aussitôt se signalait par la prise de Maïdi à laquelle il donnait, non sans quelque fatuité, son nom de Mahé. Quelques années après, il est nommé gouverneur des îles de France et de Bourbon. Nous avons vu les grands talents d'organisateur dont il fit preuve. C'est à ce moment qu'il entre en correspondance avec Dupleix; du premier coup il a compris la beauté de l'œuvre entreprise par son émule et il se prend de la même passion que lui pour l'édification d'un empîre francais des Indes.

Quand les premiers dangers menacent notre expansion, quand Dupleix, attendant vainement les secours qu'il a supplié la Compagnie de lui envoyer d'urgence, confie ses craintes à La Bourdonnais, celui-ci n'hésite pas : « Non, dit M. T. Hamont, il ne verra pas le naufrage de l'Inde. Il improvisera plutôt la flotte que la France n'envoie pas ; et il s'impose la tâche d'armer une escadre avec les maigres ressources de l'Ile de France, sans ateliers, sans matériel. Il retint les navires qui arrivaient d'Europe à moitié désemparés, et pour leur fournir des mâts et des vergues, il mit les forêts

en exploitation. Il se fit ingénieur, voilier, instructeur, artilleur, charpentier, et de ses propres mains fabriqua les modèles de tous les objets nécessaires. Les vivres lui manquaient ; il fit des miracles et se les procura. » Il avait réussi à équiper ainsi cinq navires quand on lui annonça pour le mois d'octobre 1745, l'arrivée de cinq autres bâtiments partis de Lorient. Pour les ravitailler il tire des vivres de Madagascar. Après avoir triomphé d'embarras sans nombre, il prit enfin la mer avec une flotte de 3 342 hommes, mais dont l'artillerie était d'un calibre bien faible pour lutter avec les pièces des entreponts anglais.



TYPES D'OUVRIERS INDOUS

L'expédition a à peine quitté l'Ile de France qu'un cyclone la disperse, La Bourdonnais vient réparer ses avaries à Madagascar. Puis elle rencontre la flotte anglaise, très supérieure en nombre et en artillerie. Monté sur l'*Achille*, le commandant voit plier sa ligne de bataille ; alors, comme un furieux, il jette son navire au milieu de l'escadre anglaise. L'amiral ennemi, en voyant sur le soir surgir l'*Achille* tout près de son bord, au milieu de nuages de fumée, croit que la flotte française tout entière a défoncé ses lignes ; il donne le signal de la retraite. Le lendemain matin, l'escadre anglaise disparaissait à l'horizon devant nos vaisseaux la plupart désemparés. Quand La Bourdonnais arrive le 8 juillet à Pondichéry, Dupleix se jette dans ses bras et l'accueille en libérateur.

Or, Dupleix n'oublie pas qu'une victoire n'est profitable qu'autant qu'elle est poussée à fond ; il rappelle à son glorieux émule le plan qu'ils ont arrêté ensemble depuis si longtemps... marcher sur Madras et frapper l'Angleterre au cœur de ses possessions indiennes. Mais La Bourdonnais n'a pas eu l'initiative de cette idée ; il voit dans l'invitation amicale de son supérieur, qui a la courtoisie de ne pas lui donner un ordre, une sorte de déchéance pour lui-même ; il hésite, il ergote, il s'aigrit. Dupleix fait tout pour

le prendre par la douceur : peine inutile ; le levain d'envie fermente plus rapidement et fait son œuvre dans l'âme autoritaire et violente du breton. Cependant le temps presse ; Dupleix se rend compte qu'un plus long retard compromet non seulement le succès, mais l'existence même de la colonie : il donne l'ordre formel à La Bourdonnais d'aller mettre le siège devant Madras. Celui-ci a un instant de brutale révolte ; mais il se reprend et part à la tête de sa flotte.

En mer, loin de son supérieur hiérarchique son esprit d'insubordination reparaît : au lieu de forcer de voiles vers Madras, il perd son temps à chercher la flotte ennemie qui se dérobe ; il est obligé de rentrer piteusement à Pondichéry.

Le gouverneur le somme de repartir sur-le-champ ; sinon il donnera à un autre le commandement de la flotte. La Bourdonnais alors joue au Patrocle et rentre dans sa tente. M. de la Porte Barrée est envoyé devant Madras que défendaient 6 000 hommes et 400 pièces de canons. Il n'a pas l'audace d'attaquer ; à la première volée des forts avancés, il vire de bord et rentre à son port d'attache. La Bourdonnais alors n'hésite plus ; l'échec de son lieutenant fait plus pour réveiller son ardeur que les ordres et les objurgations de Dupleix ; il met à la voile, mouille fièrement à une petite portée de canon de Madras et somme la garnison de se rendre à discrétion, sous menace de bombardement immédiat. Le commandant anglais perd la tête et capitule.

Que se passa-t-il à ce moment dans l'âme de ce terrible envieux que fut La Bourdonnais ? il est malaisé de le définir ; quoi qu'il en soit, l'histoire, qui a longtemps voulu douter qu'un pareil homme fût coupable de forfaiture, est obligée d'enregistrer la trahison dont il ne mesura peut-être pas lui-même la portée, mais qui flétrit sa mémoire d'une façon d'autant plus indélébile que les archives anglaises nous disent exactement combien elle fut payée

Dupleix lui avait donné l'ordre de prendre Madras, et de ne consentir à aucun prix à sa rétrocession ultérieure à l'Angleterre. Madras entre nos mains, nous devenions en effet maîtres indiscutés de l'Inde. Or La Bourdonnais, malgré ces instructions formelles, stipula, non dans l'acte de capitulation, mais dans un acte ultérieur, que moyennant une rançon de 9 millions la ville pourrait faire retour aux Anglais... Et comme prix de cette coupable complaisance le conseil de Madras souscrivit au paiement d'un autre million que reçut personnellement La Bourdonnais !

Pendant un mois, le malheureux se débattit contre les ordres de Dupleix qui lui ordonnait de se maintenir quand même à Madras : enfin, un terrible ouragan vint décimer sa flotte. Il prit prétexte de ce désastre maritime pour abandonner la ville et rentra à Pondichéry. Il ne fit qu'y toucher et se hâta de regagner l'Ile de France. Puis, sous un déguisement, il essaie de regagner la France où il a reçu l'ordre de venir se justifier ; un croiseur anglais l'enlève ; il arrive à Londres, où il est fêté d'une indécente manière et aussitôt rendu à la liberté. Il n'arrive à Paris que pour entrer à la Bastille... il n'en sort que pour discuter misérablement sa conduite et mourir de honte et de remords au lendemain d'un acquittement suspect.

« Ce fut, dit M. Caffarel, un grand malheur pour la France, que cette rivalité de Dupleix et de La Bourdonnais. Si ces deux hommes, si bien faits pour se compléter l'un l'autre, avaient combiné leur action au lieu de compromettre leur succès par de mesquines questions d'amour-propre, l'Hindoustan tout entier nous appartiendrait peut-être à l'heure actuelle. Dupleix, de fait et de droit chef de l'amiral, eût été la tête, et La Bourdonnais le bras ; mais ce dernier ne sut pas ou ne voulut pas sacrifier son égoïsme à l'intérêt général et les Anglais restèrent maîtres du sol de l'Inde. »

Dupleix s'efforce de racheter la faute de La Bourdonnais par son admirable énergie et la rapidité de ses coups. En toute hâte il quitte Pondichéry et va s'installer à Madras que les Anglais, réfugiés dans le fortin de Saint-David, n'ont pas eu le temps de venir réoccuper. Ceux-ci ont préféré comploter avec les princes Indous qui, indécis, n'apprécient pas encore toute la force des Européens et cherchent à les détruire les uns par les autres. C'est ainsi que les efforts de lord Clive ont abouti à une alliance avec le nabab d'Arcate, Anaverdikan.

Le nabab équipe 12 000 cavaliers et 20 000 fantassins auxquels se joignent quelques centaines d'Anglais et marche sur Madras ; Dupleix avait sous la main 800 hommes environ. Par son ordre, d'Esprémenil sort de la ville avec 500 hommes et 2 pièces de canon : il rencontre l'armée indienne commandée par Maphiskan à deux jours de marche de San Thomé. Rapidement, la colonne française se forme en bataillon carré ; la cavalerie indienne se précipite sur la poignée de héros et est accueillie par un feu nourri qui l'arrête. Elle revient à la charge ; les deux canons chargés à mitraille se démasquent et jettent le ravage dans ses rangs. Les cavaliers tournent bride, éperdus, et ne s'arrêtent que sur les bords de la petite rivière qui coule près de San Thomé. Maphiskan s'occupe à les y rallier,

quand il est surpris par une petite troupe de 250 hommes, commandée par l'ingénieur Paradis qui arrive de Pondichéry pour donner la main aux troupes venues de Madras. Paradis, voyant sur l'autre bord de la rivière l'immense armée indienne, comprend qu'il est perdu s'il n'est victorieux, et, dans un élan de folie superbe, il donne l'ordre à ses 250 hommes de se jeter à l'eau et de charger. L'ennemi cède aux premiers crépitements de la fusillade et va se réfugier en désordre dans la ville de San Thomé. Paradis y entre à sa suite et l'y écrase complètement.

Le colonel anglais Malleson a dit de la bataille de San Thomé : « Elle produisit un si grand changement dans le pays qu'elle mérite qu'on s'en souvienne ; mais en nous la rappelant, nous ne devons pas oublier, nous autres anglais, de noter que tout le mérite en appartient uniquement et entièrement à cette grande nation à laquelle nous disputâmes plus tard la suprématie dans l'Hindoustan et qui ne remporta pas la dernière victoire. »

La journée de San Thomé est suivie d'un grand mouvement d'opinion chez les princes indigènes. Ceux-ci ne voient plus dans les Français que des hommes invincibles, et, fait singulier, d'un même coup ils apprécient les bienfaits dont la France peut doter le pays. Dupleix n'aura plus qu'à choisir les alliés qu'il voudra.

Pour achever la conquête de l'Inde qui était à nos pieds, que fallait-il à Dupleix ?... quelques secours de la Compagnie. Or, malgré les supplications du gouverneur qui est obligé de tout payer de ses propres deniers, malgré ses succès même, pas un vaisseau, pas un homme, pas un baril de poudre n'arrive de France. Et le roi de France, pour la gloire de qui travaille Dupleix, ne songe pas plus à lui que les mercantis de la Compagnie des Indes.

La Compagnie anglaise, il est vrai, ne faisait guère davantage pour ses établissements. Mais, derrière elle, agissait le gouvernement anglais ; celui-ci comprit son devoir ; il mérita l'Inde par sa prévoyance et son patriotisme. « En Angleterre (il ne faut pas se lasser de répéter de telles choses), Dupleix serait enseveli à Westminster et aurait partout des statues ; en France, c'est à peine si l'on commence à connaître le nom du grand homme qui succomba pauvre et méprisé, sinon condamné, pour avoir voulu donner un empire à son pays. »

Abandonné à ses propres ressources, Dupleix, à partir de ce moment, ne va pas cependant renoncer à la lutte si glorieusement commencée. Mais son incroyable activité, l'admirable dévouement de la Begum Jeanne vont

s'user à suppléer aux moyens d'action qu'on leur refuse. Leur foi inébranlable, leur patriotisme inlassable vont les soutenir dans leurs efforts désespérés; et si, dans la crise qui commence, ils doivent finir par succomber, ils vont sortir de ce combat pour la plus grande France, plus grands eux-mêmes que leurs heureux vainqueurs.

3e PÉRIODE

CHAPITRE XIII

Le déclin et ses causes.

Les responsabilités de la chute de notre empire colonial. — La politique de Louis XIV, de Louis XV et de Louis XVI. — La Révolution française et les colonies. — Le blocus continental. — Impuissance de la Restauration. — Les symptômes d'un prochain réveil.

Le traité d'Utrecht avait, dès 1713, imprimé un dangereux ébranlement à notre empire colonial : nos possessions canadiennes s'en étaient trouvées non seulement diminuées, mais affaiblies. L'Acadie, Terre-Neuve, les territoires d'Hudson ne constituaient pas seulement un domaine de rapport; c'étaient comme trois bastions naturels qui défendaient le reste du pays. Leur perte laissait le Canada ouvert de trois côtés aux tentatives de l'ennemi.

Cependant nos rapides conquêtes dans l'Inde avaient apporté une sorte de dédommagement à ce rude échec, jeté un nouvel éclat, plus brillant que réel, sur notre action extérieure et reculé l'heure du grand déclin jusqu'au début de la guerre de Sept ans qui en précipite brutalement la chute.

La ruine de notre empire colonial fut trop rapide, trop foudroyante, pour que les causes n'en puissent être attribuées qu'aux fautes et aux hommes du temps.

On a souvent voulu rendre Louis XV seul responsable de cet effondrement. Prise d'une façon trop absolue cette thèse est injuste. Quand Bougainville vint en 1759 réclamer à Versailles des secours pour le Canada, le ministre de la marine lui aurait, dit-on, répondu : « Eh ! monsieur, quand le feu est à la maison, on ne s'occupe guère des écuries ! » En réalité tout brûla parce qu'on voulut éteindre le feu partout à la fois, ou plutôt parce que l'eau manqua partout en même temps.

Si l'on ne devait juger Louis XV que d'après les actes de son administration personnelle, il y aurait lieu d'accorder une très large indulgence à sa mémoire pour ce qu'il fit dans l'intérêt des colonies : les faits et les chiffres prouvent qu'à diverses reprises le roi et quelques-uns de ses conseillers, firent plus d'efforts pour réformer le système caduc de Colbert, pour arracher les colonies à l'avidité féroce des compagnies qu'avait créées ce ministre, pour assurer à nos possessions d'outre-mer un régime plus libéral et plus conforme à leurs vrais intérêts, que pour détruire les vieux abus dont mouraient les deux tiers des provinces de France.

Au début du règne, le Régent et Law, s'inspirant de ce qu'ils croyaient la pensée de Colbert, essayèrent de fortifier le régime des compagnies, en groupant ces sociétés peu prospères en une seule qui devint la Compagnie des Indes ; l'importance de ses capitaux, l'étendue des domaines concédés, la variété de leur exploitation devaient être pour elle des gages sérieux de succès. Mais la spéculation s'empara tôt de cette « chose commerciale » qu'est devenue la Compagnie des Indes ; elle en épuisa la sève et manqua de la dévorer jusqu'aux moelles. La société était trop affaiblie dans ses ressources et son énergie pour que l'édit de 1725, qui la confirma dans ses privilèges, pût lui assurer désormais longue vie. Si Dupleix en fait une sérieuse puissance politique, elle végètera financièrement pendant quarante ans, équilibrant à peine ses dépenses par ses recettes, ne donnant pas un sou de dividende sur ses entreprises de commerce par la faute des agioteurs qui ont mangé en herbe la moisson semée par Dupleix.

Rompant énergiquement, au lendemain des premiers désastres, avec les vieux errements de la politique de Colbert, Louis XV cherchera un moyen de sauver ce qui lui reste de son domaine extérieur : c'est alors qu'il proclamera enfin cette liberté du commerce que depuis si longtemps réclamaient nos colonies pour se développer et se fortifier à leur aise. Cette mesure excellente était toute une révolution ; malheureusement elle fut prise trop tard.

Des économies considérables sont en outre réalisées, en 1772, dans l'administration coloniale, principalement sur le personnel effroyablement coûteux auparavant : des chambres d'agriculture, de commerce sont créées à Saint-Domingue, à la Martinique, à la Guadeloupe.

On a reproché au roi les scandales de la compagnie du Mississipi, l'appui qu'il donna à la lamentable entreprise du chevalier Turgot en Guyane. Si son contrôle fut insuffisant, ses intentions furent bonnes ; rien ne le prouve mieux que ces instructions qu'il donna à ce dernier aventurier, à la veille de son départ, en 1766 : « Faire le recensement de la population ancienne et nouvelle en Guyane, tenir régulièrement les registres de l'état civil, dresser la carte du pays et y inscrire régulièrement les concessions, ne rien négliger pour gagner à la nation française le cœur des indigènes, leur rendre exacte justice, faire respecter les femmes, ne réduire aucun indigène en esclavage, n'en acheter aucun que pour lui sauver la vie ou le rendre à la liberté. »

Le Canada, la Louisiane et les Antilles sont demeurées sous l'administration directe de la royauté. Si l'on compare dans ces colonies les résultats obtenus par Louis XV à ceux qu'y obtint Louis XIV, on voit que le libéralisme du premier a produit plus d'effets que l'autoritarisme du second. A la mort de Colbert, le Canada compte 12.000 colons ; il n'en compte que 25.000 à la mort de Louis XIV : en 1759, ils sont 54.000. Aux Antilles sont établis, en 1701, 25.000 blancs ; ils sont 61.000 en 1765 ; et la population noire est passée de 44.000 à 296.000 individus.

Quand l'Inde et le Canada ne sont plus que des souvenirs pour nous, MM. de Villeneuve, Choiseul et Vergennes, plus clairvoyants et plus honnêtes que ces étranges partisans de l'alliance anglaise que furent Dubois et Fleury, brûleront du désir de ruiner l'empire colonial que l'Angleterre s'est constitué à nos dépens.

Si la mémoire de Louis XV porte à elle seule le poids de nos défaites coloniales c'est que le lamentable traité de 1763 porte sa signature. Or, il n'est pas le seul à en avoir préparé les clauses désastreuses. On oublie trop qu'il trouva dans l'héritage de son grand-père une politique européenne avec laquelle il ne lui était pas possible de rompre sans devancer la chute du régime tout entier.

« La France, dit un historien anglais, perdit le monde maritime parce qu'elle a toujours été partagée entre une politique d'expansion coloniale et une politique de conquête européenne. Si nous comparons ensemble les

sept grandes guerres de 1688 à 1815, nous serons frappés de ce fait, qu'elles sont pour la France des guerres doubles ; elles ont d'un côté l'aspect d'une guerre entre l'Angleterre et la France, de l'autre l'aspect d'une grande guerre entre la France et l'Allemagne ; c'est la double politique de la France qui cause ce double conflit, et c'est la France qui en souffre.

L'Angleterre n'a le plus souvent qu'un seul but et ne fait qu'une seule guerre, tandis que la France poursuit deux guerres à la fois, avec deux buts distincts. Quand Chatam disait qu'il allait conquérir l'Amérique en Allemagne, il montrait qu'il se rendait compte de l'erreur que commettait la France en divisant ses forces ; il comprenait qu'en aidant Frédéric de ses subsides, il forcerait la France à s'épuiser en Allemagne, pendant que nos possessions d'Amérique tomberaient sans défense entre ses mains.

De même, Napoléon est partagé entre le nouveau monde et l'ancien. Il voudrait humilier l'Angleterre, il voudrait réparer les pertes que son pays a faites dans les colonies et dans l'Inde. Mais il se trouve conquérir l'Allemagne et à la fin envahir la Russie. Sa consolation est qu'à travers l'Allemagne il pense frapper le commerce anglais, et qu'à travers la Russie il espère peut-être se frayer le chemin de l'Inde.

L'Angleterre ne s'est pas laissé ainsi partager entre deux buts. Ses intérêts ne sont que faiblement engagés dans le système européen, depuis qu'elle a évacué la France au XVe siècle ; elle n'a jamais vécu en guerre chronique avec ses voisins. Elle n'a pas convoité la couronne impériale, ni garanti le traité de Westphalie. Quand Napoléon, par le blocus continental, lui ferma l'Europe, elle montra qu'elle pouvait vivre sans l'Europe. Aussi a-t-elle toujours eu les mains libres, tandis que le commerce attirait invinciblement ses pensées dans la direction du Nouveau-Monde.

A la longue, cet avantage a été décisif. Elle n'a pas eu à maintenir une suprématie en Europe, comme l'Espagne et la France. D'autre part elle n'a pas eu à résister à une telle suprématie dans un combat mortel sur son propre territoire, comme la Hollande, le Portugal ou même l'Espagne ont été forcés de le faire. Aussi rien n'a interrompu ses progrès, et rien n'est intervenu pour l'arracher à ses préoccupations politiques de progrès colonial. En un mot, parmi les cinq États en compétition pour le Nouveau-Monde, le succès a couronné les efforts de celui qui a, non pas montré, dès le début, la plus grande vocation pour la colonisation, ni surpassé les autres en audace, en invention ou en énergie, mais qui s'est le moins laissé empêtrer dans les complications de l'ancien monde. »

Puis il faut ajouter à cette cause l'indifférence générale de la nation vis-à-vis de ces grands intérêts, malgré l'héroïsme avec lequel ils furent si souvent défendus au cours de ce siècle par une poignée de braves, malgré l'obstination patriotique de quelques esprits supérieurs. Il faut le reconnaître, la nation n'avait de regards que pour les intérêts continentaux. Voltaire ne devait-il pas plaisanter à propos des champs de neige du Canada ?

L'Inde faillit être à nous. La France eut l'honneur de produire l'homme qui révéla aux Anglais, par son exemple, la politique à suivre pour tenir sans efforts un immense empire et associer à la grandeur politique la grandeur commerciale. Pour faire l'Inde anglaise, les hommes d'Etat de la Compagnie n'eurent qu'à copier et à oser. Ils avaient derrière eux un gouvernement et un peuple : Dupleix eut contre lui l'un et l'autre.

A ces causes du déclin qui relèvent de la politique générale de la monarchie française, il en est d'autres dont la faute ne saurait davantage incomber exclusivement à Louis XV : ce fut l'immoralité de l'entourage immédiat du roi, de cette cour composée de nobles ruinés, de financiers cosmopolites, d'agioteurs sans patrie, façonnée à la bassesse de cœur par l'omnipotent égoïsme du grand-père et dans laquelle grandit le petit-fils. — Ce furent les tracasseries d'une administration jalouse et l'étroitesse de conception du régime des compagnies — ce fut l'ingérence pernicieuse dans nos colonies d'un clergé sceptique et par là même intransigeant — ce fut la caducité de l'organisation de la propriété coloniale, basée sur les formes surannées du régime féodal — ce fut pour une bonne part la fragilité du mécanisme inventé par Colbert, grand ministre, patriote désintéressé autant que l'on voudra, mais malheureusement doué, en matière coloniale, d'une vue trop courte pour explorer les lointains horizons de nos destinées.

Il eût fallu que Louis XV réformât tout cela : autant aurait valu demander à ce sceptique de faire à lui seul la Révolution française !

Louis XVI, chez qui on a voulu voir un certain attachement pour les affaires coloniales, ne mérite pas moins de critiques que son grand-père.

Le soulèvement des colonies d'Amérique marqua dans la croissance de la domination anglaise un temps d'arrêt et une diminution sensible de force et de prestige. Louis XVI aurait pu profiter mieux qu'il ne le fit de la guerre d'Indépendance pour reconquérir la plus grande partie des territoires canadiens sacrifiés par le honteux traité de 1763. Plus faible, plus indécis, plus

inquiet que son prédécesseur, il s'abaisse plus complètement, sans avoir l'excuse de la défaite, devant le cabinet de Saint-James, et par le traité de Versailles « renonce pour jamais à la possession d'aucune partie du continent de l'Amérique septentrionale qui est à présent ou qui a été récemment sous le pouvoir du roi et de la couronne de la Grande-Bretagne ». C'est tout juste s'il se croit autorisé par les victoires de La Fayette et de Rochambeau à revendiquer Tabago et le Sénégal dont l'ennemi s'est emparé au cours de la dernière guerre. Même indécision dans l'Inde : c'est en vain que la poignée de français, demeurés dans les bourgades que l'Angleterre a bien voulu nous laisser, court aux armes ; le gouvernement les laisse écraser avant d'envoyer à leur aide le bailli de Suffren. Il va presque jusqu'à protester les victoires que remporte notre flotte à Ceylan et Madras. Il contresigne le traité de Godeheu au moment où l'empire anglais des Indes chancelle, trahissant ainsi la foi qu'eut dans la France l'héroïque roi de Mysor, Hyder-ali, dont le fils Tippoo Saïb soutient quand même douze ans encore la cause française, et se fait tuer, en 1799, sur la brèche de Seringapatam pour ne pas devenir sujet anglais.

Louis XVI n'essaya que mollement de sauver l'honneur des armes de son grand-père qui n'avait été que vaincues. C'est un étranger et un digne missionnaire qui seuls réagissent contre la veulerie officielle. Benyowski offre Madagascar au roi qui n'en veut pas ; l'évêque Pigneau de Behaine lui ménage en Indo-Chine une porte d'entrée ; il n'ose la franchir. Et pourtant Louis XVI affecte un intérêt touchant pour tout ce qui vise le relèvement colonial ; il professe un amour passionné pour la géographie, la marine, les voyages. Il envoie La Pérouse et d'Entrecastraux explorer les archipels océaniens ; mais il n'a pas plus de suite dans les idées que François Ier et ne juge même pas à propos de faire planter le drapeau fleurdelysé sur le plus petit rocher de la Micronésie.

La Révolution éclate enfin ; menacée dans son existence même par la coalition que forme la Grande-Bretagne pour achever de nous dépouiller, elle ne peut sans doute prêter aucune assistance matérielle aux colonies que menacent les escadres ennemies. Cependant elle leur passe une arme formidable qui n'est qu'une idée : le credo de la liberté récemment proclamé par la République. Victor Hugues aux Antilles, Decaen à la Réunion montrèrent comment des républicains pouvaient glorieusement s'en servir. Sans doute on objectera que cette fière épée qu'était la liberté avait deux tranchants, et que, si les Anglais en subirent les coups, la prospérité des

îles, pour longtemps compromise par la libération des esclaves, en fut gravement blessée. Qu'importe! si la Révolution ne put sauver Maurice, elle empêcha du moins nos plus précieuses Antilles et la Réunion de rester aux mains de l'ennemi.

Sous l'Empire une attitude moins aggressive à l'égard de Londres eût plus fait pour la reconstitution de notre domaine colonial que le blocus continental. Or la politique européenne de Napoléon n'est que la suite momentanément heureuse de la politique de la monarchie. Bonaparte, à un moment donné (1802), a rétabli notre domination sur tout le golfe du Mexique qui, par la possession de Saint-Domingue, de la Louisiane, de la Floride et des Antilles, devient une mer française. Mais l'échec du camp de Boulogne le décide à abandonner l'empire des mers à l'Angleterre; il liquide la plus grande partie de ce domaine pour 80 millions et ne jette plus les regards que vers les champs de bataille de l'Europe, pour tenter l'irréalisable chimère de l'empire continental. Ses éphémères victoires sur le continent consacrent aussi formellement que les sanglants revers qui les suivent, l'anéantissement de nos colonies.

Quand la France se réveilla, au lendemain du traité de Paris, de l'épouvantable cauchemar qui l'avait hantée vingt-deux ans, et « jeta un regard sur la carte du monde maritime qui lui était resté si longtemps fermé, elle vit un geôlier établi à tous les passages, une garnison à tous les points stratégiques, et partout le drapeau anglais : à Gibraltar, à Malte, aux Iles Ioniennes, au Cap, aux Seychelles, à l'île de France redevenue Maurice, à Balize qui surveille l'isthme des deux Amériques. »

La Restauration eut le mérite d'arracher aux vainqueurs quelques parcelles de notre ancien domaine. Mais les ruines qu'elle avait à relever à l'intérieur ne lui permirent pas tout d'abord de s'occuper de ce qui nous restait de colonies. Timidement toutefois elle renoue les traditions de nos vieux marins normands, bretons et marseillais, encourage les expéditions ou découvertes en Extrême-Orient. Elle conserve pieusement cachée sous la cendre des souvenirs l'étincelle discrète de notre vieil esprit d'aventures, qui, après quinze ans de sommeil, va se réveiller soudain, et, sans qu'il soit besoin de l'exciter du plus léger souffle, resplendir en immenses lueurs d'aurore par delà la Méditerranée, sur les rivages de l'Afrique du Nord.

CHAPITRE XIV

La perte du Canada.

L'assassinat de Jumonville. — La victoire du Fort-Nécessité. — Le guet-apens du Lys. — La transportation des Acadiens. — La victoire de la Monongahela. — Montcalm. — La lutte pour sauver l'honneur. — La victoire de Carillon. — Le siège de Québec. — La bataille d'Abraham. — Mort de Wolf et de Montcalm. — Le combat de l'Atalante. — Chute de Québec et de Montréal. — L'avenir du Canada.

La paix d'Aix-la-Chapelle n'était qu'une trève entre la France et l'Angleterre, trève armée au Canada où les deux puissances se préparaient à une nouvelle lutte à outrance.

Les tentatives d'agrandissement des Anglais du côté de l'Acadie n'avaient pas abouti. Non seulement ils n'avaient pu franchir l'isthme, mais les établissements de la baie de Fundy et du cap Breton, que la paix nous avait rendus, demeuraient comme une double menace pour les territoires dont ils nous avaient dépossédés.

M. de La Galissonnière encouragea les antipathies contre l'Angleterre des Acadiens habitant le territoire britannique et leur offrit, s'ils voulaient émigrer en pays français, des domaines au moins équivalents à ceux qu'ils abandonneraient. Quelque douleur que leur causât l'abandon d'une terre à laquelle les rattachaient tant de sacrifices et de souvenirs, plus de 2000 Acadiens acceptèrent sur le champ de rentrer sous notre domination. Les Anglais conçurent dès ce jour contre ces paisibles laboureurs une haine féroce qu'ils ne devaient pas tarder à assouvir.

Ils s'efforcent d'abord de chasser les Français de la baie de Fundy et

de saisir les bateaux venus de Québec pour ravitailler les émigrés. En pleine paix, ils passent en armes sur notre territoire dont les limites



CHUTES DU NIAGARA

n'étaient pas encore complètement définies. Le chevalier de Lacorne s'avance avec quelques hommes au-devant du major Lawrence et, plantant fièrement son drapeau sur le bord d'une petite rivière qui séparait les deux

troupes, déclare qu'il en défendra le passage jusqu'à la mort, tant que la question des limites n'aura pas été tranchée.

C'est de cette question de la frontière acadienne que devait bientôt sortir la guerre. En cédant l'Acadie, la France n'avait entendu aliéner que la presqu'île qui longe la côte américaine et dont elle est séparée par l'isthme de Fundy. Les Anglais au contraire y voulaient voir tous les territoires compris au Sud du Saint-Laurent, entre le fleuve et leurs possessions.

Mais c'est surtout dans la vallée de l'Ohio que les compétitions furent d'abord les plus violentes.

Cette bande de territoire français, qui mettait en communication le Canada avec la Louisiane, longue de 200 lieues, large de 50 à peine, arrêtait l'expansion des Anglais vers l'intérieur et resserrait leurs provinces de Virginie, du Maryland, de Pensylvanie, de la Nouvelle-York et de la Nouvelle Angleterre entre les Alléghanys et l'Océan. Or il était inéluctable que la formidable poussée de la race anglo-saxonne devait, dans un avenir peu éloigné, rompre la barrière que nous opposions à son développement. Mais la possession de cette vallée était pour nous de la plus grande importance : y renoncer équivalait à couper en deux tronçons notre domaine américain et à rendre informe notre colonie déjà affaiblie militairement par la perte de l'Acadie, de la baie d'Hudson et de Terre-Neuve.

Pour la protéger, La Galissonière renforça la ligne de blockhaus qui s'étendait depuis le bas Ohio jusqu'aux chutes du Niagara, et fit savoir au gouverneur de Pensylvanie qu'il ferait arrêter les traitants qui viendraient commercer à l'ouest des Alléghanys et confisquer leurs marchandises. A cette menace les Anglais répondirent en élevant des forts en face des nôtres. MM. de la Jonquière, Duquesne et de Contrecœur continuent les préparatifs commencés par La Galissonnière et organisent un service de patrouilles circulant entre nos forts : de cette mesure devait surgir, en 1754, un incident d'une exceptionnelle gravité.

Apprenant qu'un corps considérable de troupes anglaises marchait à lui, sous le commandement du colonel George Washington, M. de Contrecœur chargea aussitôt le lieutenant de Jumonville « d'aller le sommer de se retirer, attendu qu'il était sur le territoire français. Cet officier, dit l'historien du Canada, M. Garnaud, partit avec une escorte de trente hommes ; il avait ordre de se tenir sur ses gardes de peur de surprise, car il y avait de l'agitation dans les tribus sauvages et déjà leurs guerriers ne respi-

raient que la guerre. Il choisit en conséquence ses campements de nuit avec les plus grandes précautions. Le 17 mai au soir, il s'arrêta dans un vallon profond et obscur : des sauvages ennemis l'y découvrirent et allèrent informer de sa présence Washington qui était dans le voisinage avec ses troupes. Celui-ci marcha toute la nuit à travers les bois pour surprendre les Français. A la pointe du jour, il les attaqua précipitamment; Jumonville fut tué avec 9 hommes de sa suite. Les Français prétendent qu'un parlementaire fut envoyé par eux avec une lettre de son commandant, que le feu cessa un moment, et, qu'après qu'eût commencé la lecture de la sommation, les assaillants se remirent à tirer. Washington affirme de son côté qu'il était à la tête de sa colonne ; qu'à sa vue les Français coururent aux armes, et qu'il est faux que Jumonville ait fait connaître son caractère. Il est probable qu'il y a du vrai dans les deux versions, mais que l'attaque fut si soudaine qu'on ne put rien démêler. La mort de Jumonville ne causa pas la guerre mais elle l'accéléra.

« Contrecœur, en apprenant la mort tragique de son lieutenant, résolut de le venger. Il donna 600 Canadiens et 200 sauvages au frère de la victime, M. de Villiers qui se mit aussitôt en marche. Villiers trouva sur le lieu où l'action s'était passée les cadavres de quelques Français. Les Anglais étaient dans la plaine ; ils se replièrent et s'enfermèrent dans le fort Nécessité qu'ils venaient de construire et qu'ils avaient garni de 10 pièces de canon. Villiers fut obligé d'attaquer en plein jour et à découvert. Les Canadiens combattirent avec tant d'ardeur qu'ils éteignirent le feu des batteries anglaises par leur seule mousqueterie, et, après un combat de dix heures, Washington, pour éviter un assaut, capitula, s'engageant à sortir du territoire contesté. Les Anglais firent une retraite si précipitée qu'ils abandonnèrent dans la place jusqu'à leur drapeau. La victoire de Villiers fut le premier acte de ce grand drame de vingt-neuf ans dans lequel la France et l'Angleterre devaient subir de si terribles échecs en Amérique. »

Sitôt que le rapport du gouverneur de Québec fut parvenu à Versailles, des explications furent demandées à Londres sur un ton peut-être trop conciliant. Néanmoins le ministre écrivait à son agent : « ... quoi qu'il en soit, Sa Majesté est très résolue à soutenir ses droits et ses possessions contre des prétentions aussi excessives qu'injustes ; et, quel que soit son amour de la paix, elle ne fera pour la conserver que les sacrifices qui pourront se concilier avec la dignité de la couronne et la protection qu'elle doit à ses

sujets. » Pour bien prouver qu'il était de bonne foi en signant cette lettre, Louis XV donna l'ordre à l'amiral Du Bois de la Mothe de transporter aussitôt en Canada des renforts et du matériel de guerre.

Or, veut-on savoir comment l'Angleterre vengea sa honteuse défaite du fort Nécessité ?

Pendant que le cabinet de Saint-James amusait notre ambassadeur par de prétendues négociations, l'amiral Boscawen recevait l'ordre de partir pour l'Amérique avec onze vaisseaux de haut bord et — avant toute déclaration de guerre — d'enlever ou de couler les navires français qu'il rencontrerait sur sa route. Le 27 avril, Boscawen haussa dans les eaux de Terre-Neuve la flotte de Du Bois de la Mothe; mais celle-ci, à la faveur des brouillards qui règnent presque toujours dans ces parages, passa inaperçue assez près des Anglais, à l'exception du *Lys* et de l'*Alcide*. Sur ces deux vaisseaux se trouvaient plusieurs officiers du génie et 8 compagnies de troupes. M. Hocquart qui commandait l'*Alcide* passa à portée de la voix du *Dunkerq* de 60 canons : il fit crier en Anglais au commandant « Sommes-nous en paix ou en guerre ? » On lui répondit en français : « Nous n'entendons point ! » Hocquart répéta lui-même la question en français; le capitaine anglais répondit par deux fois : « La paix, la paix ! » D'autres paroles s'échangeaient encore, lorsque le *Dunkerq* lâcha sa bordée à demi-portée de pistolet ; ses canons avaient été chargés à deux boulets et à mitraille. L'*Alcide* et le *Lys*, cernés ensuite par les vaisseaux de Boscawen, ne se rendirent que désemparés et après avoir perdu près de la moitié de leurs équipages. « La guerre, dit l'historien anglais Haliburton, sans être formellement déclarée, commenca par cet événement ; mais, pour n'avoir point observé les formalités ordinaires, l'Angleterre mérita d'être accusée de trahison et de piraterie par les puissances neutres. » Immédiatement après, 300 navires marchands qui parcouraient les mers sur la foi des traités furent enlevés, comme l'eussent été par des forbans des bâtiments sans défense. Cette perte fut immense pour la France : forcée à une guerre maritime, elle se vit ainsi privée de l'expérience irréparable de plus de 7 000 matelots.

M. de Mirepoix fut rappelé de Londres et, sans qu'aucune déclaration de guerre fut notifiée entre les deux puissances, les hostilités commencèrent au Canada dès 1755. Lutte héroïque et sans précédente dans l'histoire d'aucun peuple ! pendant neuf ans, 12000 soldats francais, miliciens du Canada et Indiens fideles vont tenir en échec 22000 hommes de troupes régulieres envoyées d'Angleterre et 30 000 miliciens anglais, et ne succom-



COMBAT DE « L'ALCIDE » ET DU « LYS » CONTRE LA FLOTTE ANGLAISE.

beront que victimes de l'abandon dans lequel les laissent tomber les infortunes continentales de la mère patrie.

La guerre s'engage sur trois théâtres : en Acadie, dans la vallée de l'Ohio, puis dans la vallée du Saint-Laurent.

L'Angleterre avait hâte de mettre la main sur toute la région située au sud-est du Saint-Laurent et de tirer vengeance des populations qui s'étaient soustraites par l'émigration en terre française à l'odieuse domination qu'elle avait établie sur la presqu'île.

Les places que nous occupions dans la baie de Fundy à Schignectou, à Beauséjour, à Gaspareaux n'étaient que de pauvres enceintes, tout justes protégées par des palissades de poteaux et défendues par quelques centaines d'hommes à peine. Elles ne tombèrent pas cependant sans opposer une énergique résistance : les 22 hommes commandés par M. de Villeroy ne rendirent Gaspareaux à une division anglaise qu'à condition de sortir avec tous les honneurs de la guerre.

Maîtres du pays, les Anglais décidèrent d'anéantir les Acadiens comme nation. Jugeant que c'était le seul moyen de tuer en lui sa vieille affection pour la France, ils décidèrent la transportation en masse de tout ce peuple.

Les soldats commandés par Winslow rassemblèrent pêle-mêle hommes, femmes et enfants, brûlèrent le pays pour empêcher de subsister ceux qui s'étaient réfugiés dans les bois, et embarquèrent leurs captifs dix par dix sans se soucier de laisser ensemble femmes et maris, mères et enfants. Quelques jeunes gens protestèrent, réclamant l'exécution de la promesse qui leur avait été faite qu'ils seraient embarqués avec leurs parents : Winslow fit avancer contre eux des soldats la baïonnette à la main. « Il n'y a point d'exemple dans les temps modernes d'un châtiment infligé à tout un peuple paisible et inoffensif avec tant de calcul, de sang-froid et de barbarie que celui dont l'Angleterre recueillit ainsi la honte. »

L'ennemi fut moins heureux dans l'ouest. Dès le début des hostilités il essuya une terrible défaite qui jeta la consternation dans toutes les colonies anglaises : le général Braddock, entré dans la vallée de l'Ohio avec une armée qui couvrait 4 milles de long, avait tenté de surprendre le fort Duquesne. « M. de Contrecœur, informé par une de ses patrouilles que les Anglais n'étaient plus qu'à quelques lieues, donna l'ordre à M. de Beaujeu de se porter en avant du fort avec deux cent cinquante Canadiens et

600 auxiliaires indiens. La petite troupe n'avait pas eu le temps de gagner un endroit fort propre à l'embuscade dans laquelle elle comptait attirer l'adversaire que les deux troupes se trouvèrent en contact. Pour se donner de l'air, les Anglais se replièrent en arrière, puis chargèrent les Canadiens qui tenaient le milieu de la route. Ceux-ci les attendirent sans broncher et firent à portée de pistolet une décharge de mousqueterie qui les arrêta net. Mais l'ennemi fait venir du canon, couvre de projectiles le champ de bataille : à la première salve, de Beaujeu est tué. A ce moment les Indiens, éparpillés en tirailleurs sur les deux côtés de la route ouvrirent une fusillade dont l'effet fut d'autant plus terrible que les Anglais s'apprêtaient à charger en colonne serrée. En peu de temps tous leurs corps se trouvèrent désunis et mêlés. Les soldats pressés les uns contre les autres, tirant au hasard, tuaient leurs propres officiers et leurs camarades. Le général Braddock avec un merveilleux sang-froid s'efforçait vainement de reformer ses hommes en pelotons et en colonne. Durant trois heures il laissa ses troupes sous le feu des Canadiens dont pas une balle ne se perdait. Enfin à bout de munitions, canadiens et sauvages fondirent sur l'ennemi, la hache à la main, et l'enfoncèrent de toutes parts. Ce fut une déroute lamentable. Dumas, qui avait pris le commandement à la mort de M. de Beaujeu, s'élança à travers la plaine à la poursuite des fuyards dont un grand nombre se noya en voulant chercher un refuge de l'autre côté de la Monongahéla. Les Indiens se jetèrent pendant ce temps sur le camp ennemi qu'ils livrèrent au pillage. Des 1 200 hommes que Braddock avait emmenés à l'attaque du fort Duquesne, 800 furent mis hors de combat dont 86 officiers. Seul Washington, qui combattait dans les rangs anglais, sortit indemne de l'affaire. Braddock mortellement blessé fut mis d'abord dans un tombereau puis porté par quelques soldats en territoire anglais. Il mourait quatre jours après. »

Cette avant-garde de l'armée anglaise, en se repliant sur le corps principal que commandait le colonel Dunbar, communiqua la panique au reste de l'armée qui se débanda de toutes parts, laissant aux mains des Indiens toutes ses munitions, tous ses bagages et toute son artillerie. Les fuyards ne s'arrêterent qu'après avoir franchi la crête des Alléghanys. Cette victoire n'avait coûté aux Francais qu'une quarantaine de tués ou de blessés. Quelques jours après, Washington écrivait à son ami Robert Jackson : « Nous avons été battus, honteusement battus par une poignée de Francais qui ne songeaient qu'à inquiéter notre marche. Quelques instants avant

l'action nous croyions nos forces presque égales à toutes celle du Canada ; et cependant, contre toute probabilité, nous avons été complètement défaits et nous avons tout perdu. »

Quelque temps après, le général Johnson réussissait cependant à pénétrer jusqu'au fort Carillon et à battre l'héroïque Drieskau. Cependant, malgré ce léger succès, le résultat de la première campagne était nul pour les Anglais ; ils avaient échoué dans l'attaque de tous nos forts.

L'année 1756 devait être plus néfaste encore pour eux : Montcalm en effet venait prendre le commandement des troupes françaises.

Né en 1712 au château de Candiac, près Nîmes, il avait de bonne heure fait ses débuts sous les ordres du maréchal de Belle-Isle : sa belle conduite au cours de la retraite de Prague, sa vaillance aux batailles de Plaisance et du col de l'Assiette, son intrépidité (qui lui avait valu cinq blessures) le désignèrent à l'attention du comte d'Argenson quand il fut question d'envoyer des renforts au Canada. On lui adjoignit des officiers de grande valeur comme le colonel de Bourlamaque, un ingénieur aussi savant que brave, le chevalier de Levis, plus tard maréchal de France, et M. de Bougainville, qui d'officier de dragons devait un jour devenir l'un de nos plus célèbres marins.

M. de Vaudreuil, dont le dévouement, l'intelligence et l'activité n'ont point été élevés à la hauteur qu'ils méritent et qu'ont peut-être amoindri quelques petits démêlés avec Montcalm, sut fort habilement préparer la campagne prête à s'ouvrir. Il conclut d'importantes alliances avec les Indiens des Cinq-Nations et décida les Iroquois à promettre formellement leur neutralité. Ces sauvages avaient fini par apprécier à leur juste valeur le désintéressement et la loyauté de leurs anciens amis les Anglais.

L'ennemi se proposait de reprendre la tactique qui lui avait pourtant si mal réussi l'année précédente et de forcer la vallée de l'Ohio. Avant qu'il ait le temps de se reconnaître, de petits partis français, forts tout au plus de 400 à 500 hommes, arrêtent ses colonnes et obligent la garnison du fort Oswégo à capituler. Les Indiens, encouragés par ces premiers succès, ravagent les provinces anglaises jusqu'à 20 lieues de Philadelphie. Pendant ce temps l'amiral Du Bois de la Mothe prévient une tentative des Anglais sur Louisbourg et change leur retraite en déroute. Malgré une disette épouvantable à laquelle se joignent les rigueurs d'un hiver exceptionnel, Montcalm dispose avec une incomparable activité les divers échelons de la défense tout le long de l'Ohio et va s'établir au fort Carillon qui com-

mande la route de la vallée du Saint-Laurent. C'est là qu'il attend les secours que M. de Vaudreuil a demandés d'urgence à la métropole.

Il attend en vain pendant toute la saison : il ne devait plus venir de secours de France : la fortune abandonnait partout Louis XV sur les champs de bataille de l'Europe, et de ses armées, à peine suffisantes pour protéger le pays, il n'était possible de distraire ni un homme, ni un canon. Démoralisé par la défaite, le gouvernement français avait perdu tout espoir de sauver les colonies et, partant de cette idée, avait estimé inutile ou dangereux tout nouveau sacrifice en leur faveur.

Le sort du Canada français était jeté. Mais les hommes chargés de sa défense résolurent de lutter contre la destinée : si notre empire américain devait s'écrouler, ils voulaient que ce fût au moins avec honneur, sinon avec gloire.

La campagne de 1758 débute par un désastre : les généraux anglais croyant les canadiens démoralisés par la famine et l'abandon de la métropole, prennent une énergique offensive. Au nord, leurs efforts sont couronnés de succés. Une flotte et une armée anglaises combinent une attaque formidable contre Louisbourg. La place, défendue seulement par une poignée d'hommes, inflige pourtant des pertes considérables aux agresseurs, mais capitule après une héroïque résistance de douze jours : le Cap Breton était définitivement perdu pour nous : c'était un nouveau lambeau du Canada qui nous échappait.

De son côté, le général Abercombry a lancé sur les territoires de l'Ohio ses 12 000 hommes qui piquent droit sur le fort Carillon où Montcalm les attend avec 3 000 soldats des régiments de la marine, de Béarn, de Guyenne et des milices canadiennes.

« Les hauteurs de Carillon sont situées dans l'angle formé par la décharge du lac Saint-Sacrement, nommée rivière de la Chute, et le lac Champlain où elle se jette. Au sommet de cet angle, au-dessus d'un escarpement dominant une grève de la rivière, se dressait une redoute qu'un parapet reliait au fort Carillon, lequel occupait le point culminant des hauteurs. Quand les troupes anglaises arrivèrent en présence du fort, la petite garnison était occupée à couvrir d'abatis le terrain situé en avant de la place. L'ennemi se divisa en quatre corps, dont l'un embarquant sur des radeaux devait prendre à revers les positions par le lit de la rivière. Le 8 juillet, vers midi, le capitaine Duprat envoyé en éclaireur, se replie rapidement vers le fort en disant : « Je vous amène les ennemis ! » De toutes parts on lui crie de



LA BATAILLE DE CARILLON

prendre le plus court et d'escalader les abatis. « Non, non, s'écrie-t-il, à Dieu ne plaise que je leur en donne l'exemple! » Sous une grêle de balles il en fait le tour avec son monde et, tout en continuant à tirailler, rentre dans les lignes par la barrière. A une heure l'action était engagée de toutes parts. La colonne anglaise de gauche gagnait du terrain et cherchait à s'ouvrir par le flanc droit un passage sur les ouvrages que commandait M. de Lévis. Montcalm donne l'ordre à cet officier de faire une sortie et d'essayer de la prendre en flanc. Le mouvement réussit à merveille et l'ennemi dut se retirer avec de fortes pertes. En même temps, la division qui s'était embarquée sur les radeaux fut aperçue : quelques volées de canon coulent plusieurs barques, mettent les autres en fuite.

« Mais le gros de l'ennemi s'était reformé et s'apprêtait à livrer un nouvel assaut. Montcalm ordonna de le laisser approcher à quarante-cinq pas des retranchements. Sitôt que les Anglais arrivèrent à cette distance, la mousqueterie assaillit leurs masses compactes avec un effet si prompt et si terrible qu'elles tressaillirent, chancelèrent et tombèrent en désordre... Montcalm s'exposait comme le dernier des soldats. Du centre, où il s'était placé, il se portait aux points en péril pour donner ses ordres ou pour porter des secours. » Depuis une heure jusqu'à cinq heures, les troupes d'Abercromby revinrent six fois à l'assaut; les grenadiers et les montagnards écossais tentèrent un septième effort ; ils laissèrent la moitié des leurs sur le terrain et se brisèrent contre l'intrépidité calme des troupes françaises. L'armée anglaise se retira, poursuivie par les tirailleurs canadiens qui ne cessèrent d'inquiéter sa retraite.

Cette journée, dans laquelle 3600 hommes avaient lutté victorieusement pendant plus de six heures contre 15000 adversaires, entoura Montcalm d'un prestige considérable. Elle reste, en outre, l'une des plus mémorables dans les fastes de la valeur française.

Cependant, cet automne 1758 s'acheva moins heureusement pour la France. Les forts de la vallée de l'Ohio, depuis le fort Duquesne au sud, jusqu'au fort de Frontenac au nord, à peine défendus par un millier d'hommes tombèrent successivement. Quand l'hiver survint, les Anglais durent néanmoins arrêter leur mouvement sur Québec : les 5000 hommes qui restaient à Montcalm purent reprendre haleine et le général préparer la résistance suprême.

La situation du pays était désespérée : les deux dernières récoltes avaient été exceptionnellement mauvaises ; l'ennemi, maître de la mer, empêchait

l'arrivée des convois : la disette devint affreuse. L'ignominie de l'intendant Bigot vint aggraver le mal : ce protégé de Mme de Pompadour n'était venu en Canada que pour faire fortune. Entouré d'une bande de gens de proie de son espèce, il accapara tout ce qu'il pût d'objets de première nécessité : il arriva à faire vendre le pain dix sous la livre et le vin dix francs la pinte. Drainant l'or des services financiers, il ne payait officiers et soldats qu'avec des bons de nulle valeur. Dans cette circonstance, Montcalm se sacrifia jusqu'au bout : non seulement il mit tout son avoir au service de la défense du Canada, mais il s'endetta de 26 000 livres pour empêcher ses hommes de mourir de faim. En pensant à Bigot, il écrivait : « Tous se hâtent de faire leur fortune avant la perte de la colonie que plusieurs peut-être désirent comme un voile impénétrable de leur conduite. »

Vers la fin de l'année, une suprême démarche fut tentée près de Louis XV : Bougainville partit porter à la mère-patrie le dernier appel du Canada. Quelque temps après, échappant aux croisières anglaises, il rentrait à Québec, apportant pour tout réconfort à son chef une lettre des ministres l'engageant à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. — « Ils ont signé mon arrêt de mort, » dit Montcalm à Bougainville ; et aussitôt il écrivit au maréchal de Belle-Isle, secrétaire de la guerre, une lettre d'héroïque abnégation qui se terminait par ces mots : « J'ose vous répondre de mon entier dévouement à sauver cette malheureuse colonie, ou, vaincu, de mon dessein d'y mourir. »

A force d'activité, de supplications, de désintéressement, Montcalm réussit encore à réunir à Québec 13 000 combattants. « On vit arriver dans son camp plusieurs vieillards de quatre-vingts ans et nombre d'enfants qui n'avaient point encore treize ans. »

Wolf, nommé commandant en chef des troupes anglaises, arriva enfin le 12 juin dans la baie du Saint-Sacrement avec 20 vaisseaux de haut bord, 10 frégates, 18 avisos ou corvettes et une multitude de transports portant 60 000 hommes. Un traître, Denis de Vitré, ancien commandant d'une frégate française, lui servit de pilote et amena la flotte en face de Québec. En apprenant qu'il avait devant lui non plus 5 000 français mais 12 000, Wolf manda aussitôt de nouveaux secours en Angleterre ; et, n'osant attaquer la place de vive force, il se mit à la bombarder. Dans la nuit du 8 au 9 août, la ville basse fut complètement incendiée. Cette tactique ne lui ayant pas réussi, il lança des bandes de pillards sur les bourgades des environs ; un de leurs chefs, le capitaine Montgomery, se distingua en faisant

assassiner les prisonniers, les femmes et les enfants qui lui tombèrent entre les mains.

Las de n'aboutir à rien, Wolf se décida enfin, l'automne approchant, à tenter un assaut. Après avoir hérissé de formidables ouvrages la rive droite du fleuve, il porta son attaque du côté de la redoute qui commandait en avant de la ville la rivière Montmorency. La position fut occupée, au son d'une musique guerrière, d'autant plus aisément que ses défenseurs l'avaient évacuée. Massant alors ses divers corps en colonne serrée, le général anglais les lança sur la route de Courville. Mais les Canadiens s'étaient, par ordre de M. de Lévis, cachés dans les vergers ; ils attendirent sans bouger que l'ennemi fût à trente pas ; en quelques décharges, ils lui jetèrent bas 800 hommes. Affolés par les feux de file d'un adversaire qui, tout en restant invisible « leur brûlait la figure avec les bourres de ses fusils », les Anglais battirent précipitamment en retraite laissant plus de 80 officiers sur le terrain. Furieux, Wolf fit pendant six heures consécutives couvrir ce côté de la ville de bombes et de boulets : il ne réussit qu'à blesser quelques hommes.

Ainsi repoussé de Québec, ce général se contenta jusqu'à la mi-septembre de ravager tout le pays jusqu'à Montréal.

Il fallait pourtant en finir. Wolf eut recours à un stratagème qui réussit grâce à l'ineptie d'un autre protégé de M[me] de Pompadour, d'un complice de Bigot, le capitaine Vergor. Dans l'après-midi du 12 septembre, Wolf remonte le Saint-Laurent avec une partie de ses vaisseaux de ligne et de ses transports portant 5600 hommes : vers le soir, il vient mouiller en travers du Cap-Rouge, comme s'il avait l'intention de tenter un débarquement bien en amont de Québec. Pour déjouer cette tentative, Bougainville suit sa flotte le long de la rive. Mais la nuit venue, Wolf fait, dans le plus grand silence, descendre ses hommes à contre-bord dans des chalands et des chaloupes ; et laissant 600 hommes pour garder ses bâtiments et occuper Bougainville, il s'abandonne à la faveur de l'obscurité au fil de l'eau jusqu'à la petite baie aux Foulons.

« Le jeune général anglais avait le pressentiment de la victoire qui devait couronner son audacieux coup de main ; il avait aussi le pressentiment du sort qui l'attendait : debout, à l'avant de sa chaloupe, il devint soudain rêveur et se prit à réciter à voix basse les vers de Virgile.

..... *Si tu fata aspera rumpas,*
Tu Marcellus eris!...

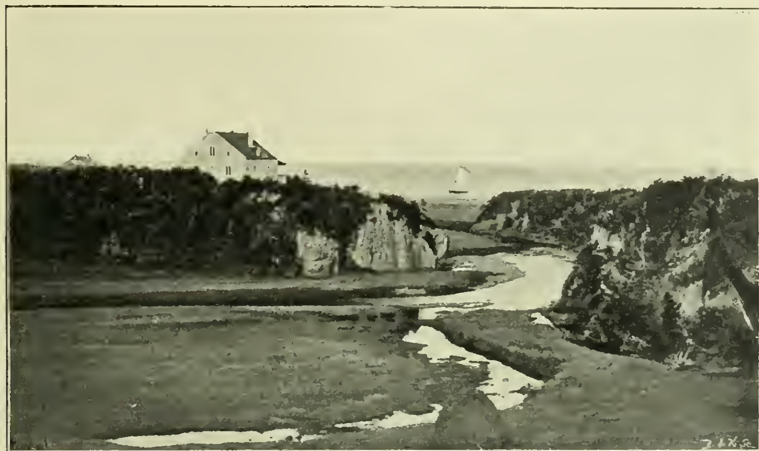
Un sentier étroit et escarpé, serpentant au flanc de la falaise, montait de l'anse aux Foulons au sommet du plateau d'Abraham qui commande la position de Québec. Vergor était chargé de le surveiller avec 300 hommes, force plus que suffisante pour écraser l'ennemi dans ces Thermopyles. Soit négligence, soit trahison, il avait quitté son poste sans même y laisser une sentinelle et s'était porté bien arrière. Quand on s'aperçut de l'approche de l'ennemi, il était trop tard. Montcalm, à la tête de 2 800 hommes qu'il put rallier en quelques minutes, se précipita au-devant de lui pour le rejeter dans le fleuve : le jour se levait quand il se heurta aux 5 000 Anglais déjà rangés en bataille sur le plateau.

« Les tirailleurs canadiens et quelques sauvages commencèrent l'action. La ligne anglaise essuya leur feu sans s'ébranler, mais en faisant des pertes. Le général Wolf, convaincu que la retraite était impossible s'il était battu, parcourait les rangs de son armée et l'animait par ses paroles. Il fit mettre deux balles dans les fusils et ordonna de ne tirer que quand les Français seraient à quarante pas. Ceux-ci, lorsqu'ils se jugèrent à portée, firent des feux de peloton, mais d'une manière irrégulière, et, dans quelques bataillons, de trop loin. Ils avançaient à pas rapides. Tout à coup, ils furent assaillis par un feu si meurtrier, que, dans le désordre où ils s'étaient déjà mis par leur propre impétuosité, il fut impossible de régler leurs mouvements. En peu de temps tout tomba dans la plus étrange confusion ; Wolf saisit ce moment pour charger à son tour, et, quoique déjà blessé au poignet, il prit ses grenadiers pour aborder les Français à la baïonnette. Il avait à peine fait quelques pas qu'une balle lui traversait la poitrine. On le porta en arrière, et ses troupes, qui ignorèrent sa mort jusqu'après la bataille, continuèrent la charge ; elles se mirent à la poursuite des Français dont une partie, n'ayant point de baïonnette, pliait dans cet instant même malgré les efforts de Montcalm et des principaux officiers. Une des personnes qui se trouvaient autour de Wolf s'écrie : « Ils fuient ! » — « Qui ? demanda le général mourant. » Et sa figure s'anima tout à coup. « Les Français, lui répondit-on. » — « Quoi ! déjà ? alors je meurs content », dit le héros, et il expira.

Le général de brigade Monckton venait à peine de prendre le commandement de l'armée anglaise qu'il tombait frappé d'une balle ; le colonel Carleton lui succède et a le même sort ; le général Townshend qui les remplace précipite avec énergie la retraite des Canadiens qui se replient en continuant à tirailler. Bougainville, rappelé en toute hâte, ne peut, quelque diligence qu'il fasse, arriver à temps pour prendre l'ennemi à revers.

Quand il entre sur le champ de bataille, tout espoir de vaincre est perdu.

En entendant son feu, Montcalm, qui perd le sang par deux blessures et qui s'est porté à la porte Saint-Louis pour empêcher l'ennemi d'entrer dans la ville en même temps que les fuyards, rassemble 200 grenadiers, et dans un effort désespéré, se rue une fois encore en avant. Mais soudain, il se renverse en arrière sur son cheval et tombe à terre : une balle vient de



LA PETITE MIQUELON

lui briser les reins. Quelques grenadiers l'enlèvent et le portent dans l'église du couvent des Ursulines à moitié détruite par l'incendie. Le général y était à peine arrivé qu'il expirait. Au même moment une bombe envoyée par la flotte tombait au milieu de la nef et y éclatait en y creusant un trou profond et en entraînant de la voûte un drapeau français, ancien présent de Mme de Frontenac au couvent. Les grenadiers saisissent la glorieuse loque, y ensevelissent leur chef et l'inhument rapidement dans la tombe ouverte par la bombe anglaise.

Le soir de la bataille d'Abraham, M. de Vaudreuil tint un conseil de guerre. Malgré Bougainville et le gouverneur, il fut décidé que la garnison abandonnerait Québec et irait au-devant de Lévis qui accourait en toute hâte de Montréal. Deux jours après, Québec ouvrait ses portes aux Anglais.

Une tentative suprême de Lévis, au mois d'avril suivant, ne put que

retarder la catastrophe finale. Tandis que l'*Atalante* et la *Pomone* descendaient le fleuve, 5 000 soldats Canadiens et Indiens, armés de fusils, de haches et de couteaux se jetèrent à l'improviste sur Québec. Le général Murray essaya de les arrêter, avec 4 800 hommes et 24 canons dans cette même plaine d'Abraham, si fatale une première fois à nos armes. Dans une charge furieuse les Français culbutèrent tout, massacrèrent les artilleurs



CABANES DE « TERRENEUVAS »

sur leurs pièces et arrivèrent sous les murs de la ville qu'occupaient 30 000 hommes. Tournant les canons anglais contre la place devenue anglaise, ils se mirent en devoir d'ouvrir la brèche. La garnison allait capituler quand une formidable escadre ennemie apparut sur le fleuve. L'*Atalante* et la *Pomone* se jetèrent résolument sur elle. L'*Atalante* brûle jusqu'à sa dernière gargousse et refuse d'amener son pavillon ; quatre vaisseaux lui envoient en même temps une dernière bordée : les Anglais, voyant que plus rien ne bouge à bord l'accostent avec les plus grandes précautions : pas un homme n'était resté debout ; officiers et marins étaient couchés sur le pont, tués ou blessés... « Pourquoi ne nous avez-vous pas répondu quand nous vous avons hélés ? demanda un capitaine anglais au commandant de l'*Atalante*. » — « Je vous aurais répondu, s'il m'était resté de la poudre, » répliqua le marin français en retombant inanimé.

C'en était fait du Canada.

En 1760, Montréal tombait à son tour et M. de Vaudreuil était chargé de préparer, au mieux des intérêts de nos vaillants frères Canadiens, une capitulation générale qu'en 1763 Louis XV ratifiait par le honteux traité de Paris : outre le Canada et l'île du Cap Breton, une partie de la Louisiane était perdue; toute la rive gauche du Mississipi était cédée à l'Angleterre.

De son ancien domaine canadien, la France ne devait plus posséder, à la fin du XIX[e] siècle que les îlots de Saint-Pierre et Miquelon, au sud de Terre-Neuve et des droits de pêche sur les poissonneux rivages du Banc.

Trop de sang français s'est mêlé au sang canadien sur les rives du Saint-Laurent pour que le Canada ne soit pas resté français quand même : si la France a perdu le territoire, elle a conservé les cœurs ; au temps de la guerre de l'Indépendance américaine l'espoir se ralluma dans ces cœurs : mais insensible à l'appel de La Fayette, Louis XVI ne sut pas transformer l'étincelle en incendie. Rien n'est vivace comme la foi d'une race qui ne s'est pas donnée. Avant peu d'années sans doute il ne restera plus rien à l'Angleterre de la brutale conquête, et dans le Canada libre la France rajeunie et régénérée comptera une colonie morale nouvelle, rattachée à ses destinées par les plus puissants liens qui soient capables d'unir deux peuples : le souvenir de vieilles affections et de vieilles gloires communes.

CHAPITRE XV

La Perte de l'Indoustan.

Le siège de Pondichéry. — Activité merveilleuse de Dupleix. — Bussy. — Les guerres du Deccan et du Carnatic. — Victoire d'Ambour. — Prise de Gingy. — Défaite de Tritchinopaly. — Rappel de Dupleix. — Sa mort. — Le traité de Godeheu. — Lally-Tollendal. — Victoire de Vandavachy. — Supplice de Lally-Tollendal. — Le bailli de Suffren et Hyder-ali. — Paix de Versailles. — Tippoo-Saïb.

S'il est vrai que de l'année 1748 datent le déclin de la Compagnie française des Indes et le renoncement du pouvoir central à une politique d'expansion dans la péninsule indienne, il n'en faudrait pas conclure que cette année inaugure pour les armes françaises, oubliées pour ainsi dire au pays des rajahs, l'ère des défaites et du découragement. Les difficultés inouïes qui s'accumulent sur la route de Dupleix et de ses lieutenants n'ont d'autre résultat que d'exaspérer leur courage et de leur fournir l'occasion de remporter de nouveaux triomphes.

La victoire de San Thomé n'avait pas fait tomber aux mains de Dupleix la petite place de Saint-David : la garnison anglaise de Madras s'y était réfugiée au lendemain de sa défaite et constituait le suprême espoir de la Compagnie anglaise. Sa situation paraissait d'autant plus compromise que les nababs désertaient la cause britannique compromise. Toutefois la France ne pouvait devenir maîtresse incontestée de l'Inde qu'à condition que l'Angleterre, plus forte sur mer, fût privée de ce débarcadère. Si la Compagnie française des Indes se fût mieux pénétrée de ses intérêts et les ministres de Louis XV de leur devoir, si les secours que Dupleix sollicitait avec une patriotique éloquence lui étaient parvenus, ce dernier pas était fait et l'Inde devenait à tout jamais terre française.

Après que Bury, un ancien protégé du régent imposé à Dupleix, eût par son incapacité et ses lenteurs essuyé un premier échec, Paradis fut chargé de réduire la résistance des gens de Saint-David. Le succès allait couronner sa science et sa bravoure, la garnison anglaise aux abois parlait déjà de capitulation, quand, au lieu de la flotte française attendue, parurent à l'horizon les voiles d'une escadre britannique sous les ordres de l'amiral Griffin. « Les circonstances étaient graves, périlleuses même ; en un instant tout venait de changer de face. Que faire ? attendre des secours ? Isolé à six mois de la mère-patrie, se sentant en butte aux lointaines et sourdes hostilités soulevées contre lui à la cour par les amis de La Bourdonnais, Dupleix n'y songeait plus ; réduit à ses ressources personnelles que la lutte usait chaque jour et qui devaient finir par tomber à rien, il se voyait d'assaillant assiégé... il voyait la flotte anglaise bloquant Pondichéry ou bombardant Madras que, sans perdre espoir ni courage, gardait son dévoué lieutenant d'Esprémenil. »

Avant que ses communications fussent coupées, il chargea le commandant Bouvet (qui plus tard devait, comme amiral, ajouter de glorieuses pages à notre histoire maritime) de réunir au plus tôt quelques mauvais bâtiments et d'aller jeter quelques centaines d'hommes à Madras. Déjouant avec une grande habileté la surveillance de l'amiral Griffin, Bouvet put mener à bien sa mission : il était temps. L'escadre de Griffin n'était en effet que l'avant-garde des renforts partis d'Angleterre pour gagner la seconde manche de la partie ; une flotte formidable arrivait sous les ordres de Boscawen ; elle comptait 20 vaisseaux de ligne et 12 gros transports, armés d'un millier de canons ou caronades : 3800 hommes d'équipage la montaient ; elle portait en outre 7000 hommes de troupes de débarquement et une nombreuse artillerie de campagne.

Dupleix donna l'ordre à Paradis, qui obéit la mort dans l'âme, d'abandonner immédiatement le siège de Saint-David et de rentrer à Pondichéry dont il lui confia la défense. Le gouverneur en effet n'était pas un homme de guerre ; mais son génie d'administrateur lui fit découvrir dans son entourage ces officiers d'élite que furent Paradis, Bussy, de la Touche et autres, qu'électrisa son propre courage et que soutint jusqu'au bout son admirable énergie.

Boscawen, arrivé en vue de Pondichéry le 15 août, perdit un temps précieux à préparer son débarquement et ne sut empêcher Paradis de regagner Pondichéry : il ne put qu'atteindre son arrière-garde et l'obliger

à lui abandonner un des ouvrages extérieurs de la place où elle s'était arrêtée pour rétablir quelques fortifications. Le 30 août seulement, les Anglais réussissaient à investir la ville par terre et par mer et ouvraient la tranchée.

Pour arrêter leurs préparatifs d'assaut, Paradis multiplia les sorties : chaque nuit il lançait de petits détachements sur divers points des lignes ennemies et chaque fois surprenait quelqu'un de leurs postes. Dans les dix premières nuits du siège, 600 anglais dont 70 officiers tombèrent sous les balles d'habiles tireurs plus particulièrement chargés de viser ces derniers. Une sortie générale tentée un soir d'orage eut malheureusement une désastreuse conséquence : un petit groupe de soldats et de travailleurs ennemis venait d'être cerné dans une tranchée avancée ; Paradis veut sommer ces gens de se rendre ; il tombe frappé d'une balle. Cette mort, l'attitude des Hindous dont Boscawen commençait à ébranler la confiance en notre supériorité, rendirent bientôt la situation presque désespérée.



FILLETTES INDOUES

« Mais Dupleix ne fut jamais plus grand que dans l'adversité. Il s'improvisa général, ingénieur, artilleur, chef d'intendance et sut conserver un calme et une sérénité qui devinrent contagieux. L'attention qu'il donnait aux mesures de défense, l'habileté avec laquelle il fortifiait les points trop faibles et réparait ceux que l'ennemi avait entamés, créèrent autour de lui une telle foi en sa capacité, qu'elle se convertit en enthousiasme. Les indigènes de Pondichéry s'associèrent à la défense dans une admirable communauté de vaillance. » Ces derniers s'étaient réfugiés en grand nombre dans la place pour échapper aux brutales réquisitions de Boscawen. Quand ils virent leurs maisons brûlées, leurs plantations saccagées par l'envahisseur, leurs temples transformés en casernes où toute licence se donnait libre cours, ils prirent les armes. Leur souplesse, l'intelligence dont ils firent preuve, donnèrent à Dupleix l'idée d'en faire un corps spécial encadré seulement de chefs européens : ce fut l'origine des contingents

cipayes dont les Anglais devaient plus tard faire l'instrument inconscient de leur domination.

L'âme, le vrai chef de cette petite armée indoue fut la Bégum Jeanne. L'héroïque femme de Dupleix ne se contentait point de réconforter dans l'intimité de la maison le courage de son mari aux heures les plus difficiles ; elle l'aidait de toute la force de sa mâle énergie, de toutes les ressources de sa haute intelligence. Mettant à profit les sympathies que lui avaient conciliées son origine et son inépuisable bienveillance, elle entretenait avec les nababs, aussi bien qu'avec les parias, des intelligences qui lui permettaient de renseigner le gouverneur sur les intentions de l'ennemi, sur ses positions, sur l'état d'avancement de ses travaux. C'est ainsi que plusieurs sorties faites d'après ses indications causèrent de sérieuses pertes aux assiégeants. Elle réussit même à pénétrer sous un déguisement dans le camp anglais et à y surprendre le plan de l'assaut général que Boscawen, pressé par l'approche de la mousson, avait décidé de tenter. Ses feintes ne surprirent personne, et, quand son attaque principale se dessina, elle se heurta à toutes les forces de Dupleix devant lesquelles elle dut se replier. L'amiral, pour venger cet échec, se préparait en désespoir de cause à faire bombarder la ville par ceux de ses vaisseaux dont le feu des forts avait le plus épargné le gréement, quand survinrent de terribles ouragans qui dispersèrent sa flotte. Tandis qu'il s'efforçait de la rallier la fièvre jaune fit son apparition parmi ses troupes, les menaçant d'une destruction complète. Le 16 octobre 1748, le siège était levé : une partie des troupes rembarquait sous la canonnade de Pondichéry — canonnade dont l'effet moral fut plus considérable sur les Hindous que l'effet matériel sur la flotte ennemie — l'autre partie, menacée d'une sortie des assiégés, se défila le long du rivage à la faveur de la nuit et parvint à regagner Saint-David.

La retraite désastreuse de l'armée britannique renversa encore une fois la situation : la victorieuse résistance de Dupleix lui ramena les Hindous ; les rajahs, ralliés à notre cause par le succès, ne trouvèrent pas d'expressions assez laudatives pour féliciter Dupleix de son triomphe : ce qui les frappait surtout c'était que la victoire s'était mise du côté des plus petits bataillons. Le Grand Mogol lui-même exprima à son nabab de Pondichéry, d'assez naïve manière d'ailleurs, son étonnement de l'avoir vu, avec une poignée de « sorciers » français, rejeter à la mer la plus puissante force européenne que l'Inde eût jusqu'à ce jour vue débarquer sur ses côtes.

Dupleix ne manqua pas de tirer de la situation tout le parti possible. On lui a reproché d'avoir envoyé aux quatre coins du pays des courriers pour annoncer sa victoire dans des termes d'une emphase excessive. C'est mal connaître les Hindous et mal comprendre le but que poursuivait le gouverneur. Il fallait frapper l'imagination des indigènes, leur prouver par les faits que si un Français valait cent Hindous il valait vingt anglais, et cela non par stérile gloriole mais dans un intérêt politique bien compris.



SORCIER INDOU

Et cependant les ministres abandonnaient Dupleix ; ils semblaient même le désavouer : la paix d'Aix-la-Chapelle se signa sans qu'ils missent dans la balance le succès de ses armes ; bien pis, même, les traités l'obligèrent à rendre Madras aux Anglais.

Il fallut alors que Dupleix, poursuivant son rêve avec une admirable opiniâtreté, demandât à l'Inde elle-même les contingents qu'il n'attendait plus de France. Comme il avait entrepris d'enrichir commercialement l'Inde par l'Inde, il résolut aussi de conquérir l'Inde par l'Inde. Maître du continent, sûr d'y pouvoir puiser toutes les ressources en hommes et en approvisionnements dont il allait avoir besoin, il voulait, quand éclaterait la guerre nouvelle qu'il sentait prochaine, être plus puissant sur le sol asiatique que toutes les flottes réunies d'Angleterre sur mer.

Comme la paix l'empêchait de s'attaquer en face aux Anglais qui s'efforçaient de rétablir de leur mieux à Madras leurs relations politiques et commerciales, il ne cessa de les combattre indirectement en assurant la prépondérance à nos alliés sur les leurs, en rompant l'équilibre entre eux et nous par l'accroissement de notre influence et de notre territoire.

Pour pouvoir subvenir aux dépenses de sa politique il déploya une activité inlassable à faire mettre en valeur des territoires peu étendus, mais

exploités d'une façon intensive. Pour soutenir avec efficacité son rôle de protecteur des rajahs, il forma avec l'élément indigène, dont il avait apprécié les qualités pendant le siège de Pondichéry, une armée qu'il exerça à l'européenne ; et pour la commander, il eut le bonheur de trouver un second Paradis.

D'illustre naissance mais de petite fortune, le marquis de Bussy s'était, comme Dupleix, pris d'une véritable passion pour l'Hindoustan, et ce sentiment devait unir d'une façon quasi fraternelle nos deux héros de la conquête indienne. Habile officier, il eut le rare talent d'être avec docilité, et non sans gloire, le bras vigoureux du merveilleux cerveau que fut Dupleix.

Au milieu du XVIII[e] siècle, la région indienne située au sud du Gange et de la Nerbuddah comprenait au nord-est le pays du Bengale qui couvrait la vallée inférieure du fleuve et où le principal centre français était Chandernagor — sur la côte est, le pays des Circars que limitait au Sud le Godavery — sur la côte de Coromandel, le Carnatic qui formait l'arrière pays des territoires français de Pondichéry et de Karikal et des territoires anglais de Madras — à l'ouest, tout le long de la côte de Malabar, s'étendait le pays de Mysor, dans lequel étaient enclavées des possessions portugaises, hollandaises et françaises ; — au centre, couvrant le grand plateau intérieur de la péninsule, était le Dekkan, au milieu duquel s'étaient établis les Mahrattes.

En 1750, le Dekkan et le Carnatic étaient en proie à la guerre civile : dans ce dernier pays notre vieil ennemi Anaverdi-Khan disputait la couronne à Chanda-Saïb. Les Anglais soutenaient le premier de ces princes ; Dupleix se déclara pour le second.

Dans le Dekkan, le Soubadhar Nizam-el-Molouk venait de mourir laissant le trône à son fils Nazir-Yung qui, malgré leurs revers, était resté fidèle aux Anglais. Nazir avait un fils, Mousafer-Sing, nature envieuse et despotique, caractère hésitant et faible. Faute d'un meilleur instrument Dupleix n'hésita point à se servir du jeune homme : flattant son ambition, il lui promit son appui s'il voulait s'emparer de l'héritage de son grand-père. Mousafer accepte ; mais il manque d'abord de tout compromettre par sa maladresse ; arrêté et jeté en prison par son père, il lui avoue ses intrigues avec les Français ; le vieux Nazir jure d'exterminer ses ennemis européens et concentre à Gingi ses préparatifs de guerre.

Cette place, située au débouché du Dekkan dans le Carnatic, était bâtie

entre trois hautes montagnes ; elle constituait une formidable citadelle hérissée de fortifications excellentes dont les ingénieurs anglais avaient amélioré la tenue : de plus, par sa position sur le cours supérieur de la rivière qui se jette à Pondichéry, elle demeurait un danger permanent pour notre établissement.

Dupleix, apprenant les préparatifs de Nazir, décida de prendre une rapide offensive et désigna Bussy et de la Touche pour enlever au roi du Dekkan sa base d'opérations. Mais il fallait, pour arriver à Gingi, passer sur le dos d'Anaverdi-Khan. D'Autheuil fut chargé d'ouvrir la route. Avec un solide petit corps d'armée ce lieutenant réussit à atteindre près d'Ambour l'armée du vieux nabab qu'il battit et tua. Mais dangereusement blessé lui-même, il perdit ces moyens qui l'avaient jusqu'à ce jour fait remarquer comme un des plus habiles officiers de l'Inde et faillit compromettre le succès de la campagne. Néanmoins nous entrions à Arcate et notre allié Chanda-Saïb y était proclamé roi. De son côté Mousafer, échappé de sa prison, réunissait quelques partisans contre son père et venait à Pondichéry s'incliner devant Dupleix.

Cependant Nazir ne perdait pas son temps. En novembre il avait réuni 100 000 fantassins, 40 000 cavaliers, 700 éléphants et 350 canons. La Touche marche sur lui avec 800 français, 300 cipayes et 10 canons. Le 15 novembre, vers le soir, il a connaissance du campement ennemi qui couvrait plus d'une lieue carrée : il s'avance avec mille précautions, réussit sans être découvert à placer son artillerie à petite portée de l'ennemi, et attend patiemment que la nuit tombe sur son campement. Vers onze heures du soir les canons français commençaient à tirer à mitraille sur la cohue indienne tandis que fantassins et cipayes, sans brûler une cartouche, attaquaient à la baïonnette : ce fut un carnage épouvantable : l'incendie déchaîné sur le camp augmente la panique, et, sans perdre un homme, la Touche met dans une complète déroute, avec sa poignée de braves, cette armée de 150 000 hommes. Le vieux Nazir réussit toutefois à échapper monté sur un éléphant de guerre.

De son côté Bussy accomplissait presque en même temps un exploit non moins merveilleux que M. T. Hamont, un des historiens de l'Inde les plus autorisés, raconte en ces termes :

« Le 11 septembre, Bussy arriva devant Gingy avec 250 Européens, 400 cipayes et 4 pièces de canon. La reconnaissance des défenses de l'ennemi, la force de la position, le nombre des obstacles matériels, la diffi-

culté de l'ascension ne refroidirent pas l'ardeur du jeune général. Persuadé de l'impossibilité d'un siège régulier, il voulait prendre la ville d'assaut. Il comptait sur son audace, son habileté, la bravoure de ses troupes, la pusillanimité de l'ennemi. Il y avait certes bien des chances de succès, mais un revers était possible pourtant; nos troupes pouvaient être contraintes de s'arrêter devant une de ces barrières matérielles contre lesquelles l'énergie et le courage demeurent impuissants. Heureusement l'ennemi fit une faute colossale. Il quitta les hauteurs de Gingi, où il était si redoutable, pour descendre dans la plaine parsemée de villages où nous étions campés, et vint à notre rencontre dans un ordre de bataille des plus mauvais. La cavalerie était en tête; l'infanterie suivait immédiatement. Comme d'habitude, le feu de nos canons dissipa rapidement les cavaliers hindous, qui, débandés, se rejetèrent sur l'infanterie et y mirent le désordre. La vivacité du feu, une charge à la baïonnette de Bussy, l'arrivée de d'Autheuil avec ses compagnies, amenèrent l'entière déroute de l'ennemi. Bussy, poussant les fuyards l'épée dans les reins, gravit avec eux les pentes de la montagne et arriva en même temps qu'eux sous les remparts de la ville, malgré une grêle de balles et de boulets qui partaient des créneaux de l'enceinte. La plus grosse partie des Hindous put traverser les ponts et fermer les portes, et un feu terrible s'abattit sur les soldats français à découvert et au pied des murs.



UNE CHELINGUE

« La position n'était plus tenable; il fallait redescendre en vaincu les pentes si audacieusement gravies, ou pénétrer immédiatement dans la ville. Bussy s'arrêta à ce dernier parti. On réussit à appliquer un pétard le long d'une porte et à la faire sauter. La petite armée de Bussy s'engouffra aussitôt sous la voûte et un combat acharné commença dans les rues de la ville. Malgré la fusillade qui partait des fenêtres, les attaques réitérées de l'ennemi et les feux croisés des citadelles qui dominaient la ville, Bussy, le soir, était maître de la cité. Mais les forts tenaient toujours, et leur tir deve-

nait de plus en plus vigoureux. On s'abritait tant bien que mal ; on ripostait avec les pièces de campagne et quelques mortiers ; mais il était clair que l'artillerie française ne parviendrait jamais, à cause de sa faiblesse numérique, à réduire au silence les batteries ennemies. Que nous réservait l'apparition du jour si les forts restaient au pouvoir des Hindous ? Il y aurait une recrudescence du bombardement, un retour offensif de l'ennemi. On perdait déjà beaucoup de monde ; que serait-ce lorsque les canonniers de Méhémet-Ali ne tireraient plus au hasard et concentreraient le feu de leurs pièces sur la poignée de Français qui occupait la ville ?

« Bussy, tout de suite, vit qu'il fallait aller de l'avant et marcher sans perdre une minute sur les citadelles ; il forma trois détachements, et, leur désignant les forts à enlever, il les lança à l'attaque ; lui-même prit le commandement des sections qui opéraient contre le principal ouvrage. L'ennemi s'était barricadé sur les versants que nos troupes avaient à gravir ; de là, il faisait pleuvoir une grêle de balles sur l'assaillant. Ni la difficulté du sol, ni les retranchements, ni la mousqueterie, ni la canonnade n'arrêtèrent l'élan des compagnons de Bussy. Au matin, les citadelles étaient à nous, et les vainqueurs eux-mêmes s'étonnèrent de leur victoire, quant à la clarté du soleil levant, ils virent les fortifications prises en si peu d'heures. »

Nazir essaya inutilement de relever son prestige : ralliant les débris épars de son armée il poussa une pointe hardie vers Pondichéry. La Touche, sans attendre Bussy qui devait le rejoindre, lui barra audacieusement la route. Peut-être ne fut-il pas venu à bout de son adversaire sans la diplomatie de Dupleix. Les chefs que le Soubadhar entraînait à sa suite avaient été habilement travaillés : quelque infime qu'elle fût, l'armée française leur paraissait protégée par un invincible talisman, et bon nombre d'entre eux craignaient que leur alliance avec Nazir ne leur portât malheur. A peine la bataille fut-elle engagée que les Français virent soudain s'arrêter les masses ennemies : une rumeur singulière s'éleva d'au milieu d'elles ; on entendit des acclamations retentir en faveur de Mouzafer : Nazir, furieux de la désaffection qu'il a surprise chez ses nababs, insulte l'un d'eux ; ce chef, poussant son éléphant de guerre près de celui du Soubadhar, tue raide d'un coup de carabine le vieillard dont la tête est coupée aussitôt et promenée le long des lignes plantée au bout d'une pique.

Mouzafer, proclamé sur le champ de bataille souverain du Dekkan, vint à Pondichéry faire ratifier par Dupleix cette tragique élection.

Le jour du couronnement, Dupleix prit place sur un trône pareil à celui



DELHI

de Mouzafer qui lui décerna le titre de Zafir-Singh-Bahadour « le toujours brave et victorieux ». Mais il recueillait des avantages plus solides que ce pompeux surnom : des félicitations et des propositions d'alliance lui furent adressées de toutes parts, par le rajah de Delhi lui-même. Aux possessions de la Compagnie s'ajoutèrent les territoires de Mazulipatam et de Yanaon : celui de Karikal fut étendu ; la monnaie de Pondichéry fut seule admise dans la soubabie à l'exclusion des autres monnaies étrangères ; aucune faveur ne pouvait être accordée sans le consentement du gouverneur. Enfin Dupleix reçut personnellement le Carnatic. Mais il ne voulut pas conserver pour lui cette province ; il en confia l'investiture à Chanda-Saïb, tout en se réservant le droit d'y nommer lui-même les gouverneurs.

Ce rude échec porté à leur politique ne découragea pas les Anglais. Energiquement soutenus par leur gouvernement qui ne leur refusait ni vaisseaux, ni hommes, ni argent, ils s'efforcèrent de calquer la politique de leur ennemi et nouèrent contre lui des intrigues à la cour même du Grand Mogol. Ils représentèrent à cet indécis monarque qu'en demandant son investiture au gouverneur français, Mouzafer n'avait eu d'autre but que de se soustraire à son suzerain naturel, et que les Français en intervenant dans les affaires politiques de l'Inde avaient répudié leurs engagements solennels. Par ces moyens ils réussirent à obtenir du Grand Mogol l'investiture de la soubabie du Dekkan en faveur d'un de leurs protégés, Ghazdiouzin, qu'appuyait au demeurant le féroce chef des Mahrattes Baladgi-Xao : le couronnement du rival de Mouzafer eut lieu à Aurun-Gabad.

Dupleix n'attendait que cette occasion pour attaquer en face les Anglais. Il donna à Mouzafer pour soutenir ses prétentions un corps d'armée de 2 000 hommes et une batterie d'artillerie. Ce corps comptait seulement 300 français, mais il avait à sa tête Bussy et 10 officiers rompus à la guerre de l'Inde.

Mouzafer s'acheminait sur le Golconde quand plusieurs nababs, connaissant sa pusillanimité, tentèrent de lui arracher des lambeaux du royaume dont il ne faisait qu'entamer la conquête. Fort de l'appui de Bussy, le Soubadhar répondit avec mépris à ces exigences ; une révolte éclata parmi ses troupes et lui-même tomba sous les coups de ses sujets. Tout semblait compromis. Avec une rapidité d'action dont Dupleix seul paraissait avoir le secret, Bussy, sans plus s'inquiéter de la personnalité de l'allié qu'il était chargé de soutenir, proclama roi du Dekkan Soulabet, un des cousins de Mouzafer. Puis il fit, en présence de toute l'armée, fusiller les auteurs

du complot. Ce hardi coup de théâtre, la prise de Canoul qui tomba à peu près dans les mêmes conditions que Gingi au pouvoir de Bussy, ouvrit à Soulabet la route de sa capitale.

Restait toutefois à vaincre l'ennemi le plus redoutable : Baladgi-Nao s'avançait à marches forcées vers le sud du Dekkan avec 80 000 cavaliers mahrattes, 30 000 fantassins et 160 pièces de canons.

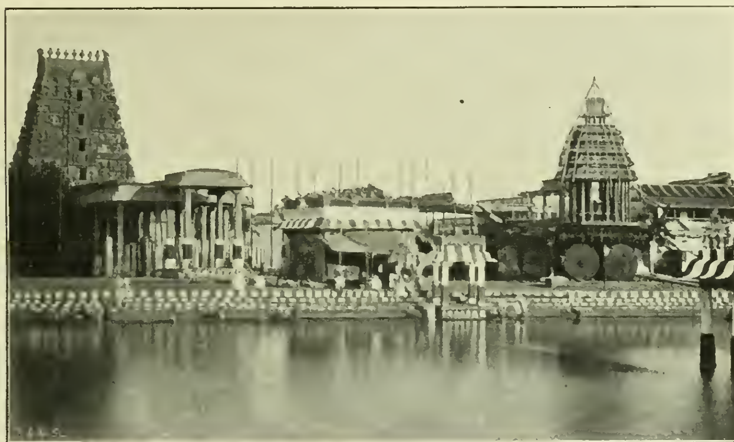
Le nom d'épopée placé en tête de ce livre ne saurait mieux s'appliquer qu'à la lutte homérique que soutinrent Bussy et ses 300 français contre ces forces près de cent fois supérieures en nombre. Elle évoque le souvenir de ces batailles mémorables que soutinrent jadis contre les Perses les Spartiates de Léonidas. Pendant deux jours de suite, les hordes de Baladgi précipitèrent leurs assauts sur l'armée de Soulabet que Bussy avait rangée en bataillon carré et dont chaque angle formé de troupes françaises était protégé par la petite artillerie. Fauchés par la mitraille, les escadrons mahrattes ne reculaient que pour se reformer et renouveler leurs attaques. Décimé, épuisé de fatigue, le soir de la seconde journée, l'ennemi se retire à quelque distance pour prendre du repos. Le lendemain matin, il tente un retour offensif. Mais au moment où la mêlée s'engage une éclipse de lune vient jeter le trouble dans l'esprit superstitieux des barbares. En voyant leur hésitation, Bussy entraine toutes ses troupes dans un admirable élan ; le petit contingent fraye la route aux alliés jusque dans le camp mahratte où commence une épouvantable boucherie que la nuit seule arrête. Prés de 40 000 cadavres couvraient le champ de bataille. Ce qui restait de l'armée de Baladgi ne put jamais se rallier : le *Peshwa* lui-même s'échappa nu sur un cheval.

Le Dekkan et le Carnatic, plus de la moitié de l'Inde, tombaient en notre pouvoir. Près de 40 millions d'Hindous reconnaissaient notre suprématie ; Baladgi vaincu reconnaissait notre protectorat sur le pays Mahratte. La fortune de Dupleix était à son apogée : seul, sans le secours de sa Compagnie, sans l'appui du gouvernement, avec l'aide de quelques braves et d'une poignée de Français, il donnait à la France un empire plus merveilleux encore que celui du Canada.

Si d'une rive à l'autre de l'Océan Indien l'Inde relevait de notre domination, un danger cependant nous menaçait encore, aux portes mêmes de Pondichéry. Il devait prendre en quelque temps d'effrayantes proportions.

L'affaire du Carnatic n'était pas terminée. Quand le successeur d'Ana-

verdi-Khan, Chanda-Saïb voulut prendre possession du pays dont il tenait l'investiture de la France, il trouva installé dans sa capitale de Tritchinopaly, le fils de son prédécesseur, Méhémet-Ali. Effrayé de nos progrès, Méhémet s'était tout d'abord engagé à composer avec son rival moyennant une indemnité et une nababie; sommé de tenir cet engagement, il s'y refusa. Il n'était point malaisé d'apercevoir à travers ce refus les agissements de l'Angleterre. Celle-ci, en effet, jugeant l'occasion favorable, envoie à Méhémet 700 hommes de troupes européennes et 1 400 cipayes



PAGODE ET ÉTANG SACRÉ PRÈS PONDICHÉRY

placés sous les ordres de Lawrence et de Robert Clive. Ce corps de soutien commence par subir un grave échec. Bussy lui enlève toute son artillerie au moment où elle rejoignait l'armée de Méhémet. Mais Robert Clive, un digne adversaire de Dupleix, prend bientôt sa revanche sur un officier français que la Compagnie a encore imposé à Dupleix, Law de Lauriston. Cet incapable laisse tomber Arcate aux mains de l'ennemi. Dupleix tente une diversion et menace Madras : une panique folle règne dans la place à la nouvelle de l'approche des Français et le gouverneur de la Compagnie anglaise Saunders rappelle en toute hâte Robert Clive.

Une nouvelle faute de Law vint tout perdre. Au moment où Tritchinopali allait tomber entre nos mains il trouva moyen de se faire battre sous les murs de la place ; puis battant en retraite sans y être autrement obligé,

il alla s'enfermer stupidement dans la petite île de Seringham, sans avoir préalablement assuré ses approvisionnements. Pressé par la disette et par l'armée de Méhémet, il capitulait quelques jours après avec 40 canons, 35 officiers, 780 Européens et 2 000 cipayes. Chanda-Saïb abandonné tombait aussitôt au pouvoir de l'ennemi et était passé par les armes.

Ce premier désastre fut bientôt suivi d'un second : d'Autheuil, qui depuis sa blessure n'était plus que l'ombre de lui-même, déposait les armes à Volcondoupouram et Dupleix-Abad, la ville que Chanda venait de fonder en l'honneur de son protecteur, était incendiée par Clive.

Ces deux défaites découvraient Pondichéry dont la défense était à peine assurée par une centaine d'invalides.

Dupleix fut aussi admirable d'énergie dans le malheur que dans le succès. Par une diplomatie habile que seconde avec son incroyable hardiesse la Bégum Jeanne, il réussit à détacher de l'alliance anglaise les Mahrattes qui voulaient prendre leur revanche. Avec l'aide de Bussy et de Kerjean, il reprend même l'offensive, bat Clive à Gingi, et tue à Lauwrence sous les bastions même de Tritchinopaly l'élite des grenadiers anglais. Un effort loyal de la Compagnie, l'envoi de deux solides bataillons par le gouvernement auraient suffi pour relever notre fortune. La Bégum Jeanne adresse à Mme de Pompadour « un chargement de présents d'un prix inestimable, et une lettre la suppliant d'intéresser le roi au sort de l'Hindoustan ». La courtisane lit avec émotion l'appel de la Bégum, agit activement près de Louis XV qui lui promet l'envoi immédiat « de ce qui sera nécessaire pour sauvegarder dans les Indes l'honneur et l'intérêt ». Mais les ministres ne veulent voir dans l'ordre du roi d'équiper troupes et bateaux pour le service de l'Inde qu'une satisfaction donnée à un caprice de femme, et pour y aller au meilleur marché ils envoient les deux plus mauvais navires de la flotte *le Centaure* et *le Bourbon* qui mettent six mois à amener 500 hommes, « ramassis de la plus vile canaille, recrutée par la Compagnie ». Cette bande de maraudeurs et de pillards essaya d'introduire à Pondichéry ses habitudes de vol. Au lieu d'être un appoint pour la défense du pays, elle la priva du concours des soldats qu'on dût exclusivement employer à la surveiller.

Une lueur d'espérance toutefois vint briller quelques jours après dans l'âme de Dupleix : on lui annonçait l'arrivée d'un autre vaisseau portant à son bord un de ses vieux amis : Godeheu.

Quelques jours avant son arrivée, Godeheu faisait parvenir de l'île de

France à Dupleix, un message ainsi conçu : « Je vais hâter notre relâche pour avoir plutôt le plaisir de vous voir, ainsi que Mme Dupleix et Mlle sa fille. » Le 2 août 1754, écrit M. Rambaud, arrivait le navire tant attendu et avait lieu sur la plage de Pondichéry l'entrevue entre les deux hommes : empressement joyeux de Dupleix ; politesse froide et revêche de Godeheu. Celui-ci remit à Dupleix un premier papier : ordre de rappel, mais justifié sur la nécessité de mettre la Compagnie à portée de ses lumières. Puis un second papier : c'était la révocation de Dupleix signée par le roi, qui enjoignait même de « faire arrêter le sieur Dupleix... et de le faire embarquer sur le premier vaisseau qui partira pour France ». Enfin un troisième papier, signé Godeheu : il contient la demande d'un rapport détaillé sur la situation. Dupleix pâlit affreusement et dit seulement qu'il ne saurait qu'obéir au roi et se soumettre à tout. Godeheu demanda la convocation du conseil et il donna lecture de ses instructions. Ce fut une stupeur dans l'assemblée. Dupleix rompit ce silence glacial en criant : « Vive le roi ! » Le 3 août, Godeheu se fit reconnaître par les troupes comme gouverneur, prit les clefs de la place et donna le mot d'ordre. Il n'avait qu'un regret : c'est que la prudence de Dupleix l'eût empêché de faire un coup d'autorité. »

L'admirable français qu'était Dupleix aurait pu le faire « ce coup d'audace » sans que la postérité essayât même de le lui reprocher : il se montra plus grand qu'il n'avait encore paru : accompagné de sa dévouée Bégum et de leur fille, il quitte l'Inde, embarqué de force par Godeheu, regrettant seulement de n'être pas tombé en soldat, comme Montcalm allait avoir le bonheur de le faire au Canada, sur cette terre de rajahs dont il avait fait une terre française.

Deux lignes suffisent pour expliquer et flétrir à jamais la cause de cette soudaine disgrâce : depuis trois ans les dividendes de la Compagnie étaient tombés à rien, et ses mercantis n'admettaient pas qu'on leur donnât de la gloire au lieu d'écus ; puis l'Angleterre avait demandé à Louis XV d'imposer à la Compagnie le rappel de Dupleix dont elle avait peur : et Louis XV avait obéi par peur de l'Angleterre.

Ce fut le Fachoda de la monarchie française.

Tandis que le honteux Godeheu signait, le 26 décembre 1754, un traité aux termes duquel les deux Compagnies rivales s'interdisaient d'intervenir dans les affaires de l'Hindoustan et renonçaient à toutes possessions acquises au cours des guerres du Carnatic et du Dekkan ; tandis que par l'intermédiaire des agioteurs qui dévoraient sa fortune et foulaient aux pieds

son honneur, la France abdiquait tous ses droits sur le plus bel empire colonial qu'un français eut jamais rêvé de constituer. Dupleix, rentré à Paris, disputait en vain aux shylock de la monarchie agonisante les débris de sa fortune... de cette fortune personnelle que dans les heures de détresse il n'avait pas hésité à sacrifier sans compter aux intérêts de la Compagnie des Indes.

Après huit ans de misère, de tortures morales, de désespoir, il mourait le 10 novembre 1763.

Par une étrange destinée, c'est l'Angleterre qui la première a vengé Dupleix des déboires dont l'abreuva la France : quand, maîtres de l'Inde à leur tour, les Anglais ont tourné leur souvenir reconnaissant vers les hommes qui avaient fait de ce pays d'Orient un pays anglais, et jeté dans les sillons en friche de la vieille civilisation aryenne la semence de la civilisation nouvelle, quand ils ont songé à consacrer par le marbre ou le bronze la mémoire des héros de l'Inde, ils ont tenu à ce que dans ce Panthéon britannique figurât l'image de l'homme qui avait le plus contribué à la régénération de l'Inde; et sur la place de Calcutta ils ont érigé une statue au grand Français Dupleix.

Godeheu mit un an à accomplir son œuvre néfaste. C'est en vain que nos anciens alliés ou leurs successeurs se débattent contre l'étreinte de Clive ou de Lawrence : ils sont abandonnés ou trahis. Seul Bussy est resté sourd aux ordres de Godeheu ; il se maintient quand même dans le Dekkan, s'alliant même avec les Mahrattes et le sultan de Mysor pour conserver les places conquises dans la péninsule centrale. Quand la guerre de Sept ans éclate, il trouve le moyen, avec 160 Européens, 600 cipayes et 5 canons de reprendre aux Anglais les territoires qu'ils ont conquis au mépris du traité de 1754. Il réussit même à faire entendre à Versailles un suprême appel auquel il va être répondu.

Louis XV, se réveillant du lourd sommeil dans lequel l'avaient plongé les intrigues de ses ministres et de ses maîtresses, voulut faire quelque chose pour l'Inde et désigna Lally-Tollendal pour y relever le prestige des armes françaises.

Malheureusement, Lally-Tollendal était tout l'opposé de Dupleix. Vaillant officier, quoique brave sans discernement, il s'était distingué par sa hardiesse sur plusieurs champs de bataille; mais il ne savait rien des choses de l'Inde. Impérieux, têtu, il manquait, de souplesse et de largeur



LE DERNIER JOUR DE L'INDE FRANÇAISE

d'idées. En partant pour son gouvernement, il prit une devise qui promettait beaucoup : « Plus d'Anglais dans la Péninsule. » Malheureusement, son jugement égaré par les rapports mensongers qu'il recueillit près des hommes de la Compagnie lui fit voir sous un faux jour et sous de fausses couleurs l'Inde et les hommes qui la défendaient. Pour lui, Bussy et ses officiers n'étaient que des voleurs : n'avaient-ils pas mis à contribution les marchandises de la Compagnie et même les biens des princes alliés pour faire vivre leurs soldats ? Puis, violent sans énergie, il s'aliéna complètement tous les Hindous qu'il méprisait et qu'il obligea, sans distinction de caste, brahmanes ou parias, jusqu'à s'atteler à ses chariots de munitions et à traîner ses canons.



TYPES INDOUS

Néanmoins, peu de temps après son arrivée, il enlevait à l'ennemi Goudelour, Arcate, Saint-David même qui avait bravé tous les efforts de Dupleix, et allait mettre le siège devant Madras. Mais là se bornèrent ses succès. Malgré des prodiges de valeur, les troupes françaises furent repoussées ; Bussy rebuté, plus découragé par la méfiance de son chef que par la résistance des ennemis, conseilla lui-même la retraite que précipita l'arrivée d'une escadre anglaise. Le 16 février, Lally rentrait à Pondichéry. Bussy éloigne encore par un beau succès l'échéance fatale : il surprend les Anglais à Vandavachy, leur tue 400 hommes, leur prend 4 canons. Pour le remercier, Lally le représente au ministère comme « l'homme le plus faux, le plus

menteur, le plus pillard... ; il a, disait le gouverneur, l'astuce d'un Maure, et il est, comme Médée, versé dans l'art de la trahison et ne saurait être comparé qu'au plus grand malfaiteur condamné à la roue depuis cent ans. »

D'Aché, commandant de la flotte, ne sut pas se plier, comme Bussy, avec l'abnégation d'un soldat à la cause supérieure du drapeau ; il montra plus que de la mollesse, et ne fit pour ainsi dire rien pour empêcher la chute de Pondichéry. Malgré un beau fait d'armes qui eut encore Vandavachy pour théâtre et au cours duquel Lally, faisant seul le coup de feu à vingt pas sur les grenadiers anglais, eut son habit entièrement déchiré par les balles, nos intrépides marins durent abandonner toutes les positions avancées de Pondichéry et laisser leur chef frappé de trois coups de baïonnettes aux mains de l'ennemi. Le 18 janvier 1761, Pondichéry capitulait. Un mois après Mahé avait le même sort.

Lally-Tollendal, en faveur de qui plaidaient cependant des services antérieurs et de remarquables actes de bravoure, paya cruellement les désastres dont il n'avait pas seul la responsabilité. Condamné le 6 mai à la décapitation il fut conduit dans un tombereau sur la place de Grève, après avoir été roué de coups par ses geôliers, les menottes aux mains, un baillon sur la bouche et un bandeau sur les yeux. Le soir même où sa tête tombait, Mme du Deffand entendit les cochers de Paris fouetter leur cheval en criant : « Hue donc, Lally ! » C'est sur cet odieux épisode que se termine l'histoire de l'Inde française : après le grabat de Dupleix, le tombereau de Lally.

Le traité de 1763 avait consacré la ruine de notre empire indien : il ne nous laissait que les villes qui constituent actuellement les Établissements français de l'Inde, des villes ouvertes avec des territoires morcelés et impossibles à défendre. Pondichéry, Mahé, Yanaon, Karikal, Chandernagor, quelques maganons et quelques aldées, à peine cinquante mille hectares et 280 000 habitants... voilà tout ce qui nous reste d'un empire qui grâce à Dupleix compta plus de 40 millions de sujets et près de 100 millions de protégés.

La France devait pourtant, avant la chute de la monarchie, tenter encore un effort, malheureusement insuffisant, pour arracher à l'Angleterre sa conquête. Si cet essai de restauration fut éphémère il ne fut pas du moins sans racheter par quelque gloire la honte de Godeheu.

Un simple officier du rajah de Mysore, Hyder-Ali, s'était épris d'une admiration enthousiaste pour Dupleix. Vers le temps où la guerre de l'In-

dépendance des États-Unis détourna de l'Inde l'attention et les efforts de l'Angleterre, il entreprit, selon la formule du grand Français, de régénérer l'Inde par l'Inde. Une série de révolutions de palais l'ayant amené au pouvoir suprême, il s'était organisé une armée à la française, gardant pour lui le commandement en chef, mais ne prenant aucune décision sans l'avis d'un état-major composé d'instructeurs français formés par Bussy à la guerre de l'Inde. En peu de temps il avait fait la conquête de presque tous les pays de l'Inde occidentale.

Les quelques Français restés dans l'Inde, persuadés que le gouvernement de Louis XVI seconderait leur initiative, offrirent leur concours à Hyder-Ali, et, sans plus attendre, attaquèrent les établissements anglais. Tout d'abord la métropole ne s'inquiéta pas de les aider ; elle ne comprit la nécessité absolue de le faire qu'au jour où elle reçut la nouvelle que les Anglais s'étaient vengés de l'audace trop confiante de nos colons en s'emparant de Pondichéry, de Yanaon, de Mahé et de Chandernagor. Il fallut bien se décider à agir et c'est au bailli de Suffren que fut confiée la mission de reconquérir les villes perdues.

Elevé à la grande école de l'amiral d'Estaing, Pierre de Suffren, simple cadet de maison provençale, s'était déjà signalé par son extraordinaire audace et sa décision. Il part avec cinq vaisseaux et deux frégates d'une valeur militaire médiocre et arrive en vue de Madras, après avoir désemparé, au large des îles du cap Vert, à Praya, la flotte anglaise de l'amiral Johnston.

L'amiral Hughes l'attendait sous Madras. Suffren ne voulant point risquer ses vaisseaux sous le feu combiné de l'escadre et des forts ennemis, se replie sur Pondichéry, à petite allure, espérant bien que Hughes lui donnera la chasse. L'amiral anglais tombe dans le piège. Le 17 février 1782, une furieuse bataille s'engage. Mieux secondé par son état-major, qui supportait difficilement la sévère autorité du chef, Suffren aurait remporté une complète victoire ; il ne peut que contraindre l'adversaire à regagner son mouillage, non sans avoir fort malmené ses navires. Hyder-Ali se croyant tout à fait abandonné, allait négocier avec les Anglais, quand heureusement Suffren put reprendre Pondichéry, y débarquer ses troupes et décider le vieux Bussy, que les blessures et les douleurs ramassées au cours de ses campagnes avaient éloigné des champs de bataille, à reprendre de nouveau du service pour le compte d'Hyder-Ali. De mars à juillet 1782, les flottes anglaise et française se rencontrent trois fois. Dans la dernière

bataille, qui a lieu en vue de Négapatam la flotte anglaise est entièrement désemparée et immobilisée pour deux mois. Suffren, dont les bateaux n'ont pourtant guère été épargnés, supplée à force d'activité à l'absence de tout secours.

Le 26 juillet il a à Goudelour une entrevue avec Hyder-Ali qui témoignait le plus vif désir de le voir et de le féliciter de ses victoires. « Les Anglais ont enfin trouvé leur maître, aimait à dire le prince : voilà l'homme qui m'aidera à les exterminer ; je veux qu'avant deux ans il n'en reste plus un seul dans l'Hindoustan. » Les deux alliés ne se séparèrent qu'après s'être donné rendez-vous sous les murs de Madras. Suffren, pour éparpiller les forces anglaises, fit une utile diversion devant Trinquemale, le chef-lieu de Ceylan. Au bout de cinq jours cette place formidable capitulait. Elle était depuis déjà trois jours en notre possession quand l'amiral Hughes apparut, comptant bien écraser Suffren entre ses canons et ceux de la place ; son plan était déjoué.



RUINES D'UN TEMPLE INDOU DANS LE DEKKAN

Cependant Suffren, à la première nouvelle de l'approche de Hughes a ordonné à ses équipages de rembarquer au plus tôt. Le branle-bas de combat est sonné ; mais tout d'abord le désordre se met dans l'escadre française : un vaisseau prend feu par une cause inexpliquée. Quelques capitaines, mécontents de la dure croisière que leur a imposée Suffren, demeurent inactifs. L'amiral reste seul un instant exposé au feu de six vaisseaux ennemis. Toute sa mâture, hachée par les boulets-ramés, s'effondre entraî-

nant le guidon de commandement. Suffren bondit sur la dunette : « Les pavillons, tous les pavillons! qu'on en couvre le vaisseau! » Le navire amiral grâce à cette voilure de fortune se reprend à marcher lentement, et les matelots enthousiasmés par l'héroïsme du chef redoublent d'ardeur. Les capitaines eux-mêmes, honteux de leur conduite sont ramenés à des sentiments meilleurs par l'exemple que leur donne l'amiral et viennent au secours de son navire qui n'a plus un boulet à mettre dans ses canons... et qui, pour ne pas paraître prêt à céder, remplace les boulets par les projectiles les plus invraisemblables, et finit par tirer à blanc quand il n'a plus rien à mettre dans ses bouches à feu. Cette audace extraordinaire eut raison de la flotte anglaise. Epuisée, elle se retira laissant pour la quatrième fois l'honneur du champ de bataille à Suffren.

Bussy, de son côté, marchait sur Madras quand la paix de Versailles arrêta les hostilités (1783).

Cette paix trop précipitée fut un malheur. Au moment où l'Angleterre tremblait à nouveau pour son empire Indien, Louis XVI se contenta de rentrer en possession de nos villes de l'Inde.

En 1787, Suffren, à qui Louis XVI et la cour avaient prodigué leurs témoignages d'admiration et les plus grands honneurs, tombait tué en duel par l'oncle d'un de ces jeunes courtisans que le roi avait improvisés officiers de sa marine et dont Suffren avait dû punir la lâcheté au cours de sa glorieuse croisière.

En 1799, Tippoo-Saïb, fils d'Hyder-Ali, trouve dans l'héritage de son père la haine de l'Angleterre, et supplie en vain Bonaparte de l'aider à reconquérir l'Inde pour le compte de la France ; son appel n'est pas entendu. Tippoo-Saïb donne à la France une cruelle leçon en se faisant tuer pour elle dans sa capitale de Seringapatam.

L'histoire de l'Inde française se termine sur ce drame de l'abandon. Le lent développement de nos pauvres comptoirs de l'Inde ne présente pas un épisode glorieux qui vaille d'être conté. Cependant leur raison d'être ne réside pas dans le culte d'inoubliables souvenirs historiques. L'Inde actuellement se transforme. Une formidable évolution économique et sociale est à la veille de rendre l'Inde aux Indous. On peut espérer que les vieilles sympathies, que dans le fond de leur cœur ont gardées les Indous pour la France, leur ancienne suzeraine, les guideront plus librement vers les grands centres industriels et commerciaux que pourront alors devenir Pondichéry, Karikal et Mahé.

CHAPITRE XVI

Les derniers épisodes du déclin. L'effondrement. — 1815.

Le caporal-roi Labigorne. — Sainte-Marie concédée à la France. — Maudave à Fort-Dauphin. — Benyowski. — Ses aventures. — Son rôle à Madagascar. — Sa mort.
Mgr Pigneau de Behaine et l'empereur d'Annam Gia-Long. — Notre première tentative en Indo-Chine.
Les colonies sous la Révolution et l'Empire. — Victor Hugues aux Antilles. — Les traités de 1815.

Depuis les vêpres malgaches on ne songeait plus guère en France à Madagascar. Quelques arrêts du Conseil se contentent d'affirmer platoniquement les droits de la couronne sur l'île africaine. Il en était tout autrement aux Mascareignes : les colons de l'Ile de France et de Bourbon, exclusivement adonnés à la culture de la canne qui faisait leur richesse, et insouciants de l'élevage, entretenaient avec la grande terre des relations commerciales assez suivies, malgré les prohibitions du roi qui entendait bien conserver le privilège du négoce en ce pays. Des gens de couleur de l'Ile de France s'étaient installés sur différents points de la côte : mais, simples traitants, ils se contentaient de faire passer en contrebande dans les petites iles, pour le compte de la Compagnie, les troupeaux de bœufs dont celles-ci avaient besoin pour leur consommation.

Vers 1747, un caporal qui avait servi dans l'Inde sous les ordres de Dumas, vint tenir garnison à Fort-de-France. Peu de temps après son arrivée, Jean-Onésime Labigorne (c'était son nom) fut contraint, à la suite d'une aventure galante avec la femme d'un officier, de chercher sur la

côte malgache un asile contre le ressentiment de son supérieur. Le méchant petit bateau qu'il montait en compagnie de trois noirs vint aborder sur le rivage qui relevait de la domination de Ratsimilao, seigneur de Sainte-Marie, Foulepointe et autres lieux.

Ratsimilao avait une fille, Béti, en âge d'être mariée : le fougueux Labigorne, à qui l'histoire de La Case n'était peut-être point inconnue, sût trouver le chemin du cœur de la princesse, et la petite Béti offrit au brave caporal sa main et de solides espoirs de le faire roi un jour.

Il était écrit que ces unions franco-malgaches devaient avoir d'importants résultats politiques. Quand, en effet, le bonhomme Ratsimilao rendit sa belle âme au bon Dieu de ses grigris, Béti devint reine et Labigorne roi. C'était là un bien bel avancement pour un simple caporal !

Pour être déserteur... par amour, Labigorne n'en était pas moins resté fidèle au drapeau et à ses habitudes de soldat : il commença par créer une petite armée qu'il instruisit à la française ; mais il reconnut bientôt que ses malgaches n'avaient qu'une valeur militaire très relative, et, pour mettre du cœur au ventre de ses troupiers, il persuada à Béti qu'il fallait leur procurer un invincible grigri. Or, selon lui, aucun ne valait le drapeau français.

Béti, pas fâchée au demeurant de nouer des relations plus suivies avec les compatriotes de son mari, séduite — soit dit sans lui faire un reproche de sa coquetterie — par l'offrande d'une belle robe de soie que lui avait donnée peu de temps auparavant un traitant de l'Ile de France, confia pleins pouvoirs à son mari pour unir les destinées de la maison de Ratsimilao à la fortune de la maison de France.

Labigorne, qui joignait les fonctions de ministre des affaires étrangères de la cour de Foulepointe à celles de ministre de la guerre et probablement à bien d'autres encore, dépêcha un courrier au gouverneur général de l'Ile de France et Bourbon : il s'excusait, non sans esprit, de sa peccadille amoureuse et exposait, non sans talent, la façon utile dont il pouvait la racheter.

A la fin de juillet 1750, Barthelémy David, en vertu d'instructions reçues de Paris, débarquait à Foulepointe, salué par les détonations d'une vieille caronade retirée d'un brick naufragé, qui constituait toute l'artillerie du caporal. Béti, à qui David ne manqua point d'offrir des présents de bienvenue, voulut prouver que l'amabilité des Français dépassait de beaucoup l'idée qu'en avaient forgée dans son esprit les dires de Labigorne

(qui pourtant était de Gascogne) et, sans plus tarder elle offrit de passer un traité authentique d'amitié avec le roi de France ; mais il fut convenu que le représentant de Louis XV conduirait la reine et toute sa cour en l'île de Sainte-Marie, à bord du vaisseau *le Mars* que commandait Adam de Villiers, pour y échanger les signatures d'usage. Cette courte traversée de Foulepointe à Ambohifototra causa une joie inexprimable à la petite reine qui n'avait jamais navigué sur si puissant navire.

Béti, bien stylée par son époux, fit au roi Louis XV et à sa Compagnie des Indes « l'abandon entier et sans restriction aucune de l'île de Sainte-Marie, de son port et de l'îlot qui le ferme, sans qu'ils soient tenus de payer à elle, Béti, ni à aucun de ses successeurs, aucuns droits et rétribution pour cause de ladite acquisition ». De plus, elle s'engageait : « tant en son nom qu'en celui de ses grands, à garantir jouissance paisible aux Français contre tous troubles et empêchements de la part des naturels de l'île de Madagascar ou autre nation ». Elle déclarait enfin « avoir reçu de la part du roi et de la compagnie, à titre de compensation, dédommagement ou échange, une certaine quantité d'effets à elle propres et convenables dont elle est contente, ainsi que ses grands à ce présents et acceptants, comme chargés des intérêts de leur reine et de sa couronne ».



SUR LA CÔTE DE SAINTE-MARIE

Malheureusement David éluda, une fois le traité signé, de remettre les pouvoirs de la Compagnie aux mains de Sa Majesté Labigorne dont le royal uniforme laissait apercevoir la roture par tous les trous. Les fonctions de représentant de la France à Sainte-Marie furent confiées à un officier de la Compagnie, de Gosse, qui avait eu mission de remettre à la reine le pavillon français.

Le bon accord ne dura point longtemps. De Gosse voulut jouer au Pronis et au Flacourt. Grossier, brutal, avare, il exerça une tyrannie odieuse sur les populations qui ne demandaient qu'à bien servir les intérêts des

Français. Une dernière cruauté de ce soudard causa dans l'île un soulèvement général que Labigorne et Béti n'eurent pas le temps de prévenir : les naturels se jetèrent sur leur indigne protecteur et le massacrèrent avec toute la bande de gredins qu'il avait amenée de Bourbon pour mieux l'aider à mettre le pays en coupe réglée.

Malgré les explications de Béti, le gouverneur de l'Ile de France crut nécessaire de tirer vengeance de ce massacre ; pendant un mois furent exercées d'abominables représailles. Ces événements eurent un retentissement considérable à Foulepointe : il fallut toute l'affection de Béti pour Labigorne, la patriotique adresse du caporal, et aussi l'humanité conciliante du nouveau gouverneur des Mascareignes, Logier-Bouvet, pour calmer l'effervescence. Un nouveau traité de cession et d'alliance fut signé par la reine en 1753 ; un fortin carré, portant sur une de ses faces les armes du roi de France, s'éleva près d'Ambohifototra; 4 canons l'armèrent ; on y laissa une petite garnison, et Labigorne fut chargé du contrôle des rapports avec les indigènes.

Pendant dix-sept ans, Labigorne étendit ses relations sur toute la côte de Madagascar, de Tamatave à la baie d'Antongil ; il s'entoura de la considération et du respect des indigènes, servant avec une habileté consommée d'intermédiaire entre les chefs de l'île, secourant de ses conseils et de son appui matériel les trafiquants établis sur la côte, organisant un admirable service d'échanges entre leurs comptoirs et les marchés de l'intérieur.

Ce caporal fut plus vraiment roi à Foulepointe que Louis XV à Versailles.

Le succès de Labigorne dans le nord de l'île fut pour beaucoup dans l'entreprise qu'au lendemain de la mort du caporal roi tenta dans le sud Louis de Féderbe, comte de Maudave (1768).

Brillant officier de l'armée des Indes, Maudave, après nos défaites dans la péninsule, s'était retiré dans un beau domaine de l'Ile de France. Son attention ne se laissa point exclusivement absorber par l'exploitation de la canne, et, malgré la malveillance des planteurs qui craignaient de voir s'élever à Madagascar des habitations rivales, il commença une active campagne pour décider le gouvernement à fonder quelque chose de durable sur la Grande Terre : « Il n'est pas besoin, écrivait-il au duc de Praslin, d'envoyer des escadres et des troupes, ni de transporter à grands frais une société tout entière : de meilleures armes, de meilleurs moyens nous donneront cet établissement sans frais. C'est par la seule puissance de l'exemple

des mœurs, d'une police supérieure et de la religion que je me propose de conquérir Madagascar. La société y est toute formée : il ne s'agit que de l'attirer à nous et de la diriger suivant nos vues qui ne sauraient éprouver d'obstacles, puisqu'elles intéressent les Malgaches eux-mêmes par l'utilité des échanges réciproques. »

Maudave eut gain de cause à la cour ; il fut nommé commandant pour le roi dans l'île de Madagascar et débarqua à Fort-Dauphin après avoir reçu la promesse d'un secours de trois cents hommes pour assurer la police et l'autorisation d'emmener de Fort-de-France des travailleurs chargés d'enseigner aux indigènes la culture de la canne.



UN BOTONA

Mais aussitôt une violente campagne de basses calomnies commença contre lui, fomentée par les colons des Mascareignes qui avaient appris avec effroi le projet de Maudave de supprimer à Madagascar la traite des esclaves.

Les rapports aussi faux que ridicules du chevalier des Roches, gouverneur de l'Ile de France, qui empêcha le départ des artisans et des colons promis à Maudave, arrêtèrent aussi l'envoi des hommes promis par de Praslin. C'est en vain que Maudave rappela au ministère ses promesses formelles ; le ministre avait changé. Abandonné de tous, incapable à lui seul d'exercer une influence suffisante sur les indigènes, cet honnête homme dut quitter Fort-Dauphin ; il retourna dans l'Inde et mourut en 1778 à Mazulipatam.

« Si Maudave, dit M. Pauliat, n'avait fait que passer à Fort-Dauphin, ses idées, ses plans, le parti qu'il avait montré qu'on pouvait tirer de Madagascar, tout cela était resté dans les conseils du roi et y avait rencontré de puissants partisans. »

Un nouvel effort pour implanter dans l'île l'influence européenne allait être, peu de temps après, tenté par un étranger, le comte de Benyowski dont l'histoire tient à la fois de l'épopée et du roman.

Le comte de Benyowski était fils d'un général autrichien dont les services avaient été récompensés par le don de grands domaines en Pologne. A la mort de son père, il passait pour l'un des plus riches propriétaires fonciers du pays, quand survinrent les complications avec la Russie. Intelligent, plein d'activité et d'audace, passionné pour les aventures, il fut des premiers à prendre les armes pour la défense des libertés polonaises : il se distingua au siège de Cracovie ; mais, à la capitulation il partagea la captivité de tant d'autres. Interné à Kazan, il y fomenta un complot contre la domination russe, et, trahi par de faux amis, fut, sur l'ordre de Catherine, déporté au Kamchatka.

Là, il se mit dans les bonnes grâces des filles du gouverneur auxquelles il donnait des leçons de français ; il noua même avec l'aînée une intrigue amoureuse dont il comptait bien profiter pour recouvrer sa liberté. Le général, pris au jeu et émerveillé du savoir de celui qu'il considérait déjà comme son gendre, se déchargea sur lui, avec la plus grande naïveté du monde, de la surveillance des prisonniers politiques et militaires. Benyowski s'assura discrètement le concours de quelques compatriotes, et, au sortir d'une de ces longues soirées qu'il passait chez le gouverneur, se jeta avec ses complices sur un brick amarré au port : quand le pauvre général s'aperçut de son évasion, Benyowski voguait à pleines voiles sur le Pacifique. Le but de son voyage, c'était la France, « le seul pays, selon lui, où il fût possible de trouver le concours de financiers et d'officiers assez audacieux pour entreprendre de grandes choses en pays nouveaux ».

Pour gagner Paris, il n'avait qu'à contourner la Chine, c'est-à-dire traverser le Pacifique du Nord au Sud, puis traverser de l'est à l'ouest tout l'Océan Indien, doubler le cap de Bonne-Espérance et franchir tout l'Atlantique du Sud au Nord : ce n'était guère que le tour du monde à accomplir ! Benyowski ne recula point devant cette entreprise « d'une audace et d'une intrépidité inouïes pour l'époque, vu les moyens dont on disposait alors, et dans l'ignorance où l'on était des lieux où il fallait passer ».

En route, il mouilla dans le port principal de Formose pour s'y ravitailler ; la merveilleuse richesse du pays, son climat enchanteur, l'industrieuse activité des habitants le séduisirent à tel point qu'il conçut dès lors le dessein de revenir y fonder une colonie. A la suite de pourparlers qu'il entama avec les principaux feudataires de l'île, il reprit la mer « emportant l'autorisation de traiter en leur nom de la souveraineté du pays ».

La traversée de Formose à Makao fut semée de toutes sortes de péripéties : rencontres de pirates, de typhons, etc... Son brick faisait eau de toutes parts, son équipage était réduit à quelques hommes, quand il arriva dans ce port. Un navire de la Compagnie française des Indes y faisait ses préparatifs d'appareillage ; Benyowski y prit passage et quelques semaines après il touchait à Fort-de-France.

Il n'était question dans la colonie que de l'affaire de Maudave. Dans la joie que causait aux planteurs l'échec de la dernière entreprise de Fort-Dauphin, Benyowski n'eut pas de peine à démêler l'importance considérable qu'aurait eue son succès : il se passionna pour la question malgache et n'eut de repos qu'après s'être rendu compte sur les lieux des conditions dans lesquelles pouvait s'y développer un établissement européen. Madagascar lui parut aussi propre que Formose à la création d'une œuvre forte et prospère ; si bien qu'en quittant Fort-de-France, il ne savait trop sur laquelle des deux îles devait ultérieurement se porter sa débordante activité.



TYPE SAKALAVE

Quelle ne fut pas sa surprise, en arrivant à Paris, de constater que sa réputation l'y avait devancé : tous les salons s'ouvrirent devant lui ; c'est à qui pouvait entendre de sa bouche le récit de sa romanesque évasion du Kamchatka. Les femmes lui facilitèrent singulièrement ses rapports avec le gouvernement. Plaidant avec les mêmes arguments que Maudave la cause de notre expansion dans les îles d'Orient, il fit une telle impression que de Boynes, pour ne pas se laisser tout à fait convaincre, lui offrit le commandement d'un régiment d'infanterie. Benyowski accepta, mais sous l'expresse réserve qu'il servirait exclusivement aux colonies. Il renouvela à M. d'Aiguillon sa proposition de fonder une colonie à Formose « en se conciliant la bienveillance et la confiance des naturels du pays... On lui offrait 1200 hommes ; il n'en voulait que 300 ; il demandait en outre expressément que chaque année on lui envoyât de France 120 colons hommes, femmes et enfants et une cargaison de marchandises à échanger avec les indigènes ». Le gouvernement se décida enfin, et le roi confia à



VILLAGE SAKALAVE

Benyowski la mission qu'il sollicitait ; mais ce fut à Madagascar, et non à Formose, qu'il reçut l'ordre de se rendre.

Le 22 mai 1773, Benyowski revenait à Fort-de-France et se mettait à ses derniers préparatifs.

Alors vont s'élever entre lui et les gens de l'Ile de France une série de difficultés, dont l'origine longtemps méconnue a donné lieu aux jugements les plus opposés sur le rôle joué dans notre histoire coloniale par cet extraordinaire aventurier. Si d'une part on ne peut que déplorer les manœuvres déjà dirigées contre Maudave, et renouvelées contre lui par les traitants que menaçait directement son dessein d'affranchir les esclaves, et aussi par les planteurs qu'effrayait la concurrence des futures habitations élevées sur la grande terre, on ne saurait d'autre part approuver l'esprit d'indiscipline de Benyowski qui, placé sous les ordres du gouverneur de Bourbon, non seulement négligea de solliciter contre les intrigues des particuliers l'appui de son chef, mais se fit de ces intrigues même une arme pour ruiner le crédit du gouverneur et s'affranchir cavalièrement de son contrôle. Sans se soucier du désordre qu'il jetait dans l'administration par ses manières trop autoritaires, il prit dans les bureaux et les magasins, hommes et choses à sa convenance ; jeta le même trouble dans le personnel des habitations par les procédés qu'il employa pour recruter des travailleurs, et s'étant procuré de force des bateaux partit au moment où on s'y attendait le moins et avant l'arrivée du navire porteur des ordres que le gouverneur avait sollicités du ministère pour régler le conflit d'attributions, cause de tout le mal.

Benyowski eut la fâcheuse idée d'aller fonder son établissement dans la baie d'Antongil : « Le général la Fievre » ne tarda pas à l'en faire

repentir. Néanmoins, choisissant un des points les plus élevés de la côte, il traça les limites d'une ville à laquelle il donna le nom de Louisbourg. Puis, peu à peu il prit un réel ascendant sur les indigènes qui le choisirent bientôt pour arbitre dans leurs différends de tribu à tribu. Une seule, celle des Zaffi-Rabé, résista brutalement à tous les pourparlers entamés avec elle; Benyowski en découvrit bientôt la raison : ces indigènes en relations fréquentes avec les gens des Mascareignes avaient été avertis que les blancs venus parmi eux étaient des rebelles et qu'eux-mêmes pourraient payer cher plus tard le concours qu'ils leur apporteraient. Les Zaffi-Rabé furent sommés, sous menace de destruction de leur village par les autres tribus, de se rendre à un grand kabary. Plus de 20000 malgaches assistèrent à cette réunion d'où sortit une paix durable.

Grâce aux indigènes, grâce aussi à son infatigable énergie, Benyowski parvint à établir une série de forts sur toute la côte orientale; de vastes plantations furent aménagées, des routes ouvertes, des canaux creusés. Pour asseoir tout à fait son influence il ne négligea aucun moyen, même de ceux qui nous paraîtraient le plus puérils; et ce furent précisément ceux-là qui lui servirent le plus. « Une vieille négresse qu'il avait ramenée de l'Ile de France s'en allait, dit-on, de tribu en tribu, racontant que son maître était le petit-fils de Ramini, chef suprême de la province de Manahar, le dernier des Ampangakabe (dynastie sacrée de l'île). » Aussi, l'année suivante, sur le bruit répandu par les gens de Fort-de-France que Benyowski allait être chassé de Madagascar par le roi, une députation de 1200 Malgaches vint-elle lui annoncer qu'il était revêtu de la dignité souveraine; et l'orateur ajouta que tous les gens de l'île avaient juré de ne l'abandonner jamais, de le protéger au contraire, même contre les Français. Ils le pressèrent ensuite de quitter le service de la France et de désigner le lieu qu'il choisissait pour sa capitale : tous s'engageaient à y aller avec lui.

Benyowski, soit par loyalisme (car il est peu probable qu'à ce moment l'idée lui fût venue de s'affranchir du contrôle de la métropole, comme il l'avait fait de celui du gouverneur de Bourbon), soit pour ne point aggraver par une véritable rébellion sa situation vis-à-vis du roi, irrégulière à coup sûr mais non criminelle, s'empressa de démontrer à ses nouveaux sujets la nécessité pour eux de conclure un traité d'amitié avec la France, et, malgré les supplications des chefs, il s'embarqua pour l'Europe, en décembre 1776.

Les rapports les plus exagérés et les dénonciations les plus outrageantes, émanant du gouverneur et des habitants de l'Ile de France, l'avaient précédé à Paris : il était, entre autres, accusé d'avoir commis des malversations pour un chiffre énorme. Une enquête fut ordonnée sur ses faits et gestes ; elle dura fort longtemps, car elle fut faite sur les lieux. Les griefs qui lui furent imputés étaient manifestement si grossis, il sut



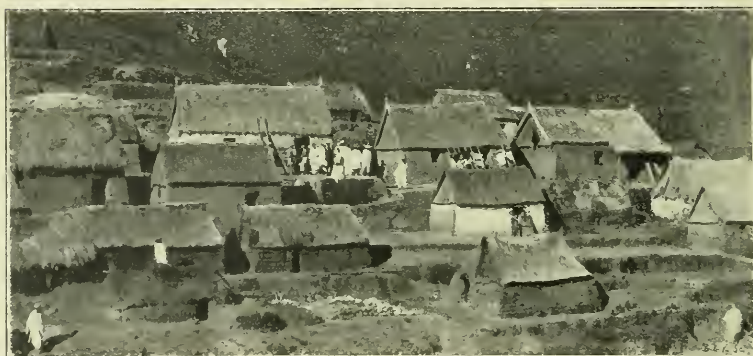
VILLAGE ET INDIGÈNES DU SUD (BARAS)

de son côté leur opposer si habilement ses relations personnelles et surtout le chiffre des bénéfices qu'il avait versés à la Compagnie (340 000 livres en 1775 seulement) que le jugement tourna à son avantage ; il conclut même jusqu'à honorer publiquement ses services. Les nombreux partisans de Benyowski, au lendemain de son acquittement, lui manifestèrent leurs sympathies par la remise d'une épée d'honneur. Toutefois, quand il voulut rattacher officiellement Madagascar à la France, il se heurta à une opposition formelle du ministère. On lui refusa même d'invoquer dans l'île, à un titre quelconque, le nom du roi de France. Ce fut une faute grave : Benyowski était de ces natures entreprenantes et vigoureuses dont on ne refuse pas mais dont on dirige l'activité, natures particulièrement précieuses par la force de leur volonté à une époque où c'est justement la volonté qui manque le plus. On savait que Benyowski ne voulait à aucun prix renoncer à la réalisation complete de son œuvre à Madagascar ; en l'y

contraignant par un dédain maladroit (quoique inspiré par une juste méfiance de sa discipline et de son honorabilité), on l'acculait sinon à la rébellion — car il était étranger — du moins à une hostilité ouverte, qui pouvait n'être pas sans danger pour nos intérêts à Madagascar jusque-là si mal défendus.

Repoussé par la France, Benyowski fit des ouvertures à l'Autriche, son pays d'origine, puis à l'Angleterre. Pour des causes de politique européenne, ces deux puissances refusèrent également ses services.

Après sept années de démarches infructueuses, et, dit-on, sur le con-



VILLAGE DU PLATEAU CENTRAL (BETSILEO)

seil de Franklin, alors à Paris, il s'adressa à la jeune République des États-Unis. Une maison de Baltimore lui fournit un navire chargé de marchandises, et le 25 octobre 1784, il quittait cette ville pour Madagascar. Il débarqua en face de Nosy-Bé, sur la côte de l'île opposée à Louisbourg. Bien que près de huit années se fussent écoulées depuis son départ, il fut immédiatement reconnu par les naturels, et son passage à travers l'île pour se rendre à la baie d'Antongil, ne fut qu'une ovation continue des plus enthousiastes.

Qu'elle présentât un caractère purement commercial ou, comme on a voulu le dire, un caractère surtout politique, cette seconde tentative de Benyowski à Madagascar était légalement attentatoire aux droits de la France sur la grande île. Il n'était pas admissible qu'un étranger pût les compromettre par l'indépendance absolue de son action. Aussi Benyowski fut-il invité par le gouverneur de Bourbon à se conformer aux règlements



TOMBEAU DE FAMILLE ROYALE ANNAMITE

et lois commerciaux en vigueur dans les îles. Au lieu de se plier à cette exigence, parfois douloureuse, qui s'appelle la loi, il entra en rebellion ouverte et prétendit que le sol de Madagascar était libre et ne relevait que des rois indigènes. Son expulsion s'imposait : un détachement du régiment de Pondichéry, en garnison à Port-Louis, en fut chargé. Le 23 mai 1786, Benyowski, accompagné de quelques européens armés, est sommé de se rendre ; il refuse et tombe aussitôt frappé d'une balle. Son corps, abandonné parmi les cadavres, resta trois jours sans sépulture. Ce fut un de ses anciens officiers, M. de Lassalle, qui, l'ayant découvert, lui fit rendre les derniers devoirs.

Avec Benyowski finissent les tentatives faites par l'ancienne royauté pour prendre pied à Madagascar. On ne conserva plus que quelques établissements placés sous la protection d'un petit nombre de soldats, pour assurer l'approvisionnement en bétail de nos possessions voisines.



Si le gouvernement de Louis XVI peut trouver dans l'indiscipline de Benyowski une excuse de n'avoir point su faire servir à la cause française le fort tempérament de cet aventurier, il n'en saurait trouver aucune à l'injuste abandon dont fut victime de sa part l'apôtre patriote, Pigneau de Behaine.

Dès longtemps les missionnaires français avaient pris la route de l'Extrême-Orient. Quelques-uns s'étaient arrêtés en Indo-Chine et avaient réussi à catéchiser bon nombre des Annamites, maîtres alors de toute la péninsule. Une sorte de féodalité dominait sur ce pays ; à sa tête était la dynastie suzeraine des N'guyen dont les tendances pacifiques s'étaient affirmées au lendemain même de leur usurpation. Les missionnaires européens avaient trouvé auprès d'eux un accueil tellement hospitalier, que la partie méridionale de la presqu'île fut au XVIIe siècle érigée en vicariat apostolique.

A l'époque de Louis XVI, ces missions se développèrent prodigieusement, grâce à l'influence d'un prélat d'une grande intelligence et d'une remarquable souplesse diplomatique. « Pigneau de Behaine, né en 1741, aux environs de Laon, appartenait à une famille riche et distinguée par ses alliances. Quoique pouvant aspirer aux grandes charges de l'État, il n'eut qu'un désir, qu'une ambition : porter la parole du Christ et propager la foi chrétienne dans les régions les plus reculées de l'Extrême-Orient. A peine âgé de vingt-quatre ans, il partit et débarqua à Cam-Cao, qui appartenait

alors au royaume de Siam. Sa mission fut troublée par la guerre et les persécutions et ce n'est qu'au prix des plus grands dangers qu'il pût ramener sains et saufs ses néophytes à Pondichéry. En récompense de son zèle apostolique il fut sacré à Madras évêque d'Adran, titre qu'il a illustré et qu'il porta pendant un quart de siècle avec beaucoup d'éclat. » Rentré dans la suite au Siam il tenta de rétablir la mission de Cam-Cao ; n'ayant pu y réussir, il alla fixer sa résidence à l'endroit où s'élève aujourd'hui la ville de Saïgon.

Mais bientôt de terribles révolutions vinrent menacer, non seulement la prospérité de sa nouvelle œuvre, mais aussi la tranquillité de l'empire d'Annam. De sauvages montagnards venus de l'ouest, les Tayson, se jetèrent sur le pays, et les N'guyen, impuissants à les contenir, périrent aux côtés de l'empereur : seul, un jeune prince, N'guyen-Anh put échapper au massacre et vint chercher un refuge près de Pigneau de Behaine.

Le prélat comprit tout le parti qu'il pouvait un jour tirer de l'amitié de ce jeune homme dont les grandes qualités ne lui échappèrent point : il devint son ami et son conseiller, l'aida à reconquérir une partie du domaine de ses pères et, grâce à lui, le petit N'guyen-Anh devint le puissant Gia-Long.

Malgré les succès remportés sur les Tayson, la situation de l'empire d'Annam était toujours des plus graves. Seul Gia-Long ne pouvait guère que se défendre des montagnards ; il résolut, pour rendre au pays ses anciennes frontières, de solliciter l'appui d'une puissance européenne, quitte à reconnaître les services reçus par la concession de quelques avantages territoriaux ou commerciaux. Il songea tout d'abord à s'adresser à l'Angleterre ou à la Hollande : l'intrusion de ces peuples protestants en Indo-Chine inquiéta fort de Behaine pour l'avenir de ses œuvres catholiques. Pour détourner ce danger, il promit à l'Empereur l'appui de la France : il faisait fond pour tenir ces engagements sur ses grandes relations de famille et aussi sur l'intérêt que Louis XVI semblait manifester à la marine et aux expéditions de découvertes.

Espérant ainsi renouer la chaîne de nos anciennes traditions coloniales, il partit pour Versailles, emmenant avec lui son élève le prince Canh-Dzué, fils aîné de Gia-Long. L'empereur lui avait donné les instructions les plus larges pour mener à bien sa mission. Il touche d'abord à Pondichéry, mais l'accueil qu'il trouve près du gouverneur des établissements français est



LE JARDIN DES PAMPLEMOUSSES A L'ÎLE DE FRANCE

plus que froid. Il rembarque presque aussitôt, et arrive à Versailles au commencement de 1787.

Louis XVI fit le meilleur accueil au prélat. Pris d'un de ces enthousiasmes qui malheureusement n'avaient que la durée d'un feu de paille, le roi entrevit de l'autre côté du golfe de Bengale la reconstitution de notre empire des Indes. Les négociations aboutirent, le 18 avril 1787, à la signature d'un traité d'alliance offensive et défensive entre la France et l'Annam. « Nous acquérions en toute souveraineté la baie de Tourane et ses dépendances ainsi que l'île de Poulo-Condor. De plus nos vaisseaux étaient admis, sans payer de droits d'entrée, à l'exclusion des autres marines européennes ; nos négociants obtenaient le droit de libre circulation ; la liberté du culte chrétien était garantie. « De son côté le roi de France s'engageait à seconder l'empereur dans tous ses efforts pour rentrer en possession de ses anciens États et lui promettait un secours effectif de 10 frégates, de 1 500 soldats, de 200 artilleurs et de canons en quantité suffisante. »



ENVIRONS DE TOURANE

Malgré l'insistance de Pigneau de Behaine les vaisseaux promis ne purent partir en même temps que lui.

Ils ne devaient jamais partir. Pigneau de Behaine ne se décourage pourtant pas : il réalise toute sa fortune, frète de sa poche deux navires à Pondichéry, engage des officiers, des ingénieurs et des médecins qu'il présente à Gia-Long comme l'avant-garde des secours promis. Grâce au dévouement et à la science des collaborateurs du prélat, Chaigneau, Dayot, Barisy, Despiaux etc..., l'armée de Gia-Long est organisée à l'européenne ; une flotte est construite et l'empereur, non seulement recouvre son héritage, mais l'augmente par la conquête du Tonkin.

Veut-on savoir tout ce qu'il advint en France des courageux efforts faits par le prélat pour assurer au pays un nouvel empire colonial ? un changement de mode dans la coiffure des dames de la cour ! Celles-ci s'étaient tellement engouées de Pigneau et de Canh-Dzué, son élève,

qu'en leur honneur elles avaient adopté la mode du « peigne à la chinoise » !

Jusqu'en 1798, époque à laquelle il mourut, l'évêque d'Adran resta l'ami et le confident de Gia-Long. L'empereur le pleura, lui fit faire des funérailles magnifiques; le prélat fut enterré dans le jardin qu'il cultivait lui-même et on lui éleva le beau mausolée qui subsiste encore près de Saïgon.

Quand plus tard (1818) la France essaya de nouer de nouvelles relations avec l'Annam, Gia-Long se souvint que la France avait failli à ses engagements de 1787 : il accueillit avec honneur les compatriotes de Pigneau de Behaine, mais refusa de renouveler le traité. Ses successeurs devaient même plus tard oublier les services rendus à l'Annam par l'illustre évêque et inaugurer une nouvelles ère de persécutions contre les Européens.



A la veille de la Révolution, il ne nous restait comme colonies réelles que les Antilles et les Mascareignes : partout ailleurs, à Madagascar, au Sénégal, à la Côte américaine, etc., nos établissements étaient abandonnés ou en ruines.

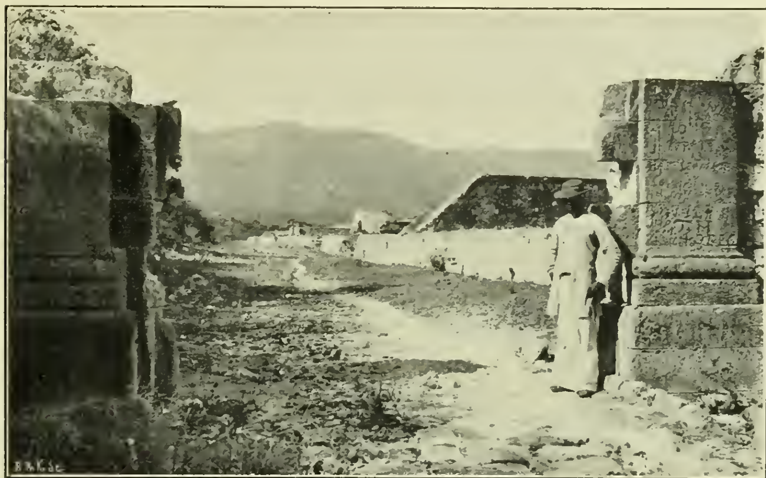
La situation économique avait, dans la dernière moitié du XVIIIe siècle, présenté aux Antilles et aux Mascareignes les mêmes alternatives de crise et de prospérité : cependant, la richesse des planteurs n'avait point décliné. Les heures de répit laissées par l'ennemi leur avaient permis de vite réparer les dégâts causés par les escadres anglaises ; la menace des flottes britanniques au cours de la guerre de Sept ans et de l'Indépendance américaine leur avait même fourni un utile moyen de s'enrichir. Si pendant ces guerres la mère-patrie ne connut pas seulement la victoire, si après lui avoir souri à Grenade, à la Dominique, à Sainte-Lucie, à Tabago, la fortune la trahit aux Saintes, la course organisée avec bonheur et habileté par les capitaines de la Guadeloupe principalement, constitua pour le pays une source d'immenses bénéfices.

Mais, quand la loi du 8 mars 1790 déclara les colonies partie intégrante du domaine national, quand le décret de 1792 assimila civilement et politiquement le nègre, l'ancien serf de la plantation, au maître de l'habitation, quand la main-d'œuvre servile des noirs fut affranchie, une crise terrible sévit dans les îles.



CREOLE DES ANTILLES

Les théories des encyclopédistes, des philosophes, des politiciens qui avaient petit à petit initié les classes les plus pauvres de France à l'idée de liberté n'avaient pu éclairer du plus petit rayon les frustes intelligences des esclaves coloniaux dont la plupart eussent même été bien en peine de se prévaloir des articles du Code noir qui les protégeait depuis



RUINES D'UNE BATTERIE FRANÇAISE A SAINT-DOMINGUE

plus d'un siècle. Ils traduisirent la liberté de vivre en citoyen qu'on leur offrait, en liberté de se venger d'anciennes offenses : la fortune des îles fut profondément blessée par l'inhabileté parfois enfantine avec laquelle leurs primitifs travailleurs manièrent l'arme terrible confiée par la Révolution. Les blancs eurent non seulement à se défendre de leurs anciens esclaves ; ils durent en même temps soutenir des luttes parfois admirables et héroïques contre les flottes de la coalition. Tous cependant ne s'inspirèrent pas de leur devoir patriotique : nombre de planteurs virent le renversement des traditions et des institutions qui avaient fait la fortune de leurs ancêtres du même œil que les partisans de la vieille monarchie regardèrent la suppression des droits féodaux : les colonies, elle aussi, eurent leur émigration ; elles eurent même leur Vendée.

Nous ne saurions ici retracer dans tous ses détails l'histoire des colonies sous la Révolution, raconter tout au long l'habile et courageuse politique

du général Decaen et de Sylvain Roux dans l'Ile de France et à Bourbon, les inutiles exploits de Leclerc et de Rochambeau pour conserver Saint-Domingue ; il suffira, pour montrer la part que prirent les colonies à la défense de la cause de la Révolution de raconter en quelques lignes les événements dont la Guadeloupe, fut le théâtre de 1790 à 1815.

Dès 1790, la guerre civile avait éclaté dans l'île : révolte des noirs, massacres, proscriptions, spoliations de propriétés se succédèrent sans relâche ; à la tête des blancs, le gouverneur de Clugny refusa de reconnaître le nouveau régime et terrorisa les esclaves révoltés. La Convention eut la main heureuse en désignant le capitaine Lacrosse pour installer un nouveau gouverneur républicain dans l'île : Lacrosse réussit à établir le calme en laissant partir du pays les planteurs royalistes. Le choix du général Collot comme gouverneur fut moins heureux : celui-ci perdit la tête à l'arrivée, dès le mois d'avril 1794, d'une escadre anglaise commandée par l'amiral Jervis ; il la laissa s'emparer sans résistance des forts de la Pointe-à-Pitre et de la Basse-Terre.

Tout change quelques mois après. Victor Hugues, nommé commissaire pour la Guadeloupe par la Convention nationale, arrive en vue de la Pointe-à-Pitre avec 1200 hommes commandés par le général Aubert. « Là on apprit que les Anglais s'étaient solidement établis dans l'île et que leur corps d'occupation était incomparablement supérieur aux forces françaises. Les chefs militaires opinaient pour une retraite pure et simple, ou tout au moins pour un délai dans les opérations. Victor Hugues intervint. « Nous sommes partis de France, dit-il, pour venir à la Guadeloupe. Nous y voici ! Il m'importe peu que les Anglais y soient arrivés avant nous. Vite, à terre ! »

Le débarquement a lieu. Victor Hugues appelle les esclaves, proclame leur émancipation, les convie à marcher avec lui « contre ces coquins d'Anglais » ; quant aux colons royalistes qui seraient tentés de faire cause commune avec l'ennemi, il leur montre une guillotine dressée bien en évidence à leur intention sur le pont de son navire. Ses exhortations et ses menaces produisent leur effet : patriotes de toutes couleurs suivent le délégué de la Convention ; l'ennemi, rejeté hors de la Grande-Terre, va se fortifier dans la Basse-Terre.

L'amiral Jervis, qui a pris la fuite, revient quelques semaines après avec 6 vaisseaux de ligne, 12 frégates, 5 canonnières, 16 transports et 10 000 hommes de renfort. Pendant un mois il bombarde la Pointe-à-Pitre dont les défenseurs résistent aussi héroïquement au feu de l'ennemi qu'aux

ravages de la fièvre jaune qui a éclaté dans la place. Le général Aubert, le commissaire Chrétien, les commandants Cartier et Rouyer succombent. Victor Hugues est le seul des chefs français qui reste debout ; quand la ville n'est plus qu'un monceau de ruines fumantes il en retire toute l'artillerie et va se fortifier sur le Morne du gouvernement, bien décidé à s'y



BAIE DU MARIGOT (ÎLE DES SAINTES)

faire tuer s'il ne peut repousser les Anglais. Ceux-ci débarquent le 2 juillet et montent à l'assaut de la petite citadelle. Victor Hugues fait le mort, et, renouvelant la tactique de Montcalm, attend que les régiments anglais soient à 50 pas pour ouvrir le feu. A ce moment toute son artillerie tire à mitraille, et les 600 défenseurs du Morne chargent à la baïonnette les masses ébranlées des assaillants. Rien ne résiste à cette attaque soudaine ; les Anglais fuient de toutes parts, abandonnant leurs officiers dont la plupart se font tuer bravement ; ils embarquent sans même prendre le temps d'emporter leurs canons qui restent entre nos mains. Jervis regagne précipitamment les possessions britanniques.

Comprenant que sa situation ne lui donne qu'un répit, Victor Hugues se prépare aussitôt, tout en établissant une administration républicaine dans la colonie, à recevoir une seconde visite des Anglais. Les noirs et bon nombre de blancs enflammés par son courage lui fournissent une petite armée de 2000 hommes dont il donne le commandement au capitaine d'artillerie Pelardy. L'ennemi en effet revient en force dès le mois de septembre. La garnison française laisse débarquer le général Graham avec toutes ses munitions et ses approvisionnements de bouche. Un corps de 800 habitants de la Guadeloupe, noirs ou créoles, qui avaient refusé de reconnaître le gouvernement de la Convention, servait dans les rangs ennemis ; Victor Hugues voulait à tout prix s'en emparer. Pendant quinze jours se livrent des escarmouches dont le résultat ne nous est toujours point favorable. Mais, le 6 octobre, Graham se laisse cerner au camp de Berville. Après avoir perdu dans une surprise presque toute son artillerie, il est obligé de capituler, abandonnant 32 bouches à feu, 2000 fusils, et tous ses approvisionnements. Les 800 traîtres tombèrent eux aussi aux mains de Victor Hugues ; comme un exemple s'imposait, 400 furent condamnés aux travaux publics, les 400 autres furent exécutés le lendemain de la capitulation, en présence du général Graham qui avait poussé la lâcheté jusqu'à ne même pas s'occuper de leur sauvegarde dans l'acte de reddition.

Le général Prescott qui occupait encore à la Basse-Terre le fort Saint-Charles n'attendit pas l'arrivée de Pelardy ; il rembarqua en toute hâte.

Victor Hugues, organisant avec une admirable activité les forces du pays, trouve le moyen de constituer une armée de 10000 hommes parfaitement exercée ; c'était plus qu'il n'en fallait pour résister à une nouvelle invasion. Mais le Directoire s'effraye de la popularité et des moyens parfois inconstitutionnels dont use l'ancien conventionnel. Après avoir reconquis Marie-Galante et Sainte-Lucie, Hugues, accusé d'abus de pouvoirs, est embarqué de force pour la France.

Le Consulat et l'Empire firent entrevoir la possibilité d'une brillante reconstitution de notre domaine colonial en Amérique. Napoléon travailla un instant avec ardeur à faire de la mer du Mexique une mer française en soudant la Floride à la Louisiane et en fermant le golfe par la chaîne continue des Antilles devenues françaises. Mais sa politique fut maladroite : elle parut tendre au rétablissement de l'esclavage dans les îles et ne fit que raviver les haines des noirs. Son action ne fut guère plus heureuse : les fièvres décimèrent les troupes envoyées pour réprimer les rebelles.

En 1803, Saint-Domingue s'affranchissait des liens qui l'unissaient à la métropole : à l'appel de cet admirable citoyen que fut le nègre Toussaint Louverture, elle se constitua en République indépendante d'Haïti. La Floride fut cédée à l'Espagne, la Louisiane vendue aux États-Unis pour une somme de 80 millions.

Puis, au lendemain de la rupture du traité d'Amiens, les colonies sont définitivement abandonnées ; l'incapable Ernouf laisse débarquer et s'installer à la Guadeloupe une armée anglaise que le vaillant capitaine Troude, malgré une lutte héroïque, n'a pu arrêter à la sanglante journée des Saintes ; les Mascareignes tombent aux mains de l'ennemi presque en même temps.

L'écroulement de l'Empire a entraîné dans sa ruine tout ce qui subsistait de la France Extérieure. En 1815, la France ne possède plus en Afrique, qu'un coin de la côte du Sénégal, — que l'île Bourbon et les cinq villes de l'Inde dans l'Océan Indien, — que la Guadeloupe, la Martinique, Marie-Galante et les Saintes dans l'Amérique Centrale, — Cayenne dans l'Amérique Australe, — les îlots de Saint-Pierre et Miquelon et des droits de pêche sur le banc de Terre-Neuve dans l'Amérique du Nord.

Nos droits sur Madagascar n'avaient pas été atteints.

4e PÉRIODE

CHAPITRE VII

La Conquête de l'Algérie.

L'Odjak. — Un coup d'éventail. — La prise d'Alger. — Une victoire embarrassante. — Conquête du Sahel. — Abd-el-Kader. — Bataille de la Macta et traité de la Tafna. — Les deux sièges de Constantine. — Aux Portes de Fer.

La défense de Mazagran. — Le Père Bugeaud et les « Africains ». — Le sergent Blandan à Bouffarik. — La prise de la Smala. — La bataille d'Isly. — Au marabout de Sidi-Brahim. — Soumission d'Abd-el-Kader. — Les derniers soulèvements : Canrobert à la Zaatcha ; les Ouled-Sidi-Cheick. — La prise de Laghouat. — Les campagnes du Sud. — La révolte de 1878. — Bou-Amana. — Dans le M'zab. — La France algérienne.

La Méditerranée n'est en somme qu'un grand fleuve qui coule entre l'Europe méridionale et l'Afrique septentrionale et qui unit les deux continents plus qu'il ne les sépare. De même que le pays de Carthage attira Rome, que le Maroc sollicita les Vandales, l'Algérie, qui occupe l'espace intermédiaire entre ces deux régions extrêmes de l'Afrique mineure, devait, à un instant ou à l'autre, attirer la France, sa voisine de l'autre côté de l'eau.

Au temps où se produisit l'occasion quasi fatale du rapprochement des peuples riverains, l'Algérie, « pour qui voulait l'aborder de front, était surtout Alger. Située, dit M. Foncin, à peu près à égale distance de la frontière marocaine et de la frontière tunisienne, au point où la chaine côtière

occidentale s'arrête et disparaît sous les flots, en face du littoral français, abritée au fond d'une large baie, adossée aux massifs pittoresques du Sahel qu'enveloppe l'admirable plaine de la Mitidja, Alger occupe le bord d'une sorte de delta fortement retranché par les chaînes Telliennes, mais auquel peuvent aboutir, par des issues naturelles, toutes les routes du pays. A l'Est, le col des Beni-Aïcha conduit en grande Kabylie ; les gorges de Palestro mènent d'une part à la petite Kabylie, de l'autre par les Bibans à Sétif, à la province de Constantine et en Tunisie. Au nord, les gorges de la Chiffa ouvrent l'accès de Médéa, de Boghar, du Chéliff supérieur, des Hauts Plateaux et du Sahara par Laghouat. A l'Ouest enfin, au pied de Miliana, se déroule l'immense plaine du Chéliff inférieur qui débouche plus loin vers Oran et le Maroc. »

C'est par Alger que les Turcs s'étaient au XVe siècle répandus dans le pays : c'est cette ville qui fut le centre de rayonnement de leur conquête. Mais, incapables de résoudre par des moyens pacifiques tout problème de civilisation, les Turcs s'implantèrent et demeurèrent plus de trois siècles dans le pays sans dépouiller leur enveloppe barbare, sans chercher à tirer paisiblement du sol les richesses qu'il recélait, abandonnant l'agriculture aux soins des indigènes, se contentant de faire des principaux ports de la côte de formidables repaires de pirates, y entassant les équipages et les cargaisons de la chrétienté, faisant aussi impitoyablement la traite des esclaves que la chasse aux galions et caravelles. « C'était de la part des descendants de Baba-Aroudj et de Kheïr-Eddin un continuel défi à la civilisation et au droit des gens. » A la fin du XVIIe siècle, le dey d'Alger répondait insolemment aux remontrances d'un consul anglais. « Ne sais-tu pas que les Algériens sont une troupe de brigands et que je suis leur chef ? »

Ces brigands, en réalité, n'étaient ni les Maures de la plaine, ni les Kabyles de ces ruches industrieuses suspendues aux crêtes de l'Atlas, ni les juifs commerçants des villes, ni les Coulourlis, métis de Turcs et d'Arabes, ouvriers indolents des principaux centres : c'était « l'Odjak », milice fanatique et sauvage, recrutée par les chefs conquérants au hasard de la mer, et qui tenait toute sa force aussi bien de la terreur qu'elle inspirait que de la pusillanime docilité des populations asservies. Pendant plus de trois siècles l'Odjak ne gouverna que pour exploiter atrocement.

« C'étaient les beaux jours de ce régime, conte M. de Grozals, lorsque du haut de la casba d'Alger et des blanches terrasses de la ville étagée

en amphithéâtre, l'œil découvrait au loin sur la mer la flottille victorieuse hâtant son retour. Alors, on voyait dévaler vers la marine, par les rues étroites et raides, la population en liesse. On avait hâte de voir les riches étoffes, les armes, les vins, les barils pleins d'or, les esclaves. C'était ensuite le partage du butin : et tandis qu'à l'abri du *Peñon* la ville des corsaires comptait ses profits, l'Europe chrétienne pleurait ses captifs et préparait leurs rançons. »



UNE RUE DE LA CASBAH

A diverses reprises elle avait bien essayé d'écraser les pirates dans leurs repaires.

L'Espagne au temps de Charles-Quint, lord Exemouth au début du XIXe siècle, bombardaient Alger. Deux terribles leçons lui étaient aussi infligées par la France. En 1682, Duquesne en incendiant la ville avec ses galiotes à bombes, vengeait le consul de France, le missionnaire Le Vacher et vingt-deux Européens, hachés par le boulet d'un canon à la gueule duquel les barbares les avaient attachés. En 1688, l'amiral d'Estrées châtiait une nouvelle insulte faite à notre drapeau en brûlant les neuf dixièmes de la place rebâtie et décimait si terriblement les janissaires de l'Odjak que ceux-ci avouaient « qu'un jour prochain les Français pourraient manger à Alger la soupe qu'ils auraient mise à chauffer à Toulon ». Et cependant, une fois les escadres européennes au large, l'Odjak se remettait comme de plus belle à sa néfaste besogne.

C'est la France qui, peut-être grâce à l'énergie de ces deux expéditions, réussit dès le XVIIe siècle à tirer le meilleur profit de l'admirable région

côtière de l'Algérie. Dès le XVIe siècle même des Marseillais avaient fondé au Bastion du Roi, à la Calle, puis à Collo des établissements qu'ils relevèrent cinq fois : c'étaient de fructueux centres de pêche et de récolte du corail. Au XVIIIe siècle, ces comptoirs purent vivre assez longtemps en bonne intelligence avec les Turcs ; ils gagnèrent des millions à exporter d'Afrique en France le blé algérien : pendant la Révolution, c'est l'Algérie qui fut notre principale pourvoyeuse de grains. Après l'Empire les anciennes stations, abandonnées pendant le blocus, furent de nouveau occupées : elles commercèrent avec une prospérité inégale et en payant une forte redevance au dey.



GALERIE DU PALAIS DU DEY D'ALGER

Le dey Hussein, qui régnait à Alger depuis 1818, avait, dès son avènement, repris avec la France les relations interrompues sous l'Empire. Mais sa mauvaise foi, son caractère irascible et hautain les avaient rendues particulièrement difficiles. A diverses reprises il s'était heurté à la froide correction de notre consul, M. Deval, plus particulièrement à l'occasion du règlement de deux questions qui lui tenaient fort au cœur : il prétendait élever de 90 000 à 300 000 francs l'annuité relative aux concessions françaises; en outre, il supportait avec peine le retard apporté par le gouvernement français au paiement d'achats de grains, faits au temps du Directoire, à deux juifs algériens Bakri et Busnah, dont il avait pris la créance à son compte : la France ne contestait pas la dette; elle discutait simplement la forme de son acquittement.

Le 27 avril 1827, une grande réception avait lieu au palais deylical, à l'occasion de la clôture du Rhamadan. Un grand nombre de représentants du corps diplomatique, de nombreux émirs, cheikhs et caïds, les officiers de la milice turque se pressaient dans la salle où Hussein jouait, avec une morgue dédaigneuse, au Commandeur des Croyants. A tout instant il semblait chercher quelqu'un du regard et, selon l'expression d'un témoin,

« avait l'air d'un chat qui guette une souris ». M. Deval est annoncé et entre avec son personnel et les agents commerciaux français. Le dey ne peut réprimer un hochement de tête dont la signification n'échappe pas à ceux qui avaient l'habitude de ses colères. Notre consul en grande tenue s'avance très correctement jusqu'à l'échafaudage de tapis sur lequel trône Hussein, et, au milieu du plus profond silence, prononce les premiers mots d'un compliment fort courtois. D'un ton sec Hussein lui coupe la parole, et en termes violents lui reproche la mauvaise foi de son gouvernement. M. Deval, qui s'était respectueusement incliné se redresse pâlissant ; en mots très mesurés mais fermes, il relève l'inconvenance de l'accueil réservé au représentant d'une nation qui avait maintes fois prouvé qu'elle ne redoutait aucun genre d'explication avec aucun gouvernement. Aux paroles, peut-être imprudentes, à coup sûr pleines de fierté de notre représentant, les Européens se serrent instinctivement les uns près des autres, comme en présence d'un commun danger. Hussein reste un moment sans rien dire sous le regard de M. Deval. Il voit dans cette attitude une insulte, saute bas de son divan, saisit des mains d'un de ses serviteurs une chasse-mouche en plumes d'autruche, en frappe au visage le consul de France, et donne l'ordre à ses gens de le chasser du palais. M. Deval ne bronche point sous l'outrage et fixant de nouveau le vieux Hussein : « Ce n'est pas à moi, dit-il, que s'adresse le soufflet de Votre Altesse, mais à mon pays qui saura le venger. » Et, très digne, il sort du palais. Le lendemain tous les papiers du consulat français étaient embarqués à bord d'un bateau marseillais ; nos nationaux recevaient l'ordre de se mettre à l'abri de représailles inévitables, et M. Deval rentrait en France.


CIMETIÈRE ARABE

Charles X et ses ministres ne surent tout d'abord à quel parti s'arrêter : tous étaient bien d'avis qu'une réparation s'imposait ; mais le souvenir de la résistance meurtrière opposée par les Turcs à l'expédition de lord Exemouth semblait détourner la majorité des conseillers d'une action trop énergique. Quiconque à ce moment eût émis l'opinion que le coup d'éven-

tail de Hussein allait être l'origine de la conquête d'un empire français en Afrique eût passé pour un illuminé. Le gouvernement de la Restauration ne se sentait aucune disposition, ni aucune ressource pour une entreprise de cette importance. Il n'en soupçonnait même pas la possibilité. Au lendemain même de la bataille d'Isly, tous les bons esprits de France ne croyaient-ils pas, comme Bugeaud, que « pareille conquête était une œuvre de géants et de siècles »?

Et pourtant en moins de cinquante ans l'Algérie est devenue terre française, et bien française.

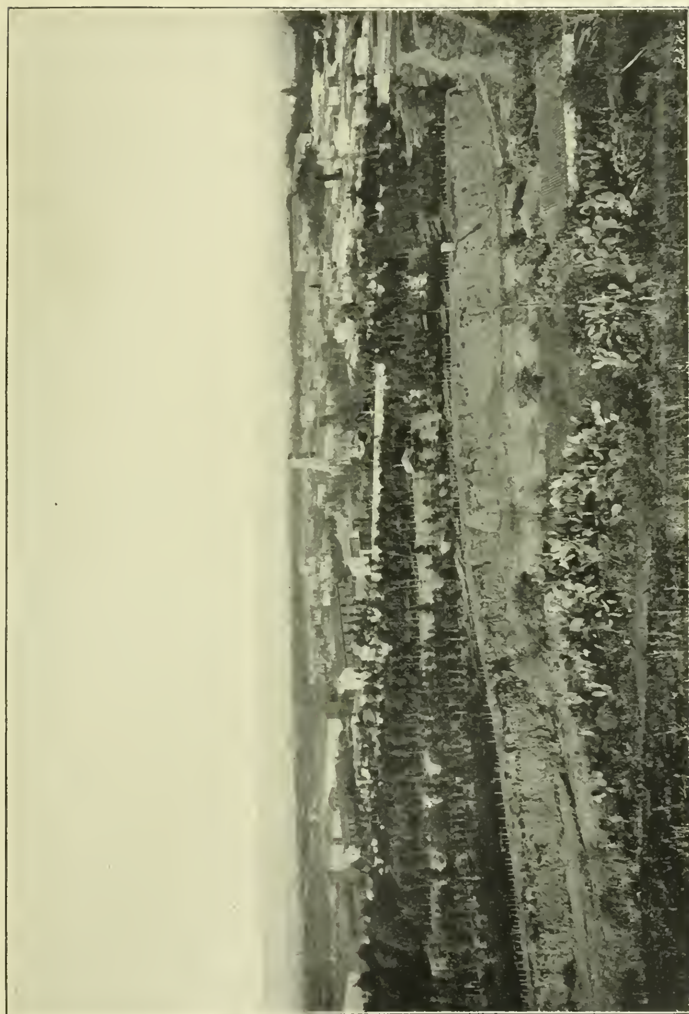


DANS L'ATLAS

L'établissement de l'influence française dans l'Afrique mineure et occidentale comprend trois périodes : de 1830 à 1841, le pays est l'objet d'une occupation restreinte. Les hésitations du gouvernement français, l'hostilité sourde de l'Angleterre, la constitution géographique même d'un territoire divisé en compartiments distincts, le fanatisme musulman limitent les efforts de l'armée à la prise de possession du Tell et de places isolées. Une faute grave enfin est commise par la signature du traité de la Tafna qui permet à Abd-el-Kader de se prévaloir de droits étendus sur les provinces d'Oran et de Titteri.

De 1841 à 1870 la France est obligée par des considérations stratégiques et géographiques d'étendre son occupation. « Pour garder le littoral, il faut tenir les Hauts-Plateaux, et pour tenir ceux-ci il faut être forts dans le Sahara. » La bataille d'Isly, la conquête de la Grande-Kabylie, la répression des insurrections dont le mot d'ordre est venu du Sud constituent les étapes de notre établissement dans toute l'Algérie.

Enfin, de 1871 à 1900, la France s'occupe à consolider sa domination dans le Sahara et à relier entre eux par une chaîne de postes ininterrompue ses possessions de l'Afrique occidentale. La création des forts sahariens,



DANS LA PLAINE DE LA MITIDJA (BLIDA)

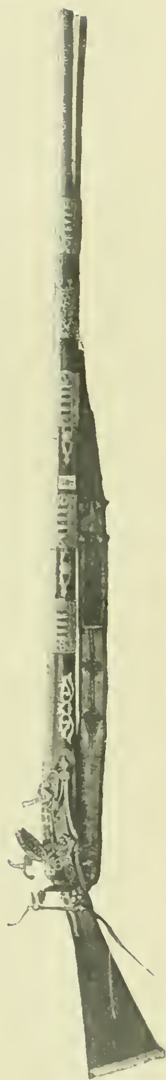
les explorations du Sahara, la prise de possession des territoires baignés par le moyen Niger, enfin l'occupation du Touat sont les principaux épisodes de cette période contemporaine.

On se contenta, après l'affaire Deval, d'envoyer une escadre en vue d'Alger ; le commandant devait exiger du dey des excuses, même indirectes, et de la place une amende honorable sous forme d'un salut de cent coups de canons à l'adresse des couleurs françaises. Renversant les rôles, Hussein prétendit que c'était à lui qu'étaient dues les excuses. L'état de siège fut déclaré le 15 juin 1827. Pendant trois ans un blocus aussi inefficace que coûteux fut maintenu devant la rade. Puis les affaires intérieures détournèrent l'attention de l'Algérie. En 1830, on n'était guère plus avancé qu'en 1827. Il fallait pourtant en finir : l'amiral de la Bretonnière fut dépêché près de Hussein, porteur de conditions encore plus douces. « J'ai de la poudre et des canons, répondit insolemment le chef des brigands de l'Odjak. » Et pour en faire la preuve, il fit ouvrir sur la *Provence*, que commandait M. de la Bretonnière, le feu de toutes les batteries de la rade.

Ce nouvel attentat produisit en France une impression considérable : le pays sentit renaître en lui sa vieille fierté belliqueuse, étincelle qui dormait mal éteinte sous les ruines de l'Empire ; l'opinion publique emporta la décision de la cour encore hésitante. Une expédition fut décidée ; les préparatifs en furent poussés activement ; l'amiral Duperré accepta le commandement de la flotte ; M. de Bourmont, ministre de la guerre, se mit à la tête des troupes.

L'Angleterre, naturellement, protesta contre une détermination qui répondait au sentiment de tous les bons Français. Les représentations de son ambassadeur ne furent même pas prises en considération.

Le 25 mai 1830, une splendide escadre sortait de Toulon : elle comptait 12 vaisseaux de ligne, 23 frégates, environ 250 bâtiments affrétés pour le transport des troupes et 200 chalands destinés à leur débarquement. Cette flotte portait 37 000 hommes : la cavalerie était peu nombreuse ; en revanche de sérieux effectifs d'artillerie et de génie. Après un gros temps qui oblige l'amiral Duperré à relâcher quelques jours à Palmas, la flotte mouille enfin dans la baie de Sidi-Ferruch. Le capitaine Boutin avait, au cours d'un assez long séjour dans le pays, relevé les avantages stratégiques de ce point d'atterrissage d'où il était aisé de prendre à revers les formidables défenses



FUSIL ARABE
(Pris dans la tente d'Abd-el-Kader à l'enlèvement de la Smala.)
Musée de Chalon-sur-Saône.

d'Alger. Cette manœuvre déconcerte les Turcs, habitués à voir l'ennemi se placer sous le feu des forts. Massés à l'embouchure de l'Harrach, ils n'ont point le temps d'arrêter le débarquement de nos troupes qui dessinent sans être inquiétées leur mouvement sur la ville. Opéré le lendemain, le débarquement eût pu être la répétition du désastre jadis essuyé par la flotte de Charles-Quint : un violent ouragan se déchaîna en effet vers midi sur la Méditerranée et les vaisseaux eurent la plus grande peine à se maintenir sur leurs ancres.

Bourmont de son côté ne se trouvait guère moins embarrassé que l'ennemi : il s'attendait à voir la côte défendue par « des hordes nombreuses de cavalerie irrégulière couvrant leur front par des milliers de chameaux ». L'inaction des Turcs lui conseilla une regrettable méfiance. Au lieu de brusquer l'attaque — qui eût fait tomber sans coup férir Alger entre nos mains, — il laisse le temps à l'armée d'Hussein de se concentrer en avant de la ville. Le 19, au petit matin, les lignes françaises sont attaquées furieusement par la cavalerie arabe. Les historiens ne sont pas d'accord sur l'évaluation des forces ennemies ; les uns portent ce chiffre à 60 000 cavaliers ; les autres l'évaluent à 25 000 à peine. Quoi qu'il en soit, les deux ailes de l'armée française, mal liées au centre, sont un instant gravement menacées. Les Arabes parviennent jusqu'aux retranchements rapidement élevés par nos troupes ; un grand nombre même les franchissent, enlevant par-dessus les gabions leurs légers petits chevaux. Mais notre infanterie, s'est rapidement formée en carrés ; son feu bien nourri décime l'ennemi qui prend la fuite dans le plus grand désordre. De son côté l'aile gauche, imprudemment lancée en avant, manque d'être cernée et n'est dégagée que par le feu de l'artillerie admirablement servie. A midi, les troupes

du dey se débandaient et se jetaient confusément dans Alger, répandant une effroyable panique dans la ville. « Les gens, raconte un médecin allemand prisonnier de Hussein, couraient par les rues comme des fous; quelques-uns demandaient où étaient les infidèles et croyaient que les Français allaient égorger tous les musulmans. »



YATAGAN ARABE
Musée de Chalon-sur Saône.

Bourmont commit une nouvelle faute en arrêtant sur le plateau de Staouéli ses troupes qui auraient pu pénétrer dans la ville avec les Turcs. Il se condamna ainsi à tout préparer pour un siège en règle que le bey de Titteri Moustapha-ben-Mezrag, s'apprêta de son côté à soutenir vaillamment, en mettant rapidement en défense les forts de l'Ouest et le fort de l'Empereur. Pendant dix jours les travaux d'attaque eurent à souffrir de fréquentes sorties dont quelques-unes firent subir des pertes sérieuses à notre infanterie légère. « Enfin le 4 juillet, à quatre heures du matin, la tranchée fut ouverte contre le fort l'Empereur; les batteries françaises subitement démasquées l'écrasèrent de leurs feux. La garnison se défendit avec la plus grande vigueur; mais la lutte des deux artilleries était par trop inégale : au bout de quelques heures les Turcs avaient leurs embrasures démolies, leurs pièces démontées, leurs canonniers hors de combat; des fuyards s'échappaient vers la Casba, et déjà l'ordre était donné de battre en brèche, quand une formidable explosion se fit entendre : le Khaznadji avait fait mettre le feu aux poudres; il espérait ensevelir une partie de l'armée française sous les décombres de la citadelle; quelques hommes seulement furent atteints. Aussitôt les ruines sont occupées; l'artillerie s'y installe et se prépare à foudroyer la Casba. Le fort l'Empereur une fois pris, Alger ne pouvait plus tenir. Hussein pourtant ne voulait pas encore céder; il montrait dans l'adversité autant de fierté qu'aux jours de sa puissance. Les commandants des forts reçurent l'ordre de tenir jusqu'au bout et d'imiter ensuite le Khaznadji; le dey déclarait qu'avant de se soumettre, il ferait sauter la Casba et la ville. Mais la population,

affolée de peur, ne voulait plus qu'on parlât de résistance ; des symptômes de défection se produisaient dans les rangs de la milice ; un émissaire alla proposer au général de lui apporter la tête du dey comme gage de réconciliation. Hussein jugea qu'il était temps de négocier : il offrit de fournir toutes les satisfactions refusées depuis 1827 et de payer les frais de la guerre. Bourmont déclina ses propositions et exigea la remise immédiate de la ville avec ses forts. Lorsque le vieil interprète Brascewitz, chargé de signifier l'ultimatum, en donna lecture devant les officiers turcs, des cris de rage éclatèrent, les sabres sortaient des fourreaux. Mais Hussein avait pris son parti : le lendemain il signait la capitulation. »

Bourmont traita généreusement son courageux adversaire : il lui laissait sa liberté et tous ses biens personnels ; une garde devait assurer la sécurité de sa personne. Les Algériens conservaient leur religion, leurs biens mobiliers ; la parole d'honneur du général francais garantissait le respect de leurs femmes. Mais la Casba et tous les forts devaient être remis au vainqueur avec les armes et les munitions.

Cette victoire produisit en France deux effets opposés. D'une part tous les cœurs tressaillirent de joie en voyant le succès revenir, après une longue éclipse, du côté de nos drapeaux. Mais d'autre part, l'embarras du gouvernement fut extrême. Charles X et ses ministres ne savaient que faire de cette conquête qui leur tombait sur les bras ; ils semblent même n'avoir jamais songé à ce qu'il adviendrait d'Alger au lendemain de sa chute. Rendre la ville aux Barbaresques était impossible — quelque joie qu'en pût ressentir l'Angleterre — ; autant aurait valu ne pas s'en emparer. Mais pour la conserver en toute sécurité, il fallait en dégager les alentours des partis arabes qui, revenus de leur première surprise, se faisaient de la résistance à outrance l'idée d'une guerre sainte. La Révolution de Juillet tira Charles X d'embarras en lui enlevant toute sa responsabilité en même temps que sa couronne.

Le gouvernement de Juillet ne se trouva guère moins hésitant en face de cette porte ouverte sur l'Afrique Mineure : la franchir lui souriait fort ; mais l'opposition protestait. Cette dernière trouva un orateur à la hauteur de son imprévoyance en Desjobert, ce député comique qui tua son idée et lui-même par le ridicule dont il se couvrit. « Je suis d'avis, s'écriait à tout propos cette caricature de l'ancien Caton, qu'il faut abandonner Alger : j'ai dit ! » Ses collègues convaincus décidèrent de la conserver.

La première période de l'occupation qui s'étend de 1830 à 1834 donna

lieu à une série de tiraillements : cinq chefs militaires s'usèrent en quatre ans, faute de plans concertés avec le gouvernement. Toutefois Oran et Bône furent occupés; Médéa et Blida furent enlevées; mais cette dernière place seule pût être conservée. Voirol eut les plus grandes peines à réparer les effets de l'inutile cruauté de Savary, duc de Rovigo; il recruta des alliés parmi les Kabyles, qui formèrent, avec des étrangers et des vaincus des barricades de Juillet, le premier corps de zouaves.

Mais c'est au milieu de ces massifs de l'Atlas, où jadis les Romains avaient eu à combattre Jugurtha, qu'allait se dresser notre plus redoutable ennemi, Abd-el-Kader.



ABD-EL-KADER
(*Extrait de Gaffarel « L'Algérie ». Firmin Didot et Cie*)

Dans la province d'Oran, où régnait une complète anarchie, aux environs de Mascara, vivait un vieux marabout retors et éloquent du nom de Maheddin. Voulant confédérer au profit de sa famille les belliqueuses tribus des Hachem, des Gharaba, des Beni-Amer, il répandit le bruit que différentes prophéties avaient depuis longtemps annoncé que de son sang naîtrait un sultan des fidèles. Venue l'heure d'agir, il présenta dans la plaine d'Eghris son fils Abd-el-Kader comme l'homme désigné par les dieux.

« Le fils de Maheddin, dit M. Wahl, n'était pas un ambitieux vulgaire; son éducation avait été soignée; il avait vu l'Égypte et l'Orient, mais ses connaissances et ses idées ne dépassaient pas les frontières de l'islamisme. Dans la zaouïa paternelle il avait appris le Coran, étudié à fond la jurisprudence musulmane; son esprit s'était aiguisé aux subtilités de la casuistique. Nul mieux que lui ne citait à propos les textes sacrés, en les interprétant toujours à son avantage; il savait aussi traduire à sa façon le texte d'un traité. De taille moyenne et bien prise, pâle, les traits fins, l'œil ardent, il avait toute la dignité élégante d'un aristocrate arabe avec la mine austère d'un saint. Brillant cavalier, il s'exposait bravement au péril, mais sa vail-

lance était plus raisonnée qu'instinctive ; son tempérament était d'un thaleb, non d'un guerrier, son geste favori était celui de la prière quand, de ses doigts effilés, il maniait les grains d'un chapelet. La parole était un de ses moyens d'action ; il montait en chaire et prêchait : alors sa cause devenait celle de Dieu même et du Prophète. Il ne faudrait pas voir en lui un imposteur habile. Sa foi était sincère ; mais il y avait dans ce croyant un politique et un ambitieux. Il ne se servit si bien des passions religieuses que parce qu'il les ressentait. En général les Français, après l'avoir estimé trop peu, l'ont ensuite élevé trop haut. On eut tort de le dédaigner comme un simple barbare ; mais on se trompait également quand on lui prêtait les idées d'un homme d'État européen. Pour rusé diplomate, il le fut, comme beaucoup de ses compatriotes : il avait assez de pénétration pour voir très vite le faible de chacun ; il devinait les vices et les faiblesses de ses ennemis et agissait en conséquence. Il montra de réelles qualités d'organisateur, énergique, actif, avec du coup d'œil pour choisir les hommes : mais son gouvernement ne fut guère qu'une copie un peu corrigée de celui des Turcs ; il n'inventa rien de nouveau. Avec toute son intelligence, il ne sut pas comprendre les supériorités de la civilisation ; il se renferma dans ce mépris haineux et invincible que presque tous ceux de sa religion éprouvent pour ce qui n'est pas musulman. Il n'avait pas dans le caractère la sauvagerie bestiale de tant d'autres chefs de révolte : mais le sang ne lui faisait pas peur, pourvu qu'il ne fût pas inutile. Sa franchise et sa perfidie, sa clémence et sa cruauté, tout était calculé ; tout lui semblait justifié par la sainteté du but. Pour trouver à un tel homme ses égaux et ses pareils, il faut remonter aux siècles théocratiques ; le moyen âge a produit, parmi les politiques d'église, de ces cerveaux vigoureux et étroits qu'emplissait une seule idée, hommes passionnés et froids, souples et violents, faisant servir leur habileté au triomphe de leurs croyances et leurs croyances à leurs ambitions. Tel était Abd-el-Kader, expression vivante de cette société musulmane si attardée dans son passé, si différente de la nôtre et que nous commençons à peine à connaître après un si long contact. »

L'imprévoyance des généraux qui commandaient à Oran servit trop bien la fortune d'Abd-el-Kader. Desmichels alla même jusqu'à traiter avec lui et le reconnut implicitement comme émir. Le général Trézel se montra plus énergique et le somma de se déclarer nettement vassal ou ennemi de la France. L'émir répondit à cette invite en assaillant une colonne française dans les gorges de la Macta et en lui tuant 500 hommes.

C'est alors que Clauzel, nommé pour la seconde fois gouverneur, arrive en Algérie, accompagné du jeune duc d'Orléans. Il tire vengeance de l'échec de la Macta en s'emparant de Mascara qui est incendié. Mais il doit l'abandonner quelques jours après. En même temps la garnison de Tlemcen se trouve bientôt sérieusement menacée ; une colonne envoyée pour la dégager est immobilisée à son tour à l'embouchure de la Tafna ; l'envoi d'une nouvelle armée de secours s'impose : Bugeaud qui venait de prendre pied sur la terre d'Afrique en a le commandement. Par une marche dont l'habileté est demeurée fameuse, Bugeaud échappe à la surveillance d'Abd-el-Kader, puis l'attire sur le plateau qui domine la Tafna. Quand l'émir flaire le piège, il est trop tard pour qu'il puisse en sortir. La cavalerie française soutenue par l'infanterie et les goums indigènes se rue dans un irrésistible élan sur les cavaliers arabes ; ceux-ci sabrés et poussés vers le rebord du plateau sont culbutés dans les ravins de l'Isser. Cette journée coûta 16 000 hommes à Abd-el-Kader.

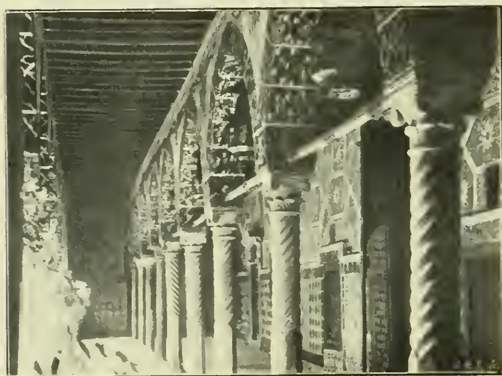


MARÉCHAL CLAUZEL.

Cependant de graves circonstances empêchèrent de poursuivre à fond ce succès. Le traité de la Tafna, signé le 30 mai 1837, le réduisit même à néant. La France ne se réservait que quelques villes : Alger et sa banlieue du Sahel avec la Mitidja, Oran, Arzeu, Mostaganem et Mazagran ; elle laissait les provinces d'Oran et de Titteri à l'émir, qui nous reconnaissait une vague suzeraineté sur le reste du pays. Mais il fallait bien nous contenter de ces minces avantages, pour porter tous nos efforts vers l'est, vers Constantine où s'allumait un effroyable incendie.

Cette expédition, conseillée par Yusuf, entré au service de la France dès les premiers temps de la conquête, entreprise sans enthousiasme par le gouvernement, acceptée à contre-cœur par le gouverneur de l'Algérie, fut trop légèrement préparée. 8000 hommes, mal pourvus de

vêtements, de vivres et de munitions, furent rassemblés à Bône; quatorze pièces de petit calibre constituaient toute l'artillerie. L'armée, commandée par Clauzel, partit au moment où commençaient les pluies torrentielles d'automne. Arrivée devant Constantine, elle était réduite à 6 000 hommes; la pluie, le froid des nuits succédant aux ardeurs de la journée, l'état affreux des routes défoncées dans lesquelles les artilleurs s'étaient attelés eux-mêmes à leurs pièces, avaient rempli les hôpitaux. Les souffrances des hommes avaient été telles que plusieurs, fous de désespoir, s'étaient percés de leurs baïonnettes.



GALERIE INTÉRIEURE DU PALAIS D'AHMED (CONSTANTINE)

Le découragement faillit s'emparer des troupes quand elles reconnurent les abords de la formidable citadelle qu'elles avaient mission de réduire : Constantine, en effet, est bâtie sur une sorte d'aire, au sommet d'une montagne dont les rebords sont taillés à pic et dont la base plonge dans les eaux tumultueuses du Rhummel. Un pont d'une rare hardiesse a été jeté sur le gouffre et aboutit à la porte d'El-Kantara. La ville ne communique de plain-pied avec la campagne environnante que par un isthme étroit qui la relie au plateau de Koudiat-Ali.

Yusuf, arrivé avec l'avant-garde sous le canon de la place, eut la naïveté de croire qu'elle céderait à la proclamation boursouflée qu'il lui fit parvenir. Le bey Ahmed était sorti de Constantine pour battre les environs et recruter des fidèles; mais il y avait laissé son khalifa Ben-Aïssa dont la bravoure et le fanatisme garantissaient l'énergique résistance. Il fut répondu à Yusuf à coups de canons. Faire la brèche, lancer une colonne d'assaut, emporter du premier coup la citadelle d'Ahmed, tel était le seul plan à tenter en raison de l'état de dénûment des troupes et en l'absence de toute artillerie de siège.

Dans la nuit du 22, la porte d'El-Kantara est jetée bas par nos canons;



CONSTANTINE

des artificiers franchissent hardiment le pont, pour élargir la brèche, mais reconnaissent que derrière la porte abattue s'en dresse une seconde. L'assaut est remis au lendemain. « Dès l'aube le colonel du génie Lemercier conduit ses soldats chargés de sacs à poudre et d'échelles ; une vive fusillade les accueille ; par un ordre mal compris les troupes de soutien sont lancées trop tôt ; une horrible confusion se produit ; les sacs à poudre s'égarent ; les hommes qui portent les échelles sont tués. Le général Trézel accourt ; il reçoit une balle dans le cou. Ni l'escalade, ni la mine ne peuvent plus être essayées : le colonel Lemercier voyant presque tout son monde hors de combat remonte tristement du ravin. » Une diversion tentée du côté de Koudiat-Ali échoue également et nous coûte bon nombre de soldats et d'officiers ; il faut se retirer.

Sans l'énergie de Clauzel, présent partout, la retraite eût été un désastre. Le bey Ahmed, qui n'avait cessé de surveiller la colonne, se jette sur les convois et les ambulances, massacrant tout ; l'incapable général de Rigny prend des têtes de chardons pour des Arabes et manque de semer la panique dans sa division. Heureusement l'arrière-garde est commandée par un des futurs héros d'Algérie, par Changarnier ; ses feux de salve exécutés à petite distance et enfin une terrible charge à la baïonnette ont raison des contingents d'Ahmed. Quand l'expédition rentra enfin à Bône, elle ramenait 300 blessés ; 450 hommes étaient restés dans le Rhummel ou sur la route.

Damrémont remplaça Clauzel, dont le courage et la fermeté ne sauraient être discutés, mais à qui l'on peut reprocher de s'être trop fié à l'inexpérience de Yusuf. On ne pouvait rester sur l'échec de Constantine ; de plus les intrigues d'Abd-el-Kader dans l'Ouest faisaient au nouveau gouverneur un devoir de régler victorieusement et dans le plus bref délai les destinées d'Ahmed.

Cette fois l'expédition fut sérieusement préparée. L'armée comptait 12000 hommes, l'artillerie seize pièces de montagne, le parc de siège dix-sept bouches à feu ; un solide convoi emportait de larges approvisionnements en vivres et en munitions. Le gouverneur Damrémont commandait en personne avec Perrégaux, Valée, de Fleury comme seconds. L'automne fut sec et permit à l'armée de faire en six jours le trajet de Medjez-Amar au plateau de Mansourah. Ahmed, comme auparavant, avait confié la défense de la ville, dont les fortifications avaient été formidablement renforcées, à Ben-Aïssa qui disposait de 6000 hommes. « Quand les Français parurent,

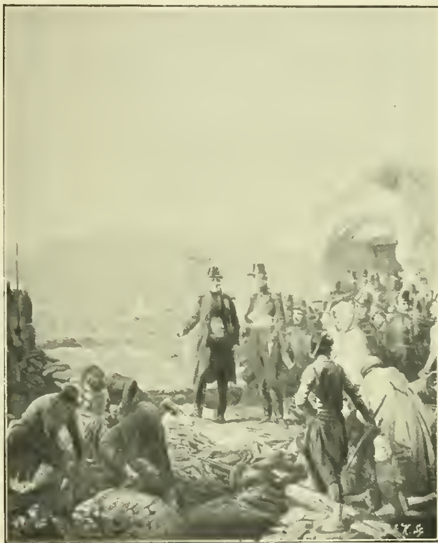
des drapeaux s'élevèrent au-dessus des portes; les muezzin, debout dans les minarets, lançaient leur appel; les femmes entassées sur les terrasses poussaient des clameurs stridentes. Au loin, les villages incendiés par leurs habitants mettaient des reflets rouges sur le ciel nuageux. — « C'est la résidence du diable! » s'écria un officier. L'artillerie battit à fond les murs de la place du côté de Mansourah et de Koudiat-Ali. Une diversion d'Ahmed, deux sorties des assiégés furent victorieusement repoussées.



PRISE DE CONSTANTINE

Pour éviter les sacrifices cruels qu'allait demander l'assaut, Damrémont envoie un parlementaire à Ben-Aïssa pour lui offrir une capitulation honorable. — « J'ai, répondit le Khalifa de la poudre et des vivres de quoi vous en prêter si vous venez à en manquer. » Damrémont avant de lancer ses colonnes, veut se porter sur le front des travaux en compagnie de Perrégaux. Les Arabes aperçoivent la petite troupe d'officiers et lui envoient une volée de plusieurs batteries : un boulet frappe Damrémont en pleine poitrine et renverse Perrégaux mortellement blessé sur le corps de son général. Valée prend alors le commandement et fait ouvrir un feu d'enfer contre la ville. Le lendemain matin huit coups de canons, puis les sonneries de la légion étrangère donnent le signal de l'assaut. Trois colonnes s'élancent commandées par Lamoricière, Combe et Corbin, sous les yeux du duc de Nemours. Lamoricière avec ses zouaves escalade le premier la brèche et se précipite dans la ville. « Des rues barricadées, des fenêtres étroites, des maisons crénelées s'échappe une fusillade

terrible ; un mur s'écroule, écrasant dans sa chute le commandant Sérigny et tout un peloton du 2e léger. Cependant on continue d'avancer ; à mesure que la première colonne fait des progrès, des détachements viennent la soutenir ; on évite ainsi le désordre de l'encombrement ; tout à coup une violente détonation éclate, un magasin à poudre vient de sauter ; les cartouchières des soldats prennent feu ; la mort jaillit de tous côtés Lamoricière brûlé, aveuglé est conduit à l'ambulance. Combe prend sa place, fait battre la charge et lance en avant les troupes un instant ébranlées. Blessé mortellement en deux endroits, il a la force de redescendre de la brèche et d'aller rendre compte au duc de Nemours du succès déjà certain. A l'intérieur le combat se poursuit avec acharnement de ruelle en ruelle, de maison en maison ; on enfonce les portes à coups de hache ; on applique des échelles, on pénètre par les terrasses ; enfin la caserne des janissaires, principal centre de la résistance, est emportée. Au moment où le général Rullière, qui vient d'entrer dans la ville, prépare un mouvement d'ensemble, un homme se présente à lui, agitant une lettre. C'étaient les notables qui faisaient leur soumission ; plusieurs chefs étaient tués, les deux cadis étaient blessés, Ben-Aïssa avait pris la fuite. Un grand nombre d'habitants, en essayant de s'enfuir par les parties non accessibles de l'enceinte, s'étaient brisés dans une horrible chute au fond des ravins. Ahmed, qui suivait du haut d'une colline les phases diverses de la bataille, tourna bride et partit au galop dans la direction du sud. Il ne disparut pas encore de la scène ; mais, en perdant sa ville, il avait perdu sa puissance ; il ne fut plus dès lors qu'un chef de partisans.



LE GÉNÉRAL VALÉE ET LE DUC DE NEMOURS
APRÈS LA PRISE DE CONSTANTINE

En récompense de cet exploit, Valée fut nommé maréchal et gouverneur de l'Algérie : il donne une impulsion nouvelle à la colonisation, embellit Alger, assure la sécurité dans les environs. Pour dégager la route de Constantine à Alger par Sétif, il prend l'initiative d'une expédition qui, grâce à l'audacieuse habileté de son chef, n'est qu'une glorieuse marche militaire. Accompagné du duc d'Orléans il déjoue la surveillance des Arabes, pénètre au cœur de leur pays et franchit avec toutes ses troupes les Portes de fer, sinistre défilé, large tout au plus de deux mètres en certains endroits, gorge profondément encaissée entre deux murailles de calcaire, tombeau ouvert à une armée surprise et que, depuis les Romains, pas une armée n'avait osé affronter. Pour consacrer cet événement, le duc d'Orléans fit tailler dans le vif de la falaise cette inscription : *Armée française*, 1839.



L'Est était à peine pacifié que l'Ouest se soulevait à l'appel d'Abd-el-Kader. L'émir n'avait point manqué d'exploiter toute la liberté que lui laissait la convention de la Tafna, établissant par les armes ou la persuasion son autorité sur les tribus de l'Ouest, organisant administrativement et militairement tous les territoires de l'Oranais, levant l'impôt, recrutant des troupes, installant des fabriques de poudre, des fonderies de canons, des manufactures d'armes. Il put ainsi organiser une armée comptant 10000 réguliers, 8000 fantassins, 2000 cavaliers et 250 artilleurs servant une vingtaine de pièces. Un contingent irrégulier pouvait encore la renforcer d'une quinzaine de mille hommes. Puis, ses préparatifs terminés, il adresse au maréchal une ironique protestation, déclarant le traité de la Tafna disqualifié par la prise de Constantine et l'expédition des Portes de fer.

Le 20 novembre, 3000 cavaliers se ruent sur la Mitidja : les fermes européennes sont incendiées, les colons massacrés, le camp d'Oued-el-Alleug est culbuté, une centaine d'hommes y périssent. La horde pique droit sur Alger espérant se frayer un passage à travers nos 18000 hommes disséminés autour de la ville. Elle arrive devant Bouffarik ; la vaillante résistance de la garnison donne à Valée le temps de concentrer ses forces et de prendre l'offensive ; l'armée de l'émir essuie échecs sur échecs ; Changarnier et Lamoricière délogent à la baïonnette ses réguliers de leurs formidables positions du col de Mouzaïa : Cherchell, Médéa, Miliana sont enlevées.

Cette longue et glorieuse campagne de 1840 est illustrée par un mémorable fait d'armes. Dès le début des hostilités, la 16e compagnie du bataillon d'Afrique, 123 hommes commandés par le capitaine Lelièvre ont été bloqués par 5000 Arabes dans la petite ville de Mazagran. Quatre jours durant, ces braves tiennent tête aux assauts furieux d'une multitude hurlante. « On s'est battu pendant quatre jours et quatre nuits, écrit un Arabe : c'étaient quatre grands jours, car ils ne commençaient pas et ne finissaient pas au son du tambour ; c'étaient des jours noirs, car la fumée de la poudre obscurcissait les rayons du soleil, et les nuits étaient des nuits de feu, embrasées par les flammes des bivouacs et les éclairs des coups de fusils. » Quand la cohue prit la fuite à l'arrivée des secours, elle laissait 800 cadavres sous les murs de Mazagran dont il ne restait pas 10 défenseurs sans blessure.



LAMORICIÈRE

Mais Abd-el-Kader, battu partout, reparaissait partout, immobilisant nos garnisons de l'Ouest dès que les colonnes mobiles s'éloignaient.

En février 1841, Bugeaud succède à Valée. Son élévation au titre de gouverneur inaugure une nouvelle période dans l'histoire des guerres d'Afrique. Les premières campagnes ont révélé une génération d'officiers dignes de leurs anciens de l'époque impériale : Changarnier, Lamoricière, Duvivier, Cavaignac, etc. Derrière celle-là s'épanouit la nouvelle floraison des Pélissier, des Randon, des Canrobert, des Mac-Mahon, etc. Mais le maître de ces vieux généraux, de ces jeunes capitaines c'est Bugeaud. M. Wahl nous en fait le portrait suivant : « Il possédait les qualités extérieures du commandement : allure imposante, vigueur physique, santé invincible à la fatigue et à la vieillesse. Brave et réfléchi, résolu et prudent, il savait combiner et agir. Doué d'une remarquable aptitude aux choses de la guerre, plein de confiance en lui-même, il n'était pas de ceux auxquels en impose l'autorité de la routine ; son bon sens, aidé de son expérience personnelle, lui paraissait supérieur à toutes les traditions. Il fit à son usage une tactique et

une stratégie nouvelles; et ses leçons, qu'il appuyait d'éclatants exemples, n'ont pas encore perdu de leur actualité. Il tenait assez à ses idées pour les imposer, mais il aimait mieux les faire partager; officiers et soldats, tout le monde était instruit d'avance de ce qu'on allait faire et n'en montrait que plus d'intelligence et d'ardeur. Les troupes savaient où il les menait; sûr de lui-même, il leur communiquait son assurance. Vigilant et actif, il s'occupait des moindres détails, parce qu'il savait qu'à la guerre il n'en est point d'insignifiants. Bien qu'il fût de nature peu tendre, il veillait avec le plus grand soin au bien-être du soldat; il y voyait avec raison l'élément essentiel du succès. Malgré ses imperfections morales et une âpreté d'humeur dont ses lieutenants eurent souvent à souffrir, il se fit une réelle popularité militaire. Le « Père Bugeaud » fut pour l'armée d'Afrique ce qu'avait été pour la grande armée le « Petit Caporal ».



MARÉCHAL BUGEAUD

Bugeaud porte à 100 000 hommes le corps d'occupation et jette à la poursuite d'Abd-el-Kader des colonnes légères, admirablement pourvues et savamment reliées entre elles. En 1841, l'expansion française déborde du Tell, de l'Aurès et de la petite Kabylie jusqu'aux confins du désert. On atteint Boghar; Mascara, la capitale de l'émir tombe en notre pouvoir.

Mais, admirable d'obstination et de souplesse, Abd-el-Kader se glisse l'année suivante à travers les massifs de l'Ouarsenis et rallume plusieurs foyers de révolte dans la Mitidja même.

C'est à ce moment que se place l'épisode qui a immortalisé le sergent Blandan. Le courrier de Médéa à Alger était heureusement sorti des défilés de la Chiffa, il avait même dépassé Blida et galopait vers Bouffarik, accompagné de 22 hommes sous les ordres de Blandan, quand du ravin de Beni-Mered surgit une nuée d'arabes, qui s'élancent à la tête des chevaux. Blandan et ses compagnons s'empressent d'abord de dégager le courrier

qui réussit à s'éloigner; puis ils battent en retraite pas à pas jusqu'à une masure dans laquelle ils se barricadent. Pendant deux jours ils repoussent héroïquement tous les assauts; enfin la poudre leur fait défaut; sans se décourager pour si peu, ils jouent de la baïonnette, et assomment à coups de crosse ceux de leurs ennemis qui escaladent le mur de la bicoque. Ceux qui ne sont que grièvement blessés se traînent jusqu'à la porte qu'ébranlent les pierres lancées par les arabes pour recevoir sur la pointe de leurs baïonnettes les premiers qui la franchiront. Enfin le matin du troisième jour une sonnerie de chasseurs retentit au loin, et un escadron tombe bride abattue sur les Arabes qui prennent la fuite sans avoir pu réduire la résistance de nos 24 héros. Blandan mortellement atteint succombait le soir de la délivrance.


ENVIRONS DE TLEMCEN (LE MINARET D'AGADIR)

Bugeaud réprime en quelques semaines la nouvelle tentative de l'émir; Tlemcen et Sebdou sont enlevées; les montagnes de l'Ouarsenis qui commandent le Tell algérien sont entièrement déblayées d'ennemis; la ville d'Orléansville est fondée pour surveiller le pays; nombreuses même sont les tribus qui se donnent à nous pour échapper à la brutale propagande du Khalifa. Le charme de l'odeur de la poudre, la passion de l'aventure, le goût des faciles razzias grossissent nos colonnes d'un important contingent indigène, précieux par la connaissance qu'il possède du pays et par son ardeur intéressée à poursuivre les vaincus.

Un coup terrible vient, en 1843, abattre le prestige d'Abd-el Kader. Traqué de tous côtés, il avait, pour tenir plus librement la campagne avec une poignée de fidèles, caché sa smala dans les profondeurs du Sud. Cette sorte de cité nomade abritait sous ses tentes les femmes, les parents, les serviteurs, la clientèle des derniers partisans; de grands troupeaux de bœufs, de moutons et de chameaux se déplaçaient avec elle à travers les solitudes

de la plaine immense. Parti au mois de mai avec le jeune duc d'Aumale, qui commandait une division de cavalerie légère, Bugeaud trouve bientôt la piste de l'errante capitale de l'émir. Le duc d'Aumale lancé en avant apprend, le 16, que loin de soupçonner notre approche, les Arabes ont tranquillement dressé les tentes de la smala dans un pli de terrain aux sources du Tangui, à un quart de lieue de nos troupes. Le prince comprend que l'occasion si souvent recherchée se présente et qu'il en faut profiter au plus vite. Le moindre retard pourrait donner à la smala le temps de disparaître, comme elle avait déjà disparu bien des fois. Sans attendre l'arrivée de toutes ses forces, il divise les chasseurs qu'il a sous la main en deux détachements : l'un doit aller couper la retraite à l'ennemi ; avec l'autre il se précipite bride abattue au milieu des tentes de la famille d'Abd-el-Kader : il n'avait que 500 hommes avec lui. « Monseigneur, dit au prince le général Yusuf, que faut-il faire ? — Entrer là dedans ! — Nous sommes tous perdus ! » se dit Yusuf ; et tous s'élancent. « Pour entrer là dedans, comme l'a fait le duc d'Aumale avec 500 hommes, au milieu d'une pareille population, il fallait avoir 22 ans, ne pas savoir ce que c'est que le danger, ou bien avoir le diable dans le ventre. Les femmes seules n'avaient qu'à tendre les cordes des tentes sur le chemin des chevaux pour les culbuter et qu'à jeter leurs pantoufles à la tête des soldats pour les exterminer tous depuis le premier jusqu'au dernier. »



LE DUC D'AUMALE

Mais le désordre que cette attaque subite jette dans la smala est inexprimable. Les Arabes s'efforcent en vain de replier leurs tentes ; leur cavalerie lutte avec une admirable énergie ; tous ses efforts se brisent contre l'intrépidité de nos chasseurs et de nos spahis ; la smala tombe en notre pouvoir. Nous fîmes 400 prisonniers parmi lesquels se trouvaient les principaux fonctionnaires de l'émir. Le butin fut immense. Cet acte hardi produisit sur les Algériens une vive impression et amena la soumission



AS-TU VU LA CASQUETTE.

de nombreuses tribus. Abd-el-Kader, ne se sentant plus suffisamment protégé par le désert, se retira dans le Maroc.

Là, avec une indomptable ténacité, il se remet à prêcher la guerre sainte contre les infidèles : la mâle éloquence de cet entraîneur d'hommes enthousiasme à ce point les populations marocaines que l'empereur Abd-el-Rahman est gagné à la cause de l'émir et le prend sous sa protection. De tous côtés les partis marocains débordent en territoire français.

Bugeaud, craignant d'avoir à recommencer dans le Maroc les marches exténuantes exécutées en tous sens à travers l'Algérie, manœuvre de façon à briser d'un seul coup la puissance marocaine : il masse une forte armée et la lance en colonne compacte sur le pays ennemi, répandant le bruit qu'il veut par surprise rejoindre sous les murs de Tanger les compagnies de débarquement que doit y déposer la flotte du prince de Joinville. Tous les contingents arabes se rassemblent pour barrer la route au maréchal, vont l'attendre en arrière de la rivière d'Isly et se rangent savamment en bataille sur le plateau dont les terrasses s'étagent au bord du fleuve. Pour débusquer l'armée marocaine de cette formidable position, l'armée française devait franchir un gué sous le feu des réguliers bien à l'abri derrière de gros rochers. Notre artillerie concentre l'effort de ses batteries sur le débouché de ce gué, et notre infanterie, sous la protection d'un feu d'enfer, parvient à passer l'eau, traînant avec elle quelques pièces de campagne. Cette première opération est à peine terminée que la cavalerie arabe dévale du haut du plateau en une charge fantastique. Nos régiments forment le carré aussi méthodiquement que sur un champ de manœuvre ; les escadrons marocains que commande le fils même de l'Empereur, viennent s'écraser sur une haie de baïonnettes ; ils tourbillonnent sur eux-mêmes et se retirent pour se reformer plus loin. Ils se précipitent à nouveau sur nos carrés ; ceux-ci démasquent les canons chargés à mitraille ; chevaux et cavaliers sont fauchés. Ceux qui tiennent encore debout, poussés par un irrésistible élan, sont reçus à trente pas par une salve foudroyante ; une trentaine de cavaliers bondissent cependant par-dessus le mur de fer et de feu et vont s'abîmer à l'intérieur des carrés. Sans laisser aux Marocains le temps de se ressaisir, Bugeaud fait sonner la charge : l'infanterie se développe et se porte en avant au pas gymnastique ; les escadrons de chasseurs et de spahis passent sur le ventre des tirailleurs arabes, sabrant tout sur leur passage, et se jettent sur la réserve de cavalerie marocaine qui charge pour dégager ses tirailleurs et protéger la retraite du camp. Une

brillante passe d'armes s'engage ; elle dure dix minutes à peine ; les cavaliers arabes sont sabrés et nos escadrons ne s'arrêtent qu'au sommet du plateau. A midi les débris de l'armée d'Abd-el-Rahman fuyaient en tous sens, tandis que les soldats français et les goums, razziaient le camp ennemi. Bugeaud garda sous son bras, pendant plusieurs heures, le parasol du fils de l'Empereur qu'un caporal lui avait apporté : ce trophée figure aujourd'hui aux Invalides à côté des drapeaux pris sur l'ennemi.

Pendant que l'armée marocaine fuyait à Isly, Tanger et Mogador flambaient sous les bombes de la flotte du prince de Joinville. Moins d'un mois après l'Empereur signait la paix et mettait Abd-el-Kader hors la loi dans toute l'étendue de son territoire.

Abd-el-Rahman essaya cependant d'éluder le traité de Tanger, et continua à seconder sous main la propagande d'Abd-el-Kader jusqu'au jour où il s'aperçut que l'émir travaillait à détourner de lui l'affection de ses tribus et à s'ériger en seul protecteur de l'Islam dans tout le nord de l'Afrique. Le prophète trouva un appui sérieux dans la diversion que tenta, au milieu des montagnes du Dahra qui bordent le nord du Chéliff, un certain Bou-Maza, mendiant dévot, sans naissance, sans grandes vues, que son ardeur sauvage et ses pratiques bizarres avaient imposé à ses coreligionnaires. En même temps, l'Ouarsenis rentre en effervescence ; le sud s'agite, des symptômes de révolte apparaissent en Kabylie. Une insurrection générale menace. Le colonel Pélissier s'attaque d'abord aux bandes du Dahra, taille en pièces ces pillards et les oblige à se réfugier dans des grottes avec leurs femmes et leurs enfants. Sommés de se rendre, elles répondent par des coups de fusils à l'envoi de parlementaires. Quelque horreur que lui fît sa détermination, Pélissier, pour épargner la vie de ses hommes, dût enfumer tout ce monde dans les cavernes.

Cependant Bou-Maza avait réussi à s'échapper et à rejoindre Abd-el-Kader qui franchit la Tafna avec une armée de 6000 tentes : toute la région de Tlemcen est en feu : Montaignac est battu à Djema-Gazhouat ; le capitaine Géreaux, surpris avec sa compagnie, se retranche dans le marabout de Sidi-Brahim et renouvelle pendant quatre jours les exploits du capitaine Lelièvre et du sergent Blandan ; dans une héroïque sortie il tombe avec presque tous ses hommes ; douze seulement réussissent à se faire jour à travers les masses arabes. Puis, quelques jours après, un détachement de 200 hommes remettait ses armes à un lieutenant de l'émir. Ce furent les derniers succès d'Abd-el-Kader.



PRISE DE LA SMALAH D'ABD-EL-KADER

Bugeaud met d'un seul coup 15 colonnes sur pied : et alors commence une chasse fantastique. Tandis que le maréchal se charge de tenir en respect la Kabylie, Bedeau, Lamoricière, Renault, etc., se lancent à travers monts, plaines et déserts et acculent Abd-el-Kader à la frontière marocaine. Bou-Maza se rend, Lamoricière coupe au prophète toute retraite vers le désert et le suit pas à pas.

C'est à ce moment que Bugeaud, après avoir parcouru la Kabylie, rentre en France et que le titre de gouverneur général est remis au duc d'Aumale. Le prince eut pour tâche de recueillir les fruits de la glorieuse initiative de son prédécesseur. En décembre 1847, Lamoricière a réussi à jeter Abd-el-Kader au milieu des colonnes françaises, vaste filet qui se resserre rapidement tout autour de lui. Reconnaissant que son rôle est fini, l'émir, accompagné de ses derniers fidèles, se rend au poste de Sidi-Brahim où le colonel de Montauban le reçoit avec tous les honneurs dus à son héroïque résistance. Il lui promet l'aman (le pardon) au nom de Lamoricière. Le 24 décembre, l'émir est présenté au jeune duc d'Aumale : « J'aurais voulu, dit-il, accomplir plus tôt ce que je fais aujourd'hui ; mais j'ai dû attendre l'heure marquée par Allah. » Le gouverneur ratifia la promesse faite par Lamoricière de laisser Abd-el-Kader se retirer librement en Turquie. Mais le gouvernement de Louis-Philippe ne crut pas devoir contresigner cet engagement : Abd-el-Kader fut conduit en France ; une courtoise captivité lui fut offerte à Pau, puis à Amboise. Ce n'est qu'en 1852 qu'il put quitter la France, donnant sa parole de ne plus rien entreprendre contre elle. Le vaincu donna au vainqueur une grande leçon de fidélité à la parole donnée. Non seulement il ne souleva aucune difficulté à la France, mais en 1860 il prouva la générosité de son caractère en protégeant à Damas les chrétiens menacés de mort par les Turcs fanatiques.

Abd-el-Kader mérite d'être inscrit au nombre de ces grands vaincus que la défaite glorifie presque tout autant que l'eût fait la victoire ; sa résistance honore l'âme arabe, et a singulièrement contribué à élever ce beau peuple dans l'estime des Français qui savent admirer, sans les haïr, ceux-là même de leurs ennemis qui luttent pour une grande cause.

La soumission d'Abd-el-Kader permit dès lors à l'influence française de rayonner plus librement à travers l'Algérie : nos colonnes poussent jusqu'aux environs de Laghouat, jusqu'aux Zibans, jusqu'à Biskra ; la sécurité renaît dans les campagnes vers lesquelles commence à se porter l'émi-

gration agricole ; les villes se développent et se peuplent de petits commerçants français. Les Arabes de la classe inférieure et de la classe moyenne viennent franchement à nous ; mais il ne pouvait en être de même de toute l'aristocratie : si quelques-uns de ses membres les plus intelligents recherchent l'honneur de nous servir, honneur qui se traduit en honneurs, d'autres, au contraire, gardent la rancune de la défaite et n'attendent qu'une occasion favorable pour reprendre les armes. Des imprudences, des maladresses devaient forcément la leur fournir.

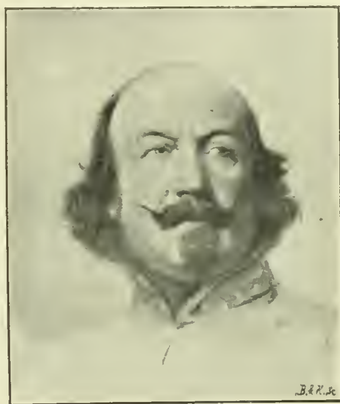

RUE DU VIEUX BISKRA

Dans le Nord-Ouest de Biskra était établie la puissante tribu de la Zaatcha. Un ancien lieutenant de l'émir, le cheik Bou-Zian, profita du mécontentement de ses compatriotes, irrités d'un maladroit impôt mis par le gouvernement sur les palmiers de leur oasis, pour provoquer une conflagration générale dans le Sud-Ouest : le cheik commence par infliger un sérieux échec au colonel Carbuccia. Le général Herbillon est dépêché, au commencement de l'automne 1849, avec un corps de 4000 hommes pour circonscrire le soulèvement. « Comme toutes les oasis, Zaatcha formait un enchevêtrement de jardins, de clôtures, de fossés d'irrigations,



BATAILLE D'ISLY

obstacles naturels faciles à défendre ; la ville même était entourée d'une enceinte ; les habitants bien armés et très animés opposèrent une résistance vigoureuse ; deux assauts tentés le 20 octobre n'eurent pas de succès. Il fallut un siège en règle ; des renforts amenés d'Aumale et de Sétif permirent un investissement complet ; mais les assiégés, exaspérés par la destruction de leurs palmeraies, défendaient le terrain pied à pied et exécutaient des sorties furieuses ; les oasis voisines faisaient de leur mieux pour les secourir ; les nomades gênaient nos communications et menaçaient nos derrières. Enfin le 28 novembre, les brèches étant reconnues praticables, trois colonnes d'assaut sont lancées ; le colonel Canrobert, avec 4 officiers et 16 hommes d'élite, enlève la première, mais reste seul debout sur la brèche. Une fois dans la ville, on se bat avec rage. Bou-Zian s'était réfugié dans une mosquée avec 150 personnes ; un feu terrible empêche l'escalade ; un canon est mis en batterie, mais les artilleurs sont tués ; la mine fait sauter un mur, tout est massacré. Aucun habitant de Zaatcha ne fut épargné ; la ville et l'oasis furent entièrement détruites. Ce Saragosse saharien nous avait mis 1 500 hommes hors de combat (*Wahl*). »



MARÉCHAL CANROBERT

L'Aurès, qui s'était soulevé, est rapidement soumis, ainsi d'ailleurs que quelques tribus qui avaient pris isolément les armes. Le foyer de propagande anti-française, le point de concentration des rebelles, le centre de leurs approvisionnements, leur lieu de retraite après la défaite était situé dans les oasis, citadelles de verdure, qui parsèment le désert algérien. Le maréchal Randon, ministre de la guerre en 1851, avait chargé en 1852 le général Yusuf de balayer la région voisine des Oulad-Naïl et des Larba, où le chérif Mohammed ben Abdallah essayait de renouveler la tactique de Bou-Zian à la Zaatcha. En décembre Yusuf avait rejoint le marabout près d'El-Reg lui avait enlevé ses troupeaux, et tué bon nombre des siens ; puis il l'avait suivi jusqu'à Laghouat. « Mais quand le général s'approcha de la ville, dit le maréchal Randon dans ses Mémoires, il se trouva face à face

avec les Laghouati et les gens du chérif qui s'étaient portés en grand nombre en dehors de l'oasis pour couvrir la tête des eaux et empêcher la colonne de s'y établir. La fusillade commença avec vivacité : les Arabes disputaient le terrain pied à pied. Une charge audacieusement exécutée par notre cavalerie repoussa l'ennemi jusque dans l'enceinte du jardin et mit fin à cette lutte. Les partisans du chérif perdirent une centaine



UNE PLACE A LAGHOUAT

(Extrait de Gaffarel, « l'Algérie ». Paris, Firmin-Didot et Cie.)

d'hommes. De notre côté nous eûmes des morts et des blessés ; parmi les premiers, le brave capitaine de Staël, du 1er chasseurs d'Afrique. »

Malgré le succès obtenu, le général Yusuf ne crut pas devoir essayer de pénétrer dans la ville. Trop faible pour entreprendre le siège d'une place entourée de murailles et dont les habitants se disaient résolus à mourir pour expier le crime de leur ancienne alliance avec les chrétiens, il appela à son aide le général Pélissier et le commandant supérieur de Boussada. En attendant leur arrivée, il s'établit à Ras-el-Aïoun, à 1 800 mètres de la ville, tâchant d'intercepter toute communication entre l'oasis et la campagne, afin d'éviter l'arrivée de nouveaux renforts.

Le général Pélissier en sept jours arriva à Ras-el-Aïoun, au camp du

général Yusuf. Le 3 décembre, il fit la reconnaissance de la place pour déterminer le point d'attaque qu'on fixa à l'ouest, au marabout de Sidi-Aïssa. Les capitaines Bessières et Franck, qui commandaient les compagnies de tirailleurs algériens chargées de cette opération, furent tués à la tête de leur troupe.

Pendant la nuit, la batterie de brèche fut établie à demi-portée de



TENTES D'OULED-SIDI-CHEICKH

l'enceinte de la ville; au point du jour, le feu fut ouvert et dirigé contre une tour qui dominait la défense de ce côté, et à dix heures, l'ordre de l'assaut fut donné. Au moment où les troupes s'ébranlaient, le général Bouscarin, qui les commandait, fut blessé mortellement.

La brèche fut bientôt franchie et les zouaves, pénétrant dans la ville, se portèrent à la maison de l'ancien khalife Ahmed-ben-Salem, qui s'élevait sur le point le plus culminant de la place. Dans cette marche, on perdit encore le chef de bataillon Morand.

Pendant que cette vigoureuse attaque appelait vers l'ouest l'attention des Laghouati, le général Yusuf franchissait les murailles de l'est à l'aide

d'échelles et se joignait bientôt au général Pélissier. On se battit encore quelque temps dans les rues et les maisons ; beaucoup d'habitants et des gens du chérif furent tués ou pris. Au milieu du jour, enfin, le feu cessa. La ville entière était en notre pouvoir.

La nuit suivante, une vingtaine de cavaliers en sortirent : ils trompèrent nos postes d'observation, en disant qu'ils faisaient partie de nos goums et qu'ils étaient porteurs de dépêches. On supposa plus tard que c'était le chérif qui, avec cette faible escorte, s'échappait sain et sauf d'une lutte dont il avait été le promoteur.

Nous devions, jusqu'à pacification complète, avoir d'ailleurs à sévir plus d'une fois encore dans le Sud-algérien...

Parmi les soulèvements dont la répression nous causa le plus de difficultés fut celui des Ouled-Sidi-Cheikh, qui éclata en 1865, et qui ne fut complètement étouffé par le général Wimpfen que peu de temps avant la guerre de 1870. C'est de la tribu des Flittas que partit le signal de la révolte. Pendant longtemps les belliqueuses populations de la région du sud-ouest tinrent en échec nos colonnes ; l'incendie éteint d'un côté renaissait sur un autre point. Les tribus marocaines s'étant jointes aux rebelles, le général Wimpfen réussit à atteindre, le 13 mars 1870, près de l'Oued-Guir, l'armée arabe qui s'élevait à 8000 hommes. Un marabout de nos amis fut chargé d'offrir l'aman à l'ennemi s'il voulait simplement déposer les armes. « Va dire au général, répondit le chef des Ouled-Sidi-Cheikh, que nous savons qu'il n'a que 3000 hommes et que nous lui conseillons sagement de fuir au plus vite. » Les zouaves commandés par Chanzy attaquent de flanc la position ennemie après avoir franchi le gué de l'Oued sous un feu terrible. La bataille dura tout le jour ; vers le soir seulement l'armée Arabe fuyait en pleine déroute. Bon nombre des rebelles demandèrent l'aman, promettant de vivre en paix avec nos amis du Sahara. Cet engagement a été dès lors scrupuleusement respecté.

Si, dès 1857, l'Algérie nous appartenait sans conteste de la frontière du Maroc à celle de la Tunisie, il était cependant, au cœur même de notre conquête, une vaste région montagneuse peuplée de tribus fières et industrieuses, aussi rebelles à notre domination qu'elles l'avaient été à celle des Turcs ; c'était la grande Kabylie qui commandait la route d'Alger à Constantine. A aucun prix nous ne pouvions laisser cette menace suspendue sur la paix algérienne. A la veille de quitter la colonie, Bugeaud avait bien promené le drapeau français à travers les populeux villages accrochés aux

pitons de la chaîne Kabyle; mais aucun d'eux n'avait bougé, de peur de lier partie avec Abd-el-Kader dont l'envahissante autorité cadrait mal avec les aspirations d'indépendance des Kabyles. Cependant le jour où nous voulûmes lui passer des entraves pour nous assurer son obéissance, le lion Kabyle se prit à rugir et la lutte commença. Pendant neuf ans, de 1848 à 1857, il fallut à chaque printemps lancer nos colonnes à travers les cols et par-dessus les crêtes du Djurjura à la poursuite des partisans de la confédération de la Zoua-Oua. En 1851, un certain Bou-Baghla, l'homme à la mule, que d'habiles mensonges et de grossiers sortilèges avaient entouré d'une auréole de sainteté, déclara la guerre sainte, et pendant quatre ans tint nos troupes en échec, déjouant les plans les plus habiles de Pélissier et de Bosquet. Le massacre de la colonne du lieutenant-colonel Beauprêtre dans le Djebel-Amour décida en 1857 le général Randon à en finir une bonne fois avec la Kabylie.



EN KABYLIE

Une de ses plus puissantes tribus, celle des Beni-Iraten, était l'âme du mouvement. Une armée de 35 000 hommes cerne le Djurjura, et, tandis que le gouverneur en personne surveille la lisière du massif, Mac-Mahon se lance à l'intérieur. Les Beni-Iraten ne cédèrent qu'écrasés sous le nombre et le feu d'une artillerie dont la marche à travers cette difficile région fut à elle seule une épopée. Les Beni-Menguillet, leurs alliés, se retranchèrent dans leur village d'Ichériden, et, jusqu'au 24 juin, soutinrent désespérément les assauts de Mac-Mahon. Leur soumission, la capture de la pro-

phétesse Lalla-Fatma furent les derniers épisodes d'une campagne qui n'avait pas duré moins de deux mois. Le Fort Napoléon, aujourd'hui Fort-National, fut élevé au cœur de la Kabylie pour en contenir les trop remuantes populations.

En 1867, une terrible famine éprouve la colonie : les désastres qu'elle occasionne sont à peine réparés qu'une crise redoutable vient l'ébranler au moment même où la métropole voyait ses frontières céder de toutes parts sous le flot de l'invasion allemande. La guerre de 1870 avait nécessairement suspendu notre action dans le sud et dans la Kabylie : nos premiers désastres secouèrent les Arabes de la torpeur dans laquelle les avaient plongés leurs défaites ; la chute de l'Empire, les lamentables échecs de généraux considérés comme invincibles par les indigènes, sont commentés dans tous les douars par les marabouts dont notre administration en désarroi est impuissante à réprimer la propagande.



MARÉCHAL DE MAC-MAHON
(Extrait de Gaffarel, « l'Algérie », Firmin Didot et Cie.)

L'insurrection couve pendant trois mois pour éclater au début de 1871. La métropole venait d'appeler des contingents indigènes à la défense des frontières ; les troupes levées aux environs d'Alger partent avec joie : on sait l'admirable concours qu'elles prêtèrent à la patrie. Mais une smala de spahis venue de l'Aurès se dérobe au moment d'embarquer et reprend la route de ses montagnes ; elle fait boule de neige sur son passage et attaque entre Constantine et Collo le poste de Milia. A l'instigation des Mokkadems et des Khouans de la confrérie des Rahmania, des soulèvements partiels éclatent sur divers points de la province de Constantine : fermes isolées et villages sont mis à feu et à sang. Un grand chef, qui a reçu de nombreuses marques de faveur du gouvernement français mais qu'ont ruiné l'amour du luxe et le jeu, Mokrani, bach-agha de la Medjana, donne à l'insurrection l'unité d'action qui lui fait encore défaut ; en quelques jours toute la Kabylie est en armes. Fort-National, Bougie, Dellys, Tizi Ouzou

sont investies ainsi que Sétif, Batna et Aumale. La Mitidja elle-même n'est pas épargnée : 10 000 Arabes sillonnent l'ouest et le sud ; un vieux cheick fanatique prêche la guerre sainte et entraine les indécis.

Le général Saussier s'emploie avec une admirable activité à organiser les secours ; vieux soldats, miliciens, francs-tireurs courent aux armes, le colonel Cerez et le général Lallemant prennent le commandement de deux colonnes ; Mokrani, serré de près en Kabylie, est atteint par une vaillante petite compagnie franche ; une balle lui traverse le cou tandis qu'il cherche à s'ouvrir de force un passage ; il meurt en clamant des versets du Coran. Son frère Bou-Mezrag tient encore la campagne pendant cinq mois ; ses bandes, cernées à Bou-Thaleb, sont écrasées, leurs débris poursuivis à outrance jusque dans le sud ; lui-même est ramassé mourant aux portes de Tuggurt par le général Lacroix. Les derniers coups de fusil furent tirés en 1874 à Bou-Choucha par la colonne du général Galliffet qui poussa jusqu'à El-Goléa. Ce soulèvement coûta cher aux Kabyles. Les chefs furent passés par les armes ; leurs lieutenants et les notables les plus compromis prirent la route de la Nouvelle-Calédonie ; leurs biens restèrent sous séquestre ; le pays dut solder une indemnité de guerre de 36 millions. L'insurrection de 1871 fut la dernière qui menaça sérieusement notre domination en Afrique.



GÉNÉRAL SAUSSIER

La révolte d'El-Amri, en 1876, et celle de l'Aurès, en 1879, ne furent que des incidents locaux, tout au plus les prodromes d'une manifestation plus grave qui devait avoir le sud Oranais pour théâtre et atteindre en 1881 sa période d'acuité. Mal protégées par nos trop faibles garnisons contre les exactions de l'Ouled-Sidi-Cheickh Si-Sliman, les tribus du sud, interprétant notre inaction comme un abandon, s'étaient rangées peu à peu du côté de nos ennemis. Une action rapide aurait pu prévenir la crise finale ; elle était d'autant mieux indiquée que nous nous disposions à emprunter pour l'ex-

pédition de Tunisie de forts contingents aux corps de l'Oranais. Le départ des troupes pour la Régence enhardit les mécontents qui cèdent à l'appel de Bou-Amana, marabout de Moghar-Tahani, un soi-disant descendant du prophète. Vers le même moment où la mission Flatters était anéantie dans le Sahara, le sud Oranais se lève ; en un mois nous essuyons des échecs



LES GORGES D'EL-KANTARA

sensibles ; le colonel Innocenti, attaqué de tous côtés le 13 mai, perd nombre de tués et blessés ; son convoi lui est enlevé. Les pillards vont mettre à l'abri dans le sud un énorme butin sans que la colonne Malaret puisse leur couper la route.

Les bandes de Si-Sliman se préparaient à opérer leur jonction avec celles de Bou-Amana quand le général Saussier fut appelé au commandement du 19[e] corps. Six colonnes sont lancées vers la frontière marocaine, tandis que les travaux de la voie ferrée sont rapidement poussés d'Arzew jusqu'à Saïda pour faciliter les approvisionnements. Les généraux Delebecque et de Négrier, renouvelant la tactique des lieutenants de Bugeaud, sillonnent la région de Géryville, d'Aïn-Sefra et de Méchéria, tombant à

l'improviste sur les partisans de Bou-Amana, répondant à leurs razzias par des razzias d'une audace déconcertante.

C'est dans le M'zab, vaste région adossée aux contreforts de l'Atlas saharien, couverte d'un épais essaim d'oasis, peuplée de tribus industrieuses et commerçantes que les gens de Bou-Amana puisaient toutes leurs ressources en vivres, armes et munitions. Une marche aussi savamment préparée que rapidement exécutée amène nos troupes au cœur des tribus M'zabites avant que celles-ci aient eu le temps de se retourner. En quel-



ALGER EN 1900

ques semaines nous sommes maîtres de la région qui est annexée politiquement à l'Algérie. Ce coup de force décide les « Juifs du désert » (c'est ainsi que les Arabes appellent les M'zabites) à se donner à nous d'autant plus loyalement, que, madrés compères, ils entrevoient du premier coup l'avantage de nouvelles relations commerciales. A la fin de 1882, la révolte de Bou-Amana était réprimée ; le marabout retiré en territoire marocain nous donnait sa parole, fidèlement observée, de ne plus rien tenter contre nous.

Les dernières insurrections n'ont jeté qu'un trouble très passager dans le développement de la colonisation. Cette œuvre a suivi une évolution parallèle à celle de la conquête. Les 4 500 colons français de 1841 sont devenus 130 000 en 1872. Les blanches cités arabes du Tell commencent à disparaître derrière les façades d'élégantes constructions européennes ; dans la plaine et sur les plateaux, le sol défriché s'est couvert de vignobles et de riches cultures ; de tous côtés les villages sont reliés par de belles

routes, les principaux centres par un important réseau ferré qui s'enrichit chaque année de tronçons nouveaux. Des travaux d'utilité publique ajoutent au bien-être des populations et à la fertilité des campagnes. De nombreuses écoles apprennent à d'innombrables petits Arabes à estimer les bienfaits de la civilisation nouvelle que la France a répandus sans compter au milieu même des petites bourgades kabyles et parmi les douars nomades du sud. Et toute cette jeunesse, oubliant les vieilles rancunes barbares, s'apprête dignement à prendre part aux travaux et aux gloires de la mère-patrie : c'est grâce au vaillant concours de l'armée indigène que la France est parvenue, non seulement à relier à travers l'immensité du Sahara et du Soudan les grands morceaux de son vaste empire africain, mais aussi à réaliser de nouvelles conquêtes dans l'océan Indien et en Extrême-Orient. C'est sur elle qu'elle compte pour collaborer victorieusement, le cas échéant, avec l'armée métropolitaine à la défense de la commune patrie.

CHAPITRE V

La renaissance du Sénégal.

L'œuvre de Faidherbe au Sénégal. — Paul Holl à Médine. — Pinet de Laprade dans les Rivières du Sud. — Sur les routes du Soudan. — René Caillié à Timbouktou.

Les traités de Paris nous avaient laissé le Sénégal ou plutôt nous l'avaient rendu. Notre réinstallation fut marquée par une catastrophe dont le pinceau d'Eugène Delacroix a rendu le souvenir impérissable. Les fonctionnaires chargés de recevoir les établissements, les soldats destinés à occuper les fortins délabrés de Saint-Louis, de Gorée, de Richard-Toll, de Dagana, avaient été embarqués sur la frégate *La Méduse* commandée par un marin, qui n'avait jamais navigué... que dans les eaux du gouvernement. *La Méduse* échoua, par la faute de cet incapable, sur le banc d'Arguin ; quelques naufragés entassés dans une chaloupe réussirent à atteindre la côte et à rejoindre Saint-Louis dans un état affreux de dénument ; les autres empilés sur un radeau furent entraînés au large ; ceux-là seuls survécurent qui consentirent à se repaître des cadavres de leurs compagnons d'infortune.

Pendant trente-sept ans, la colonie du Sénégal demeura comme frappée d'impuissance ; 31 gouverneurs, titulaires ou intérimaires, s'y succèdent ; leurs instructions leur interdisent de rien entreprendre qui puisse engager les crédits ou les forces militaires de la métropole ; quelques-uns, honteux d'abaisser la fierté française devant les exigences de roitelets maures, soulèvent de timides protestations ou demandent leur rappel ; les autres s'humilient.

L'arrogance des petits potentats du Cayor et de la Casamance ne con-



LE PORT DE DAKAR

naît plus de bornes; nos comptoirs sont frappés d'un tribut docilement payé ; la navigation est arrêtée par les barrages de douanes exorbitantes. Les maisons de Bordeaux adressent plaintes sur plaintes au gouvernement et finissent par le menacer d'abandonner la place à qui voudra la prendre.



LE MONUMENT DE FAIDHERBE A LILLE

En décembre 1854, le ministère de la marine, chargé d'élaborer un programme de réformes, envoie à Saint-Louis le commandant du génie Faidherbe avec mission de relever au Sénégal le prestige de la France. Ce choix était en tous points heureux : bravoure, énergie, science profonde du pays, estime des colons, rien ne manquait au nouveau gouverneur pour réussir. Son œuvre équivaut à une seconde conquête du Sénégal.

A son arrivée, Saint-Louis n'était que ruines ; les fortifications s'écroulaient ; « nombre de maisons en pisé ne servaient plus que de refuge aux scorpions et aux tarentules ». Les environs n'étaient guère plus sûrs que

la ville : les maures Trarzas en battaient les sentiers sans relâche, enlevant les caravanes qui se risquaient encore à apporter la gomme et la poudre d'or, mettant à rançon ou à sac les bourgades nègres éparpillées sur la rive droite du fleuve.

Suivant avec méthode le développement de l'œuvre à laquelle il s'est consacré corps et âme, Faidherbe commence par relever les murs de Saint-Louis ; puis il entame une guerre sans trêve ni repos contre les Trarzas. En personne il dirige des colonnes légères qui tombent à l'improviste sur les pillards ; il refoule ceux-ci dans le désert, en débarrasse le Cayor, le



POSTE DE PODOR

pays Yolof et le Oualo, et prévient leur retour par l'établissement d'une chaîne de postes fortifiés tendue de Saint-Louis à Médine. Pour rendre immédiatement profitable chaque victoire il double chaque fortin d'un comptoir et en fait le centre d'un marché vers lequel s'acheminent bientôt les produits indigènes. Joignant la diplomatie à la force, il amène bon nombre de chefs indigènes à se contenter des bénéfices légitimes d'honnêtes convoyeurs de caravanes : en moins d'un an le Sénégal retrouve la prospérité du temps d'André Brüe.

Pourtant de nombreux partis maures, chassés de la région inférieure du fleuve, s'étaient retirés dans la région moyenne : et, pour surveiller leurs louches agissements, Faidherbe avait dû bâtir, comme en avant-garde, un fortin sur la falaise de Médine : les murs de ce « tata » n'étaient pas secs qu'un important village noir était venu abriter ses paillottes sous le dra-

peau français. Mais l'installation s'achevait à peine, les magasins renfermaient tout juste les vivres et les munitions indispensables, que soudain une horde maure menaçait le nouvel établissement. L'invasion avait à sa tête un certain El-Hadj-Omar (Omar le pèlerin). Ce marabout, tout frais arrivé de la Mecque, n'avait pu supporter la honte des derniers échecs infligés à ses coreligionnaires en Mahomet. Brave et éloquent, il avait en peu de temps recruté une armée de plus de 20 000 hommes.



POSTE DE SALDÉ

Quand cette formidable avalanche vint battre le pied du fort de Médine, elle se heurta à une garnison comptant en tout onze Européens placés sous les ordres d'un officier créole, Paul Holl. Il est vrai d'ajouter qu'un chef nègre des environs, du nom de Sambala, avait amené un renfort d'une centaine de noirs et juré de mourir aux côtés du chef blanc plutôt que de rentrer sous la domination musulmane. Le 20 avril au matin, l'armée d'El-Hadj se rue en hurlant sur le fort, pleinement rassurée par le prophète qui lui a prédit que les canons des blancs ne partiraient pas. Ce premier assaut est repoussé victorieusement ; mais les Maures se contentent de se mettre à l'abri des balles. Une seconde attaque tentée quelques jours après a le même insuccès : Omar, en raison des pertes énormes qu'il a subies, se décide alors à bloquer la place espérant la prendre par la famine. En juin la place tenait toujours ; mais la faim commençait à s'y faire sentir. Deux émissaires étaient sortis pour aviser le gouverneur de la situation : avaient-ils pu atteindre Saint-Louis ?

« La poudre, dit M. Gaffarel, manqua bientôt ; on s'en procura de fort

mauvaise en vidant un certain nombre d'obus. Les soldats étaient pour la plupart réduits à un seul coup... De temps en temps Sambala venait trouver Paul Holl : « Donne-nous de la poudre, demandait-il, et je te jure que nous allons tuer ces païens jusqu'au dernier. » — « Mais non ! répondait le vaillant officier avec un imperturbable sang-froid... De la poudre, j'en ai plein ce magasin ; mais l'air est déjà empesté par l'odeur des cadavres ; si nous tuons d'autres ennemis, nous mourrons tous asphyxiés par l'odeur. Attends au moins que les Maures livrent un nouvel assaut, et n'aie pas peur !... » La situation pourtant devenait horrible. Paul Holl, décidé à ne pas capituler appela un soir le sergent Desplat, et tous deux passèrent



UN VILLAGE DU FOUTA CENTRAL

une partie de la nuit à faire une mine dans le réduit du fort avec ce qui restait de poudre : quand l'ennemi forcerait les murs, on devait se faire sauter.

« Le 18 juillet, de sourdes détonations retentissent au loin. La petite garnison court aux murs tout enfiévrée d'espoir : bientôt on croit voir des costumes européens ; plus de doute : ce sont les libérateurs. C'étaient eux en effet et Faidherbe à leur tête. »

A la première nouvelle du danger le gouverneur s'est jeté à bord du *Basilic* avec deux ou trois cents hommes. En route il a rallié un autre vapeur qui attendait la crue du fleuve. Les deux navires remontent le Sénégal à toute vapeur et s'arrêtent en aval de Médine, à l'entrée d'un long couloir dont les Maures gardent les deux crêtes. Il ne fallait pas songer à forcer le passage. Faidherbe prend à revers la position d'El-Hadj, la couvre de mitraille et en débusque les défenseurs. « De la poudre ! de la poudre ! s'écrie Sambala, en voyant l'ennemi fuir de toutes parts devant la petite armée française — De la poudre ? réplique Paul Holl, il y a longtemps

que je n'en ai plus !... A la baïonnette, mes garçons ! » La vaillante garnison, électrisée par un pareil chef, se précipite au-devant du corps de secours, et ne cesse le massacre qu'exténuée de fatigue et de faim. Elle avait résisté pendant quatre-vingt-quinze jours !



CHUTES DU FÉLOU

Quelque ébranlé que fût son prestige au lendemain de cette défaite, El-Hadj peut reformer dans les environs de Guémou une nouvelle armée avec laquelle il reprend l'offensive. Le commandant Faron engage avec lui, le 25 octobre 1859, une sanglante bataille ; elle nous coûte 136 hommes tués ou blessés; mais le prophète vaincu est obligé de se soumettre. Il alla se consoler de ses échecs en faisant la conquête des royaumes de Ségou, de Kaarta et d'une partie du pays Mandingue. Il devait peu de temps après périr de tragique manière : cerné par les Bambaras et dans l'impossibilité de leur échapper, il s'assit sur un baril de poudre auquel un de ses derniers fidèles mit le feu.

Quand Faidherbe quitta le Sénégal en 1865, la France se trouvait maîtresse des vastes territoires que traverse le fleuve depuis Saint-Louis jusqu'au Félou : le Timar, le Fouta Central, le Doro, le Damga, la région aurifère du Bambouk, le Saloum, la Casamance, la Mellacorée étaient annexés ou placés sous notre protectorat ; le Fouta-Djallon était pénétré. Enfin, sur l'ordre du gouverneur, Mage et Quintin, au cours d'un admirable voyage d'exploration, atteignaient le Haut Niger près de Bammako, le descendaient jusqu'à Ségou et étudiaient tout particulièrement la région de Kita, gros village situé juste à mi-route du Bafing et du Niger, que sa salubrité et sa position désignaient pour devenir notre base d'opération vers l'est et un futur grand centre de colonisation. D'autre part Saint-Louis était assainie et embellie, dotée de beaux monuments, d'un musée, de casernes, d'hôpitaux.

Il convient encore d'ajouter que, soucieux, non seulement de vaincre les



FACTORERIE DE DUBREKA

indigènes, mais aussi de les convaincre de l'intérêt que portait la France à l'amélioration de leur bien-être, Faidherbe inaugura l'œuvre, utile entre toutes, des écoles régimentaires, invitant indistinctement Maures et Noirs à envoyer leurs enfants aux cours faits, à l'ombre de quelque baobab, par les plus intelligents de nos troupiers. Héros de la conquête, Faidherbe n'a d'égal que Faidherbe héros de la civilisation.

Il a pour successeur un officier du plus grand talent, Pinet de Laprade. Vingt ans de séjour au Sénégal, une étroite collaboration à l'œuvre de son prédécesseur, une brillante campagne dans le Cayor suivie de l'annexion de toute cette région étaient de sûrs garants que, sous sa direction, l'expansion française ne ferait que se développer davantage. C'est du côté des Rivières du Sud que se portèrent les efforts de Pinet de Laprade. Nous possédions depuis longtemps des établissements sur la côte que limitent au nord la Gambie anglaise, et au sud la Roquelle. Une large enclave formée par la Guinée portugaise devait être respectée ; mais il y avait profit à relier nos comptoirs de la Casamance, du Rio Nunez, du Rio Pongo et de la Mellacorée. Les territoires qui séparaient ces parcelles, éloignées de 700 kilomètres de Saint-Louis, furent réunis sous notre protectorat. Sur la Haute Casamance, le gouverneur renforce le poste de Shédiou, crée ou agrandit ceux de Boké sur le Rio Nunez, de Boffa sur le Rio Pongo, de Du-



LE RIO PONGO

breka et de Benty au Sud. La capitale de l'Afrique française occidentale est aussi l'objet des préoccupations de Pinet de Laprade qui, le 12 juillet 1865, inaugure le beau pont métallique qui rattache Saint-Louis à la terre ferme et qui reçoit le nom de pont Faidherbe. Une attaque de choléra vint malheureusement enlever Pinet de Laprade en 1869.

A partir de ce moment notre expansion s'arrête aux limites données à la colonie par ses deux éminents gouverneurs, et, jusqu'en 1878, toute notre activité se concentre sur Saint-Louis dont l'importance commerciale s'accroît chaque jour.



LE PONT FAIDHERBE A SAINT-LOUIS

Une large voie cependant s'ouvrait à notre initiative du côté de l'est, celle du Soudan dont Mage et Quintin avaient, en 1863, reconnu le premier tronçon jusqu'à mi-route de Timbouktou et qu'avait parcourue jusqu'au bout, en éclaireur, quelque trente ans auparavant un des plus étonnants pionniers de « l'Afrique à découvrir », le français René Caillié.

Fils d'un pauvre boulanger de Mauzé, petit bourg des Deux-Sèvres, René Caillié résolut dès l'âge de treize ans de suppléer à force d'énergie à l'insuffisance de la maigre instruction qu'il avait reçue du magister de

l'endroit. Le hasard lui mit un jour entre les mains l'histoire de Robinson. La lecture de ce livre décida de sa vocation ; le petit René voulut devenir un grand voyageur. Pour s'entraîner à cette rude carrière il lut avec passion tous les ouvrages traitant de géographie et d'explorations. Il n'était question, vers 1815, que des voyages de Mungo-Park dans l'Afrique occidentale. Les découvertes de cet intrépide savant, les séduisantes hypothèses qu'il émet, d'après les rapports des indigènes, sur les pays qu'il n'a pu visiter, indiquent à Caillié la direction qu'il prendra et dont aucun obstacle ne saura désormais le détourner.

A peine âgé de seize ans, il s'embarque en qualité de petit mousse sur *la Loire* qui devait se rendre à Saint-Louis de conserve avec *la Méduse*. C'est à ce choix judicieux que notre héros dut de ne pas être mangé en herbe. Une première désillusion l'attend à son arrivée : une expédition se préparait pour les Rivières du Sud ; il demande à en faire partie ; on lui refuse énergiquement tout engagement ; le major Grey lui démontre que sa jeunesse en fera l'inévitable victime du meurtrier climat d'Afrique. Pour corriger ce défaut, le jeune homme va demander au ciel de la Guadeloupe l'entraînement nécessaire à l'existence d'un blanc appelé à vivre sous les tropiques. Mais six mois après, sa hantise du Sénégal le ramène à Saint-Louis. Il paie cher cette imprudence : au cours d'une excursion dans le Bondou il est terrassé par les fièvres et obligé de rentrer en France.

Six ans se passent ; mais le rêve reste. Le corps de l'enfant s'est développé avec sa raison ; si celui-ci est prêt à reprendre la tâche interrompue, celle-là démontre à Caillié qu'il lui faut, pour sortir des sentiers déjà foulés, s'initier à la langue, aux mœurs, aux coutumes, aux pratiques religieuses de la religion musulmane qui seules lui ouvriront les voies du continent noir si jalousement gardées par l'Islam. Pour la troisième fois il gagne Saint-Louis, et part aussitôt pour demander aux Braknas la préparation qui lui manque. Il sollicite à son retour la mission officielle d'aller reconnaître la mystérieuse Timbouktou que l'imagination des Européens entourait d'un nimbe de légendes fantastiques. Éconduit aussi bien par le gouverneur français du Sénégal que par le commandant anglais de Sierra-Leone, il projette de réaliser son fier dessein avec ses seules ressources. En six ans il avait réussi à mettre de côté sou par sou une somme d'environ 2 000 francs. Il en dépense 1 700 à se procurer une petite pacotille de verroterie, de couteaux, de mouchoirs de soie, de poudre d'or, le tout pesant bien 50 kilos. Dans sa « gandoura » il serre 2 petites boussoles, quelques feuillets du

Koran et une petite pharmacie de poche dont lui a fait cadeau un ami de Sierra-Leone.

Le 22 mars, il quitte Freetown, gagne le Nunez et là se joint à cinq Mandigues qui regagnaient leur village du Niger. « Il leur raconta qu'il était né en Égypte de parents arabes, qu'il s'appelait Abd-Allah, qu'il avait été emmené en France par des soldats de cette nation à leur départ du Caire. Envoyé plus tard au Sénégal par son maître, il avait reçu la liberté en récompense de ses services, et, pouvant désormais agir à sa guise, il voulait aller retrouver ses parents en Égypte. » Six mois après son départ, contournant le massif montagneux du Fouta-Djallon dont les populations étaient en guerre contre le roi de Timbo, Caillié atteignait le Niger à Kouroussa. A partir de Kouroussa le Niger s'enfonce dans l'immense forêt du Ouassoulou qu'infestaient en ce temps-là de nombreux partis de pillards. L'explorateur attend de pouvoir se joindre à une caravane plus forte que la petite compagnie avec laquelle il voyage et, après une série de déboires variés, il arrive en août au joli village de Tiné.

La brousse avait déchiré ses pieds dont les blessures s'envenimèrent ; la fièvre contractée dans les marais ébranla son cerveau ; les privations, la fatigue déterminèrent chez lui une violente attaque de scorbut qui le mit à deux doigts de la mort. Il ne fut sauvé que grâce au dévouement d'une vieille négresse, la mère de son hôte, qui ne le quitta ni jour ni nuit et soutint ses premiers pas quand commença la convalescence. A peine remis, Caillié apprend qu'une caravane va partir pour Timbouktou avec un chargement de noix de kola et karité. L'occasion de visiter la cité mystérieuse lui semble trop belle pour qu'il la laisse échapper ; rassemblant toutes ses forces, il fait ses préparatifs de départ, achète une mule et se joint aux caravaniers. A Dienné, gros village situé au sommet du long plateau qu'embrassent le Niger et son principal affluent supérieur le Mahel-Balével, il troque sa verroterie contre des tissus en usage sur le moyen fleuve. En retour de l'offrande d'un parapluie, le chef de la localité lui remet une lettre de recommandation pour un de ses commettants de Timbouktou. Ce brave noir promet même à Caillié un bateau qui le transportera avec toute sa pacotille.

Le 23 mai, notre vaillant français trouve à l'endroit désigné la pirogue promise et commence à descendre le fleuve qui coule lent et majestueux de l'ouest à l'est. « Très profond à cet endroit, il a trois fois la largeur de la Seine au Pont-Neuf ; ses rives sont basses et découvertes ; çà et là des bou-

quets de grands arbres abritent des villages entourés de riches cultures; de distance en distance, s'échancrent de petits ports où les pêcheurs halent leurs pirogues et font sécher leurs carrelets ou leurs longues sennes. » Après cinq semaines de navigation, la barque, tirée à la cordelle par des noirs braillards et querelleurs, atteint le lac Déboë. Trois îles, vastes bancs de sable couverts de roseaux, demeures des moustiques et des caïmans, sont relevées et baptisées des noms de St-Charles, Marie-Thérèse et Henri, en l'honneur du roi Charles X, de sa fille et du duc de Bordeaux. Le 19 avril 1828, un an juste après son départ du Nunez, Caillié arrive à Kabara, qui est à Timbouktou ce que le Pirée est à Athènes. La vue de ce faubourg lui causa un grand désappointement : c'était un amas de misérables cases servant de magasins aux marchands de la ville, de refuges aux esclaves débardeurs, ou à des pêcheurs. Le lendemain soir, entrée à Timbouktou! « En pénétrant, dit René Caillié, dans cette cité mystérieuse, objet des recherches des nations civilisées de l'Europe, je fus saisi d'un sentiment inexprimable de satisfaction; je n'avais jamais éprouvé une sensation pareille et ma joie était sans bornes. Cependant, revenu de mon enthousiasme, je trouvai que le spectacle ne répondait pas à mon attente. La ville est située dans une immense plaine de sable blanc et mouvant où il ne croît que de maigres arbrisseaux. Aussi le bois à brûler est-il très rare pour satisfaire aux besoins industriels et culinaires des habitants, qui, au nombre d'environ 12 000, n'ont d'autre habitation que des cabanes en torchis et couvertes de paille. Les principales ressources de Timbouktou sont tirées de son commerce du sel. Les denrées alimentaires sont rares et viennent de Dienné... Tous les habitants originaires de Timbouktou sont musulmans. Ils peuvent avoir jusqu'à quatre femmes : celles-ci, parfois jolies, peuvent sortir sans être voilées; elles



VILLAGE DU OUASSOULOU

aiment les bijoux à la folie, à tel point que celles qui n'ont pas le moyen de porter un anneau d'or passé dans le nez le remplacent par un morceau de soie rouge. Les ennemis-nés des gens de Timbouktou sont les Touareg, sauvages nomades, qui ont rendu tous les nègres tributaires et exercent aux portes mêmes de la ville les plus affreux brigandages. La ville est gouvernée par un nègre, brave marchand et dont la dignité est héréditaire. C'est un père de famille aux mœurs simples et douces des anciens patriarches qui vit des cadeaux de son peuple. »

La lettre de recommandation donnée par le roi de Dienné permit à Abd-Allah Caillié d'examiner tout à son aise. Mais au bout de quatorze jours, quelques questions insidieuses lui furent adressées à brûle-pourpoint et lui prouvèrent que sa curiosité avait mis les indigènes en méfiance : la curiosité est en effet un des rares défauts que ne laisse pas paraître un vrai disciple de Mahomet. Or le major Laing avait payé de sa vie, peu de temps auparavant, une imprudence de ce genre. Sentant venue l'heure de quitter l'inhospitalière cité, Caillié se débarrasse de sa pacotille et loue un chameau pour rejoindre une forte caravane prête à prendre la route du Maroc. Il fait ses adieux à son hôte, lui demande s'il n'a point quelque commission pour l'Égypte, et s'achemine sur Fez, enthousiasmé à l'idée d'accomplir cette extraordinaire traversée de l'Afrique occidentale.

Caillié nous apprend comment les Arabes se dirigeaient à travers le désert, sans boussole, reconnaissant leur route à la différence de couleur du sable, à la présence d'un rocher, d'une touffe d'herbes, d'indices qui échappent à notre perception. Plus on marchait vers le nord plus le désert devenait aride et la chaleur accablante. Le 10 mai, fut atteint l'endroit où, deux années auparavant, était tombé le major Laing, étranglé par les gens de son escorte. La caravane franchit l'affreuse région d'El-Araouan, puis les territoires d'El-Harib, atteignit, le 13 juillet, les oasis d'El-Drah et, le 29, celles du Tafilet. Le 12 août, Caillié entrait à Fez, puis gagnait Tanger et de là s'embarquait pour la France.

Arrivé à Paris, Caillié était reçu par la Société de géographie qui lui décernait son grand prix annuel pour consacrer le souvenir glorieux de cette première grande traversée du continent africain.

CHAPITRE XIX

A travers les Oasis du Pacifique.

Les archipels océaniens. — Tahiti. — La dynastie des « Enrhumés ». — Missionnaires et missionnaires. — Théologie, diplomatie et pharmacie. — Etablissement des protectorats français de l'Océanie. — Un petit pacte de famine. — L'assaut d'une officine. — Une note d'apothicaire. — Les colonies du Pacifique. — La Nouvelle-Calédonie. — Une scène de cannibalisme chez les Canaques. — Le nègre et le commodore. — Fondation de Nouméa. — Colonies pénitentiaires... colonies perdues.

Qu'il soit fait des rougeoyantes immensités du sable saharien ou des bleues immensités du Pacifique, il n'est point de désert sans oasis; et sur les oasis africaines, comme sur les oasis océaniennes, cette grande voyageuse qu'est la brise trouve toujours quelque drapeau tricolore à éployer de son souffle.

A 3 000 lieues des côtes de France et à mi-route entre l'Australie et Panama, çà et là de petites taches vertes apparaissent sur la moire diaprée du Grand Océan : ici, c'est un bouquet dont les robustes floraisons s'épanouissent aux flancs de hauts pitons en gerbes orgueilleuses faites des plus précieuses essences forestières; là, on dirait quelque mignonne bague perdue par une ondine sur le tapis moutonneux des vagues, bague dont le cercle de rose corail est enchassé de l'émeraude des frêles cocotiers. Un puissant travail plutonien a fait jaillir des flots la vasque qui porte la gerbe immense des palissandres, des bois de rose, des ébéniers, des bancouliers et des santals; la bague coralline est l'œuvre de madrépores, ces infiniment petits bâtisseurs d'archipels. Massives créations plutoniennes, la Tahiti de Quiros et de Bougainville, la Raïatea de Cook et de Lapérouse, et la Nouka-Hiva

d'Antoine Mendana et de Marchand (nom prédestiné aux audacieux voyages) — filles des infiniment petits, la Mangareva de Wilson, la Rurutu de Byron et d'Entrecasteaux, sont, à cette heure, avec quelque autre centaine d'îlots et de récifs océaniens, les oasis françaises du Pacifique.

Quand Bougainville, Cook, Marchand et Wilson, les premiers parmi les européens, visitèrent les archipels polynésiens, vivait, sous le doux climat des tropiques éternellement tempéré par la brise marine, « une race molle, indolente, sans besoins, à qui le sol prodiguait libéralement les fruits les plus délicats, les senteurs les plus capiteuses, les harmonies les plus voluptueuses... A tous tout était facile, sauf le travail ; tout simple, hormi l'effort ». Point d'autre souci que celui de bannir tous soucis... soucis du corps et soucis de l'âme. Comme le costume, la foi était sommaire ; le culte pas plus compliqué que la cuisine : une noix de coco donnait son lait à boire et son écorce à adorer... C'était le beau temps de cet Eden dont les Eves avaient si hospitalièrement accueilli Bougainville que le grand navigateur lui avait donné le nom de Nouvelle Cythère.

Or, en 1797, un clergyman et sa clergylady entrèrent dans ce Paradis terrestre ; aux Eves furent offertes des Bibles ; chaque Adam reçut une bouteille de tafia et la manière de s'en servir. Puis, la morale tahitienne résistant à ces arguments, la *London Missionnary Society* mit sur le *Duff* une cargaison de nouveaux clergymen anglais, américains, norwégiens même, et vogue la galère vers la Nouvelle Cythère! De Tahiti la petite colonne confessionnelle, composée trop à la hâte d'éléments trop disparates s'éparpilla dans les îles avoisinantes. Les efforts des pasteurs aboutirent d'abord à un résultat qui dut singulièrement confondre l'intellect tahitien : une royauté théocratique fut constituée. Le premier chef indigène qui embrassa la foi récemment importée reçut comme récompense le titre de roi et un nom que Romulus lui-même n'eut pas envié : il fut baptisé *Pomaré*, c'est-à-dire l'*Enrhumé*.

Mais l'établissement parallèle de la royauté tahitienne et aussi de la foi anglicane sur la totalité du pays n'alla pas tout seul. Les agents de la *London Society* eurent en effet beaucoup de peine à convertir les indigènes, et leurs efforts dans ce sens furent fréquemment l'occasion de troubles sanglants, provoqués par la rivalité des prêtres autochtones menacés dans leur influence. Enfin, vingt-cinq ans après l'élévation de la dynastie des Pomaré à la suite d'une bataille dans laquelle les vieux païens « négligèrent de donner la victoire à leurs partisans, la population brûla ses idoles » et, si



UN PAYSAGE A TAHITI

elle ne devint pas véritablement chrétienne, elle adorna du moins ses superstitions des monotones cérémonies du culte protestant. Les anciens ministres du culte, auteurs des troubles, ces hideux Arioïs dont la luxure était la seule religion, furent traqués comme bêtes fauves par les clergymen : bon nombre furent emmurés dans des cavernes. La cour des Pomaré fut, cela va sans dire, réformée selon l'Évangile, et les belles filles, enguirlandées de fleurs, ne dansèrent plus qu'au chant des psaumes : c'était moins gai qu'autrefois... mais tout de même un peu plus moral.



TYPE TAHITIEN

Tahiti allait devenir la Jérusalem Nouvelle, quand de graves désaccords éclatèrent entre les pasteurs et... leurs ombres. Mieux doué que Peter-Schlemil, tout pasteur anglais en effet a deux ombres qui le suivent partout : l'une très calme, très digne, très docile qui marche sur les pas de son maître et reproduit rigoureusement la grâce habituelle d'une correcte lévite et d'un élégant couvre-chef; l'autre plus capricieuse, plus agitée, plus vagabonde et qui pousse parfois l'irrespect jusqu'à faire de mauvaises niches à son révérend : cette deuxième ombre du missionnaire britannique, c'est le mercanti. Dans un des sacs de la commune besace, des Bibles ; dans l'autre sac, la pacotille. Il n'est point de terre, même inconnue, où ne soient passés l'homme aux deux ombres... les deux ombres à la commune besace.

Or, le XIX[e] siècle naissant, tous les diables de l'enfer en personne se coalisèrent pour faire aux révérends la mauvaise plaisanterie de se substituer à leurs ombres commerciales : sous les traits de quincailliers de Liverpool, de bonnetiers de Boston, de savetiers de Christiansand, d'épiciers d'Edimbourg, voire même sous les haillons d'ordonnance de déserteurs de toutes armes et de tous pays, les malins esprits se mirent à saper l'œuvre des hommes de Dieu, prêchant aux Tahitiennes une morale dans le goût de celle des Arioïs, pillant, volant les Tahitiens et les conduisant au temple à coups de

triques pour dévaliser leurs cases plus à leurs aises. La vie scandaleuse que restaurèrent à Papeete les diaboliques colons amenés par les pasteurs, devint tellement proverbiale en Océanie que, vers 1825, des missionnaires catholiques français prirent le chemin du Paradis, plus que jamais Perdu, de Tahiti, pour convertir tout ce qu'ils y rencontreraient, indigènes, colons, clergymen même au besoin.

L'arrivée de la concurrence catholique jeta l'émoi dans le camp des révérends. Pour mâter leurs ouailles en pleine discorde évangélique, ils conçurent un projet machiavélique : ils essayèrent de persuader à Pomaré IV, la gracieuse descendante de l'Enrhumé, que, si elle ne se hâtait de placer ses états sous le protectorat anglais, c'en était fait de leur gloire future comme de leur morale. Ils se disaient, non sans raison, que l'occupation britannique pouvait seule assurer militairement la conversion des indigènes et la prédominance politique de l'Évangile. Mais, estimant que le jour où les sévères administrateurs de Londres mettraient le pied dans leur île, c'en serait pour toujours fini de danser en rond, au son des flûtes nasales, les jolies Tahitiennes, aux élégantes toilettes faites de beaucoup de fleurs et de très peu de gaze, et aussi bon nombre des ouailles masculines des pasteurs, ne trouvèrent rien mieux, pour déjouer les prudes combinaisons des révérends... que de faire cause commune avec les missionnaires catholiques. Ces derniers, enchantés de voir la clientèle venir à eux, se gardèrent bien de la repousser par une sévérité que ne comportait pas la latitude et s'occupèrent à prêcher plutôt sur la foi que sur la morale.

De cette concurrence entre missionnaires catholiques et missionnaires protestants devait naître une série de conflits dans le détail desquels nous n'entrerons pas. Mais la mignonne reine Pomaré, dans le cerveau de qui le frottement du diadème avait électrolisé de brillantes aptitudes politiques, se contenta tout d'abord de marquer les coups.

Chacun des deux partis rivaux appela alors son gouvernement à la rescousse. L'Angleterre, dont l'oreille est d'une extrême finesse à ce genre d'appel, décida de se faire représenter officiellement près de Sa Majesté Pomaré IV ; le Foreing office put bientôt prodiguer ses conseils à un fonctionnaire revêtu du triple caractère de diplomate, de clergyman et de pharmacien. Pritchard, en costume de consul, une bible sous un bras, un bocal d'opiat sous l'autre, devint l'homme du jour à Papeete. Peu à peu il réussit à s'imposer dans le conseil de Pomaré, si bien qu'il obtint l'expulsion brutale de deux prêtres catholiques, les PP. Carey et Laval, venus pour ren-

forcer la mission française. Cependant, si la jujube de sa diplomatie avait réussi à circonvenir Pomaré, l'ipéca de son éloquence ne put arracher aux missionnaires leurs turbulents prosélytes. L'autorité trop tranchante de Pritchard devait même bientôt s'émousser sur un obstacle inattendu.

Un beau jour, en effet, débarqua à Papeete un français de manières distinguées, aimables, charmeuses même, M. Mœrenhout, que son gouvernement s'était décidé à envoyer comme consul près de la reine. Conquérir les bonnes



LE PORT DE PAPEETE
(D'après une aquarelle de Miss Gordon Comming.)

grâces de la souveraine, confondre les intrigues de Pritchard furent pour lui l'affaire d'un instant. Au bout des troubles, qui prenaient à Tahiti une proportion d'autant plus redoutable que les passions religieuses étaient en jeu, M. Mœrenhout montra à la reine la dure servitude britannique. Quelques cordons honorifiques adroitement passés au cou des conseillers, quelques pièces d'étoffes éclatantes offertes à propos aux dames d'honneur achevèrent la défaite des pastilles de Pritchard. Pour échapper à l'Angleterre, Pomaré IV prit le parti de se donner à la France. Restait à trouver l'occasion ; notre consul sut la faire naître avec une remarquable décision.

En mai et en juin 1842, le contre-amiral Dupetit-Thouars venait de prendre possession au nom de la France de Nuka-Hiva et des Marquises. Mis par notre agent au courant de ce qui se passait dans les îles de la Société ; il accourt, toutes voiles dehors, et, dans les premiers jours

de septembre, jette l'ancre devant Papeete. Le 9, l'amiral recevait la lettre suivante signée par la reine et ses ministres :

« Parce que nous ne pouvons continuer à gouverner par nous-mêmes, dans le présent état de choses, de manière à conserver la bonne harmonie avec les gouvernements étrangers, sans nous exposer à perdre nos îles, notre liberté et notre autorité, nous, les soussignés, la Reine et les grands chefs de Tahiti, nous écrivons les présentes pour solliciter le roi des Français de nous prendre sous sa protection aux conditions suivantes :

« La souveraineté de la Reine et son autorité et l'autorité des principaux chefs sur leurs peuples seront garanties. Tous les règlements et lois seront faits au nom de la reine Pomaré, et signés par elle. La possession des terres de la Reine et du peuple leur sera garantie. Ces terres leur resteront. Toutes les disputes relativement au droit de propriété ou des propriétaires des terres seront de la juridiction spéciale des tribunaux du pays. Chacun sera libre dans l'exercice de son culte ou de sa religion. Les Églises existant actuellement continueront d'être, et les missionnaires anglais continueront leurs fonctions sans être molestés ; il en sera de même pour tout autre culte : personne ne pourra être molesté ni contrarié dans sa croyance.

« A ces conditions, la reine Pomaré et ses grands-chefs demandent la protection du roi des Français, laissant entre ses mains et aux soins du gouvernement français, ou à la personne nommée par lui et avec l'approbation de la reine Pomaré, la direction de toutes les affaires avec les gouvernements étrangers, de même que tout ce qui concerne les résidents étrangers, le règlement du port, etc... et le prient de prendre telle mesure qu'il pourra juger utile pour la conservation de la bonne harmonie et de la paix. »

Le même jour, l'amiral accusait réception de cette lettre, et proclamait, sauf ratification de son gouvernement, le protectorat de la France sur l'île de Tahiti et les archipels qui en dépendaient.

L'échec de Pritchard était complet. Notre homme entra dans une rage terrible ; il faillit en mourir, quand il apprit que trente et un résidents anglais venaient d'écrire à l'amiral Dupetit-Thouars la lettre suivante :

« Monsieur,

« Nous, soussignés, résidents anglais de Tahiti, désirons vous remercier d'avoir accepté provisoirement la demande par laquelle la reine Pomaré a

sollicité la protection de S. M. le Roi des Francais dans ce qui touche à ses relations extérieures avec les puissances étrangères et les rapports avec les résidents étrangers ; et nous sommes heureux de voir mettre un terme aux désordres et aux abus qui ont régné jusqu'à présent dans le port ; nous nous félicitons que vous ayez (*pro tempore*), comme vous l'annoncez par votre proclamation, rendu des lois et des règlements et donné des garanties capables d'assurer la protection des propriétés et l'administration de la justice. »

En mars 1843, Louis-Philippe ratifiait en ces termes l'acceptation du protectorat :

Louis-Philippe, Roi des Français, à la reine Pomaré, salut :

Illustre et excellente princesse, notre contre-amiral Dupetit-Thouars, commandeur de la Légion d'honneur et commandant en chef de nos forces navales dans l'océan Pacifique, nous a rendu compte de la demande que, de concert avec les grands chefs principaux de vos îles, vous avez faite de placer votre personne et vos terres, ainsi que la personne et les terres de tous les Tahitiens, sous le protectorat de notre Couronne, offrant de nous remettre la direction des affaires extérieures de vos États, les règlements de port et autres mesures propres à assurer la paix dans cet archipel. Notre cœur s'est ouvert à votre voix ; et puisque, d'accord avec les chefs de vos îles, vous ne pensez trouver repos et sûreté qu'à l'ombre de notre protection, nous voulons vous donner une preuve éclatante de notre royale bienveillance en acceptant votre offre. Nous conférons tout pouvoir au Gouverneur de nos Établissements dans l'Océanie, le capitaine de vaisseau Bruat, pour s'entendre avec vous et avec les grands chefs. Il a toute notre confiance ; écoutez-le. Conservez vos terres et votre autorité intérieure sur vos sujets ; et, sous la garde de notre sceptre ami, assurez leur bonheur par la sagesse et la bonne foi. De notre côté, nous chercherons, comme toujours, les occasions de vous donner, ainsi qu'à tous les habitants de vos îles, les gages de la sincère affection que nous vous portons.

Que la paix et la prospérité soient avec vous !

Donné en notre palais des Tuileries, le vingt-cinquième jour du mois de mars de l'an de grâce 1843.

Signé : Louis-Philippe.

Contre-signé : Guizot.

Le premier acte de la pièce était joué ; Pritchard avait bien juré de relever le rideau sur un second.

A peine l'escadre de l'amiral Dupetit-Thouars a-t-elle disparu à l'horizon, que le clergyman-potard-diplomate adresse au commodore anglais Towp un appel désespéré. Il lui montre Tahiti couverte de ruines, le drapeau anglais en lambeaux, l'Évangile en déroute : rien n'était plus sûr dans le pays, pas même ses bocaux ! Towp ne perdit point de temps, et à son tour vint mouiller à Papeete. Nos deux compères entamèrent contre les missionnaires français et leurs amis les renégats une campagne d'abominables vexations que ne put arrêter notre agent, M. Bruat, et qui jeta bientôt la terreur dans le pays. Towp, entre autres, lança aux résidents de son pays une violente proclamation pour leur interdire toute soumission aux règlements provisoires établis par Dupetit-Thouars ; Pomaré IV terrifiée dut consentir sous la menace à hisser le pavillon britannique au-dessus de l'antique palais des Enrhumés. Puis la guerre civile éclate ; la canaille se répand dans la campagne et met en coupe réglée tous les habitants, catholiques et protestants indistinctement.

Informé de ce qui se passait à Tahiti, Dupetit-Thouars cingle au plus vite vers l'île. Il débarque à terre une compagnie, et somme son ancienne amie Pomaré de remplacer immédiatement son nouveau pavillon par l'ancien. Mais Pritchard veille toujours. Il épouvante la princesse par un exposé truculent des formidables responsabilités qu'elle a encourues, lui montre la dynastie des Pomaré bien compromise, et, peu rassuré lui-même sur les conséquences de ses manœuvres, décide la souveraine à le suivre à bord d'un navire anglais. Il prend auparavant la précaution sournoise d'abattre avec grand fracas le drapeau britannique qui léchait de ses plis l'enseigne de son officine. Par ordre de l'amiral les trois couleurs sont à nouveau arborées sur le Louvre de Papeete.

La situation se tendait. Chauvins et jingoës s'en donnaient à cœur joie, et de chaque côté du détroit on se mitraillait de gros mots. Qu'allait faire l'Angleterre ? qu'allait faire la France ? Au fond, les deux gouvernements étaient aussi embarrassés l'un que l'autre. Comme ni l'une ni l'autre puissance ne trouvait son compte dans un règlement belliqueux de la question et jugeait que le jeu n'en valait pas la chandelle, toutes deux se firent de mutuelles avances. Il fut convenu, après un échange d'explications moitié miel et moitié vinaigre, que l'état de choses à Tahiti serait ramené à ce qu'il était au lendemain du passage de Dupetit-Thouars.



A TAHITI, SOUS POMARÉ

Pritchard exultait... en apparence : au fond il se trouvait désavoué par son gouvernement. Avec une obstination que rien ne décourage il renoue ses intrigues avec les chefs partisans de l'Angleterre, et excite à nouveau contre nous les indigènes par des combinaisons qui lui permettent en outre de se faire grasse main à leurs dépens : il organise une famine factice, achète de nombreux troupeaux, les cache dans le repli des mon-



INDIGÈNES DE TAHITI

tagnes, ne distribue de la chair fraîche aux habitants qu'à un prix exorbitant, criant par-dessus les toits qu'il se ruine à faire vivre le pays, exaspérant par cette tactique indigènes et résidents, expliquant congrûment qu'on ne meurt de faim en Tahiti que depuis le jour où les Français y ont mis le pied. Enfin une nouvelle insurrection éclate ; les bandes armées se reprennent à courir le pays ; Pomaré, dans son aveugle confiance en Pritchard, va de nouveau chercher un refuge à bord d'une goélette anglaise. Deuxième retour de l'escadre française qui vient en aide au capitaine de vaisseau Bruat, dont l'escorte est trop faible pour rétablir l'ordre toute seule. Les bandes d'insurgés sont désarmées; on trouve la preuve que Pritchard est le seul instigateur et bénéficiaire du petit pacte de famine et du mouvement insurrectionnel qui en est résulté. Dupetit-Thouars perd patience, et il charge douze matelots d'aller cueillir dans sa pharmacie, où il s'était barricadé, le clergyman-consul. Un siège inénarrable commence.

qui relève plus du roman comique que de l'épopée. Nos braves mathurins, en effet, enlèvent avec leur habituel entrain les travaux avancés de l'ennemi dont les bastions consistent en boîtes de gomme et les barricades en bocaux d'alcool. En un clin d'œil... tout est avalé : ce qui ne peut passer par la gorge est jeté par les fenêtres. Le grand livre de l'apothicaire sert à allumer les pipes. Quant à Pritchard, qui demeure impassible devant le sac de ses onguents, il est en rien de temps ligotté et amené à bord dans une couverte que nos marins eurent peut-être le tort d'agiter outre mesure.

Nouvelle complication entre le cabinet de Londres et celui de Paris ; d'un côté et de l'autre du détroit l'opinion publique s'exaspère ; le canon allait peut-être parler, quand Pritchard éleva la voix. Il se montrait bon prince : pourvu qu'on lui réglât une petite note dont il présenterait le devis, il se déclarerait satisfait. Le Foreign-Office et le ministère des Affaires étrangères ne trouvèrent point de solution plus satisfaisante : les diplomates échangèrent pour la galerie de courtoises explications, et Pritchard fut invité à présenter sa fameuse note qui ne pouvait être réglée sans l'approbation des Chambres françaises. Un vaste éclat de rire accueillit son compte... vrai compte d'apothicaire. Le gouvernement était d'avis de payer pour ne point paraître pécher par ladrerie ; mais l'opposition crie à la faiblesse, à la timidité, se fait une plate-forme du comptoir de Pritchard, et cette fameuse séance commencée par des plaisanteries faillit se terminer par la chute du cabinet.

« Pendant qu'à Paris, dit M. Gaffarel, se discutait la question tahitienne, à Tahiti même elle se dénouait brusquement par la force. Les insurgés avaient repris la campagne. A Mahaena, quelques centaines d'entre eux s'étaient installés dans un poste redoutable ». Il fallut pour les en déloger un siège autrement plus sérieux que celui de la pharmacie Pritchard. Refoulés de montagne en montagne, les partisans, après avoir vaillamment soutenu plusieurs combats sanglants, sont enfin enveloppés dans le village de Fautahua. Le 17 septembre 1846, ce dernier foyer d'insurrection est éteint ; les chefs indigènes rentrent les uns après les autres dans leurs villages, font leur soumission, et Pomaré IV, qui avait pris le dur chemin de l'exil, se décide à rentrer dans l'auguste demeure des Enrhumés. Comme elle était femme, elle revint sans peine à ses premières amours et jura fidélité éternelle au drapeau français.

Notre protectorat s'étendit sur les îles voisines : Tahiti devint un centre d'où l'influence française rayonna sur les oasis océaniennes : dès 1844, le

vieux roi Putaïri avait placé les îles Gambier sous le protectorat français qui devait y surveiller la pêche des huîtres perlières. En 1847, le roi Parima réclame la même faveur pour ses îles australes Tubuaï. En 1859, le drapeau français est hissé sur l'essaim des 80 îles corallifères des Tuamotou. L'intrépide père Bataillon, le protagoniste de ces hardis missionnaires français qui étaient partis à la conquête spirituelle des farouches canaques océaniens, avait préparé les îles Wallis à se réclamer du protectorat français. Les Futuna, Ruratu, etc... viennent augmenter le nombre de nos pupilles.



AUX ÎLES TUAMATOU

Aucun conflit ne s'éleva en Tahiti jusqu'en 1852. Mais cette année-là, une insurrection fomentée par des émules du mémorable Pritchard chassa la reine de son trône. La France, fidèle aux engagements contractés, s'empressa de lui apporter son appui et lui ménagea une rentrée triomphale dans sa capitale.

L'illustre princesse mourut en 1877, si profondément désabusée des vanités attachées à la couronne, qu'elle ne pensa même pas à désigner dans son testament, où pourtant était couché l'heureux légataire de sa tabatière, la tête qui devait coiffer le glorieux diadème des Enrhumés. Au petit bonheur, le gouvernement français désigna pour lui succéder, en vertu de la loi salique sans doute, l'aîné de ses fils Arii-Aua qui prit le nom de Pomaré V. Cet heureux monarque n'hésita pas, en 1880, à sacrifier sa couronne et son trône à sa tranquillité conjugale : le gouvernement français s'étant ému du mariage de son protégé avec miss Johanna Salmon, Pomaré V ne fit aucune difficulté pour échanger sa royauté contre une bonne pension que lui offrit la France : il se contenta d'exprimer certains vœux « touchant le respect des lois et des coutumes tahitiennes ».

*
* *

Taïti demeura pendant une dizaine d'années le centre des Établissements français de l'Océanie. Mais longue était la route de la métropole aux antipodes. Sur la première moitié du trajet Nossi-Bé et Mayotte, dont nous avions pris possession en 1841 et 1842, constituaient, avec la Réunion, l'unique refuge où pussent s'abriter nos vaisseaux. De Bourbon aux Iles de la Société, pendant les cinquante jours qu'on mettait alors à accomplir la seconde partie du trajet, pas le plus petit coin de terre française. Nous n'étions pas encore maîtres de Saigon et l'escale de Pondichéry éloignait de la route directe. Il fallait à tout prix trouver dans l'ouest de l'Océanie une terre libre où créer une station navale. On songea, en 1842, à prendre possession de la baie d'Akaroa, située au sud de la Nouvelle-Zélande et dont une expédition, sous les ordres du capitaine Langlois, avait reconnu les nombreux avantages. L'Angleterre eut vent du projet; peu soucieuse de voir une puissance rivale s'installer à 400 lieues de Sydney, elle nous devança à Akaroa, et, quand nos vaisseaux y arrivèrent, le drapeau britannique y flottait.



MASQUE ET ARMES CANAQUES

On se souvint alors que, quelques années auparavant, des missionnaires français maristes avaient été débarqués par le *Bucéphale* sur une terre jadis visitée par Cook et explorée depuis en partie par d'Entrecasteaux à la recherche de Lapérouse. Le premier de ces grands voyageurs l'avait baptisée du nom de Nouvelle-Calédonie et décrite en ces termes : « C'est une contrée entrecoupée de montagnes de différentes hauteurs qui laissent entre elles des vallées plus ou moins profondes. De ces montagnes, s'il est permis de juger du tout par les parties que j'ai visitées, sortent des sources innombrables dont les eaux, qui serpentent dans les plaines, portent partout la fertilité et fournissent aux besoins des habitants. Les sommets de la plupart de ces montagnes semblent stériles, quoique les flancs soient çà et là couverts de bois comme les vallées et les plaines. Je la crois entièrement, ou pour la plus grande partie, entourée par des récifs et des brisants qui en rendent l'accès très difficile et très périlleux, mais qui servent à la mettre à l'abri de la violence des vents et de la fureur des flots, à assurer aux pirogues une navigation aisée et une pêche abondante et à



PAYSAGE NÉO-CALÉDONIEN (VALLÉE DE LA TOA)

former probablement de bons ports pour le mouillage des vaisseaux. »

Mais d'Entrecasteaux avait singulièrement assombri ce tableau en y ajoutant le portrait de la population qui l'animait. Les Canaques, en effet, formaient en ce temps-là une race particulièrement redoutable : au physique, robustes, durs à la fatigue, merveilleusement adroits à tous les exercices du corps ; au moral, orgueilleux, bavards, batailleurs, voleurs, et avec cela gourmands jusqu'à déterrer leurs parents pour s'en régaler, ne dédaignant pas pour cela la chair des blancs. Tels étaient les hommes que les PP. Maristes avaient essayé, au prix de leur sang généreusement répandu, de faire entrer dans le giron de la civilisation occidentale.



TYPE CANAQUE

Le gouvernement français, ayant décidé de prendre possession de la Nouvelle-Calédonie, y envoie le commandant du *Bucéphale*, M. Julien de la Ferrière. Cet officier mène rapidement à bien sa mission ; passe des traités avec quelques chefs indigènes qu'ont un brin dégrossis les Maristes et arbore le pavillon français à Balade. Mais, à peine la nouvelle de notre occupation est-elle parvenue à Londres, que le cabinet anglais accable de ses récriminations le gouvernement de Juillet. Ce dernier, obligé de concentrer toute son énergie sur les affaires intérieures, désavoue M. de la Ferrière et envoie la *Seine* enlever le drapeau hissé par le *Bucéphale*. Satisfaite de voir la place nette, l'Angleterre se garde bien de risquer un penny ou un marin pour s'y installer à demeure.



FEMME CANAQUE

Huit ans plus tard, un pénible incident devait rappeler nos marins et nos soldats au pays des Canaques. En 1851, le comte d'Harcourt, commandant l'*Alcmène*, est chargé de faire le relevé hydrographique des côtes calédoniennes, et, entre temps, de rechercher

celui des îlots de l'Ouest-Océanien qui pourrait le mieux convenir à l'installation d'une colonie pénitentiaire. Cet officier vient mouiller à Balade, entre en contact avec les naturels qui lui font excellent accueil et l'invitent même à prendre part à un joyeux festin. Craignant, non sans raison, de servir de rôti à ce gala, où quelque banale chair maori eût tenu lieu d'entrée, il recommande les plus grandes précautions à ceux de ses officiers qui descendront à terre pour affaires de service.

A quelques jours de là, deux aspirants, MM. Devarenne et Saint-Phale,



LA CÔTE NÉO-CALÉDONIENNE

un novice M. Laffitte et huit hommes accostent sur le rivage à une portée de fusil du village. A peine se sont-ils engagés dans un petit bois où les appelle le bruit d'une source, que de tous côtés surgissent des Canaques armés de leurs redoutables casse-têtes ; en un clin d'œil nos marins sont terrassés. M. Laffitte réussit à se dégager en cassant d'un coup de pistolet la tête d'un chef ; il se dissimule dans la brousse, et, au risque d'être dévoré par les requins qui gambadent dans la baie, se jette à la nage au-devant d'une baleinière que M. d'Harcourt a mise à l'eau aux premiers cris parvenus à l'*Alcmène*. Seul ce jeune homme devait échapper au massacre. Quand les marins de l'*Alcmène* arrivèrent sur le lieu du carnage, un horrible spectacle s'offrit à leurs yeux : leurs camarades étaient étendus dans la brousse atrocement mutilés ; les naturels avaient commencé à en dépecer



CASE DE CHEF CANAQUE

plusieurs pour les dévorer. L'équipage dont disposait M. d'Harcourt ne lui permit pas de se mettre à la poursuite des assassins.

Ce meurtre n'allait cependant pas tarder à être vengé ; il devait même avoir de grosses conséquences au point de vue des destinées de l'île... En effet, quelque temps après, l'amiral Février Despointes recevait l'ordre de se rendre en Nouvelle-Calédonie et d'y assurer le respect du drapeau français ; il mit son pavillon à bord du *Catinat* et cingla vers Balade.

Au drame de Balade succéda la tragi-comédie de l'Ile des Pins : « En



NOUMÉA

même temps que le *Catinat* arrivait dans la sinistre baie, le commodore anglais mouillait à l'Ile des Pins, dans le but, disait-il, d'y conduire quelques vieux bonshommes qui cherchaient des herbes et des cailloux ; mais il n'oubliait pas de recevoir à son bord le chef de l'île, de le combler de cadeaux et de lui représenter l'immense avantage qu'il retirerait s'il voulait bien hisser près de sa case le pavillon britannique. Le vieux chef, très dévoué aux missionnaires français, mais fort amateur des cadeaux du commodore, ne se pressait cependant pas d'accepter ses propositions : chaque jour gagné était une aubaine de plus : la situation néanmoins devenait embarrassante ; enfin les missionnaires, avertis de la présence de l'amiral à Balade, remirent à Vandégou, le chef en question, un pavillon français, en lui disant de le hisser sur sa case aussitôt que le *Catinat* arriverait sur

rade ; cette corvette ne se fit pas trop attendre, et notre drapeau fut hissé au moment même où elle mouillait son ancre.



PÉNITENCIER DE L'ÎLE NOU

Après l'avoir salué des vingt et un coups de canon réglementaires, l'amiral descendit en grand uniforme, à la stupéfaction du commodore, qui, furieux, appareilla aussitôt, et, de désespoir d'avoir été joué par ce chef, qui n'était plus à ses yeux « qu'une mauvaise canaille de nègre », se brûla la cervelle !

La fondation de Nouméa est due au capitaine Tardy de Montravel qui choisit cet emplacement comme chef-lieu de l'île en raison de la beauté de sa rade et de sa forte situation stratégique ; malheureusement l'eau potable y manquait. La Nouvelle-Calédonie releva du gouvernement colonial des Établissements français de l'Océanie jusqu'au 15 juillet 1860, époque à laquelle elle devint une colonie distincte. Le gouvernement y appela des colons ; quelques-uns de nos nationaux, et aussi des Anglais et des Allemands, profitèrent des nombreux avantages offerts par l'administration et créèrent les premières exploitations agricoles.

Ce mode de colonisation, malgré les excellents résultats qu'il laissait déjà entrevoir, ne fut que transitoire. En annexant la Nouvelle-Calédonie le gouvernement français s'était principalement préoccupé d'en faire un lieu

de transportation ; mais c'est seulement en 1864 que débarqua à Nouméa le premier convoi de condamnés. De 1864 à 1878, 15000 forçats environ sont employés à défricher la terre, à ouvrir des sentiers, à construire des routes, à terminer les travaux du port, à bâtir des usines pour traiter la canne ; mais l'irrégularité et la mauvaise qualité de la main-d'œuvre pénale sont loin de compenser les énormes sacrifices faits par la métropole pour la mise en valeur de la colonie.

Par malheur, le plus clair des résultats obtenus se trouva irrémédiablement compromis par l'insurrection de 1878. Continuellement en butte aux déprédations des libérés, dépouillés de leurs terres sans réelle compensation au profit des concessionnaires, froissés dans leur instinctive fierté par les mauvais traitements dont les colons déloyaux payaient leurs services, les Canaques, désespérant de voir justice rendue à leurs légitimes revendications et cruellement châtiés de quelques tentatives locales de rebellion, parcourent l'île du nord au sud, ravageant les plantations, incendiant les habitations rurales, égorgeant les colons isolés et se livrant à des actes d'horrible cannibalisme.



FERME ÉCOLE DE NEMÉARA (NOUVELLE-CALÉDONIE)

Ce soulèvement, qui eût pu être fatal à notre domination, fut aisément apaisé par l'amiral Olry « qui montra en cette circonstance les hautes qualités de cœur dont la colonie lui conserve le plus reconnaissant sou-

venir »; mais il arrêta net l'effort de la colonisation libre que ne devait point réussir à remplacer l'inertie de la colonisation pénale.

Pendant quarante ans la France a inutilement épandu sur la Nouvelle-Calédonie les épaves sociales charriées par le crime. Rien n'a poussé sur ce fumier de vices ; la gangrène morale des prisonniers a tout gangrené autour d'elle ; les derniers débris de la population canaque meurent de phtisie et d'alcoolisme ; le contact du travail pénal effraie le travail libre qui préfère recruter sa main-d'œuvre dans les îles voisines, également françaises, des Loyalty et des Nouvelles-Hébrides ; et la métropole n'a entassé des millions dans ses domaines de l'île Nou, de la presqu'île Ducos, de Koé-Nemba, de la Foa, de Bourail et de Pouembout que pour assurer au vice une douceâtre villégiature dans la plus belle, la plus féconde, la plus riche et la plus salubre de toutes nos colonies.



TYPE DE LOYALTY (LE ROI DE LIFOU)

Identiques d'ailleurs aux destinées calédoniennes ont été celles de cette autre admirable colonie qu'est la Guyane. Cet infortuné pays, dont l'histoire au XVIIe et au XVIIIe siècle n'est qu'une triste succession de déboires et de misères, devait de nos jours être frappé de deux nouveaux fléaux : la découverte de filons d'or, en détournant la colonisation libre de l'agriculture a consommé (quelque paradoxale que puisse paraître cette vérité) la ruine financière du pays ; la colonisation pénale enfin a ajouté une tare de plus à cet admirable Eldorado qu'ont jadis découvert des fous, indignement exploité des agioteurs, et peuplé de notre temps ces lamentables éléments de nos bagnes dont la métropole n'a pas su faire un second peuple de convicts.

CHAPITRE XX

La France en Indo-Chine.

Les persécutions en Annam. — La vengeance de Thien-tri. — Les deux prises de Tourane. — Occupation de Saigon. — Les lignes de Kihoá. — Défaite de Tu-Duc. — Le protectorat du Cambodge. — Doudart de Lagrée. — La première exploration de Francis Garnier. — Sur les routes de l'Empire du Milieu.

L'œuvre de Pigneau de Behaigne en Indo-Chine n'avait pas eu de lendemain. Les successeurs de Gia-Long sur le trône d'Annam, loin d'accorder leurs faveurs aux Européens, ouvrent, dès 1820, contre les disciples de l'évêque d'Adran une ère de persécutions, au cours de laquelle Mgr Gozlin, plusieurs missionnaires et de nombreux Annamites sont suppliciés. L'empereur Thien-tri, la dernière année de son règne, n'accueille les représentations des commandants Lapierre et Rigaud de Genouilly que pour donner à sa flotte le temps de se rallier dans la baie de Tourane et d'entourer nos vaisseaux. Mauvais calcul : nos officiers étaient sur leurs gardes. A peine la jonque amirale a-t-elle donné le signal de l'attaque que de nos sabords



LA RIVIÈRE DE HUÉ

s'échappe un ouragan de feu : en trois bordées il n'y restait plus rien de l'escadre annamite. Thien-tri tira de cette défaite une vengeance terrible : il fit habiller d'uniformes français toute une armée de mannequins que ses soldats fusillèrent courageusement jusqu'au dernier !

Son fils Tu-Duc redouble de cruautés envers les chrétiens : il paie 3000 francs la tête d'un missionnaire. Les massacres qui ensanglantent le pays obligent le gouvernement français à intervenir. Napoléon III dépêche à la cour de Hué M. de Montigny, mais n'envoie qu'un seul vaisseau de ligne, le *Catinat*, pour appuyer ses revendications. Ce diplomate supporte personnellement avec la plus grande dignité une série d'affronts. Une dernière insulte lancée cette fois au drapeau met le feu aux poudres ; le *Catinat* jette à terre ses compagnies de débarquement ; les forts de Tourane sont enlevés à la baïonnette, soixante-dix canons sont encloués, les poudres noyées. Mais l'insuffisance de troupes nous empêche de nous maintenir dans la place. Le sang chrétien coule à flots dans tout l'Annam : l'assassinat de deux évêques de nationalité espagnole met le comble à l'indignation de l'Europe. Napoléon III et Isabelle d'Espagne unissent leur désir de venger ces massacres, et une flotte franco-espagnole est confiée à l'amiral Rigaut de Genouilly.



SUR LES BORDS DU MÉKONG

Si les vaisseaux étaient en nombre suffisant pour une puissante action navale, le corps de débarquement était trop faible pour réduire à l'impuissance l'armée annamite. Le 1er septembre 1858, Tourane est occupée de

nouveau après une canonnade de quelques heures qui met la garnison en fuite. Tu-Duc essaie en vain de la reprendre ; son armée, écrasée par les batteries de la place et celles des vaisseaux, s'enfuit sans reprendre haleine jusqu'à Hué. Mais l'amiral estime que la ville ne constitue pas un gage



VILLAGE SUR LE CANAL DE CÀI-MAÏ

suffisamment sérieux et surtout une position assez sûre pour le petit corps d'occupation. Il en démantèle les fortifications, rembarque ses troupes que déjà les fievres déciment, et va mouiller en face de Saigon.

Saigon est bâtie sur le Donnaï, un des bras du Mékong, dans le Delta formé par ces deux grands fossés naturels qui constituent de solides défenses. Un des ingénieurs appelés autrefois par Gia-Long en avait construit les fortifications qu'une citadelle élevée en 1837 venait encore renforcer. Le 19 février 1859, cette capitale de l'Annam méridional tombe entre nos mains. L'amiral Rigaut de Genouilly y laisse une garnison de sept cents hommes, marins et soldats, sous les ordres du capitaine Dariès et lève l'ancre pour rejoindre la flotte appelée à prendre part à l'action que nous venions de concerter avec l'Angleterre contre la Chine.

L'abandon de Tourane, le départ de la flotte enhardissent Tu-Duc. Il représente à ses mandarins et à ses officiers « que les Français aboient comme des chiens et fuient comme des chèvres ; que l'heure est venue de s'armer contre les Européens et de rejeter à l'eau les Barbares d'Occident ».

Il met à la tête d'une armée de 40 000 hommes son meilleur général Nguyen-Tri-Phuong et lui ordonne d'aller reprendre Saigon. Cette armée n'était pas à dédaigner : les Annamites, très différents de la plupart des Asiatiques, sont braves et endurants ; de farouches superstitions les rendent souvent redoutables. « Un de leurs chefs réputé par sa bravoure est-il tué ? ils se précipitent sur son cadavre, en ouvrent la poitrine, en arrachent le cœur et le dévorent tout palpitant. » L'éducation militaire donnée à nombre de leurs officiers par les Français en mission à la cour de Gia-Long avait en outre porté ses fruits ; un réel esprit militaire régnait parmi les troupes ; et, de nos jours encore, l'appoint fourni à notre armée coloniale par les troupes annamites lui est particulièrement précieux.

A la première nouvelle des préparatifs de Tu-Duc, le capitaine Deriès se met sur la défensive. Jugeant trop faibles les fortifications de Saigon, il transforme en redoutes une série de pagodes échelonnées en avant de la place, depuis la citadelle jusqu'au village de Caï-Maï. L'entrain des hommes, obligés de travailler jour et nuit sous un ciel de feu, sur un sol couvert d'herbes enlaçantes et coupé de toutes parts d'arroyos boueux, fut admirable ; tout était prêt quand parut l'avant-garde de Nguyen-Tri-Phuong. Celui-ci, à la vue des préparatifs faits pour le recevoir, comprit qu'il ne fallait pas songer à enlever de vive force les positions françaises.

Au nord de Saigon s'étend une vaste plaine, la plaine des Tombeaux ; au milieu s'élevait le petit village de Kihoà. Nguyen le transforma en un vaste camp fortifié, et, occupant toutes les routes qui conduisaient à Saigon, étendit de chaque côté deux lignes de redoutes et de blockhaus qui enserraient comme en deux bras immenses la presqu'île de Saigon. La mer seule nous resta bientôt ouverte. Les mois succédaient aux mois ; de temps en temps les Annamites s'avançaient avec mille précautions pour voir si les défenseurs des pagodes veillaient toujours, et chaque fois une salve d'artillerie ou de mousqueterie prouvait aux assiégeants que la petite garnison franco-espagnole mettait autant d'obstination à ne se point laisser surprendre qu'eux-mêmes à maintenir le blocus... Enfin la guerre de Chine prit fin et l'amiral Charner, commandant en chef dans les mers d'Extrême-Orient, arriva à Saigon, le 2 février 1861, amenant avec lui un corps de 3 000 hommes. Le capitaine Deriès et le colonel Palonca y Guttierez furent cités à l'ordre pour leur admirable défense ; un même honneur enveloppa tous les soldats qu'ils commandaient pour l'esprit de discipline dont en dépit des fièvres et des longues veilles ils n'avaient cessé de faire preuve.

L'action est bientôt énergiquement engagée contre les Annamites : une habile manœuvre met l'armée de Nguyen entre les redoutes garnies de canons de marine, une flottille de canonnières lancée sur le Donnaï et le corps expéditionnaire. Le 21 février, trois colonnes d'assaut s'élancent à découvert sur les derrières des lignes de Kihoà ; l'artillerie annamite qui fait de cruels ravages dans leurs rangs, une quintuple rangée de trappes dissimulées dans les herbes et garnies de pointes de lances ne peuvent



PAGODE COCHINCHINOISE

arrêter l'élan de nos soldats qui enlèvent à la baïonnette les positions ennemies, s'emparent de 150 canons, de 2000 fusils et d'une énorme quantité de munitions. L'absence de cavalerie empêcha seule de transformer la retraite de Nguyen en déroute lamentable. Le généralissime des armées de Tu-Duc se retira dans la direction de Mytho. L'amiral Charner allait bientôt le relancer dans cette région, une des plus fertiles qui soient au monde. Le commandant Bourdais arrivait sous les murs de Mytho quand un boulet lui défonça la poitrine ; ses soldats le vengèrent le lendemain en enlevant la place et en faisant un terrible carnage d'Annamites.

La saison des pluies et aussi l'épuisement des troupes arrêtèrent les opérations. Tu-Duc mit à profit les quelques mois de répit qui s'écou-

lèrent jusqu'en décembre pour réorganiser ses contingents dans un vaste camp retranché établi sous le canon de Bien-Hoà. L'amiral Bonnard, qui succède à l'amiral Charner, reçoit le 15 décembre, un défi de l'empereur qui lui donne rendez-vous dans la plaine de Bien-Hoà ; cinq jours après l'armée française s'y rendait : elle alla même plus loin... jusque dans la cour de la citadelle que Nguyen lui abandonna avec toute son artillerie et de nombreux prisonniers. Le vaincu assouvit sa colère en un effroyable holo-



HABITATION DE COCHINCHINE (ENVIRONS DE CANTHO)

causte : tous les chrétiens entassés dans les paillottes d'un village furent brûlés vifs.

La victoire de Kihoà nous donnait la province de Saigon, celles de Mytho et de Bien-Hoà étendait notre domination sur toutes ces préfectures ; la cruauté de Nguyen compléta notre triomphe en nous amenant les sympathies des populations terrifiées. Le 5 juin 1862, la paix est signée. Tu-Duc, en outre de ces trois provinces, livre à la France l'île de Poulo-Condore, et s'engage à payer aux puissances alliées une indemnité de 20 millions.

La France se trouvait en Cochinchine identiquement dans les mêmes conditions que, vingt-cinq ans auparavant, en Algérie. L'embarras de Napoléon III fut identique à celui de Charles X. Sans M. Duruy, nous abandonnions la Cochinchine dont la moitié nous appartenait déjà. L'amiral de

la Grandière, dont l'administration demeure un modèle de prévoyance et de sévère économie, profite d'un retour offensif de Tu-Duc pour rendre définitif notre établissement dans le sud de la péninsule. Les populations de Vinh-Long, de Chaudoc et de Hatien nous aident à les débarrasser des bandes de leur vice-roi qui, mieux inspiré que son maître, n'oppose qu'une molle résistance à notre marche.

L'amiral n'avait pas attendu que le Cambodge, par esprit de solidarité



LE PALAIS DU ROI NORODOM A PNOM-PENH

asiatique, fît cause commune avec l'Annam. Dès 1863, des partis cambodgiens avaient fait des démonstrations armées sur le flanc de nos territoires du nord-ouest. « Or entre des mains siamoises, le Cambodge ne pouvait être et n'était en effet qu'une barrière et un isolant empêchant tous les produits du Laos d'arriver à Saigon, pour les rejeter sur Bangkok. Nous ne pouvions tolérer qu'une influence commerciale aussi contraire pût s'exercer à Pnom-Penh aux frontières mêmes de cette colonie. » Puis, n'appartenait-il pas à la France d'établir sa bienfaisante tutelle sur cette terre, où subsiste encore l'une des plus intenses manifestations artistiques du genre humain, de se constituer la vigilante gardienne de ces merveilleux débris que les jungles disputent à l'art et dont le Siam avait déjà escamoté le plus beau

joyau en prenant possession de la plaine d'Angkor-Wat? Le capitaine de frégate Doudart de Lagrée est envoyé en mission à l'antique cour des Khmers, où règne le roi Norodom. Il lui démontre qu'une étroite alliance avec la France sera sa meilleure garantie contre les tentatives d'empiétement du Siam sur la terre de ses aïeux : Norodom convaincu, autant par l'argumentation que par le charme extraordinaire de notre ambassadeur, place son royaume sous notre protectorat, le 11 août 1863.

La Cochinchine naissait à peine comme colonie française qu'un journal français le *Courrier de Saïgon* s'y fondait et jugeait en ces termes l'œuvre accomplie. « Cette conquête pacifique nous fait atteindre nos frontières naturelles, nous établit dans une forte position destinée à dominer le golfe du Siam, nous constitue dans les meilleures conditions de défense, et nous permet de nous livrer, sans crainte d'être inquiétés par des voisins turbulents, à toutes les améliorations nécessaires pour développer les richesses et faire fructifier les germes de fécondité inépuisables de son sol : nous ne serons plus troublés dans cette tâche dont la réussite n'est pas douteuse et promet avant peu à la France la possession paisible et fructueuse de l'une des plus belles colonies du monde. »

Et de même que la conquête du Tell nous devait conduire jusqu'au cœur du Sahara, celle de la Cochinchine devait nous entraîner également au cœur de l'Empire annamite, jusqu'au seuil du Céleste Empire dont il est un des vestibules naturels.

C'est encore Doudart de Lagrée et c'est Francis Garnier qui furent les glorieux éclaireurs de la longue route qui s'ouvrait devant nous.

Au lendemain de notre établissement définitif en Cochinchine, le gouvernement se préoccupa d'assurer le développement économique du pays, tâche rendue ingrate par l'immoralité des fonctionnaires annamites, des phus et des huyens, sortes de préfets et de sous-préfets, qui ne voyaient dans la charge qui leur était confiée par l'empereur qu'un moyen de s'enrichir. On les soumit au contrôle d'agents français recrutés de préférence parmi nos jeunes officiers de marine. Sans autre personnel qu'un secrétaire français et quelques interprètes indigènes, sans autre appui matériel que celui des milices indigènes ces jeunes gens durent déjouer les complots, réprimer les révoltes, faire rentrer l'impôt, exécuter les travaux d'utilité publique de première nécessité. Parmi ces fonctionnaires, improvisés diplomates, financiers, ingénieurs, se distingua tout particulièrement l'enseigne Francis Garnier. Né à Saint-Étienne, Garnier était entré tout jeune au Borda ;

là il s'était trouvé en communion d'idées avec plusieurs amis sur la nécessité qui s'imposait à la France de rentrer à nouveau dans cette politique coloniale intensive qui convenait si bien à son tempérament. L'âme débordante d'enthousiasme, l'esprit hanté de rêves grandioses, nos jeunes gens, sentant dans l'Angleterre l'éternelle ennemie de notre expansion, allèrent jusqu'à former une ligue que le gouvernement impérial ne songea pas à dissoudre, mais à laquelle il ne songea pas non plus à donner les 50000 francs (sans plus!) qu'elle estimait nécessaires pour écraser la perfide Albion.

Un séjour en Indo-Chine donna à Francis Garnier plus de précision dans les idées, sans toutefois rien diminuer de son ardeur et de son esprit d'entreprise. En 1864, il publia un mémoire sur la Cochinchine qui fit sensation aux Tuileries. Les amiraux Chasseloup-Laubat et Rigault de Genouilly, Victor Duruy lui-même, y puisèrent plus d'un argument pour obtenir de Napoléon III l'envoi d'une mission chargée de reconnaître le cours du Mékong aussi loin que possible de son embouchure. « D'où venait ce fleuve gigantesque?... quelles régions arrosait-il?... à quelles populations donnait-il accès?... ne pouvait-il fournir à son tour une solution à ce problème géographique qui agitait si vivement les Indes anglaises, celui d'une communication commerciale entre l'Inde et la Chine. En présence des immenses travaux et des efforts incessants accomplis par les Anglais dans l'occident de la péninsule, il ne convenait pas à la France de rester inactive; elle devait à la science, à la civilisation et à ses propres intérêts d'essayer de percer à son tour le voile épais étendu depuis si longtemps sur le centre de l'Indo-Chine. »



DOUDART DE LAGRÉE

L'amiral La Grandière fut chargé d'organiser à Saigon la mission d'exploration du Mékong. Le commandement en fut donné à Doudart de Lagrée : Francis Garnier, récemment promu lieutenant de vaisseau, fut choisi comme premier officier de la mission ; il devait plus spécialement étudier le fleuve au point de vue de son importance comme voie commerciale. Les docteurs

Joubert et Thorel, l'enseigne Delaporte, et un jeune diplomate M. de Carné complétaient le personnel de la mission.

On quitta Saigon le 5 juin 1866 à bord d'un vapeur qui dut relâcher au Cambodge pour compléter ses approvisionnements. Doudart de Lagrée, attiré par le désir d'étudier de plus près les merveilleuses ruines d'Angkor, qu'il n'avait fait qu'entrevoir quelques années auparavant, mit à profit ce



LES RUINES D'ANGKOR

retard pour conduire ses compagnons à travers marais et jungles jusqu'à ces glorieux vestiges de la civilisation Khmer. L'impression ressentie par les Européens à la vue de ces monuments d'une richesse architecturale incomparable fut immense : elle ne fit qu'accroître leur désir de pénétrer plus profondément au cœur de la plus vieille civilisation du monde.

Au retour d'Angkor, on reprit passage à bord du vapeur qui remonta jusqu'aux rapides de Kratié. Mais le peu de puissance de son hélice ne lui permit pas d'aller plus loin ; la mission lui dit adieu, et se confia aux pirogues du pays pour franchir ces rapides et ceux du Sambor. Les cata-

ractes de Khône présentaient un obstacle autrement plus dangereux ; elles nécessitèrent le transbordement des passagers et de leurs bagages. Le 10 septembre, on arriva à Bassac. Là il fallut s'arrêter. En amont, le pays était en proie à une terrible insurrection et il ne fallait point songer à s'y risquer sans des passeports remis par le gouvernement chinois. Garnier dut redescendre à Pnom-Penh pour en avoir remise par l'intermédiaire du gouvernement cambodgien. Il profita de ce va-et-vient pour relever très exactement l'hydrographie du Mékong. Ses papiers étant en règle, la mission arrive le 20 avril à Luang-Prabang, la principale capitale des états laotiens. Doudart de Lagrée tâta le souverain du lieu, pour l'amener à reconnaître le protectorat français. Le monarque parut ne rien comprendre aux propositions de Lagrée ; mais, flairant quelque perfidie, il n'hésita pas à voir en lui un émissaire anglais. Aussi fit-il construire à ses hôtes de légers abris sur une colline à quelque distance de la ville, et les invita-t-il à attendre patiemment que le cérémonial de la grande audience sollicitée fût minutieusement établi. Il fallut attendre longtemps : puis aux compliments et aux questions de Lagrée le roi ne répondit que par de petits grognements monosyllabiques qu'un interprète traduisait en longues phrases d'une incohérence voulue. Ne pouvant avoir aucun renseignement de Sa Majesté, nos Français s'adressèrent aux mandarins et tâchèrent de leur tirer quelques renseignements sur la nature du pays, ses ressources, sa population. Les mandarins bien stylés parlèrent du soleil, de la lune, des étoiles, mais n'abordèrent incidemment la question intéressante que pour dissuader la mission de pousser plus loin un voyage où le moins qui pût arriver à chacun de ses membres fût d'avoir la tête coupée.



MANDARIN ANNAMITE

Ce premier accueil ne découragea point nos voyageurs qui résolurent de séjourner quelque temps dans le pays et d'en étudier eux-mêmes les multiples caractères. Entre temps, ils élèvent un mausolée à un Français, l'infortuné Mouhot, qui le premier avait atteint Luang-Prabang et y avait trouvé la mort. Petit à petit cependant les méfiances de la cour se dissipent ; Garnier s'attire les faveurs de la mère du roi en lui faisant don d'une paire de lunettes, et le docteur Joubert se fait un ami dévoué du roi lui-même... en lui raccommodant un coucou détraqué que son malheur avait amené en ses augustes mains. Ajoutez à cela que le même docteur débarrasse plusieurs spécimens du beau sexe laotien de leurs goitres, infirmité fréquente dans le pays. Il est bon d'ajouter aussi que l'affection du roi, des mandarins et de l'aristocratie laotienne n'était point d'un absolu désintéressement : une partie de la pacotille destinée au voyage passa en cadeaux. Si, politiquement, Doudart de Lagrée ne put obtenir aucun avantage considérable, du moins put-il tout connaître de l'économie naturelle et commerciale de la région. Mais au moment du départ un gros chagrin fut réservé à nos intrépides savants. Dans l'impossibilité de se procurer des porteurs, ils durent abandonner les collections botaniques et géologiques, les livres, les cartes, les instruments qui n'étaient pas tout à fait indispensables. Le tout fut confié à la garde du roi qui plus tard renvoya ce précieux dépôt avec une scrupuleuse fidélité. La mission quitta Luang-Prabang escortée d'une foule de fonctionnaires et de jeunes femmes qui réclamaient un souvenir quelconque de leurs hôtes : les boutons dorés des uniformes, les plus minces galons y passèrent.



CHEFS DU LAOS

La traversée du Laos Birman fut particulièrement pénible : pendant cinquante jours les hardis pionniers cheminent le long du fleuve à travers

une région coupée de rizières boueuses, de torrents débordés, de forêts inextricables, sous la morsure cuisante des moustiques et des sangsues qui couvrent leur corps de plaies, sous l'étreinte des fièvres qui affolent leur cerveau. Les quelques domestiques loués à Luang Prabang à un prix exorbitant se sont esquivés dès la première étape ; les derniers instruments, les derniers colis ont été abandonnés successivement ; à chaque gîte il faut endormir la méfiance des chefs ou conjurer la malveillance des mandarins



INDIGÈNES MANS (YUN-NAM)

provinciaux. « Aussi, dit Garnier, ce fut avec une véritable joie que nous atteignîmes, le 10 octobre 1867, la frontière chinoise du sud-ouest qu'aucun homme de race blanche n'avait encore passée, et que nous saluâmes Sémao, la première ville qui nous apparut. Après 18 mois de fatigues, après avoir traversé des régions vierges de toute civilisation, nous nous trouvions devant une cité, représentation vivante de la plus vieille civilisation de l'Orient. »

Malheureusement, la province de Yunnam où ils venaient d'entrer était alors bouleversée par la révolte des populations musulmanes. A poursuivre la marche vers le nord, on risquait de se trouver pris entre les partis en lutte. Lagrée résolut d'abandonner la voie du Haut Mékong dont apparaissait le

peu de valeur comme route économique et de se porter vers l'est. Le 20 novembre, la mission atteignit Souenkiang, gros marché situé sur le Haut Song-Coï ; elle s'y procura une embarcation, arbora le drapeau tricolore, et Garnier, chargé de pousser une pointe vers le sud, revint au bout de quelques jours après avoir reconnu la région de Mang-Hao et s'être assuré qu'à partir de ce point le grand fleuve tonkinois était navigable jusqu'à son embouchure. Cette constatation devait singulièrement influer sur les destinées de l'intrépide marin et le ramener quelques années plus tard vers cette terre du Tonkin où lui était réservée une mort aussi terrible que glorieuse.

« La mission, dit M. Wahl, reprit alors la route du Yunnam à travers un pays désolé par la guerre, semé de ruines et de cadavres. Malgré l'état d'épuisement auquel il se trouvait déjà réduit, Doudart de Lagrée décida de marcher vers l'ouest au lieu de gagner le Yan-Tsé-Kiang qui l'aurait ramené au Pacifique, à travers la plaine chinoise : il voulait étudier plus à fond encore le Yunnam intérieur. Mais ses forces le trahirent, et, terrassé par la maladie, il fut contraint de s'arrêter. L'expédition se divisa alors en deux groupes ; Garnier, avec ceux de ses camarades qui pouvaient encore marcher, s'aventura au cœur du pays insurgé jusqu'à Taly. Là, il se présenta, en son triste équipage, au chef des rebelles qui avait pris le titre de sultan. Celui-ci, malgré l'attitude décidée de Garnier, ne put se résoudre à voir en lui le représentant d'une puissante nation ; il lui intima l'ordre de quitter le pays, le menaçant de mort s'il ne partait sur le champ. Garnier, qui n'avait pour toute défense que son revolver et les fusils des quatre Annamites qui l'avaient suivi jusque-là, sut en imposer aux barbares par la dignité de son attitude et opéra fièrement sa retraite. Il réussit ainsi à atteindre Tong-Tchouen où il espérait embrasser son cher Doudart de Lagrée. Depuis trois semaines, hélas! celui-ci n'était plus : les fatigues inouïes qu'il avait endurées avaient eu raison de son mâle courage .»

Garnier ne voulut pas abandonner en terre chinoise les restes de son supérieur et ami ; il les fit exhumer et transporter avec lui à bras d'hommes jusqu'à un affluent du Yang-Tsé-Kiang, sur lequel la mission s'embarqua. A Hang-Kéou elle prit passage sur un steamer qui la transporta à Changhaï. Le 28 juin 1868, elle rentrait à Saigon, après une absence de plus de deux ans, « ayant traversé l'Indo-Chine du sud au nord, la Chine de l'ouest à l'est, parcouru plus de 10 000 kilomètres à pied ou en pirogue, visité des pays que la géographie ignorait, découvert des peuples inconnus. » Ce ter-

rible voyage, un des plus audacieux du siècle, devait encore coûter la vie au jeune Louis de Carné qui, avec une véritable prescience de l'avenir, écrivait ces lignes peu de temps avant sa mort :

« La Chine se décompose au souffle des idées européennes. Cet empire, le plus vieux qui soit sous le soleil, tombe à son tour en ruines ; son heure est proche... Les progrès de la Russie vers le Nord, la forte position prise par l'Angleterre du côté de l'Occident, les arrière-pensées entretenues par d'autres puissances, la force des choses, en un mot, et la faiblesse même des Chinois permettent d'entrevoir le démembrement de l'antique édifice dont Fohi jeta les bases, il y a quelques milliers d'années. En présence d'une pareille éventualité la France doit être prête ; son rôle est tracé par la position même qu'elle occupe dans la péninsule annamite ; il est absolument nécessaire qu'elle exerce une influence prépondérante au Tonkin qui est pour elle la clef de la Chine.

5e PERIODE

CHAPITRE XXI

La France dans l'Afrique du Nord.

I

LE PROTECTORAT TUNISIEN

La revanche de 1870. — L'œuvre de Jules Ferry. — Les finances beylicales. — M. Roustan. — Causes de l'intervention française en Tunisie. — La campagne de Kroumirie. — Prise du Kef. — La Sublime-Porte s'agite. — Le traité du Bardo. Soulèvement et prise de Sfax. — Entrée à Kaïrouan. — L'administration de M. Cambon.

Dix ans après les douloureux événements de 1870-71, la France avait accompli dans le recueillement d'un travail méthodique son relèvement financier et militaire : la grande blessure était cicatrisée. Le sentiment de sa force rajeunie, l'instinct d'activité qui forme la dominante du caractère de la race, le besoin d'expansion économique qui découlait de l'intensité même de sa vitalité, la nécessité de détourner son esprit du dangereux cauchemar d'une revanche dont l'heure n'était pas venue... tels furent les divers courants qui dirigèrent l'action française du côté de la Tunisie.

Cette direction n'était pas quelconque : en dehors des raisons générales qui désignaient la Régence à notre initiative, il en était d'autres plus particulières. Raisons de sentiment : ce coin de terre africaine n'avait-il point été le tombeau de saint Louis ? Le sang français n'y avait-il point déjà coulé, en 1665, lors de l'expédition de Beaufort, en 1770, lors de l'expédition de Bizerte ? Notre influence n'y avait-elle point déjà été reconnue par le traité signé, en 1830, par le consul général Mathieu de Lesseps, représen-

tant « la merveille des princes de la nation du Messie, la gloire du peuple adorateur de Jésus, l'auguste rejeton des rois, la couronne des monarques, l'objet resplendissant de l'admiration de ses armées et de ses ministres, Charles X, empereur de France » ... traité qui devait mettre fin aux courses des pirates barbaresques et à l'esclavage des chrétiens ? — Raisons d'intérêt : la bourgeoisie française n'était-elle pas la principale créancière du gouvernement beylical dont les caisses sans fond avaient absorbé le contenu d'innombrables paires de bas de laine ? Or la sécurité de nos capitaux devenait chaque jour plus problématique, et l'opinion, cette infaillible girouette de l'épargne nationale, réclamait à grands cris la prise de garanties sérieuses, contre le gaspillage des finances tunisiennes. — Raisons de défense algérienne : nos frontières orientales de la province de Constantine n'étaient-elles pas sans cesse violées par les bandes indisciplinées et belliqueuses des Outchetas, des Freichichs, des Kroumirs, qui, après s'être razziées les unes les autres, venaient jusqu'aux portes de La Calle, razzier nos tribus algériennes ? — Raisons supérieures de défense nationale : nos troupes d'Afrique, constituant le 19e corps d'armée, pouvaient être éventuellement appelées à concourir, en cas de conflit européen, à la défense de la mère patrie ; pouvait-on abandonner aux mains d'une autre puissance européenne ce formidable bastion de l'Algérie qu'est la Tunisie... cette admirable base navale de Bizerte qui commande la Méditerranée occidentale ? — Raisons de prudence même : le Français (on aura beau vouloir le changer) a toujours un clairon qui lui sonne à l'oreille ; il a besoin, pour ne pas dépérir d'ennui, d'un peu de gloire militaire ; « la paix sans quelques coups de fusil n'est pour lui qu'une paix d'épicier. » Or le roulement du canon pouvait en 1880 ébranler toute l'Europe ; la prise de quelques drapeaux verts devait calmer l'impatience de ceux qui rêvaient d'autres trophées à reprendre.



JULES FERRY

Mais si notre heureuse et rapide convalescence nous permettait enfin de sortir de la maison, il fallait que cette première sortie fut entourée de mille précautions. Une rechute pouvait être fatale au pays. Le soin de ses destinées était, à cette époque, heureusement confié à un grand citoyen doublé d'un grand patriote, qui entrevit même dans l'expédition de Tunisie quelque chose de plus opportun qu'une simple diversion à un état d'âme, de plus pratique qu'une vulgaire saisie gagère, de plus durable qu'un brillant mouvement stratégique.

Pour Jules Ferry la conquête de la Tunisie devait être le premier acte de la Revanche même.

Et, en effet, n'est-elle pas la première étape de cette politique nouvelle, de cette politique coloniale, si française par la satisfaction qu'elle donne à l'esprit d'aventure et à l'esprit militaire de la race, qui en vingt ans a réparé la perte momentanée de quelques arrondissements français par la conquête d'un empire colonial d'une telle étendue, d'une telle richesse, d'un tel avenir que l'imagination des Montcalm et des Dupleix n'eût osé en ébaucher même la conception.

Comme Montcalm et comme Dupleix, J. Ferry est mort à la tâche, dénigré par les sots, incompris par le peuple qu'il aimait tant, abreuvé d'amertumes. Pourtant, dix ans à peine sont passés et déjà, plus heureuse que celle de ses deux glorieux émules, son œuvre se détache aujourd'hui éclatante, non comme la leur sur les rougeurs du crépuscule monarchique, mais sur les claires gloires de l'aurore républicaine... Œuvre étonnante en effet et dont le plan, conçu avec une extraordinaire logique par Jules Ferry, exécuté patiemment par les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir, devait aboutir à la reconstitution de cette grande France extérieure que la vieille monarchie avait si pitoyablement trahie : la conquête de la Tunisie complète la conquête de l'Algérie ; celle du Sahara et du Soudan fait un seul bloc de notre nouveau domaine de l'Afrique Mineure et de notre ancien domaine de la côte occidentale ; la pénétration de la Guinée, la prise de possession du Dahomey lui ouvrent une porte nécessaire sur le grand golfe africain ; par la porte du nord et par celle de l'ouest notre influence gagne le centre, et s'enfonce jusqu'au Tchad d'où elle rayonne vers le nord jusqu'à la Tripolitaine, vers le sud jusqu'au Congo, vers l'ouest jusqu'à la vallée du Nil. Gallieni, Borgnis-Desbordes, Dodds, Ballot, Monteil, Binger, Hourst, Mizon, Crampel, de Brazza, Maistre, Liotard, Marchand furent les intrépides missionnaires de la foi que prêcha Jules Ferry... les bras

vigoureux qui ont fait une réalité du rêve africain de ce grand cerveau, comme aussi, en Asie, Rivière, Courbet, Brière de l'Isle et Paul Bert ont fait une réalité de son rêve des Nouvelles-Indes françaises en plaçant l'Indo-Chine sous la domination française.

Aussi convient-il, avant d'aborder l'histoire des événements qui nous conduiront de la Méditerranée au golfe de Guinée, de Saint-Louis à Fachoda et de Saigon à Langson, de saluer d'un respectueux hommage la mémoire de ce Français, grand entre tous, qui dessina le plan et posa la première pierre de notre splendide édifice colonial.

Il n'est pas besoin de remonter très haut dans l'histoire de Tunisie pour y trouver le prétexte d'une intervention française dans les affaires de la Régence. De 1860 à 1870, les relations entre les Tuileries et le Bardo avaient été fort amicales : divers traités, entre autres ceux de 1861 et de 1868, garantissaient aux contractants de réciproques avantages; le commerce français y trouvait son compte; les finances tunisiennes eussent pu y trouver le leur. Malheureusement le soin d'administrer le trésor beylical avait été confié par Shadok à un certain Mustapha-Khaznadar, qui comprenait le crédit d'une manière toute particulière : il ne voyait dans l'amitié française qu'une excellente occasion d'emprunts dont le remboursement ultérieur constituait le dernier de ses soucis. Tous les bons écus de France se condensaient à l'appel de Khaznadar sous forme d'un nuage qui traversait la Méditerranée et s'effondrait en une pluie dont quelques rares gouttes seulement tombaient dans les caisses de Shadok. Les besoins du ministre et de ses amis, leur luxe effréné, leurs dilapidations sans contrôle formaient comme un sable désertique qui suffisait à absorber les ondées d'écus. Rien de plus lamentablement comique que cette course aux emprunts à laquelle se livrait l'infatigable Khaznadar; on eût dit un fils de famille aux abois, faisant monnaie des mouchoirs de poche qu'il a reçus de sa bonne femme de mère. Plus d'un prêteur s'entendait avec lui pour faire des livraisons moitié argent, moitié nature; on expédiait à Tunis quelques vieux bateaux hors d'usage, sous prétexte de renforcer la flotte du Bey, ou, sous le nom de canons rayés, de vieilles pièces fêlées, extérieurement garnies d'un bourrelet de plomb, modèles véritablement nouveaux dans leur genre ! Ayant renouvelé de cette manière l'armement de ses troupes de terre et de mer, le Bey versait sans sourciller 2 millions et demi de francs pour le bateau et 1 million pour les canons.



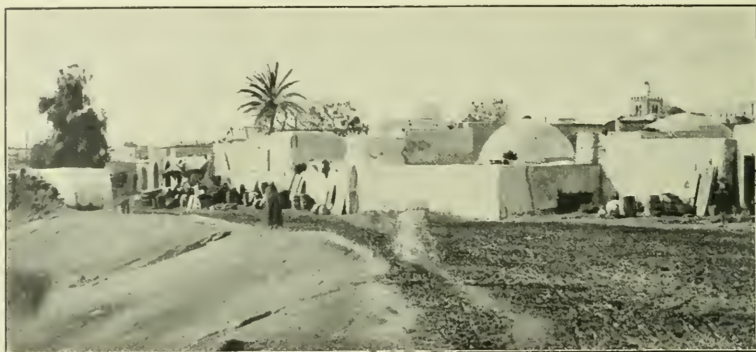
TUNIS

Quand il n'y eut plus de quoi régler les grosses factures, on se contenta à Tunis de payer de gros intérêts qui atteignaient parfois 20 p. 100 ; mais le train des dépenses ne se ralentit pas pour si peu. Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse ; en 1869, le pauvre Shadok, cousu de dettes, à bout de crédit, dût se résigner à déposer son bilan comme un simple marchand de cannelle. La France, puis l'Angleterre et l'Italie consentirent à lui venir en aide une dernière fois, mais à condition que le mouvement des fonds serait confié à une sorte de conseil de famille, formant une commission internationale composée de deux représentants de chacune des puissances. Les comptes de Khaznadar furent épurés non sans peine et la dette tunisienne réduite de 175 à 125 millions. Malgré tous les efforts de la commission il lui devint bientôt impossible de solder même les coupons de la dette ; le pays était accablé d'impôts, mais quoi qu'on fît, la caisse beylicale ne pouvait demeurer étanche ; la fantaisie et la rapacité des fonctionnaires indigènes y entretenaient des fuites que le plus sérieux contrôle ne parvenait pas à aveugler, et d'année en année une dette flottante grossissait à côté de l'ancienne ; une seconde banqueroute était imminente dès la fin de 1880.

La mauvaise volonté des fonctionnaires tunisiens avait depuis quelques années déjà singulièrement refroidi les bonnes relations qui existaient jadis entre la France et la Régence. Nos désastres de 1870 n'avaient pas non plus contribué pour peu à diminuer notre influence morale à la cour beylicale : nos résidents étaient abreuvés de déboires ; c'est tout juste même si l'on ne niait pas les dettes en reconnaissance et en espèces contractées envers l'épargne française. L'Angleterre et l'Italie n'avaient point manqué de tirer parti de la situation ; et, à n'examiner que les manœuvres de leurs représentants, on pouvait croire dès 1874 que l'occupation de la Tunisie par l'une ou l'autre de nos deux rivales n'était plus qu'une affaire de temps et d'opportunité. L'Italie, aveuglée d'orgueil au lendemain de la reconstitution de son unité politique, ne rêvait que de reprendre les traditions romaines là où elles en étaient du temps du bonhomme Caton, et pour un peu, les vieux garibaldiens de Monte-Citorio eussent répété en chœur, à la fin de chaque séance parlementaire, le *delenda Carthago* de l'illustre ancêtre. L'Angleterre, de son côté, n'eût pas été fâchée d'ajouter avec Bizerte un anneau de plus à la chaîne qu'elle tendait insidieusement de Gibraltar aux Indes, et dont Malte, Chypre, Périm et Aden formaient les solides maillons. Avec une désinvolture sans égale, le consul d'Angle-

terre, M. Vood, jouait le rôle de grand vizir au palais du Bardo dont son collègue d'Italie s'était constitué le vigilant concierge. Tout fut mis en jeu pour circonvenir Shadok que son frère, l'éminent Ali-Bey, essayait inutilement d'éclairer sur les dangers de l'amitié anglo-italienne, et qui, dans ses rapports avec le gouvernement français, bornait sa diplomatie à une courtoise nonchalance.

Mais M. Roustan est envoyé à Tunis en 1874 pour déjouer les intrigues de nos rivaux. Cet agent, dont la politique n'a rencontré d'adversaires que



QUARTIER ARABE DE TUNIS

dans le camp où se recrutèrent les ennemis de J. Ferry et dont un dévouement aux idées du grand Français fut le seul crime, étudie d'abord avec une prudente réserve le terrain sur lequel doit s'exercer son activité consommée. Sans se brouiller avec aucun de ses collègues, ni provoquer de querelles internationales, M. Roustan, et ce sera sa gloire, sut rendre tout d'abord à notre pays sa place dans les affaires de la Régence et reconquérir, comme au temps des traités de Louis XIV, la prééminence sur les autres consuls. Lorsque au bout de six ans « le Bey tout à coup changea d'attitude, ce fut en vain qu'il voulut se détacher de nous. Toutes les précautions étaient prises ; dans presque toutes les provinces le nom français était connu ; une partie de la population nous appelait, attendant de nous des réformes et une meilleure administration ».

Dès 1878, les motifs d'une intervention française en Tunisie ne nous manquaient pas. Le congrès de Berlin avait même examiné l'éventualité de notre établissement dans la Régence, et M. Waddington avait obtenu du

marquis de Salisbury cette précieuse déclaration « qu'il ne devait tenir qu'à nous seuls de régler, au gré de nos convenances, la nature et l'étendue de nos rapports avec le Bey; le gouvernement de la reine acceptait d'avance toutes les conséquences que pouvait impliquer, pour la destination ultérieure du territoire tunisien, le développement naturel de notre politique. » Singulier revirement dans la politique séculaire de l'Angleterre à l'égard de la France! Il ne faudrait pas cependant en être dupe : en nous laissant les mains libres en Tunisie, le Foreign office jouait simplement le rôle d'écarteur dans la quadrilla européenne où l'Italie voulait prendre celui de matador. L'Allemagne, qui ne redoutait rien tant à cette époque qu'un retour offensif de la France, s'empressait de mettre le holà aux muettes ambitions du cabinet anglais et l'obligeait à ronronner, griffes rentrées. Il semble même qu'il ait existé entre Jules Ferry et le prince de Bismarck une sorte d'entente pour empêcher la question tunisienne d'allumer le feu en Europe.



INDIGÈNE TUNISIEN

Quoi qu'il en soit, d'impérieuses raisons d'agir dans la Régence nous étaient fournies en 1881. M. Barthélémy Saint-Hilaire les exposait ainsi dans sa circulaire du 9 mai : « Aux confins de la Tunisie et de l'Algérie, il y a toute une zone de tribus insoumises et belliqueuses qui sont perpétuellement en guerre et en razzias les unes contre les autres... ; le plus ordinairement ce sont les tribus de notre domination qui sont les victimes, parce que, grâce au régime plus doux dont nous leur avons apporté le bienfait, elles sont devenues plus sédentaires et plus paisibles en se civilisant peu à peu; mais les tribus tunisiennes sont plus barbares et plus aguerries... Le premier objet de notre expédition, c'est la pacification définitive de notre frontière de l'est. Mais ce ne serait rien d'y avoir rétabli l'ordre et le calme, si l'état qui nous est limitrophe restait sans cesse hostile et menaçant... Jusqu'à ces derniers temps nous sommes demeurés en excellente intelligence avec le gouvernement du Bey; mais dernièrement,

et par des causes qu'il serait trop délicat de pénétrer, les dispositions du gouvernement tunisien envers nous ont totalement changé. Une guerre sourde d'abord, puis de plus en plus manifeste et audacieuse a été poursuivie contre toutes les entreprises françaises en Tunisie avec une persévérance de mauvais vouloir qui a amené la situation au point où elle est arrivée aujourd'hui... Mais nous avons montré depuis plus de quarante ans que si nous étions obligés, pour la sécurité de la France algérienne, de revendiquer dans la Régence une situation prépondérante, nous savions respecter scrupuleusemens les intérêts des autres nations qui peuvent, en toute confiance, vivre et se développer à côté et à l'abri des nôtres. Les puissances savent bien que nos sentiments à leur égard ne changeront point. »

La Tunisie est en effet le prolongement géographique et politique de l'Algérie : le fort massif qui continue de Soukharas à Porto-Farina le plissement tellien, et dont la courbe sert, sur une longueur d'environ 80 kilomètres, de délimitation entre les territoires de la Régence et ceux de la province de Constantine, loin de former barrière entre les deux pays, constitue au contraire entre eux une solide suture. Or, dans ce massif aux ondulations capricieuses et tourmentées, sorte de Kabylie tunisienne balafrée de profonds ravins, couverte d'une végétation hirsute, habitaient les tribus Kroumirs, Houchtetas etc., réfractaires à toute sujétion d'où qu'elle vint, vivant du pillage surtout, de leur travail un peu : les collecteurs d'impôts tunisiens ne redoutaient rien tant que de s'aventurer parmi elles, sûrs de n'y récolter que des coups de fusils. A maintes reprises déjà nos tribus algériennes avaient eu à souffrir des déprédations de leurs redoutables voisins. En février 1881, nouvelle agression. Invité à une répression énergique, le gouvernement beylical accepte de discuter le chiffre d'une indemnité, mais ne mobilise même pas une compagnie; en mars, nous sommes obligés de lancer contre les Kroumirs un bataillon du 59e de ligne; un véritable combat s'engage; il nous coûte un tué et plusieurs blessés.

A peine les détails de l'incident sont-ils parvenus à Paris que le gouvernement de la République prend l'énergique décision de rétablir lui-même l'ordre dans la Régence, puisque l'autorité du Bey n'y est plus qu'un vain mot. La France entière, saisie d'une saine émotion, applaudit avec enthousiasme à l'ordre de marche donné au général Forgemol de Bostquenard. Pendant dix ans le drapeau français était tristement demeuré dans

sa gaine : il allait donc pouvoir dépouiller, au soleil d'Afrique, le crèpe qui depuis l'année terrible endeuillait ses trois couleurs et prouver que ses plis étaient assez vastes pour y envelopper encore de nouvelles gloires. Et puis, la jeune République s'éjouissait de montrer à l'Europe qu'elle avait pris force et audace et que sa jeune armée était prète à accomplir victorieusement toutes les tàches que la patrie voudrait bien désormais lui confier. « Oui, toutes ! » affirmaient les plus ardents en jetant du còté de l'Est un regard de défi.

A la mi-avril le commandant en chef a concentré à Bòne trois belles divisions sous les ordres des généraux Logerot, Japy et Delebecque. L'armée d'Algérie a fourni 8000 hommes; les troupes amenées de France en comptent 22000 qui attendent avec une fiévreuse impatience pour partir la fin des pluies de printemps. Le général Forgemol met à profit le retard apporté par les inondations pour réunir le plus possible de renseignements sur les moyens de communication et de transport, les ressources, la topographie même de la Kroumirie, pays à peu prés inconnu jusqu'alors, parce que impénétrable et protégé contre la curiosité des Roumis aussi bien par le fanatisme de ses tribus que par les brouillards intenses qui, pendant une grande partie de l'année, voilent les croupes capricieuses de ses montagnes et remplissent les vallées broussailleuses de leurs cols.

Enfin, le 22 avril, le ciel cesse de déverser sur le Tell ses torrents d'eau : en route ! L'armée française s'est à peine ébranlée que les Kroumirs sont déjà rentrés dans leurs montagnes où ils battent le rappel parmi les tribus et réussissent à se grouper au nombre d'environ 25000. La brigade Logerot se jette à leur poursuite et donne rendez-vous sous les murs du Kef à la brigade Delebecque qui s'avance par la vallée de l'Oued-Melleg pour empècher l'ennemi de nous échapper dans le sud.

Cette battue du haut relief de Kroumirie et des gorges de Ghardimaou fut l'opération la plus pénible peut-ètre de toute la campagne : pas de routes; à peine çà et là quelques sentiers courant le long des précipices ou s'abimant dans les cloaques formés par les dernières pluies; il faut se frayer passage au fond des ravins que dominent des terrasses propres aux embuscades; les convois de vivres s'embourbent; les attelages d'artillerie menacent à chaque pas de rouler le long des pentes : quatre longues journées de marche, toujours sur le qui-vive; heureusement pas le plus petit parti ennemi. Reculant de créte en créte les Kroumirs ne se decident à nous barrer la route qu'en avant du col de Fedj-Kala. Massés sur les deux versants

qui dominent le passage ils résistent héroïquement au feu meurtrier de nos pieces : ils se replient en désordre sur Hadjar-Menkoura, puis sur Kef-Chéraga et tentent de tenir encore dans ces deux citadelles naturelles : les tirailleurs algériens et la légion étrangère les en délogent à la baïonnette. Le général Logerot qui n'avait guère trouvé de résistance qu'à Ben-Béchir arrivait dans l'après-midi sous les murs du Kef.

Les portes en avaient été fermées dès la vieille ; aussi les bandes Kroumirs en déroute qui s'étaient précipitées du côté de la place pour y chercher refuge, avaient-elles été obligées d'aller chercher un point de ralliement dans les fourrés qui couvrent les montagnes du nord-est. Les officiers tunisiens étaient disposés à résister, pleins d'une aveugle confiance dans leur artillerie... que les frères Bureau eux-mêmes eussent reléguée à la vieille ferraille. Mais les habitants, commerçants paisibles ou petits banquiers israélites, redoutant moins nos soldats que leurs défenseurs trop enclins à piller leurs meilleurs amis, appuyèrent avec force cris d'épouvante les démarches tentées près du commandant de la citadelle par notre agent consulaire, M. Roy. Celui-ci réussit à désarmer les soldats du Bey en leur affirmant que nos troupes ne venaient que pour les aider à réprimer les brigandages des Kroumirs... Les portes s'ouvrent enfin et le général Logerot entre dans la Casbah, à la grande joie des gens du Kef qui le supplient de leur laisser une garnison pour protéger leurs biens et leurs personnes. On couche au Kef, et, après y avoir maintenu un bataillon, le général se jette dès le lendemain à la poursuite des Kroumirs qui se sont reformés pendant la nuit. Prises entre la colonne Logerot et la colonne Delebecque exacte au rendez-vous, les tribus montagnardes opposent une résistance désespérée et se précipitent bravement sur nos tirailleurs ; l'action fut chaude, mais elle ne dura que quelques instants ; fauché par nos feux de salve l'ennemi



CAVALIERS TUNISIENS

s'enfuit de tous côtés laissant plus de la moitié des siens sur le terrain. Dès le 15 mai, c'en était fini de cette race indomptable; ceux qui purent échapper au désastre, traqués par nos compagnies légères regagnèrent leurs montagnes où cette terrible leçon les engageait à se tenir à jamais tranquilles.

Pendant cette marche brillante notre escadre n'était pas restée inactive. Nos colonnes n'étaient même pas entrées en Kroumirie que le fort de Tabarca s'était rendu ; quelques obus avaient suffi pour en démoraliser la garnison.

Cependant l'entrée du corps expéditionnaire sur le territoire tunisien et la rapide occupation du Kef ont produit à Tunis une profonde émotion. Le Bey entre dans une violente colère : d'abord il veut remettre ses papiers à M. Roustan et déclarer l'état de guerre. Notre représentant l'en dissuade ; il lui démontre que l'intérêt de sa maison et de la Régence exige qu'il coopère à l'œuvre de pacification militaire que nous n'avons entreprise qu'en raison même de l'impossibilité où se trouve son Altesse d'assurer l'ordre dans ses États ; il la félicite même de l'heureuse initiative prise par son frère le prince Sidi-Ali, à qui sa haute clairvoyance a conseillé, pour éviter tout conflit entre les troupes tunisiennes et les troupes françaises, d'éloigner du théâtre des opérations le petit corps d'armée dont il a reçu le commandement. Le Bey demande à réfléchir ; son indécision enhardit ceux de son entourage dont notre intervention a mis les projets à vau-l'eau ; une action malsaine est exercée sur lui par l'intermédiaire de quelques meneurs des confréries musulmanes, tandis qu'une effervescence factice est provoquée par les agents inavouables de chancelleries désappointées. Circonvenu, effrayé, le Bey, sur une communication mystérieuse venue d'Yidliz-Kiosk, où il a noué une nouvelle intrigue, forme le dessein de s'enfuir dans l'intérieur avec un petit nombre de fidèles et d'y prêcher la guerre sainte. M. Roustan, dont la vigilance ne peut être mise en défaut, rassure par la fermeté de son attitude les colonies européennes que la panique gagne et se rend au Bardo. Avec la plus grande énergie et la plus délicate courtoisie, il exhorte Son Altesse à considérer la France comme son alliée la plus dévouée et la plus bienveillante ; il lui montre la Tunisie relevée financièrement et moralement pour peu qu'il veuille nous prêter son loyal concours.

Un événement inattendu dénoue brusquement la situation : le 2 mai arrive à Tunis la nouvelle qu'une forte escadre française a jeté l'ancre devant Bizerte, débarqué un corps d'armée dans la place, que dans quelques heures

nos troupes vont être rendues sous les murs de Tunis. Le Bey se résigne, abandonnant le suprême espoir qu'a fait luire en son esprit le bruit d'une intervention armée de la Turquie.

Or, rien n'était plus réel que ce projet d'intervention. Soudain tiré de sa torpeur par des voix — d'un accent osmanli plus que douteux — le Vieil homme s'était tout à coup souvenu qu'un de ses plus illustres prédécesseurs, Kheïr-Eddin, le sultan à la barbe rouge, avait par droit de conquête créé dans l'antiquité à la Sublime Porte des droits et des devoirs à l'égard de son féal vassal Son Altesse le Bey de Tunis. Avec une rapidité étonnante il avait armé ceux de ses vaisseaux de guerre qui par hasard ne prenaient pas l'eau, s'était procuré avec une facilité non moins stupéfiante un grand nombre de transports dont plusieurs avaient bien un peu l'air de vieux steamers anglais, y avait embarqué marins et soldats et donné l'ordre à ses commandants d'aller chasser bien loin des côtes et des frontières de sa chère Tunisie les escadres et les armées françaises.

L'armada d'Abdul-Ahmid était déjà à la Canée quand, le 5 mai, parvint à Paris la nouvelle de son départ. Notre ministre des affaires étrangères ne perdit pas un instant ; il télégraphia à son représentant près de la Sublime Porte d'aviser sur le champ le Sultan qu'une escadre française quittait Toulon et passerait par le fond la flotte ottomane « à la première tentative hostile de sa part sur un point quelconque du territoire de la Régence ». Presque au même moment les ministres turcs apprennent le débarquement sous Bizerte des troupes transportées par l'escadre française, escadre que le gouvernement a mobilisée à Toulon dans le plus grand mystère et qui a traversé la Méditerranée à toute vapeur.

La rapidité de notre action inspire de salutaires réflexions à Yidliz-Kiosk.

La Porte proteste, avec l'impudente dissimulation qui fait la force de sa diplomatie, de la pureté de ses intentions. A Allah ne plaise qu'elle songe à s'immiscer dans nos affaires !... Cette escadre, cette armée qui ont quitté le Bosphore n'ont d'autre but que de rétablir l'ordre... en Tripolitaine ! Or, par hasard, la Tripolitaine n'a jamais été aussi tranquille. Mais Abdul-Ahmid ne s'embarrasse pas pour si peu ; et, comme il ne veut pas paraître avoir mobilisé pour rien troupes et navires, il fait débarquer à grand fracas ses soldats aux portes de Tripoli. On leur met en mains pelles et pioches, et, sous prétexte de refaire les bastions de la place, on les oblige à un travail incohérent de terrassiers. Las de remuer la terre sans comprendre la haute portée politique de cette belliqueuse occupation, ne touchant pas un rouge liard



A TUNIS, SUR LES TERRASSES

de la solde qu'on leur a promise d'autant plus élevée qu'on a eu l'intention de ne pas leur en payer du tout, les Turcs lâchent pelles et pioches, se jettent sur la ville, se répandent dans la campagne, et, avec l'aide de dissidents tunisiens qui ont fui la Régence, mettent tout sens dessus dessous dans la Tripolitaine. Ce malheureux pays ne s'est pas encore relevé de l'effroyable crise déchaînée sur lui par la brillante intervention d'Abdul-Hamid dans les affaires tunisiennes.

En présence de l'échec de la Sublime Porte, le cabinet anglais, qui nous voit avec dépit maîtres de la formidable position de Bizerte, nous propose ses bons offices, voire même sa médiation, sur le ton le plus mielleux dont il ait jamais usé à notre égard. Sur le même ton le Quai d'Orsay oppose à cette avance un refus catégorique ; et, pour couper court à toute ingérence extérieure, Jules Ferry fait passer l'ordre au général Bréart de se porter sur Tunis. Le 12 mai, l'avant-garde s'arrêtait à la Manouba, à deux kilomètres du Bardo. Le général présenté à S. A. par M. Roustan lui remettait un projet de traité rédigé d'avance par le gouvernement français et lui donnait quatre heures pour réfléchir. Mohammed-el-Shadock, qui a entendu à plusieurs reprises M. Roustan prononcer le nom d'Ali-Taïeb, héritier présomptif de la couronne, signe à huit heures du soir le traité du Bardo.



PALAIS DU BARDO. L'ESCALIER DES LIONS

Le gouvernement de la République garantissait l'intégrité du territoire tunisien contre toute attaque du dehors et prenait la responsabilité d'assurer l'ordre au dedans ; les traités passés entre la Tunisie et les puissances étrangères conservaient tous leurs effets ; enfin les parties contractantes se réservaient de procéder, lorsque le moment serait favorable, à une réorganisation totale du régime financier tunisien pour préserver le pays d'une ruine irrémédiable.

En recevant communication de ce traité l'Angleterre comprit que la France, en prenant pied à Bizerte, venait de briser la chaîne Malte-Gibraltar; elle demanda avec inquiétude ce que nous comptions faire de ce port : Il lui fut répondu : « Pas un port de guerre... pour le moment; mais peut-être un port de commerce. »

La question tunisienne paraissait réglée d'une façon d'autant plus amicale que le prince Sidi-Ali s'employait avec une bonne volonté dont la France s'est complu à lui prouver sa gratitude à rétablir l'ordre dans la Régence de concert avec nos généraux. Le 13 mai, les Kroumirs, Mogod, Meknas, Ouchetetas et Freichich obtenaient l'aman ; quelques jours après une partie du corps expéditionnaire se rembarquait pour la France.



PORTE DE SFAX

Mais le calme avait été trop subit pour être durable : nos vaisseaux ne sont pas plus tôt rentrés à Toulon que l'agitation renaît de plus belle ; des émissaires parcourent les campagnes et persuadent aux indigènes que les Français ont quitté le pays par ordre du Sultan et par peur de l'armée ottomane arrivée à Tripoli ; les incendies s'allument de tous côtés ; aux portes mêmes de Tunis des colons européens sont assassinés ; un grand chef du Sahel, Ali-ben-Khalifa, prêche la guerre sainte et établit son quartier général à Sfax pour donner la main aux renforts du Grand Turc. Le quartier européen de cette ville est envahi, mis à sac ; le consul de France blessé a toutes les peines du monde à conduire ses nationaux et les étrangers à bord des bâtiments français et européens mouillés sur rade ; en moins de trois semaines la Tunisie entière est sous les armes; les confréries étendent l'agitation jusqu'au fond du Sahara. Le commandant Flatters, parti en mission dans le sud devait être la victime de ces prédications exaspérées et tomber sous les coups des fanatiques du désert.

Malgré les critiques de l'opposition qui se plaît à grossir les pertes

déjà subies par le corps expéditionnaire, tant du fait des maladies que des coups de l'ennemi, le ministère, sentant que la crise va s'étendre sur tout le sud algérien, décide d'en finir une bonne fois avec la question tunisienne. Les renforts se succèdent ; en juillet, 30 000 hommes sous les ordres du général Saussier occupent méthodiquement la Régence et deux coups terribles sont portés à l'ennemi.

L'escadre de la Méditerranée a jeté l'ancre devant Sfax dès les premiers jours de juillet. Située en face des îles Kerkennah cette ville, l'ancienne Taphura des Romains, comptait plus de 30 000 âmes : c'était la cité la plus industrieuse et la plus active du littoral tunisien ; mais son port était inabordable aux grands navires qui sont encore obligés de mouiller à 2 ou 3 kilomètres de la plage et où les felouques et les tartanes seules peuvent accoster... « Les Arabes de la côte, dit M. J. Tissot, n'avaient aucune idée de la puissance de notre artillerie ; ils s'imaginaient que de la distance où les navires français avaient dû s'arrêter nos obus n'atteindraient pas la ville. Le 14 juillet, l'amiral Garnault et le commandant de Marquessac font les salves réglementaires de la fête nationale... toutes pièces chargées. Les Arabes sont vite renseignés sur la portée de nos canons ; en fort peu de temps les murs et la citadelle sont battus en brèche ; quelques projectiles vont même atteindre, par delà l'enceinte de la ville, des campements de révoltés établis dans la campagne. »

Le 16 juillet au matin, l'ordre de débarquement est donné. Par un soleil splendide les embarcations prennent la mer, emportant sous le feu de l'ennemi environ 3 000 hommes, tant marins que soldats de l'armée de terre. Les batteries indigènes installées sur la plage avaient été détruites la veille ; rétablies pendant la nuit, elles sont renversées de nouveau avant le débarquement ; néanmoins dans les fossés creusés derrière elles leurs servants, acharnés à défendre la position, attendent nos soldats de pied ferme ; ils luttent jusqu'au dernier souffle, et meurent sans fuir ni se rendre près des pièces qu'ils n'ont pu protéger. « La ville se défend de même ; il faut, dans certaines rues, prendre les maisons une à une ; ce fut un exemple unique dans l'histoire de notre occupation de la Tunisie. Enfin marins et soldats arrivèrent à la Casbah, s'y établirent, et les révoltés s'enfuirent hors des murs dans la direction du sud, emportant ce qu'ils pouvaient du butin fait par eux dans le quartier européen avant la prise de la place. Nous eûmes à l'assaut de la ville 8 morts et 40 blessés ; nous n'en avions eu aucun pendant le bombardement. »



GABÈS

La prise de Sousse, de Djerba, de Gabès suivit celle de Sfax. La Chambre, élue au mois d'août 1881, déclarait qu'il ne pouvait être question ni d'abandon ni d'annexion de la Tunisie, mais qu'elle était résolue à l'exécution intégrale du traité du 12 mai 1881. Sous le commandement supérieur du général Saussier qui est entré à Tunis (10 octobre), trois colonnes sous les ordres des généraux Logerot, Étienne et Forgemol se partagent la tâche de pacifier le pays et se donnent rendez-vous devant la ville sainte de Kairouan.



LE PORT DE SOUSSE

« Si Tunis est la capitale politique de la Tunisie, Kairouan en est la capitale religieuse. Située à 160 kilomètres au sud de Tunis, la cité sainte s'élève dans une immense plaine à la fois saharienne et marécageuse et dessine à l'horizon, de quelque côté qu'on l'aborde, une masse blanche et imposante que domine le minaret de la mosquée de Sidi-Okba. De là, jamais le muezzin, en annonçant la prière n'a rencontré sous son regard aucun autre symbole religieux arboré sur un sanctuaire rival où le nom de Mahomet ne fût point invoqué; là, depuis douze siècles, l'iman, interprète et apôtre du Koran, n'a jamais vu paraître en sa présence ministre de l'Évangile. Kairouan, en effet, a toujours été une ville rigoureusement



PLACE DE LA MOSQUÉE A SOUSSE

interdite à ceux qui ne professent pas l'islamisme. » Le 26 septembre, le général Étienne arrivait le premier devant la ville où ses deux collègues le rejoignaient presque aussitôt. « La ville, continue M. Trissot, ne se défendit pas, et nos troupes entrèrent sans combat dans les murailles qui renferment le tombeau du barbier du Prophète. La colonne amenée d'Algérie par le général Forgemol comptait 10 à 11 000 musulmans de notre armée qui ne manquèrent pas d'aller faire leurs dévotions devant les saintes reliques.



LA MOSQUÉE DU BARBIER A KAIROUAN

Ce zèle religieux de la part des soldats français ne contribua pas peu à faire comprendre à la population que nous arrivions en protecteurs et non en ennemis et qu'on pouvait vivre sous notre domination sans renier pour cela la foi de ses pères. » La noble attitude de l'armée française dans la ville sainte fit autant pour la conquête de la Tunisie que la brillante victoire de Sfax.

Peu à peu la pacification s'établit. Le vieux Ali-ben-Khalifa, réfugié en Tripolitaine, essaie bien un instant de faire renaître l'agitation ; mais abandonné de tous il meurt sous sa tente en novembre 1886.

La conquête militaire de la Régence se termine par la ratification du traité de 1881, qui consacre sur la Tunisie le protectorat de la France. La

conquête pacifique commence dès 1882 sous la haute direction de M. Paul Cambon qui continue avec éclat l'œuvre de nos officiers.

Avec le concours éclairé de S. A. Ali-Bey, qui a hérité du pouvoir de Shadok et dont la haute intelligence ainsi que le grand cœur ont su apprécier à leur valeur les bienfaits de l'amitié française, les finances tunisiennes ont été relevées par la suppression des exactions fiscales de l'ancien gouvernement beylical — l'agriculture s'est merveilleusement développée par l'afflux de capitaux et de colons français — la justice, réorganisée avec un personnel français, garantit la sécurité la plus absolue dans tout le pays — l'intransigeance fanatique des confréries de l'Islam a fait place parmi les classes intelligentes à un libéralisme qui relève singulièrement dans l'esprit des Européens la belle morale de Mahomet — enfin grâce à ces admirables soldats de tout progrès qui sont les instituteurs, grâce à la direction supérieure de leur chef, M. Machuel, grâce aussi à l'appui de l'Alliance française, cette belle société que dirige M. Foncin, le premier Français entré après nos soldats dans la mosquée sainte de Kaïrouan, la langue française a pénétré tout le pays, répandant partout avec notre influence les idées généreuses de notre race et les bienfaits de notre civilisation.

II

CHEZ LES TOUAREG DU NORD

Le Sahara algérien. — Les Touareg. — Duveyrier, Soleillet. — Massacre de la mission Flatters. — Palat, Douls, Morès. — MM. Foureau et Flamand. — Vers le Touat. — Prise d'In-Salah et d'Igli.

Les derniers soulèvements qui avaient jeté le trouble dans le sud de nos possessions algériennes, l'insurrection du marabout Bou Amama et celle de Si-Sliman, l'agitation qui avait précédé notre intervention dans la Régence, nous avaient clairement dénoncé la source du principal danger capable de menacer sérieusement, sinon notre domination sur l'Afrique Mineure, du moins notre paisible occupation des beaux pays acquis à notre influence.

Dans le désert immense qui s'étend au sud du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie et qui se prolonge au sud de la Tripolitaine — vaste océan dont tantôt les lames de sable ondulent en dunes stériles, où d'autrefois des espaces infinis couverts de roches dénudées semblent animés d'une sorte de clapotis — se dressent çà et là, tels des archipels, de hauts massifs de verdure, longs chapelets d'oasis dont les denses palmeraies vivent de l'humidité stillant sous le sable des oueds venus des monts algériens du Djebel Amour ou des hauts plateaux qui s'incurvent vers le nord entre l'Adrar et l'Aïr. Cette région embrasée des oasis, c'est le Gourara, le Touat, le Tidikelt, l'Azdjer avec leurs grands centres de Brézina, d'El-Goléa, d'In-Salah, d'Igli, de Touggourt, de Ghadamès, etc. Elle eut ses heures de prospérité : c'était au xive siècle, s'il faut en croire l'historien arabe El-Khaldoun, le rendez-vous des riches caravanes qui venaient des côtes méditerranéennes et du Soudan pour y échanger leurs produits. Mais ces régions étranges, centre d'un monde mystérieux, habitées par des races mélangées, n'avaient pas tardé à tomber dans une sorte d'anarchie, née de l'organisation toute féodale qu'y avaient implantée les Arabes. Chaque oasis était devenue une sorte de fief, à l'instar de nos fiefs de la France du xiiie siècle ; et, comme dans notre France du moyen âge, bon nombre

de hobereaux sahariens vivaient plutôt du pillage que de l'agriculture ou de l'élevage. Dans cette société fermée au reste des nations africaines par les fanatiques prédications des marabouts Senoussi, la violence et le meurtre devinrent bientôt les seuls moyens d'existence de l'aristocratie, en même temps que la haine des infidèles devenait son seul culte. C'est aux représentants de cette aristocratie du désert que s'applique le nom de Touareg.



L'OUED SEGGEUR

En 1859, Henri Duveyrier, avec la superbe audace de ses dix-neuf ans, avait réussi à pénétrer dans le Touat; il avait pu partager l'existence de ces intrépides pillards qui, vêtus d'une longue chemise blanche tombant sur un large pantalon rayé, le visage couvert du *litham*, voile blanc ou bleu selon la hiérarchie sociale et destiné à protéger leurs poumons des poussières aiguës du désert, vaguaient d'oasis en oasis, portés sur leurs rapides méhara, à la recherche de quelque butin, de quelque mauvais coup à faire. En 1874, deux autres Français Dournaux-Duperré et Joubert partent de Ghadamès pour nouer des relations avec le Ghât. En route ils rencontrent un parti de Chambaa dont ils acceptent la compagnie. Cette imprudence devait leur coûter la vie; seul un de leurs chameliers put venir rapporter à Ghadamès les détails du drame. A peu près à la même époque, Paul Soleillet, qui s'était déjà distingué par ses explorations au Soudan et qui devait couronner sa belle carrière d'explorateur par la reconnaissance des territoires de l'Extrême-Est africain, se met en route vers la région des Ksours



LE SAHARA ALGÉRIEN (OASIS DE BRÉZINA)

(centres commerciaux et stratégiques des oasis), désireux de pousser jusqu'à la ville sainte d'Aïn-Madi et au pays des Chambaas. Vêtu à l'arabe, accompagné seulement de trois ou quatre hommes, il réussit grâce à sa merveilleuse connaissance de l'Islam à pénétrer jusque dans In-Salah que seuls avant lui avaient vue, en 1826, le major anglais Laing, et, en 1864, l'allemand Gerhard Rohlfs. Puis Largeau relève à son tour, en 1874, la route d'Alger à In-Salah où il ne peut cependant pas pénétrer.

A partir de ce moment, différentes missions militaires furent envoyées dans le Sahara central pour contribuer à l'étude d'un problème qui passionnait fort les africanistes, l'établissement d'une ligne transsaharienne. Bon nombre d'esprits éclairés estimaient que la mise en train de cette voie constituait le moyen de pénétration le plus puissant et le plus économique de l'Afrique centrale. Un premier voyage, accompli au début de 1880, avait permis à Flatters de reconnaître qu'aucune grosse difficulté technique ne s'opposait à la réalisation de ce vaste projet. Le seul obstacle, d'ordre stratégique, devait provenir de l'hostilité irréductible des Touareg contre toute intrusion européenne, hostilité devant laquelle il avait dû lui-même battre en retraite.

Au mois d'octobre de la même année, il est chargé d'une nouvelle mission; ses instructions lui recommandent d'entrer le plus possible en rapports avec les nomades et de tâcher de s'assurer le concours des principaux chefs Amguid, Hoggar et Azdjer. Le départ eut lieu d'Ouargla, le 4 décembre. Flatters avait pour auxiliaires le capitaine Masson, les ingénieurs Béringer, Roche et Santin, le lieutenant de Dianous, le docteur Guiard, les sous-officiers Dennéry et Pobéguin, 7 guides Chambaas et un marabout

musulman de l'ordre de Tidjana : la caravane comptait en outre 92 hommes montés à méhara et 118 chameaux de transport. La mission suivit d'abord une route encore inconnue, celle de l'oued Mia, puis le long plateau qui s'étend de Goléa au Tidikelt. L'accueil des indigènes, sans être empressé, ne fut pas du moins hostile. « Cette voie traversait le territoire de trois des confédérations Touareg : les Azdjer à l'est, les Hoggar à l'ouest, les Kel-Owi ou Touareg de l'Aïr au sud. Les Hoggar, nos pires ennemis, avaient



FEMMES DU SAHARA ALGÉRIEN

donné asile à plusieurs membres de la famille des Ouled-Sidi-Cheik chassés par nous du Sud-Oranais. »

« Le pays était stérile, montagneux et dépourvu d'eau ; bon nombre des animaux affectés au service de l'expédition étaient morts. Puis Flatters commence bientôt à être inquiet : depuis plusieurs jours des partis de cavaliers suivent à l'ouest une ligne parallèle à la direction prise par la mission. Le 16 février, la caravane comptait arriver à un puits, lorsque les guides prétendirent l'avoir laissé en arrière, un peu à droite. Ils proposèrent au colonel de faire déposer les bagages là même où l'on se trouvait et d'envoyer s'abreuver les chameaux qui reviendraient aussitôt, « l'eau, disaient-ils, se trouvant tout près de là » ; ils engageaient même les membres de la mission à se rendre au puits. Oublieux de ses soupçons, aveuglé par une confiance inexplicable, quand la veille encore la vue de cavaliers inconnus lui semblait plus que suspecte, le colonel



LE MARCHÉ DE BRÉZINA

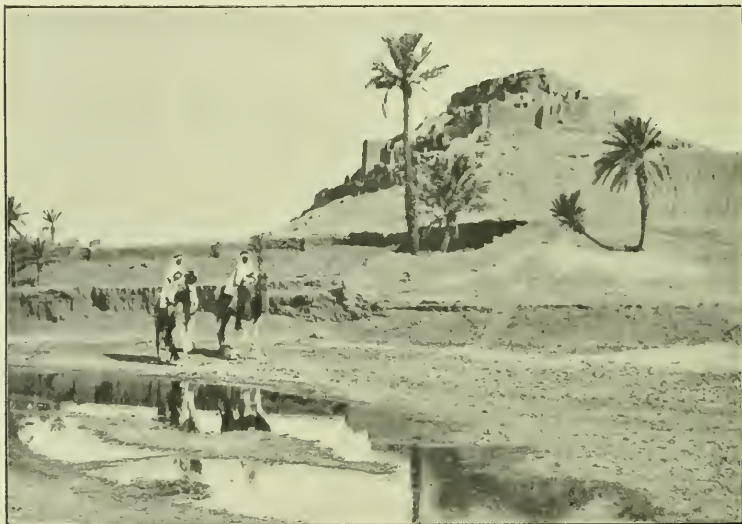
adhère à la proposition des guides. Il part avec Béringer, Masson, Roche, Guiart et 10 hommes qui partagent son aveuglement. Les Touareg marchent en avant; la garde du camp est confiée à de Dianous, Santin, Pobéguin, Marjolet et Brame. On suit un chemin si étroit que les chameaux doivent marcher à la suite l'un de l'autre; au bout de deux heures on arrive enfin au puits.

« Tout à coup des cris sauvages se font entendre sur les hauteurs d'où se précipitent, bride abattue, des cavaliers touareg armés jusqu'aux dents. Au même instant un des guides se rue traîtreusement sur M. Béringer, le tue d'un coup de sabre et fait défection avec les assaillants. Flatters aussitôt voit dans quel piège infâme il est tombé. Il se jette avec le capitaine Masson sur les premiers ennemis, décharge sur eux son revolver, et tombe, comme l'ingénieur, frappé d'un coup de sabre; le docteur Guiard, Roche, le maréchal des logis Dennery succombent après une lutte désespérée, pendant que les chameliers prennent la fuite. Cependant huit d'entre eux reviennent au camp où ils jettent l'alarme. Le lieutenant de Dianous, devenu chef de la mission par le massacre de ses camarades, se prépare à repousser une attaque certaine.

« Cependant quand il fut bien sûr de la mort de ses compagnons, quand il eût vu leurs montures aux mains de l'ennemi, le lieutenant suivit le conseil du mokkadem Si-Abd-el-Kader-Ben-Hamida qui l'engageait à la retraite. A la nuit il partagea entre les 59 survivants les vivres, l'argent et les effets, fit lever le camp et ordonna la marche... une marche déplorable, en plein désert, avec la démoralisation qui suit nécessairement un pareil désastre. Le 27 février, un tirailleur est pris par les Touareg. Le 8 mars, cinq hommes sont envoyés à la recherche de vivres, ils sont assassinés sauf un seul. Le soir du même jour, on rencontre de nouveaux Touareg se disant amis. Ils jurent sur le Coran qu'ils n'ont pas pris part au massacre, et offrent de vendre des dattes. Les malheureux mourant de faim acceptent. Les dattes étaient empoisonnées. Plusieurs tirailleurs de l'escorte, sous l'influence du poison sans doute, tombent dans un véritable accès de folie furieuse et tirent les uns sur les autres : il faut les désarmer. Les hommes valides se groupent alors autour d'un drapeau improvisé et se mettent en marche en entonnant un chant arabe, résolus à défier les traîtres qui les harcèlent.

« Mais bientôt la petite troupe se scinde en deux groupes; les plus forts s'avancent sans se préoccuper des plus faibles, et, s'abritant derrière les plis

de terrain, font le coup de feu contre les Touareg. A Amguid se livre un combat qui dure huit heures et coûte la vie au lieutenant de Dianous, à Marjolet, à Brame et à 12 tirailleurs. La mission se trouve réduite à 34 hommes commandés par le maréchal des logis Pobéguin. Près d'être cernés, ils se réfugient dans une grotte et s'y barricadent. Dans la nuit du 11 au 12 mars, quatre hommes parviennent à en sortir et à gagner la piste d'Ouargla, où il



LE KSAR D'EL GOLÉA

arrivent tous sains et saufs le 18 mars. Une troupe de cavalerie fut aussitôt expédiée à la recherche des manquants. Elle ne recueillit que dix hommes exténués de fatigue, de misère et de faim. Pobéguin et le reste des tirailleurs, en tout 20 hommes, étaient morts après d'épouvantables souffrances. Chose horrible, les plus robustes avaient profité de leurs forces pour massacrer et dévorer leurs compagnons! Parmi les dix survivants qui rentrèrent le 2 avril à Ouargla pas un seul n'était d'origine française. »

Le massacre de la colonne Flatters fut comme le signal de l'agitation qui troubla immédiatement après le sud de nos possessions algériennes, qui se manifesta à l'état aigu dans l'insurrection du marabout Bou-Amama et celle de Si-Sliman, chef des Ouled-Sidi-Cheick. Les expéditions des généraux de Gallifet et de Négrier réussirent à étouffer ce dangereux

mouvement et à refouler dans le Maroc les débris des tribus soulevées : les forts Mac-Mahon, Miribel et Lallemand sont élevés en 1883 sur la route d'In-Salah à Goléa pour préserver nos territoires des incursions des pillards du Touat : enfin un corps de méharistes est formé pour atteindre l'ennemi en plein désert et châtier les maraudeurs ; toutefois, le meurtre de Flatters ne put être immédiatement vengé.

Si les Touareg n'osent plus à partir de ce moment se risquer à l'intérieur des lignes de nos postes, ils semblent vouloir eux aussi fermer plus jalousement leur pays à notre pénétration. En quinze ans le Sahara est le théâtre de drames sanglants dans lesquels officiers en mission ou explorateurs trouvent la mort. En 1886, le lieutenant Palat qui s'est aventuré avec une trop faible escorte sur la route d'In-Salah subit le sort de Flatters. En 1891, Camille Douls, trop confiant dans sa connaissance admirable des choses et des gens du désert, essaie de se présenter aux barbares non pas en conquérant mais en pacifique et en trafiquant. Il pénètre au cœur du mystérieux pays par la côte occidentale du Maroc, seul, sans armes, avec deux caisses de marchandises. Il est fait esclave, enterré vivant dans le sable, puis retiré, vivant encore, de sa brûlante tombe pour mourir au milieu des supplices les plus raffinés. En 1896, le marquis de Morès, entraîné par l'esprit chevaleresque d'un autre âge, organise en Tripolitaine une sérieuse expédition et prend la route du sud. A quelques jours du puits d'El Ouatia il rencontre un parti d'une quarantaine de Touareg qui le guettent depuis longtemps et surprennent sa confiance par leurs protestations de dévouement : à court d'eau il accepte d'aller seul en leur compagnie à la recherche d'un puits. On arrive, après mille détours suspects, à la station d'eau : soudain 5 des bandits se jettent sur le français, le jettent bas de son cheval et lui enlèvent sa carabine. Réduit pour toute arme à son revolver, blessé d'un coup de yatagan, de Morès oppose tout un jour à ses assassins une résistance désespérée, et ne tombe enfin qu'après en avoir abattu six de ses balles.

Mais le Sahara devait avoir son Faidherbe en la personne de M. Foureau. Sur ses instances le gouvernement reconnait que l'honneur et l'intérêt nous font un devoir de venger les victimes tombées dans le désert et d'extirper radicalement le mal qui ronge au flanc l'Algérie. Abandonné depuis la mort de Flatters, si ce n'est par une élite de prévoyants, le projet de Transsaharien renait à l'actualité. Cette voie semble s'imposer non plus seulement comme moyen de pénétration, mais surtout comme moyen

de domination et d'exploitation. L'heure n'est-elle pas venue de relier entre eux ces deux grands domaines de l'Afrique française qui forment de la Méditerranée au golfe de Guinée une chaîne qu'interrompt seule l'absence d'un anneau : le Touat ?

Longue cependant, aride et mystérieuse encore est la route qui mène aux repaires des Touareg, ou plutôt aux magasins où ces brigands viennent renouveler leurs moyens d'attaque et réaliser la valeur de leurs prises. On songe d'abord à gagner quelques-unes de leurs tribus à notre cause par



PUITS DANS LE SAHARA

l'appât de sérieux avantages : MM. Foureau, Méry, d'Attanoux, Germain, Laperrine se heurtent à une hostilité irréductible ou n'obtiennent que d'illusoires promesses. Seules quelques tribus Chambâa, plus directement en contact avec nos derniers postes, viennent loyalement à nous. Entre temps nos missions scientifiques, sérieusement protégées par des détachements mis à leur disposition par le gouvernement général d'Algérie, partent d'El-Goléa ou d'Ouargla et étudient à fond les routes du Tidikelt, du Touat et du Ghât. MM. Foureau et Flamand plus particulièrement se passionnent pour cette œuvre de pénétration Saharienne dont les événements de 1899-1900 vont marquer glorieusement la première étape.

M. Laferrière, gouverneur général de l'Algérie, jugeant le moment venu d'aller au-devant des missions qui travaillent sur le Niger à l'expansion française dans l'Afrique occidentale et d'affirmer nos droits sur le Touat dont les tribus, pour échapper à notre contrôle, se réclament de la fallacieuse protection de l'Empereur du Maroc, confie, en l'absence de M. Foureau parti depuis peu pour un long voyage vers le Tchad, à M. Flamand, professeur à l'école supérieure des sciences d'Alger, bien connu déjà des africanistes par ses fructueux voyages accomplis avant 1897 dans le Sahara Oranais, le commandement d'une mission organisée par le Ministère de l'Instruction publique à l'effet d'étudier les plateaux du Tadmaït et la dépression du Tidikelt. Un goum de 100 cavaliers montés à méhara et de 40 autres indigènes commandés par le capitaine Pein, chef du poste d'Ouargla, doit assurer la sécurité et le ravitaillement de la mission. Un escadron de spahis sahariens est en outre chargé de maintenir ses communications avec nos derniers postes du sud.



TOUAREG CHAMBAA

Partie d'Ouargla le 28 novembre 1899, la colonne arriva sans encombre le 26 décembre, au premier ksar du Tidikelt où elle est fort bien accueillie. Mais la nouvelle de notre entrée dans le pays a volé de ksar en ksar : les chefs Badjouba, nos plus acharnés ennemis, recrutent à la hâte 1200 guerriers et viennent attendre nos savants et nos soldats près d'Iguesten. La rencontre ne dura qu'un instant; furieusement chargés par les goumiers, les Touareg sont mis en pleine déroute. Avertis de l'engagement, les spahis viennent aussitôt renforcer la mission avec une rapidité qui fait honneur à leurs chefs.

Le capitaine Pein prend alors une virile décision : une des clefs de la région désignée sous le nom d'In-Salah est le Ksar-el-Kébir ; c'en est l'un des marchés les plus fréquentés et aussi l'un des sanctuaires. Par une marche rapide, qui déconcerte les quelques cavaliers Badjouba restés pour le surveiller, il arrive le soir même du combat d'Iguesten sous les murs du grand quadrilatère hérissé de créneaux triangulaires que dessinent les murailles du ksar ; il les franchit sans coup férir, et se retranche solidement dans la cita-



TOUGGOURT

delle en attendant les renforts qu'il vient de charger par télégraphe optique le chef de notre dernière station télégraphique d'El Goléa de demander d'urgence au gouvernement général. La mission victorieuse fête gaîment le jour du premier de l'an 1900 à l'ombre des hauts dattiers du Ksar-el-Kébir.

Mais le 5 janvier, les éclaireurs signalent l'approche de nouveaux ennemis : ce sont les débris de la horde battue à Iguesten qu'ont renforcée les bandes venues de Sali et de l'Aoulef et qui, forte d'environ 2 000 hommes, compte bien prendre nos 250 braves dans la souricière où il se sont enfermés. Accueillis par le feu meurtrier de nos armes dont la portée les confond, les Touareg hésitent un instant ; une salve, qui jette bas une vingtaine



OUARGLA
(A droite le monument élevé à Flatters).

des leurs, les détermine à prendre de nouveau le large. El-Hadj-el-Mahdi, chef des Badjouba que le sultan du Maroc a investi du titre de caïd d'In-Salah, est ramassé blessé sur le champ de bataille par nos spahis.

Quand il reçoit la nouvelle de l'occupation d'In-Salah le ministère décide « qu'on y restera puisqu'on y est allé ». Dès le 7 janvier, des instructions sont transmises dans ce sens à M. Flamand et deux colonnes s'acheminent rapidement vers le sud : l'une part d'El Goléa sous les ordres du lieutenant-colonel d'Eu, qu'accompagne à la tête d'un bataillon du 1er régiment de tirailleurs le commandant Quiquandon, l'un des héros des guerres du Soudan ; l'autre, forte de 1700 hommes, quitte l'Aïn-Sefra sous la direction du colonel Bertrand. Elles doivent achever l'œuvre si bien commencée par le capitaine Pein.



Celui-ci, en présence du peu de ressources qu'offre le marché de Ksar-el-Kébir, dont se sont détournés les indigènes, s'est porté avec une partie de ses hommes sur le ksar d'In-Rhar, distant de 50 kilomètres environ ; il en a pris également possession.

Les chefs militaires et religieux du sud battent le rappel de tous côtés : les ksours s'arment ; une véritable armée de barbares se porte sur In-Rhar. Pour ne point s'y faire isoler du reste des siens, le capitaine Pein se replie en toute hâte sur le Ksar-el-Kébir.

La situation commençait à devenir inquiétante quand, dans les premiers jours de mars, le colonel d'Eu apparut avec sa colonne. Cet officier donne quelques jours de repos à ses troupes qui ont fourni dans la traversée de la Hammada embrasée la preuve d'une rare endurance et d'un remarquable entraînement, et, le 19, il marche sur In-Rhar dont les ksouriens ont fait leur centre de ralliement et d'approvisionnements. Ils y opposent une résistance acharnée : débusqués de leurs lignes extérieures, ils se reti-

rent dans la kasbah et dans les mosquées qu'ils ont soigneusement fortifiées. L'assaut de ces derniers retranchements est préparé par l'artillerie dont les obus tombent avec une surprenante précision ; puis tirailleurs et soldats du bataillon d'Afrique se précipitent à la baïonnette dans les ruelles dont il leur faut emporter les maisons l'une après l'autre. A trois heures du soir, le drapeau français flottait sur la kasbah, où 600 cadavres étaient entassés ; le pacha El-Driss, gouverneur du Touat pour l'empereur du Maroc, et 150 blessés restaient entre nos mains. Le reste de l'armée targui, poursuivi par notre cavalerie, fuyait de ksar en ksar. Cette victoire nous coûtait 9 indigènes tués et 37 blessés, parmi lesquels les lieutenants Miclet et Voinot entrés les premiers par la brèche.

L'occupation d'Igli et Timmimoun, qui ouvraient leurs portes sans résistance à la colonne dirigée par le colonel Bertrand, complétait en avril la conquête du Touat dont la pacification définitive n'est plus qu'une affaire de simple police, si l'on sait user de prudence et de fermeté à l'égard des tribus marocaines du sud.



TIMMIMOUN

Si la France a attendu près de 20 ans pour venger ses enfants victimes des Touareg, du moins cette vengeance a-t-elle été complète et glorieuse. La prise d'In-Salah la rend maîtresse incontestée de l'Afrique occidentale, de la Méditerranée au golfe de Guinée.

Il ne reste plus qu'à mener à bien la construction du Transsaharien pour surveiller et mettre en valeur ce gigantesque domaine, et à choisir le tracé le plus conforme à nos intérêts. Bientôt M. Foureau, qui a poursuivi d'un autre côté, de concert avec le regretté commandant Lamy, la solution de ce vaste problème, nous dira si la ligne d'Alger au Tchad ne présente pas plus d'avantages encore que la ligne d'Alger à Timbouktou.



RECONNAISSANCE AUX ENVIRONS D'IN-SALAH

CHAPITRE XXII

La Conquête du Tonkin.

Dupuis. — Francis Garnier s'empare d'Hanoï. — Sa mort. — Le commandant Rivière. — Le combat de Thuan-An. — L'Annam s'humilie.— Les Pavillons-Noirs. — L'amiral Courbet. — Prise de Sontay. — Dans la baie d'Along. — Le traité de Tien-Tsin et le guet-apens de Bac-Lé. — Le protectorat du Cambodge. — Intervention armée de la Chine. — Prise de Kélung. — Destruction de la flotte chinoise à Foutchéou. — L'escadre à Sheï-poo. — Le blocus du riz. — Défense héroïque de Tuyen-Quan. — A la Porte de Chine. — L'affaire de Lang-son. — La paix de Tien-tsin. — Mort de l'amiral Courbet. — Paul Bert. — Pacification du Haut Tonkin. — Les affaires du Siam. — M. Le Myre de Vilers à Bangkok. — L'avenir du Tonkin.

La guerre de 1870-1871 n'a qu'un faible contre-coup en Indo-Chine. Au Cambodge, l'agitation entretenue par Pacombo. — cet ancien forgeron qui s'était fait moine, puis chef de bande — est étouffée par les indigènes eux-mêmes ; ils attirent le prophète jaune dans une embuscade, lui coupent la tête, la salent, et l'envoient au roi Norodom. Ce prince, en retour de l'appui que nous lui prêtons contre son frère Votha, signe même un nouveau traité de protectorat qui met plus complètement le Cambodge sous notre dépendance. La cour de Hué essaie bien de profiter de nos désastres pour rentrer en possession des provinces de la basse Cochinchine ; mais la solide organisation dont l'amiral de la Grandière a doté la colonie fait échec à la diplomatie de Tu-Duc. L'empereur d'Annam se contente d'aiguiser sous main l'hostilité des populations tonkinoises aussi bien contre la Chine, sa suzeraine, que contre les quelques Français qui, devançant l'heure, essaient de

se frayer par la vallée du Song-Coï une route commerciale vers l'Empire du Milieu.



ÉLÉPHANT ROYAL DU CAMBODGE

L'un de ces derniers, M. Dupuis, homme d'une étonnante initiative et d'une rare endurance, s'était engagé à fournir d'armes les troupes chinoises envoyées contre les musulmans du Yunnam. Il embarque ses caisses à Hanoï sur quelques jonques, et, malgré les obstacles semés sur sa route par les mandarins annamites, réussit à gagner Mang-Hao. Mais le mauvais vouloir des fonctionnaires de Tu-Duc se change bientôt en hostilités ouvertes : Dupuis ne s'en émut pas autrement ; il arme de chassepots quatre cents aventuriers chinois et fait dans les rangs annamites une trouée sanglante par laquelle passe son second convoi. Tu-Duc, exaspéré d'une pareille audace, envoie contre l'intrépide commerçant toute une armée, commandée par notre vieil ennemi Nguyen-Tri-Phuong. Le maréchal arrive à Hanoï et fait afficher en grande pompe une menaçante proclamation : Dupuis, annonce-t-elle, sera coupé en petits morceaux avec tous les siens, s'ils ne quittent sans retard le Tonkin. A cette nouvelle Dupuis se



FONCTIONNAIRE ANNAMITE AU TONKIN

rend sur la place d'Hanoï, s'ouvre avec la canne en rotin qui constitue sa seule arme un passage au milieu de la canaille, décroche la proclamation et s'en sert pour allumer une cigarette. Puis, à la tête de sa compagnie franche, il va s'installer dans un des forts de la ville après en avoir chassé la garnison. Nguyen, qui n'ose aller l'y chercher... pour le couper en morceaux, se contente d'envoyer un émissaire à l'amiral Duperré, commandant en chef des troupes françaises à Saigon, et le somme de rappeler sur le champ son insolent compatriote.

L'occasion d'intervenir au Tonkin était trop belle pour que l'amiral la laissât échapper. Le ministère lui a bien prescrit « d'éviter toute affaire » ; mais il comprend que « l'occupation immédiate d'un point du delta est une question de vie ou de mort pour notre domination en Indo-Chine ». Aussi n'hésite-t-il pas à solliciter par dépêche le concours de l'homme qui connaît le mieux le pays, de Francis Garnier.

Celui-ci s'était peu de temps auparavant fixé à Changaï, avec sa jeune femme, luttant contre toutes sortes de difficultés personnelles. Sans perdre une minute, il arrive à Saigon, accepte avec enthousiasme la belle mission qui lui est offerte d'implanter l'influence française dans la vallée du Song-Coï, retourne embrasser sa femme et sa fillette et revient par le premier bateau se mettre à la disposition de Duperré. « Ma petite expédition est prête, écrit-il le 8 octobre 1873 : j'ai six petites canonnières, et 175 hommes bien décidés ; je pars samedi. Comme instructions... carte blanche : l'amiral s'en rapporte à moi. En avant donc pour cette vieille France ! »

Garnier n'est pas plus tôt arrivé à Hanoï qu'il se heurte à l'impertinent dédain de Nguyen : le vieux maréchal ne veut voir en lui qu'une sorte de gendarme chargé de mettre Dupuis à la raison. Mais Garnier lui fait savoir qu'il ne quittera pas le pays avant d'avoir définitivement réglé la question du commerce français sur le Fleuve Rouge. Le représentant de Tu-Duc pousse les hauts cris et affirme avec le plus grand sérieux qu'une semblable conversation ne saurait être utilement entamée « avant que le gouvernement annamite ait réussi à détruire jusque dans ses racines la piraterie indigène sur terre et sur mer ». En même temps les environs de la ville se garnissent de troupes ; la populace s'ameute contre nos soldats ; l'attitude du maréchal devient plus arrogante : il interdit aux habitants de nous vendre quoi que ce soit. Garnier, qui connaît à merveille son monde chinois, sent que l'orage approche. « Il n'y a plus qu'un coup d'éclat, dit-il, qui puisse contrebalancer les effets des menées annamites et rétablir mon

autorité qu'a bien ébranlée la faiblesse de mon escorte. » Le 19 novembre, à midi, il somme le gouverneur d'Hanoï de retirer le canon de la citadelle, ordonne aux gouverneurs des provinces de se conformer à ses arrêtés, et déclare que, s'il le faut, ses canonnières ouvriront de force aux bateaux de Dupuis la route du Fleuve Rouge. Dans la nuit, arrive l'aviso le *Decrès* qui met à terre une compagnie de débarquement; Dupuis, de son côté, rallie avec ses 400 irréguliers.

Garnier attend inutilement jusqu'au lever du jour que le général de Tu-Duc daigne lui envoyer une réponse. A cinq heures et demie du matin, le clairon français sonne la formation en colonne d'attaque; l'assaut est donné à la citadelle où sont entassés 7000 annamites ; à sept heures du matin tout était fini; une partie de la garnison s'enfuyait par les portes du nord, le reste tombait entre nos mains... Le vieux Nguyen fut relevé l'épine dorsale brisée par une balle.



FRANCIS GARNIER

Hanoï était à nous ; la conquête du Tonkin commençait. Or Garnier avait en tout 700 hommes pour la mener à bien! D'autres auraient tremblé de tenter pareille aventure ; lui point. « Ce fut, dit M. Wahl, une campagne prodigieuse qui rappelle, avec la férocité en moins, les fantastiques prouesses des conquistadores espagnols. L'enseigne Balny d'Avricourt, avec le docteur Harmand, le sous-lieutenant de Trentinian et une poignée de soldats et de marins, vont se saisir de Phu-Ly, au débouché des routes de l'Annam, emportent d'assaut la grande ville de Haï-Dzuong; sur la frontière sud-ouest, l'aspirant Hautefeuille, n'ayant que son canot à vapeur et ses huit marins, enlève Ninh-Binh gardée par 1 700 soldats. Garnier prend à l'escalade Nam-Dinh, la derniere place forte entre Hanoï et la mer. Des proclamations partout répandues promettent la paix, l'ordre, l'abondance ; les gouverneurs hostiles sont remplacés ; une organisation s'improvise. Partout les Français sont acceptés comme les nouveaux maitres du pays ; des miliciens et des

volontaires indigènes viennent combattre à leurs côtés. Vingt jours après l'ouverture des hostilités, toute la plaine du Delta nous obéissait. »

Tu-Duc consterné cherche le salut de sa dynastie dans son instinctive rouerie : il envoie d'une part des négociateurs à Saigon et à Hanoï ; d'autre part il sollicite les bons offices d'un certain bandit du nom de Lù-



LA CITADELLE D'HANOÏ (ESCALIER DES DRAGONS)

Vinh-Phuoc qui traine à sa suite sous sa bannière noire de féroces bandes de Taïpings, anciens rebelles chinois, pirates de rivières, détrousseurs de chemins, auxquels nos soldats donnent bientôt le nom de Pavillons-Noirs.

Le 21 décembre, F. Garnier donnait audience dans la citadelle d'Hanoï aux émissaires de Tu-Duc et arretait avec eux les préliminaires d'un traité, quand des coups de feu éclatent aux avant-postes. Il s'élance vers les remparts en même temps qu'un petit groupe de marins et aperçoit, à quelque cents mètres de l'enceinte, des masses d'Annamites et de Pavillons-Noirs qui se défilent le long des jardins. Trois pièces leur envoient leurs obus à mitraille ; une douzaine d'ennemis reste sur le carreau ; le reste s'éparpille de tous côtés. Ignorant le nombre des assaillants, Garnier donne

l'ordre à Balny d'Avricourt, qui vient de réunir 10 marins et une quarantaine de tirailleurs, de se lancer à la poursuite des Annamites du côté de Phu-Hoaï, tandis que lui-même, à la tête de 18 français et d'une douzaine d'indigènes, se jette sur la route de Thu-Lé. Ses hommes traînent à l'aide d'une prolonge une petite pièce de 4 et son caisson. Soudain Garnier voit la compagnie de Balny se rabattre précipitamment de son côté. « Nous sommes cernés, mon commandant, dit le jeune homme ; ils sont autour de nous plus de 3000 ! » — « On en démolira davantage ! » riposte gaîment Garnier ; et lui-même pointe méthodiquement le canon sur des huttes d'où sort une violente fusillade. « En avant... à la baïonnette ! » crie-t-il à ses hommes ; et, sans s'apercevoir qu'il ne lui reste que trois compagnons, il se jette tête baissée sur le village. De ces trois hommes l'un tombe mort, l'autre mortellement blessé, le troisième échappe. Lui-même glisse dans un fossé ; les Annamites cessant le feu l'entourent de toutes parts ; Balny entend les détonations de son revolver et tombe lui aussi près de la pièce de canon qu'il essaie de recharger..... Quand une demi-heure plus tard une colonne de secours arriva sur le terrain du combat, elle se trouva en présence d'un horrible spectacle : Garnier et Balny gisaient décapités, horriblement mutilés ; de leur poitrine ouverte le cœur avait été arraché ; les barbares avaient dévoré ce viscère... pour se donner du courage !



HUTTE INDIGÈNE SOUS UN BANIAN

Au lieu de venger immédiatement cet odieux guet-apens, le cabinet présidé par M. de Broglie donne l'ordre à son envoyé M. Philastre de ne point engager plus à fond la France au Tonkin, de rappeler le lieutenant de Trentinian qui tient toujours à Haï-Dzuong, de ramener nos troupes à

Hanoï et de conclure un armistice. Quelque temps après fut signé le traité de Saigon : la souveraineté du roi d'Annam sur le Tonkin était reconnue ainsi que son entière indépendance vis-à-vis de toute puissance étrangère quelle qu'elle fût; mais Tu-Duc devait conformer sa politique extérieure à celle de la France, ouvrir le Fleuve Rouge au commerce français et lui consentir un traitement de faveur. L'empereur demandait en outre, à titre de cadeau, 5 bateaux à vapeur, 100 canons, 1 000 fusils à tabatière; on les lui donna. Ce traité fut une faute à tous les points de vue. « A ce moment avec 3000 hommes et 3 millions nous pouvions venger Garnier et devenir maîtres du Tonkin. Cette conquête devait, dix ans plus tard, nous coûter 30 000 hommes et 333 millions. »

Un gros danger ultérieur se cachait, en effet, sous l'engagement que nous contractions de soutenir l'Annam le jour où il entrerait en conflit avec une autre puissance. Il n'échappa point à M. Le Myre de Vilers, premier gouverneur civil de la Cochinchine, qui fit l'impossible pour rétablir le calme dans le Delta et y asseoir pacifiquement notre influence. Pendant huit ans, il lutte à la cour de Hué contre les intrigues du Tsong-Li-Yamen qui nous reproche d'avoir méconnu les vieux liens de suzeraineté de la Chine sur l'Annam; des bandes de Pavillons-Noirs mêlés de réguliers Chinois dévastent le Delta; la situation devient intenable. M. de Vilers écrit une lettre énergique à Tu-Duc et dépêche à Hanoï le commandant Rivière, lui enjoignant de faire respecter nos droits mais de n'avoir recours à la force qu'à la dernière extrémité. Quand Rivière arrive à Hanoï il se heurte non seulement à la malveillance des autorités, mais à la fureur de la populace, si indifférente pourtant d'habitude en Extrême-Orient pour tout ce qui peut bien arriver aux soldats chargés de la protéger... en théorie. Rivière, ne sentant pas son escorte en sûreté, demande l'appui de la division navale; 450 hommes d'infanterie de marine, 150 marins et 7 canons renforcent sa garde; 3 canonnières détachées de l'escadre viennent mouiller dans le fleuve. Enfin le Tong-Doc qui commande la place se livre à une démonstration armée à laquelle Rivière répond en le sommant d'avoir à lui remettre la citadelle dans les vingt-quatre heures.

Dans la nuit du 24 avril 1882, un mouvement extraordinaire de troupes, les clameurs des indigènes, quelques coups de feu isolés tirés sur nos bateaux ne laissent aucun doute sur les intentions du Tong-Doc. Aussi, le 25 au matin, nos canonnières commencent-elles à battre le côté nord de la citadelle, tandis que toutes nos troupes débarquent. En quelques heures

les fortifications annamites s'écroulent ; la colonne d'assaut s'empare de la citadelle et, prenant le garnison ennemie entre ses fusils et les canons de la flottille, couvre en quelques instants le terrain d'un millier de cadavres. Cette victoire ne nous coûtait que quatre blessés. Le Tong-Doc vaincu s'était enfermé dans son palais et ouvert la gorge d'un coup de sabre.

Deux jours après, nos canonnières sont devant Nam-Dinh ; tandis que le colonel Carreau met en position une batterie de campagne, un biscaïen le renverse mortellement blessé. Le commandant Badens lance ses braves marsouins sur une redoute qui commande la porte principale de la ville : tout y est tué. A ce moment, un sergent et trois hommes, le fusil en bandoulière, la cigarette aux lèvres, s'avancent sous une grêle de balles jusqu'à la porte, la défoncent avec une cartouche de dynamite et s'élancent bravement à travers les débris des poutres hachées par l'explosion ; les Annamites s'enfuient de toutes parts ; parmi les morts on trouve plusieurs réguliers Chinois.



LE COMMANDANT RIVIÈRE

Cet acte de vigueur oblige le Tsong-Li-Yamen à démasquer ses intrigues. Par l'intermédiaire du marquis de Tseng il informe notre ministère des affaires étrangères « qu'il entend rester seul chargé de rétablir l'ordre dans ses provinces vassales du Delta. » M. de Freycinet répond énergiquement à l'ambassadeur Chinois « qu'à partir de ce jour nous ne laisserons, pas plus à Pékin qu'à Paris, la Chine s'ingérer dans les affaires d'Annam. » Tandis que de nouveaux pourparlers s'engagent, un cruel événement survient à Hanoï.

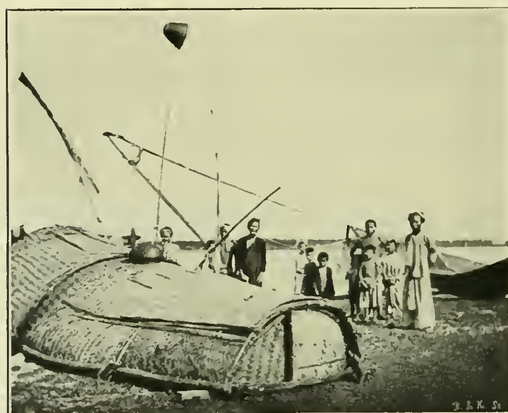
Le commandant Rivière, serré de toutes parts par les Pavillons-Noirs et les Annamites qui ont failli, dans la nuit du 17 mai, surprendre nos troupes dans la pagode royale d'Hanoï, a décidé de faire une sortie dans la direction de Phu-Hoï pour se donner de l'air. « Dans la nuit du 19, deux compagnies d'infanterie de marine, les marins de la *Victorieuse*, du *Villars*, du *Léopard* et trois pièces de campagne quittent Hanoï

sous le commandement direct du chef de bataillon Berthe de Villers. Rivière accompagnait la colonne. L'action commence vers six heures du matin, près du marché de Can-Giay et nos soldats enlèvent le Pont-de-papier jeté sur un arroyo qui coupe la route de Sontay. Notre artillerie ouvre le feu contre les positions ennemies et nos troupes se déploient, repoussant les Pavillons-Noirs. A ce moment Berthe de Villers tombe frappé des blessures qui devaient l'emporter. Rivière prend le commandement direct de la colonne ; malheureusement l'ennemi très supérieur en nombre déborde peu à peu notre aile droite et fait tous ses efforts pour reprendre le Pont-de-papier et nous couper d'Hanoï. Ordre est donné aux marins de la *Victorieuse* de rétrograder. La retraite commence sous un feu d'une extrême intensité. Le lieutenant d'infanterie de marine Héral de Brisis est tué avec plusieurs de ses hommes ; les lieutenants de vaisseau Marolles et Clerc sont blessés. Bientôt le canon qui soutient la compagnie du *Villars* est compromis et tombe dans la rizière. Aidé de l'aspirant Moulin, du capitaine Jacquin et de quelques hommes, Rivière se précipite à l'eau pour relever la pièce et l'arracher à l'ennemi. Mais de toutes parts surgissent des masses chinoises ; elles isolent bientôt l'héroïque petit groupe et massacrent les officiers sur la pièce. M. de Marolles, chef d'état-major, qui se traîne péniblement, réussit à rallier une compagnie et se jette à sa tête sur les Annamites ; il parvient à leur arracher le canon sans pouvoir emporter les cadavres mutilés des officiers. La retraite continua cependant et fut des plus meurtrières. Nos derniers soldats ne rentrèrent dans la concession française qu'à neuf heures et demie du matin, suivis à petite distance par toute une armée de Pavillons-Noirs. Cette néfaste journée nous coûtait, outre le commandant Rivière, 30 morts et 55 blessés. »

Le gouvernement français n'hésite plus. Le général Boüet reçoit des renforts de la métropole et de la Nouvelle-Calédonie et doit diriger énergiquement les opérations, tandis que la direction politique et administrative est confiée à M. Harmand. D'autre part l'amiral Courbet est chargé de frapper un coup décisif à Hué. Le vieux Tu-Duc meurt à temps pour ne pas voir l'écroulement de sa puissance.

Le 16 août, l'amiral Courbet qui a concentré ses vaisseaux dans l'admirable baie d'Along (la baie des Mille-îles) arrive en vue de Thuan-An, à l'embouchure de la rivière de Hué, avec le *Bayard*, l'*Atalante*, le *Château-Renaud*, l'*Annamite*, le *Drac*, la *Vipère* et le *Lynx*. Le 18, l'escadre ouvre

le feu sur les ouvrages ennemis. Le 19, la houle empêche l'amiral de débarquer ses hommes ; « la journée se passe à agacer à coups de hotchkiss les sampans chargés de soldats qui passent d'une rive à l'autre, et les gros canons restent silencieux. Les Annamites s'imaginant que nous n'avons plus de poudre ouvrent un feu violent auquel répond une formidable décharge de tous nos vaisseaux : un obus du *Bayard* fait sauter le fort du nord qui écrase sous ses ruines ses cinq cents défenseurs. » Le 20, au petit jour, Courbet fait débarquer les compagnies du *Bayard*, de l'*Atalante* et du *Château-Renaud ;* nos soldats entonnent *la Marseillaise* et se jettent à l'eau en arrivant près de la plage, tandis que les obus de la flotte enlèvent aux Annamites toute velléité de s'opposer au débarquement. « Tout le monde, raconte Pierre Loti, était arrivé au complet sur le sable, malgré les balles et la pluie de bombettes que des gens invisibles, cachés derrière les dunes, lançaient d'en haut. Vite, on avait commencé à monter et à courir en gardant un silence de mort. Et puis, tout à coup, dans une ligne de tranchées merveilleusement établie qui semblait entourer toute la presqu'île, on avait trouvé des gens qui guettaient, tapis comme des rats, sournois dans leurs trous de sable ; on les avait presque tous tués là, sur place, au milieu de leur effarement, à coups de baïonnettes. » A ce moment l'artillerie des forts essaie inutilement de repousser les attaques des marins de l'*Atalante*. Les soldats du *Bayard* se lancent sur la citadelle ; à huit heures ils reçoivent le soutien des dernières troupes de débarquement jetées à terre par l'amiral. « Rien ne peut arrêter leur élan ; en vain les Annamites se défendent avec bravoure. Mais, heureusement pour nous, ils n'ont pu lever le pont-levis. Une cartouche de fulmicoton placée par les marins-torpilleurs fait sauter la porte d'entrée, et, à



PÊCHEURS SUR LA RIVIÈRE DE HUÉ.

neuf heures, le lieutenant de vaisseau Gourdon et l'enseigne Oliviéri pénètrent les premiers dans le fort. Cinq minutes après, le pavillon tricolore remplaçait au sommet des fortifications le grand étendard jaune de l'Annam. Les Annamites, pris d'une folle panique, fuyaient au milieu d'une bouscu-



LE ROI D'ANNAM THAN-TAÏ

lade insensée, se jetant par-dessus les murs, se précipitant dans la rivière et abandonnant morts et blessés par centaines. »

Pendant que l'escadre de Courbet infligeait cette cruelle leçon à la capitale annamite et rentrait à Along surveiller les allées et venues suspectes de navires chinois, le général Boüet s'emparait d'Haï-Dzuong où il trouvait 150 canons et un énorme matériel de guerre. Cette victoire compensait un léger échec subi trois jours avant sur la route de Sontay. Puis, quinze jours après, il donne aux contingents annamites récemment orga-

nisés l'occasion de recevoir à Phu-ng un glorieux baptême du feu. Le redoutable chef des Pavillons-Noirs, Lu-Vinh-Phuoc (le vieux phoque, comme l'appelaient plaisamment nos marsouins) se replie en désordre sur la route de Son-Tay.

La cour de Hué n'attend pas davantage pour signer le traité du 25 août 1883 : l'Annam et le Tonkin sont étroitement placés sous notre protectorat ; la province de Binh-Thuan est annexée à la Cochinchine ; un résident de France est installé à Hué pour contrôler les actes du roi ; l'administration des douanes est remise entre nos mains.



L'AMIRAL COURBET

L'Annam était vaincu. C'est à ce moment que la Chine entre ouvertement en scène. Ses réguliers vont grossir les rangs des mandarins annamites qui ont fait cause commune avec les Pavillons-Noirs : l'ennemi occupe solidement les régions de Sontay, de Bac-Ninh et de Hong-Hoa et pousse ses colonnes jusqu'à Haï-Dzuong où le capitaine Bertin leur inflige de graves pertes.

En face de cette complication, l'amiral Courbet est chargé du commandement du corps d'occupation que des renforts successifs envoyés de France portent au chiffre de 9 000 hommes. L'amiral décide en décembre d'enlever à Vinh-Phuoc Sontay, sa base d'opération. L'expédition forte de 6000 hommes se divise en 2 colonnes. Le colonel Belin occupe la gauche avec les tirailleurs algériens, la légion étrangère, les auxiliaires annamites et tonkinois, un bataillon d'infanterie de marine et trois batteries d'artillerie de campagne ; le colonel Bichot prend la droite avec l'infanterie de marine, les tirailleurs annamites et quatre batteries ; la flottille des canonnières remonte le fleuve dont elle est chargée de balayer les rives, en se tenant à la hauteur des deux colonnes. La digue de Phu-Sa constituait la clef des positions ennemies. L'aile gauche avec le chef de bataillon Dulieu se contente pendant toute la journée du 15 de contenir les masses ennemies que Vinh-Phuoc a fort habilement disposées du côté de

la ville. Les tirailleurs algériens du commandant Jouneau viennent se masser derrière des taillis de bambous et de roseaux, à 400 mètres de la digue dont les canonnières ont débusqué les artilleurs chinois. Le colonel Belin a toutes les peines du monde à contenir leur ardeur, pendant que la flottille et trois batteries couvrent l'ouvrage de leurs obus pour préparer l'assaut; sur leurs vives instances il est obligé de demander au commandant en chef l'ordre de charger. Les arabes s'élancent avec une furie sans égale; mais ils sont obligés de s'y reprendre à deux fois pour enlever une barricade derrière laquelle l'ennemi se défend avec un désespoir héroïque.



LE FLEUVE ROUGE PRÈS NIN-BINH

La nuit arrive. Le colonel Bichot l'emploie à ravitailler en munitions nos soldats qui couchent sur les positions conquises. Le 16, à la pointe du jour, l'amiral fait avec son état-major une audacieuse reconnaissance jusque sous les murs de la place et arrête le plan d'attaque : une partie des troupes doit faire une feinte dans la direction de la porte septentrionale de la citadelle, tandis que le reste tentera l'assaut du côté de l'ouest.

« Vers 10 heures du matin, dit le rapport officiel, le commandant Dulieu avec ses légionnaires s'est établi au hameau de Ha-Tray, dans des maisons situées à environ 300 mètres de la porte ouest; et, pendant toute la journée soutenu par les fusiliers marins, a gagné incessamment du terrain. A 5 heures, nos premières lignes de tirailleurs n'étaient plus qu'à 100 mètres du fossé; l'amiral commande l'assaut; l'artillerie cesse son feu. Un silence poignant de quelques minutes s'établit comme par enchantement sur toute la ligne; le clairon sonne la charge. La légion étrangère s'élance au pas gymnastique vers la porte murée; les marins courent vers la poterne de

droite ; l'infanterie de marine reste en réserve avec 3 compagnies de tirailleurs algériens que le colonel Bichot a autant de peine à retenir qu'en a eu la veille son collègue à contenir leurs camarades. Malgré un feu d'enfer, malgré les obstacles accumulés, le soldat Minnaert de la légion étrangère, le quartier-maître Le Guirizec des fusiliers marins et le caporal Mouziaux de l'infanterie de marine pénètrent les premiers dans la place et plantent sur le mur un drapeau français. Une heure après, l'ennemi lâchait pied sans même essayer de défendre la citadelle où l'amiral faisait son entrée avec son état-major. Cette brillante victoire nous coûtait 83 tués dont 4 officiers, et 320 blessés dont 22 officiers. Lu-Vinh-Phuoc laissait près de 4.000 morts ou blessés sur le champ de bataille, 100 canons et toute sa correspondance. »



DANS LA BAIE D'ALONG

La prise de Sontay ne nous rendait pas toutefois maîtres de tout le delta du Song-coï. Les Chinois occupaient encore Bac-Ninh et Hong-Hoa dans la plaine, Lang-Son et Laokay dans la région montagneuse du nord. Ces deux dernières places sont les clefs de la formidable porte qui constitue le passage naturel de la Chine dans le Tonkin. Leur possession nous était indispensable. Mais les forces dont disposait l'amiral étaient trop insuffisantes pour en tenter la prise. De plus, en ce moment, la situation se gâtait en Annam, au Cambodge même où les intrigues de palais se donnaient librement cours. Le successeur de Tu-Duc, Hiep-Hoa était empoisonné; les mandarins le remplaçaient, sans notre consentement, par Khien-Phuoc, un enfant de quatorze ans qui devait bientôt avoir le même sort que Hiep-Hoa.

Le gouvernement français, qui veut être prêt à toute éventualité, porte à 16.000 hommes le corps d'occupation et en donne le commandement

au général Millot que les généraux Brière de l'Isle et de Négrier accompagnent en qualité de brigadiers. Courbet reçoit le commandement en chef de la flotte que doit bientôt venir renforcer l'escadre de l'amiral Lespès : l'amiral arbore son pavillon sur le *Bayard* et regagne la baie d'Along où il s'emploie à traquer les jonques de pirates qui viennent y déposer leur contrebande de guerre.

La prise de Bac-Ninh et celle de Hong-Hoa, qui tombent aux mains du général Millot dans les premiers mois de 1884, à la suite d'une campagne fort habilement combinée, amènent le Tsong-Li-Yamen à résipiscence. Le capitaine de frégate Fournier, qui a personnellement une grande influence



LA ROUTE DE LANG-SON

sur le grand mandarin Li-Hung-Chang, vice-roi du Petchili, signe le 11 mai 1884, les préliminaires du traité de Tien-tsin qui consolide notre protectorat sur l'Indo-Chine définitivement détachée de la souveraineté chinoise, et oblige la Chine à retirer toutes ses troupes du Tonkin. La paix semblait assurée; le lieutenant-colonel Dugenne se dirigeait déjà vers Lang-son avec 800 hommes pour occuper, conformément aux conventions, le nord du Tonkin, quand l'attentat de Bac-Lé vint tout remettre en question.

Le 23 juin, la colonne Dugenne venait de dépasser Bac-Lé et s'engageait sur la route de Lang-Son, à travers un défilé qui allait se rétrécissant vers le nord-ouest, quand des flancs de la montagne part une violente fusillade dirigée par des réguliers chinois. Un parlementaire s'avance : les mandarins militaires déclarent ne pas ignorer le traité de Tien-Tsin, mais refusent de laisser nos troupes avancer davantage. Le colonel Dugenne les

avertit qu'il va reprendre sa marche et fait sonner le départ. Sur le soir notre avant-garde se heurte aux réguliers et le combat s'engage jusqu'à la nuit. Nos hommes couchent sous les armes, sans feu de bivouac. Au matin, le soleil en se dégageant de la brume laisse apercevoir de nombreuses masses ennemies en position sur toutes les rampes des montagnes. La lutte



FAMILLE BOURGEOISE AU TONKIN

reprend de plus belle ; mais voyant sa ligne de retraite menacée, Dugenne donne l'ordre de se replier sur Bac-Lé. La colonne a les plus grandes peines à contenir l'ennemi qui s'acharne après elle ; elle ne fait que traverser Bac-Lé et rétrograde jusqu'à une forte position où le général de Négrier ne tarde pas à lui venir en secours.

Le gouvernement français demande aussitôt satisfaction à la Chine de cet attentat, et, tandis que le général Brière-de-l'Isle, successeur du général Millot, prend ses dispositions de défense, l'amiral Courbet est invité à se tenir prêt à toute éventualité. Les négociations traînent en longueur et la Chine, après avoir abusé de la patience de M. Patenôtre, ne se décide à signer la convention provisoire du 6 juin 1884 que pour s'éviter les suites d'un ultimatum.

Mais elle ne renonce pas pour si peu à son double jeu : son action sur les mandarins de Hué amène la mort du roi et déchaîne une véritable révolution que notre résident M. Rheniart arrête net en allant s'installer

avec un bataillon et une batterie dans le palais royal. Au Cambodge, elle incite Norodom à remettre en question l'exécution des engagements souscrits dès 1877. M. Thomson, gouverneur de la Cochinchine, se rend à Phnom-Penh avec quelques troupes, et, sans s'arrêter aux récriminations du pauvre roi, l'oblige à accepter la Convention du 17 juin 1884 qui met entre nos mains la direction des principaux services du protectorat.

Las enfin du mauvais vouloir des mandarins chinois, M. Patenôtre informe le Tsong-Li-Yamen que la France va prendre elle-même en Chine les gages qui lui conviendront, si les pourparlers n'ont pas abouti le 15 juillet. Ordre est donné en même temps à Courbet d'aller mouiller en rade de Fou-tchéou et de se préparer à une action contre Formose.

Courbet entre le 16 juillet avec toute la flotte dans la rivière Min et va jeter l'ancre en aval de Fou-tchéou, opération longuement méditée par l'amiral mais d'une hardiesse que justifiaient seules la science admirable et la bravoure héroïque de ce soldat prématurément enlevé aux légitimes espérances de la France.

Le 15 juillet, pas de réponse du gouvernement chinois. Le Tsong-Li-Yamen, fait seulement savoir le 22 qu'il réfléchit toujours. Courbet est chargé de lui faciliter ce laborieux travail.

« L'amiral Lespès venait à peine de regagner sa cabine du *Duguay-Trouin* dans la nuit du 2 août quand, vers minuit, un canot à vapeur vint le prendre et le conduisit à bord du *Volta* sur lequel Courbet avait arboré son pavillon. Une heure après, il rentrait à son bord, faisait réveiller ses officiers d'état-major, les embarquait avec lui sur le *Lutin* et à toute vapeur descendait la rivière de Min. » — « Y a du bon ! » se disaient ses marins ; ils commentaient encore le mystérieux départ de leur chef que le *La Galissonnière* et le *Lutin* jetaient l'ancre par le travers de la passe de Kélung, près du *Villars* qui était déjà sur rade depuis une quinzaine de jours.

Le port de Kélung constitue un des postes charbonniers les plus riches du Pacifique. Aussi Courbet avait-il saisi avec empressement l'occasion que lui fournissaient les événements pour assurer à nos croisières la possession de cette partie de Formose. Des trois forts qui défendaient Kélung l'un était vraiment redoutable, même pour un cuirassé ; il comptait entre autres cinq grosses pièces de 17 centimètres protégées par un blindage d'acier de 20 centimètres. Avec une bravoure toute française Lespès, qui était passé sur le *La Galissonnière*, vint fièrement se placer par le travers à 900 mètres du fort. Le *Villars* et le *Lutin* s'étaient avancés au fond de la

rade pour prendre à revers le grand fort. Le 5 août, sur le refus du général chinois de livrer les ouvrages dont il a la défense, le branle-bas de combat est ordonné et à huit heures précises s'étendent en longs roulements sur l'Océan les détonations de l'escadre et des forts. Quand la fumée eut fui devant une brise légère, l'amiral mit en action ses grosses pièces de 24 dont les obus produisirent des effets foudroyants sur les blindages de la grosse batterie ennemie. A 8 heures 45, le feu prend dans la partie nord du



LA RADE DE KELUNG

fort : l'incendie se communique au village voisin. Un quart d'heure après la poudrière sautait et les Chinois battaient en retraite vers un camp retranché dominant le goulet de la rade. Sous le commandement du capitaine de frégate Martin, une compagnie de débarquement est mise à terre, débusque les troupes chinoises de la ligne des crêtes, et le pavillon tricolore est hissé à une longue hampe qu'on a plantée en terre.

La soirée se passe sans incidents ; mais dans la nuit une armée d'environ 3000 hommes revient à l'attaque et, malgré les feux de salves meurtriers de nos 200 marins, s'apprête à leur couper la retraite. L'amiral signale de rembarquer au plus tôt. L'enseigne Barbier protège ce mouvement avec sa section et permet le transport des blessés jusque dans les embarcations. Au moment où celles-ci vont rejoindre leurs bords, un second-maître du *Bayard*, embarqué à bord du *La Galissonnière* et nommé Jullaude, s'aper-

çoit qu'on a oublié d'enlever le drapeau planté la veille. Il se fraye un chemin jusqu'à l'étendard, et, ne pouvant déraciner la hampe, se suspend à l'étamine qu'il arrache. Il tombe ; ses camarades le croient perdu et regagnent les vaisseaux. Le brave Jullaude, se voyant cerné de toutes parts, s'était prudemment laissé choir dans un ravin. Là il se tint blotti toute la nuit et vit distinctement les troupes chinoises passer au-dessus de sa tête et mettre au pillage quelques caisses que nous avions abandonnées. Vers le matin, il vida le café qui restait dans son bidon « pour qu'en cas de malheur les Chinois ne le bussent pas », descendit la colline et, arrivé sur la plage, héla le *Villars* mouillé à 400 mètres de là. Une embarcation le ramena lui et son drapeau.

Le 15 août, le Tsong-Li-Yamen n'a toujours adressé aucune réponse à l'ultimatum qui expire ce jour-là. M. Patenôtre fait parvenir à l'amiral Courbet l'ordre reçu de Paris d'agir contre Fou-Tchéou. L'amiral disposait du *Volta*, portant son pavillon, du *Duguay-Trouin*, du d'*Estaing*, du *Lynx*, de la *Vipère*, de l'*Aspic*, et des torpilleurs 45 et 46, mouillés dans la rivière de Min. A cause de leur tirant d'eau, le *Villars* et la *Triomphante* s'étaient embossés à l'entrée du fleuve ; le *Château-Renaud* et la *Saône* étaient restés au mouillage de Quan-Tao. L'escadre chinoise comptait onze croiseurs ou canonnières, et douze grandes jonques de guerre ; elle portait environ 2000 hommes d'équipage et cinquante-sept bouches à feu... Le jeudi 21, Courbet prie la corvette américaine *Enterprise*, les corvettes anglaises *Champion* et *Sapphire* et le *Vigilant* portant pavillon du vice-amiral Dovell, ainsi que trois voiliers et trois steamers étrangers de se mettre à l'abri des projectiles qui vont prochainement tomber dru sur la rivière. Le 22, il tient un conseil de guerre et décide avec ses capitaines que l'action s'engagera le lendemain, à l'évitage au jusant, pour priver les croiseurs chinois de l'avantage du courant dans le cas où ils songeraient à éperonner nos canonnières. Toute la soirée les jonques chinoises sillonnèrent la rivière, invectivant nos équipages et leur envoyant, sous forme de salut, d'énergiques « coupa l'cou ». Avec une prévoyance qui leur faisait honneur, les marchands chinois étaient venus se faire régler les fournitures qu'ils avaient libéralement livrées à nos vaisseaux. Bientôt la nuit tombe sur le fleuve que le *Duguay-Trouin* illumine dès neuf heures de ses projections.

« L'aurore du samedi 23 présage un jour d'une pureté sans égale. Le soleil apparait dans toute sa splendeur derrière les colline de l'est. Paisible et majestueuse la riviere Min roule ses eaux boueuses et rien ne fait pré-

voir la lutte terrible qui dans quelques heures ensanglantera ses flots. » L'amiral, qui a tout prévu mathématiquement, a décidé qu'à 1 heure 45 exactement le pavillon n° 1 donnera le signal du premier coup de canon. Aussi nos équipages ont-ils le temps de déjeuner copieusement ; la ration est doublée par ordre du commandant en chef. Courbet est debout sur le pont du *Volta*, au pied du mât d'artimon, surveillant attentivement le remue-ménage des Chinois qui se livrent avec ostentation à des manœuvres de branle-bas. « Il est calme, comme à son habitude, toujours recherché dans sa mise, vêtu d'un veston d'uniforme en flanelle de Chine, guêtres blanches à ses chaussures, la tête coiffée d'un petit chapeau de paille blanc dont le ruban noir porte, en lettres dorées, le nom du « *Bayard* »... A 1 heure 40, tous les hommes sont à leur poste, les cœurs battent : un silence solennel fait d'émotion, d'impatience et d'espoir, plane sur la flotte. »



LE BAYARD

Tout à coup un canot-torpille chinois pique dans la direction du *Volta*. Le signal n° 1 s'élève ; les torpilleurs 45 et 46 se lancent en avant ; la canonnade éclate sur toute sa ligne. Le 46 atteint le *Yang-Hou*, le plus redoutable des croiseurs chinois ; un formidable craquement retentit : le bâtiment cherche à s'enfuir ; un obus crève sa chaudière ; il s'effondre dans les flots. Le 45, commandé par M. Latour, plante sa torpille dans l'arrière du *Fou-Sing ;* mais il ne peut se dégager assez vite ; il est inondé d'une pluie de projectiles dont l'un crève l'œil à M. Latour ce qui n'empêche pas cet officier de commander « Feu ! » Le vaisseau mortellement blessé réussit à s'échouer ; son équipage se jette à l'eau, mais est presque entièrement anéanti par la pluie de projectiles que du haut des hunes crachent

sans répit les hotchkiss. Les bateaux du *Villars* consomment la ruine du *Fou-Sing*.

« A 2 heures 25, après 30 minutes de combat, le canon se tait. Bientôt la fumée se dissipe. Ce n'est pas sans anxiété que de tous côtés on cherche, on regarde, on interroge... : les navires français sont intacts. Ils portent à peine çà et là quelques glorieuses traces d'obus ou boulets : le grand pavillon tricolore qui flotte à chacun de leurs mâts est bien réellement victorieux ! » La flotte chinoise est écrasée ; neuf grandes jonques brûlent et coulent en même temps ; leurs équipages sont à l'eau pêle-mêle, dans un fouillis de mâts, de cordages déchiquetés par la mitraille. Deux autres jonques chargées de soldats essaient de s'enfuir mais sont coupées en deux chacune par un obus. Seuls deux petits navires, le *Fou-Poo* et le *Yun-Sing* ont réussi à s'échapper et remontent la rivière à toute vapeur. Quant aux autres croiseurs il n'en reste rien. « Pourtant les Chinois ont donné de beaux exemples de courage et d'héroïsme. Sur l'un de leurs vaisseaux, au trois quarts incendié et prêt à s'abîmer, le pavillon chinois est tout à coup rehissé et un servant envoie à nos navires un dernier coup de canon. »

« Le fleuve est couvert de débris de toutes sortes, et, accrochés à ces épaves de pauvres diables de Célestes cherchent à se sauver. Leurs têtes émergent de l'eau et n'apparaissent que comme de petits points noirs. Nos matelots qui, depuis le début, ont été admirables d'entrain et de discipline, sont maintenant surexcités par le combat. L'amiral relève lui-même les fusils que ses hommes veulent encore décharger sur ces petits points noirs qui défilent au gré du courant. » A quatre heures, l'amiral signale de ne plus tirer que pour se défendre. Mais les batteries de terre qui ne sont qu'à 400 mètres convergent soudain leurs feux sur le *Volta*. Courbet, voyant qu'on lui fait honneur de viser son navire, se pique au jeu, va près de ses canonniers, surveille le pointage et avec des mots d'une juvénile ardeur félicite les servants de leurs coups heureux.

La nuit arrive et un nouveau danger nous menace. Les Chinois qui ne perdent pas courage font dériver sur nos vaisseaux une série de brûlots de toutes tailles. Toute la nuit fut employée à faire couler à coups de canons ces grandes jonques en feu dont l'incendie illuminait le ciel de lueurs fantastiques.

Le soir du 23, l'amiral adressait aux navires l'ordre du jour suivant :

« Il y a aujourd'hui deux mois, nos soldats étaient victimes près de

Lang-Son d'une infâme trahison. Cet attentat est déjà vengé par la bravoure de vos camarades de Kélung et par la vôtre. Mais la France demande une réparation plus éclatante encore. Avec de vaillants marins comme vous elle peut tout obtenir ! »

L'œuvre de réparation devait se continuer en effet les jours suivants de victorieuse manière. La journée du 24 est employée à achever la destruction des jonques en ignition et à bouleverser l'arsenal chinois de Fou-Tchéou : un croiseur en construction, la fonderie, les ateliers d'ajustage, de dessin, les magasins d'armes s'effondrent sous nos obus.



MARCHANDS CHINOIS DE FOU-TCHÉOU

Le 25 au matin, l'amiral décide de quitter le théâtre de cette première victoire et de sortir de la rivière de Min. La retraite n'était point sans présenter de grands dangers. L'escadre, en effet, devait descendre la rivière sur une longueur de douze milles et affronter le feu des forts qui battaient les passes de Mingan et de Kim-Paï et que les Célestes avaient eu depuis quelques mois le temps d'armer tout à leur aise. Il fallait aussi passer sous la fusillade d'une véritable armée que le Tong-Doc avait massée sur les rives. Le 25, le 26, et le 27, les vaisseaux démolissent une à une, embrasure par embrasure, toutes les batteries chinoises. Le 28, Courbet se présente à la passe de l'île Salamis, dont les troupes ennemies garnissent les berges et que défend un fort armé de grosses pièces, protégé par des casemates formées de pierres, de ciment et de vieux canons plantés verticalement. De plus, il faut éviter les torpilles électriques dont les fils se distinguent aisément. Le *Duguay-Trouin* et la *Triomphante*, qui possèdent les plus grosses pièces protègent la sortie de l'escadre. Le fort s'effrondre sous nos énormes obus. Un projectile de la *Triomphante* tombe sur les réserves de cartouches, au milieu du camp chinois : une formidable explosion retentit et

l'armée du Tong-Doc s'éparpille comme moineaux dans toutes les directions. A coups de hotchkiss ce même vaisseau faisait éclater les torpilles qui défendaient la passe, et, le 29, toute l'escadre sortait de la rivière de Fou-Tchéou, ne laissant derrière elle que des monceaux de ruines fumantes.

La lenteur de réflexion du Tsong-Li-Yamen se soldait pour la Chine par une perte d'une trentaine de millions, par l'anéantissement de sa meilleure



CHINOIS DES PESCADORES

escadre et la mort de 2000 de ses soldats ou marins. Cette éclatante victoire nous coûtait 10 tués dont 1 officier, le lieutenant de vaisseau Bouët-Villaumetz, et 45 blessés.

En octobre, nos deux escadres des mers de Chine concentrent tous leurs efforts sur Formose. Courbet, quoique n'approuvant guère la mainmise sur les ports seuls de cette grande île qu'un corps d'armée aurait eu de la peine à conquérir et à pacifier, vint s'établir aisément dans les anciens forts de Kélung que la présence de nos vedettes n'avait pas permis aux Chinois de restaurer pendant les affaires de Fou-Tchéou. Une attaque de l'amiral Lespès contre Tamsui fut moins heureuse ; ses vaisseaux bouleversent sans peine les ouvrages ennemis ; mais, faute de contingents suffisants d'infanterie de marine, il ne peut s'y maintenir. Les opérations dans les eaux de Formose se bornent alors au blocus de l'île. L'escadre en surveille scrupuleusement les abords pour en défendre l'accès à une flotte que le gouvernement chinois, disait-on, concentrait mystérieusement dans les ports du Petchili. Quelques jonques de commerce tombent seules entre nos mains. Une expédition dirigée par le colonel Duchesne vient bien

consolider notre position à Kélung ; mais les intempéries de la saison pluvieuse ne permettent à cet officier que de dégager les environs de la place et l'empêchent d'entreprendre une action énergique dans l'intérieur.

En février 1885, l'escadre trouve enfin l'occasion de rompre la longue et énervante monotonie du blocus, maintenu par une mer le plus souvent démontée et sous un ciel chargé des effluves asphyxiants du Tropique. Ces fameux vaisseaux chinois, restés si longtemps à l'état de vaisseaux-fantômes et dont la presse anglaise se complaisait à faire autant d'épouvantails, se décident à donner de leurs nouvelles. On signale à Courbet, le 12, la présence de cette Armada dans laquelle l'amiral reconnait simple-



FORT DE KELUNG APRÈS LE BOMBARDEMENT

ment une frégate, un aviso et trois croiseurs qu'au mois de juillet précédent, avant l'ouverture des hostilités, la *Triomphante* a longtemps tenus au bout de ses canons. On lui court dessus à tirage forcé. Mais les Chinois, qui nous ont découverts avant que la brume nous ait permis de les apercevoir, prennent aussitôt chasse, forçant de vapeur aussi eux devant le *Bayard*, le *Nielly*, l'*Éclaireur*, la *Triomphante*, la *Saône*, et l'*Aspic*. Leur avance considérable leur permet d'échapper dans le sud. Nos braves marins sont dans la désolation !

Mais l'amiral, qui connait dans tous leurs recoins les havres de la côte, se méfie que les plus mauvais marcheurs ennemis ont dû aller chercher refuge dans la baie de Sheï-Poo. Le 14 au matin, chacune des nombreuses passes de la grande rade est gardée par un de nos bâtiments. L'*Aspic* et

quelques canots partent discrètement en reconnaissance et découvrent bientôt deux gros croiseurs le *Yu-Yen* et le *Tcheng-King* prudemment abrités derrière une des îles qui parsèment la baie. La nuit se fait, nuit sans lune ; mer houleuse ; pluie torrentielle. A onze heures, deux canots à vapeur se détachent du « *Bayard* » ; une vedette peinte en gris les précède dans la passe ; à 3 heures 46, deux sourdes détonations retentissent presque en même temps : le *Yu-Yen* et le *Tcheng-King* prennent feu



POSITIONS CHINOISES DE MAKUNG

comme pièces d'artifice. Leurs artilleurs risquent à l'aveuglette quelques coups de canons. Aussitôt les batteries des forts de Sheï-Poo tirent de toutes leurs pièces... sur leurs propres navires, tandis que l'armée chinoise dévale au pas de course sur le rivage et envoie bravement ses salves les mieux nourries aux équipages chinois qui cherchent un refuge à terre! Une balle perdue vint malheureusement atteindre un de nos marins : sans celà, cette nouvelle victoire eût coûté à Courbet juste 30 kilogs de coton-poudre. Les Célestes se consolèrent, il est vrai, assez vite de leur échec en proclamant que le perfide « *Coupa* » (c'est ainsi qu'ils surnommaient l'amiral) avait triché en torpillant leurs navires, caché dans une jonque qu'au demeurant ils n'avaient pas manqué de couler.

Courbet leur prouva peu de temps après qu'ils avaient dû se tromper en bloquant en personne le Petchili, en enlevant tous les navires chargés de riz destinés à la Chine, et en jetant, en mars, sur les Pescadores un corps de débarquement commandé par le capitaine Lange. Cet officier enlève à la baïonnette, sous le feu protecteur de la flotte, les défenses de Makung. En quelques jours l'archipel des Pêcheurs est à nous : « conquête précieuse en raison de son admirable position géographique, position équivalente, sinon supérieure, à celle même de Hong-Kong. » Seuls les préliminaires de la paix vinrent en avril arrêter le cours de nos succès maritimes dans les mers de Chine.

Pendant que la flotte française se couvrait de gloire dans les eaux chinoises, notre armée de terre poussait activement l'occupation du Tonkin au milieu de difficultés sans nombre que parvenaient seules à briser l'initiative des chefs et l'intrépidité de leurs hommes.

Tout d'abord apparut l'insuffisance des effectifs dont disposait en 1884 le commandement supérieur. Le général Brière-de-l'Isle avait en effet devant lui à la fois les bandes de Lu-Vinh-Phuoc et toute une armée chinoise à laquelle les Pavillons-Noirs ne servaient que de rideau. De nouveaux renforts arrivent de France, et, vers la fin de l'année, le général s'avance sur la route de Lang-Son avec 7.000 hommes répartis en deux brigades que commandent le général de Négrier et le colonel Giovanninelli. Au chef de bataillon Dominé est confiée la mission de contenir à Tuyen-Quan un corps chinois de 6.000 hommes, qui depuis les premiers jours de décembre s'est porté au confluent du Fleuve Rouge et de la rivière Claire. Après une marche de dix jours, signalée par six victoires, nos troupes, chassant l'ennemi de position en position, entraient à Lang-Son. Le général de Négrier s'y installait avec sa brigade ; l'armée chinoise essayait bien de se reformer à Ki-Lua ; mais une meurtrière canonnade avait raison de ses derniers efforts.

A ce moment de graves nouvelles arrivent de Tuyen-Quan : 10.000 Chinois sont venus renforcer l'ennemi qui bloque la place ; toutes les communications sont coupées. Dominé toutefois résiste toujours héroïquement avec ses 600 hommes. Mais les munitions se font rares ; la faim, la fatigue, la maladie épuisent la garnison ; de plus, l'audace et l'habileté des jaunes dénotent, à ne s'y point tromper, la présence dans leurs rangs d'ingénieurs sinon d'officiers européens. En février, les ouvrages avancés,

ébranlés par des mines, ont dû être abandonnés; les Célestes ont poussé leurs travaux souterrains jusque sous les murs de la place dans lesquels s'ouvrent trois larges brèches. D'intrépides sorties exécutées par les légionnaires et les tirailleurs indigènes ne peuvent que reculer de quelques heures l'échéance de l'assaut final. C'est au cours d'un de ces terribles épisodes du siège que s'immortalisa le sergent Bobillot dont l'héroïsme est devenu populaire.

Cependant, le 25 février, un remue-ménage inaccoutumé se produit dans les lignes ennemies; de forts contingents s'éloignent vers le nord : c'est Lu-Vinh-Phuoc qui se porte en toute hâte vers les défilés de Hoa-Moc qui commandent la route de Lang-Son. Ce mouvement laisse comprendre à Dominé que les secours approchent. Ses compagnons reprennent courage; en effet, dans la nuit du 28, des fusées tricolores apparaissent, muet langage de Brière-de-l'Isle qui exhorte ainsi les défenseurs à tenir bon quelques heures encore... le temps nécessaire pour forcer les défilés de Hoa-Moc. Ces quelques heures durent trois jours! « Le 2 mars, la première brigade s'avance, éclairée par les tirailleurs tonkinois... Arrivés à 60 mètres des ouvrages chinois, les éclaireurs sont accueillis par un feu roulant. Les tirailleurs algériens marchent à droite, l'infanterie de marine à gauche. L'assaut est préparé par l'artillerie. Tous nos hommes s'élancent la baïonnette au canon. Une mine éclate en avant de l'ouvrage attaqué par les tirailleurs algériens et met de nombreux soldats hors de combat. Mais l'infanterie de marine s'empare de plusieurs retranchements. La nuit arrête notre offensive : nuit terrible qu'il fallut passer à quelques mètres de l'ennemi, sans pouvoir faire un feu de bivouac, ou allumer une lumière. Le lendemain, à la pointe du jour, l'attaque recommence et les ouvrages ennemis sont enlevés. A deux heures de l'après-midi, le général Brière de l'Isle pouvait féliciter le commandant Dominé de son admirable résistance. »



LE GÉNÉRAL DE NÉGRIER

L'armée chinoise battue à Hoa-Moc s'est reformée rapidement dans la région de Lang-Son, grâce à l'activité incroyable de Lu-Vinh-Phuoc, activité qui ferait honneur à ce chef de partisans s'il n'était davantage un chef de brigands ; elles viennent se heurter aux troupes de Négrier qui leur infligent une série d'échecs et les repousse jusqu'à la porte de Chine.



POSTE DE PAVILLONS-NOIRS

Pour montrer aux Célestes que la France est bien décidée à maintenir ouvert le passage qu'elle s'est frayé au cœur même de l'empire du Milieu, le général fait sauter à la dynamite l'antique rempart opposé à l'Europe par la dynastie mandchoue et entre sur le territoire chinois. Mais dans l'après-midi du 24 mars, la colonne se heurte au delà de Bang-bo à une nouvelle armée de 30.000 hommes qu'amènent au secours de Vinh-Phuoc les mandarins militaires du Kouang-Si et du Kouang-Toun. A trois heures, l'action est engagée sur toute la ligne : malgré des pertes terribles, les Chinois avancent toujours et débordent les flancs de l'armée. La retraite s'impose ; elle s'opère lentement, avec autant de méthode que sur un champ de manœuvre. Trois furieux assauts sont repoussés par des feux de salve qui fauchent des files entières. Enfin, le 25, on se retrouve à la porte de Chine. Les Célestes semblent avoir renoncé à nous poursuivre ; le général Négrier les attend en vain toute la journée et atteint sans être inquiété Ki-Lua, puis Lang-Son où 700 hommes de troupes fraîches viennent renforcer sa brigade. Le 28, à l'aube, la colonne se remet en marche. Elle vient de s'engager entre deux hautes chaînes de montagne quand les flanqueurs se rabattent précipitamment en tiraillant..... De chaque côté de la route la fusillade éclate... le canon tonne : c'est l'armée chinoise qui fait à nouveau



LA FLOTTE DE L'AMIRAL COURBET DANS LA BAIE D'ALONG

son apparition. A peine reformée dans la nuit du 24, elle s'était divisée en deux brigades qui s'étaient jetées à travers le pays, contournant chacune de son côté les massifs montagneux dont les croupes s'allongent au delà de Lang-Son. Elles espéraient nous couper de Tuyen-Quan ; mais la difficulté du terrain leur avait permis seulement de nous rejoindre et de tomber sur nos deux flancs. Jusqu'au soir le général de Négrier arrête victo-



EXPLOITATION MINIÈRE DANS LE HAUT-TONKIN

rieusement le mouvement enveloppant. Mais, en se portant vers une compagnie qui s'est trop engagée, il est atteint d'une balle et obligé de passer à l'avant-garde, laissant le commandement au colonel Herbinger. Un peu avant la nuit, une charge furieuse est dirigée sur notre front par toute l'infanterie impériale ; elle ne s'arrête qu'à 200 mètres de nos pièces, broyée sous une pluie de mitraille. Cependant les cartouchières et les caissons d'obus sont presque vides. Le colonel Herbinger, paralysé par le sentiment d'une responsabilité qui lui incombe trop subitement, trompé peut-être par les sonneries de rappel de l'ennemi, donne brusquement le signal de la retraite. Cette manœuvre insuffisamment préparée eût tourné au désastre si les Chinois eussent songé à nous poursuivre. Elle leur sembla tellement anormale qu'ils y virent un piège et n'osèrent pas inquiéter la

débandade de nos hommes. La colonne arriva dans le plus grand désordre à Chu, où le colonel Borgnis-Desbordes réussit à calmer la panique. Les pertes en hommes, durant la retraite, furent presque nulles ; mais l'imprévoyance du colonel Herbinger entraina la perte d'un matériel appréciable.

Les généraux Brière-de-l'Isle et Giovanninelli (ce dernier récemment promu brigadier) arrivent le lendemain et réoccupent les positions aban-



HAÏPHONG

données par les Chinois eux-mêmes. Une habile manœuvre allait leur permettre de réparer d'éclatante manière l'échec de Lang-Son quand arriva l'ordre de cesser les hostilités. Les préliminaires de paix avec la Chine venaient d'être signés le 4 avril, et mettaient le gouvernement impérial dans l'obligation immédiate d'évacuer le Tonkin. Les finances du Céleste Empire étaient à bout ; le blocus du riz impitoyablement tenu par Courbet le menaçait de la famine ; la Corée armait.

La paix fut définitivement signée le 9 juin à Tien-Tsin par M. Patenôtre au nom de la France et par Li-Hung-Tchang au nom de la Chine. L'Annam et le Tonkin étaient pour toujours détachés de la suzeraineté chinoise et placés sous le protectorat exclusif de la France ; l'Empire du Milieu était contraint d'ouvrir à notre commerce sa frontière méridionale ; il nous réservait en outre certains avantages au cœur des pays placés sous sa domination.

La perfidie des mandarins annamites de Hué, qui se rendent coupables d'un guet-apens aussi odieux que maladroit, ne sert qu'à rendre notre protectorat sur l'Annam encore plus intime. Le général de Courcy, nommé commandant en chef du corps expéditionnaire, débarquait à peine à Hué que la populace se jetait à l'improviste, dans la nuit du 4 au 5 juin, sur le petit camp où reposait l'escorte. Cette agression fut impitoyablement châtiée. Les coupables s'enfuirent dans les montagnes de Cam-Lo, entrainant avec eux le roi Ham-Nghi. Nguyen-Van-Thuong, nommé régent, essaie de continuer avec nous sa politique ultra-orientale : il est empoigné, déporté à Poulo-Condor, puis à Taïti où il meurt de rage. Le roi Ham-Nghi est fait prisonnier à son tour, déposé et interné à Alger. Cette leçon n'a pas été perdue pour ses successeurs qui n'ont cessé de prouver leur fidélité à la France.

Malheureusement un deuil cruel devait mêler une douloureuse amertume à la joie du pays, chez qui les admirables qualités militaires de ses marins et de ses soldats avaient fait renaitre la confiance dans ses grandes destinées. Le 12 juin, à son réveil, la France apprenait la mort de l'amiral Courbet. Atteint depuis plusieurs mois d'une grave affection contractée sous le ciel impitoyable des tropiques, épuisé par les fatigues physiques et morales d'une campagne sans précédents, l'amiral, sourd aux instances de ses amis, avait voulu rester jusqu'au bout à la tête de son escadre. Le 10, il se sentit perdu et gagna en chancelant sa cabine du *Bayard*... de son cher *Bayard* à bord duquel il avait triomphalement promené le drapeau français sur le Pacifique.

« Le 11, il perdit connaissance ; puis, un peu avant minuit, il ouvrit une dernière fois les yeux, les tourna vers le ciel, comme pour dire un dernier adieu à sa famille qu'il ne devait plus revoir, à tous ces vaillants qui l'entouraient, à cette France qu'il aimait tant et pour laquelle il mourait... il poussa un soupir et ce fut le dernier... » Quelques instants après le gros canon du *Bayard* sonnait lugubrement le glas de ce grand Français.

Le Tonkin devait encore coûter à la France un de ses plus illustres enfants. Un de ses grands savants, Paul Bert, nommé résident général à Hanoï, avait reçu mission d'assurer l'exécution littérale du traité de Tien-Tsin, traité de paix, d'amitié et de commerce. Avec une énergie qu'égalait seul son esprit de conciliation et d'humanité, il s'était mis courageusement à l'œuvre de régénération du Tonkin. Il fallait d'abord asseoir notre occupation et la dégager de l'inquiétude que faisait encore peser sur

les populations indigènes la présence des bandes de pirates. Paul Bert inaugure, avec le concours des garnisons françaises et des milices indigènes, une série d'opérations de police qui donnent parfois lieu à de brillants faits d'armes (tels l'occupation de Than-Hoa, la prise de Bin-Dinh, le siège mémorable de Bah-Dinh) et qui amènent la pacification progressive



CHAMP DE CAFÉIERS AU TONKIN

du pays. En même temps il encourage l'initiative des chefs indigènes, récompense leurs services, établit d'amicales relations entre les vainqueurs et les vaincus, détermine un sérieux courant d'immigration européenne vers les campagnes et les villes qu'il perce de voies nouvelles, qu'il assainit par d'utiles travaux. Mais les fatigues qu'il s'impose sans compter ébranlent sa santé ; une attaque de dysenterie le surprend au cours d'un voyage à Hué, et il vient mourir à Hanoï, le 11 novembre 1886.

Jusqu'en 1892, l'œuvre de paix se poursuit sans relâche ; nos colonnes sillonnent le Delta et le Haut-Pays et moissonnent de nouveaux lauriers sous les ordres des généraux Borgnis-Desbordes et Voyron, des colonels Frey, Terrillon et Servière, en même temps que de hardis explorateurs reconnaissent les voies commerciales du Tonkin vers le Laos, le Yunnam, la Haute-Birmanie et la Chine. M. Pavie, entre autres, renouvelle à travers

les pays Chans les exploits de Doudart de Lagrée et de Francis Garnier.

Ce n'était d'ailleurs pas le seul service que devait rendre à notre belle possession d'Indo-Chine cet énergique et avisé diplomate. Ce fut en effet à sa vigilance, ainsi qu'à l'expérience de M. Le Myre de Vilers, que la France fut redevable de la solution pacifique du grave conflit qui éclata en 1893 avec le Siam.

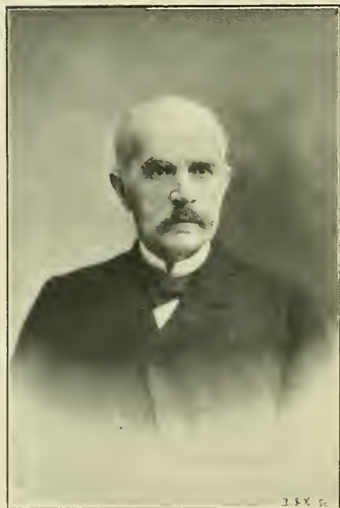
Nous étions à peine établis en Annam que le gouvernement siamois, cédant à des influences dont il n'était pas malaisé de deviner l'origine, se



HANOÏ

rendait coupable, sur la rive droite comme sur la rive gauche du Mékong, d'actes d'empiétements de toutes sortes au préjudice de l'Annam que les traités nous faisaient un devoir de protéger. Trop de puissances étaient intéressées à l'indépendance du Siam pour que nous usions d'une action brutale à l'égard de nos voisins. Aussi les mandarins de Bangkok, enhardis par notre discrétion, ne tinrent-ils aucun compte des remontrances présentées par notre consul général, M. Pavie, depuis ministre de France. En 1892-1893, ils installent des postes militaires sur le territoire annamite, enlèvent les agents indigènes qui leur résistent, transportent de force en pays siamois la population entière de certains districts. La capture d'un

capitaine français, M. Thoreux, le meurtre d'un de nos représentants, M. Grosgurin, l'expulsion brutale des agents français du Syndicat du Laos, la mort suspecte de M. Massie viennent mettre le comble au mécontentement qui de l'Annam a gagné la France... Et la cour de Bangkok continuait à recevoir sans sourciller les protestations les plus violentes de M. Pavie, en vertu de l'adage chinois : « Les mots n'écorchent pas, seul le canon tue. »



Traiter les indigènes avec fermeté et humanité, leur distribuer une bonne justice, et les attacher par l'intérêt

Le Myre de Vilers

Mais, en pareille occurrence l'emploi du canon eût pu devenir dangereux... surtout pour les canonniers. Bangkok est en effet une ville de près de 400.000 âmes, aggrégat des plus hétérogènes, mixture des nationalités les plus diverses et de nationaux aux patries mal déterminées ; une attaque de nos marins pouvait déchaîner l'émeute, faire couler le sang d'Européens que certaines nations n'auraient pas manqué de revendiquer pour leurs. Pour rétablir l'ordre, nous pouvions être entraînés à une nouvelle guerre du Tonkin, guerre dans laquelle nous eussions trouvé derrière le Siam une autre puissance que la Chine.

L'ordre fut simplement donné au gouverneur de l'Indo-Chine de réunir les forces dont il pouvait disposer et de remonter la rive du Mékong en refoulant les postes siamois qu'on y rencontrerait. Pendant que cette opération s'exécutait avec bonheur et célérité, M. Le Myre de Vilers, qui jouissait d'une grande autorité dans le Siam comme dans le reste de l'Indo-Chine, gagnait Bangkok par les voies les plus rapides, en qualité d'envoyé extraordinaire du gouvernement français.

A ce moment l'Angleterre entre en scène pour jouer son éternel personnage à double face. Tandis que lord Dufferin proteste à Paris « que dans le conflit que nous avons avec le Siam pour nos frontières, nous ne

trouverons en aucune manière l'Angleterre en notre présence » l'amirauté, pour donner du cœur aux Siamois, expédie trois vaisseaux devant la barre du Mé-Nam, sous prétexte de protéger ses nationaux. Ne voulant pas être pris au dépourvu, notre ministre des affaires étrangères télégraphie aussitôt à la division navale de l'Extrême-Orient de se porter dans le golfe du Siam et d'envoyer ses canonnières mouiller sous Bangkok, comme les traités leur en donnaient le droit ; toutefois pas une amorce ne devait être brûlée sans un nouvel ordre. Au moment où l'*Inconstant* et la *Comète* s'engagent sur la barre du fleuve, ils sont accueillis par le feu des forts et des navires siamois. Avec une audace et une intrépidité admirables, nos canonnières foncent à travers barrages et lignes de torpilles et viennent crânement braquer leurs pièces sur la résidence royale de Bangkok. Le lendemain, la populace siamoise est ameutée autour d'un paquebot de la compagnie fluviale de Cochinchine, *le Jean-Baptiste Say*, qui s'est échoué sous Pak-Nam ; la cargaison est pillée, l'équipage maltraité. La présence d'esprit de M. le Myre de Vilers arrête à temps le bras de nos artilleurs prêt à tirer sur l'étoupille. Il se rend à la cour, énumère brièvement les arguments sur lesquels la France appuie ses revendications, réservant pour la fin le meilleur de tous : « Après tout, conclut-il, nos canonnières sont là ! » Dès l'instant que « le canon français était là » la cour de Bangkok ne pouvait que s'incliner.



JEUNE FILLE TONKINOISE

Le 1er octobre 1893, elle s'engageait à n'entretenir aucune embarcation armée sur le Mékong, à détruire tous ses postes fortifiés des provinces de Battambang et de Sien-Reap, à retirer tous ses contingents réguliers ou irréguliers de la rive droite du fleuve et sur une largeur de

25 kilomètres. La signature du traité fut accueillie par tous avec la plus grande satisfaction, sauf par les journaux anglais.

La convention de 1893, légèrement modifiée à notre avantage en 1899, clôt cette glorieuse période de vingt ans employés par la France à la conquête d'un nouvel empire en Orient, conquête que développent pacifiquement chaque jour nos agents, nos explorateurs et nos commerçants. Un avenir, prochain sans doute, ouvrira une nouvelle période dans l'histoire de la France en Indo-Chine. Le vieux monde chinois chancelle sur sa base : de tous côtés les puissances européennes, en sapant ce monument vermoulu d'une civilisation caduque, ont provoqué son redoutable écroulement. Comme l'Angleterre, la Russie, le Japon, l'Allemagne, l'Italie même, la France a enfoncé son coin dans le tronc du vieil arbre. Le fils du Ciel lui a récemment abandonné un des morceaux de la frange de son impérial manteau : sur Kouang-Tchéou-Van, chef-lieu de la préfecture péninsulaire de Leï-tcheou flotte le drapeau français. Mais ce n'est là qu'une parcelle de ces beaux territoires du Kouang-Si et du Kouang-Toun sur lesquels est appelée à se développer ultérieurement l'influence politique et civilisatrice de la France, conquête nécessaire, d'une haute importance humaine et que le bon accord des nations occidentales nous permettra de réaliser pacifiquement, si nous savons attendre l'heure de la liquidation inévitable de ce monde dont la vieillesse relève de la préhistoire, dont l'enfance relève de l'avenir, et qui, au moment où sont tracées ces lignes, se réveille dans le sang au grondement du canon.

CHAPITRE XXIII

La France au Soudan

1880 à 1888

L'action française en Afrique. — La première mission Galliéni : du Sénégal au Niger. — Le colonel Borgnis-Desbordes. — Premières relations avec Samory. — Le sac de Keniera. — Ahmadou. — Le colonel Combes. — La bataille du Kommodo; défense héroïque de Nafadié. — Le colonel Frey. — Négociations avec Samory. — Le prophète Mahmadou-Lamine. — Le colonel Galliéni organise le Soudan. — Le commandant Caron à Timbouktou. — La mission Binger : de Saint-Louis à Kong et à la côte d'Ivoire.

Avant de raconter l'œuvre des Français qui, épée ou rameau d'olivier à la main, ont mené à bien en cette fin de siècle l'œuvre gigantesque de la conquête de l'Afrique occidentale ; il n'est pas sans intérêt d'esquisser à grands traits notre cadastre africain tel qu'il était à la veille de ce grand effort de pénétration.

Au nord, nous possédions l'Algérie et la Tunisie, dont les frontières méridionales étaient aussi indécises que la connaissance géographique elle-même de ce mystérieux Sahara dont nous avions commencé cependant à jalonner, par l'établissement de forts perdus en plein désert, les quelques voies commerciales vaguement indiquées par les caravaniers m'zabites. Au lendemain de la campagne de 1881, si vaillamment conduite par le général de Négrier dans la région des Ksours, trois pistes sont amorcées vers le Sud : à l'est, celle de Constantine à Touggourt par Biskra, au centre celle d'Alger vers Ouargla par Laghouat et Gardaïa, à l'ouest enfin la route d'Oran vers le Touat par Saïda, Géryville et Aïn-Sefra. Au delà

c'est le redoutable inconnu dans lequel vaguent les féroces Touareg, indomptables écumeurs de l'océan de sable.

A l'ouest, aucune limite naturelle n'arrêtait davantage l'extension vers l'est de nos possessions sénégalaises. Point de haut massif qui séparât par des crêtes infranchissables la vallée du Sénégal de celle du Niger. Paul Soleillet, Raffenel, Pascal, Lambert, montraient la grande voie fluviale qui court à travers l'immensité soudanaise et qui semblait nous inviter à la suivre par delà même la Timbouktou de Caillié. De ce côté aussi le seul obstacle pouvait provenir de la barbarie représentée : par le fils d'El-Hadj-Omar, du vaincu de Médine, le roi des Toucouleurs Ahmadou et par ses grands vassaux du Macina et du Bourgou — par les Malinkés de Samory, le ravageur de peuples — par les Senoufos dont le roi Tiéba s'efforçait de réveiller l'énergie par sa bravoure personnelle et son ondoyante diplomatie — par les Almamys du Fouta Djallon — enfin par les potentats maures ou nègres des pays de la boucle du Niger, etc. (Mossi, Gourounsi, Liptako, etc.).



ALLÉE DES FROMAGERS A SHEDIOU (RIVIÈRES DU SUD)

Au sud, nous possédions toujours nos vieux établissements des Rivières du Sud; sur la côte de Guinée, sur la côte de l'Or et celle de l'Ivoire les roitelets voisins de nos comptoirs d'Assinie, de Grand-Bassam, de Dabou s'étaient mis sous notre protection dès 1843. Sur la côte du Bénin, notre poste de Wyddah, fondé en 1671, restait le seul de ceux que les Européens avaient jadis fondés dans cette insalubre région. En 1851, Guézo, roi du Dahomey, nous avait confirmés dans l'intégrité de notre possession, et, en 1857, nous fondions Grand-Popo ; en 1863, Sodji, dynaste de Porto-

Novo, s'était placé sous notre protectorat. Mais les voies de pénétration par le sud semblaient plus fermées ; la nature nous opposait un climat meurtrier, un relief couvert d'une brousse inextricable ou de futaies impénétrables abritant des populations intelligentes quoique belliqueuses, ou pacifiques... quoique anthropophages.

Enfin, plus au sud encore, sous l'Équateur même, un chef gabonais, Denis, avait donné, en 1839, au commandant Bouët-Villaumetz un coin de son territoire : dix ans plus tard nous y fondions Libreville et nous y installions des esclaves arrachés aux marchands de chair noire; un drapeau tricolore y était planté; tout esclave qui pouvait venir en toucher la hampe devenait libre et citoyen de la colonie du Gabon.

En 1880, explorateurs et soldats franchissent en même temps les portes africaines du nord, de l'ouest et du sud et se jettent sur ces routes mystérieuses du continent noir que doivent parcourir jusqu'au bout, héros heureux de la jeune épopée française, Gallieni, Borgnis-Desbordes, Combes, Frey, Archinard, de Trentinian, Binger, Monteil, Hourst, Dodds, Mizon, de Brazza, Maistre, Liotard, Marchand, Foureau, et sur lesquelles doivent tomber, héroïques victimes, Palat, Flatters, Bonnier, Crampel, de Béhagle, Lamy,... pour ne citer que les plus célèbres.

Il a suffi à la France juste de vingt ans pour réaliser l'œuvre gigantesque de fondation de son Empire africain.

C'est vers le Soudan que se porta d'abord notre action la plus vigoureuse. En faveur de cette tactique militaient deux raisons principales ; aussi fertile, aussi riche que le Sahara est stérile et pauvre, le Soudan devait pouvoir compenser plus rapidement par son énergie économique les sacrifices qu'exigeait sa conquête. D'autre part, les tentatives de l'Angleterre pour élargir son enclave de la Gambie et l'activité nouvelle déployée par ses missions dans la région du Fouta-Djallon nous éclairaient suffisamment sur les visées du Colonial-Office. Il fallait couper au plus tôt à nos rivaux l'accès du Haut-Niger pour nous assurer l'unique possession de cette grande route de l'Afrique intérieure.

Le gouvernement adopte, sur la proposition de Brière-de-l'Isle, un plan d'action aussi hardi qu'habile ; il se propose de relier par une voie ferrée le Sénégal au Niger. Au capitaine Gallieni est confiée, à la fin de 1879, la mission d'en étudier le tracé. Cet officier connaissait personnellement à fond pour l'avoir parcourue la région comprise entre Médine et Bafoulabé.

Il s'était pénétré des rapports des premiers explorateurs du Niger qui convenaient que ce grand fleuve n'est pratiquement très navigable qu'à partir de Bammako ; il conçoit dès lors, à priori, l'hypothèse d'une ligne reliant ces deux points extrêmes. Il part de Saint-Louis, le 30 janvier 1880, accompagné de M. Piétri, du lieutenant Vallière, du docteur Tautin, et du docteur Bayol qui devra rester à Bammako en qualité de résident; 30 tirailleurs, 100 laptots et une centaine d'âniers constituent l'effectif de l'expédition qui opère sa concentration à Bakel. Trois mois après son départ, le capitaine arrivait à Bafoulabé ; sans perdre un jour il continuait sa marche vers l'est.



TYPES YOLOF DU SÉNÉGAL

Deux confédérations hostiles entre elles se partageaient le pays situé entre Bafoulabé et Bammako. La première avec laquelle nous devions entrer en rapport était celle des Malinkés, comprise entre le Bakoy et la Baoulé, dont le chef Tokonta, roi du Fouladougou, résidait à Kita, gros marché placé à mi-route des deux points extrêmes du voyage ; l'autre confédération, celle de Toucouleurs, peuplait de ses nombreuses tribus la rive gauche du Niger ; Ahmadou-ben-El-Hadj-Omar en était le chef, Ségou la capitale et Bammako un des centres principaux.

Détachant sur sa gauche M. Piétri à la reconnaissance du bassin de la Baoulé et à sa droite le lieutenant Vallière à celle du cours supérieur du Bakoy, le chef de la mission poursuit sa route jusqu'à Kita où il arrive le 20 avril ; mais il lui faut user de toute sa diplomatie pour amener à composition le vieux Tokonta qui repousse notre alliance de peur de s'attirer la haine des Toucouleurs, mais qui l'accepterait volontiers pour mettre à la raison certains bandits, ses sujets, qui le pillent au lieu de le payer. Il suffit de le menacer de faire alliance avec tous ses ennemis pour le décider à placer ses états sous notre protectorat. On part de Kita et l'on entre à Koundou, en pays Toucouleur, après avoir repoussé une attaque des bandits de Goubanko.

A partir de Koundou commence à se dessiner le mauvais vouloir des chefs bambaras du Béledougou ; le 7 mai, le docteur Tautin qui commande l'arrière-garde est environné de bandes hurlantes qui veulent piller ses bagages. Une rapide marche de nuit effectuée au milieu de fourrés dans lesquels on entend à chaque instant passer des partis indigènes, ne réussit point à mettre la colonne à l'abri de tout danger. Elle n'était plus, le 11 mai, qu'à deux jours de marche de Bammako et cheminait en file indienne, s'étendant sur près d'un kilomètre de long, pour gagner le village de Dio, quand soudain crépite dans la brousse une fusillade nourrie ; ce sont les Bambaras qui, embusqués derrière arbres et buissons, couvrent le sentier de leurs balles. Les 20 tirailleurs du capitaine ripostent bravement et permettent aux âniers de se défiler jusqu'aux ruines d'un tata où ils viennent à leur tour se mettre à l'abri. Enhardi par la faiblesse de l'escorte, l'ennemi se jette en terrain découvert à l'assaut de la bicoque ; éclaircis par des feux de salve tirés à bout portant, leurs rangs sont mis en déroute par une charge intrépide à la baïonnette. Toute la nuit un ouragan terrible fit rage et tint les barbares tapis sous les buissons ; Gallieni en profita pour plier bagages et forcer de vitesse sur Bammako. Il y arrivait le 12 au soir et y trouvait les lieutenants Piétri et Vallière usant toute leur diplomatie à circonvenir les chefs. Le premier de ces officiers avait reconnu sans encombre le pays de la Baoulé ; le second avait remonté le Bakoy jusqu'à Niagassola où l'approche de l'almamy Samory avait jeté l'effroi ; les habitants s'attendaient à voir d'un instant à l'autre cet impitoyable ravageur franchir le Niger et piller leurs domaines.

Mais Ahmadou, à qui le capitaine Gallieni avait surtout affaire, n'était plus à Bammako ; il résidait en ce moment à Ségou. On quitte sans retard ce premier village où l'attitude des chefs semble peu rassurante, et on passe le Niger : inspiration heureuse, le lendemain en effet les Bambaras arrivaient en force à Bammako espérant bien y venger les pertes cruelles qu'ils avaient subies à Dio. La chose eût été facile, car l'expédition se trouvait dans un état peu fait pour imposer le respect : plus de vivres, plus de bagages, presque plus de munitions ; les cadeaux destinés à Ahmadou eux-mêmes avaient disparu. Le roi de Ségou, bien informé par ses espions, ordonne à la mission de rebrousser chemin : celle-ci n'a cure de l'injonction et pousse jusqu'à Nango, village situé à 10 kilomètres de la capitale. Là, nouvel ordre de s'arrêter, sous menaces de mort. Pour ne pas compromettre les dernières chances de succès qui restent, le capitaine fait halte et

propose à Ahmadou d'aller seul s'entretenir avec lui de la question pacifique qui amène les Français en son pays : nouveau refus. Pendant six mois, Gallieni reste à Nango, renouvelant chaque jour ses instances, surveillé de près par de gros contingents indigènes qui semblent attendre l'ordre d'exterminer les Européens, en réalité, prisonnier d'Ahmadou.

Mais, en mars, une grave nouvelle arrive en même temps à Gallieni et au Sultan : une expédition française forte de 425 combattants, traînant avec



FORT DE KITA

elle une batterie d'artillerie, a quitté le Sénégal sous le commandement du lieutenant-colonel Borgnis-Desbordes ; elle s'avance triomphalement sur la route frayée par la mission Gallieni ; elle a laissé derrière elle un fort à Bafoulabé, ce qui indique bien son intention de ne pas quitter de sitôt le pays ; puis les bandits de Goubanko ont été châtiés, décimés dans leurs tatas éventrés par nos obus ; le colonel a occupé Kita, et y construit un fort que doivent défendre 135 hommes et 4 canons ; des vivres, des munitions sont entassés en abondance dans cette place, future base de nos opérations au Soudan. Ahmadou comprend que l'heure est venue de se montrer moins arrogant et il envoie au capitaine Gallieni un de ses ministres pour passer un traité avec lui. Ce traité ne saurait être considéré comme la juste récompense des grands efforts faits par le capitaine Gallieni ; il ne nous assurait en effet d'autres avantages réels que la promesse d'une bonne amitié provisoire avec Sa Majesté noire. Toutefois un important résultat scientifique

demeurait acquis; aucun obstacle matériel insurmontable ne s'opposait à l'établissement d'une ligne reliant les deux grands fleuves africains. En mai, Gallieni rejoignait Borgnis-Desbordes à Kita et rentrait à Saint-Louis après ce rude voyage de dix-sept mois.

La mission du capitaine Gallieni est comme la préface de l'œuvre que vont accomplir pendant dix années consécutives les colonnes françaises qui succéderont à la première colonne Borgnis-Desbordes : celles-ci, à chaque printemps, quitteront Médine ou Kita pour faire à travers le Soudan ces laborieuses trouées par lesquelles s'infiltrera notre domination; ces expéditions ne dépasseront jamais un effectif de 800 hommes. Cependant elles sauront, à force de vaillance, toujours demeurer victorieuses, même des 40.000 combattants que Samory mettra en ligne et, jusqu'au succès final, tirer parti de chaque victoire, à force de méthode et de persévérance.

L'épidémie de fièvre jaune qui sévissait à Saint-Louis retarda le départ de la colonne de 1881 qui dut se contenter de ravitailler Kita et d'échelonner des postes le long de la route. En revanche, la campagne de 1882 commença de bonne heure; elle devait nous mettre pour la première fois aux prises avec Samory.

Né vers 1835 à Bissandougou, grosse ville du sud du Niger, Samory était fils d'un pauvre marchand markas et d'une femme esclave. Dans une des nombreuses guerres qui divisaient les petits chefs du pays, il fut pris avec sa famille et emmené en captivité. Mais il put s'enfuir et se réfugier chez un puissant marabout, Sori Ibrahim, qui le prit en affection et lui enseigna à lire et à écrire l'arabe. Samory accompagne Ibrahim dans plusieurs guerres, se fait remarquer par sa brutalité et reçoit de son protecteur de nombreux esclaves. Mais bientôt il abuse de l'influence qu'il a prise dans la maison du marabout, se brouille avec lui et retourne à Bissandougou, sa ville natale. Il était riche; il devient vite un des hommes les plus importants du village et s'en fait nommer chef. Il est bientôt en guerre avec tous ses voisins; il attaque même et tue son ancien bienfaiteur Sori Ibrahim; il s'empare de ses États et prend le titre de commandeur des croyants.

Féroce sans bravoure personnelle, ambitieux par avarice et sans largeur d'idées, incapable de s'imposer autrement que par la terreur, ce potentat ne considérait dans la conquête que l'exploitation brutale et sanguinaire des races qu'il asservissait; sa route formait une traînée sanglante : aux vaincus

il prenait d'abord leur or pour payer les factures d'armes et de munitions que des traitants belges, anglais et allemands lui faisaient venir par Libéria de Liège et de Spandau. Puis les habitants des villages étaient traités en raison de la résistance qu'ils avaient opposée. Quelques-uns préféraient s'ensevelir sous les ruines fumantes de leurs paillottes ; le plus grand nombre s'enrôlaient en qualité de sofas dans les rangs de l'almamy ; on leur donnait d'abord un tartan rouge et jaune, un grossier fusil à pierre, une poire à poudre et un sac de plomb ; s'ils faisaient preuve d'intelligence et de courage, on leur confiait un fusil à tir rapide et un sabre. L'état-major de l'émir se composait de ses fils qui partageaient à son endroit le respect apeuré du dernier des sofas ; deux ou trois immondes griots, sortes de devins fanatiques, l'assistaient de leurs conseils ; l'un d'eux, Diali-Amara, dépassait son maître en ruse et en férocité. Là où avait passé ce sinistre cortège la brousse redevenait plus dense, engraissée par les charniers humains.



CHEFS DE KÉNIÉRA

En 1880, Samory avait repris sa marche le long du Niger ; il songeait déjà à s'accroître aux dépens d'Ahmadou, et quelques-unes de ses bandes avaient poussé une pointe jusque sur le Bakoy. Quand notre colonne de 1882 atteignit Niagassola, la ville était dans les transes ; car Samory, fort occupé au siège de Kéniéra, gros bourg situé sur la rive droite du Niger, avait annoncé son intention de franchir bientôt le fleuve et de marcher vers l'ouest. L'officier qui commandait notre avant-garde essaya de détourner l'almamy de Kéniéra ; il lui envoya un sous-lieutenant indigène pour l'inviter à épargner les horreurs du sac aux gens de la ville. Cette intervention n'eut d'autre résultat que d'exaspérer l'émir qui maltraita le sous-lieutenant et le fit enfermer en attendant son supplice. Celui-ci parvint à s'échapper et à regagner le corps du colonel Desbordes.

Notre prestige était à jamais compromis au Soudan si nous ne relevions l'insulte faite à notre envoyé. Borgnis-Desbordes part de Kita le 16 février à la tête de 220 combattants, et, après une marche de dix jours, arrive en vue de la place assiégée. « On aperçut alors l'ennemi retiré dans les *sagnés* (sorte de redoutes) d'un immense camp retranché. Ces sagnés, fort bien défendus par des rangées de palissades, renfermaient un corps de sofas, des chevaux, des troupeaux et des approvisionnements ; chacun d'eux était ainsi une place de guerre. Quatre sagnés occupaient les extrémités d'un vaste rectangle formé d'ouvrages en terre, au centre duquel se trouvait la malheureuse ville assiégée. De la sorte Samory, évitant de fatiguer ses troupes, se bornait à attendre que la famine lui livrât la place.



LE COLONEL BORGNIS-DESBORDES A BAMMAKO

« Après avoir enlevé le sagné du nord, nos troupes marchèrent sur celui du sud où devait se trouver l'émir avec ses femmes et ses serviteurs ; mais celui-ci n'avait pas osé attendre le chef blanc et s'était enfui honteusement. En occupant le sagné, on s'aperçut alors que Kéniéra était vide ; depuis cinq jours la ville s'était rendue et les habitants avaient été tués ou dispersés.

Le colonel songea alors à se retirer sur le Niger, car la poursuite était impossible : Samory n'avait devant Kéniéra que 4000 hommes. Le gros de son armée commandé par son frère Fabou essaya d'inquiéter la retraite de nos troupes ; mais Fabou, battu au marigot de Koba, cessa aussitôt la poursuite.

Le colonel Desbordes emploie la campagne de 1883 à dégager complè-



LE FORT DE BAFOULABÉ

tement la route de Kita à Bammako, puis il élève à Bammako un fort identique à celui de Kita.

Les travaux tirant à leur fin, l'expédition se préparait à rentrer à Médine quand arrive un des nombreux espions de l'admirable service de renseignements organisé par le colonel Desbordes. L'homme annonce que Samory, altéré de vengeance, a confié 4.000 sofas armés de fusils à tir rapide à son lieutenant Fabou et que l'ennemi s'avance sur la route de Kita à Bammako. Le colonel laisse 150 hommes à la garde du nouveau fort, s'élance au-devant de Fabou avec les 400 qui lui restent et rencontre l'ennemi au marigot d'Ouéya. La bataille dura trois jours. Soutenus par la section d'artillerie, nos vaillants tirailleurs demeurent inébranlables aux assauts répétés des sofas ; à la suite d'un corps à corps qui ne dure pas moins de neuf heures, ils dispersent les bandes de l'almamy, pourchassent au pas de course ses cavaliers et en abattent un grand nombre à coups de baïonnettes. C'était d'ailleurs la seule façon dont ils pussent se servir de leurs fusils ; il ne leur restait pas une cartouche à glisser dans les canons ! Aussi, le soir même de l'affaire d'Ouéya, Desbordes dût-il aller se ravitailler en munitions à Bammako avant de reprendre la route de Kita : bonne précaution, car Fabou essaya à deux reprises de réparer son échec ; le peu de sofas qu'il ramena dans le sud dût donner sérieusement à réfléchir à Samory.

L'année suivante, le lieutenant-colonel Boileve obtient sans coup férir deux résultats importants. Un fort est bâti à Koundou, au nord de la ligne Kita-Bammako. Puis, pour en imposer à la fois à Samory et à Ahmadou, le commandant passe à Kita, en présence d'espions qu'il fait semblant

d'ignorer, une grande revue de toute la garnison que terminent une charge de 10 canons et une mise en batterie avec salves. Cette manœuvre, brillante et bruyante, frappa d'étonnement amis et espions. Les rapports de ces derniers (part faite à l'habituelle exagération de langage qui est la monnaie courante de tout récit nègre), produisirent bientôt leur effet. Fabou ramena en arrière, sans rien entreprendre cette année-là, les nouveaux sofas que lui avait confiés l'almamy; Ahmadou quitta sa capitale de Ségou, dont il confia la garde à son fils Madané, et vint s'établir avec ses femmes et ses trésors à Yamina, grosse ville située sur le Niger entre Bammako et Ségou. S'il se



CONFLUENT DU BAKOY ET DU BAFING A BAFOULABÉ.

rapprochait de nous, il se rapprochait aussi du Kaarta et du Bakhounou, pays dans lesquels il pouvait, en cas de guerre, recruter des troupes, ou, en cas de défaite, trouver une retraite assurée.

En somme, bonne besogne avait été faite au cours des trois premières campagnes : les communications entre le Sénégal et le Niger se trouvaient établies et protégées par une série de forts; nos alliés achevaient une route carrossable ; le télégraphe reliait Saint-Louis à Bammako ; les terrassements de la ligne ferrée étaient en bonne voie sur la section Kayes-Bafoulabé.

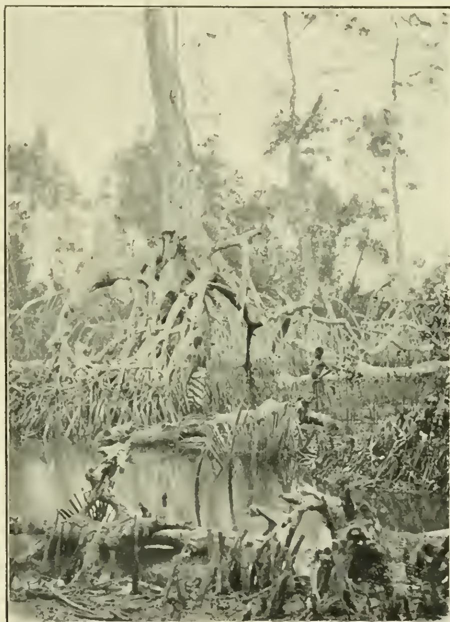
Le commandement du Haut-fleuve est confié en 1884-1885 au lieutenant-colonel Combes. Informé que les bandes de Samory se sont retirées dans

le sud et que l'émir lui-même semble vouloir établir à demeure sur la rive droite du fleuve sa cohue de 100 000 nomades, le commandant estime que l'heure est venue d'élargir le simple couloir qui mène de Kita à Bammako. Il va fonder à Niagassola un fort qui complète dans le sud le quadrilatère dont Kita, Koudou et Bammako forment respectivement les angles ouest, nord, et est. Cette opération, rapidement menée, est complétée par l'établissement d'un petit poste à Nafadié, à mi route entre Niagassola et le Niger. On y a laissé le capitaine Louvel avec sa compagnie de tirailleurs, la campagne paraît terminée, quand on apprend soudain, dans les derniers jours de mai, que Samory a rebroussé chemin subitement et qu'il bloque avec une élite de 5000 sofas le tata de Nafadié.

Cet épisode du siège de Nafadié mérite d'être cité comme l'un des plus beaux de notre histoire du Soudan. Le capitaine Louvel, dès qu'il a eu connaissance du mouvement de l'almamy, s'est jeté au devant des barbares pour protéger un chef allié, le vieux Nandamaka. Persuadé que sa dernière heure était venue, le bonhomme n'avait même pas fermé les portes de son tata pour se soustraire à son sort ! Aussi n'avait-on trouvé que quelques morceaux du pauvre monarque. Les renseignements parvenus au capitaine ne lui laissent pas ignorer que sa poignée d'hommes va se heurter à une bande de 3 000 vieux sofas. Il n'hésite pas cependant un seul instant à venger notre allié et s'avance sur le gros de l'armée sofa qui a pris position sur la route qui ramène à Nafadié. Cette route traversait la plaine du Kommodo et rentrait sous bois pour tourner la crémaillère que formait un promontoire dans le lit vaseux de la rivière. De la lisière du bois au fleuve elle s'engageait au fond d'une gorge, véritable traquenard où nous attendait avec 3000 hommes le frère cadet de Samory, Malinkamory. Le capitaine fait former le carré à ses 120 tirailleurs et le sous-lieutenant indigène Suleyman prend l'avant-garde avec 10 hommes. « Ceux-ci, l'œil aux aguets, le fusil armé, s'avancent sans bruit, se glissant d'un buisson à l'autre et arrivent au débouché de la rivière, tandis que derrière l'écran de verdure de la rive les sofas se pendent aux naseaux de leurs chevaux pour les empêcher de hennir et que les fantassins, étendus immobiles derrière leurs créneaux de feuillages, choisissent, le doigt sur la détente, le tirailleur qu'ils vont abattre... Un son aigu parti d'une trompe déchire l'air, il est répété par vingt autres et immédiatement suivi d'une effroyable fusillade. Un épais nuage de fumée, au milieu duquel disparaissent tirailleurs, sofas, les arbres eux-mêmes, cache le théâtre de la mêlée d'un voile épais rayé

à de courts intervalles par la lueur rouge des coups de feu. Le hululement étrange des guerriers de Samory, poussé par des milliers de poitrines, se mêle en un infernal vacarme au bruit des détonations et au hurlement de guerre des tirailleurs, grondement inhumain que dominent par moment les accords dissonants d'une musique endiablée. »

Une partie de la colonne, pour dégager l'avant-garde, se porte rapidement sur le flanc de l'ennemi; la petite pièce de 4 qui l'accompagne vient au grand trot se mettre en batterie de façon à prendre en enfilade la réserve des sofas dont la présence est décélée dans le lit vaseux de la rivière par les rumeurs qui montent des herbes. Le canon tire à mitraille dans le tas, ensevelissant morts et blessés dans la fange, sous les grands roseaux et les branchages fauchés par les projectiles. L'ennemi se découvre alors et essaie d'envelopper nos tirailleurs; ceux-ci mettent baïonnette au canon et, dans une charge furieuse, se font une trouée jusqu'au coude de la rivière. « Là, raconte le capitaine Péroz, un des héros des guerres du Soudan, un spectacle étrange s'offre aux yeux des premiers arrivants : dans le coude du Kommodo, enfoncés dans la vase jusqu'au ventre, ne prenant aucune part aux émotions de la lutte et occupés seulement à jouer de leurs instruments, se tenaient une centaine de musiciens vêtus de sarraux curieusement bariolés et coiffés de bonnets indescriptibles, soufflant dans des cornets, des flûtes, des fifres, des sifflets qu'accompagnaient des tams-tams, des triangles, des guitares, des xylophones, le tout manié avec rage et remplissant le ravin d'une



LE KOMMODO

puissante cacophonie bien faite pour donner la réplique aux hurlements de guerre et aux cris de douleur des mourants et des blessés. En avant, dans une immobilité de statue, les bras croisés, un large manteau de peau de guèpard jeté sur les épaules, la taille ceinte de l'écharpe rouge, insigne de sa valeur, se dressait le chef d'orchestre, superbe sous son haut casque de cauris. A ses côtés un adolescent élevait fièrement la hampe d'une longue flamme déchiquetée par la mitraille, symbole autrefois de victoire certaine; car partout où Samory l'avait déployée, au son du terrifiant orchestre, les peuples s'étaient enfuis éperdus, n'osant tourner la tête. Mais cette grandiose apparition s'abîma presque aussitôt sous une implacable tempête de feu, et, bientôt, quelques instruments surnageant sur l'eau demeurèrent les seuls témoins propres à rappeler cette héroïque vision. »

On arrive enfin à l'endroit où l'avant-garde a été assaillie : il n'y reste plus que trois tirailleurs mortellement blessés; le sous-lieutenant Suleyman s'est dégagé à la baïonnette et s'est jeté avec ses 7 hommes à la poursuite de l'ennemi. Cerné de toutes parts par les sofas qui se sont enfin aperçus du petit nombre des poursuivants, il va succomber quand nos tirailleurs le rejoignent : on l'aperçoit déchargeant méthodiquement son revolver qui fait mouche à chaque coup.

L'autre partie de la colonne, qui s'est portée sur la droite, réussit après un corps à corps acharné à rejeter dans la rivière un gros parti sofa que n'a point démoralisé le tir à mitraille du canon. Toute l'armée de Malinkamory patauge dans la vase que fouaillent les salves continues de nos hommes; chaque balle fait sa trouée. « Un caporal de tirailleurs, avisant une maîtresse racine faisant saillie sur la rive, s'y était commodément assis, les jambes pendantes, ses pieds touchant presque les têtes des fantassins noirs qui se débattaient dans la boue. Après avoir tiré sa pipe de sa musette, battu le briquet, et consciencieusement allumé sa bouffarde, il abattit 16 hommes de ses 16 dernières cartouches, se donnant à la fois les joies d'un repos bien mérité et d'un tiré vraiment royal. » Quelques boîtes à mitraille achèvent de débander l'armée sofa qui fuit de tous côtés. Le soir, trois cents guerriers de l'émir restaient entassés dans le Kommodo; la brousse en cachait une centaine; près de 800 blessés hurlaient sur le champ de bataille. La moitié de l'armée de Malinkamory était anéantie par nos 120 tirailleurs. Cette victoire nous coûtait 15 hommes mis hors de combat.

Mais il fallait rejoindre au plus tôt Nafadié et de là se rabattre sur Nia-

gassola, car il restait bien en tout 20 cartouches à tirer par homme. Le capitaine Louvel arrive à Nafadié, comptant bien y passer seulement la nuit : le poste n'aurait pu résister à un retour offensif de l'ennemi ; il ne possédait en effet que deux jours de vivres en biscuits ou en maïs et 24 heures d'eau.

Le matin du 1er juin, le clairon allait sonner le départ, quand tout à coup les crêtes avoisinantes se couvrent d'une nuée de cavaliers, pendant que de toutes parts résonnent les trompes des sofas. Louvel envoie quatre courriers demander du secours à Niagassola distant de 100 kilomètres, assigne à chacun son poste de combat dans le tata, grimpe sur le toit d'une



FORTERESSE INDIGÈNE (TATA DE SABOUCIRÉ)

case et commande le feu quand l'ennemi n'est plus qu'à 30 mètres de l'enceinte. Fauchés par l'averse de plomb répandue par le canon et les 120 fusils Gras, les premiers rangs de l'assaillant s'évanouissent. « Mais les chefs, poussant à grands coups de sabres les derniers rangs, avaient, dans un élan suprême, atteint le pied du tata. Debout sur leurs chevaux ils se cramponnaient au mur, s'efforçant de le renverser ou de l'escalader ; à peine quelques sofas tiraient-ils ; tous se culbutant, grimpant, sautant, hurlant, couverts de sang se jetaient sur la muraille, et, dans une rage convulsive, l'éraillaient de leurs ongles jusqu'à ce qu'un coup de feu ou de baïonnette vînt les rejeter pantelants sur le sol. Cet assaut terrible dura dix minutes à peine. S'il se fût prolongé davantage nos hommes, las de tirer, de tuer, d'assommer fussent tombés inanimés aux mains de l'ennemi. »

La situation des défenseurs de Nafadié n'en était pas moins terrible : on venait d'ouvrir la dernière des caisses de cartouches laissées dans le poste et chaque homme n'avait que quarante coups à tirer. L'eau aussi allait

manquer. Heureusement survint un effroyable orage. « Le capitaine fait aussitôt boucher tous les déversoirs du tata et calfater les portes de façon que la petite cour serve de cuvette à l'ondée. L'eau y est retenue en effet ; mais quelle eau! un liquide jaunâtre qu'ont empuanti les déjections de 200 hommes et des mulets. On la recueille cependant précieusement dans des bidons ; un sergent a l'ordre de brûler la cervelle au premier qui voudra en user en dehors des distributions régulières..... et il faisait une température de 44° à l'ombre! » Pendant dix jours, la petite garnison reste bloquée par plus de 6 000 sofas, repoussant nuit et jour leurs assauts, sans sommeil, n'ayant d'autre breuvage que l'eau empestée des bidons, d'autre nourriture journalière qu'une pincée de manioc. Enfin, le 10 juin, on entend au loin le grondement du canon : c'est l'artillerie de la colonne Combes qui arrive à la délivrance du fort.

Le colonel, en apprenant le blocus de Nafadié, était parti avec 15 spahis, 21 tirailleurs et 2 petites pièces. En route, une trentaine d'hommes étaient venus se joindre à lui. Se glissant à travers la brousse, déjouant les espions de Samory, il avait pu se faire au milieu des sofas une sanglante trouée et donner la main aux défenseurs de Nafadié. La retraite sur Niagassola fut un combat continu. « Le 14, la colonne serrée de près par les sofas trouva le chemin barré devant elle par la rivière Kokoro que gardait le corps de Fabou solidement retranché. L'artillerie couvre les positions ennemies de ses obus à balles ; le lieutenant Péroz dans un élan furieux franchit le gué avec 35 tirailleurs, défonce les palissades derrière lesquelles s'abritent les Malinkés et les précipite dans la rivière. Le passage est frayé; la colonne victorieuse s'y engage, et à 2 heures, l'arme sur l'épaule, marchant au pas cadencé, clairon sonnant, elle fait son entrée au fort de Niagassola.

Samory s'est retiré à Siguiri ; il s'emploie avec une rare activité à réparer ses pertes en pressurant odieusement le pays qui lui fournit 20.000 sofas : il les jette dans la vallée du Bakoy qu'il ravage derrière un rideau de vieilles troupes de 3.000 hommes. Espérant submerger sous cette cohue nos postes avancés, il les attaque les uns après les autres. Le village de Niagassola est incendié pour attirer dehors la garnison ; mais celle-ci se contente d'abattre ceux des sofas qui ont la hardiesse de venir à portée des fusils. Le sac du pays s'étend jusqu'à Kita ; la brousse est empuantie par les cadavres ; chaque buisson cache le sien. Le colonel Combes fait des prodiges pour préserver nos forts ; en deux mois, il livre 6 batailles rangées et 27 combats, déroutant l'ennemi par la rapidité de ses coups, faisant des



KAYES

miracles pour ravitailler sa petite colonne. Cette deuxième campagne de 1885 coûta à l'almamy 2.500 hommes et 400 chevaux. Découragé et cependant intraitable, Samory vint passer l'hiver entre Niagassola et Siguiri.

La campagne de 1886 allait être une des plus laborieuses de la conquête. Le colonel Frey, qui a remplacé le colonel Combes, doit faire face à deux dangers : il lui faut d'une part dégager le Haut fleuve de la présence de Samory ; d'autre part éteindre un foyer de révolte que vient d'allumer sur le cours moyen du fleuve le prophète Sarakollé Mahmadou-Lamine. Samory essuie nos premiers coups ; son lieutenant Malinkamory, après une série d'échecs, est surpris près de Djingo, taillé en pièces et obligé de repasser le Niger avec ses bandes. La panique gagne les réserves de Samory ; l'émir abasourdi par la foudroyante mobilité de nos colonnes demande à traiter. Cette offre de soumission était-elle sincère ?... cachait-elle un piège ?... on pouvait s'attendre à tout de la part de cet homme. Néanmoins les capitaines Tournier, Racine et Péroz se rendent à son camp. Les négociations s'ouvrent sous des auspices favorables pour nous : notre vieil ennemi, sentant derrière nos officiers la présence de la terrible colonne, promet de nous abandonner la rive gauche du Niger, de se retirer dans son ancienne capitale de Bissandougou et de nous confier son fils Karomoko à qui l'on promet un voyage à Paris. Mais tout à coup il apprend que la colonne Frey a fait demi-tour, qu'elle force de vitesse sur Kita, qu'à l'appel de Mahmadou-Lamine les Sarakollés dévastent le Bondou jusqu'aux portes de Kayes. Samory ergote, revient sur ses promesses, ne passe avec nos officiers qu'un engagement sans valeur ; avant de signer un traité définitif, le sournois

vieillard attendra que son fils soit de retour de Paris et le renseigne exactement sur notre puissance. Le capitaine Tournier est obligé de se contenter de cet otage. Karamoko vient en 1886 exciter la curiosité des Parisiens ; mais la curiosité de Karamoko (dont le voyage nous coûta la légère somme de 60.000 fr.) fut singulièrement excitée par tout ce qu'il vit à Paris : la revue du 14 juillet fit sur lui une telle impression qu'il prophétisa le triste sort que l'avenir devait réserver à son père.

Il était temps que le colonel Frey rentrât à Kayes où les intrigues de Mahmadou-Lamine y rendaient sa présence indispensable. « Ce prophète était né aux environs de Bakel : à l'âge de vingt ans, il partit pour la Mecque et resta absent pendant trente années au cours desquelles il vécut, parait-il, à Constantinople. Comme il revenait vers le Sénégal, annonçant ses projets de fondation d'un empire Sarakollé, Ahmadou le retint prisonnier pendant six années à Ségou ; Lamine n'avait pu s'échapper qu'en 1885. De retour dans son pays, il se mit à quêter partout des partisans. » Jusqu'à Bafoulabé sa propagande n'eut qu'un succès de rire. Mais petit à petit les partisans lui vinrent. Tirant de l'argent on ne savait d'où, il éblouissait par son faste les chefs des environs. Un jour, las de ses manœuvres, le lieutenant Sauvage lui fit signifier de déguerpir au plus vite — « Dieu seul et moi, répondit impertinemment le saint marabout, connaissons la date de mon départ...! » Une heure après, au grand salam de l'après-midi, Lamine, entouré d'un millier d'admirateurs, faisait ses dévotions, quand il sentit tout à coup un nœud coulant s'abattre sur ses épaules. Congestionné par une brusque traction il n'eut que la force de s'écrier : « La foudre va tomber! » La foudre ne tomba pas ; elle se contenta de répondre en ces termes au prophète par l'organe simple et de bon goût d'un caporal de



PONT SUR LA BAOULÉ (PRÈS KOUNDOU)



BAKEL.

tirailleurs : « Lamine, bonjour ! tu vois cette corde ? » Lamine fait une horrible grimace... — Tu vois cet arbre... ? Si demain au lever du soleil tu n'as pas quitté Bafoulabé, tu feras salam entre cette branche et la terre; à cette hauteur ceux qui t'aiment pourront te voir de plus loin ! C'est la parole du commandant !... Lamine, bonjour ! » Le lendemain Lamine avait disparu.

Quelques semaines après, l'ancien pèlerin de la Mecque arrivait à Bakel et était reçu avec empressement dans cette ville mahométane. Pensant utiliser sa vieille haine contre Ahmadou, dont les allures devenaient de plus en plus suspectes, le colonel recommanda de bien traiter Lamine et lui fit très bon accueil. Le prophète tira profit de ce mauvais calcul pour asseoir son influence sur des pays qui relevaient de notre protectorat et y lever des partisans. Soudain il se met en campagne et massacre une petite colonne partie de Kayes sous les ordres du capitaine Joly. Le danger prend bientôt des proportions inquiétantes. Le marabout, à la tête de 10.000 musulmans, se jette sur Bakel et brûle la ville. Heureusement le fort tient bon; quoique Lamine eût dit à ses soldats qu'Allah empêcherait de parler nos canons, ceux-ci se montrèrent particulièrement bavards. Au premier choc, 300 Sarakollés étaient restés au pied des remparts.

La ville était toujours bloquée à distance quand le commandant supé-

rieur, crevant ses chevaux sur la route, arriva à Kayes. Électrisant ses hommes, qui ont en 4 mois déjà parcouru 1 200 kilomètres, il leur fit, pendant trois semaines, franchir chaque jour des distances de 50 kilomètres par 45° de chaleur. L'armée de Mahmadou écrasée en détail est dispersée ; le prophète lui-même manque d'être pris à Kidira et laisse aux mains de nos tirailleurs ses femmes, ses trésors et sa provision de 300 Corans. Six mois plus tard, il essaie d'enlever le poste de Sénoudébou, mais le sous-lieutenant indigène Yoro-Coumba lui inflige un rude échec.



FEMMES DE SÉNOUDÉBOU

L'année suivante le lieutenant-colonel Gallieni succède au colonel Frey. Pour en finir une bonne fois avec Mahmadou-Lamine, le colonel lance à 200 kilomètres au sud de Bakel une colonne commandée par le capitaine Fortin. Le 8 décembre 1887, le prophète était tranquillement dans son tata de Touba-Kouta, quand nos soldats se présentent devant la porte. Grâce à une résistance opiniâtre de ses fidèles, il réussit à s'échapper; mais ce n'est qu'un répit : nos auxiliaires indigènes se jettent à sa poursuite, le rejoignent près de l'île Mac-Carthy, sur les confins de la Gambie, le traquent « comme sloughi un lièvre », le ramassent épuisé, lui coupent la tête, la mettent dans un sac de sel et l'envoient au capitaine Fortin.

Pendant ce temps le capitaine Péroz envoyé de nouveau chez Samory, en obtient la signature d'un nouveau traité. L'almamy dûment renseigné sur le nombre des soldats français « plus nombreux que les étoiles du ciel » par le jeune Karomoko retour de Paris, consent à nous abandonner définitivement la rive gauche du Niger. De son côté Ahmadou, peu rassuré par le voisinage de nos colonnes, place ses États sous notre protectorat.

Le colonel Gallieni, dont à ce moment déjà la grande science militaire n'avait d'égale que l'admirable talent d'organisation, estime que l'heure

est venue de commencer à mettre en valeur notre domaine soudanais en secondant à la fois l'énergie commerciale des indigènes et les tentatives des maisons françaises. Les deux plus puissants facteurs de colonisation sont pour lui le chemin de fer et l'école. Bientôt les wagons circulent de Kayes à Bafoulabé, sur une section de 210 kilomètres, soit par traction mécanique soit par traction animale ; une petite voie ferrée de 60 kilomètres mène jusqu'à Dioubé ; ainsi sont reliés entre eux les centres militaires et les marchés mensuels qu'à créés, dès 1882, le colonel Desbordes. Secondé par l'Alliance française, qui met à sa disposition de l'argent et du matériel, le colonel Gallieni fonde des écoles à Bakel,



FORT DE BAMMAKO

Kayes, Bafoulabé, Badoumbé, Kita, Niagassola, Siguiri, Koundou, Bammako. A de dévoués sous-officiers incombe la mission d'apprendre aux enfants à parler notre langue, à se rendre un compte exact de l'œuvre de bonté et de justice que la France est venue entreprendre dans leur pays. Tout d'abord le mobilier fut construit avec de vieilles caisses à biscuit ; avec beaucoup d'eau de lessive et un peu d'aniline on fit de l'encre ; les charpentiers prêtaient leurs crayons et leurs planches qu'ils employaient ensuite recouvertes par les bambins nègres de rudimentaires inscriptions. Les écoliers de Kayes, recrutés parmi les fils de chefs montrèrent les plus heureuses dispositions ; nos écoles soudanaises comptaient en 1887 un peu plus de 400 élèves.

L'œuvre militaire marche parallèlement à l'œuvre pacifique : des forts sont bâtis dans la région de Siguiri pour contenir un retour offensif de Samory ; le capitaine Audéoud est envoyé dans le Fouta-Djalon pour calmer l'agitation inquiétante des almamys.

Puis, comme le moment semble opportun de pénétrer les régions sur lesquelles notre influence est appelée à s'étendre progressivement et de prévenir les accaparements de l'Angleterre qui, en attendant mieux, n'a cessé d'exploiter commercialement la haine de Samory contre nous en se faisant sa pourvoyeuse de fusils et de poudre, le capitaine Audéoud, puis le lieutenant Quiquandon partent en reconnaissance vers le nord, dans le Bélédougou et rapportent de précieux renseignements sur les ressources insoupçonnées que peut, le cas échéant, se procurer dans cette région le sultan Ahmadou dont l'amitié semble devenir chaque jour plus fragile.

Une expédition est également organisée, en 1887, pour étudier le régime commercial et politique des pays du Niger jusqu'à Timbouktou. Dans les premiers mois de cette année on avait réussi à transporter sur le Niger, en dessous de Bammako, une canonnière démontable *le Niger* sur laquelle le commandant Caron s'embarqua en compagnie d'un descendant d'El-Hadj-Omar, El-Hadj-el-Kader. Ahmadou apprit, non sans amertume, que les couleurs françaises avaient flotté sous les murs de Ségou et que nos officiers en avaient scrupuleusement relevé les abords. Continuant à descendre le fleuve le petit bateau traverse les états du Macina gouvernés par Tidiani, un neveu du vaincu de Médine. L'accueil brutal que reçoit la mission lui laisse présager de prochaines difficultés du côté d'Ahmadou, cousin de Tidiani. Le sultan interdit, en effet, à nos marins de pousser plus avant sur le Niger et tente même de les retenir prisonniers. Ceux-ci purent heureusement lui en imposer par l'énergie de leur attitude. Ils sortirent fièrement de Bandiagara, capitale de Macina, et, continuant à descendre le fleuve, malgré la défense du potentat, arrivèrent bientôt au lac Déboé dont jadis René Callié avait baptisé les îlots. Le 16 août 1887, *le Niger* stoppait en vue de Kabara.



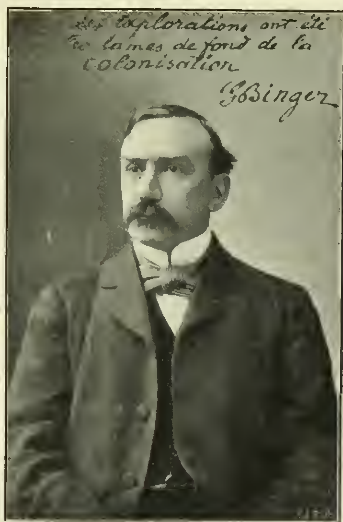
TIMBOUKTOU (CÔTÉ OUEST)

Le pays de Timbouktou avait bien changé depuis le voyage mémorable de Caillié. Les Touareg y avaient fait leur apparition, jetant dans la misère la riche confrérie de marchands dont les caravanes remontaient naguère jusqu'à Tripoli : sous la domination de ces barbares, la population

de la ville avait diminué de moitié. Quand le commandant Caron voulut débarquer, les Touareg se massèrent en armes sur le rivage. « Tidiani, paraît-il, avait écrit au chef Targui que la canonnière française se rendait chez lui avec de mauvaises intentions et qu'elle renfermait dans ses soutes des briques et de la chaux pour construire un fort. » Si elle ne contenait point de ces matériaux, elle ne contenait guère plus de combustible ; aussi, après avoir relevé avec mille précautions la topographie du pays, le commandant Caron dût-il donner l'ordre du retour qui n'eut pas lieu sans peine. *Le Niger* faillit faire naufrage dans le lac Déboé, sur lequel s'abattit un cyclone d'une telle violence que les lames par endroits se creusaient au point d'en découvrir le fond. Il fallut plus d'un mois au vaillant petit navire pour regagner son mouillage de Bammako.

* * *

Mais parmi toutes les missions qui partirent en ce temps là de France et de Saint-Louis pour étendre nos connaissances géographiques du Soudan, la plus audacieuse et la plus fertile fut celle du lieutenant Binger.



LE COMMANDANT BINGER

Engagé volontaire à dix-huit ans, élève de Saint-Maixent, sous-lieutenant d'infanterie de marine en 1880, Binger arrivait au Sénégal l'année suivante ; puis, après un court séjour en France, en qualité d'officier d'ordonnance de Faidherbe, il repartait aussitôt pour l'Afrique, désireux de mettre à profit les leçons de son illustre maître. Le ministère des colonies et celui des affaires étrangères lui avaient confié la mission d'aller reconnaître l'immense territoire de la boucle du Niger circonscrit au nord-ouest par l'itinéraire du Français René Caillié et au nord-est par celui de l'illustre voyageur allemand Henri Barth.

Binger part de Kayes avec son domestique Diawé, neuf nègres et onze bourriquots ; pour toute armes, deux fusils Gras, un fusil de chasse et un

revolver. Arrivé à Bammako il hésite s'il ira d'abord rendre visite à Ahmadou ou à notre autre excellent ami Samory. Il se décide en faveur de ce dernier. En route, il apprend que Samory est parti en guerre contre son voisin Tiéba et que ce dernier met la plus mauvaise grâce à laisser prendre sa capitale de Sikasso. Persuadé que la présence d'un officier français au milieu de ses sofas suffira à lui donner la victoire, Samory envoie au lieutenant une invitation, rédigée dans un style qui n'avait rien de commun avec celui des chancelleries, de venir le rejoindre au plus tôt sous les murs de la ville assiégée. Binger, après sept jours d'une marche à travers un pays horriblement dévasté par la guerre, arrive au rendez-vous et constate le lamentable état de l'armée assiégeante. Rien d'ailleurs de plus semblable au siège de Troie, d'épique mémoire, que celui de la capitale de Tiéba. A chaque instant l'almany était obligé de rompre l'investissement pour chercher de quoi mettre sous la dent ou dans les fusils de ses guerriers ; Tiéba en profitait pour appeler à son tour un de ses vassaux, pour tomber sur le poste de surveillance laissé par Samory, lequel était régulièrement enlevé. Dès que l'Agamemnon malinké reparaissait, le Priam de Sikasso renvoyait les bouches inutiles et se renfermait tranquillement dans son tata. Vivement sollicité d'apporter son concours à la destruction de la place, Binger se contente d'offrir sa médiation : c'était peu au gré de Samory qui avait juré de ne rentrer qu'avec la tête de Tiéba dans un sac de sel. Les instances du prince Karamoko pour amener Binger à une alliance offensive et défensive échouent également ; peu de temps après le départ de son hôte, Samory fit cruellement payer à son fils son échec diplomatique. En effet, risquant le tout pour le tout, Binger avait déclaré net à Samory qu'il voulait partir. Et comme l'almany montrait à le retenir un empressement excessif, il quittait Sikasso de nuit avec deux hommes pour toute escorte.

Pour comble de malchance il lui fallait faire route à travers les états de Tiéba, qu'avait gonflé d'orgueil l'échec final de Samory et qui ne pouvait évidemment savoir gré au français de sa présence parmi les Malinkés. Les deux guides qu'il a fini par se procurer le lâchent en pleine forêt et rentrent chez eux en annonçant « que ce pauvre blanc devait avoir eu le cou coupé ainsi que ses compagnons. » La nouvelle en parvint même en France, et M[me] Binger porta pendant six mois le deuil de son fils. Enfin, après quinze jours de misères indicibles, le vaillant explorateur arrive dans le Fourou, royaume vassal de Tiéba, habité par les Sénoufos,

industrieux et pacifiques artisans qui lui font le meilleur accueil. Il y reste quelque temps et quitte enfin les états de Tiéba pour pénétrer sur ceux du roi Pégué. « Malheureusement Pégué, superstitieux comme tous les nègres, ayant appris que Tidiani, sultan du Macina, était mort quelques jours après le passage de notre canonnière sur le Niger, et que même accident était arrivé au roi du Fourou, juste le lendemain du départ de Binger, en conclut que les blancs avaient le mauvais œil et refusa de recevoir celui-là, craignant que sa seule présence le fît passer de vie à trépas ». L'étranger ne réussit à se concilier les bonnes grâces de Pégué qu'en se chargeant lui-même, et bien malgré lui, du rôle de moribond ; une violente atteinte de fièvre bilieuse hématurique le mit en effet à deux doigts de la mort.



GRIGRIS

A peine remis, il reprend la route de Kong, avec une lettre de recommandation de Pégué dans sa poche.

« Un an après mon départ de Bordeaux, et jour pour jour, écrit Binger, c'est-à-dire le 20 février 1888, je fis mon entrée dans la ville, monté sur un modeste bœuf porteur, au milieu d'une population qui paraissait n'être ni hostile ni bienveillante, mais avide de voir un Européen. Les toits, les rues, les arbres, les carrefours étaient pleins de gens qui se battaient pour se trouver sur mon passage. Ce n'est que grâce à une douzaine de vigoureux gaillards, esclaves du chef du village, armés de fouets, rossant tous ceux qui encombraient les ruelles trop étroites par lesquelles je devais passer, que je parvins à gagner une petite place où l'on fit arrêter mon convoi... Le lendemain, après les visites et la remise des cadeaux d'usage, grand palabre... Je fus interrogé à fond sur les guerres de Samory que j'étais suspecté d'être venu espionner... J'exposai que je n'avais d'autre mission que de rechercher les produits qui pouvaient être échangés entre mon

pays et le pays de Kong, pour le plus grand bien de l'un et de l'autre. Karamoko-Oulé, gouverneur de Kong, répondit de la façon suivante : « Chrétien, ton parler est droit. Nous avons tous compris ce que tu viens de nous dire, et je t'en remercie au nom de tout mon pays. Pour mon compte, j'étais convaincu qu'un blanc ne faisait qu'un métier honnête. Si Dieu t'a laissé traverser tout le pays, c'est que c'est sa volonté. Ce n'est pas nous qui aspirons contre la volonté du Tout-puissant. Amen ! » Le chef de la ville ajouta : « Tu peux considérer Kong comme la ville de ton père et tu y resteras tant que tu voudras. Quand tu voudras nous quitter, je te ferai remettre un sauf-conduit qui te permettra de circuler partout avec notre recommandation. »

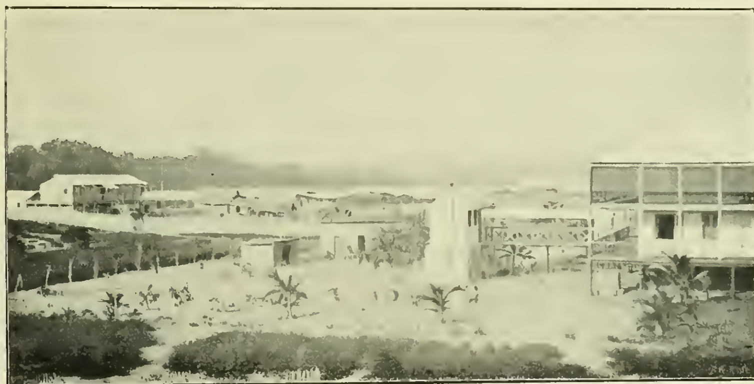


VILLAGE DE LA CÔTE DE L'IVOIRE

La vue de Kong ne causa aucune surprise à notre voyageur qui s'attendait bien à n'y trouver qu'une vulgaire cité soudanaise aux pauvres maisons bâties en pisé sur ruelles tortueuses et mal odorantes. Toutefois le commerce y était très florissant ; il s'y faisait un grand échange de cotonnades, de tabac, de kola, de poteries, d'ouvrages en cuir, d'instruments aratoires, d'armes et d'or.

Au bout de quelques jours Karamoko-Oulé et ses 12 000 administrés furent les meilleurs amis du monde avec l'Européen et ne le laissèrent partir que muni de lettres de recommandation pour les états musulmans qu'il devait traverser.

De Kong, Binger se dirige vers le nord, à travers les industrieuses populations des Bobos, où la plus noble industrie était celle des barbiers. Puis il visite les pays des Niénégué, des Somo, fétichistes intransigeants qu'effrayaient un carnet, un pliant, un parasol même et qui ne s'abstinrent de déférer l'explorateur à leur Haute-Cour, du chef de sorcellerie, que parce qu'ils n'avaient pas de Haute-Cour. Se dirigeant ensuite vers l'est, celui-ci arrive jusqu'à Ouagadougou, capitale du Mossi. Bien reçu par Baukary-



GRAND-BASSAM

Noba, héritier présomptif de la couronne, il se voit tout à coup obligé de quitter la ville par ordre du « roi des rois » Noba-Sanoum qu'a effrayé la nouvelle de la marche d'une mission allemande en pays Togo et qui se croit menacé d'une invasion blanche. Il faut revenir vers le sud et traverser à marches forcées le superbe pays du Mossi, vraie Normandie du Soudan. Malheureusement les gens ne valaient point le sol et préféraient vivre du pillage que de l'agriculture. Vivant de millet et de maïs grillé, Binger atteint au bout de dix-huit jours la Volta et l'hospitalière cité musulmane des Oual-Oualé. Il y reste quarante-cinq jours à grelotter la fièvre, et ne se remet que grâce aux bons soins de son hôte et de l'imam. A peine sur pied il reprend sa route vers le gros marché de Salaga, où il peut enfin faire passer de ses nouvelles en France, et regagne Kong à travers un affreux pays que la saison des pluies a transformé en marécage. Là, une grande joie lui est réservée. Le 8 janvier 1889, la première personne qu'il voit venir au devant de lui est M. Treich-Laplène que le très libéral M. Verdier, arma-

teur à la Rochelle et propriétaire de riches comptoirs sur la côte de Guinée, a envoyé à son secours, partageant avec le gouvernement la moitié des frais de l'expédition. Comme un bonheur n'arrive jamais seul, Binger réussit à obtenir de Karamoko-Oulé un traité qui plaçait les états de Kong sous le protectorat de la France. Après avoir échangé de touchants adieux avec le sultan et lui avoir fait promesse de revenir le voir (promesse que le capitaine devait tenir plus tard en compagnie de M. Marcel Monnier) la mission gagna le fleuve Comoé dont les chefs riverains reconnurent également notre protectorat. Enfin, dans les premiers jours de mars 1889, nos deux héroïques voyageurs apercevaient la blanche silhouette du *Diamant* qui les amenait bientôt sur la côte de l'Ivoire, puis à Grand-Bassam ; « quelques semaines après, c'était le Sénégal, la France et Paris. »

De ce voyage de 4 000 kilomètres, effectué par des prodiges d'endurance et de volonté, découlait un résultat des plus précieux : les traités de protectorat conclus avec les souverains des royaumes parcourus mettaient en communication ininterrompue nos possessions du Soudan avec celles de la Côte d'Ivoire et barraient la route à la concurrence européenne. Un large portique était ouvert par le sud à notre expansion vers l'intérieur ; de nouvelles missions devaient le franchir bientôt et parfaire l'œuvre grandiose du capitaine Binger.

CHAPITRE XXIV

La France au Soudan.

1888 à 1893

Le commandant Archinard. — Prise de Koundian. — Conquête du pays Toucouleur.
L'occupation de Timbouktou. — Mort de l'enseigne de vaisseau Aube. — Massacre de la colonne Bonnier. — Le colonel Joffre venge Bonnier.
Le capitaine Quiquandon et le Dr Crozat chez le roi Tiéba. — Nouvelles hostilités contre Samory. — Prise de Kinian. — A la poursuite de l'almany. — Mort du lieutenant Biétrix et du capitaine Ménard.
Le Dr Crozat au Mossi. — La Convention du Niger. — La mission Monteil : de Saint-Louis à Tripoli de Barbarie.

Le commandant Archinard, nommé gouverneur du Soudan en 1888, poursuit la tâche de pacification et de mise en valeur de nos territoires si énergiquement commencée par le colonel Gallieni ; il pousse activement les travaux de la voie ferrée, profite de l'affaiblissement militaire de Samory pour lui imposer un troisième traité qui le rejette définitivement sur la rive droite du Niger et envoie les canonnières *le Niger* et *le Mage* montrer de nouveau aux riverains du fleuve le drapeau français que le commandant Caron y a déployé pour la première fois.

Mais un grave symptôme vient prouver au commandant que l'heure de désarmer n'est pas encore arrivée. Dans le sud de Bafoulabé, près de la rive gauche du Bafing, était un repaire de bandits toucouleurs, Koundian, dont les gens, tout en affirmant leur indépendance d'Ahmadou, ne négligeaient rien pour seconder la politique antifrançaise du sultan de Ségou. La forteresse toucouleure est enlevée, malgré une résistance opiniâtre, et toute communication se trouve ainsi coupée entre Nioro, la nouvelle capitale d'Ahmadou, et Dinguiray, résidence de son frère Aguibou.

La prise de Koundian avait exaspéré Ahmadou. Ses sofas commencent dès lors à violer nos territoires, poussant leurs ravages jusqu'aux faubourgs de Kayes, jusqu'à Médine même. Pour ne pas brusquer les événements, le commandant Archinard propose à Ahmadou un règlement amiable de frontières. Le despote s'enhardit, s'épand en récriminations et déclare que les Français ne sauraient être admis dans ses états qu'en qualité de commerçants et non de propriétaires du sol : c'était la guerre.



J'ai toujours été de ceux qui croient à l'utilité de la race noire sur la surface du globe sans qu'il soit nécessaire de la priver de ses droits imprescriptibles à la famille et à la liberté individuelle.

Gal Archinard

Le 15 février 1890, la plus belle colonne qui ait encore parcouru l'Afrique centrale part du camp de Longtou sous Médine. « Cette petite armée qui entreprenait la conquête d'un empire plus grand que la France se composait de 742 combattants, dont 103 européens ; elle emmenait avec elle 9 pièces d'artillerie ; un millier d'auxiliaires bambaras l'accompagnaient ; les porteurs et non combattants étaient au nombre d'environ 1 200. Le 6 avril 1890, on arrive en vue de Ségou-Sikoro où Madani, fils d'Ahmadou, a sérieusement organisé la résistance. Toutes les précautions stratégiques étaient prises pour le passage du fleuve, quand on apprit que Madani avait déguerpi. Le harem du sultan, son jeune fils Abdoulay, le trésor qui ne s'élevait qu'à 250 000 francs, l'arsenal qui ne contenait plus que quelques fusils rouillés et trois vieux canons, tombent entre nos mains. On installe dans la ville le vieux roi Mari-Diara, l'obscur rejeton d'une ancienne dynastie bambara. On prit heureusement la précaution de laisser 27 hommes et 3 canons à Ségou : peu de temps après en effet Mari-Diara voulut se tourner contre nous ; cette tentative lui coûta la couronne qu'obtint Bodian.

Autrement plus pénible fut la prise d'Ouossébougou, principale place-forte du Kaarta, qu'Ahmadou considérait comme imprenable. 300 réguliers

et 2 canons détachés de la colonne principale arrivent un matin en vue de la place que défendaient 1 000 cavaliers et 3000 fantassins. « On mit les deux petits canons en batterie, raconte le commandant Archinard, à 400 mètres, puis à 300. Une brèche, puis une autre sont pratiquées..... Vers 5 heures, au signal donné, les tirailleurs sous les ordres du capitaine Launay, des lieutenants Levasseur et Alakaméssa se jettent sur la brèche; les assiégés opposent une résistance désespérée; tous les officiers et sous-officiers européens sont tués ou blessés; les auxiliaires bambaras hésitent, reculent, sont pris de panique. Le jour finit et les réguliers passent la nuit sous les armes dans les positions conquises. Au matin du 26, il faut recommencer le feu d'artillerie, canonner la citadelle et les quartiers voisins. Vers midi et demi, le commandant réunit les chefs indigènes et leur fait la petite harangue suivante : — « Vous m'avez dit que je n'aurais qu'un trou à faire avec nos canons et que vous passeriez tous; j'en ai fait cinquante... Tout le monde dit que les Bambaras ne reculent pas et je le croyais. Autrement j'aurais amené 100 tirailleurs de plus et tout serait fini depuis longtemps... Cette fois-ci je vais vous laisser aller seuls, je veux savoir au juste ce que valent les Bambaras. » Nos auxiliaires se groupent par cantons; c'est à qui se lancera le premier à l'assaut; la porte de la citadelle est enfoncée, la place enlevée. Mais parmi les vaincus pas un ne se rend : on en voit qui s'enferment dans leurs maisons avec leurs familles et y mettent le feu. Le chef toucouleur, un héros dont le nom mérite d'être conservé, Bandiougou-Diara, couronne cette défense à la Saragosse en se faisant sauter avec une partie du château.



TIRAILLEUR BAMBARA

Ahmadou voyait ses États réduits au Kaarta, avec Nioro comme capitale. Accablé par une série de nouvelles défaites (dont celle de Koniakary seule lui coûta 1 300 guerriers) Ahmadou « que ses derniers fidèles accusaient de couardise parce qu'il n'avait paru sur aucun champ de bataille, réunit ses

guerriers notables et leur dit : « Je ne suis plus rien ; j'ai perdu ma famille, j'ai perdu la maison de mon père ; j'ai défendu à mes *griots* (bardes officiels) de chanter mes louanges et de continuer à m'appeler le *casseur de têtes*. Je ne suis plus qu'un musulman comme vous ; je ferai ce que vous déciderez. » Il fut décidé qu'on essaierait de reprendre Koniakary, où le lieutenant Valentin était resté avec une poignée d'hommes. L'attaque fut savamment préparée par les griots qui foudroyèrent la place de leurs sortilèges. Puis



UN GRIOT

l'assaut fut donné. Ahmadou y perdit ce qui lui restait de ses vieilles troupes. Le commandant Ruault les achevait à Oualia en décembre 1890.

Le 1er janvier 1891, le commandant Archinard, devenu lieutenant-colonel, arrivait devant Nioro après une série de brillants combats livrés aux nouvelles troupes recrutées par Ahmadou et entrait sans coup férir dans la capitale toucouleure : outre de grands approvisionnements en poudre et en vivres on y trouvait..... un canapé et des fauteuils Louis XV avec des bergères de Watteau. Le lieutenant Marchand se jette à la poursuite du vaincu avec un escadron de spahis, le traque de village en village, le jette dans le désert où ses fidèles l'abandonnent « après l'avoir dépouillé de ses dernières pièces d'or. » Seul l'épuisement des chevaux oblige la vaillante petite colonne à s'arrêter. Ahmadou, après avoir erré quelque temps dans le Macina, se décidait à y solliciter l'hospitalité de son frère Mounirou qui venait de succéder à Tidiani.

Pour briser l'empire maure fondé par El-Hadj-Omar, le colonel Archinard en partage les provinces entre les descendants des dynasties Bambaras dépossédées par le prophète et son fils. Le royaume de Ségou fut coupé en deux. La partie méridionale resta à notre allié Bodian ; la partie septentrionale, avec Sansanding comme capitale, fut donnée à un chef sénégalais Mademba, que son dévouement à la cause française et ses réelles qualités d'administrateur désignaient pour cet honneur.



CHEFS TOUCOULEURS D'OUOSSEBOUGOU

Le colonel Archinard n'en avait pas cependant fini avec Ahmadou. En 1892, l'émule de Samory réussit à grouper encore une fois autour de son étendard les irréductibles tribus Maures qu'électrise son fanatisme ; il fait traîtreusement assassiner son frère, se fait proclamer roi du Macina à sa place et concentre toutes ses forces à Dienné. Averti par les habitants de cette ville, victimes de la soldatesque d'Ahmadou, le colonel organise une forte colonne dont il prend lui-même le commandement. La résistance des Toucouleurs fut acharnée ; il fallut vingt-quatre heures de canonnade et d'assauts répétés pour en venir à bout ; deux officiers, le capitaine Lespiau et le lieutenant Dugast furent tués raides sur la brèche. Mais si cette victoire nous donne tout le Macina elle ne nous livre pas encore Ahmadou. Aguibou, son frère et son plus mortel ennemi, est installé à Bandiagara en qualité de roi et se met au service du capitaine Blachère pour couper la retraite au fuyard. Le capitaine retrouve sa piste, lui donne la chasse pendant toute une nuit, l'atteint à Adella et lui tue 130 partisans. Mais Ahma-

dou se dérobe encore. Nouvelle rencontre dans le défilé de Hombasi ; la famille du Sultan est prise et ses derniers fidèles se font tuer bravement jusqu'au dernier pour lui permettre de fuir aussi lâchement.

Les territoires du Soudan septentrional nous appartenaient désormais sans conteste ; la route terrestre de Timbouktou s'ouvrait devant nous ; une sanglante tragédie allait hâter notre prise de possession de la vieille cité africaine.

En 1889 le lieutenant de vaisseau Jaime avait été chargé de renouveler jusqu'à Timbouktou la belle reconnaissance que deux ans auparavant son collègue Caron avait poussée sur le Moyen-Niger. L'accueil fait par les Touareg à la mission l'avait obligée, pour sauver une partie de l'équipage envoyée en études topographiques, de faire connaître à ces brigands la puissance de nos canons-revolvers. Comme nous ne pouvions laisser ces pillards sur l'impression de notre retraite précipitée qu'ils interprétaient comme une défaite, une petite flottille fut confiée au lieutenant de vaisseau Boiteux ; son rôle devait se borner à tenir libres les rives du fleuve. L'attitude menaçante des riverains oblige cet officier à outrepasser ses instructions ; il débarque à Kabara ses équipages, sans cesse harcelés par les coups de feu des Touareg, marche sur Timbouktou et y plante le drapeau français.

Nous avons déjà vu qu'une certaine distance sépare le port de Kabara de la ville de Timbouktou. L'enseigne de vaisseau Aube, laissé à la garde des bateaux, reçoit l'ordre d'amener un second maître et des laptots pour renforcer la petite garnison menacée par les bandes Touareg, chaque jour plus nombreuses dans le nord. Le jeune officier vient à peine de quitter ses canonnières que plusieurs centaines de barbares se précipitent sur lui ; le second maître et 20 laptots tombent mortellement frappés près de lui.

En apprenant l'imprudence du lieutenant de vaisseau Boiteux, persuadé que les Touareg n'auront de repos qu'après avoir exterminé la minuscule garnison, le colonel Bonnier qui opérait sur la rive droite du Niger, recrute en toute hâte des pirogues, y embarque ses tirailleurs, ses canons et, avant même de connaître la mort de l'enseigne Aube, dépêche un émissaire au commandant du génie Joffre, en marche sur la rive gauche du fleuve ; il lui ordonne de le rejoindre au plus vite sous les murs de Timbouktou. Le 10 janvier, le colonel débarquait au-dessus de Kabara réussissait à traverser les masses ennemies prêtes à livrer l'assaut et dégageait le commandant

Boiteux dont l'imprudente désobéissance fut sévèrement blâmée. Elle devait avoir de terribles conséquences.

Les Touareg avaient disparu comme par enchantement des environs de la ville : mais le colonel Bonnier ne se méprenait pas sur leurs intentions, et, voulant à tout prix connaître dans quel repli du désert leurs bandes étaient allées s'embusquer, il laisse le commandement de la place au capitaine Philippe, emmène avec lui tout son état-major, une compagnie et demie de tirailleurs et un convoi de 200 porteurs ; le 13, il s'éloigne dans la direction de l'Ouest.

« Après avoir pris le campement d'un chef targui, le 14 dans l'après-midi, dit le capitaine Philippe dans son rapport officiel, et enlevé un nom-



MOSQUÉE DE SANKORÉ (TIMBOUKTOU)

breux troupeau, le colonel apprenait que les Touareg se trouvaient à quelque distance de là ; la colonne se remet en marche à trois heures de l'après-midi, laissant une section de la 11e compagnie et une section de la 5e sous le commandement du sous-lieutenant Sarda pour la garde du troupeau. Vers la nuit, la colonne arrivait au campement évacué, ou paraissant l'être, campement situé sur une bande de sable entourée à peu de distance d'une haute végétation. A quatre heures du matin, le 15, les Touareg surprenaient la colonne endormie et mal gardée dans le campement où elle s'était installée en arrivant, campement qu'ils connaissaient admirablement puisqu'il leur appartenait. Aucune reconnaissance des environs n'avait été faite. Suivis de nombreux piétons armés, les cavaliers Touareg sont arrivés sur les faisceaux avant que le cri « aux armes ! » ait été poussé, les sentinelles placées à peu de distance des faisceaux ayant été culbutées rapidement ; un groupe de cavaliers tombait en même temps sur l'état-major

placé dans une clairière et d'un accès des plus faciles. Des bœufs lâchés par des Touareg contribuent encore au désordre épouvantable d'un moment pareil.

« Le capitaine Nigotte, chargé de la topographie et couché à l'état-major, a pu seul s'échapper avec un coup de sabre à la tête, heureusement sans grande gravité. Il a rejoint le peloton de garde au troupeau ainsi que de nombreux fuyards et a pu rentrer ici avec cette troupe. Nos reconnaissances que je n'ai pu pousser assez loin en raison de l'insécurité de la place, environnée aussitôt de cavaliers rôdant par petits paquets et s'enfuyant d'ailleurs devant la moindre démonstration, ont pu recueillir encore quelques tirailleurs; d'autres sont revenus seuls, mais beaucoup sans armes ni munitions. Tout l'état-major est resté là-bas! » Le colonel, 3 officiers, 2 sergents européens, 1 interprète, 1 sergent, 6 caporaux et 61 tirailleurs indigènes avaient disparu; 95 fusils et 10 000 cartouches tombaient aux mains des Touareg.



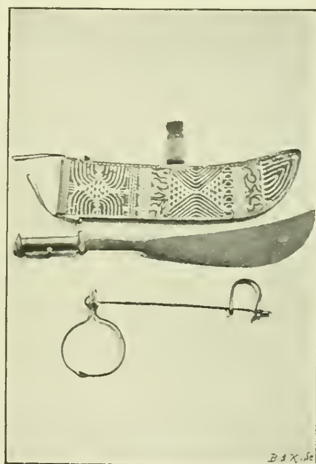
LE MARIGOT DE GOUNDAM

Le lieutenant-colonel Joffre, retardé dans sa marche par la difficulté de ravitailler ses troupes, ses 250 chevaux et ses 1 000 indigènes dans un pays hostile et ruiné par d'exceptionnelles inondations du Niger, est obligé de passer sur le ventre des Niafunkés, auxquels il tue 125 guerriers, pour atteindre le port de Goundam situé sur la rive droite du Niger. Le fleuve est large à cet endroit de plus de 300 mètres. Les Touareg ont emmené les pirogues sur l'autre rive et semblent décidés à disputer le passage : il faut une semaine pour se procurer les embarcations nécessaires. Enfin la colonne passe sous la protection de l'artillerie. Le 9 février, elle arrive sur le lieu du massacre du 15 janvier, y retrouve les cadavres des officiers et de quelques hommes, et les ramène à Timbouktou le 12.

Après quelques jours d'un repos bien gagné par une marche de 700 kilomètres à travers un horrible pays, commencent les opérations destinées à venger l'assassinat de nos soldats. Le 23 mars, un parti targui est cerné près le lac Goro; son chef et son lieutenant sont tués. Le 23, non loin de Goundam, 400 Touareg sont rejoints et laissent 120 morts sur

le terrain, dont tous leurs chefs sauf un; le reste s'enfuit en nous abandonnant 50 chevaux, 30 chameaux, 8000 moutons, 400 bœufs et 200 ânes. Peu de temps après, les gens du Tengueregit au nombre de 5 à 600, venaient demander l'aman, nous laissaient comme otages un chef et cinq notables et payaient une amende de 1 000 moutons.

Quant à la ville même de Timbouktou le gouvernement décida que notre drapeau y resterait pour toujours; cette conquête nous avait coûté trop de sang pour qu'il fût désormais possible de la rendre à la barbarie.



ARMES ET INSTRUMENTS DE CHASSEURS D'ESCLAVES

Si, en 1894, la route était libre vers le nord-est, de Médine à Timbouktou, à travers l'ancien empire toucouleur, le redoutable foyer d'hostilités allumé dans le sud-est par Samory couvait depuis 1889 et n'attendait que le plus léger souffle pour redevenir embrasement.

Au lendemain du traité qui nous abandonnait Siguiri, l'almany s'était retiré dans le Ouassoulou, vaste région de 125 000 kilomètres carrés qui confinait à la colonie anglaise de Sierra-Leone, à la république nègre de Libéria, aux États de Kong et à ceux de Tiéba, roi du Kénédougou. Sa capitale était Bissandougou. Notre vieil ennemi avait recruté par ses moyens habituels une nouvelle armée et cherché des alliés parmi ses puissants voisins. Il pouvait posséder à ce moment environ 30 000 hommes dont un bon tiers armés de fusils à tir rapide, d'énormes quantités de cartouches et 2 000 chevaux. Quelques déserteurs anglais avaient dressé ses troupes à manœuvrer à l'européenne et à exécuter des feux au commandement. Sous son autorité de fer se courbent servilement des lieutenants fanatiques dont le plus redoutable est Saракéni-Mory, fils de l'almany et de sa femme préférée la belle Sarah qui a réussi à faire du jeune guerrier l'héritier présomptif de Samory en empoisonnant successivement les autres fils de l'almany. L'entretien de ses troupes coûtait chaque année à Samory 300 000 vies humaines. « L'émir ne vit que par la guerre ; la guerre et la vente des captifs enlevés sur les pays ravagés peuvent seules lui don-

ner les moyens de retenir autour de lui ses sofas, de payer ses chevaux, ses fusils, ses munitions et aussi son luxe et celui de Sarah. Il lui faut pour cela jeter sur le marché au moins 25 000 esclaves par an; et si l'on pense à la quantité de gens massacrés dans les combats, aux blessés inguérissables et au déchet de la marchandise humaine, ce chiffre de 300 000 n'est pas exagéré. »

Le colonel Archinard, ayant eu, dès 1890, les preuves de la complicité de Samory avec Ahmadou et de ses intrigues avec les rois Aguibou et Tiéba, résolut de reprendre l'offensive contre lui.

Aguibou, frère d'Ahmadou, n'était qu'un minuscule sultan du Dinguiray. « Quoiqu'il s'intitulât volontiers le lion des lions, l'éléphant de guerre, quoiqu'il se vantât de pouvoir mettre en ligne 15 000 guerriers », il commandait à peine à 15 000 sujets de tout âge et de tout sexe et eût été bien en peine d'aligner 1 500 mauvais troupiers. Mais comme il haïssait Ahmadou, il fut aisé au colonel Archinard de le détourner de Samory; invité à venir à Kita, ce roitelet ne fit aucune difficulté pour placer ses états sous notre protectorat; le titre de roi lui fut confirmé, mais ses attributions furent transformées en celles de simple agent de notre police politique au Soudan.

Tiéba, roi du Kénédougou, présentait une surface monarchique plus appréciable. Ancien esclave comme Samory et comme lui passionné pour la guerre, mais plus brave de sa personne et d'une diplomatie plus clairvoyante que l'almany des Malinkés, ce « fama » s'était taillé, à peu près dans les mêmes temps, un état de 60 000 kilomètres carrés dans le fertile pays que limitaient à l'ouest le Bodével, au nord le Balevel, au sud les états de Kong et à l'est ceux du Mossi. Il avait bâti sa capitale, Sikasso, sur le versant septentrional de ce massif d'où s'échappent vers le nord la Bagoé et vers le sud la Volta noire; il la peuplait en y transportant de temps en temps les survivants des villes tombés en son pouvoir. Mais depuis le siège de Sikasso, auquel avait assisté Binger, Tiéba n'avait pour Samory qu'une affection plus que douteuse. Aussi, le colonel Archinard jugea-t-il qu'il ne devait pas être malaisé d'user l'un par l'autre ces deux potentats; et, comme Samory paraissait le plus irréductible des deux, c'est vers Tiéba que fut envoyé l'un de nos plus distingués officiers, le capitaine d'infanterie de marine Quiquandon que désignaient pour cette délicate mission ses succès diplomatiques dans le Fouta-Djallon. Le capitaine part de Bammako, le 1er mai 1890, en compagnie du Dr Crozat, de 4 spahis,

d'une quinzaine de tirailleurs et d'une équipe de porteurs traînant une petite pièce de 4. Il est reçu par Tiéba à Fonfona. Il lui faut d'abord faire oublier au « fama » que jadis un blanc (Binger) a accompagné Samory au siège de Sikasso. Il se concilie peu à peu ses bonnes grâces en lui faisant cadeau d'un kropatcheck et d'un cheval richement caparaçonné, puis en enseignant à une vingtaine de fils de chefs la manœuvre du



LA VOLTA

fusil à l'européenne. Malgré les représentations de quelques vieillards qu'effraie l'ingérance des blancs dans les affaires nègres et qui pencheraient pour une alliance avec Samory, Quiquandon décide Tiéba à se jeter sur les alliés de l'almany. Tiéba recrute ses sofas, et on se dirige sur Loutana en compagnie de la sœur du fama, l'illustre amazone Momo, la terreur de l'armée de Samory. « Je m'attendais, dit le capitaine, à voir quelque vigoureuse jeune fille, bien plantée, capable d'entraîner à sa suite et d'animer une troupe de cavaliers. Je fus bien déçu quand j'aperçus une tête affreuse enveloppée d'un *tama-sambé*, ravagée par la petite vérole,

l'œil petit et à demi éteint, la bouche légèrement tordue, les mains et les pieds rongés par la lèpre amputante. Momo a quarante-cinq ans au moins : elle ne saurait se tenir debout, ses pieds rongés ne le lui permettent pas. Un grand diable solidement charpenté est spécialement chargé de la monter à cheval, de la descendre et de la transporter à bout de bras chaque fois qu'elle a à se déplacer... pourtant Momo a une province à elle, une troupe à elle..., et elle dirige avec une sauvage énergie cavaliers et fantassins, montée sur le cheval de Fabou, ce lieutenant préféré de Samory qui fut tué à Sikasso.

Le capitaine Quiquandon et son escorte arrivèrent devant Loutana, en compagnie de la cohue inimaginable qu'était l'armée de Tiéba. Une petite troupe amenée par le sultan de Kinian, Kouroumina, vassal de Samory, essaie en vain de barrer la route ; elle est défaite. Loutana capitule. Le village voisin de Koulila est ensuite enlevé d'assaut ; une horrible scène de sac et d'incendie couronne la prise. L'armée victorieuse se porte alors contre Kinian, grosse ville de 3 200 mètres d'enceinte et dont Kouroumina est revenu commander les 4 000 guerriers. Un premier assaut est repoussé. Tiéba découragé supplie le capitaine Quiquandon de l'aider mieux que de ses conseils. Le capitaine met à profit cette occasion de se rendre une bonne fois maître de l'esprit du fama, fait amener son petit canon, le pointe contre le mur du tata et invite Tiéba à y mettre lui-même le feu. L'obus éclate dans la terre battue, y ouvre une brèche ; le roi « qui a cassé tant de villages » ne se tient plus de joie de son habileté et lance ses gens à l'assaut. Mais au moment de franchir la brèche, ceux-ci s'arrêtent et se prennent à échanger, sous une pluie de balles qui les décime, une série de réflexions sur le thème suivant : « Un village de roi, se disent-ils, ne se prend pas comme cela : on ne sait jamais ce qu'il y a dedans. Pour n'avoir pas cédé au canon des blancs, il faut que Kouroumina ait de fameux grigris ». Les grigris de Kouroumina font en effet une sortie qui coûte à Tiéba 500 tués ou blessés.

Le capitaine ne veut pourtant pas sacrifier la vie de ses tirailleurs aux ambitions de son allié ; il lui conseille de bloquer étroitement la ville, de la tenir en alerte par des attaques de nuit ; il lui promet de son côté de défoncer de temps en temps à coups d'obus les défenses ennemies. « Les sofas de Kouroumina furent splendides de bravoure. Ils étaient décidés à mourir et à vendre chèrement leur vie, bien convaincus que, pris, ils seraient égorgés. Dès qu'un obus faisait un trou dans le tata, dans ce trou passait



UN CAMPEMENT DE LA COLONNE ARCHINARD

un bras agitant l'indispensable queue de vache qui sert de drapeau aux noirs, puis une tête, puis un fusil qui généralement blessait quelqu'un. Un obus écrase le montant d'une des portes; aussitôt un sofa ouvre cette porte, s'avance d'une vingtaine de mètres, nous tire dessus et, au milieu d'une grêle de balles, se retire tranquillement, fermant la porte derrière lui. La porte n'est pas refermée qu'un obus la troue et éclate derrière. Le sofa, qui par miracle n'a pas été atteint, rouvre sa porte, et, pour nous narguer, avance et se met à danser en agitant son chasse-mouches comme pour nous faire fuir... » Cependant le temps presse; une colonne envoyée par Samory approche et rien ne semble décider les 12 000 combattants amenés par Tiéba devant Kinian à tenter le suprême assaut que conseille le capitaine. Heureusement Kouroumina, exaspéré par la famine, se précipite au dehors dans la nuit du 7 mars 1891, et traverse les lignes ennemies. La ville est aussitôt prise. Cette victoire, dont le fama eut le bon goût d'attribuer le succès à la mission, nous coûtait 1 tué et 13 blessés; elle coûtait à Tiéba près de 1 200 tués ou blessés.

Quelques jours après, le colonel Archinard s'attaquait à Samory lui-même dont le prestige était singulièrement compromis par la défaite de ses alliés. Une colonne de 740 combattants passe le Niger, traverse sous un soleil de plomb les pays où s'est exercé le sanguinaire despotisme de Samory et dont les populations accueillent le colonel en libérateur. Le 7 avril, elle tombe sur le dos des sofas au moment où ils allaient incendier la ville de Kankan, capitale de l'une des plus riches provinces asservies par l'almany. Défait encore à Diamenko, Samory rassemble ses chefs de cantons et leur déclare qu'au premier échec ils auront tous la tête tranchée. Ce doux encouragement ne produit que peu d'effet; le lendemain même leurs bandes étaient décimées à Kokouna; le surlendemain Bissandougou tombait entre nos mains et le colonel entrait dans le palais royal. Il ne faudrait pas conclure de cette pompeuse dénomination que nos braves tirailleurs trouvèrent dans ces Tuileries soudanaises fines courtines, ni même fauteuils Louis XV — comme chez Ahmadou. Bissandougou, dont les indigènes avaient tant vanté les beautés, n'était qu'un vulgaire village de nègre... un peu plus sale même que les autres. Ses splendeurs monumentales, faites de marbre en terre battue, de colonnades en pieux mal équarris, de dômes en vieille paille pourrie, flambèrent en quelques instants pour le plus grand bien de l'hygiène de nos troupes.

Mais, tel le vieil Antée, Samory terrassé se relevait chaque fois plus

souple et plus ardent à la lutte. Le lieutenant-colonel Humbert reprend, en 1892, la route de Bissandougou relevé de ses ruines; la victoire de Sanné lui en ouvre les portes. Du 1er janvier au 15 mars, 16 combats sont livrés entre cette ville et Sanankoro, qui en est distante d'environ 80 kilomètres dans le sud. Ce gros village devient le centre de ralliement de nos colonnes



BRIGADE TÉLÉGRAPHIQUE AU SOUDAN

qui tiennent sans cesse l'almany en haleine. Cerné dans Toukouro, Samory s'enfuit du tata devenu le cimetière de ses sofas, et, avec une petite élite de guerriers, reprend hardiment la direction du nord. Le 30 mars, le capitaine Wintenberger apprend qu'il s'est posté à 10 lieues de Kérouané pour tomber sur le premier détachement français qui passera. Le capitaine part la nuit tombante avec 110 hommes, accompagné du lieutenant Biétrix. Au matin, le village est surpris; mais les sofas qui composent la garde d'honneur de l'almany se précipitent en avant pour faire de leurs corps un rideau derrière lequel leur chef tente de se dérober. Biétrix a reconnu Samory qui se défile entre les cases; suivi d'un tirailleur il se jette au milieu des balles pour le saisir; le prophète essuie trois coups de feu

qui le manquent; mais, écrasés sous le nombre, Biétrix et son compagnon tombent mortellement frappés.

Une mort non moins cruelle devait, cette même année, jeter sur nos succès une ombre de deuil. Le capitaine Ménard, envoyé en mission dans le sud pour chercher une route qui permît de ravitailler nos colonnes par la côte de Guinée, avait passé un traité avec le chef d'une de ces innombrables tribus sur lesquelles s'appesantissait de temps en temps la férocité des recruteurs de sofas. De concert avec lui, il était allé attaquer la place de Séguéla, où se tenait un des lieutenants de l'almany. Le 4 février, Ménard arrivait le premier sur la brèche : mais une balle l'y frappait en plein front.



INTERPRÈTE BAMBARA

Le colonel Archinard envoie à la fin de 1892 le lieutenant-colonel Combes, et, dès le début de 1893, le commandant Bonnier pour achever d'éparpiller les bandes de sofas. Ces officiers traversent en tous sens le pays désolé qu'ont parcouru les bandes insaisissables de l'almany, lui coupent les routes de Sierra-Leone et de Libéria par lesquelles lui arrivent ses convois de ravitaillement, le refoulent vers l'Est et lui font subir des pertes qui semblent irréparables. Samory, toujours fuyant, gagne le pays gouverné par Bemba, vassal de Tiéba, où il s'efforce de recruter du monde. Il est traqué de tous côtés : l'heure de l'échéance fatale semble prête à sonner pour lui : un détachement de spahis arrive sur le soir au village de Koloni où il s'est arrêté; le bruit des sabres lui donne une suprême énergie; il saute à moitié nu sur un cheval et s'éloigne sous une pluie de balles. Nos spahis se jettent à sa poursuite; pendant une demi-heure ils le mènent à vue, déchargeant de temps en temps sur lui leurs mousquetons; mais bientôt leurs chevaux tombent exténués par l'étape du jour, et une fois de plus l'intrépide fuyard disparaît dans la brousse.

On espérait que, presque seul, perdu en pays ennemi, il allait se rendre

à discrétion au commandant du premier de nos postes; une faute grave du gouvernement français devait anéantir cette espérance. Avant que nos officiers supérieurs, qui avaient jusqu'à ce jour mené si heureusement la conquête du Soudan, aient pu couronner leur patriotique mission par la capture de l'almany, il reçoivent l'ordre d'arrêter toute action militaire; avis leur est donné qu'au régime militaire vient d'être substitué le régime civil. La bonne volonté et l'habileté administrative de M. Grodet ne pouvaient cependant remplacer la longue expérience de nos chefs de colonnes. Le Parlement, en présence de l'émoi causé par le massacre de Timbouktou et des dépenses occasionnées par la guerre du Dahomey, avait prescrit au nouveau gouverneur de dompter la barbarie par l'emploi exclusif de moyens pacifiques. Aussi les pourparlers qu'il entame avec Samory ne devaient-ils avoir d'autre résultat que de ranimer ce mort et de prolonger de six années sa résistance.



Cette belle période de l'histoire du Soudan qui s'étend de 1889 à la fin de 1892 et qui correspond assez exactement à l'époque pendant laquelle l'œuvre de conquête fut confiée au colonel Archinard, est illustrée par deux belles missions d'un caractère tout pacifique : celles du docteur Crozat et du commandant Monteil.

Quand l'expédition Quiquandon s'était rendue chez Tiéba, elle ne devait en réalité que s'arrêter quelques semaines chez le roi de Sikasso, et, une fois le traité d'amitié conclu avec ce souverain, poursuivre sa route vers l'est, vers les pays jadis visités par Binger. Si les événements obligèrent Quiquandon à faire près de Tiéba un séjour plus long qu'il n'était convenu, l'objet de la mission ne fut point pourtant perdu de vue et le docteur Crozat escorté de deux tirailleurs, de deux spahis et de quelques porteurs, se chargea de réaliser le programme tracé par le gouverneur. Il visita le pays des Sénoufos et des Bobos, dont les naturels étaient courbés sous l'arrogante domination de chefs religieux (marabouts) et militaire (almamys), ainsi que des dioulas (chefs de puissantes corporations marchandes). « A peu près nulle part Crozat n'arriva en ami; mais à peu près partout il eut la bonne fortune de partir en ami. »

Il parvint ensuite dans le pays Mossi : les Mossis, tout aussi nus et misérables que leurs voisins les Bobos, étaient également soumis à une race

conquérante. Le premier « naba » ou roi du Mossi, d'après la légende, aurait eu 333 fils : en conséquence le pays aurait été à sa mort partagé en 333 royaumes. Au-dessus de tous s'élevait le naba Ouho « l'éléphant des rois », qui trônait dans Ouagadougou.

Or, Crozat eut le bonheur de retrouver dans cette capitale, en qualité d'éléphant des rois, le simple naba Bocary dont Binger avait su jadis se concilier l'amitié. Malgré les intrigues des marabouts, des almamys et des dioulas, le docteur réussit, à la fin de septembre, à signer un traité d'amitié avec Bocary. « Ta venue à Ouagadougou, déclara à notre compatriote Son Excellence le ministre des affaires étrangères de Bocary, a fait le plus grand plaisir à mon maître. Il te promet de bien accueillir les autres Français qui viendront ici, à condition qu'ils ne soient pas trop nombreux. De son côté le naba enverra chez toi des gens du Mossi pour nouer de bonnes relations commerciales avec vous... Surtout, conclut Son Excellence, rappelle-toi que le naba aime beaucoup l'argent. » Ce traité plaçait sous notre influence une étendue de 80 000 kilomètres carrés. Après avoir parcouru près de 1 500 kilomètres en 6 mois, le docteur Crozat rentrait à Sikasso, le 20 novembre 1891.

La belle expédition du commandant Monteil devait avoir des résultats encore plus éclatants.

Avant de retracer à grands traits les principaux épisodes de ce voyage, un des plus hardis qu'ait accompli un Européen sur la terre d'Afrique, il est nécessaire d'en expliquer les causes.

L'Angleterre, qui de 1856 à 1872 avait abandonné presque tous ses comptoirs du Bas-Niger et laissé s'épuiser dans une rivalité ruineuse les quelques maisons qui s'y étaient établies vers 1872, avait vu avec effroi le développement de notre influence dans le Soudan occidental. N'osant agir en face, selon son habitude, le Colonial Office oblige les maisons anglaises du Bas-Niger à céder leurs établissements à l'*United African Company*, société dont elle compte se servir pour arrêter notre expansion vers l'est. Aussitôt se forment en France deux autres sociétés exclusivement privées, la *Société française de l'Afrique Équatoriale* et la *Compagnie du Sénégal*, qui opposent sur le Bas-Niger 32 comptoirs actifs aux 34 comptoirs britanniques. Si ces derniers restèrent à peu près vides de marchandises, ils furent placés sous les ordres d'agents mieux stylés aux intrigues de la diplomatie qu'aux us et coutumes de la loyale concurrence économique. Des différends ne tardèrent pas à naître du voisinage des établissements rivaux, différends pro-

voqués sous main par le gouvernement anglais et qui motivèrent de la part du Foreign-Office une demande de règlement des zones d'influence réservées à chaque puissance dans l'Afrique Occidentale. A la suite de longs pourparlers dans lesquels les représentants britanniques apportèrent plus de mauvaise foi que d'arguments, nous dûmes abandonner à l'Angleterre la zone formée par la vallée du Bas-Niger jusqu'à Say sur le Niger; une ligne tirée de Say à Barroua sur le lac Tchad limitait à l'est du fleuve l'action des deux puissances. Les pays situés au nord de cette ligne, pays peu riches, mal connus dans leurs détails, nous étaient généreusement abandonnés par l'Angleterre. C'est pour mieux connaître le lot qui nous revenait que Monteil fut chargé par le gouvernement français de la mission qui l'amenait à Saint-Louis dans les premiers jours d'octobre 1890.



MONTEIL.

Il traverse rapidement le Sénégal et arrive à Kayes où le colonel Archinard, « emporté par son tempérament peut-être un peu trop exclusivement militaire » s'effraie de le voir se risquer presque seul, avec une simple escorte de quelques domestiques, en des pays où notre puissance est mal assise, voire même inconnue. « Vous allez, lui dit-il, faire œuvre téméraire et peut-être sans profit. »

Néanmoins Monteil, auquel s'est joint un modeste fonctionnaire, le jeune Badaire, part pour Ségou où il complète l'organisation de sa mission par l'achat des animaux qui doivent transporter ses nombreux bagages. Il quitte ce poste en décembre, avec l'allure plutôt d'un honnête mercanti que d'un conquérant : le but de son voyage est Barroua et le lac Tchad.

Arrivé à San, il fait un crochet dans le sud et rencontre dans le pays des Bobos le capitaine Quiquandon et le docteur Crozat qui lui donnent de précieux renseignements sur la route du Mossi. Les Bobos, demi-barbares, fétichistes, au demeurant loyaux, ne s'embarrassent guère des questions de mode : « A quoi bon se vêtir, dit l'un d'eux

au voyageur ; pour se couvrir d'étoffe il faut avoir des difformités à cacher. » Après un court séjour parmi ces noirs, et un palabre dans lequel le commandant déploya toute son éloquence, un traité de protectorat fut passé avec le chef. Même succès diplomatique dans le Dafina.

Dans le Mossi, Monteil est frappé de voir un état de civilisation déjà avancée et une autorité fortement établie. Le roi de Yako lui réserve un accueil hospitalier et lui promet guide et viande fraiche. Un incident qui aurait pu être grave se règle à l'amiable et plus rapidement que devant un tribunal français : en attendant son guide et son bœuf, le commandant s'était aventuré en excursion sur un tertre probablement tabou ; un individu se jette menaçant sur lui ; mais craignant de se frotter à trop forte partie en s'attaquant à un blanc, il se précipite sur un des porteurs et le blesse d'un coup de sabre. La foule d'abord surexcitée par cette querelle est bientôt calmée par le chef. Une douce familiarité succède même bientôt à l'animosité et un badaud pousse la curiosité jusqu'à demander à Monteil de lui montrer le mécanisme de son revolver. « Que se passa-t-il, raconte notre compatriote, je l'ignore ; mais un coup partit..... Je me porte immédiatement jusqu'à un cercle que viennent de former rapidement les noirs et j'aperçois à terre un enfant blessé par le projectile ; je m'attendais à une affaire d'autant plus désagréable que c'était un page du chef. Aussi quel ne fut pas mon étonnement de voir bientôt après le naba venir à moi d'un air joyeux et me dire : « Mais, c'est très bien ; tu as eu un homme blessé ce matin, tu m'en blesses un ce soir, nous sommes quittes ; voici un guide et un bœuf, oublie tout cela et va-t-en ; je suis enchanté de t'avoir vu. » Il ne fut pas possible à Monteil de revoir Ouagadougou que Binger avait visité. Un de ses hommes venait d'être atteint de la petite vérole : il fallut contourner le village et s'éloigner au plus vite vers l'est, sans guide, sous une tornade épouvantable.

Sur les confins du Liptako, la mission est l'objet d'un accueil comiquement hospitalier. Un chef se présente et dit : « Mon maître t'envoie un guide et il te prie de te rendre auprès de lui. » Remerciements ; on se met en route ; soudain arrive un autre noir sur un cheval blanc d'écume : « Je suis le fils du roi de Liptako, dit l'homme ; laisse là ce guide, je vais te conduire auprès du roi. » Nouveaux remerciements. Un quart d'heure après, deux autres cavaliers arrivaient : « Nous sommes envoyés par les fils du roi Bouari qui vient de mourir ; viens avec nous. » Monteil objecte qu'il a

déjà deux guides. « Oh ! protestent les derniers venus, ceux-là ne comptent pas : les chefs du pays, c'est nous. » Deux kilomètres à peine sont parcourus en compagnie des quatre guides, qui ne semblent pas bien d'accord sur la route à suivre, qu'un cinquième cavalier survient : « Bonjour ! dit-il ; je viens saluer le blanc et me mettre à sa disposition. » — « Impossible, répond le commandant, j'ai déjà le fils de Boubakar. » — « Oh ! fait le cavalier, ne compte pas sur cet homme-là, il n'a aucun pouvoir ! » Il fallut bien faire contre mauvaise fortune bon cœur, et, comme les bêtes de somme s'entêtaient à crever en route, Monteil profita de la concurrence de ses guides pour en obtenir une dizaine de bourriquots qui lui permirent d'arriver après mille tribulations à Zebba, où pendant 45 jours il resta gravement malade. Ses porteurs profitèrent de sa situation pour disparaître ; avec moins de perversité dans l'âme sans doute, les bourriquots en firent autant. Enfin il fut possible de quitter Zebba. Dans le royaume du Torodi Monteil peut réorganiser sa petite caravane et, grâce aux excellents souvenirs laissés par Barth dans le pays, obtenir des lettres de recommandation pour les sultans du Sokoto.



PAYSAN DE LA BOUCLE DU NIGER

C'est à Say que Monteil atteint le Niger, déjà fier des résultats obtenus dans la boucle, résultats qui se traduisent par la signature de traités d'amitié avec presque tous les chefs des royaumes traversés. Le séjour dans cette ville était précieux à deux points de vue : « D'abord c'était la réalisation d'un grand problème qui jusque-là n'avait pas été résolu, la traversée du Niger ; ensuite cette localité constituait l'extrémité de la ligne conventionnelle tracée par l'arrangement de 1890, ligne que Monteil était chargé de reconnaître.

Parti de Say, marchant toujours vers l'est, le commandant traverse le Djerma, le Mouri, le Kabbi. « Cette dernière contrée est celle qui lui a laissé le plus mauvais souvenir ; dans ces pays en effet le vol est érigé à la hauteur d'une institution sociale. Les caravanes qui vont chercher la

noix de kola jusqu'au nord du Dahomey laissent aux mains des malandrins une grande partie de leurs marchandises. »

Heureusement, à son entrée dans le Sokoto, Monteil reçoit un excellent accueil de l'empereur du pays Haoussa, commandeur des croyants. Toutefois l'amitié du pauvre commandeur reste platonique : il a dépensé tout ce qu'il avait à assurer sa récente élection au trône ; aussi ne peut-il fournir le moindre bourriquot au voyageur. Son crédit pourtant devait être tenu en haute estime dans le Soudan, car une traite sur Kano signée par lui contre la remise de marchandises apportées par la mission, permit au commandant de se procurer tous les animaux dont il avait besoin et qu'il n'avait pu obtenir ni pour or ni pour argent ; et quoique Kano fut situé à 300 kilomètres du Sokoto, les billets souscrits par le commandeur ne furent jamais protestés.

« Kano, continue Monteil, est une ville d'une importance exceptionnelle : c'est sur ce point que se dirigent les caravanes du Sahara et du Bornou ; elles y amènent des convois d'esclaves, de chevaux, de chameaux, de l'ivoire, des peaux, du sel, de la noix de kola, etc..... L'industrie du vêtement y est considérable ; les deux tiers du Soudan et du Sahara s'habillent des étoffes qui y sont tissées... la monnaie est représentée par un coquillage appelé cauri... Je restai à Kano trois mois et demi et dans des conditions de parfaite sécurité qui m'ont permis d'étudier à loisir les habitants ».



FEMMES DE KANO

On arrive dans le Bornou où il faut lutter contre mille difficultés soulevées par les agents anglais qui ont suscité contre les blancs l'animosité des indigènes. Monteil cependant aplanit tous les obstacles et se fait un ami d'un des

grands feudataires du sultan en prouvant qu'il n'est point anglais..., bien au contraire. Veut-on savoir à quel signe on reconnut qu'il n'avait rien de britannique? Au cours d'une entrevue, Monteil amusé par la curiosité des naturels s'était mis à rire : « C'est très drôle, remarqua un électeur influent, il rit... ; l'Anglais Mac-Intosh, lui, n'a jamais ri. » Aussi notre Français est-il l'objet d'une imposante manifestation : cinquante cavaliers se jettent sur lui, la lance en arrêt, au grand galop, et ne s'arrêtent qu'au moment où la pointe de leurs armes est à 10 centimètres de son visage. Le lendemain, à son entrée à Kouka, grosse ville située tout près du Tchad, nouvelle manifestation aussi peu rassurante : le salut des sabres lui est fait par les forces mobilisées du sultan au milieu d'une affluence de 40 à 50 000 personnes. Comme partout ailleurs, Monteil dût à son habileté, à sa franchise, à sa stricte observance des croyances du pays de recevoir une cordiale hospitalité. Le chef de Kouka lui offre de le conduire au Tchad, but tant désiré de son voyage et distant de quatre kilomètres de Kouka ; comme la curiosité est, au Soudan, une preuve de mauvaise éducation, notre explorateur se contenta de répondre à cette proposition : « Je te remercie ; je suis venu pour te voir, et le Tchad m'importe peu. » Il ne disait pas toute la vérité ; mais il savait que la caravane dont il avait accepté la compagnie devait cheminer au moins pendant quatre jours le long du lac.

« De Barroua à Nguigmi, le Tchad est complètement dégagé sur de nombreux points, et l'on a de larges échappées sur l'étendue lacustre. Je ne dirai pas que ce spectacle a beaucoup de grandeur, mais enfin il a son charme. La cuvette de ce bassin est très peu profonde, les rives en sont mal définies et l'aspect du terrain qui l'entoure est sans relief ; ce n'est en somme qu'un immense étang perdu dans une plaine sans fin. A Nguigmi, on aperçoit dans le lointain des pirogues qui servent aux indigènes pour la pêche de ces merveilleux poissons que les caravanes achètent au passage pour leur nourriture sur la route de Sahara. »

L'objet précis de la mission confiée au commandant Monteil était atteint : et sa consciencieuse connaissance du pays traversé par la ligne Say-Barroua devait nous permettre plus tard de défendre pied à pied nos droits que l'Angleterre, avec son habituelle mauvaise foi, devait encore contester lors du tracé définitif des frontières de la Nigéria.

Au lieu d'opérer son retour en faisant en sens inverse la route déjà parcourue, Monteil décida de regagner la mer par le nord et de sortir du continent noir par la Tripolitaine : plan hardi dont l'heureuse exécution a

valu à notre intrépide compatriote la gloire d'une des plus fameuses traversées de l'Afrique.

En compagnie de la caravane qui a sollicité à Barroua l'honneur de sa compagnie et aussi l'appui de ses douze fusils, il prend la direction du Fezzan.

A Beduaram il entre dans cette vaste et monotone plaine saharienne sans végétation et où l'empreinte même de l'animal ne laisse qu'une trace insensible que le moindre vent efface. Tout homme d'une caravane qui reste en arrière est un homme perdu ; il faut marcher sans trêve... C'est après vingt jours de marche dans ces conditions atrocement fatigantes qu'on arriva à Kaouar, oasis constituée par une végétation sommaire qui croît à l'abri d'un immense rocher de 50 à 60 mètres d'élévation.

Vingt-quatre étapes sont franchies à travers une région encore plus désolée que la précédente ; au terrain sablonneux a succédé un terrain rocheux très dur ; après des journées torrides il faut subir, surtout au passage des monts Cummo, des nuits très froides qui mettent hors de service les porteurs dont les aspérités du chemin ont affreusement crevassé les pieds.

Enfin la caravane arrive à Gatroun, premier gros village de la Tripolitaine ; un repos de quelques jours permet aux hommes de s'y refaire et au commandant de prendre des notes sur l'importance commerciale de ce gros marché de dattes, ainsi que sur les mœurs peu sociables des malandrins fanatiques qui détroussent impitoyablement quiconque se hasarde, sans bonne escorte, sur les routes de Fezzan. Le souvenir de Nachtigal, un des premiers Européens qui aient pénétré dans ces dangereux parages, vaut à Monteil la bonne hospitalité de Mohammed-ben-Alloua. Peu après le commandant gagnait Mourzouk sans encombre, puis Tripoli.

Si l'on compare cette pacifique traversée de la redoutable Afrique soudanaise ou saharienne aux raids sanglants de l'Américain Stanley ou du triomphateur Kitchener, on ne peut se défendre d'une profonde admiration pour l'intrépide Français qui, une fois de plus, a su opposer la bienfaisante et généreuse supériorité de notre race, à la brutalité orgueilleuse et féroce de l'exploitation anglo-saxonne. Le premier titre de Monteil à la reconnaissance publique est moins l'importance capitale des résultats pratiques obtenus à force de patience et d'audace, que la manière humaine et d'une rare élévation morale dont il a su les obtenir.

CHAPITRE XXV

La Guerre du Dahomey.

Glé-Glé, le lion des lions. — Premier conflit avec le Dahomey. — La mission du Dr Bayol. — Fêtes du couronnement de Kondou Behanzin. — Campagne et traité de 1889. *— La campagne de* 1892-93. *— Le colonel Dodds et le gouverneur Ballot. — Prise d'Abomey. — Capture de Behanzin.*

En 1878, le roi Glé-glé, surnommé Quini-quini, « le lion des lions » régnait sur le Dahomey dont les territoires confinaient au royaume de Porto-Novo placé sous notre protectorat. Malgré les difficultés suscitées par l'Angleterre — qui n'aurait pas mieux demandé que d'arrondir son domaine de Lagos en nous fermant l'Hinterland de notre protectorat — et par les Portugais fortement établis à Wyddah et toujours prêts à ramasser les miettes tombées de la table britannique, Glé-glé nous avait confirmé dans la possession de la ville de Kotonou, le seul port de quelque valeur de la côte, puis, par l'intermédiaire de son *cabécère* Chaudaton, avait passé avec nous un traité réservant à la France le traitement de la nation la plus favorisée en pays dahoméen.

Mais peu à peu les bonnes dispositions du lion des lions s'étaient modifiées à notre égard. Travaillé par nos rivaux, le prince Kondou « le prince requin » profite de l'état quasi-comateux, déterminé chez son ascendant par l'us immodéré des liqueurs fortes, pour lui faire dénoncer le traité de 1878 et nous sommer d'évacuer non seulement Kotonou, mais aussi Porto-Novo dont il considérait le roi comme un de ses simples vassaux. Pendant deux ans, nous laissons sans réponse les réclamations chaque jour plus acerbes du vieux potentat, nous réservant d'agir au

mieux de nos intérêts quand une suprême crise d'alcoolisme ouvrirait sa succession.

Or, en mars 1889, non seulement le lion des lions n'avait pu se décider à rendre son dernier rugissement au dieu de ses grigris, mais passant subitement de la menace à la violence, il confie ses amazones au prince héritier, leur fait franchir l'Ouémé, ravager le pays de notre allié Tofa et



LE MARCHÉ DE PORTO-NOVO

détruire plusieurs factoreries françaises. La présence de deux croiseurs sous les ordres de l'amiral Brown de Colstoun put seule obliger les bandes de Kondou à repasser l'Ouémé.

Espérant régler pacifiquement le conflit, le gouvernement français invite M. le docteur Bayol, alors gouverneur des Rivières du Sud, à se rendre à Kotonou pour obtenir réparation amiable des ruines amoncelées par les bandes dahoméennes. Aux premières ouvertures faites par notre représentant, Glé-Glé, répond par une fin de non recevoir basée sur l'impossibilité où il se trouve de se procurer un traducteur assez savant pour lui expliquer les termes de la note qu'il a reçue. Bravement M. Bayol, accompagné de MM. Angot et Béraud, va trouver le vieux félin dans sa tanière d'Abomey : il y est reçu « par une députation solennelle composée de huit chefs escortés de milliers de soldats tirant des salves de mousqueterie ;

des indigènes brandissaient d'immenses pavillons anglais agrémentés de têtes de morts : huit coups de canon furent tirés en son honneur pendant les toasts qui suivirent un lunch offert par le prince Kondou en son palais. » Pour corser la réception, Glé-Glé invite M. Bayol à assister aux *grandes coutumes* commandées en son honneur. Il va sans dire que la mission refusa formellement d'être témoin de cette sanglante orgie et de donner par sa présence une sorte d'assentiment tacite à ces odieux sacrifices humains dont les Dahoméens honoraient leurs fétiches.



INTERPRÈTE ET CONDUCTEUR DU Dr BAYOL

Mais dès qu'il s'agit de parler affaires Glé-Glé déclara ne plus comprendre un mot du langage diplomatique, et, pour le mieux prouver, il abreuva M. Bayol des plus grossières injures, le sommant de signer un traité par lequel eussent été abolies toutes les conventions précédemment passées entre les deux pays. Le dauphin noir poussa même l'outrecuidance jusqu'à tenir ce langage : « La France, je le sais bien, est actuellement gouvernée par des jeunes gens auxquels on ne cause pas. Quand tes amis auront aboli la République et élu un roi d'illustre naissance, digne d'adresser la parole au lion des lions, nous verrons s'il y a lieu de lui faire quelque cadeau ou de l'autoriser à envoyer ses gens chez nous. » Tout ce que put obtenir M. Bayol, fut la signature d'une lettre dans laquelle Glé-glé exprimait son désir de vivre en bonne intelligence avec les Français. Encore le docteur n'obtint-il cette platonique satisfaction qu'en échange de consultations données au vieux roi. Le 28 décembre, il quittait Abomey où la populace, surexcitée par les massacres rituels des grandes coutumes, devenait menaçante.

Deux jours après une crise suprême enlevait enfin sa très alcoolique majesté Glé-glé.

L'investiture de Kondon en qualité de souverain du Dahomey trouva une vive opposition parmi les conservateurs à tous crins du royaume. Une loi organique éloignait en effet de la couronne tout prince « qui aurait vu la mer ». Or, au cours de l'incursion dirigée contre nos factoreries de Porto-Novo, Kondon s'était trouvé en présence du flot atlantique : toutefois on avait remarqué sa précaution de ne point s'y mouiller les pieds. « Sans doute, déclara l'astucieux prétendant, j'ai approché de la mer... mais dès qu'on me l'a signalée, j'ai fermé les yeux. » Cette déclaration, appuyée d'un serment solennel, confondit l'opposition ; Kondou prit le nom de Behanzin, et le surnom de Hossu-Booulé, « le roi Requin ». Il voulut se montrer digne de ce titre en fêtant son avènement par une hécatombe humaine sans précédentes que raconte en ces termes un commis de factorerie française témoin des fêtes du couronnement.



HABITATION DAHOMÉENNE.

« Tandis que le bonhomme Glé-Glé macérait dans son alcool, Béhanzin montait sur l'estrade de bois capitonnée de nattes de roseaux qu'on avait élevée la veille sur la place d'Abomey, estrade très officielle sur laquelle vinrent s'accroupir autour du monarque cinq belles filles dont le corps semblait taillé dans du jais : l'une tenait le parasol, l'autre le torchon-mouchoir, une troisième la pipe, la quatrième le crachoir et la cinquième le chasse-mouches de Sa Majesté. Nous étions là une demi-douzaine d'Européens obligés, sous peine de crime de lèse-majesté, d'assister à la terrible cérémonie qui se préparait et assez inquiets de la tournure qu'allaient prendre les événements politiques. Autour de la place, la cohue, rangée en cercle et massée derrière un triple cordon d'amazones armées de Winchester et de sabres à peine longs comme l'avant-bras mais larges comme la main ; au pied de l'estrade, des sacs d'où sortent de pauvres têtes noires,

roulant de grands yeux blancs hideux d'effroi. Behanzin tire une bouffée de sa pipe, salive malproprement, met le menton entre ses deux mains et ses deux coudes sur ses genoux ; il claque de la langue et pousse un petit cri guttural. A ce signal, les amazones exécutent autour de la place un pas endiablé dont le rythme s'accélère sur la cadence de plus en plus rapide d'une étourdissante cacophonie faite du beuglement des cornes d'éléphant (*acoffen*), du sifflement des flûtes de bambou (*toun-ti*), du grondement des calebasses sanglées de boyaux de mouton (*han-hi*) et du glapissement de vingt autres instruments aussi tintamaresques. Une aveuglante poussière, rougeoyant sous le ciel embrasé, couvre bientôt la scène et seul le decrescendo de l'orchestre témoigne du ralentissement du ballet. Puis tout se tait : un grand cri retentit auquel répond la décharge de deux cents Winchester; la poussière tombe et les amazones apparaissent immobiles, un genou en terre, la crosse de leurs armes sur l'autre genou. Behanzin salive de plus en plus hideusement ; un tic nerveux secoue par intervalles son échine ; il glapit quelques sèches syllabes, et, se redressant, vient s'accouder sur le rebord de l'estrade. Aussitôt une trentaine de grands gaillards vêtus d'oripeaux rouges, coiffés de hauts bonnets auxquels sont accrochées des quincailleries d'amulettes, se jettent sur les sacs garnis de captifs et entament avec eux une fantastique partie de ballon. Ils les envoient au milieu du cercle qu'ont resserré les amazones ; on entend les membres et les crânes craquer au contact du sol ; les pauvres têtes noires s'agitent convulsément un instant à terre pour reparaître presque aussitôt, dégouttant le sang, au poing des guerrières qui les ont, d'un coup sec de leurs petits sabres, prestement détachées de leurs troncs. La partie de têtes humaines dure dix longues minutes. Enfin elle s'arrête faute de victimes. Behanzin souriant se retourne vers notre groupe. Tout à coup un grand jeune homme blond, pâle et imberbe comme une fille, aux grands yeux bleus et merveilleusement doux, s'avance automatiquement vers la balustrade, et, faisant un petit signe de la main au groupe des ballerines de Behanzin, pousse un « All right ! » qui nous glace... ; puis il s'incline devant le roi Requin avec une froide correction et allume une cigarette. C'était le premier commis d'une factorerie anglaise installée à Okiadan... Deux jours après, nous étions prisonniers de Behanzin ; seul le doux gentleman obtenait la faveur de regagner Lagos. »

Les fêtes du couronnement étaient à peine terminées que Behanzin se livrait aux préparatifs d'une nouvelle campagne contre nous. M. Bayol, tenu

au courant de ce qui se passe, demande en toute hâte de sérieux renforts à Saint-Louis et à Libreville, puis il intime l'ordre au gouverneur dahoméen de Kotonou et à sa suite de venir à la factorerie Régis pour tenir palabre avec lui. Aussitôt arrivés les noirs sont arrêtés pour servir de garants de la sécurité des Européens détenus par leur roi. L'arrivée de 3 compagnies de tirailleurs et d'une demi batterie de quatre, sous les ordres du capitaine



AMAZONES DU DAHOMEY

Terrillon, permet d'entrer aussitôt en campagne. Le *Sané* et l'*Emeraude* appuient de leurs obus la marche de la colonne. En un mois, on livre onze batailles aux 20 000 guerriers ou amazones de Behanzin ; plus de 2 000 morts ou blessés restent dans la brousse. Le 4 mars, les Dahoméens essaient de surprendre Kotonou : mais la garnison et la flottille les écrasent sous un feu terrible de mousqueterie et d'artillerie ; 600 amazones avec leur colonelle restent sur le carreau. En avril, retour offensif de l'ennemi que des maisons de Lagos viennent de pourvoir de fusils à tir rapide. Mais la petite troupe française ne compte plus que 700 soldats ; elle se contente de se maintenir victorieusement à Porto-Novo et Kotonou ; il eût fallu au moins 2 000 hommes pour marcher sur Abomey. A Bedji les hordes de Behanzin viennent s'abîmer sur nos carrés qui battent en retraite face arrière. A Atchoupa 1 500 Dahoméens jonchent le sol de leurs cadavres. Les obus du *Sané* passent par-dessus Wyddah pour disperser les débris de l'armée dahoméenne.

Reconnaissant son impuissance, mais résolu à prendre plus tard sa revanche, le roi Requin renvoie les otages qu'il détient et demande la paix. En échange de son engagement formel de respecter les protectorats français de Porto-Novo et Kotonou et de renoncer à la traite des esclaves et aux grandes coutumes, le gouvernement français a la faiblesse de lui promettre une rente annuelle de 20 000 francs (traité du 3 octobre 1889).

Il devait avec notre argent acheter aux traitants allemands de Wyddah et du Cameroun les armes et les munitions nécessaires à la prochaine reprise des hostilités.



UNE RUE A PORTO-NOVO

Quelque illusion qu'on voulût bien se faire chez nous sur la valeur des engagements de Behanzin, il était de toute évidence que le monarque ne devait point pousser le mépris de ses intérêts jusqu'à troquer contre nos 20 000 francs le produit des douanes et de la traite des esclaves qui représentait au bas mot pour lui un revenu de 300 000 francs. Il emploie les deux années qui suivent la conclusion du traité de dupes auquel nous avons souscrit à recruter des guerriers d'après les procédés chers à Samory et à reconstituer son artillerie. Jusqu'alors celle-ci se composait de six mauvais petits canons de fonte, attachés sur des planches que portaient sur leurs épaules des époux trop volages, condamnés à ce service pour méfaits anticonjugaux : inutile d'ajouter que le tir manquait de précision et n'avait d'autre effet que de jeter bas à chaque coup pièces et artilleurs. Le roi achète 6 canons revolvers de petit calibre, montés sur affûts, mais dont son fournisseur allemand ne daigna jamais lui fournir les culasses mobiles. En revanche son infanterie possédait 5 000 carabines Winchester et des cartouches à profusion.

Le 26 mars, les Dahoméens apparaissent sur nos territoires de Porto-Novo et y détruisent trois villages. M. Ballot, lieutenant-gouverneur, se porte à leur rencontre avec la chaloupe canonnière *la Topaze* et voit son embarcation criblée de balles. Le gros de l'armée ennemie passe l'Ouémé :



DEVANT ABOMEY

bientôt 12 000 noirs bloquent notre petite garnison de Porto-Novo.

Cette fois le parlement n'hésite plus : il vote d'urgence tous les crédits nécessaires pour faire respecter le drapeau, et, le 9 août 1892, les opérations militaires débutent par une brillante action combinée de la flotte et d'une colonne de 300 tirailleurs sous les ordres du commandant Stephani. Tandis que le *Talisman*, le *Héron* et l'*Ardent* saccagent de leurs obus Wyddah, Avrekété et Godomey et que l'*Opale*, l'*Émeraude* et la *Topaze* à qui le gouvernement anglais a ouvert, avec une courtoisie dont il convient de lui rendre hommage, la lagune de Denham incendient Zobbo et Abomey-Kalavy, nos tirailleurs, après un combat acharné de dix heures, mettent en déroute près de Zobbo, un corps de 2 500 dahoméens.



LE GÉNÉRAL DODDS

Le 10, le colonel Dodds, commandant en chef du corps expéditionnaire parti de France, pouvait, grâce aux admirables mesures d'approvisionnements prises par M. Ballot, jeter en avant ses 1 300 hommes, bientôt renforcés de 800 soldats de la légion étrangère, de 200 spahis et d'un détachement du génie. La flottille des canonnières devait remonter l'Ouémé et servir de base d'approvisionnements et de ligne d'évacuation pour les malades et les blessés.

La résistance s'annonçait comme devant être particulièrement vive : aussi, pour diminuer les fatigues de sa colonne déjà exposée au redoutable danger d'un climat meurtrier, le colonel eut-il recours à 2 500 porteurs recrutés non sans peine par M. Ballot dans les États de Tofa. Cependant l'ennemi demeure invisible, il nous laisse passer le déversoir de la lagune sur un pont de chevalets sans inquiéter cette manœuvre toujours dangereuse. Le 18, on campe sans avoir encore brûlé une cartouche. Le réveil devait sonner le 19 d'une manière plus tragique.

Il était à peine 5 heures du matin et les grand'gardes, fatigués d'une faction dont rien n'avait coupé la monotonie, allaient se replier quelques instants avant la diane, quand soudain de tous côtés la brousse s'éclaire de

l'éclair des fusils, et un corps d'environ 4000 Dahoméens se précipite sur le camp encore endormi. D'un bond ils arrivent jusqu'au poste de police : le lieutenant Badaire est tué raide au moment où il passait ses brodequins ; le commandant Faurax rassemble en toute hâte sa légion étrangère et charge à la baïonnette l'ennemi qui s'apprête à mettre le feu aux tentes : il tombe à son tour mortellement frappé. Mais du moins l'énergie de sa contre-attaque a permis à nos lignes de se former, et les Dahoméens reculent sous les salves discontinues qui fouillent la forêt sur une longueur d'un kilomètre. L'ennemi se reforme dans un ravin ; le « bigo » Geo-Beo, général en chef et frère de Behanzin, agitant d'une main la queue de vache insigne de son commandement, frappant de son sabre ceux qui tournent le dos à nos troupes, interpelle violemment ses amazones : « Vous aviez pourtant juré au roi de vaincre ! en avant ! Koïa ! Koïa ! Dahomé ! » Mais nos compagnies ne lui laissent pas le temps de préparer une nouvelle attaque : le ravin est criblé de balles et d'obus ; les bandes de Behanzin disparaissent abandonnant morts et blessés.



PRINCESSE D'ABOMEY KALAVI

Behanzin, comprenant que le but visé par le colonel Dodds est Abomey sa capitale, concentre toutes ses forces sur les bords de l'Ouémé pour nous en disputer le passage. Nos canonnières *Corail* et *Opale* vont se poster au coude de Tohoüé d'où elles repoussent l'ennemi qui occupe les deux rives. Les pirogues les y rejoignent le 1er octobre et le lendemain, dès le point du jour, jettent la colonne sur la rive droite du fleuve.

Cette tactique avait permis au commandant en chef d'éviter les marécages pestilentiels qui protègent du côté du sud la ville sainte de Cana. Néanmoins la route qu'avaient à franchir nos troupes était particulièrement dangereuse et pénible : il fallait s'ouvrir le chemin dans la brousse à coups de sabre. Chaque buisson cachait une poignée d'ennemis : il y en avait même de cachés dans les arbres qui visaient principalement les officiers et, cernés, refusaient de se rendre : il fallait les abattre comme des gorilles. Pendant cinq jours de suite, les Dahoméens ne reculent que pas à pas, se

repliant sur la forte position de Kotopa qui couvre à la fois Cana et Abomey.

Le corps expéditionnaire a déjà perdu plus de 600 hommes terrassés par les balles ou la fièvre. Aussi le commandant Audéoud arrive-t-il fort à propos avec 600 soldats et 2 000 porteurs. Behanzin, qui de son côté a constaté le terrifiant effet de nos feux de mousqueterie et de nos obus, envoie un parlementaire pour ouvrir des négociations. Le colonel Dodds lui fait répondre qu'il ne demande pas mieux que de s'expliquer, mais seulement à Abomey. On se bat du matin au soir pendant les trois premiers jours de



LA RÉSIDENCE FRANÇAISE D'ABOMEY

novembre. Le 4, Behanzin se met à la tête de ses amazones et des 6 000 guerriers qui lui restent et se lance héroïquement sur nos lignes. Après trois assauts furieux qui lui coûtent près d'un millier d'hommes, il se retire avec les débris de ses guerrières dans le village de Dioxoué qui est enlevé à la baïonnette. L'élan de nos troupes avait été splendide. Le 5 novembre, le colonel Dodds télégraphiait au ministre de la marine : « Je n'ai jamais eu l'honneur de commander à de plus admirables soldats. » Un second télégramme du 6 novembre apprenait à la France que la ville sainte de Behanzin était entre nos mains. « La nomination du colonel au grade de général de brigade lui exprima la reconnaissance du pays. »

Mais Behanzin, qui avait pu gagner Abomey, se hâtait de la mettre en état de défense avec les dernières recrues levées dans l'arrière-pays. A peine les troupes fraîches que le « *Mytho* » vient de débarquer à Kotonou ont-elles rallié le corps expéditionnaire, que le général se porte rapidement sur le

nord d'Abomey pour couper la retraite au roi Requin. Celui-ci nous attendait sur la route de Cana à la capitale. Se voyant pris de dos et de flanc, il quitte son palais fortifié de Goho et disparaît. Quand, le 17 novembre, notre avant-garde arriva en vue de la capitale, elle se trouva en face d'un immense brasier : Behanzin avait mis le feu à ses palais et à ceux de ses cabécères.

Les troupes françaises ne séjournèrent que dix jours dans la partie de la ville épargnée par l'incendie ; une compagnie d'infanterie de marine et 4 compagnies de sénégalais demeurèrent seulement dans le palais de Goho tandis que le reste du corps expéditionnaire allait prendre possession de Wyddah, Godomey et Avrékété qui ouvraient leurs portes sans résistance aux commandants Riou et Audéoud.

Le 3 décembre 1892, le général Dodds plaçait le royaume de Dahomey sous le protectorat exclusif de la France ; toutefois les territoires du sud étaient annexés aux colonies françaises de Porto-Novo et Kotonou.

Mais il ne fallait pas se dissimuler qu'aussi longtemps que Behanzin tiendrait la campagne, la paix serait impossible. Il s'était retiré vers Atchéribey où il réussissait péniblement à armer quelques milliers d'hommes. Le général Dodds, revenu en France, obtient des Chambres un nouveau crédit de 7 millions pour compléter son œuvre. C'est en vain que quatre ambassadeurs dahoméens viennent à Paris pour défendre la cause du despote. Pendant qu'ils se heurtaient aux portes obstinément fermées du ministre des affaires étrangères, quatre oncles et huit frères de Behanzin, abandonnant en pleine brousse leur dangereux parent, venaient faire leur soumission.

Le 15 janvier, le général Dodds de retour sur le théâtre de la guerre prononçait la déchéance du tyranneau et mettait à sa place sur le trône d'Abomey son frère Agoliagbo. Traqué comme un lièvre de buisson en buisson par une colonne volante, abandonné de tous les siens, Behanzin venait bientôt se constituer prisonnier entre les mains du chef de poste d'Ajago. La France, toujours généreuse, oubliant les odieux massacres du roi Requin, l'envoya jouir à la Martinique d'une retraite aussi honorable que peu méritée.

Devenu colonie française le Dahomey fut confié à la patriotique administration de M. Ballot qui, dans cette glorieuse campagne, avait été l'organisateur de la victoire.

CHAPITRE XXVI

Dans la Boucle du Niger.

Les missions topographiques. — L'œuvre du colonel de Trentinian. — Le commandant Decœur et M. Alby dans le Borgou et le Mossi. — Le capitaine Toutée dans le Haut Dahomey. — Hourst sur le Niger. — La mission Bretonnet chez les Baribas. — Le commandant Destenave dans le Mossi, le Gourounsi et le Yatenga. — La mort du lieutenant Bellevue.

La chasse aux Touareg. — Mort de N'gouma. — Le commandant Klobb ; mort des lieutenants de Saint-Ygest et de Chevigné. — Le massacre de la mission Cazemajou. — Le sergent Kouby-Keïta. — La prise de Zinder.

La transformation prématurée du Soudan en gouvernement civil de l'Afrique française occidentale entraîne, dès 1894, une modification absolue dans la méthode de pénétration des territoires enclos par le Niger : la colonne qui chaque printemps partait de Kayes ou de Kita pour s'enfoncer plus profondément chaque fois au cœur des pays noirs, telle un coin dans un gros tronc d'arbre, est supprimée ; le commandant supérieur des troupes redescend prendre son quartier général à Saint-Louis ; la majeure partie des contingents est éparpillée au caprice de nos postes pour soutenir, s'il le faut et à la dernière extrémité seulement, l'action diplomatique de nos résidents. Aux expéditions militaires succèdent des missions dites topographiques : celles-ci, par la force même des choses, deviennent vite militaires ; mais du moins se trouve ménagée la susceptibilité d'un parlement qu'inquiète la rapidité même de nos succès. Ces missions sont en général confiées à de jeunes et intrépides officiers pour lesquels elles constituent une rude école de calme bravoure, de persévérante prévoyance, d'énergique diplomatie. Elles partent les unes du Sénégal, les

autres des rivières du Sud ou de la Guinée française, d'autres de la Côte d'Ivoire, parfois du Dahomey. Toutes trouvent l'appui le plus précieux auprès de ces admirables gouverneurs que sont MM. Ballay à la Guinée, le Dr Ballot au Dahomey, Binger à la Côte d'Ivoire... Fortes en général d'une centaine de porteurs que protège tout au plus une compagnie de tirailleurs sénégalais, elles relèvent avec un soin scrupuleux la topographie des régions où elles s'enfoncent, étudient leurs ressources économiques, fixent les lignes encore incertaines de ces voies de pénétration qui sont le Cavally, la Comoë, le Bandama, les Volta, l'Ouémé etc. ; elles entrent en relations avec les roitelets nègres, s'appliquent à apaiser leurs éternelles vendettas, s'efforcent d'en obtenir des traités de protectorat, inspirent partout le respect du drapeau français.



De ces courses épiques à travers le continent noir elles rapportent des documents d'une valeur inestimable au point de vue géographique, ethnographique et économique. L'inventaire de toutes ces richesses amassées au prix d'efforts surhumains, souvent au prix du sang de nos officiers, est ensuite religieusement dressé à Paris par le service des missions du ministère des colonies qui, depuis sept ans, constitue notre vrai bureau de l'état-major colonial.

Toutefois en présence des dangers que font courir à nos établissements les incursions des Touareg au nord et la puissance renaissante de Samory au sud, le gouvernement se rend aux excellentes raisons que font valoir avec un patriotisme éclairé M. le prince d'Aremberg et M. de Mahy, et apporte bientôt une heureuse modification à l'organisation administrative du Soudan. Il englobe sous le nom de territoires militaires les contrées de la boucle du Niger qui par leur distance échappent à la surveillance des gouverneurs du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey

et confie à un lieutenant gouverneur militaire la défense de nos intérêts dans ces fins fonds de notre domaine africain. M. le général de Trentinian aura dès lors le grand honneur de veiller au rétablissssement de notre prestige diminué par la trop longue indécision à laquelle a été condamnée l'administration civile de notre Afrique Occidentale. Digne continuateur des Gallieni, des Borgnis-Desbordes et des Archinard, cet officier supérieur aura le rare mérite d'avoir mené à bien sa difficile mission sans revenir sur le passé. Avec une rare habileté, il sait se servir de l'instrument imparfait qu'on lui a confié et en tirer le plus heureux parti. Grâce à la précision avec laquelle il prépare l'action de nos missions, à la prudence avec laquelle il les dirige, au zèle infatigable avec lequel il soutient leurs efforts, il arrive à briser les dernières résistances de la barbarie : les pays situés dans la boucle du Niger sont définitivement placés sous notre dépendance; les Touareg sont rejetés dans le désert; Samory est poussé et se fait prendre dans le filet qu'il lui a habilement tendu. A son collaborateur et successeur M. le colonel Audéoud revient aussi une large part dans le succès final comme dans la reconnaissance du pays.

*
* *

Le Dahomey était à peine devenu colonie française que déjà l'Angleterre essayait de nous couper du côté de l'est l'accès du Niger au profit de son hinterland du Lagos. Pour ne pas arriver les derniers sur le fleuve, il fallait agir vite et établir notre protectorat sur un immense pays peuplé d'un mélange d'agriculteurs peulhs, de guerriers baribas, et de commerçants haoussas.

En 1893, le commandant Decœur franchissait les frontières septentrionales de l'ancien royaume de Behanzin, et, en présence de M. Ballot, fondait sur l'Ouémé, chez les musulmans Baribas, le poste de Carnotville qui devait servir de base d'opération vers le nord. De là on gagne Nikki, capitale du Borgou, dont le sultan met ses États sous notre protectorat, après avoir refusé tout arrangement au capitaine Anglais Lugard qui lui a rendu visite peu de temps auparavant. L'année suivante, nous atteignons Boussa sur le Niger. En 1894, tandis que le commandant Decœur nous créé des droits sur la région occidentale du Borgou, dont Sansanni-Mango est le centre, puis sur les pays du Gourma qu'essaie de pénétrer une mission allemande, le lieutenant Baud s'avance vers le nord à marches forcées et rejoint le Niger à Say, ville qu'aucun Européen n'avait visitée depuis



G. TOUTÉE

Monteil. Son chef vient bientôt l'y rejoindre, et le plan de la mission allemande, chargée d'englober le Gourma dans le Togoland, se trouve ainsi déjoué. M. l'administrateur Alby poursuit parallèlement l'œuvre de MM. Ballot et Decœur, remporte de nombreux succès diplomatiques dans le Borgou septentrional, pénètre dans le Mossi oriental, puis dans le Gourma dont les chefs passent avec nous des traités définitifs de protectorat.



Pour une nation, le meilleur bénéfice à tirer de la possession d'un Empire colonial n'est pas économique, il est social.

Servir d'exutoire aux forces surabondantes, donner asile aux intelligences inutilisées, accueillir la science acquise qui n'a pu s'employer en Europe, telle devrait être la devise de la Civilisation française par opposition avec l'Exploitation anglaise.

Par là notre domaine d'outre mer deviendrait le remède de ces maux toujours grandissant chez les humbles, le sentiment de l'injustice du sort, le mécontentement, l'anarchie.

Hourst

En 1894-1895, le capitaine Toutée longeait la frontière orientale du Dahomey jusqu'au 9e parallèle, atteignait le Niger, à Badjibo, et élevait en face de ce village Fort Aremberg. Puis il remontait le fleuve jusqu'à Zinder et le redescendait jusqu'à Boussa, naufrageant ou s'échouant quatorze fois dans les rapides.

Au lieutenant de vaisseau Hourst revient l'honneur d'avoir le premier accompli la descente du Niger, depuis son point de navigabilité supérieure jusqu'à son embouchure — d'avoir coordonné les travaux de nos premières missions sur le haut fleuve et ceux de Barth, de Mizon et de Toutée sur son bief inférieur par la reconnaissance des vastes régions encore inexplorées du Bouroum et du Songhay.

Le 10 novembre 1895, la mission composée du lieutenant de vaisseau Hourst, que désignaient pour la commander ses belles études hydrographiques du Tankisso et du Haut-Niger, de l'enseigne de vaisseau Baudry, du lieutenant Bluzet, du docteur Taburet et

du père Hacquard, s'embarquait à Koulikoro sur une petite canonnière, baptisée du nom de *Jules Davoust*, en souvenir de l'héroïque officier mort au Soudan à la veille d'entamer la tâche qui incombait à Hourst; les noms d'*Enseigne-Aube* et de *Dantec* avaient été donnés, en souvenir de ces deux autres victimes du devoir, à deux chalands qui portaient l'escorte. Le 23 janvier 1896, le *Jules Davoust* quitte le mouillage de Kabara et commence sa périlleuse descente du Niger à travers des eaux inconnues, au milieu de populations dont les dispositions n'avaient rien de rassurant. On se heurte d'abord au mauvais vouloir des Touareg Iguadaren de Rheiga. Pour s'ouvrir pacifiquement la route, Hourst reçoit le précieux conseil de se faire annoncer partout comme le fils d'Abd-ul-Kérim nom qu'avait pris Henri Barth en Afrique; le commandant se contente de se faire passer pour le neveu du célèbre voyageur et reconnaît bien vite le prix de ce petit mensonge à l'accueil qui lui est fait à Tosaye. « Par une coïncidence tout à fait surprenante, un prophète du pays, autrefois ami de Barth, avait annoncé qu'un des fils de l'Européen reviendrait un jour dans le pays avec trois bateaux. On juge de l'impression produite par l'arrivée du neveu de Barth avec ses trois chalands. »



LE NIGER A KOULIKORO

Cependant au moment où il allait s'engager dans un profond étranglement du fleuve, Hourst reçut la déclaration de guerre d'un chef des Tadmekket qui se présenta lui-même, vêtu de loques mal cousues, pour lui interdire le passage. Après quelques gros mots : « N'aurais-tu pas un vieux pantalon à me donner? demanda le sultan »; on lui donna la culotte demandée et le passage s'ouvrit tout seul.

Le 1er mars, la flottille, surveillée sans cesse par des cavaliers touareg, passe devant Bouroum. Peu à peu la surveillance devient plus menaçante : les Egédéchés paraissent décidés à l'attaque; un obus d'hotschkiss leur est envoyé et les ramène à résipiscence. Le 4 mars, on entre dans le pays redouté des Touareg Aoullimiden. Si, contrairement à toute attente et grâce aux bonnes recommandations emportées par le P. Hacquard, les

relations avec les indigènes furent courtoises, la navigation fut bientôt hérissée de dangers. De nombreux brisants barraient le fleuve ; le *Jules Davoust* vient un soir s'y déchirer ; il faut des efforts surhumains pour le remettre à flot. Le 18, nouveau barrage, nouvelles avaries qu'on répare tant bien que mal. La mission atteint enfin Sinder, puis Say où elle devait rester 5 mois et demi.

Hourst put constater que l'influence d'Ahmadou avait pénétré jusqu'en cette lointaine région ; l'ancien sultan toucouleur avait tenté, non sans succès, de confédérer tous ceux qui redoutaient l'apparition des blancs sur les rives du Niger. Aussi par prudence le commandant va-t-il s'établir à 6 kilomètres en aval de Say ; il y construit un fortin auquel est donné le nom de fort Archinard. C'est là que la mission resta jusqu'au 15 septembre, obligée d'employer la menace pour se procurer des vivres, exposée aux intrigues des toucouleurs qui l'empêchent de rayonner dans le pays. La route fluviale restant seule ouverte, on continue la descente du fleuve de Say jusqu'aux bouches. Les chefs du Dendi se montrent favorables : l'un d'eux, ivrogne au delà de toute expression, ne trouve qu'une critique à adresser au lieutenant : celle d'avoir oublié de lui apporter... du champagne ! A Boussa, le *Jules Davoust* entre de nouveau dans la région des rapides ; celui de Mali est franchi sans le concours d'aucun pilote indigène ; à celui d'Aourou, l'*Aube* chavire près de la berge et ses passagers passent la nuit sur sa coque immergée de 30 centimètres : à force d'énergie le bateau est enfin remis à flot, les derniers rapides sont franchis et on arrive au poste d'Aremberg que l'on trouve occupé par les agents anglais de la compagnie du Niger. Le 29 octobre, la mission, après avoir descendu sans accident le fleuve jusqu'à son embouchure, rentrait à Porto-Novo.

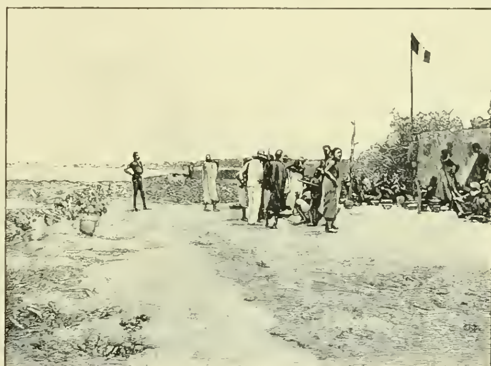


LE NIGER A SAY

Contrairement aux conclusions du commandant Toutée, elle rapportait

la certitude que si le Niger, navigable en territoire français sur plus de 1.700 kilomètres, est la plus admirable voie commerciale dont puisse être doté le Soudan, son accès en est fermé au sud, au grand avantage de nos commerçants français, par une série de rapides presque infranchissables qui coupent la route à la concurrence des marchands anglais de la Nigéria.

Les nouvelles missions du gouverneur Ballot et du lieutenant Vermeersch, en 1896, jettent bas les derniers voiles qui couvrent encore l'arrière pays dahoméen. Enfin en 1897, le capitaine Bretonnet parcourt en tous sens le pays bariba, débouche à Ilo sur le Niger, descend le fleuve en passant des traités avec les sultans riverains et occupe effectivement Boussa, malgré les protestations d'un mercanti nègre qui se dit agent de la compagnie anglaise du Niger.... sans savoir bien au juste ce qu'est cette compagnie et à plus forte raison l'Angleterre.



LA MISSION HOURST A BOUSSA

Tous ces explorateurs du pays dahoméen et du Niger apportèrent une puissante contribution à la défense de nos droits menacés par l'avidité britannique et si bien défendus d'autre part par l'héroïque Mizon, dont nous exposerons l'œuvre admirable dans un chapitre ultérieur, quand s'ouvrirent les débats préliminaires à la convention anglo-française du 14 juin 1898 qui a définitivement réglé le différend de frontières entre la Nigéria occidentale et le Dahomey.

Le gouverneur Ballot et ses dévoués auxiliaires Decœur, Alby, Vermeersch et Bretonnet ayant ainsi réussi à arrêter la marche des allemands et des anglais vers le Niger et à nous réserver la liberté de nos mouvements dans la Boucle, le colonel de Trentinian obtient, non sans peine, du gouvernement l'autorisation de procéder à l'occupation définitive de ces merveilleux territoires qui constitent le Macina oriental, le Yatenga, le Liptako,

le Mossi septentrional et le Gourounsi et que limite à l'ouest, au nord et à l'est la courbe du grand fleuve africain. C'est au commandant Destenave, résident du Macina, qu'échoit la tâche d'exécuter le plan arrêté par son chef. Nul mieux que lui d'ailleurs ne connaissait ces régions dont il avait personnellement parcouru la partie occidentale et dont les lieutenants Voulet et Chanoine, ses subordonnés, avaient en 1896 exploré la partie orientale avec une méthode et un succès qui ont fait la juste renommée de ces deux malheureux jeunes gens dont la belle carrière devait plus tard se briser dans un des plus épouvantables drames dont le Soudan ait été le théâtre.



CAMPEMENT DE TOUAREG

La colonne Destenave, forte d'environ 700 hommes, se met en route en janvier 1897. Le Yatenga qui occupe exactement le centre de la boucle du Niger et qui est le plus peuplé, le plus cultivé, le plus commerçant et le plus riche de toute l'Afrique occidentale, était aux mains de nos ennemis les Samos. Une série de brillants combats conduit nos troupes devant Ouagadougou dont le Naba nous ouvre les portes en nous demandant son pardon ; cette place est mise aussitôt en état de pouvoir défier toute attaque pendant plusieurs mois. Après s'y être ravitaillée, la mission, dont le lieutenant Chanoine a été détaché pour gagner le Gourounsi et mettre une mission anglaise en présence d'une occupation française effective, marche sur Dori, ville sainte de l'Islam-noir, qui est la clef des pays du nord et de l'est de la boucle. « Celui qui est maître de Dori, dit une tradition en honneur chez les marabouts, tient les Touareg et tous les pays jusqu'à Say et peut commander sur la rive gauche du Niger jusqu'à mi-route du Tchad. »

Une marche méthodique sur deux colonnes inspire une salutaire prudence aux gens du Liptako qui font bon accueil au commandant ; en reconnaissance de la modération dont il use à leur égard, ils lui jurent « que dorénavant rien ne pourra les faire douter de la France et les détacher d'elle ».

Une dernière étape restait à franchir pour atteindre Say : les Toucouleurs qu'Ahmadou a entraînés jusque-là, et les Touareg Cisnigériens qui exploitent abominablement les routes qui mènent à ce passage fréquenté du fleuve, abandonnent la place au capitaine Betbeder ; les uns vont chercher retraite sur la rive gauche du Niger ; les autres se replient entre le fleuve et Dori, attendant la première occasion favorable de nous chasser du pays. Ils croient la trouver le 6 juin.



LE LIEUTENANT BELLEVUE

Trois jours auparavant une reconnaissance composée de cinq européens, d'une pièce de 80 de montagne et de 150 fusils indigènes était partie sous les ordres du capitaine Minvielle contre le marabout Peulh de Diagourou, prêtre et soldat que soutenaient les bandes du Targui M'Diougui. Le 6 juin, à l'aube la petite troupe se heurte à une armée de 200 cavaliers et de 1 200 fantassins rangée en bataille : malgré la pluie d'obus et de balles qui décime leurs rangs, les fantassins foncent avec une audace incroyable sur nos lignes, tandis que leurs cavaliers se massent sur nos derrières et s'apprêtent à fondre sur nous. Le lieutenant Bellevue voit le danger : il demande à son capitaine la permission de charger avec ses spahis ; elle lui est accordée. Suivi de sa poignée de braves il se jette bride abattue sur les Touareg. Mais l'ennemi rassuré par sa supériorité numérique écrasante n'a pas lâché pied. Le lieutenant est bientôt entouré d'un cercle de lances. Un coup de feu l'atteint à la cuisse ; une lance lui laboure les côtes, il l'arrache de ses propres mains et continue à sabrer. A ce moment le fils de M'Diougui lui lance son javelot dans le ventre en criant : « Que le salut soit sur toi, fils de Nazareth ! » Bellevue parvient cependant à se dégager et, malgré ses affreuses blessures, on le

voit revenir la tête haute, sans casque, au port du sabre et au galop. Il tombe enfin évanoui dans les bras du docteur. Son intrépide diversion a fait échouer le plan de l'ennemi ; le clairon sonne la charge : les tirailleurs s'élancent à la baïonnette, tandis qu'une boîte à mitraille tombe au milieu des cavaliers ; les ennemis déconcertés s'enfuient, laissant sur place 180 cadavres, vers leur ville qui flambe bientôt incendiée par nos tirailleurs. Le soir du 6 juin, le drapeau français victorieux enveloppait dans ses plis le cadavre de l'héroïque Bellevue qu'on ramenait à Dori. « Tandis que la garnison sous les armes rendait les derniers honneurs à ce vrai français, un chef noir s'avançait près de la fosse ouverte et disait à nos tirailleurs : « Celui qui meurt devant l'ennemi ne meurt pas ; son nom appartient à la postérité. »



POSTE DE DORI

Après une série d'heureuses opérations dans le Yatenga, le Boussansé et le Mossi, la colonne Destenave rentrait à Kayes au mois de mars 1898, après avoir relié Ségou à Say par une chaîne de postes et placé sous la domination française tous les territoires qui constituent le lien géographique naturel entre le Soudan septentrional et les deux colonies de la Côte-d'Ivoire et du Dahomey, qui sont avec la Guinée les assises du Soudan méridional.

Depuis 1898, de simples opérations de police ont suffi pour réprimer les tentatives de quelques dissidents aux environs de Ouagadougou : la plus pénible fut dirigée, en février 1899, contre les gens de Gorsi dont l'inutile résistance coûta la vie à l'un de nos plus brillants officiers du Soudan, le lieutenant Grivart, foudroyé par le poison d'une javeline empoisonnée qui l'avait blessé légèrement.

La première partie du programme du général de Trentinian était exécutée : restait à réduire les Touareg et Samory.

*
* *

Sans doute nous occupions solidement Timbouktou au lendemain du désastre de la colonne Bonnier; mais notre domination s'arrêtait à une portée de canon de la place. C'est qu'en effet cette région du Niger était infestée par les bandes insaisissables des Touareg, aussi ardentes à la guerre qu'au pillage, ne faisant même l'une que pour vivre de l'autre. Une série de postes avait bien été fondée de Timbouktou à Goundam, sur le lac Télé, pour protéger la fertile région du Kissou où les noirs sédentaires se réclamaient de notre protectorat, mais nos fortins avaient bien de la peine à résister eux-mêmes aux incursions des Kel-Antassar. Le 1[er] août 1893, une petite colonne commandée par le capitaine Florentin se met à la recherche de l'ennemi et, après lui avoir tué ses principaux chefs en deux rencontres, le rejette dans le désert.

Les années suivantes, les opérations sont continuées pour dégager complètement les abords du Niger, particulièrement du côté de l'est et tirer tout le profit désirable de la profonde impression laissée en aval du Timbouktou par la mission Hourst. Cependant en juillet 1895, la région était toujours dans une situation critique ; le commerce était entièrement paralysé ; les chefs touareg n'essayaient guère de s'attaquer en plein jour à nos postes ; mais, par les nuits sans lune, leurs cavaliers dirigés par un remarquable chef de partisans, N'gouna, se glissaient jusqu'à nos avant-postes et se précipitaient en furieux, parfois au nombre d'un millier, sur les solides haies d'épines au milieu desquelles nos poignées de tirailleurs avaient soin de s'enfermer chaque soir. Le lieutenant Gressard, qui pour se donner de l'air, avait entraîné ses fantassins à des marches quotidiennes de 40 à 50 kilomètres par jour sous un ciel de feu et réussi à débusquer successivement les Touareg des points d'eau indispensables à l'existence des nomades comme à celle de leurs troupeaux, finit par rejoindre N'gouna au puits d'Emmela. La rencontre fut terrible ; N'gouna resta sur le champ de bataille avec tous les guerriers de sa famille ; mais cette victoire nous coûtait de nombreux tués et blessés parmi lesquels les lieutenants Lastie et Bérard.

En 1897, est confiée au commandant Klobb la surveillance des tribus touareg qui, après un an de repos, ont recommencé leurs campagnes de piraterie. Si les résultats militaires obtenus cette année-là furent considérables, ils furent d'autre part bien chèrement achetés.

Le 19 juin, notre avant-garde de cavalerie commandée par le lieutenant de La Tour de Saint-Ygest, ayant eu vent d'un petit parti de nomades

Iguadaren, se jette à sa poursuite. Les Touareg prennent chasse; mais leur retraite n'est qu'une feinte; le gros de leurs forces, composé de 5 à 600 hommes montés à méhara et conduits par Abbidin, marabout fanatique et remuant, se démasque à un signal donné de derrière une dune de sable et se jette sur nos cavaliers. Ceux-ci parviennent à se dégager et à se replier sur le peloton de cavalerie commandé par le lieutenant de Chevigné qui arrive à bride abattue mais est bientôt cerné lui aussi. Les Touareg sont trop nombreux; à tout prix il faut se faire jour à travers leurs rangs et rallier l'infanterie qui n'est qu'à quelques kilomètres en arrière. Au signal de la charge les spahis, sabre en main, s'élancent derrière leurs officiers; seuls le lieutenant de Chevigné, criblé de coups de lance, le maréchal de logis de Libran et dix spahis réussissent à se frayer le passage; M. de Saint-Ygest et le reste de nos cavaliers sont tués... « Ici se passe une scène digne de l'antique; M. de Chevigné, mortellement atteint, ne se sentant plus la force de se tenir à cheval, dit adieu à ses hommes et leur ordonne de l'abandonner, de fuir pour échapper aux Touareg qui galopent derrière eux; le maréchal des logis de Libran refuse de se séparer de son chef; ensemble ils fuiront ou, si la fuite est impossible, ils mourront ensemble. Pour vaincre cette généreuse désobéissance le lieutenant de Chevigné, qui tenait son revolver à la main, s'achève d'une balle dans la tête. » Une lutte terrible s'engage sur son corps que les spahis exaspérés ne veulent pas laisser aux pillards; mais les prodiges de valeur ne peuvent rien contre le nombre; le corps de l'infortuné lieutenant doit être abandonné, et le jeune de Libran, blessé grièvement, ne peut que rallier ses hommes qu'un dernier effort vient de dégager pour quelques instants. Tous ces braves, atteints de plusieurs blessures, se soutenant mutuellement en selle les uns les autres, sont enfin assez heureux pour rejoindre le détachement de tirailleurs soudanais.



TOUAREG IGUADAREN

Les commandants Goldschœn et Klobb tirent une première vengeance des Iguadaren en leur tuant 18 cavaliers et en leur blessant une centaine près de Goursgaye. En mai 1898, une nouvelle colonne forte de

50 spahis et de 300 tirailleurs se met à leur poursuite ; le 14 juillet, le lieutenant Delestre les atteint avec une escouade de 40 hommes ; pendant trois heures il tient tête au rezzou d'Abbidin et l'oblige à s'enfuir laissant 80 cadavres sur le sol. Surpris enfin à Zamgoï, décimés par nos balles les Iguadaren demandent l'aman. En octobre 1898, le Madibo (grand chef) des Aouellimiden rassemble ses vassaux autour des puits du Nord. Une reconnaissance est envoyée contre lui : battus en plusieurs rencontres les barbares tentent un suprême coup d'audace. Au nombre de 300 ils se précipitent en plein jour sur notre colonne qui n'a que le



LA COLONNE DANS LES ROCHERS DU DOMGOU

temps de se former en carré : une des faces de ce carré est enfoncée par ces hardis cavaliers. On se reforme à deux kilomètres de là. Engagé à renouveler leur première tentative par le silence de nos fusils, l'ennemi charge à nouveau : il est reçu à 50 pas par deux salves qui le foudroient : un très petit nombre se relève et fuit à toute vitesse dans le nord.

De son côté le commandant Crave est chargé de mettre à la raison les gens de Diagourou (Est-Macina) et les Touareg Logomaten. Le madibo de Diagourou, voulant profiter de nos embarras avec les Aouellimiden et les Iguadaren, avait réuni les bandes de pirates refoulées loin de Dori et prêché la guerre sainte. Les Logomaten, sollicités de se joindre à lui, s'étaient concentrés dans les nombreuses iles qui parsèment le cours du Niger, entre les rapides de Kentatji et l'archipel de Sinder, et y avaient entassé armes et provisions.

A la tête de 300 fusils et d'une cinquantaine de sabres, le commandant Crave se porte en octobre sur Diagourou qu'il trouve abandonné et qui pour l'exemple est rasé ; une marche de 65 kilomètres sous un ciel embrasé, à travers les éboulis de roches, du Domgou, met la colonne en contact avec l'ennemi près le marigot de Kokoro. « L'affaire ne dure que trois quarts d'heure et ne nous coûta qu'un seul homme; le madibo laisse une centaine des siens sur le lieu du combat, un troupeau de 150 bœufs et de 5000 moutons est enlevé. Un poste est créé à Gorokoré, et, après une étape de 32 kilomètres, on arrive devant l'archipel de Sinder. Les Logomaten ont retiré toutes les embarcations. Nos obus fouillent de la rive droite du fleuve les replis du terrain des deux îles les plus rapprochées ; puis, l'adjudant Noirtin ayant proposé de traverser le fleuve sur des radeaux faits de bottes de paille, on se met à l'ouvrage et trente heures après, le capitaine Müller et toute sa compagnie s'élancent sur un « pont de paille » improvisé. A midi le drapeau français était hissé sur le principal village tandis que les Logomaten fuyaient de toutes parts poursuivis par nos projectiles. »

La fondation des postes de Bamba, de Gao et de Sinder a rassuré nos protégés et momentanément éloigné de la région du Moyen-Niger les redoutables pirates qui l'infestaient.

Le danger Touareg n'a pas disparu pour celà et le récent massacre de la mission Cazemajou nous en montre une fois de plus la redoutable réalité.

Le capitaine Cazemajou, un de nos africains les plus expérimentés, avait été chargé, en 1898, par le gouvernement d'étudier la région de Sinder et d'entrer si possible en relations avec le « serky » des Touareg nomades de la rive gauche du fleuve. Le 5 mai, le capitaine et l'interprète Olive, laissant leur petite escorte à quelque distance sous le commandement d'un sergent indigène, se rendent à l'invitation du serky de venir conférer avec lui. A peine ont-ils franchi la porte de la ville qu'une bande de barbares armés de bâtons se précipite sur eux et les assomme.

« Quelques instants après, dit le colonel Audéoud dans son ordre général porté à la connaissance des troupes d'Afrique, le sergent indigène commandant l'escorte et un tirailleur, qui s'étaient rendus sans défiance au marché, sont saisis et mis aux fers avec trois domestiques de la mission, l'interprète Badié-Diarra et le berger également enlevés et emprisonnés.

« Prévenu, le caporal Kouby-Keita prend immédiatement le commandement, met en état de défense le campement de la mission distant de la ville d'environ 1200 mètres, et repousse dans la journée du 5 deux terribles

assauts qui nous coûtent 3 tués et 5 blessés. Puis il envoie dire au serky que, si les prisonniers ne sont immédiatement rendus « il prendra et brûlera la ville. » (Sinder entouré d'un tata comptait 9000 à 10000 habitants et il restait à Kouby-Keita... 8 tirailleurs!)

« Puis, pendant la nuit du 5 au 6, une petite patrouille alla brûler quelques cases voisines de la ville sans que l'ennemi osât bouger. Effrayé le serky fit rendre les prisonniers le 6 au matin et proposa, mais vainement, aux tirailleurs de les prendre à son service. « Rendez-nous d'abord les corps de nos chefs et ce que vous nous avez pillé, répondirent ces braves gens, et nous verrons ensuite. » Le serky promit de rendre le lendemain matin les corps des blancs. Les 7 et 8 se passèrent sans incidents, mais sans que les corps fussent rendus. Dans la nuit du 8, les tirailleurs brûlèrent de nouveau et sans éprouver de résistance quelques autres cases de la ville. Le 9 au matin, l'ennemi prononça contre le petit camp français une furieuse attaque qui lui coûta cher, mais nous fit encore 3 blessés. Le 14, nos tirailleurs furent assaillis par une nuée d'ennemis qui les poursuivirent jusqu'aux murs du campement; ils furent obligés de s'y barricader. Dans cette action le brave Kouby-Keita fut tué d'une flèche empoisonnée; furent également tués 2 tirailleurs, et blessés 2 tirailleurs et 1 domestique. Les munitions étaient épuisées. Il fallut songer à la retraite qui commença pendant la nuit du 14 au 15. La poursuite ennemie dura trois jours et nous causa encore 1 tué et 3 blessés. Les débris de la mission arrivèrent enfin, le 8 juillet, à Ilo, après des fatigues et des privations extrêmes. Sur les 18 tirailleurs de la mission, 6 avaient été tués, 8 blessés, 4 seulement revinrent intacts.

« Ces chiffres ont leur éloquence et prouvent quelle a été l'héroïque conduite de la petite troupe. Les tirailleurs de la mission ont fait plus que leur devoir et ont prouvé une fois de plus quelle confiance on peut avoir en leur bravoure, leur ténacité et leur fidélité. »

Pour dompter la vaste confédération de tribus pillardes qu'on englobe sous le nom de Touareg une tactique s'impose. Le gouvernement français l'a comprise et admise. Nous avons vu plus haut comment la prise de leurs repaires d'In Salah et d'In Rhar leur a fermé les marchés du nord vers lesquels ils acheminaient leur butin ; la destruction de l'empire de Rabah va leur fermer ceux du sud et de l'est. Dans un avenir peu éloigné les Touareg sont condamnés à se soumettre ou à périr dans le filet qui se resserre chaque jour autour d'eux comme il s'est resserré autour de Samory.

CHAPITRE XXVII

La Prise de Samory.

M. Binger, gouverneur de la Côte d'Ivoire. — Le capitaine Marchand et le Transnigérien. — Prise de Thiassalé — De la Côte d'Ivoire au Niger — Samory menace Kong. — Monteil est envoyé au secours de Kong; son rappel. — Marche de Samory vers le sud. — On négocie avec l'almamy. — L'assassinat du capitaine Braulot. — La révolte de Babemba. — Prise de Sikasso. — Le commandant Caudrelier contient Samory. — Le colonel Audéoud prépare la chute de l'almamy. — Le commandant de Lartigue à la poursuite de Samory. — Sa capture. — Sa mort.

Restait Samory. Réfugié dans le Kénédougou où ses parents et quelques fidèles l'avaient rejoint, il s'était mis, dès 1893, en mesure de se reconstituer une armée parmi les Mandingues du sud-est, en leur prodiguant d'abord l'or de trésors cachés, puis en se livrant à son habituel mode de recrutement par la terreur. Six mois lui avaient suffi pour rassembler un corps de 10000 nouveaux sofas et faire un charnier de toute la région comprise dans les bassins supérieurs de la Volta Noire et de la Bagoë. Etendant le cercle de ses ravages, il se dirigeait vers le sud, c'est-à-dire vers l'arrière-pays de notre colonie de la Côte d'Ivoire.

Sur ce point de la côte du golfe de Guinée l'influence française franchissant les lagunes de la côte avait fait tache d'huile vers l'intérieur. Nos factoreries de Grand Bassam, de Presco et d'Assinie s'étaient développées et nos agents avaient pénétré assez avant dans le massif pittoresque jusqu'alors à peu près inconnu que traversent le Cavally, la Sassandra, la Bandama et la Comoë et qu'habitent des populations de mœurs sauvages, friandes de sacrifices humains, mettant leur coquetterie à orner leurs cases des crânes et des mâchoires de leurs ennemis, faisant volontiers « boire



FACTORERIE DE PRESCO

le fétiche aux étrangers » pour paver de leurs têtes sanglantes le devant des cases de leurs chefs. Si nos progrès avaient été rapides à la Côte d'Ivoire, c'est que de leur mieux y avaient travaillé pour la France le gouverneur Binger et le capitaine Marchand.

Prié par le gouvernement d'assurer l'avenir politique et économique de cette région neuve dont seul jusqu'alors il avait soulevé le voile à deux reprises en 1888 et en 1892 (cette seconde fois en compagnie de Marcel Monnier) le capitaine Binger quittait l'armée et partait avec le titre de gouverneur.

Dès 1892, il passait des traités avec les chefs des villages compris entre le Cavally et la Sassandra; en mars, il était rejoint par le capitaine Marchand qui avait fait ses premières armes en Afrique en 1888-89 sous les ordres d'Archinard et reçu sa première blessure sur la brèche de Koundian. Le futur chef de la célèbre mission Congo-Nil arrivait à la Côte d'Ivoire pour poursuivre en commun avec son collègue et ami le capitaine Manet la réalisation d'un projet dont l'idée première leur était venue au cours de leurs précédents voyages dans le Kénédougou : la jonction du Soudan à la côte Sud par le Transnigérien. Le futur rail leur semblait à priori devoir suivre la vallée de la Bandama.



VILLAGE A L'EMBOUCHURE DU CAVALLY

Un brillant succès et aussi un deuil cruel marquent les débuts de la mission : le gros village de Thiassalé qui commande la Bandama s'est déclaré

hostile ; Marchand l'enlève d'assaut, et Binger y installe comme administrateur M. Pobéguin qui doit en faire la base des opérations vers le nord. Mais le capitaine Manet, parti en reconnaissance sur le fleuve à bord du *Kinjabo*, est entraîné par les rapides et englouti avec tout son équipage. Les deux officiers s'étaient promis que s'il arrivait malheur à l'un d'eux l'autre continuerait à poursuivre l'idée ; Marchand reprit seul sa route.



LA SASSANDRA

Il est obligé de se maintenir dans la vallée de la Bandama orientale ; celle de la Bandama occidentale était occupée par un lieutenant de Samory, ce même Sekou-Ba qui, en 1892, avait tué le capitaine Ménard et qui livrait le pays à une effroyable dévastation. Le 2 décembre, il tombe cependant sur ses avant-postes, les disperse, mais évite de s'engager plus à fond avec le gros des forces samorystes. Il reprend la route du nord à travers un pays que vient de ravager de son côté le successeur de notre ancien allié Tiéba, roi de Sikasso, le rénégat Babemba, devenu le complice du vieux Samory ; le 12 février enfin il atteint près de Tengréla la Bagoï, principal affluent du Haut-Niger : la future voie du Transnigérien était frayée. Mais il fallait rentrer à Thiassalé en passant par Kong. Marchand, abandonné de ses porteurs, passe avec ses tirailleurs à travers une armée de Djimini fétichistes sans se servir d'autres armes que d'un thermomètre. Le capitaine se livrait à ses quotidiennes observations météorologiques quand apparurent les premiers sauvages : ceux-ci voyant le blanc fort attentif dans la contemplation de ses instruments crurent qu'il consultait de puissants grigris ; ils s'avancèrent prudemment, et se mirent à parlementer en agitant leurs arcs. Ayant surpris leur crainte, Marchand se garda bien de leur donner une leçon de choses trop scientifique, et, tout en faisant charger les fusils, vanta si effrontément la souveraine efficacité de son thermomètre que les indigènes préférèrent n'en point risquer les effets.

Le 30 avril, il arrivait en vue à Kong où sévissait une affreuse famine.

Froidement accueilli par Karamoko-Oulé, il pénétrait néanmoins dans la ville à la tête de ses 26 tirailleurs entre deux haies épaisses de spectateurs qui ne cessaient de proférer contre les « nazarahs, les sauvages du bon Dieu » les insultes que les marabouts leur avaient enseignées. Un grave événement vint bientôt complètement transformer les peu aimables dispositions des gens de Kong.


SOFAS DE SAMORY

Des envoyés de Samory arrivèrent annonçant que leur maître voulait mettre son plus jeune fils à l'école musulmane de la ville, et, pour faire royalement les choses, lui donner une escorte d'honneur de 200 sofas. C'était beaucoup de correspondants pour cet unique potache du « bahut » de Kong. Marchand n'eut pas de peine à démasquer le piège ; les députés de l'almany partirent, mais la terreur causée par leur visite resta. Les gens de Kong avaient raison de trembler. Samory n'était pas homme à laisser un affront sans vengeance : aussi Marchand, tout en promettant de revenir bientôt, hâte-t-il son départ pour éviter d'être enfermé dans la place avec sa poignée d'hommes : il a tout juste le temps de regagner Thiassalé avant que les routes n'en soient coupées par les sofas.

Les excellents résultats obtenus en 18 mois dans la Côte d'Ivoire par l'activité extraordinaire de Binger, à qui moins d'une année avait suffi pour parcourir le pays, visiter les chefs, à passer avec eux des traités et à organiser administrativement la colonie étaient à ce point compromis en juin 1897 que le gouvernement sentit la nécessité d'entamer une nouvelle campagne à la fois contre Samory et son allié Babemba, capables à eux deux de lancer 25 000 sofas sur nos territoires. Il venait précisément d'arrêter à Loango

l'expédition prête à partir que le colonel Monteil devait conduire dans le bassin du Nil, vers Fachoda. Ordre est donné à cet officier de s'embarquer sans retard pour Grand Bassam et d'y prendre le commandement d'une colonne qui doit se porter au secours de Kong menacée par l'almamy. Le 31 décembre, l'expédition concentrée sur la Bandama, à 200 kilomètres de Grand Lahou, se mettait en marche ; presque aussitôt elle prenait connaissance des bandes samorystes, les refoulait en leur infligeant de grosses pertes, et arrivait à 60 kilomètres de Kong. Mais bientôt de grosses difficultés de ravitaillement se présentent ; on se heurte à l'hostilité des populations que nous venons protéger. Une série d'engagements, qui tournent néanmoins à notre avantage, nous coûtent 11 tués et 34 blessés ; le colonel Monteil lui-même est blessé à la jambe. Il n'en faut pas plus pour effrayer la Chambre des députés dont quelques maladresses ont éveillé les méfiances. Le gouvernement, pour éviter une crise, arrête la marche en avant, met fin à la mission du colonel Monteil et charge son successeur, le commandant Caudrelier, de renvoyer ses hommes à la côte en ne gardant avec lui que ce qui est strictement nécessaire à la protection des postes existants.



VILLAGE DU PAYS DE KONG

Monteil était à peine rentré à Grand Bassam que Sekou-Ba se jetait sur

de Kong, et y installait une garnison. Le chemin ouvert par Marchand se refermait, barré à mi-route de la Côte de l'Ivoire et du Niger par le vieil almany qui, maître du pays de Kong, pouvait aisément tirer du Mossi et du Yatenga les chevaux nécessaires à la remonte de sa cavalerie et, maître du Boundoukou, n'avait qu'à faire un signe pour recevoir du Sierra-Leone autant de caisses de fusils et de cartouches qu'il en aurait besoin. Il n'était plus séparé de Thiassalé que par une bande de forêt large tout au plus de 150 kilomètres.



A. Audéoud

Le rappel de la colonne Monteil, l'insuffisance des contingents laissés à la disposition du commandant Caudrelier rassurent Samory qui se fait gloire de nous avoir repoussés. Néanmoins des pourparlers sont entamés pour tâcher d'établir une entente amicale avec ce barbare : l'assassinat du capitaine Braulot, attaqué avec sa mission près de Bouna par Sarakéni-Mory au moment même où l'almany nous leurrait de ses bonnes paroles, prouva douloureusement le peu de valeur qu'il fallait attacher à la parole de ce chef de bandits.

Malgré les assurances de dévouement données en 1896 au malheureux capitaine Braulot, notre vassal Babemba, encouragé par notre faiblesse à l'égard de l'almany et par lui pourvu au préalable d'armes et de munitions, se livre à une mobilisation en règle, faisant « la presse » des sofas, pillant les villages amis, réquisitionnant de tous côtés des chevaux pour le compte de son compère. Le capitaine Morrisson chargé de porter une sorte d'ultimatum à l'héritier de Tiéba reçoit un accueil franchement hostile.

Le colonel Audéoud comprend la nécessité de rétablir au Soudan notre prestige bien compromis et obtient enfin l'autorisation d'y faire respecter le drapeau français. Il rassemble, en avril 1898, 1 500 hommes avec 8 canons et marche sur Sikasso qu'il n'atteint qu'après avoir livré 14 combats en 15 jours.

« Sikasso, où s'est refugié Babemba, est une très grande ville, entourée

de deux tatas très solides, épais de sept mètres, hauts de cinq et séparés par un chemin de ronde de cinquante à soixante mètres de largeur; le tata extérieur a un développement de 10 kilomètres. Dans la partie haute de la cité se dresse une butte qui est, en petit, la butte Montmartre de la capitale du Kénédougou. Sikasso compte, dit-on, 30 000 habitants; elle dame le pion à Kong, comme étendue, comme importance commerciale et comme chiffre de population. »

Il fallut une action vigoureuse pour enlever cette citadelle que défendaient 20 000 fantassins et 2 000 cavaliers bien armés. Babemba décidé à vaincre ou à mourir excitait le courage des siens en leur rappelant que sa ville avait défié Samory lui-même. Le 16 avril, les sofas montrent le plus grand acharnement à empêcher le colonel Audéoud d'établir son campement. Le 17, l'artillerie bombarde la place et doit repousser avec ses boites à mitraille une contre attaque de l'ennemi qui se brise contre l'énergie des conducteurs. Le lendemain, tandis que les capitaines Morisson et Coiffé continuaient le bombardement, nos spahis en reconnaissance sabraient la cavalerie de Babemba et lui tuaient 37 hommes; le 23, 1 500 fantassins et 800 cavaliers attaquent une reconnaissance du capitaine de Montguers; ils sont repoussés, mais le lieutenant Gallet, qui protège le convoi de blessés et s'est distingué au premier rang par sa bravoure, est tué raide d'une balle en plein front. Cette affaire nous coûtait 8 tués et 26 blessés. Toute la nuit du 30 avril au 1er mai est employée par la batterie de siège à ouvrir des brèches dans le tata et à incendier la ville.

Au petit jour, 3 colonnes d'assaut se portent en avant tandis que l'artillerie précipite son tir et que les clairons sonnent la charge. Les enceintes sont franchies et un terrible corps à corps s'engage dans le cœur de la ville; le lieutenant Loury tombe mortellement blessé; le lieutenant Hanët est grièvement atteint. Si la ville est en notre pouvoir, si les sofas sont écrasés ou en fuite, un point résiste encore : Babemba s'est retiré dans son dionfoutou (citadelle) avec 800 hommes armés de fusils à tir rapide et il refuse de se rendre. Deux pièces de 80 sont amenées à 100 pas du mur : bientôt une large brèche est ouverte; le commandant Pineau la franchit à la tête de ses hommes; un court crépitement de fusils, des hurlements de douleur... puis une détonation isolée : ceux des sofas que nos balles n'ont pas atteints sont étendus percés de coups de baïonnettes... un cadavre est étendu à l'écart, celui de Babemba : ce brave s'est fait sauter la cervelle.

Sikasso était à nous... mais sa prise nous avait coûté 41 tués et 102 blessés.

« En faisant connaître ce brillant fait d'armes au Gouvernement, le colonel Audéoud declarait que la prise de Sikasso était un événement d'une portée considérable pour la pacification définitive de nos possessions



L'ARTILLERIE AU SOUDAN

de l'Afrique occidentale ; elle affaiblissait directement et indirectement ce qui restait de la puissance de Samory désormais à la merci d'un effort décisif de la France. »

Cet effort décisif allait être donné en 1898. La nouvelle de la prise de Sikasso était parvenue à l'almany au moment où les bandes de son fils livraient un furieux assaut à la ville de Kong, que les lieutenants Demars et Méchet de la colonne Caudrelier avaient reprise aux sofas, au mois de janvier précédent, et dans laquelle ils avaient soutenu pendant quinze jours un siège héroïque. Le commandant Caudrelier avait pu les dégager à temps et mettre la place en état de résister à tout nouveau retour offensif. La chute de la capitale de Babemba avait impressionné le vieux Samory : depuis quelques mois la fortune semblait se tourner contre lui : une incursion du côté des territoires anglais lui avait coûté bon nombre d'hommes ;

la ruine de Babemba était pour lui un coup plus rude encore. Après une dernière tentative pour prendre Kong qui échoue lamentablement, il s'abandonne aux conseils de ses deux griots, Diali-Amara et Morifing-Dian, qui cherchaient depuis longtemps à faire revenir leur maître dans le pays Tomas dont ils étaient originaires, pays qui s'étendait au sud de nos cercles de Kérouané et de Bissandougou. Il se dirige donc de ce côté. Le colonel Audéoud, informé de ce mouvement, lance à sa suite deux colonnes pour le couper du Sierra-Leone. Avec une rare habileté, il l'enserre dans un vaste filet dont le cercle se rétrécit peu à peu. Ces opérations étant terminées, il remet le commandement des troupes le 1er juillet au commandant de Lartigue. Avec une précision et une minutie qui étonnent, Samory organise sa retraite et petit à petit évacue vers le sud, dans la vallée de la Sassandra que vient de parcourir le lieutenant Blondiaux, son immense cohue et tout son matériel.



LE COMMANDANT DE LARTIGUE

Son armée à ce moment comptait environ 4000 hommes armés de fusils à tir rapide, 8000 armés de vieux modèles, 2000 cavaliers; suivaient 120000 femmes et enfants, 8000 captifs armés de fusils à pierre et un troupeau de 6000 bœufs et de 20000 têtes d'autre bétail.

Une brillante reconnaissance du capitaine Ristori apprend au commandant de Lartigue que Samory franchit la Ferédougouba et se défile le long de la forêt vierge habitée par les cannibales Dioulas. Cet officier concentre aussitôt à Touba toutes ses forces disponibles et les dirige dans la région du sud pour couper la route à l'almamy. Les lieutenants Voelffel et Feist

(ce dernier accompagné du sergent Bratières), le capitaine Gaden accompagné du lieutenant Jacquin, rivalisent de vitesse. Le 17 juillet, l'armée de Samory était campée autour de Doué, au sud du Bafing, sur la lisière de la forêt. Avec 240 fusils le lieutenant Voelffel met le désordre parmi les sofas et s'empare de Doué. Effrayé de la pression qu'il sent devenir plus forte de tous côtés, Samory se jette à travers la brousse. Mais la difficulté de ce terrain ralentit sa marche ; la famine commence à exercer ses ravages parmi ses sofas obligés de s'ouvrir lentement un chemin à la hache dans une région où il n'y a plus rien à ravager. Le lieutenant Voelffel qui guette l'almany à Nzo, sur la rive droite du Cavally, le rejoint après une marche insensée de 80 kilomètres à travers marigots et marais, ses hommes ayant de l'eau parfois jusqu'au cou ; il lui tombe à l'improviste sur le dos et, après un violent combat lui enlève, 500 fusils à tir rapide et 20 000 prisonniers que le capitaine Gaden et le lieutenant Mangin évacuaient le lendemain sur Beyla.



LE CAPITAINE GOURAUD

« Le commandant de Lartigue rejoignait, le 17, avec 125 fusils la petite colonne Voelffel-Gaden. Les renseignements recueillis dans le pays faisaient présumer que Samory, avec les débris de ses forces, cherchait encore à passer le Cavally pour gagner le pays libérien. L'état des chemins, rendus extrêmement difficiles par l'hivernage et jonchés de cadavres que laissaient derrière elles les bandes en déroute de l'almany, empêchant la marche d'une colonne quelque peu importante, le commandant dut se contenter de former, pour continuer la poursuite, une solide reconnaissance de 215 fusils dirigée par le capitaine Gouraud, assisté du capitaine Gaden, des lieutenants Jacquin et Mangin, du docteur Boyé, des sous-officiers Brail, Maire, Bratières et Lafon. D'autre part, des instructions très précises étaient données aux postes et aux détachements de la région pour que Samory ne pût s'échapper ; de son côté le commandant de Lartigue, avec

200 tirailleurs, se tenait prêt à fermer aux bandes les routes du sud et de l'ouest.

La reconnaissance se mit en route le 24 septembre; le 26 elle ramassait à Deniféso une centaine de fugitifs errants et abrutis par les souffrances. L'état du pays était d'une indicible horreur; dans les chemins défoncés, coupés de marigots vaseux, l'air était empesté par les émanations des cadavres abandonnés; tous les villages, sans exception, où trois mois auparavant les bandes féroces de Samory avaient promené la terreur, étaient à l'état de ruines lamentables, le plus souvent complètement rasés, encombrés d'ossements, de cadavres décomposés, au milieu desquels restaient encore quelques habitants hébétés et décharnés.



SAMORY

Le 28, de vieilles captives abandonnées déclarent que Samory n'est qu'à une quinzaine de kilomètres en avant, près du lieu appelé Guélémou, que ses bandes sont complètement désorganisées, sans aucun service de sûreté, sauf une petite arrière-garde commandée par Maré-Amara, fils de l'almany. Le capitaine Gouraud se décide à risquer un coup d'audace : il va tenter de pénétrer à l'improviste dans le camp même de Samory pour tâcher de s'emparer de sa personne. Des ordres minutieux sont donnés pour l'exécution de ce plan et en assurer la réussite complète.

Le 29 au petit jour, le bivouac est levé; l'arrière-garde de Maré-Amara, tournée par l'escouade du caporal Godé-Sankaré, est enlevée sans coup férir; vers huit heures, le lieutenant Jacquin et le sergent Bratières, avec une section, atteignent et traversent les premières huttes du campement où une foule sans armes, plus étonnée que craintive, les regarde défiler pendant que les tirailleurs, tout en passant, crient à ces gens de se rassurer et de se taire. La section traverse de même le village des femmes et débouche brusquement au beau milieu de l'immense campement de l'almany. La surprise est complète :

Prévenu par la rumeur qui s'est élevée dans le camp à l'apparition des tirailleurs, Samory, qui lisait le Coran devant sa case, s'est enfui précipitamment et, dans son saisissement, n'a pas eu le temps de prendre une arme dans sa case où se trouvaient pourtant plusieurs fusils et un revolver chargés. « Au bout de quelques minutes de course, le caporal auxiliaire Faganda-Tounkara aperçoit le premier l'almany, reconnaissable à sa haute taille et à sa chéchia rouge serrée d'un turban blanc, qui fuit à toutes jambes, courant comme un jeune homme et cherchant un cheval. Les tirailleurs précipitent leur course, en tête le sergent Bratières et le caporal Faganda-Tounkara. Celui-ci arrive le premier sur l'almany qui lui échappe par un brusque crochet. Tout en courant, les tirailleurs crient : « Ho! Ho! halte! Samory! » Voyant un blanc, Samory, à bout de forces, s'arrête et Bratières le saisit : il s'assied à terre et dit aux tirailleurs : « Tuez-moi! » Le lieutenant Jacquin arrive à ce moment avec le reste de la section; Samory prisonnier est ramené à sa case. Il était temps : de toutes parts les sofas prenaient les armes et la situation pouvait devenir critique. Mais Samory fait un signe, toute fuite s'arrête; en un clin d'œil la nouvelle est connue de tout le camp et met fin à toute lutte. »

Pendant ce temps, les autres fractions de la reconnaissance ont occupé les diverses parties du campement; les marabouts, chefs de bandes et griots viennent se rendre successivement. Un cavalier est envoyé à Moktar et à Saranké-Mory qui se trouvent à 12 kilomètres de là et leur porte l'ordre de venir immédiatement faire leur soumission, sous peine de voir mettre à mort leur père et leur mère. A une heure, ils sont au camp, apportant leurs armes et leurs munitions.

La journée du 30 septembre est employée à détruire les armes, cartouches et barils de poudre qu'il est impossible d'emporter; tout est brisé,

noyé ou brûlé ; puis la colonne se remet en marche : au centre Samory, Saranké-Mory, Moktar et les porteurs du trésor ; à l'arrière, les marabouts, les chefs et les griots. Quant à la grande foule des sofas, des femmes et des captifs, évaluée à 50000 personnes, elle est dirigée sur Touba sous la protection d'une escouade de tirailleurs.

Quelque temps après, Samory, sous la garde du lieutenant Jacquin et du sergent Bratières, était dirigé sur Kayes ; en janvier 1899, il prenait la route de l'exil où ne le suivait que la haine des siens, et était installé, sous une rigoureuse surveillance, au village Congolais de N'jolé. Le 2 juin 1900, un télégramme du commissaire général du Congo nous apprenait la mort du vieil almany.

Ainsi s'est trouvée terminée la carrière de celui qui, pendant plus de quinze ans, n'avait établi et conservé sa puissance néfaste qu'en portant la ruine et la mort dans les régions les plus riches du Soudan. Ainsi se trouvent maintenant dégagés les abords de la voie qu'a suivie M. Salesses et sur laquelle l'intrépide savant a étudié, au cours de ses belles campagnes de 1898-1899, la possibilité de placer sur un tracé un peu différent de celui que proposait Marchand le rail du futur transnigérien, instrument indispensable à la mise en valeur et à l'ultérieure prospérité de ce vaste domaine que limitent au nord la courbe du Niger et au sud la côte du golfe de Guinée.

CHAPITRE XXVIII

L'œuvre de M. de Brazza.

Le Gabon. — Mœurs et cuisine de ses habitants. — Du Chaillu. — De Compiègne et Marche. — Le Roi Soleil. — M. Savorgnan de Brazza et le Dr Ballay sur l'Ogoué. — L'Association internationale africaine et Stanley. — 2e voyage de M. de Brazza. — Le roi Makoko. — Franceville. — La méthode de M. de Brazza. — M. Dolisie fonde Bangui.

Depuis la fondation de Libreville jusqu'à l'arrivée de M. de Brazza, c'est-à-dire de 1849 à 1875, le Gabon n'a pour ainsi dire point d'histoire. Après vingt-cinq ans d'occupation, les gras territoires qu'arrosent le Benito, le Muni, le Gabon, le Comoë, la Remboé, l'Ogooué, le Ngoumié, et que baigne l'Atlantique du cap Saint-Jean au cap Sainte-Catherine, ne diffèrent guère de ce qu'ils étaient un siècle auparavant. Quant à la capitale même, elle eût ressemblé aux autres villages nègres d'Afrique, si l'on n'y eut vu se détacher des huttes indigènes une petite église et une demi-douzaine de maisons enropéennes.

Cependant avant que M. de Brazza vînt révéler à la France la valeur de cette immense contrée, où sa patiente énergie devait nous créer en quelques années un domaine de 800 000 kilomètres carrés, de vaillants explorateurs s'étaient éloignés de la côte basse, marécageuse et effroyablement triste avec son éternelle bordure de lagunes frangées de hauts palétuviers, pour s'élever dans le mystère impénétrable de la forêt vierge à la végétation luxuriante, au feuillage si épais que le soleil pénètre rarement jusqu'au sol, d'où jaillissent les fougères arborescentes, où pointent çà et là des orchidées énormes, où les lianes enveloppent de leur gigantesque filet les lourds massifs des palmiers, des ébéniers, des acajous, des santals emmi lesquels bourdonnent

des myriades d'insectes, bondissent les compagnies de singes, jacassent les perruches, sanglote le gorille, barrit l'éléphant et souffle le lourd hippopotame dérangé dans son lit de vase par le passage de son voisin le rhinocéros. C'est auprès de ces animaux les plus gros du globe qu'habitent, dans de misérables huttes — dont les singes ont eu le bon goût de ne point copier la peu hygiénique architecture — les hommes les plus petits du monde, les Akkas dont les plus hauts ont à peine 1 m. 50 de taille. Et s'enfonçant plus avant dans l'intérieur, ils avaient dépassé la forêt pour entrer dans la savane qui recouvre tout le centre de l'Afrique équatoriale, du Tchad au Zambèze, immenses étendues herbeuses, piquées çà et là de bouquets de mimosas et de gros baobabs. Dans ce paradis... terrestre d'après Schweinfurth, habitent des hommes dont la peau présente toutes les gammes du noir, bavards jusqu'à épuisement de salive, réfractaires à tout travail qui n'est point la chasse à l'ivoire, voleurs... le plus légalement du monde, s'il faut en croire une de leurs légendes : « Au commencement, disent-ils, l'homme noir, l'homme jaune et l'homme blanc vivaient ainsi que des frères. Ils possédaient tout en commun et ne s'exploitaient pas. Une nuit, le blanc qui la veille avait obligé ses compagnons à boire plus que de coutume, se réveilla bien avant que les oiseaux eussent chanté. Il se leva sans bruit, s'approcha du trésor familial et prit tout ce qu'il savait bon. Comme la lune ne brillait pas, il oublia quelques petites choses ; cependant sa charge était lourde quand il partit. L'homme jaune se réveilla peu après. L'absence de son frère blanc l'inquiéta ; il courut tout de suite au trésor et constata le vol. En personnage avisé, il prit les choses bonnes qui restaient et fila. L'homme noir, à l'âme innocente et pure, dormait du sommeil du juste, du juste qui a bu. Le soleil était déjà haut dans le ciel quand il se réveilla. Il bâille, s'étire, se frotte les yeux et cherche ses camarades. Il appelle, il regarde, rien. Lorsqu'il alla au patrimoine commun, au trésor des trois frères, il ne trouva rien de bon : il avait été indignement volé. » Aussi, depuis ce temps-là, quand un noir peut prendre quelque chose à un blanc, il ne vole pas, il opère une reprise.



PAHOUIN

La plupart des nègres du Congo sont anthropophages. « Chez les Batelélès on ne voit ni vieillards, ni aveugles ni estropiés : au premier signe de décrépitude les parents ou invalides sont mangés par la famille... Les Niams-Niams ne mangent pas leurs proches ; ils en troquent les dépouilles contre d'autres cadavres. Les Bengalas sont plus gourmets : trois jours avant de manger un prisonnier, ils en attendrissent la chair, en cassant au



RADE DE LIBREVILLE

malheureux bras et jambes et en l'enfonçant toujours vivant dans une mare jusqu'au menton, la tête fortement fixée à une perche pour empêcher le suicide ou l'évanouissement. Les Pahouins se liment les dents en pointes pour avoir plus facilement raison de morceaux trop coriaces... Les Mombouttos adorent la cuisine à la graisse humaine ; ils épicent leurs plats avec... des cheveux ! »

Parmi ceux qui les premiers partis de Libreville s'aventurèrent en pays congolais il faut citer du Chaillu, « qui, en 1859, se fit une réputation par ses chasses, plus ou moins fantastiques, au gorille », mais ne put se frayer passage jusqu'au fleuve Ogoüé qu'atteignit le premier un commerçant anglais, M. Walker. Pour ne pas laisser l'Angleterre nous devancer dans le pays, le marquis de Compiègne et Alfred Marche forment le projet d'at-

teindre par l'ouest la région des grands lacs et d'y retrouver si possible le célèbre explorateur Livingstone. Un naturaliste de Paris leur ouvre un crédit illimité à condition qu'ils lui réserveront le produit de leurs chasses. En 1872, les deux voyageurs arrivent à l'embouchure de l'Ogoüé, mais sont bien vite arrêtés par le manque de pirogues et les guerres intestines qui déchirent le pays. Ils restent un an sur les rives du bas fleuve et nouent d'utiles relations avec N'Combé « grotesque tyranneau qu'ils surnommèrent le Roi Soleil, parce que le chapeau haut de forme dont il aimait à se couvrir



L'OGOÜÉ A LAMBARÉNÉ

la tête était orné d'une plaque de fer-blanc, ancien couvercle d'une boîte de conserves sur lequel était figuré un soleil ». Ce N'Combé, malgré sa gloutonnerie et sa bestialité, avait compris qu'en s'alliant aux blancs il acquerrait la suprématie sur tous les roitelets du bord du fleuve : aussi s'était-il empressé de signer un acte de concession de son territoire à la France. Grâce à l'appui du Roi Soleil, Marche et Compiègne se procurent 4 pirogues, et, en janvier 1873, commencent à remonter le fleuve. Bon nombre de tribus Okandas et Okotas leur font bon accueil et réclament leur alliance contre les cannibales Osyébas. Ils viennent à peine de franchir les rapides que ces derniers les attaquent : les alliés Okandas prennent la fuite, et nos compatriotes sont obligés de rejoindre la route de l'ouest. Ce fut miracle s'ils échappèrent à la mort et purent regagner la côte.

De Compiègne rentre en France pour se faire tuer en duel par un allemand. Marche devait bientôt repartir en compagnie d'un jeune enseigne de



L'OGOOUÉ A N'JOLÉ

vaisseau, noble romain naturalisé français, M. Savorgnan de Brazza, à qui le ministère avait confié la mission officielle d'explorer tout le bassin de l'Ogoüé.

M. de Brazza, auquel, outre Alfred Marche, étaient adjoints le Dr Ballay, le contremaître Hamon, 13 Sénégalais et 4 gabonnais, quittait Bordeaux en août 1875 ; il ne devait y rentrer que trois ans plus tard.

On considérait à cette époque l'Ogoüé comme la plus grande voie fluviale venant de l'intérieur du continent ; certains pensaient même qu'il était un des bras du Congo et le plus navigable d'entre eux. Brazza et le Dr Ballay remontent l'Ogoüé jusqu'à sa source au prix des plus grands dangers et des fatigues les plus rudes. Puis, marchant sept mois pieds nus, au milieu de la végétation la plus épineuse du monde, à la recherche d'une nouvelle voie navigable qui les conduira de la vallée de l'Ogoüé dans celle du Congo, ils découvrent l'Alima, belle rivière de 150 mètres de large. Mais là ils se heurtent à l'hostilité des indigènes Apfourous qu'ont exaspérés les nombreuses fusillades de Stanley. Plutôt que de renoncer à la politique pacifique qui lui a permis de pousser aussi loin au cœur de l'Afrique, de Brazza renonce à descendre l'Alima jusqu'à son confluent avec le Congo et se dirige vers le nord-est. Mais le manque de vivres oblige les deux explorateurs à se séparer : tandis que le Dr Ballay regagne l'Ogoüé avec le gros de l'escorte, de Brazza franchit divers cours d'eau tributaires du Congo ; puis il pousse jusqu'à Okanga, sur le Liba-Okoua. « Dans ce premier voyage de trois ans, dit M. Dutreuil de Rhins, Brazza avait non seulement accompli une magnifique exploration, mais encore il avait su gagner les populations si diverses de races, de langues, de mœurs qui vivent sans lien politique entre la côte et le bassin central du Congo ; il les avait disposées à renoncer à leurs innombrables monopoles, à vivre sous notre influence, à accepter notre direction.....



L'ALIMA

Brazza, rentré en France, apprend avec douleur les mille détails du raid

aussi meurtrier qu'audacieux accompli par Stanley, sous le patronage de l'*Association internationale africaine* qu'a fondée le roi des Belges et que l'aventurier américain a détournée de son vrai but avec une désinvolture sans pareille ; il apprend que cette association scientifique et humanitaire s'apprête même à suivre de nouveau son trop actif agent dans une nouvelle entreprise politico-commerciale.

Pour devancer Stanley et sauvegarder les intérêts français menacés par la politique trop yankee de ce conquistador moderne, Brazza n'attend pas que l'administration ait mis à sa disposition les fonds qu'il a sollicités ; il engage sa fortune personnelle et repart à la fin de 1879 pour le Congo, afin de compléter ses explorations et de fonder des stations françaises qui serviront de barrière aux ambitions démesurées de l'Internationale capitaliste africaine. Cette seconde mission devait durer trois ans et demi et son succès dépasser toutes les espérances : la vraie voie de pénétration dans l'Afrique équatoriale est découverte, elle remonte les vallées de l'Ogoüé ou du Quillou, et, par l'Alima, permet de rejoindre le Congo navigable au-dessus des trente-deux rapides qui en barrent le cours inférieur.



FRANCEVILLE

Les territoires compris entre le cours de l'Ogoüé et le Congo, depuis ses chutes supérieures jusqu'au confluent de son grand tributaire l'Oubanghi, étaient placés sous la domination du roi Makoko. Séduit par la douce persuasion de Brazza, Makoko, par un traité que les chambres françaises ratifièrent d'un vote unanime le 18 novembre 1882, cède à la France tous droits de souveraineté sur ceux de ses états qui joignent la partie inférieure du grand bief navigable du Congo et reconnaît nos droits de protectorat sur tout le reste. Cette double concession est sanctionnée par la fondation de postes qui jalonnent la voie commerciale et protègent la voie stratégique de l'Atlantique au bassin central du fleuve. Libreville et Franceville, fondée en 1879 à la naissance de l'Ogoüé, forment les deux points extrêmes de la route qui traverse le Gabon ; Franceville et Brazzaville fondées en 1880 en amont des chutes du Congo sur le terrain donné par

Makoko, constituent les terminus de la route qui relie l'Ogoüé au Congo. De Brazzaville enfin jusqu'à Liranga, 26 postes sont échelonnés sur la rive droite du Congo pour faire la police de la grande voie fluviale qui mène au cœur de l'Afrique équatoriale.

Par quels moyens M. de Brazza parvint-il à donner à la France cet empire immense? M. Jannsen les exposait de la façon suivante, en janvier 1886, au banquet de la conférence *Scientia*.

Après avoir retracé la conquète humaine et pacifique du bassin de l'Ogoüé il ajoutait : « Cette conduite habile et généreuse ne vous servit pas seulement dans les pays de l'Ogoüé ; elle vous valut des succès plus éclatants encore sur les rives du Congo. Là, le souvenir du passage d'un explorateur célèbre, mais d'un caractère tout différent, était encore tout vivant. Les combats sanglants livrés par M. Stanley avaient répandu partout la terreur et la haine. Vous avez su faire de ce sentiment, qui eût été pour tout autre un obstacle invincible, votre principal élément de succès. C'est là l'origine de ce traité fameux qui donna à la France le protectorat d'une contrée aussi étendue qu'elle-même et nous ouvre la navigation du plus grand des fleuves africains. Le récit que vous avez donné de vos négociations avec ces peuples peint bien les sentiments qu'avaient excités en eux les récents événements. Au moment de conclure ces traités, un des chefs Oubandja, lequel avait combattu Stanley et qui craignait sans doute que vous ne fussiez un de ses envoyés, vous prenant le bras, vous dit : « Regarde cet îlot et demande le nombre des nôtres qui y sont couchés, victimes des armes du premier blanc que nous avons vu. Il a échappé à notre vengeance parce qu'il descendait le fleuve comme le vent! mais qu'il essaie de le remonter! » Cependant tout finit par s'expliquer et la défiance fit place alors à un sentiment tout opposé, au désir de se placer sous notre protection. On creusa un trou dans le sol, et chacun vint y jeter son arme; puis on y planta un arbre, symbole d'abondance et de paix. Un des chefs prenant la parole : « Nous enterrons la guerre, dit-il, et nous l'enterrons si profondément que ni nous, ni nos enfants ne la verrons surgir, et l'arbre qui croîtra ici témoignera de l'alliance entre les noirs et les blancs. » — « Et nous aussi, nous enterrons la guerre, dites-vous à votre tour: puisse la paix durer autant que cet arbre ne produira pas le fer et la poudre! » Vous leur remîtes alors un drapeau français; tous voulurent en avoir, et, pour ajouter de la valeur à cet emblème, chacun vint avec le sien toucher le vôtre. Vous aviez si bien conquis les cœurs qu'il

vous suffit de laisser à la garde de votre drapeau un seul français, l'énergique sergent Malamine, qui était si respecté et dont la voix était si écoutée qu'il eût pu rassembler en un instant toutes les tribus.

« Quand Stanley vint plus tard dans ces régions pour y conclure un traité, il trouva la place occupée et fut stupéfait de votre promptitude et de votre habileté. Il vit partout flotter le drapeau français ; et, du reste, les



SAVORGNAN DE BRAZZA ET SON ESCORTE INDIGÈNE

sentiments des naturels lui prouvèrent qu'il était inutile d'essayer de les séduire. Il fut donc contraint à la retraite. « M. de Brazza, dit-il alors, est un maître homme. » Dans la bouche d'un tel émule, peut-on désirer un plus grand éloge ? Grâce à vous, monsieur, la France étend maintenant son protectorat et son influence prépondérante sur une vaste étendue des rives du Congo, sur le bassin de l'Ogoüé et sur celui de Niari, c'est-à-dire sur un ensemble de territoires grand comme la France et l'Italie réunies ; c'est M. Stanley qui l'a dit. »

Et si l'on veut savoir les services rendus au commerce dans ces régions d'une richesse insoupçonnée, mais jusqu'alors irréalisable par l'absence de tous moyens de communications, écoutons M. de Brazza lui-même.

« Après avoir pacifié sans violences les Faus ou Pahouins, race belliqueuse et cannibale qui, venue du nord-est, avait envahi peu à peu le bassin de l'Ogoüé, j'ai dit aux Adoumas et aux Okandas. « Je vous donne la sécurité contre les attaques des Pahouins; en échange je vous demande la rémunération de ce service. » Chaque homme valide des tribus riveraines doit à la mission deux mois de service par an, pour le service des pirogues et le ravitaillement des postes. Or ils descendent le fleuve à vide ; ils ont le droit d'y placer les produits de leur pays. A la côte ils échangent ces produits contre des cotonnades, des couteaux, etc. ; et à la remonte, chaque homme ayant droit au transport de 3 kilogrammes de marchandises, ils rapportent dans leur pays la valeur du caoutchouc, de l'ivoire qu'ils y ont pris. Ils touchent en outre une solde pour leur service. En un mot, d'opprimés qu'ils étaient autrefois par les Pahouins, ils forment un peuple travailleur et libre. Les Pahouins, voyant les Adoumas s'enrichir chaque jour, se sont soumis au régime de l'inscription. Ce système fut étendu de l'Ogoüé sur le Congo : les Apfourous sont chargés des transports sur l'Alima. Quand un village refuse de se soumettre à l'inscription, on le met simplement en interdit, et le sauf-conduit délivré aux autres leur est refusé ; tous les villages voisins s'enrichissant à leurs dépens, les rebelles ne mettent pas six mois avant de venir à résipiscence. Le commerce le plus important est celui des défroques : les vieux uniformes, les armes démodées, tous les rebuts de la mode font les délices de l'Afrique. La race noire est dans la famille humaine vis-à-vis de la race blanche comme ces enfants qui, dans les familles économes, achèvent d'user les vieux vêtements de leurs grands parents. »



PIROGUES CONGOLAISES

M. de Brazza eut à lutter non seulement contre les difficultés inhérentes à la nature africaine, mais aussi contre la concurrence malveillante et déloyale de l'Association internationale, contre les prétentions du Portugal qui, à l'incitation de l'Angleterre, revendiquait la souveraineté du bas Congo en vertu de vieux droits datant de l'époque de Jean IV ; de plus,

contre la propagande des missionnaires anglais. Aussi M. de Bismarck et Jules Ferry, au nom de leurs pays dont les intérêts étaient communs en la circonstance, provoquèrent-ils la conférence de Berlin dont l'acte général, signé le 26 février 1885, proclama la liberté du commerce sur le Congo et ses débouchés naturels comme sur le Niger, supprimant les monopoles que les compagnies anglaises et portugaises s'étaient efforcées d'instituer à leur profit. Les conventions de 1887 et 1895 entre la France et l'Allemagne et entre la France et le Portugal ont confirmé la France dans la possession des bassins de l'Ogoüé et du Quillou, avec une façade de 800 kilomètres sur l'Atlantique. Dans le bassin du Congo, si nous renoncions à posséder les bouches, nous restions maîtres de toute la rive droite du fleuve de Manyanga, en aval de Brazzaville, jusqu'à Lirangha, au confluent de l'Oubanghi, sur 650 kilomètres de façade. Au delà, le pays inconnu devait appartenir à la puissance qui, la première, l'occuperait effectivement : La France, l'Allemagne, l'*Association internationale africaine* qui venait de transformer politiquement ses territoires d'influence sous le nom d'État indépendant du Congo, allaient rivaliser d'initiative et d'énergie pour étendre leurs domaines vers les profondeurs inexplorées du continent noir.



MISSION CATHOLIQUE AU GABON

M. de Brazza, nommé Commissaire général du Congo français, lance en avant ses intrépides lieutenants. M. Dolisie remonte l'Oubanghi et va fonder Bangui sur la rive droite du coude que décrit dans le nord cette importante artère, tandis que les sujets du roi des Belges, président de l'*Association internationale africaine*, fondent le poste de Zongho sur la rive gauche de la rivière. M. Cholet, puis M. Fourneau, poursuivant l'œuvre de M. de Brazza, explorent et occupent la vallée de la basse Sangha en laquelle ils reconnaissent l'imposante avenue du Tchad.

CHAPITRE XXIX

Sur les routes du Tchad.

Les puissances européennes en Afrique. — Le Tchad. — La mission Monteil. — Paul Crampel. — Chez les N'dris, les Bouzérous, et les Salangas. — Banziris et Langouassis. — Mort de MM. Orsi et Lauzière. — Assassinat de Paul Crampel à El-Kouti. — Assassinat de Biscarrat par les N'gapous.

Le comité de l'Afrique française. — La mission Dybowski. — Crampel vengé. — La première mission du lieutenant de vaisseau Mizon : de la Bénoué à la Sangha par l'Adamaoua et le Mouri. — La mission Ponel. — La mission Maistre. — M. de Brazza et ses lieutenants dans la Sangha et l'Oubanghi. — La deuxième mission Mizon. — Difficultés internationales. — La Convention de 1894.

M. Gentil sur les eaux du Tchad. — Massacre des missions de Béhagle et Bretonnet. — La conquête du Tchad : le sultan Rabah, sa défaite et sa mort à Kousri.

Si l'on trace sur une carte d'Afrique une série de lignes médianes, coupant perpendiculairement à leur façade maritime l'Afrique Mineure, le Sénégal et le Soudan, et le Congo français, on obtient un triangle d'intersection qui enclôt le Tchad.

Qu'est-ce exactement que ce lac et la région qui l'environne? Certes il n'y faudrait pas voir un Eldorado : « le Tchad n'est même pas un lac pittoresque ; le moindre de nos lacs alpestres vaut mille fois une pareille nappe d'eau. C'est un étang, presque un marais, tant il est encombré d'îles et de roseaux. Le Tanganayka, le Victoria sont les berceaux de deux grands fleuves, le Nil et le Congo ; le lac Tchad n'est que le lit de mort de deux fleuves divisés par le désert, le Chari et le Yéou..... Mais c'est le cœur du Soudan; celui qui possédera le Tchad sera le maître incontesté de ces régions immenses, peuplées et riches dont il est le centre géométrique ».

Monteil eut le premier l'honneur de pénétrer jusqu'au Tchad; il fut le pionnier de l'œuvre. A Crampel revient l'honneur de l'idée géniale et simpliste de réunir par la conquête de ce lac toutes nos possessions françaises d'Afrique; et il fut le martyre de l'idée.

Paul Crampel était l'âme de cette pléïade d'africains qui comptait entre autres Mizon, Harry Alis, etc., et qui se réunissait presque chaque soir dans le salon de Mme Crampel, non pour se bercer du rêve des au-delà africains, mais pour travailler avec une scientifique méthode à la solution des grands problèmes coloniaux pour lesquels la masse se passionnait sans les bien comprendre. Aisance, affection, repos, Crampel n'avait point hésité un seul instant à tout quitter pour reprendre l'âpre lutte qu'il avait déjà menée quelques années auparavant dans le bassin de l'Ogoüé sans songer un seul instant que le martyre est souvent la consécration de l'apostolat.



PAUL CRAMPEL

A Loango s'étaient achevés, en juillet 1890, les derniers préparatifs de l'expédition et le départ avait lieu le 10 pour Brazzaville. Crampel a emmené avec lui M. Nebout, qui doit s'occuper du recrutement des porteurs et de leur surveillance, M. Lauzière, ingénieur des arts et manufactures, collaborateur scientifique de la mission, M. Biscarrat chargé du commandement d'une escorte de 30 laptots sénégalais, M. Orsi qui doit seconder M. Nebout, Mohamed-ben-Saïd, étudiant en médecine et interprète arabe, un guide targui Ischekadd-ag-Rèli et une jeune négresse Niarinzhe. Ces deux derniers compagnons arrivaient de France avec Crampel, qui les avait amenés à Paris au retour de son précédent voyage.

Ralentie par mille déboires qui auraient découragé les moins superstitieux, la mission n'atteint Bangui qu'à la fin de septembre et c'est seulement le 3 octobre que l'avant-garde dit adieu à ce poste le plus éloigné de ceux que sur la terre d'Afrique le drapeau tricolore caresse de son étamine.

Chez les N'dris, l'expédition trouve bon accueil; mais elle assiste à de

hideuses scènes de cannibalisme. Trois des porteurs ont déserté. Deux jours après « un des chasseurs de la colonne, qui s'est éloigné de quelque cent mètres du campement se trouve en présence de quatre indigènes; il s'effraie et tire à bout portant un coup de fusil sur l'un d'eux, prétendant que les noirs lui avaient lancé une sagaie et avaient essayé de le saisir. Nebout arrive aux cris; il voit sur les feuilles, à terre, de larges taches de sang; sur une feuille même de petits morceaux de chair sont restés attachés; le N'Dris a dû recevoir une effroyable blessure et être emporté par ses compagnons. Biscarrat s'élance à leur poursuite avec les sénégalais; arrivé au village voisin, il n'y trouve qu'un vieux sauvage assis devant une marmite; dans ses mains le vieux tient une tête humaine et la gratte avec un couteau. Biscarrat prend la tête et continue sa marche. Dans un autre village il trouve une autre marmite dans laquelle mijotent une main et d'autres morceaux de chair humaine : c'est tout ce qui est retrouvé des trois déserteurs; le reste était déjà digéré. » Mais avant de quitter définitivement la région de Bangui, le gros de la mission est obligé de châtier les Bouzérous qui infestent le pays; ces barbares sont repoussés et leurs cases brûlées. Puis, en novembre, une petite expédition s'embarque sur l'*Alima* pour venger le chef de poste Musy qu'ont assassiné avec ses compagnons les cannibales de Salanga. On leur offre d'abord la paix à condition qu'ils restitueront les armes volées aux victimes; les noirs se jettent à l'improviste sur la mission : tout le monde heureusement est sur ses gardes, et les Salangas expient cruellement leur traîtrise.



INDIGÈNES DE BANGUI

En décembre la mission embarque sur des pirogues que conduisent avec une rare habileté les rameurs Banziris; elle arrive ainsi à Bembé d'où, après avoir fêté le 1er janvier 1891 avec la dernière bouteille de champagne, elle s'élance vers l'inconnu, vers le Tchad.

Les relations qu'elle entame avec les peuplades encore ignorées des Langouassis lui donnent un avant-goût des tribulations qui lui sont réservées. M. Biscarrat est obligé de repousser à coups de fusils les entreprises de ces voleurs, dont les villages disséminés dans la plaine ont pour-

tant avec leurs belles plantations de manioc, de mil et de patates un air d'aisance et de probité. Le 12 janvier, M. Ponel, un des lieutenants de M. de Brazza, rejoint la petite colonne et avise Crampel que deux missions, l'une allemande l'autre anglaise, font diligence vers le Tchad. La marche en avant est aussitôt reprise malgré les difficultés que présente le recrutement des porteurs. Mais les fièvres sévissent cruellement sur les blancs : M. Orsi reste en arrière à Bembé meurt le 28 janvier ; quinze jours après c'est le tour de l'infortuné et charmant Lauzière : M. Nebout est atteint d'un eczéma qui paralyse ses forces ; puis les désertions se multiplient parmi les laptots eux-mêmes. Crampel, pour gagner de vitesse les missions rivales, prend les devants. Il a traversé sans encombre le pays des N'dakwas, conjuré par son énergique fermeté et sa douceur le mauvais vouloir des N'gapous et gagné le village d'El Kouti, dont le sultan musulman Snoussi l'a accueilli avec une bonhomie dont il attend les plus heureux effets. Mais bientôt la cupidité de son hôte s'éveille à la vue des marchandises du blanc. Crampel sent le danger qui le menace ; il fait savoir à MM. Biscarrat et Nebout de le rejoindre au plutôt. Malgré les conseils des indigènes qui lui déclarent que son chef s'est jeté dans l'antre du lion et qu'aucune force humaine ne saurait l'arracher de ses griffes, M. Biscarrat vole à son secours avec une poignée de Sénégalais.



VILLAGE DE L'OUBANGHI

Le mercredi 26 mai, M. Nebout, qui a fait l'impossible pour s'assurer le concours de porteurs chez les N'gapous, s'apprête à rallier El Kouti, quand une terrible nouvelle lui parvient.

« C'est fini, écrit-il !... La catastrophe est arrivée. M. Crampel est mort ! Ben Saïd est mort. M. Biscarrat est mort. Tous mes camarades sont assassinés !... Il y a deux jours, un Loango de la troupe Crampel, qui avait pu s'enfuir d'El Kouti et rallier le camp de Biscarrat, raconta à celui-ci ce qui s'était passé chez les musulmans. Crampel et Ben Saïd invités par Snoussi à venir le voir s'étaient rendus au village désigné pour le rendez-vous. Frappés

traitreusement à coups de couteau, ils sont achevés à coups de fusils; puis, dépouillés de leurs vêtements, ils sont trainés nus dans la brousse et abandonnés... Deux sénégalais veulent prendre leurs fusils; ils tombent avant de pouvoir en faire usage; les autres sont saisis et enchainés ainsi que les porteurs.

« Le Loango informe en même temps Biscarrat qu'il a à ses trousses une nombreuse troupe de musulmans qui se tient cachée dans les environs... Dans la nuit du 24 au 25, ceux-ci sortent de leur cachette et se précipitent sur la case du malheureux Biscarrat; avant que le français ait pu dégager son revolver, il est frappé d'un coup de couteau par un N'gapou qui a montré le chemin aux musulmans. Les sénégalais ne sont pas inquiétés, mais leurs fusils leur ont été enlevés avant même qu'ils aient pu rompre les faisceaux. L'occasion se présente à eux de s'enfuir : ils refusent héroïquement, déclarant qu'ils sont des soldats et qu'ils auraient honte de reparaître devant leurs camarades sans leurs armes. »

La première pensée de M. Nebout, qui devait être le seul survivant français de la mission, fut de se jeter avec ses 8 sénégalais sur les musulmans pour venger son chef. Il reconnait bientôt la folie d'une pareille entreprise; mais il fait le serment de revenir, si la colonie du Congo ou le gouvernement ont à cœur de châtier les assassins de Crampel. Il rejoignait bientôt l'Oubanghi, et, le 15 juillet, rentrait à Brazzaville.

Telle fut la terrible odyssée de l'héroïque Crampel. Son sang, si généreusement versé pour la France, n'a pas du moins servi à écrire seulement une page de plus dans le martyrologe africain; on peut dire qu'il en a scellé l'acte de propriété de la France sur les territoires du Tchad qui ne devaient définitivement entrer dans le domaine de la France que dix ans plus tard.

La mission Crampel n'avait point atteint Bangui que, sous l'inspiration éclairée de M. Harry Alis, le *Comité de l'Afrique française* s'était formé à Paris pour ménager à l'œuvre de Crampel l'appui continu des pouvoirs publics et le concours financier des particuliers qui prenaient un intérêt chaque jour croissant au développement de l'Afrique française.

C'est sur l'initiative et aux frais de cette société que M. Dybowski partit de France dans les premiers jours de 1891 : il devait soutenir l'effort principal de Crampel et organiser derrière lui les pays placés sous notre influence. Aussi la nouvelle mission emportait-elle un très important matériel pour l'installation et l'approvisionnement des futures stations.

A son arrivée à Loango, M. Dybowski parvint non sans peine à recruter les porteurs nécessaires à ses 550 charges. Mais il trouve le concours dévoué des trois compagnons européens que le Comité de l'Afrique française lui a adjoints, M. Brunache chef de caravane, M. Chalot, chargé des collections, M. Bigrel, commandant l'escorte de 40 tirailleurs sénégalais. Ce dernier devait, avant même d'être arrivé au Congo, succomber à la fièvre.

On allait atteindre Brazzaville quand un marchand gabonais annonça qu'une mission conduite par M. Fourneau dans la vallée de la Sangha avait été attaquée par les indigènes; un blanc et un grand nombre de porteurs avaient été tués : le lendemain au réveil Dybowski constatait que 26 de ses porteurs s'étaient enfuis.



PIROGUES SUR L'OUBANGUI

La mission célébrait gaiement la Fête nationale à Brazzaville, quand l'évêque envoya un homme prier M. Dybowski de venir lui parler sans retard. Il lui dit qu'il avait une fatale nouvelle à lui annoncer : la mission Crampel venait d'être anéantie. Venant du haut Congo, il avait rencontré une canonnière qui descendait l'Oubanghi portant le dernier survivant de la mission, M. A. Nebout. Cette canonnière arriva à Brazzaville le lendemain et M. Nebout mit M. Dybowski au courant des tragiques événements d'El-Kouti. « Je ne devais pas me contenter de simples assertions pour revenir en arrière, dit le chef de la mission : j'avais comme tâche non seulement de fonder des postes derrière Crampel, mais de le rejoindre lui-même et de le secourir. Je n'eus pas d'hésitation à abandonner mon programme primitif : j'irais sur les lieux voir si réellement les blancs avaient été anéantis. » L'entreprise devait être menée avec la plus grande prudence, car les musulmans avaient enlevé à Crampel 300 fusils, 30 000 cartouches et 300 kilos de poudre. M. Dybowski accepta avec empressement la proposition de M. Nebout qui s'offrit à servir de guide à la mission et

pria l'administrateur de Brazzaville de mettre des canonnières a sa disposition pour le transporter lui, ses hommes et son matériel sur le Haut-Oubanghi. Le voyage fut pénible. Les canonnières, mal entretenues et qu'on n'avait pas eu le temps de réparer, mirent cinquante-sept jours au lieu de vingt à vingt-cinq pour remonter le Congo et l'Oubanghi jusqu'à Bangui. « Les vivres s'épuisèrent et l'on dût s'arrêter fréquemment dans les villages Banjo, généralement hostiles, toujours anthropophages. Chemin faisant, on rencontrait de grandes pirogues où des hommes pagayaient debout, se dirigeant vers le haut fleuve : ces hommes étaient des esclaves qui se rendaient au lieu où ils devaient être mangés.



UN GUIDE CONGOLAIS

A Bangui, il fallut quitter les embarcations à vapeur et se servir de pirogues de 60 centimètres de large, mais longues de 16 à 18 mètres. Les noirs, à l'aide de longues perches, font avancer ces embarcations au milieu d'une eau qui semble en ébullition par suite des nombreuses cascades que forme la rivière. La flottille de la mission composée de 18 pirogues arriva enfin à Bembé.

Là on apprend que les musulmans qui ont anéanti la mission Crampel sont proches. M. Dybowski s'avance à leur rencontre ; mais sa marche est retardée par l'hostilité des Langouassis qui s'enfuient toutefois aux premiers coups de fusil. Le 22 novembre, il retrouve chez les gens de Yabenda quelques-uns des sénégalais de Crampel qui le renseignent sur la position qu'occupent non loin de là les musulmans de Senoussi. Ceux-ci ont eu vent de l'approche de la mission et se préparent à battre en retraite vers El-Kouti. M. Dybowski, pour ne point leur laisser le temps de se retourner, se met en route vers dix heures du soir pour les surprendre la nuit même dans leur campement. Après une marche pénible à travers brousse et marais, on distingue enfin à une centaine de mètres la lumière légère d'un feu de bivouac qui s'éteint. On arrive doucement à vingt mètres du camp ennemi ; la crosse d'un fusil qui a heurté une baïonnette donne l'éveil à l'ennemi. Aussitôt les laptots se déploient, couvrent de leurs balles l'espace dans lequel s'agitent les Senoussi, puis chargent à la baïonnette. En un clin

d'œil les musulmans sont en pleine déroute, laissant sur le terrain bon nombre des leurs, et abandonnant tout leur butin. Quelques jours après, on retrouvait chez les M'Pokos les restes de M. Lauzière, dont le corps devait être ramené en France. Il ne fut pas possible de retrouver celui de Crampel, ni d'obtenir des indigènes, assurément complices de Senoussi, des détails sur l'emplacement exact du massacre.

Peu de temps après, l'impossibilité de ravitailler la petite colonne dans un pays dévasté par les musulmans déterminait son chef à la ramener en arrière : elle avait toutefois réussi à atteindre le Chari, la principale des rivières qui se jettent dans le Tchad, et à faire signer aux tribus riveraines, vivement frappées de la vengeance tirée du meurtre de Crampel, plusieurs traités de protectorat. De retour sur l'Oubanghi, M. Dybowski y fonde plusieurs stations, explore la rivière Kémo, installe les postes de Kémo, des Ouaddas et enfin, à bout de forces et de provisions, reprend la route de Brazzaville.

En arrivant à Loango il rencontre Maistre que le gouvernement et le *Comité de l'Afrique française* venaient de charger d'une nouvelle mission dans la région du Tchad.

Presque dans le même temps que Crampel s'acheminait vers le Tchad par la vallée du Congo, son ami le lieutenant de vaisseau Mizon se mettait en route pour gagner le lac par la vallée du Bas Niger et de son affluent la Bénoué. Il devait s'efforcer de rejoindre le Chari et d'opérer son retour soit par la vallée du Congo, soit par celle de l'Ogoüé. Deux ans auparavant, il avait parcouru cette dernière région, y avait fondé derrière M. Ballay une série de stations et organisé tout un système de transports avec l'aide des indigènes : le *Comité de l'Afrique française* et le *Syndicat français du Haut Benito* avaient assumé les frais de cette nouvelle entreprise.

Mizon, parti de Bordeaux le 10 septembre 1890, entrait, un mois après dans la rivière Forcados, une des branches du Niger, à bord de la chaloupe à vapeur le *René Caillié* qui remorquait 5 petits canots. Le voyage faillit bien être arrêté dès les premiers jours. Sur les rives du fleuve, bordées de roseaux et d'ilots parfois mouvants, habitaient les Patanis, astucieux païens pour qui l'existence semblait n'avoir d'autre raison que le vol et l'ivrognerie. La flottille s'était mouillée, le soir du 20 octobre, contre un ilot de verdure couvert de hauts roseaux, quand le fanal qui seul mettait un coin

de clarté dans la nuit très noire, tomba ou fut jeté bas. Au même instant un long éclair illumine la nuit ; un feu roulant crépite de tous côtés et une pluie de balles vient mettre en lambeaux la tente du bateau, tandis que les tôles résonnent sous les projectiles. Bientôt 11 grandes pirogues chargées de Patanis s'efforcent d'enlever à l'abordage les bateaux de la mission. Mizon défend à ses hommes si brutalement réveillés de sauter à terre, les rassure en abattant le premier noir qui monte à son bord et leur fait ouvrir un feu roulant ininterrompu sur les pirogues qui s'enfuient à toute vitesse de leurs pagaies. L'affaire n'avait pas duré plus de 3 minutes ; mais Mizon en avait été la principale victime : deux coups de feu, tirés à bout portant, lui avaient brisé le bras.



L. Mizon

Quelques jours après, il arrivait à l'entrée de la rivière Noun, à Akassa, chef-lieu des établissements de la compagnie anglaise du Niger. Il expose à M. Flint, agent général de cette compagnie, son intention de remonter le Niger et la Bénoué, en vertu du droit que lui confèrent les récents traités, pour gagner par cette voie courte et économique les territoires placés par les conventions dans la zone d'influence de la France ; et il ne lui cache pas qu'une autre expédition française cherche par la vallée du Congo une autre route d'accès vers les sultanats qui avoisinent le Tchad.

En violation des stipulations formelles de l'Acte de Berlin, et par des procédés d'autant plus odieux qu'ils s'efforcent de les habiller d'une feinte courtoisie, les agents de la Nigeria font l'impossible pour faire échouer le plan de la mission française. Mizon, bien décidé à atteindre quand même son but, se soumet, non sans ironie, aux exigences des mercantis britanniques, et, remis de ses blessures, quitte Akassa.

Il gagne Onitcha, où il prend quelque repos chez les missionnaires français du Saint-Esprit, s'intéressant « dans cet asile de paix dirigé par le P. Lütz, aux travaux scolaires des enfants qui épellent un syllabaire fran-

çais. » D'Onitcha à Assaba la traversée fut rude ; la fièvre et la dysenterie mettent l'équipage hors de service, si bien que Mizon est obligé de chauffer lui-même la machine du *René Caillié* par une température de 38° à l'ombre. Aux vexations de toutes sortes dont il continue à être l'objet de la part de Flint et de ses acolytes, il répond par le dédain : « Comptez sur ma prudence, écrivait-il à un ami ; dans la lutte que j'ai entreprise je passerai quand même dans le Niger tout en exécutant les lois et les règlements de la Compagnie... mais seulement en tant qu'ils ne seront pas contraires à la dignité de la France dont je porte le pavillon... » C'est à Assaba que Mizon rencontra la petite Sinnabou que sa nourrice pria le chef des Français de reconduire à son village d'Houtchi. Elle devait le suivre jusqu'en France, et ne revenir, quelques années après, avec lui en Afrique que pour entrer à la mission de sœurs de Cluny à Onitcha.



LE NIGER PRÈS D'ONITCHA

C'est seulement en compagnie de la fillette, de M. Tréhot, d'un seul tirailleur et d'un indigène que Mizon arriva à Lokodja. Il est bien accueilli, malgré la pauvreté de son équipage, par les roitelets du Mitchi et le sultan du Mouri, grâce au respect qu'il témoigne pour les usages politiques et religieux des pays qu'il traverse.

A Yola, il se heurte tout d'abord à la dangereuse méfiance de Zoubir, sultan de l'Adamaoua, à qui l'anglais Mac Intosh a fait parvenir un message l'avisant « que des étrangers montent la rivière avec un vapeur et deux grands canots et qu'ils apportent tout un convoi de guerre, 700 fusils rayés et 30000 cartouches à son ennemi le fils révolté de l'empereur du Sokoto... Si Zoubir



LA STATION DE LOKODJA

laisse passer le convoi c'en est fait de l'Adamaoua. » Mac Intosh a poussé la bienveillance qui l'anime à l'endroit du sultan jusqu'à préparer un attentat analogue à celui de la rivière Forcados. Mis au courant de l'intrigue, Mizon se rend avec le sergent Ahmed et un indigène pour toute escorte près de Zoubir (20 août 1891) : il lui expose le rôle à double face que joue la Compagnie anglaise, au grand détriment du commerce local, et le rassure tout à fait en lui offrant de visiter ses canots. « Quand le sultan, raconte Mizon, fut convaincu que nous venions, non en maîtres, mais en hôtes décidés à respecter son autorité, il nous fixa une demeure dans le quartier arabe de Yola. Nous étions dans la place, mais nous devions chaque jour subir les assauts de la compagnie du Niger et de ses partisans..... Nous nous fîmes vite des amis parmi les Arabes du nord qu'avait ruinés la concurrence de la Compagnie anglaise. A l'égard des Foulbés de Zoubir, nous pratiquions la charité, considérée par les musulmans comme la plus grande des vertus ; mais par politesse, nous nous attachions à toujours rester en deçà de la libéralité de Zoubir. Nous avons honoré leur religion comme ils honoraient la nôtre ; nous nous conformions à toutes les coutumes du pays, échangeant les cadeaux du premier de l'an musulman, et fêtant de nos petits canons la fin du Rhamadan. »



CAVALIER DE L'ADAMAOUA

Ces bons procédés produisirent le plus heureux effet sur l'esprit de Zoubir. « Tu es mon hôte, lui dit-il un jour, et désormais mon ami. Quant aux Anglais je leur interdis de mettre le pied dans ce pays. » L'amitié de Zoubir n'était point de mince valeur. Petit-fils d'Adama, le grand conquérant Foulbé qui fonda l'empire d'Adamaoua au sud du Tchad, le sultan régnait sur l'un des plus riches et des plus peuplés territoires d'Afrique : son armée comptait 15 000 guerriers et il lui eût été facile de mettre sur pied 300 000 hommes. Sa cavalerie, admirablement montée, comportait un corps de cuirassiers armés de casques et de cottes de mailles couvertes de longues tresses de cuirs.

Quand Mizon quitta Yola le 15 décembre, après un séjour de quatre

mois, il emportait un traité d'alliance avec le sultan et des lettres de recommandation près de ses feudataires. Il avait profité des facilités que lui avait données son allié pour explorer les tributaires de la Haute Bénoué et le seuil qui sépare le bassin de ce grand affluent du Niger du bassin du Chari ; des stations commerciales avaient été installées sur la Bénoué et les agents anglais dûment avertis qu'à la première tentative de vol de nos marchandises, ils seraient reçus à coups d'hotchkiss.

De l'Adamaoua Mizon, toujours accompagné de M. Tréhot et de la petite Sinnabou, regagna le Mouri, gouverné par un vassal de Zoubir; il usa près de ce prince des mêmes procédés courtois qui lui avaient si bien réussi près du souverain Foulbé et reçut en retour les mêmes avantages. Son séjour à Ngaoundéré, ville de 20 000 âmes, fut une suite de fêtes et dura près d'un mois. Mais il ne s'oublia pas dans cette Capoue de l'Afrique équatoriale. Les guides qu'il avait sollicités lui ayant été donnés, il reprit la route du sud. Après avoir traversé une région presque déserte dans laquelle prennent leur source les tributaires de la Haute Sangha, il arriva en pays fétichiste à Koundé, puis à Doka, enfin à Gaza, gros village, situé sur cet affluent du Niger.



LA SANGHA

Le chef d'un village de la rivière Kadeï lui fit savoir que les naturels prétendaient avoir vu des hommes blancs à sept jours de marche dans le sud. Redoutant que quelque expédition allemande ou anglaise eût réussi à franchir le filet si laborieusement tendu par Brazza, Crampel et lui-même avant que la dernière maille en fût serrée, Mizon se porte en toute hâte sur la Mamberé, affluent nord de la Sangha, que remontaient, disait-on, les inconnus. Le 7 avril 1892, le mystère est éclairci : à Comasa, Mizon tombe dans les bras de son ami de Brazza, qui avait remonté la Sangha pour réparer l'échec essuyé en 1891 par M. Fourneau près de N'Zaouaré. Ce vaillant explorateur parti d'Ouesso, à bord de la petite canonnière le *Ballay*, avait pu reconnaître la Likellé et la Massiéba qui donnent naissance à la Sangha ; mais, attaqué sur l'Ekela par les païens, il avait vu tomber à ses côtés ses deux compagnons européens MM. Blom blessé et Thiriet tué ; quoique

blessé lui-même, il avait dû opérer sa retraite en plein pays soulevé, après avoir brûlé sur un grand bûcher le corps de Thiriet et la plus grande partie de ses marchandises. Mizon et de Brazza restèrent trois jours ensemble, puis se séparèrent, le premier pour regagner le Congo, près de Bonga et de là rentrer en France, le second pour organiser une nouvelle mission dont le commandement devait être remis à son lieutenant Ponel lequel devait reprendre en sens inverse, à travers le Mouri et l'Adamaoua, l'itinéraire de Mizon.

« Le programme que s'était tracé Mizon était rempli dans sa partie essentielle : 900 kilomètres de pays absolument inconnus avaient été parcourus de Yola à Comasa ; la jonction géographique était faite entre le Congo et le Bas Niger par la Sangha et la Bénoué ; d'importantes relations politiques et commerciales avaient été nouées avec l'Adamaoua.

Tandis que Mizon gagnait les pays du Tchad par le Bas Niger, M. Casimir Maistre, qui avait déjà illustré son nom par une remarquable exploration à Madagascar, était chargé, à la fin de 1891, par le *Comité de l'Afrique française* de renforcer la mission Dybowski, déjà sur l'Oubanghi, et de reprendre l'œuvre de Crampel : cinq collaborateurs du plus grand mérite devaient partager l'honneur et les dangers du chef de la mission : MM. Brunache, Clozel, de Béhagle, Bonnel de Mézières et Briquez. Le 2 avril 1892, Maistre arrive à Brazzaville, non sans avoir à subir une foule de tracas qui lui font déplorer le peu d'empressement mis par l'administration à améliorer le détestable sentier qui relie à la côte nos territoires du Congo. Grâce à l'énergique concours de M. Dolisie, administrateur principal de Brazzaville, le personnel de la mission, ses 40 laptots sénégalais et ses 400 porteurs sont bientôt en mesure de remonter le Congo et l'Oubanghi à bord de pirogues et des canonnières le *Djoué* et l'*Alima*. On atteint Bangui en quarante-deux jours, et bientôt les piroguiers Banziris amènent toute l'expédition à Kémo, à 2 000 kilomètres de Loango.

Chez les N'dris, M. Maistre rencontre un indigène nommé Ali, esclave fugitif des musulmans du Ouadaï, qui lui parle d'une grande rivière appelée Gribingui, située très loin dans le nord... Serait-ce le Chari ?

Le 11 juillet, on s'élance vers le nord, à la boussole, les guides ayant fui, à travers un désert couvert de brousses et de hautes herbes, coupé d'arroyos qu'il faut passer sur des fascines. Après huit jours de marche qui amènent la mission dans le bassin du Tchad, on relève les traces d'indi-

gènes. Tout à coup les Sénégalais qui sont à l'avant-garde se replient vivement sous une nuée de flèches et de sagaies : ce sont les païens Mandjias qui ont essayé de leur barrer la route. Quelques coups de fusil les dispersent ; puis, comme il faut des vivres, on essaie de parlementer. Peine perdue ; les sauvages exécutent une danse désordonnée, et, bientôt après, renouvellent l'attaque. En cinq minutes, les feux de salve ont mis en fuite les Mandjias. Le lendemain la caravane entre dans leur village abandonné, où elle trouve heureusement de nombreuses provisions de miel. Jusqu'au 8 août, les païens renouvellent leurs tentatives ; un dernier combat livré par nos laptots qui se battent deux heures dans un marais, ayant de la vase jusqu'à la ceinture, décide l'ennemi à se montrer plus accueillant. Maistre se rend presque seul près de leur chef et, après un palabre émouvant, blanc et noir se donnent la main : la paix est faite, et subitement les naturels, oubliant leurs échecs, apportent au camp des vivres en abondance.



La mission traverse après le pays des Mandjias, celui des Ouia-Ouia, puis celui des Ouakas, et, dans les premiers jours de septembre, débouche dans une grande plaine herbue « au milieu de laquelle coule le Gribingui, c'est-à-dire le cours supérieur du mystérieux Chari... la voie naturelle de l'empire musulman de Baghirmi ». M. de Behagle construit des radeaux et en huit jours fait passer toute l'expédition sur la rive droite du fleuve. On arrive ainsi chez les Akoungas, braves gens qui pour un salaire insignifiant, parfois pour rien, aident les porteurs à transporter leurs charges d'un

village à l'autre. Les Aretous en revanche se montrent moins hospitaliers.

Le 24 octobre, contact est pris au village de Gako avec les premiers musulmans du Baghirmi. Gaouranga, sultan de cet empire arabe africain, réside à Bongouman ; il vit en bonne intelligence avec ses voisins, les sultans du Bornou et de Ouadaï, et s'occupe à étendre son influence sur les pays païens du sud, chez lesquels il envoie des résidents et dont il fait venir près de lui les fils de chefs. Ceux-ci, reçus avec honneur et bientôt convertis, deviennent les utiles agents de l'influence islamique dans l'Afrique équatoriale. Maistre aurait vivement désiré entrer en relations avec le sultan du Baghirmi près duquel on lui prédisait un affectueux accueil. Malheureusement l'hostilité des Gaberis, la maladie de MM. Clozel et Maistre, le manque de vivres et l'épuisement des marchandises de traite obligent la mission à se diriger vers l'ouest. Toutefois elle a reconnu dans la rivière Logone un des grands tributaires du Tchad et rejoint dans l'Adamaoua l'itinéraire Mizon.



CHEVAUX DE L'ADAMAOUA

Quoique faisant son entrée à Yola dans le plus grand dénûment, Maistre y rencontre près du gouverneur un accueil, sinon empressé, du moins hospitalier. Mais il ne peut voir le sultan Zoubir, alors en guerre dans le nord, et se contente de lui faire parvenir ses présents. En revanche, il a le vif plaisir de rencontrer à Bakoundi MM. Nebout et Chabredier que Mizon, arrêté sur la Benoüé, a envoyés à sa rencontre.

La descente du Niger et de la Bénoüé s'effectua rapidement et sans trop de difficultés, et, le 23 mars, Maistre arrivait à Akassa avec ses 5 compagnons européens, après avoir parcouru en 14 mois 5000 kilomètres, dont 1 500 à pied, en pays inexploré.

Grâce à ses efforts, ajoutés à ceux de Mizon, le plan génialement rêvé par Crampel était bien près d'être réalisé ; si le Soudan et le Congo ne se trouvaient pas unis, sur les bords même du Tchad, du moins un large passage les mettait en communication par les vallées de la Bénoué, du Chari ou de la Sangha, placées par une série de traités sous l'influence française.

De son côté, M. de Brazza s'employait activement à élargir encore la route qui menait du Congo au Tchad. Installé à Ouesso, vers la fin de 1891, il avait peu à peu établi pacifiquement par sa méthode ordinaire notre domination sur la haute Sangha, organisé la navigation sur les biefs navigables de la rivière, frayé pour les relier l'un à l'autre une route qui contournait les rapides, fondé une série de postes à Bania, à Gaza, à Koundé. Une tentative pour créer une résidence à Yola, en 1892, s'était heurtée au mauvais vouloir de Zoubir, prisonnier des intrigues britanniques; en revanche, le sultan de Ngaoundéré lui avait fait meilleure figure et agréé avec empressement ses avances amicales.



PORTEURS D'IVOIRE

D'autre part le créateur du Congo français ne négligeait point d'étendre vers l'est nos possessions et de préparer la future voie d'accès vers le Nil : ses lieutenants remontaient l'Oubanghi; M. Gaillard créait une station à Yacoma, au confluent de l'Oubanghi et du M'Bomou; M. Liotard s'établissait aux Abiras, entre le M'Bomou et l'Ouellé, et se heurtait aux belges du Congo indépendant qui, sous des influences qu'il n'était point malaisé de deviner, essayaient de nous couper la route du Nil. La situation devenait bientôt des plus critiques sur ce point, et le gouvernement français pour soutenir ses droits décidait, dès 1893, d'envoyer dans le Haut Oubanghi une forte expédition dont le colonel Monteil devait prendre le commandement. Nous verrons plus loin comment la marche de cette colonne se trouva suspendue et comment seule l'avant-garde, sous les ordres du capitaine Decazes, devait, à la fin de 1893, arriver jusqu'à Yacoma.

La seconde expédition du lieutenant de vaisseau Mizon sur la Bénoüé allait encore compliquer la question africaine et pousser à l'état aigu la jalousie de toutes les puissances européennes, envieuses ou inquiètes des extraordinaires progrès de notre expansion en Afrique. Mizon, sentant qu'il était de toute urgence d'asseoir nos droits sur des actes de possession réelle dans les pays qu'il avait si bien su entraîner en 1891 dans l'amitié française était à peine rentré en France qu'il repartait presque aussitôt pour le Niger.

L'Angleterre et l'Allemagne dont les intérêts sont communs au Golfe de Guinée, concluent entre elles un accord pour sauvegarder leur influence dans la Nigeria de l'est et dans le Cameroun : le baron de Nechtritz et le Dr Passarge s'embarquent eux aussi pour l'Afrique afin de faire échec à Mizon. Ce dernier n'a pas plutôt franchi la barre du Niger qu'il se heurte de nouveau à l'hostilité des agents britanniques : ses bateaux sont illégalement retenus de façon à donner à la mission allemande le temps de prendre les devants. Avec un calme admirable il déjoue tous les pièges qui lui sont tendus et poursuit sa route sur la Bénoüé. Il n'était plus qu'à 200 kilomètres de Yola quand la baisse des eaux fit échouer ses bateaux chargés de ravitailler en pacotille les comptoirs précédemment installés sur la rivière. Immobilisé durant toute la saison sèche, il renoue des rapports avec le sultan du Mouri, installe chez lui des factoreries, puis, en l'aidant à réprimer la révolte des païens de Koâna, il en obtient, le 22 novembre 1892, un traité de protectorat. Ce dernier succès mit le feu aux poudres : la compagnie anglaise du Niger élève contre cet acte diplomatique les plus violentes protestations, arguant que le Mouri relève de sa zône d'action ; elle fait saisir le *Sergent Malamine*, ponton-comptoir de Mizon, pour refus d'acquitter la taxe douanière qu'elle réclame en raison de ses prétendus droits de souveraineté sur le Mouri. Le gouvernement anglais appuie avec d'autant plus d'énergie les revendications de sa compagnie, que Mizon vient de faire signer au sultan Bachama un nouveau traité de protectorat. L'Allemagne de son côté, en apprenant que Zoubir a ratifié, le 19 août 1893, la convention qui nous donnait l'Adamaoua, objet de ses convoitises, n'hésite pas à prendre parti contre nous dans cette querelle d'allemand. Le gouvernement français s'effraie, rappelle Mizon et abandonne à ses diplomates le soin de sauver le plus possible des avantages acquis à la France par l'intrépide voyageur.



LA BENOUÉ EN AMONT DE YOLA

S'il faut se garder dans le règlement de semblables questions d'une intransigeante avidité, s'il est un devoir de courtoisie internationale de respecter les droits acquis par des rivaux sur des territoires où leurs nationaux ont fait œuvre de science et de civilisation, et aussi de ménager leurs

légitimes soucis de défense territoriale ou leurs besoins d'accès vers de grands débouchés naturels, peut-être la France exagéra-t-elle ces vertus et ne montra-t-elle pas suffisamment d'énergie à défendre les conquêtes faites en son nom dans la région d'entre Niger et Congo par Monteil, Mizon, Maistre et Ponel. Par la convention du 4 février 1894, la France renonce au profit de l'Angleterre à la vallée de la Bénoué ; elle laisse l'Adamaoua à l'Allemagne ; mais elle conserve par la Sangha, le Logone et le Chari sa voie d'accès au Tchad : tous les pays situés à l'est et au nord du grand lac, depuis les bouches du Chari au sud jusqu'à Barroua au nord-ouest, sont placés dans sa sphère d'influence. L'Angleterre, par un arrangement particulier conclu avec l'État indépendant du Congo, avait essayé de nous barrer la route de l'est en attribuant à cette puissance les pays du Bahr-el-Ghazal et la rive gauche du Nil, en échange de la cession à bail d'une bande de terre qui longeait le Tanganyka et lui permettait de réaliser ultérieurement son rêve de la route du Cap au Nil. La convention du 11 août 1894 mit à néant cet arrangement et arrêta l'expansion belge à la ligne du M'bomou.

Ces conventions devaient être encore modifiées et complétées par celles qui suivirent en 1898, l'incident fameux de Fachoda.

Si les conventions de 1894 ne réalisaient pas pleinement le rêve de Crampel, si en dépit d'héroïques efforts la France n'avait pu faire du Tchad un lac exclusivement français, le Soudan, l'Algérie et le Congo pouvaient encore se rejoindre sur la rive orientale de cette vaste cuvette dont Monteil était encore le seul à avoir aperçu les eaux. De plus, aucune barrière ne semblait alors arrêter vers la vallée du Nil l'expansion de notre influence. Il s'agissait donc de reprendre dans l'est du Tchad l'œuvre accomplie dans l'ouest par nos grands Africains, de suivre dans le Baghirmi, le Wadaï, le Kanem, le Borkou, le Tibesti et l'Aïr la politique inaugurée par Mizon dans l'Adamaoua et le Mouri, et de pénétrer par le M'bomou dans la vallée du Nil pour disputer à la barbarie derviche les territoires depuis longtemps abandonnés par l'Égypte. Tandis que Monteil, Decazes et Liotard préparent l'exécution de la seconde partie de ce programme, d'autres vaillants en poursuivent énergiquement la première partie.

En 1895, M. Clozel gagne la Haute-Sangha et relie les postes de Bania et de Gaza à la vallée de Logone, apportant ainsi une utile contribution à la connaissance de l'ensemble du réseau fluvial dont les eaux alimentent le

Tchad et complétant sur ce point les études analogues faites précédemment par la mission Maistre dans la vallée du Chari.

Cette même année, M. Gentil, ancien enseigne de vaisseau et administrateur colonial, est chargé de pousser jusqu'au Tchad et d'établir sur la rive même du lac des postes qui constitueront la base des opérations ultérieures destinées à asseoir notre influence sur les régions à peu près inconnues que nous ont données les traités. Il part pour Libreville accompagné de MM. Fredon, Prins, Huntzbutler, l'ancien second de Mizon, et Vival ; ce dernier devait succomber à une atteinte de fièvre pernicieuse dès son arrivée à Loango. Les ateliers de Saint-Denis avaient construit pour la mission un petit vapeur démontable, le *Léon-Blot*, très savamment aménagé et destiné à promener le premier les couleurs françaises sur les eaux de la mer intérieure africaine.



DANS LE HAUT-OUBANGHI

M. Gentil a gagné l'Oubanghi, puis remonté le Kémo et son affluent la Tomi, fondé sur le bord de cette rivière le poste de Krebedgé. En septembre 1896, il franchit le seuil d'entre Congo et Chari et établit un nouveau poste sur une des sources de ce fleuve. Mais ce cours d'eau n'est pas navigable ; il faut chercher une autre voie d'accès vers le Chari ; M. Gentil rejoint alors le Gribingui, et complétant les études de Maistre sur ce cours d'eau, y reconnait, non pas une des branches, mais seule-

ment un important affluent du Chari. Cette voie fluviale lui paraissant favorable, il installe à proximité plusieurs postes dans lesquels il concentre tout le matériel nécessaire à sa marche en avant, opère le montage du *Léon-Blot*, et lance son petit vapeur au fil de ces eaux qui le porteront cette fois sur le Chari... et sur le Tchad.

Mais avant de s'aventurer plus loin, M. Gentil tient à être parfaitement renseigné sur la situation politique des états musulmans qu'il lui faudra traverser.

De grands événements s'étaient en effet produits depuis peu dans les environs du lac ; une sorte de Samory y était apparu ; c'était Rabah. Ce puissant marabout, chef de la confrérie des Senoussi, avait quitté, vers 1892, la rude région des oasis essaimées dans le sud du désert Lybien, et, après un raid extraordinaire à travers l'Afrique centrale, s'était jeté sur les riches régions qui confinent le lac ; le Manga, le Kanem avaient été submergés par les hordes du conquérant ; en 1894, ç'avait été le tour du Baghirmi. Tandis que quelques-uns des partisans du conquérant battaient au loin le pays, lui-même refoulant les Baghirmis avec le gros de son armée venait mettre le siège devant leur capitale Maïnheffa, grosse ville bien fortifiée, située sur le bord du Chari. Après une héroïque résistance de cinq mois et demi, les assiégés, pressés par la faim, s'étaient fait jour, leur sultan en tête, à travers les lignes Senoussi, avaient gagné Milé, puis Massinia. Rabah, qui eût pu, grâce à la supériorité de son armement, achever la ruine des Baghirmis, n'avait pas cru devoir poursuivre la lutte convaincu qu'il aurait été impossible de maintenir les vaincus sous son joug. Aussi s'était-il tourné vers le Bornou, « pays riche, où les habitants amollis par le bien-être qu'ils se sont créé par leur commerce, ne lui avaient opposé qu'une faible résistance. » Kouka la capitale du Bornou ayant été prise et le pays soumis rapidement, Rabah avait aussitôt organisé sa conquète. Il s'était installé à Dikoa, et avait mis des garnisons à Logone, Koussouri et dans les places importantes du Chari ou des îles du Tchad autrefois dépendantes du Baghirmi.



SUR LE CHARI

Or, en arrivant sur le Chari, M. Gentil eut la preuve que Rabah était le véritable instigateur du meurtre de Crampel et que l'assassin n'était autre que son lieutenant Hassay ; il apprit également que les derniers survivants de cette malheureuse mission étaient encore chez Rabah et que la petite Niahrinze avait été prise comme épouse par Fadel Allah, fils de Rabah ; enfin le nord du Baghirmi était rien moins que sûr ; outre les garnisons régulières de Senoussi installées entre le Chari et le Logone, bon nombre de flibustiers battaient le pays, non en conquérants mais en détrousseurs de chemins. M. Gentil se préoccupe donc de mettre d'abord ses postes du Gribingui à l'abri de toute surprise. Cela fait, il embarque sur le *Léon-Blot* et commence la descente du Chari.

Il s'arrête au confluent du Bahr-Erguieg pour aller à Massinia rendre visite au sultan de Baghirmi qui lui fait un accueil des plus hospitaliers et sollicite l'appui de la France pour rentrer en possession des provinces dont l'a dépouillé Rabah. M. Gentil lui promet qu'à son retour du Tchad la question sera sérieusement examinée. Malgré les exhortations du sultan, qui redoute pour elle les pires malheurs, la mission rejoint le *Léon-Blot* et reprend la descente du Chari. La brave petite canonnière passe fièrement devant Koussouri et Goulfeï ; « vraie folie, conte M. Gentil, car si vous aviez vu, comme moi, la situation stratégique de ces deux places, vous n'auriez pas donné lourd de notre peau. Un simple canon aurait eu raison de nous, et Rabah en possède huit. » Contrairement à toutes les prévisions, les Senoussi ne tentèrent rien contre l'expédition ; bien mieux, les garnisons du Chari, en apprenant l'arrivée des frères de Crampel, s'étaient repliées sur Dikoa. A Goulfeï, les Baghirmis accueillirent M. Gentil en sauveur « et l'honorèrent de la *fatrach* sorte d'invocation religieuse qu'on n'adresse qu'aux plus hautes puissances d'ici-bas ». La marche vers le Tchad de ces cinquante Français était considérée par tous comme quelque chose de surhumain ; son audace devait en imposer jusqu'au bout aux gens de Rabah.

Enfin, le 1er novembre 1897, le *Léon-Blot* entrait dans le Tchad et y faisait flotter le pavillon tricolore sur le premier vapeur qui en eût sillonné les eaux. « Je vous assure, dit M. Gentil, que c'était un spectacle merveilleux, une vraie mer, d'autant plus que pour compléter l'illusion une jolie brise soufflait, qui formait un clapotis sérieux... Les bons raseurs qui nient l'existence de cette mer intérieure en auraient été surpris. Je dois vous avouer que pour pouvoir parler du Tchad, il faut pouvoir y pénétrer.

Or, étant donné le fouillis inextricable d'îles qui se trouve à son entrée, il est impossible d'apercevoir de la terre ferme autre chose que des herbes, des joncs ou des papyrus, seuls végétaux du lac. »

Après avoir fait le relevé géographique exact du Tchad, en dépit des difficultés que causa le manque de combustible nécessaire aux fourneaux du *Léon-Blot*, M. Gentil revint au Baghirmi. De là, il écrivit à Rabah pour le prier de lui rendre les survivants de la mission Crampel ; il ne reçut pas de réponse ; peut-être celle-ci fut-elle interceptée par les Baghirmis peu désireux de voir les Français nouer des relations avec le potentat du Bornou. C'est alors que, sur le conseil de M. Gentil, fut décidé par le sultan de Massinia, l'envoi d'une ambassade baghirmi en France ; elle se composait de Souleyman, beau-père du sultan, et de quatre hauts personnages dont le chef Senoussi d'El-Kouti qui avait déserté la cause de Rabah. Elle quitta Massinia en compagnie de la mission, pour gagner l'Oubanghi, le Congo et Libreville

Le 20 juillet 1898, M. Gentil débarquait à Marseille, où M. de Brazza venait le féliciter du succès qui avait couronné sa belle mission.

Pour avoir flotté sur le Tchad à bord du *Léon-Blot*, le drapeau français n'était pas planté à demeure et sans conteste sur la rive du grand lac. L'expédition Gentil avait même obtenu ce précieux résultat de constater que, si notre influence était assurée d'y rencontrer d'utiles auxiliaires, elle allait avoir à lutter contre la double hostilité religieuse et politique de Rabah. Deux tragiques événements viennent bientôt donner corps aux appréhensions justifiées de M. Gentil.

L'heureux conquérant du Tchad n'était pas encore de retour en France qu'une nouvelle mission, dont il avait facilité lui-même le transport en lui remettant le *Léon-Blot* se dirigeait vers l'Oubanghi et le Baghirmi ; elle avait à sa tête l'ancien lieutenant de Maistre, M. de Béhagle, qui avait formé le beau projet de relier par un itinéraire grandiose les bouches du Congo à celles du Nil. En octobre 1898, de distingués collaborateurs, MM. Mercuri, Bonnel de Mézières, Raymond Cobrat, Ch. Pierre, Martel et Bourgeau rejoignaient sur le Chari M. de Béhagle qui venait d'étudier les vallées de la Kémo et de la Tomi, et s'acheminaient avec lui vers Dikoa pour tâcher d'amener Rabah à une alliance docile avec la France.

Puis, en septembre 1898, le lieutenant de vaisseau Bretonnet s'était

embarqué à Marseille, désigné par le gouvernement pour continuer l'œuvre de M. Gentil au Tchad et reconduire à Massinia l'ambassade baghirmi que son séjour à Paris avait profondément pénétrée de la puissance de nos armes.

Presque coup sur coup on apprend en France que la mission de Béhagle a été surprise par Rabah et dispersée ; son chef sans doute fait prisonnier a disparu ; le sort de la mission Bretonnet est, hélas, moins incertain ; elle est tombée tout entière sous les coups des Senoussi.



Ne pas s'éparpiller aux quatre coins du monde, mais s'efforcer de faire un tout homogène et productif de notre France Africaine. F. Foureau

Il était urgent de faire une bonne fois acte de propriétaires dans les pays dont nos explorateurs nous avaient donné l'apanage et de faire connaître tant aux indigènes qu'aux Européens que c'en était fini des résistances inutiles, des intrigues politiques et religieuses qui nous avaient jusque-là coûté si cher en Afrique. Le gouvernement prend l'énergique décision de faire converger simultanément sur le Tchad trois expéditions : les capitaines Voulet et Chanoine, qui opèrent dans la boucle du Niger, reçoivent l'ordre de franchir le fleuve et de se porter vers l'est, en suivant la ligne de démarcation établie par les traités entre le Soudan français et la Nigeria orientale, à travers le pays de Sokoto — M. Gentil rentré au Congo doit se porter vers le nord et gagner Dikoa par la coulée Chari-Logone. — M. Foureau et le commandant Lamy, partis d'El-Goléa pour explorer l'Aïr, le Tibbou et les régions qui séparent le Sahara algérien du Tchad, doivent rejoindre sur les rives du lac deux autres missions.

Les faits qui signalent la marche de ces expéditions sont trop récents et d'une critique historique trop délicate pour qu'il soit possible d'en analyser toutes les contingences en dehors de rapports officiels encore non existants.

Quoi qu'il en soit, la mission Voulet-Chanoine momentanément arrêtée dans le Sokoto à la suite de tragiques événements qui amènent la disparition de ses deux chefs, poursuit sa route sous la direction du capitaine Joalland et du lieutenant Meynier. La mission Foureau-Lamy atteint le Tchad en mars 1900, après avoir écrasé dans le Sahara méridional les hordes fanatiques et pillardes des Ouled-Sliman et consolide son occupation par l'établissement de postes habilement disposés. La mission Gentil met en fuite, après le sanglant combat de Kouno, les sofas de Rabah qui se replient sur Dikoa, les chasse de cette place et les refoule vers le nord-ouest du Tchad.



CAMPEMENT DE FOUREAU DANS LE SAHARA

Enfin le 28 juillet 1900, le lieutenant gouverneur, commissaire général par intérim du Congo français, transmettait au ministère des colonies la communication suivante de M. Gentil, commissaire du gouvernement français dans le Chari :

« Je vous prie de faire connaître que les trois missions françaises ayant le Tchad pour objectif, la mission du Chari, la mission Foureau-Lamy et la mission de l'Afrique centrale (ancienne mission Voulet) ont effectué leur jonction, le 21 avril, en face de Kousri. J'ai tout aussitôt prescrit la constitution d'une colonne d'opérations contre Rabah composée des forces combinées des trois missions et placée sous les ordres du commandant Lamy.

Cette colonne eut immédiatement pour tâche d'attaquer Rabah qui avait concentré la plus grande partie de ses troupes à cinq kilomètres au nord-ouest de Kousri. Elle comprenait 700 soldats armés de fusils, 30 chevaux, 1 500 auxiliaires fournis par le Baghirmi et 4 canons. Rabah disposait de

5 000 hommes, dont 2 000 armés de fusils de tous modèles, de 600 chevaux et de 3 canons. Après un combat violent, où le feu de l'artillerie et de l'infanterie se prolonge durant deux heures et demie, un assaut irrésistible de nos troupes enlève le point d'appui principal de l'ennemi, un réduit fortifié entouré d'une forte palissade et de terrassements. Les positions ennemies furent traversées et nos troupes tentèrent de couper le passage vers le nord et l'ouest à l'armée en fuite de Rabah. C'est alors que, pour protéger la retraite de leur chef blessé, les sofas de Rabah essayèrent un retour offensif, qui malheureusement coûta la vie au commandant Lamy mortellement atteint, et au capitaine de Cointet tué sur le coup. Rabah, trop grièvement blessé pour fuir, fut atteint par un tirailleur qui lui trancha la tête et la rapporta au camp français où elle fut reconnue.



COMMANDANT LAMY

Ce grand succès qui nous a permis de reprendre les étendards enlevés lors du massacre du détachement Bretonnet, de saisir un énorme butin et de faire de nombreux prisonniers nous coûte malheureusement, outre la mort du commandant Lamy et du capitaine de Cointet, celle du sergent Rocher, d'un tirailleur et de dix-sept hommes de troupe. De plus, cinq hommes de troupe ont été blessés; le lieutenant Meynier de la mission de l'Afrique centrale, déjà blessé au moment de l'affaire Voulet-Chanoine, a été grièvement blessé à la jambe, le lieutenant Galland et le capitaine de Lamothe ont reçu des blessures légères.

Le capitaine Reibell a pris le commandement de la mission Foureau-Lamy; une partie des troupes et des auxiliaires a poursuivi les fuyards; deux autres partis de l'armée de Rabah, qui étaient restés cantonnés à Goulfeï et à Logone, se sont également dispersés. De toutes parts, en apprenant la mort de Rabah, les populations ont fait leur soumission. »

En même temps que cette nouvelle, en arrivait une autre, aussi importante au point de vue géographique que la précédente au point de vue militaire : M. Foureau, qui avait laissé le 14 avril son escorte, sous les ordres

du commandant Lamy, à la disposition de M. Gentil pour opérer contre Rabah, avait atteint et remonté le Chari jusqu'au poste de Grinbingui et rejoint le Congo, accomplissant ainsi jusqu'au bout une des plus belles traversées de l'Afrique : celle d'Alger à Brazzaville.

Crampel est mieux que vengé ; son rêve est réalisé : l'Afrique du nord-ouest, grâce à son héroïsme, à celui de Binger, de Monteil, de Mizon, de Maistre, de Gentil, de Foureau ne forme plus qu'une vaste terre française avec le Tchad pour centre, terre d'autant plus française qu'elle fut arrosée du sang de tant de vaillants dont la liste, hélas trop longue, se clôt sur les noms de Lamy et de de Cointet.

CHAPITRE XXX

L'Epopée de Fachoda.

Pourquoi le drapeau français a été porté à Fachoda? — La France et l'Angleterre en Égypte. — Perversion de l'idée du droit dans la politique extérieure de l'Angleterre. — Le plan du président Carnot. — La mission Congo-Nil : de Brazzaville à Djibouti. — La convention du 21 mai 1899.

Le 23 juillet 1896, un Français pénétrait par Loango dans le continent africain ; trois ans plus tard, il en sortait par Djibouti : pendant ces trois ans, la France a vécu la vie de ce Français, et quand ce Français a remis le pied sur le sol natal, sa patrie a tressailli d'orgueil et elle a pleuré d'émotion.

Pour sentir son cœur battre comme il n'avait pas battu plus fort aux grandes journées de son histoire, il fallait que la France devinât, avec cet instinct qui lui fait comprendre même les choses qu'elle ne s'explique pas, que dans cette marche de l'Atlantique à la mer Rouge il y avait autre chose qu'une simple traversée de l'Afrique.

En la personne d'un de ses soldats, la France en effet est allée à Fachoda, non pour revendiquer un droit, mais pour proclamer à la face du monde le droit. A l'heure où un courant nouveau d'idées portait les peuples civilisés à chercher les moyens de cimenter par le droit l'œuvre de fraternité universelle, il fallait démontrer au monde que dans les assises du splendide monument de la civilisation future l'Europe s'apprêtait à introduire, au lieu d'un pur bloc de marbre, une dangereuse masse d'argile décomposée qui fatalement ferait s'effondrer ce panthéon des peuples... il fallait avoir le courage d'arracher son masque au peuple pour qui le droit n'est rien, pour

qui la foi est un leurre, pour qui les destinées de l'humanité doivent s'asservir à son avidité, à son outrecuidant égoïsme... il fallait sacrifier sa fierté, son orgueil, ses préjugés de race, et aussi ses intérêts, pour traîner au pilori de l'histoire l'honneur britannique. En sacrifiant tout cela, en allant à Fachoda planter le drapeau du droit, la France a donné au monde une grande leçon; et, après avoir donné cette leçon à l'Europe, elle a rendu à l'humanité un service plus grand encore, en refusant de sanctionner cette leçon autrement que par le mépris des peuples.



En 1878, une nation, depuis longtemps chère aux nations européennes qui voyaient en elle une de leurs cinq sœurs méditerranéennes, l'Égypte, allait sombrer sous l'inexorable tyrannie des derniers barbares jadis accourus au pillage de l'Occident. Généreusement la France offrit à l'Europe de prendre l'infortunée sous sa tutelle et d'employer à son relèvement moral et matériel le concours désintéressé de son inépuisable charité. Mais il restait encore quelque chose à l'Égypte : la peau et les os. C'était peu; cela suffit cependant pour tenter l'Angleterre, qui, avec l'arrière-pensée de dévorer ce qui restait de la fille des Pharaons, s'offrit sournoisement à la soutenir par un bras. Au demeurant elle avait de longue main préparé son œuvre de spoliation.

Les soldats de Méhémet-Ali, établis à Lado en 1841, n'avaient point tardé à transformer le Soudan égyptien en un vaste terrain de chasse, où s'exerçait l'activité brutale de ces marchands d'esclaves. Çà et là, ils avaient bâti des places fortes, lourdes citadelles aux épaisses murailles de pisé, Khartoum, Fachoda, vrais charniers où ils entassaient la chair noire. L'un de ces mercantis, Siber, s'était fait l'exploiteur attitré de l'immense région où le Bahr-el-Arab et le Bahr-el-Ghazal se traînent à travers la plaine entrecoupée de pestilentiels marécages. Sur le conseil perfide de clergymen anglais, Siber voulut donner à sa conquête un caractère officiel; il offrit au

gouvernement égyptien d'accepter la suzeraineté du Khédive à condition que celui-ci le reconnaîtrait comme le Pacha du Bahr-el-Ghazal. Invité à se rendre au Caire, le traitant est comblé d'honneurs; mais bientôt d'hôte il devient prisonnier; sa province est confisquée, et l'anglais Gordon est nommé, pour le compte de l'Égypte, gouverneur du Soudan égyptien. Le fils de Siber réclame en vain son patrimoine; on s'en débarrasse en le faisant assassiner en juillet 1879 avec nombre de ses amis; à la terreur de Siber succède dans le Soudan la terreur de Gordon.

Grâce à ce hardi coup de main l'Angleterre dominait dans la vallée supérieure du Nil : pour s'implanter dans la vallée inférieure, elle eut recours aux procédés qui venaient de si bien lui réussir. Sûre que la France refuserait de la suivre dans la voie des violences et des trahisons qu'elle comptait parcourir jusqu'au bout, elle suscite dans la basse Égypte une révolte contre l'administration dont les puissances intéressées ont doté le pays et dont les services se font déjà apprécier. Arabi-Pacha, instrument inconscient de la politique britannique, peut-être simple homme de paille du cabinet de Saint-James, lance un appel aux bigots de l'Islam, massacre les fonctionnaires européens et se proclame le défenseur de la vieille anarchie égyptienne.

Une action militaire s'imposait. Mais, ayant déjà de bonnes raisons de suspecter la bonne foi de l'Angleterre, l'Europe convoque à Constantinople une conférence internationale à l'effet de bien préciser les limites dans lesquelles pourront agir en son nom la France et l'Angleterre. La convention suivante est signée : « *Les gouvernements représentés s'engagent dans tout arrangement qui pourrait se faire par suite de leur action concertée pour le règlement des affaires d'Égypte, à ne rechercher aucun avantage territorial, ni la concession d'aucun privilège exclusif, ni aucun avantage commercial pour leurs sujets que ceux des autres nations ne puissent obtenir.* »

En signant cette déclaration solennelle, en même temps que les autres puissances, l'Angleterre engageait son honneur national. Or, presque aussitôt après, l'Angleterre violait impudemment ses engagements, faisant banqueroute à l'honneur.

La répression de la révolte d'Arabi est l'occasion depuis longtemps cherchée par les hommes d'État anglais pour s'installer à demeure fixe en Égypte. Mais la France a éventé le piège : fidèle à ses traditions généreuses, elle refuse de s'associer à l'étranglement de sa protégée. Espérant déjouer

les projets du cabinet de Saint-James, elle se renferme dans sa dignité, refuse de prendre part au bombardement d'Alexandrie, aimant mieux qu'on lui reproche plus tard sa mollesse qu'une félonie. Arabi est vaincu; l'Égypte se couvre de garnisons anglaises.

Il s'agissait de trouver de bonnes raisons pour les y maintenir, tout en se dérobant au contrôle des puissances : le mouvement mahdiste éclate avec une singulière opportunité. Fut-il provoqué sous main par l'Angleterre elle-même ?... rien n'est plus probable. Les papiers intimes de Gordon sont en lieu sûr, et, à l'heure voulue, jetteront sur la question d'Égypte un jour aussi inattendu qu'intéressant. Quoi qu'il en soit, en allumant cet incendie, l'Angleterre ne se doutait guère qu'elle mettrait le feu à sa propre maison.



LE COMMANDANT BARATIER

Or, dès 1880, le fils d'un charpentier de Dongola, Mohammed-Achmed, allait prêchant sur le Nil moyen la venue du Messie, de ce Mahdi dont le prophète Mahomet a, paraît-il, prédit la naissance. « Autour de ce Mahdi se groupèrent bientôt tous les musulmans qu'inquiétait le libéralisme du nouveau gouvernement égyptien. Les pieux intransigeants de l'Islam, les négriers Dongolais, gênés plus en théorie qu'en pratique par les fonctionnaires kédiviaux, et aussi tous les mécontents de la réforme financière imposée par la France » embrassent la cause du Mahdi. En 1884, la révolte devient révolution; 15000 soldats anglais succombent en moins de quatre mois; Gordon abandonne la province équatoriale, Fachoda même, et vient s'enfermer à Khartoum. Il y périt avec tous les siens. Son lieutenant Lupton, chassé de la province du Bahr-el-Ghazal, est atteint par un officier mahdiste et mis à mort. Pour faire la part de l'incendie si maladroitement allumé, l'Angleterre *déclare renoncer à protéger l'Égypte au sud de Wadi-Halfa.*

Cet abandon des droits de l'Égypte doit-il être considéré comme momentané ou définitif?... les provinces égyptiennes du Soudan étaient-elles pour

toujours séparées du domaine khédivial?... l'Angleterre elle-même a, à plusieurs reprises, affirmé, tant en son nom qu'au nom de l'Égypte, pleine abdication de toutes revendications ultérieures sur les régions soudanaises. Un firman du Khédive conclut en termes formels à la nécessité d'évacuer, sans esprit de retour, les anciennes possessions égyptiennes. Il contient cette phrase : « ..... *aussi avons-nous résolu de rendre l'indépendance aux anciennes familles des rois du Soudan.* » Plus tard, en mai 1885, Nubar-Pacha, premier ministre égyptien, écrit à Emin-Pacha : « *Le soulèvement du Soudan oblige le gouvernement de Sa Hautesse à abandonner ces régions.* » Et quand Stanley, en 1887, arrive au secours d'Emin, il lui propose « de prendre du service auprès du roi des Belges ou de la Compagnie anglaise de l'Est africain, puisque l'Égypte abandonne le Soudan ».



LE LIEUTENANT DE VAISSEAU DYÉ

La question du Soudan est donc nettement posée : l'Équatoria et le Bahr-el-Ghazal sont formellement et virtuellement abandonnés par l'Égypte. Alors se pose ce dilemme : ou la déclaration de l'Angleterre est sincère... et alors le Soudan reviendra au premier occupant, en vertu de la convention de Berlin (convention à laquelle l'Angleterre a donné son adhésion) — ou la déclaration de l'Angleterre cache une félonie, son intention est alors de ne déclarer caducs les droits de sa pupille sur le Soudan que pour s'approprier ultérieurement ces territoires ... et alors il suffira à une puissance européenne, pour convaincre l'Angleterre de forfaiture, de provoquer de sa part une protestation contre l'occupation par autrui d'un point quelconque des anciennes provinces égyptiennes.

La France était personnellement fixée sur le peu de valeur de la bonne foi anglaise. Une occasion excellente se présentait à elle de démontrer

à l'Europe intéressée la fourberie du cabinet Saint-James. Par la convention du 5 août 1890 nous nous trouvions maîtres en Afrique du vaste bloc de l'Afrique occidentale, de la Méditerranée au Tchad, d'autre part des territoires compris entre le Tchad et le Congo, enfin de la région orientale d'Obock. Si nous parvenions à occuper effectivement les premiers le bassin du Bahr-el-Ghazal, abandonné à la barbarie mahdiste, sans protestation de l'Angleterre, nous réussissions à constituer un empire français sans solution de continuité, des bouches du Sénégal à la baie de Tadjourah. C'était *notre droit* absolu, si les déclarations anglaises étaient loyales. Il fallait donc aller à Fachoda..... pour que l'Angleterre se démasquât elle-même en nous contestant le droit de nous établir à Fachoda.

C'est au regretté président Carnot qu'appartient l'initiative de cette admirable entreprise. Malheureusement les hésitations du gouvernement en reculèrent l'effet rapide et décisif : des tâtonnements regrettables se produisirent ; la préparation d'une mission fut lente et le grand effort à donner d'un seul coup ne fut fourni que par saccades.

Tout d'abord on charge de préparer le terrain (ce qui n'eut d'autre résultat que d'ouvrir les yeux à l'Angleterre) M. Liotard, dont le dévouement et le patriotisme n'ont d'égaux que la vaillance et l'admirable esprit d'organisation : il doit organiser les territoires de l'Oubanghi sur lesquels sont établis nos droits indiscutables, et préparer, à cette porte du Soudan égyptien, tout ce qui peut être nécessaire à la marche en avant d'une mission plus importante. Avec l'aide de 500 Sénégalais, placés sous les ordres du capitaine Decazes, il occupe effectivement, en 1894, une région de 350 000 kilomètres carrés. Puis le colonel Monteil s'embarque le 17 mai 1894 avec l'ordre de passer du bassin de l'Oubanghi dans celui du Bahr-el-Ghazal. Mais un contre-ordre arrive ; au lendemain de la signature de la convention franco-congolaise, Monteil est rappelé, envoyé à la poursuite de l'insaisissable Samory ; la marche sur le Nil est arrêtée.

Deux années sont ainsi perdues, et l'Angleterre qui nous observe emploie utilement ce répit à préparer la ruine du Mahdi et son coup de main sur les provinces équatoriales. Ses agissement inquiètent M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, qui, sur les supplications de l'infatigable Liotard, se décide enfin à reprendre en 1896 l'œuvre de justice élaborée par le président Carnot.

Et pour de bon, cette fois, la France, en la personne du capitaine Marchand, part pour Fachoda.

Marchand quitte Marseille le 25 juin 1896, accompagné d'un état-major digne de ce chef : les capitaines Baratier, Germain, Mangin et Simon, les lieutenants Largeau, Fouques etc..., l'enseigne de vaisseau Dyé, le docteur Emily, l'interprète Landeroin, et douze sous-officiers.

L'armée que le gouvernement français confiait à Marchand pour disputer le Nil au 30 000 hommes que le sirdar Kitchener dirigeait déjà vers le Haut-Fleuve comptait... 200 tirailleurs sénégalais! Une autre armée presque aussi nombreuse devait, il est vrai, partir d'Obock sous les ordres de M. de Bonchamps et rejoindre la colonne Marchand sous les murs de Fachoda; ainsi pris entre deux feux, le sirdar n'aurait qu'à bien se tenir! Aussi, avant d'entreprendre la dernière étape qui le séparait de Fachoda Marchand écrivait-il (30 janvier 1898). « Il faut que je marche et que j'essaie d'arriver avec les 150 tirailleurs que je possède pour toute armée et qui sont éreintés par les vingt terribles mois qui viennent de s'écouler : 150 hommes contre 40 000! si ce n'est pas tordant! C'est avec cela qu'il a fallu traverser l'Afrique en occupant le Bahr-el-Ghazal et le Nil bientôt, après avoir pacifié le Congo, apporté 7 000 charges, charrié une flottille! On ne doute de rien en France; et il faut croire tout de même qu'on doit avoir une fameuse dose de confiance dans les officiers auxquels on confie une tâche de ce calibre! c'est inouï, mais flatteur. Après cette mission il ne restera plus, à mon retour en France, qu'à me confier quatre hommes et un caporal, avec l'ordre de prendre Berlin de vive force, à la baïonnette, sans oublier de reprendre Metz et Strasbourg en passant. Il n'y a que chez nous que l'ordre de faire beaucoup avec rien peut être donné sans rire. »

Cependant Marchand a réuni à Loango 12 000 charges (36 000 kilogrammes) dont 5 000 pour le commerce, 3 000 pour le ravitaillement des postes de l'Oubanghi, 2 000 qu'on doit laisser à la Sangha, et 2 000 autres réservées à l'explorateur Gentil qui parcourt la région de Tchad. Un premier obstacle se dresse devant lui : la route des caravanes qui serpente à travers la forêt équatoriale, le long de la vallée de Kouilou, et qu'il faut suivre pour atteindre Brazzaville, est encombrée par les hordes belliqueuses du bas Congo que les agents de M. de Brazza ont eu la faiblesse d'abandonner à leurs querelles intestines. Un roitelet nègre, Mabiala, se montre particulièrement agressif à l'égard des convois. Il faut entamer une véritable campagne contre ce barbare et disperser ses bandes dans la brousse à coups de fusils. Mais le rude effort auquel s'est condamné Marchand pour assurer

la sécurité de sa colonne et le transport de ses charges, à travers un pays ravagé par la guerre, au milieu des embuscades dressées à chaque pas par un ennemi insaisissable, a ébranlé sa santé. Il tombe terrassé par la fièvre au poste de Loudima et reste six mois entre la vie et la mort. A peine a-t-il triomphé du mal qu'il repart et arrive à Brazzaville dans les premiers jours de 1897. Là il constate que rien n'a été préparé pour faciliter sa tâche : par la faute des fonctionnaires du Congo, trois mois sont perdus à chercher les bateaux qui devraient transporter la mission jusqu'à Banghi et lui éviter ainsi les inutiles fatigues d'une longue marche parallèlement au fleuve. Le *Faidherbe*, canonnière que commande l'enseigne Dyé, prend les devants pour s'assurer que de plus sérieux préparatifs ont été faits à Banghi : Marchand est bientôt rassuré à cet égard : à partir de ce point le pays est placé sous les ordres de Liotard, et les agents de cet énergique gouverneur ont fait plus que leur devoir.



POSTE DE TAMBOURA

On ne saurait à ce propos mettre suffisamment en relief l'œuvre admirable, silencieusement et modestement accomplie par M. Liotard dans ces immenses territoires de l'Oubanghi, vastes comme les deux tiers de la France, habités par des populations parfois belliqueuses comme les Dinkas, parfois aussi anthropophages comme les Bondjos. De 1891 à 1895, il parcourt presque seul les régions mal connues du Bas-Oubanghi, pénètre celles du haut-fleuve, reconnaît ses principaux affluents, le M'Bomou et le M'Bokou, et s'impose aux indigènes par sa bonté et sa loyauté. En 1895, il pousse alors vers l'est jusqu'à Tamboura, où il installe le capitaine Hossinger, et vers le nord jusqu'à Dem-Ziber qui devient notre poste avancé dans la région supérieure du Bahr-el-Ghazal. Si, l'année suivante, le gouvernement français eût franchement persévéré dans la réalisation de ses



LES TROIS COULEURS SUR LE SOUEH

projets et renforcé les contingents de la mission Decaze, Fachoda eût été atteint deux ans plus tôt et, en 1898, le sirdar Kitchener y aurait été reçu... comme il convenait. M. Liotard ne se décourage cependant pas, et, quand il reçoit la nouvelle de l'arrivée de Marchand, tout est prêt depuis longtemps pour faciliter et accélérer sa marche vers l'est.

En effet, dès son arrivée à Banghi, le chef de la mission Congo-Nil y trouve une flotte de 175 belles pirogues qu'a réussi à y concentrer un des plus dévoués collaborateurs de Liotard, l'administrateur Bobichon. Grâce à ce précieux appoint la région des rapides est heureusement franchie : les naturels accourent de toutes parts pour offrir leurs services ; près de 2 000 s'emploient au transport des charges et même des pirogues qu'il faut tantôt haler à la cordelle, tantôt faire glisser à l'aide de rouleaux sur des chemins frais ouverts. Le *Faidherbe* tourne de cette façon le difficile barrage, et, à partir de ce moment, il circule sur le fleuve pour accélérer le transport des plus lourdes charges et s'assurer des sentiments des riverains. A la fin de mai, la colonne atteint le poste des Abiras où elle est accueillie avec joie par les missionnaires qui, depuis quinze ans, se sont établis sur ce point, le plus meurtrier peut-être du centre africain. Le cimetière voisin de la mission, placée au confluent de l'Oubanghi et du M'bomou, dit assez par le nombre de ses petites croix l'admirable héroïsme de ces apôtres. Aussi l'expédition ne fait-elle que s'y arrêter un instant et va se concentrer sur le plateau qui domine le confluent du Chinko.

Baratier est alors envoyé en éclaireur pour reconnaître la navigabilité du M'bomou et chercher le point où ce cours d'eau se rapproche le plus du bassin du Bahr-el-Ghazal. Avec une flotille de trois pirogues, il parcourt ainsi 300 kilomètres sur le M'bomou et découvre un nouveau bief navigable de 400 kilomètres formé par le M'bokou. La navigation sur ce sous-affluent n'est pas des plus aisées : les colosses de la forêt vierge se sont écroulés en maint endroit en travers de son lit, et la végétation tropicale a transformé ces ponts en barrages par l'accumulation de ses lianes et de ses hautes herbes. Pendant deux mois, le second de Marchand « tranchant et taillant dans la fièvre » réussit à ouvrir à l'expédition un chenal très navigable jusqu'à Méré où elle vient le rejoindre. De là elle n'est plus qu'à 80 kilomètres de Tambourah, c'est-à-dire du Soueh, un des affluents du Bahr-el-Ghazal.

Mais quels obstacles la mission va-t-elle rencontrer sur cette arête large de 80 kilomètres qui sépare le bassin du Congo de celui du Nil ?... à

quel degré le Soueh lui-même est-il navigable ?.... Marchand tient à s'en assurer personnellement. Il constate d'abord avec joie que la voie terrestre entre le M'Bokou et le Soueh n'offre aucune difficulté insurmontable : une route peut être aisément frayée à travers la brousse. Il monte alors en compagnie de six noirs dans une petite pirogue et s'abandonne au fil du Soueh, à l'inconnu. Rien de plus merveilleux dans sa simplicité que cette reconnaissance poussée à travers roseaux et lianes, au milieu de populations qui regardent passer ce blanc avec la gourmandise de cannibales et qui, vaincues par le seul ascendant de son extraordinaire audace, se constituent ses alliés. Marchand atteint ainsi Kodjalé, village éloigné de Méré de 160 kilomètres en ligne droite... C'est cette distance que l'expédition va avoir à franchir par voie terrestre, « avec ses innombrables charges et toute sa flottille, tâche considérable qui exigera le maximum d'activité et d'endurance qu'il soit possible de fournir. Alors chacun se met à l'œuvre. Les uns, aidés des indigènes construisent une route large de 5 mètres, et par où l'on espère pouvoir traîner le *Faidherbe*, à l'aide de chariots construits par le lieutenant Gouly. Mais les chariots auxquels on attelle les noirs fonctionnent mal ; on démonte le *Faidherbe*, ou plutôt on le divise par tranches ; Germain et Dyé sont transformés en mécaniciens. Les chalands sont démontés à leur tour. Bientôt vapeur, chalands et colis prennent la route du Soueh, transportés sur la tête des noirs. Les chaudières, du poids d'une tonne chacune, durent malgré tout être halées sur rouleaux par les noirs sur tout le parcours. Plus d'une fois, dit M. Bourdarie, Marchand et ses officiers regrettèrent, dans cette rude étape, de n'avoir pas à leur service des éléphants dressés, ces robustes et intelligents collaborateurs que les Anglais surent employer — les faisant venir de l'Inde — dans leur guerre d'Abyssinie. Avec des éléphants, le transport du *Faidherbe* et de la flottille n'eût été qu'un jeu. »

Enfin la mission arrive sur le Soueh, où les mécaniciens se remettent à l'ouvrage, clouant, rivetant dans les plus pénibles conditions de main-d'œuvre et d'outils. La flottille est reconstituée, et, péniblement, l'expédition arrive au confluent du Soueh et du Waou, où l'on établit un fort, le fort Desaix, qui va devenir le quartier général de la mission et la base des opérations ultérieures.

Les premiers mois de 1898 furent employés à une double tâche : occupation des territoires du Bahr-el-Ghazal, préparation de la marche en avant. Marchand se réserve la réalisation de la première partie de ce pro-

gramme. Il établit d'abord une série de postes le long du Soueh; puis, rayonnant autour du fort Desaix, il se concilie l'amitié des belliqueuses tribus Djour ou Dinka, « qui habitent au milieu des fourrés de roseaux et de papyrus dont est couverte la plaine du Bahr-el-Ghazal, populations réputées indomptables que les Égyptiens et les mahdistes eux-mêmes n'avaient pu réduire ». A bord de son *Faidherbe*, l'enseigne Dyé ravitaille par un va-et-vient régulier les différents postes, puis se lance intrépidement avec sa flottille de pirogues à travers les terribles marécages du Kir dont les caravanes indigènes elles-mêmes se détournaient avec effroi. Un raid à travers le pays des Bongos anthropophages l'amène en compagnie de son commandant à quelque cent kilomètres de Lado.

C'est à Baratier que revient le lourd honneur de reconnaître la voie fluviale que doit suivre la mission jusqu'au lac Nô, vaste cuvette marécageuse située au confluent du Bahr-el-Ghazal et du Nil, et dans laquelle les deux courants viennent déposer les limons enlevés à la plaine fangeuse où se sont déroulées leurs eaux. Cet épisode est un des plus dramatiques de la lutte soutenue par la mission contre l'impitoyable nature africaine.

Le récit suivant, d'une héroïque simplicité, est extrait d'une lettre écrite par Baratier du fort Desaix, le 29 mars 1898.

« Le 12 janvier, je pars avec un seul boat. Landeroin, vingt tirailleurs et huit pagayeurs sont avec moi. Dès les premiers jours je constate que c'est à peine si je trouve de quoi nourrir mes trente hommes en payant très cher. Le 25 janvier nous n'avions plus de vivres, les Djinquis refusant de m'en vendre. Le 26, à neuf heures du matin, au détour d'un coude, nous voyons cinq éléphants sur la berge. Nous sautons à terre et en tuons deux. Du coup une nuée de Djinquis arrive. Ils sont très avides de viande; aussi je leur promets les éléphants s'ils apportent de la farine. Leur méfiance disparaît devant l'appât, et j'ai cinq jours de farine pour tout mon monde; la Mechra ne peut être loin, je suis paré.

Le 30 janvier, les berges disparaissent complètement et nous entrons dans un chenal assez profond, circulant au milieu du *sedd*. Ce sont les roseaux que les Nubiens appellent l'Oumn-Souf (mère de la laine) à cause de la gaine qui enveloppe la tige, gaine de poils soyeux qui s'accrochent à la peau et causent des démangeaisons cuisantes. A onze heures du matin, nous trouvons un premier barrage formé de débris de roseaux réunis par une plante verte ayant la forme d'un petit chou. Nous ouvrons le barrage, puis un deuxième, un troisième, etc... A midi, nous débouchons dans

une succession de mares couvertes de nénuphars. Il n'y a presque plus d'eau, les hommes tirent le boat sur la vase dans laquelle ils enfoncent jusqu'aux aisselles, c'est le marais à perte de vue ; de la vase se dégage une odeur effroyable.

Jusqu'au 3 février, même navigation ; nous trouvons un petit îlot ; au moins nous serons au sec, mais la faim ne diminue pas ! Le 6, nous repartons. Qu'allons-nous devenir ? Pas un oiseau ne se montre. A cinq heures du soir, nous entrons dans une succession de mares couvertes de nénuphars. Nous en arrachons des racines et les dévorons. Si je pouvais seulement prévenir Marchand, lui faire savoir où je suis et le terrible obstacle que la mission va rencontrer. Le 11, nous repartons. A cinq heures, Mariba me montre un hippopotame : je tire et le tue, mais il faut attendre qu'il remonte. Le 12, nous poursuivons notre route, remorquant notre hippopotame. Vers dix heures, un coin de marais desséché. On se met à dépecer l'animal, mais il n'y a pas de bois : eh ! mon Dieu, nous le mangeons tout cru. Le 14, à cinq heures trente, nous arrivons à un confluent ; la terre doit être là, à cent cinquante mètres. Je commande de traverser pour y arriver. Au milieu de chenal, une forte secousse nous fait perdre l'équilibre. C'est un hippopotame qui a crevé notre boat. Le sergent Mariba me crie : « Dji bé na » (l'eau vient). Force ! Force !.... l'eau monte avec une rapidité effrayante. Nous sommes à cent mètres de la berge, berge flottante ; qu'y trouverons-nous ? six mètres ou un mètre d'eau ? Les hommes pagayent avec rage ; le boat n'émerge plus que de cinq centimètres. Nous touchons les herbes ; tout le monde saute à l'eau ; on n'en a que jusqu'à la ceinture, nous sommes sauvés !



TYPE CHILLOUK

Le 20 au matin, ayant couché sur un banc de sable, je me réveille ; plus de boat. Le courant l'a entraîné. Il faut partir à sa recherche, tantôt sur la terre, tantôt dans la vase jusqu'au cou, tantôt à la nage. Au bout de dix

kilomètres, je le retrouve. Nous le ramenons au campement ; mais une journée de perdue.

. . . .

Le 24, nous explorons un bras au sud. C'est une impasse. Plus de doute, je suis bien dans le Ghazal ; mon levé est exact, et j'arrive au lac Nò.

Alors, j'ai eu un désir fou de pousser jusqu'à Fachoda, mais je ne pouvais laisser Marchand dans l'ignorance de cette route effroyable. Si la mission s'engageait là dedans sans prendre les précautions nécessaires, elle était perdue. Que ce demi-tour m'a coûté ! Mais il le fallait. »



L'OUMX-SOUF

Enfin la hausse des eaux, en rendant plus praticables les lacets innombrables dessinés par le Bahr-el-Ghazal à travers le « sedd » décide Marchand à partager sa troupe en deux groupes. En compagnie de Baratier, Mangin, Largeau, du docteur Émily et de Landeroin, il part le premier à bord des pirogues et des chalands. Dyé, Germain, de Prat et Bernard attendent que le niveau des eaux s'élève pour quitter Meschera-el-Rek, à bord du *Faidherbe*.

« Inqualifiable, raconte Dyé, cette traversée des énormes barrages du Bahr-el-Ghazal ! travail insensé de halage sur chaîne et ancre, pendant des kilomètres, tout l'équipage à l'eau durant des semaines entières, souvent dans la vase jusqu'à la ceinture et parfois jusqu'aux épaules, disloquant à coups de pelles et machètes les îles flottantes, les masses de roseaux, puis traînant dessus la coque du *Faidherbe* à force de bras. »

Marchand arrive à Fachoda le 10 juillet 1898. En apercevant les blanches murailles de la petite ville, but en apparence bien humble d'un aussi gigantesque effort, les officiers se jettent dans les bras les uns des autres en s'embrassant, et quand le drapeau français est hissé au sommet de la lourde citadelle, marches à travers brousse et marais, dangers, fièvres,

blessures, indicibles privations, tout semble s'envoler de leur mémoire, en même temps que s'envolent sous le ciel bleu de la vallée du Nil les notes éclatantes d'un salut au drapeau, claironnées par un vieux tirailleur sénégalais.

Mais de graves nouvelles engagent Marchand à s'établir solidement dans sa conquête. Il apprend que l'armée anglaise remonte le Nil en repoussant les Derviches vers Khartoum et que, d'autre part, un fort contingent mahdiste descend le Nil avec deux grands vapeurs pour rallier sous les murs



ARRIVÉE DANS LE BAHR-EL-GHAZAL

de cette ville l'armée du prophète. Les travaux de défense sont à peine terminés, sous la direction du capitaine Mangin, que le 15 août les deux vapeurs, remorquant des chalands chargés de 1 100 Mahdistes, arrivent en vue du fort Saint-Louis de Fachoda. Ignorant peut-être la nationalité de la garnison, les Mahdistes entament contre elle un feu nourri. En moins de deux heures de temps, leurs bateaux disparaissent, les uns coulés, les autres criblés de balles, avec 800 morts sur les ponts.

Vainqueur des derviches, maître de Fachoda et des territoires du Bahr-el-Ghazal par droit de conquête ou de tutelle légitime, Marchand pouvait écrire : « Aujourd'hui le Bahr-el-Ghazal tout entier ne peut plus appartenir à l'Angleterre qu'avec la volonté de la France ou d'une conférence internationale. »

Mais en septembre les événements se précipitent : le 2, le sirdar Kit-

chener prend contact avec les masses derviches dans la plaine d'Ondurman et, en jonchant la vallée du Nil de 12000 cadavres « démontre d'une manière éclatante la supériorité de la civilisation britannique sur l'héroïsme aveugle de barbares ». Puis à la tête de cinq canonnières, d'un bataillon de grenadiers anglais, de deux bataillons d'infanterie soudanaise, d'une batterie égyptienne d'artillerie et de maxims, il remonte le fleuve et vient camper le 18 septembre à Babiou, village distant de 12 milles de Fachoda.

Le lendemain les deux chefs européens se rencontrent. Après un échange de compliments courtois, le sirdar montre avec ostentation les 2 500 hommes qui l'accompagnent et déclare à Marchand « que la présence à Fachoda et dans la vallée du Nil d'une troupe française constituait une violation directe des droits de l'Égypte et de la Grande-Bretagne ... qu'il a l'ordre de rétablir l'autorité de l'Égypte sur la province du Bahr-el-Ghazal et le moudirieh de Fachoda ». Il lui demande « s'il est prêt, par ordre du gouvernement français, à résister à l'exécution de ses instructions ». Marchand lui répond : « qu'il n'hésite pas à reconnaître l'écrasante supériorité numérique des troupes du sirdar et sa propre impuissance matérielle à résister d'une façon efficace ... Si toutefois lord Kitchener croit devoir engager une pareille lutte, il se soumettra à l'inévitable : c'est-à-dire que lui et ses compagnons se feront tous tuer à leur poste. » La fierté de l'attitude de Marchand arrache ce cri à lord Kitchener. « Il est impossible, écrit-il à son gouvernement, de ne pas éprouver la plus vive admiration pour le courage, le dévouement et l'énergie déployés par l'expédition Marchand ; notre impression générale a été l'étonnement de ce qu'on ait essayé d'accomplir une entreprise aussi périlleuse et aussi grandiose avec une aussi faible troupe. » Et devant l'irréductible décision du commandant, lord Kitchener, qui sait le respect d'un officier français pour la consigne, n'ose pas ! Il se contente de hisser le drapeau anglo-égyptien à l'autre extrémité de la ville de Fachoda.

Ces deux soldats avaient accompli chacun son devoir : la parole était aux diplomates.

Le gouvernement français préoccupé de questions intérieures fort graves, à la dangereuse fermentation desquelles l'Angleterre avait trop d'intérêt pour ne pas s'être activement employée...., frappé d'impuissance par la volonté de ne jeter aucun trouble dans la préparation de l'Exposition Universelle qui le fascinait..., énervé par les clameurs déplacées de chauvins à courte vue..., ne se sentant pas en main la force matérielle voulue pour

brusquer les événements, accumula fautes sur fautes : L'Angleterre lui réclamait Fachoda, il lui livra l'Égypte !

C'est ainsi que fut signée la convention du 21 mai 1899, qui formule la renonciation de la France sur les territoires du Bahr-el-Ghazal et la reconnaissance implicite du seul protectorat anglais sur l'ancien Soudan égyptien.

Cette faute était d'autant plus grosse qu'elle était absolument inutile : toute convention entre la France et l'Angleterre au sujet des territoires ayant appartenu à l'Égypte était par avance frappée de nullité : les deux puissances n'avaient en effet aucune qualité pour trancher, par voie préjudicielle, une question qui relève exclusivement du tribunal de l'Europe. Un règlement de compte de l'affaire de Fachoda ne pouvait être valablement discuté avant le règlement définitif de la question d'Égypte.

Tandis que nos diplomates s'égaraient dans le « sedd » de la fourberie britannique, Baratier, venu à Paris chercher les instructions du gouvernement français, rapportait, la mort dans l'âme, à Marchand l'ordre d'abaisser le drapeau français de Fachoda. Un instant toute la fierté du commandant se révolta contre ce qu'il considérait comme « sa défaite ». Mais il sut ajouter à son héroïsme en se soumettant sans murmure aux desseins supérieurs de la fatalité qui a réservé son dernier mot. Opposant un catégorique refus à la froide politesse de lord Kitchner, qui lui offre de le « rapatrier (*sic*) avec tous ses hommes jusqu'au Caire par la voie du Nil » Marchand forme le dessein grandiose de ne sortir de la terre d'Afrique que par une porte française, en ne foulant désormais qu'une terre amie... Et il s'achemine vers l'Abyssinie, vers l'empire de Ménélick, pour gagner Obock.

Le 11 septembre 1898, à neuf heures du matin, les trois couleurs sont amenées à Fachoda ; puis le *Faidherbe*, remorquant toute la mission dans les chalands de notre flotille, passe devant le camp anglo-égyptien. A ce moment, dans une étrange communauté d'inspiration, nos soldats entonnent *la Marseillaise*... puis la petite dune de Fachoda disparaît à l'horizon... le vaillant petit bateau s'engage dans le Baro, et ne s'arrête que quinze jours après au cœur de l'empire abyssin. Là, l'enseigne Dyé s'en sépare en pleurant et le confie à un officier de Ménélik qui l'abrite dans une petite crique, baptisée du nom de Port-Faidherbe. Tout ce qui reste de munitions est remis à ce même officier... Le 10 mars, la mission, après avoir consciencieusement exploré l'arrière-pays abyssin, entrait à Addis-Ababa et recevait à la cour de Ménélick la première de ces triomphales ovations qui devaient



FACHODA !

saluer son retour. Le 17 mai, elle atteignait Djibouti; treize jours après elle débarquait à Marseille.

Des nombreux éloges adressés au chef de la mission Congo-Nil, nous n'en retiendrons qu'un seul, pour conclure... celui d'un Anglais, lord Rosebery : « Vous savez, a-t-il dit aux élèves d'Epsom, que nous avons toujours eu un culte spécial pour le caractère et la virilité, et ce culte, nous l'observons non seulement pour les hommes de notre pays, mais aussi pour ceux des autres nations. Eh bien! je vais vous donner l'exemple d'un homme qui s'est particulièrement distingué par sa virilité : j'ai nommé le commandant Marchand. C'est un Français, et il n'y a pas longtemps qu'il a accompli un voyage de trois années pour traverser toute l'Afrique, de l'ouest à l'est. Il a accompli ce voyage au milieu de difficultés incroyables, avec un nombre infime de compagnons de son propre pays, entouré et suivi par des sauvages dont il s'est conquis le dévouement, et il a obtenu dans cette entreprise un succès qui attachera pour toujours une grande gloire à son nom. »

Oui l'épopée de Fachoda a démontré qu'il y a encore en France des hommes. Mais la France a aussi démontré qu'il y a dans l'Europe un peuple dont la grandeur est faite de félonie; et l'Europe, qui poursuit à cette heure l'idéal de justice et de fraternité dévoilé par la France à l'humanité il y a cent ans déjà, quand l'heure de la justice viendra, saura châtier. « Beware, old England! »

CHAPITRE XXXI

Les Portes de la Mer Rouge.

Un projet de M. Lambert. — Assassinat de cet agent. — Obock territoire français. — M. Paul Soleillet à Obock. — M. Lagarde fonde Djibouti. — Utilité et avenir de cette escale. — Cheïkh-Saïd. — Comment les Anglais ont conquis Périm.

Les travaux du canal de Suez n'étaient qu'esquissés, quand un simple agent consulaire de France à Aden, M. Lambert, pressentant que son ouverture définitive solliciterait les convoitises de l'Angleterre et provoquerait cette puissance à une main-mise sur l'admirable voie commerciale et stratégique dont la France allait doter l'Europe, se préoccupa de nous assurer, à l'autre extrémité de la mer Rouge, la possession d'une forte position qui nous permît, le cas échéant, d'avoir notre chez nous à la porte des immenses caravansérails qu'allaient devenir Suez et Port-Saïd. Au demeurant, l'Angleterre, peu sûre de réussir le coup de main auquel sa diplomatie ne s'essayait encore que timidement, affichait d'identiques préoccupations et se mettait, dans le cas où l'Europe lui refuserait le poste avantageux de concierge de toutes les issues de la Méditerranée, à fabriquer une fausse clef de la mer Rouge en couvrant son rocher d'Aden de redoutables fortifications.

Les circonstances servirent à souhait M. Lambert. En échange d'un grand service rendu à Ibrahim-Abou-Bekr, sultan de Tadjourah, il obtint de ce chef en faveur de la France la cession du territoire d'Obock, haut promontoire dont les terrasses dénudées et effroyablement arides n'avaient d'autre avantage que de dominer les passes du détroit de Bab-el-Mandeb et de pouvoir à peu de frais défier stratégiquement les batteries juchées à

un prix fou par l'amirauté britannique au flanc des rocailleux pitons d'Aden. Si un avenir (que les circonstances ont amené), nous dépossédait de la clef de Suez, celle d'Obock nous permettrait de refermer ou de rouvrir à notre convenance le canal d'Égypte.

Les avantages économiques de cette possession, pour n'être pas à cette époque bien formels, n'échappèrent pas davantage à M. Lambert ; et, sur le dire d'Ibrahim-Abou-Bekr, il y entrevit un débouché possible aux caravanes qui portaient à ce moment vers le Nil les produits de l'intérieur.

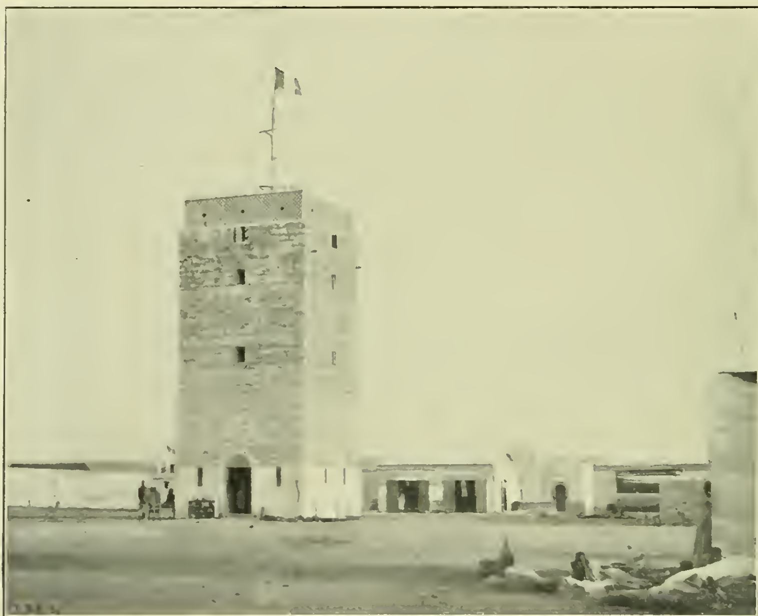


ENVIRONS D'OBOCK

Mais l'ingérence de M. Lambert dans les affaires du Sultan, les amicales représentations qu'il lui adressa pour réfréner la traite, particulièrement odieuse dans la baie où arrivaient de lamentables cortèges de squelettes destinés à l'Arabie ou à la Perse, voire même à l'Inde, causèrent sa perte : il tomba assassiné à bord de son boutre par des matelots arabes à la solde des traitants de Tadjourah. Le capitaine Fleuriot de Langle, envoyé pour châtier les coupables, renoua aisément les relations rompues avec Ibrahim, et signa avec son cousin Dihni-Ahmed, gouverneur de Zeilah, le traité du 11 mars 1862 qui nous cédait pour 52 500 francs le territoire d'Obock, du cap Doumairah au cap Ali, avec les îlots des Soba.

Jusqu'en 1880, Paul Soleillet et quelques hardis commerçants, parmi lesquels M. Chefneux, furent peut-être les seuls Français à se souvenir qu'il existait à l'entrée de la baie de Tadjourah un territoire Français. C'est au premier que revient l'honneur d'avoir arraché au fanatisme et à la barbarie des Somali les secrets géographiques de la région brûlante, rocheuse,

parsemée de rares bouquets de buissons épineux qui s'élève jusqu'aux plateaux abyssins. Cependant quelques travaux d'installation faits à Obock effrayèrent les Anglais, qui engagèrent les Égyptiens à s'établir près de nous, à Raz-Bir. M. de Ring flaira le piège et, en 1883, nous abattions le pavillon égyptien. Entre temps, Paul Soleillet avait obtenu de Ménélick, roi



OBOCK

du Choa, la cession des ports et des rades de Sagallo, cession qui fut confirmée par le traité de mars 1883.

C'est à cette époque que M. Lagarde se constitua l'apôtre d'Obock et montra tout le parti que la France, décidée à une énergique action extérieure, pouvait et devait tirer de ce rocher et des territoires environnants. La guerre franco-chinoise de 1883-1885 donna d'ailleurs à sa doctrine de solides arguments. Les Anglais en effet, aux premiers coups de canons de Courbet, s'étaient empressés de nous fermer leurs ports d'Extrême-Orient et la nécessité s'imposait au gouvernement de jalonner la ligne de Chine de dépôts de vivres et de charbon. M. Lagarde, installé comme gouver-

neur à Obock, mit une incroyable habileté à tirer de son désert toutes les ressources nécessaires à l'installation de magasins de vivres, de dépôts de charbon, d'ateliers de réparations pour nos bâtiments. La station d'Obock put ainsi rendre à nos vaisseaux tous les services qu'on était en droit d'en attendre. Son territoire même s'étendit, par suite de l'établissement de notre protectorat sur les autres sultanats de la baie de Tadjourah.

La guerre terminée, on ne songea plus aux services rendus par cette escale, mais seulement au prix qu'elle nous coûtait. Sans doute l'importance de nos colonies d'Extrême-Orient réclamait, comme auparavant, pour notre marine de guerre un point de relâche entre la mer Rouge et nos possessions d'Indo-Chine. Mais la cherté et la rareté des approvisionnements, le peu de profondeur du port, qui ne permettait pas le débarquement à quai des voyageurs et des marchandises, devaient bientôt écarter l'idée d'en faire pour nos grands paquebots un poste de ravitaillement et d'escale. En outre l'aridité du sol environnant, la dureté de son climat empêchaient Obock de devenir une ville commerciale ou un centre agricole. Pas même l'eau suffisante pour arroser les jardins de la petite troupe exposée sur ce roc! En 1886, il était question d'abandonner Obock.


DJIBOUTI

Avec un sens très net des nécessités et des intérêts en jeu, M. Lagarde, sut à la fois ménager le présent et préparer l'avenir. En face d'Obock, de l'autre côté du golfe de Tadjourah, se trouvait une rade bien connue des boutres arabes, qui offrait un développement considérable et de grandes profondeurs où les navires de fort tonnage pouvaient mouiller en toute sécurité. Les indigènes donnaient le nom de Djibouti au plateau qui la domine, et l'on savait qu'un des chemins convergeant vers Djibouti aboutissait directement à Harrar, chef-lieu d'une province fort riche, occupée en 1887 par les troupes du roi Ménélick. Ce chemin traversait, il est vrai, des régions désolées sur une longueur de près de trois cents kilomètres, mais on n'igno-

rait pas qu'il était jalonné de distance en distance par des points d'eau suffisants.

C'est à Djibouti que M. Lagarde projeta de créer un second établissement.

Après de longs et patients pourparlers, il réussit à passer avec les chefs indigènes des traités qui nous permirent de nous établir sur ce point. Ces traités conclus, il se mit à l'œuvre au commencement de 1888. Peu après, de nombreuses constructions étaient édifiées ; puis, grâce aux commerçants, aux boutiquiers, aux trafiquants indigènes et aux nombreux habitants d'Obock, qui tous avaient suivi l'impulsion donnée, une petite cité active et grouillante s'éleva bientôt sur le plateau naguère inculte et désert.

La guerre de Madagascar, la rapide prospérité de l'empire abyssin contribuèrent au développement de Djibouti. Grâce à l'inlassable énergie de MM. Lagarde et Chefneux, cette ville, qui compte aujourd'hui une population de 15000 âmes, dont 2 200 européens, et de belles maisons en pierre, n'est pas seulement la première grande escale de nos vaisseaux et de nos paquebots sur les routes de l'Extrême-Orient et de Madagascar, elle est également devenue la tête de ligne d'une voie ferrée qui s'enfonce chaque jour plus profondément dans le Harrar, à travers la barbarie Somali, au-devant de la civilisation dont l'empereur Ménélick tient si glorieusement le flambeau dans son palais d'Addis-Ababa.

Et cependant ce n'est pas sans quelque mélancolique regret qu'au lendemain de la conclusion douloureuse de la belle épopée de Fachoda, on songe à ce qu'aurait pu être Djibouti, si l'Angleterre qui trouve tout légitime l'établissement d'une voie britannique d'Alexandrie au Cap, n'avait dans son égoïsme effréné détruit, comme contraire aux lois internationales (!) le rêve des africains de France d'une voie française de Saint-Louis du Sénégal à Djibouti.

L'avenir est là heureusement pour faire revivre le rêve ; et le droit est toujours là pour faire du rêve une réalité. Mais, pour pouvoir tirer de son jeu tout le parti désirable, il ne faut pas que la France néglige les atouts qui lui restent. Or, presque en face de Djibouti, il est sur la côte arabique un coin de terre française, presque ignoré, étroit plateau entouré d'un amas de roches volcaniques dont les cimes dominent de 265 mètres le goulet du détroit de Bab-el-Mandel : c'est Cheikh Saïd.

Acquis en 1868 du Cheikh Ali-Tabatt-Dourein par des négociants de



SUR LA ROUTE DU HARRAR

Marseille au prix de 425000 francs, ce territoire forme un arc de cercle de 42 kilomètres de rayon et de 165000 hectares de superficie. « Le vendeur, le Cheïkh Ali, dit M. P. Bonnetain, étant un souverain indépendant comme son père et tous ses aïeux, la Turquie ne protesta pas plus qu'elle n'avait protesté lors de l'occupation d'Aden et de Périm par les Anglais, occupation faite cependant de vive force, à main armée, sans achat préalable du sol. Il fallut pour émouvoir la Turquie les intrigues des agents anglais. En 1870, quelques soldats turcs tentèrent de planter leur pavillon sur notre bien. Sans doute nous protestâmes à Constantinople ; et un de nos navires, le *Bruat*, fit déguerpir les intrus ; mais après maints pourparlers.. le règlement de l'affaire a été classé et on s'en est tenu au *statu quo.* »

Agirons-nous à l'égard de Cheikh Saïd, avec la même légèreté que le gouvernement de juillet, en 1840, à l'égard de Périm ? On sait l'histoire... L'occupation d'Aden par les Anglais, en 1839, ayant inquiété les hommes de Juillet, on décida d'occuper l'îlot de Périm qui barre la sortie de la mer Rouge. Le capitaine de frégate, chargé de l'opération, mouille à Aden, invite le chef de la station britannique à sa table et lui raconte le but de son voyage: les Anglais portent un toast au succès de son entreprise. Mais quand le lendemain matin ce malheureux officier atteignit Périm, la première chose qu'il aperçut fut un drapeau anglais tout neuf. « Périm était à prendre, lui dirent ironiquement ses convives de la veille, puisque vous veniez pour le prendre : eh bien ! nous l'avons pris ! »

Or, Cheïkh Saïd n'est situé qu'à une portée de fusil de Périm (2 800 mètres) ; il domine l'île anglaise de 200 mètres ; une batterie placée à Cheïkh Saïd pulvériserait en 10 coups les ouvrages anglais de Périm et serait la vraie clef de la mer Rouge... Et pourtant cette batterie n'existe pas encore !

CHAPITRE XXXII

La Conquête de Madagascar.

Un Napoléon malgache. — Sylvain Roux à Tamatave. — Radama Ier. — Les intrigues de Sir Robert Farquhar. — Ranavalo la Vadibé. — L'expédition française de 1829. — Les Européens chassés de l'Emyrne. — MM. de Lastelle, Laborde et Lambert. — Radama II. — Ranavalo II et le ministre Rainilaiarivony. — Nouvelles persécutions contre les étrangers. — La succession Laborde. — L'amiral Pierre bombarde Tamatave. — Ranavalo III; le traité de 1885. — Acquisition de Diégo Suarez. — M. Le Myre de Vilers à Tananarive. — Intrigues des missions anglaises. — Les savants français à Madagascar : MM. Grandidier, Catat, Maistre. — Tentatives de conciliation.

La guerre de Madagascar. — Opérations de la division navale. — Le corps expéditionnaire. — Victoire de Marovoay. — Le long de la Betsiboka. — Victoires de Mavaetanana et d'Ambato. — La marche de la colonne volante. — Prise de Tananarive. — Arrestation du premier ministre. — M. Laroche, résident général. — Nouvelle agitation en Emyrne. — Arrivée du général Gallieni à Madagascar. — Madagascar, colonie française. — L'œuvre de pacification et de mise en valeur.

Tandis que se déroulaient en France les événements de la Révolution, une autre révolution, mieux même une sorte d'épopée napoléonienne, s'accomplissait dans la grande terre indo-africaine. Grand par ses succès, comme par son nom, le napoléon malgache s'appela Andrianampoïnimerina. Chef d'une de ces quelconques tribus andriana (improprement appelées howa) qui perchaient sur les cimes du massif montagneux de l'île, le futur conquérant de l'Emyrne était monté en 1787 sur le trône, combien modeste, d'Ambohidratrimo. Un jour, il avait réuni son peuple dans un grand kabary, et, suivant du doigt la ligne d'horizon que dentelaient les monts. « Il faut, avait-il dit, que toute cette terre m'appartienne, par delà même

les montagnes qui arrêtent votre vue : mon royaume ne saurait avoir d'autres limites que la mer ! » Et avec autant d'activité que de bonheur Andrianampoïnimerima, fils d'Andrianasinavalona, avait réalisé son rêve. Il était mort en 1810, laissant à Radama Ier une couronne dont l'éclat rayonnait de sa capitale Tananarive (ici les mille bras) jusqu'aux rivages pestilentiels de la côte, le long desquels erraient, vagues écumes d'une humanité inférieure, les tribus barbares Baras, Sakalaves et autres du même teint.

Radama Ier s'efforça d'affiner la royauté howa au contact européen ; il entretint de cordiales relations commerciales avec nos traitants des Mascareignes, favorisa même dans la région de Tamatave l'établissement de Français chassés de Maurice par les Anglais, et de Bourbon par les contre-révolutionnaires. C'est à Tamatave, principal centre de ces nouvelles habitations françaises, que le général républicain Decaen installa en qualité de représentant Sylvain Roux, qui défendit courageusement nos intérêts politiques à la cour d'Emyrne jusqu'au jour où la reddition de Fort de France et la rupture de toutes relations avec la métropole l'obligea à remettre Tamatave aux Anglais.



LE PALAIS DE RADAMA II

La ville ne devait d'ailleurs rester que quelques mois entre leurs mains ; en juin 1811, la frégate la *Renommée* venait y relever le drapeau français.

Radama Ier, au fond assez indifférent à la crise qui bouleversait l'Europe, eut la prudence de ne pas intervenir dans le démêlé anglo-français ; héritier des ambitions comme aussi des qualités de son illustre prédécesseur, il se préoccupa exclusivement de donner force et splendeur à sa royauté. Il confia à Robin, sergent français qui avait quitté Bourbon à la suite de légers détournements opérés au détriment de sa popote, le soin de lui organiser une armée à l'européenne et le nomma général ; d'un autre français, charpentier de son état, Philippe Gros, il fit un maréchal du Palais, à condition bien entendu que Gros édifiât ce palais. D'un caporal anglais Hastie, il se fabriqua un autre général. Maréchal, généraux vécurent assez longtemps en bonne intelligence, ne jouant du reste qu'un rôle fort secon-

daire dans les vagues rapports de la cour d'Emyrne avec leurs pays d'origine.

Une ère de prospérité s'ouvrait pour la jeune dynastie malgache, quand, en 1815, un révérend se mêla d'orienter la politique extérieure de Radama. Sir Robert Farquhar, gouverneur de l'île Maurice, s'introduisit à la cour d'Emyrne comme le ver dans la poire ; la monarchie howa devait mourir du « mal anglais ».

Mais comment Radama eût-il pu soupçonner le dévouement de Farquhar, alors que son général Hastie ne cessait de lui en vanter l'intelligence et le désintéressement? Le premier acte de cet intrigant n'avait-il pas été de faire bruyamment reconnaître par l'Angleterre la souveraineté du prince sur tout Madagascar? Ce faisant le cabinet britannique n'avait d'ailleurs rien à perdre et tout à gagner ; ne possédant que de rudimentaires comptoirs sur la côte, il espérait bien les étendre plus tard aux dépens de son allié ; avec le temps l'île entière pouvait devenir un fief anglais.

Mais Sir Farquhar eut le tort de négliger cet important facteur diplomatique qu'est le temps. Fier de son premier succès, il affirma trop haut qu'il n'aurait de repos que le jour où le dernier Français aurait quitté l'île ; et, pour hâter cet événement, il prétendit nous faire évacuer nos établissements sous prétexte que Madagascar n'était qu'une dépendance de l'île Maurice. Le prétexte était à la fois dangereux et paradoxal. Le cabinet de Saint-James désavoua officiellement son agent et rassura Radama qu'inquiétait cette théorie nouvelle ; mais il ne s'en mit pas moins à la disposition de Farquhar pour lui faciliter sous main l'expulsion du pays de nos nationaux. Hastie devenu l'âme damnée de Farquhar réorganise l'armée royale, la pourvoit gratuitement de fusils, de sabres et d'uniformes, se constitue le grand vizir de sa Majesté. Le roi se laisse prendre au piège, et, de connivence avec Farquhar, autorise Hastie à mobiliser son armée et à se jeter à la tête de ses guerriers sur nos établissements de Pointe à Larrée, de Tintingue, de Fort-Dauphin et de Foulepointe que nous sommes obligés d'évacuer successivement de 1823 à 1826. Toutefois nous nous maintenions à Sainte-Marie dont Sylvain Roux avait repris possession définitivement en 1822.

L'Angleterre triomphe ; elle étend déjà le bras pour s'emparer de nos dépouilles ; il ne lui reste plus qu'une formalité à remplir : obtenir ce qui avait été notre bien de la reconnaissance de Radama mourant ou de la libéralité de la future reine Ranavalo la Vadibé. Mais Radama meurt, le



PAYSAGE D'ÉMYRNE

27 juillet 1828, de l'abus des boissons alcooliques que lui ont gracieusement fourni les révérends de Tananarive, sans avoir constitué en faveur de l'Angleterre le plus mince legs territorial ; et la Vadibé, à peine montée sur le trône, fait preuve d'une ingratitude qui déconcerte nos rivaux. Ranavalo, femme de Radama et chef de ce parti national qu'effraient les intrigues des étrangers, fait d'abord massacrer les membres de la famille de son mari, sauf son neveu Ramenetak, déchire tous les traités passés avec les européens, met une bande de partisans aux trousses de Hastie qui a disparu, et inaugure contre les étrangers une série de vexations qui obligent le plus grand nombre à quitter le pays.

C'est alors qu'une expédition, préparée en France pour venger l'insulte faite au drapeau et envoyée à Bourbon pour attendre le moment favorable à une action énergique, met à la voile, vers la fin de juillet 1829, sous les ordres du capitaine de vaisseau Gourbeyre. Elle mouille devant Tamatave, remet au commandant de la place un ultimatum destiné à Tananarive, et va reprendre Tintingue en attendant la réponse du gouvernement howa. A la fin de septembre, Gourbeyre, n'ayant trouvé à son retour de Tamatave aucune réponse de la reine, bombarbe et incendie la ville ; puis il se rend à Foulepointe qu'il a reçu l'ordre de détruire ainsi d'ailleurs que tous les autres forts howa de la côte. Le bombardement s'effectue aisément ; puis l'ennemi s'étant retiré dans une forte redoute située à l'intérieur, hors de la portée des canons de marine, le commandant fait débarquer les quelques compagnies dont il dispose et dont la maladie a singulièrement diminué les effectifs. Malgré leur vaillance nos soldats sont repoussés : leur retraite fut si pénible que les morts et une partie des blessés furent abandonnés sur le terrain ; les têtes de nos malheureux soldats furent promenées par tout le pays comme trophées de victoire ; la destruction du fort de Pointe à Larrée, près Foulepointe, ne put compenser le désastreux effet produit par notre échec parmi les howas. Gourbeyre aurait pu réparer sa faute en armant les tribus de la côte qui ne demandaient qu'à marcher contre les soldats de Ranavalo et en acceptant les services de Robin qui lui offrait le concours de son expérience et de ses relations. Il déclina avec trop de circonspection les offres des premiers, et trop de dédain celles de Robin dont l'ancienne peccadille militaire ne méritait pas semblable rigueur, et il préféra battre en retraite sur Bourbon.

Enorgueillis de ce succès, les howas tournent leur haine contre tous les européens et organisent contre les missions anglaises elles-mêmes de telles

persécutions que celles-ci quittent l'Émyrne non sans espoir de retour. Donnant alors librement cours à leurs ambitions, ils étendent leurs conquêtes autour de l'Émyrne... si bien qu'en 1842 la prédiction du vieux Andrianampoïnimerina était presque réalisée.

Cependant, au cours des quinze dernières années, quelques européens étaient revenus à Tananarive. Dédaignés d'abord par les howas, ils avaient réussi à se créer une assez importante clientèle parmi les habitants de la ville demeurés protestants. La prospérité de leurs maisons ne tarda pas à attirer sur eux l'attention et les vexations du gouvernement ; leurs biens sont confisqués en 1845 : eux-mêmes ne réussissent à regagner la côte qu'au prix de mille dangers.

Le commandant de la station française des Indes et son collègue le commandant d'une corvette anglaise demandent réparation à la reine de cette nouvelle injure, ouvrent le feu sur Tamatave et mettent à terre leurs marins. Cette démonstration devait avoir la même issue que celle de Foulepointe : l'expédition dût regagner les vaisseaux, abandonnant morts et blessés dont les têtes furent le lendemain plantées sur la pointe de sagaies le long du rivage. Quelques jours après, tous les chrétiens howas et malgaches de l'île étaient massacrés.

La rupture devait être complète pendant huit ans entre les howas et la France et l'Angleterre.

Cependant deux Français avaient réussi à se maintenir chez les howas M. de Lastelle qui avait fondé dans le pays d'importants établissements agricoles et fourni en 2 fois 30 000 fusils à Ranavalo, et M. Jean Laborde qui avait créé de grandes industries dans l'Ankova, verreries, sucreries, fonderie de canons etc., et poussé l'habileté à intéresser la reine à la prospérité de ses entreprises. Leurs démarches réussirent à renouer les relations entre le gouvernement indigène et les gouvernements étrangers. Moyennant une somme d'argent versée par l'Angleterre à titre d'indemnité du bombardement de Tamatave, les ports furent rouverts aux négociants français et anglais.

« C'est alors qu'arriva à Tananarive M. Lambert, un français de Maurice qui venait de sauver d'un désastre certain la garnison howa de Majunga bloquée par les Sakalaves. Ce service signalé lui valut le crédit de la reine. MM. Lastelle et Laborde lui exposèrent un projet qu'ils avaient formé et auquel Rakoto, futur successeur de Ranavalo, donnait plein assentiment : l'exploitation de Madagascar devait être concédée à une société euro-

péenne ; comme garantie de l'entreprise, le protectorat de la France serait reconnu sur toute l'île, à condition que la France elle-même reconnaîtrait définitivement l'autorité des howas sur le pays. Lambert vint à Paris soumettre ce projet à l'empereur qui eut la légèreté de le divulguer. On en eut vent à Tananarive et on y vit une conspiration contre la reine et ses ministres. MM. Lambert et Laborde furent aussitôt expulsés, leurs biens confisqués ; les persécutions reprirent de plus belle contre les chré-



KABARY AUX ENVIRONS DE TANANARIVE

tiens howas et l'Émyrne une fois de plus se couvrit de sang (juillet 1857). M. Laborde ne put rentrer dans ses domaines que 3 ans plus tard, rappelé par le prince Rakoto, et quelques jours après la mort de Ranavalo, décédé le 16 août 1861, à 81 ans. »

Rakoto ne devait régner que 21 mois sous le nom de Radama II et payer de sa vie son intelligente affection pour les idées européennes. Sa veuve Rasoherina est proclamée reine et abandonne Madagascar au vieux parti national. Toutefois elle se décide un peu avant sa mort (1868) à reprendre de superficielles relations avec la France et à agréer comme consul M. Laborde, auquel elle accorde de particulières marques de con-

fiance. Elle avait épousé en 1864 un des favoris de Ranavalo I, complice de l'assassinat de Radama II, l'intrigant Rainilaiarivony qui s'était proclamé premier ministre. De caractère fourbe et adroit, cet homme allait bientôt se faire l'arbitre des destinées howas : par son égoïsme effréné, son esprit d'intrigue et sa duplicité il devait provoquer les événements qui amenèrent la conquête de Madagascar par les armes françaises.

Veuf de Rasoherina, il réussit non sans peine à se maintenir comme premier-ministre-époux de Ramano, cousine de Rasoherina, proclamée reine sous le nom de Ranavalo II. Si l'on veut se rendre compte de sa fourberie, il suffit de connaître les deux mesures qu'il prit en 1868 à l'égard des étrangers : d'une part, pour complaire au représentant de la France, il signe un traité aux termes duquel les Français sont autorisés à acquérir des terres de Madagascar ; d'autre part, il promulgue une loi interdisant sous peine de mort aux indigènes de vendre aux étrangers la plus petite parcelle de terrain.

Nos revers de 1870, les difficultés intérieures qui s'ensuivirent lui donnèrent une idée malsaine de notre faiblesse. M. Laborde étant mort après avoir mis au service de la cause française son intelligence, sa fortune et son influence personnelle, Rainilaiarivony refusa de mettre ses deux neveux en possession de son héritage dont la valeur immobilière seule dépassait un million ; puis il ne consentit à leur remettre les biens mobiliers de leur oncle qu'à condition qu'ils ne pourraient jamais les aliéner.

M. Baudais, nommé consul de France, montre la plus grande énergie à défendre les intérêts de nos nationaux ; mais il doit bientôt se retirer devant l'attitude chaque jour plus menaçante d'énergumènes soudoyés par le premier ministre, qui déchaînent à nouveau sur les Européens la sauvage barbarie des vieux howas. Les assassinats se multiplient dans l'île, tandis qu'une ambassade malgache vient à Paris essayer d'endormir notre vigilance. Cette ambassade, désireuse de nous créer des embarras, obtenait de l'Angleterre, de l'Italie et de l'Allemagne qu'elles renonçassent pour leurs sujets au droit de posséder que leur conférait le traité de 1865 ; elle ne se doutait guère que ce prétendu succès diplomatique allait nous débarrasser à Madagascar de toute collaboration européenne capable de gêner nos mouvements.

Le gouvernement français, après dix ans de pourparlers inutiles, venait en effet de se décider à agir énergiquement : le 15 février 1883, le contre-amiral Pierre quittait Toulon porteur d'un ultimatum qui enjoignait à la

reine de céder en toute propriété à la France le nord de l'île jusqu'au seizième parallèle, d'accorder aux français une indemnité d'un million, de subordonner désormais sa politique extérieure au contrôle de la France. Il arrivait le 16 mai à Majunga où il plantait le drapeau français. Aveuglé par de perfides conseillers, le gouvernement de la reine ne parle rien moins que de massacrer tous les français et répond insolemment le 9 juin à l'ultimatum de l'amiral. Le lendemain Tamatave s'écroulait sous nos obus; les débris de la garnison s'enfuyaient à Farafate. Nous étions maîtres des deux principaux ports de l'île; une marche rapide sur Tananarive s'imposait; l'heure de la conquête définitive semblait venue. La fatalité des événements allait la reculer de douze années encore.

En effet Ranavalo II meurt et Razafindrahery, petite nièce de Radama I, monte sur le trône, le 22 novembre, sous le nom de Ranavalo III. Cet événement ne changeait rien à la situation, car, en vertu de l'usage, la nouvelle reine épousait le premier ministre resté en fonctions, le vieux Rainilaiarivony. Mais l'entreprenant amiral Pierre meurt à son bord, et son successeur, le contre-amiral Galiber, après avoir occupé Vohémar, Fort-Dauphin et Foulpointe, se laisse entraîner à des négociations qui échouent. L'amiral Miot lui succède, bien décidé à agir avec la dernière vigueur; il vient à peine d'adresser au gouvernement de la reine une très nette déclaration que le ministère qui a succédé à celui de Jules Ferry tombé sur la question d'Indo-Chine, lui retire par peur « des aventures coloniales! » les ressources nécessaires à une utile offensive. Puis, à la suite d'un malentendu, M. Baudais est rappelé en France et remplacé par M. Patrimonio, pour avoir ouvert des négociations avec les howas, alors qu'il n'a engagé le moindre pourparler. Enfin l'amiral Miot reçoit l'ordre d'attaquer les fortifications de Farafate avec les moyens dont il dispose : il obéit, décime l'armée howa; mais faute d'effectifs suffisants il ne peut forcer les lignes ennemies.

Ce fut la lâcheté de Rainilaiarivony qui nous tira de cet imbroglio ridicule où nous avait jeté l'incohérence habituelle du Parlement en matière coloniale. Le premier ministre, en apprenant la signature du traité de paix avec la Chine eut peur que le gouvernement français ne dirigeât aussitôt sur Madagascar les forces rendues disponibles par la cessation des hostilités, et, le 17 septembre 1885, il signait le protocole d'un traité que lui présentait M. Patrimonio et que les chambres ratifiaient le 27 février 1886.

Le protectorat de la France était reconnu sur Madagascar; un résident français, accompagné d'une escorte militaire, devait présider à toutes les relations extérieures du gouvernement de la reine qui conservait l'administration intérieure de l'île; les citoyens français pouvaient posséder et négocier librement dans toute l'étendue de l'île. Le territoire de la baie de Diégo-Suarez serait occupé par la France qui se réservait le droit d'y faire les installations à sa convenance.

M. Le Myre de Vilers, dont la fermeté et l'habileté avaient rendu précédemment de si éminents services en Indo-Chine, fut notre premier résident général à Tananarive. Pour frapper les Malgaches il entoura son entrée dans la ville (14 mai 1886) d'une certaine solennité, et, à peine installé, s'efforça de leur montrer par le train d'existence de la résidence aussi bien la puissance que le bien-être de la civilisation française.



LA RADE DE DIÉGO-SUAREZ

Mais les difficultés renaissent presque aussitôt avec le palais de la reine, et Rainilaiarivony met la plus grande mauvaise foi à exécuter les clauses du traité de 1885. L'opposition aux actes de M. de Vilers provenait de trois partis dont les intérêts et l'action étaient communs : le parti national howa, dirigé par un fils et un neveu du premier ministre, voyait dans la présence de notre résident une humiliation de sa fierté et plus encore un obstacle à ses pratiques financières indisciplinées : exactions fiscales, vénalité de la justice, trafic des esclaves, pillage des bourgades écrasées d'impôts qu'elles ne pouvaient acquitter, tout était bon pour entretenir le luxe et le jeu de l'aristocratie turbulente du palais. M. Le Myre de Vilers n'était pas plutôt installé qu'une bande de soldats howas ayant à sa tête Mariovolo, propre fils du premier ministre, envahissait les jardins de la résidence, le soir de la première fête qui y était donnée, enlevait les musiciens et rouait de coups quelques domestiques. Notre résident général dut exiger impérieusement des excuses et une indemnité qui furent d'ailleurs accordées sur-le-champ. Pour être moins bruyant, le parti

de Rainilaiarivony n'était pas moins dangereux : le vieux ministre dont l'influence était menacée autant par le clan turbulent des soi-disant patriotes d'Émyrne que par la tutelle de la France, cherchait par une apparente courtoisie à se ménager l'appui de la résidence générale et travaillait obstinément dans l'ombre à accumuler les difficultés diplomatiques de toute nature, s'efforçant de lasser notre patience plutôt que nous combattre en face. Il avait pour appui le troisième parti, celui des missionnaires de la London missionnary society, de la Friends Foreign Association, etc... qui s'efforçaient de réparer la bévue commise en 1885 par le gouvernement britannique. Ce parti politico-clérical n'était pas le moins dangereux. Mieux assoupli que les howas aux finasseries de la politique européenne, il s'était chargé de hérisser d'obstacles la route du résident général. Mais celui-ci n'était pas homme à s'en émouvoir. En juin 1886 le gouvernement howa prétend donner, en échange d'un prêt de 20 millions, à Abraham Kingdon, chef des méthodistes anglais, le monopole des douanes, des mines et d'une banque d'État, M. de Vilers arrête net ce projet et fait concéder ces avantages au Comptoir d'escompte de Paris. Les autorités howas s'étant plaintes pour la forme de la lenteur des communications avec le gouvernement français, notre résident les oblige à leur grand déplaisir à relier Tamatave à Tananarive par une ligne télégraphique. Enfin, en décembre, le premier ministre prétend se passer de l'avis de la France pour accorder l'exequatur aux consuls étrangers; M. de Vilers répond à cette prétention en amenant le pavillon de la résidence et en menaçant de rompre toutes relations avec le Palais. Rainilaiarivony n'insiste pas. En 1888, les malversations de l'anglais Digby Villoughby, général des armées howas, sont dévoilées publiquement; le coquin est conduit sous bonne escorte à Tamatave et embarqué de force



MUSICIENS MALGACHES

pour l'Europe. L'énergie de notre résident jette la cour d'Émyrne dans la consternation; M. de Vilers profite de sa stupeur pour venir prendre en France un congé de quelques mois.

De retour à Madagascar il s'abstient de rouvrir les questions politiques irritantes et dirige les travaux de son personnel vers l'étude de toutes les questions qui pouvaient intéresser l'avenir de Madagascar au point de vue agricole ou commercial.



C'est vers ce temps que sont accomplis par nos compatriotes de nouveaux voyages d'exploration dans la grande île. Parmi ceux qui ont le plus contribué à faciliter l'occupation et la mise en valeur de Madagascar, il convient de citer au premier rang M. Alfred Grandidier, l'éminent président actuel de la Société de Géographie de Paris, qui devançant tous les autres, parcourt de 1865 à 1870 l'île du nord au sud et de l'est à l'ouest et met en relief avec une autorité supérieure tout ce qui intéresse l'histoire, la géographie, la géologie, l'ethnographie des populations indigènes. Son œuvre est complétée à partir de 1884 par M. Catat, voyageur aussi intrépide qu'observateur consciencieux, dont les beaux itinéraires servirent à établir la carte de régions jusqu'alors inconnues des gens même de l'Émyrne; par MM. Gautier et Maistre, le premier un savant, le second un économiste, qui, chacun à son point de vue particulier, explorèrent avec autant de courage que de méthode les régions les plus reculées de la plaine et des plateaux pour surprendre les richesses qu'elles réservent à l'exploitation européenne — enfin par les PP. Abinal et Roblet, M. Douliot, mort à la tâche, etc., etc...

M. de Vilers, remplacé à Tananarive en 1889 par M. Bompard, quitte l'île après avoir obligé le gouvernement howa à châtier les incursions des tribus pillardes de la côte ouest qui s'étaient autorisées des rancunes de la cour d'Émyrne contre notre domination pour piller les commerçants

français de la région de Tuléar : si le succès des troupes howas sur ces fahavalos avait été pénible... du moins les troupes howas avaient-elles dû marcher sur un signe de notre Résident général.

Dès 1891, les difficultés renaissent, les incidents s'accumulent; fatigué de la contrainte qui lui est imposée depuis cinq ans, menacé par les sourdes menaces du vieux parti national, savamment poussé par les méthodistes anglais dont l'influence est compromise, le premier ministre se montre également rebelle aux conseils et aux menaces de M. Bompard. La question de l'exequatur des consuls, assoupie en 1886, se réveille et provoque le départ de notre Résident général. M. Larrouy, chargé de nos intérêts, fait l'impossible avec M. Ranchot pour ramener la bonne entente, pour arrêter les débarquements d'armes dans les ports, pour calmer l'opinion surexcitée par les prédications des méthodiste. Nos nationaux sont pillés, assassinés même sur plusieurs points de l'île.

En 1894, la situation est devenue telle qu'une occupation militaire semble inévitable. Toutefois, avant d'en venir à cette extrémité, le gouvernement français essaie d'une dernière tentative de conciliation. Il fait appel au patriotisme de M. de Vilers et le prie de mettre une fois de plus son énergie et son autorité au service du pays. Celui-ci s'embarque sur le champ, et reçoit à Mayotte de M. Larrouy l'énumération de tous les déboires dont notre représentant a été abreuvé.

Dès son arrivée à Tananarive notre plénipotentiaire reconnait que la situation est désespérée. Rendez-vous néanmoins est pris avec Rainilaiarivony pour discuter les questions en suspens : le premier ministre ne daigne même pas se déranger. Le 20 octobre, copie lui est adressée d'un traité qu'il est invité à signer dans les 6 jours, faute de quoi le drapeau français de la Résidence sera amené et les événements suivront leur cours. Le vieux dictateur malgache essaie d'ergoter; M. Le Myre de Vilers évite la faute de se laisser entraîner par de nouvelles discussions, et, le 26 octobre à 6 heures du soir, les délais étant expirés, le palais de la Résidence est consigné. Le lendemain le personnel diplomatique et l'escorte quittaient Tananarive après que le détachement français eût rendu les derniers honneurs au drapeau. Les colons français étaient partis depuis le 22 et en sûreté à Beforona.

Le retour à la côte fut particulièrement pénible; pour avoir des bœufs les soldats durent abattre les animaux à coups de fusils, les habitants ayant reçu défense de rien fournir à la petite colonne; c'est mi-

racle si l'effusion du sang put être évitée. Enfin Tamatave fut atteint!

Cette fois le sort en était jeté : c'était la guerre.

Le 8 décembre 1894, le parlement met à la disposition du gouvernement 65 millions pour la formation d'un corps expéditionnaire dont le commandement est confié au général Duchesne, et pour les opérations de la division navale placée sous les ordres du capitaine de vaisseau Bienaimé.



Ch. L. Duchesne

L'expédition devait compter en tout 15 000 hommes répartis en 2 brigades et 46 pièces d'artillerie; le général de Torcy était adjoint en qualité de chef d'état-major au général Duchesne qui avait comme brigadiers les généraux Metzinger et Voyron.

Le 11 décembre 1894, l'amiral recevait à Tamatave notification de l'état de guerre; dès le lendemain il mettait à terre un détachement de troupes de la marine qui s'emparait de la place après un court engagement et rejetait les howas derrière leurs lignes de Farafate. De son côté, la garnison établie à Diégo-Suarez tenait en échec les postes howas du nord. Le mauvais temps ne permet de reprendre qu'en février 1895 les opérations qui doivent préluder au débarquement du corps attendu de France. Le 12, la division navale, à la demande des chefs Sakalaves, chassait l'ennemi de la baie de Passandava, au sud de Nosy-Bé; trois jours après, deux compagnies d'infanterie de marine et une section d'artillerie amenées de Diégo-Suarez occupaient Majunga, point choisi pour le débarquement de l'armée.

Le général Metzinger, commandant l'avant-garde du corps expéditionnaire, débarque à Majunga le 1er mars avec 10 compagnies, huit pièces d'artillerie et un détachement du génie et du train. Comme le cours de la Betsiboka doit être employé au transport d'une partie des troupes et du matériel, le général Metzinger en balaie les deux rives



EN VUE DE TANANARIVE

et brise au village de Miadana une sérieuse tentative de résistance des howas.

Le retour du beau temps et l'arrivée de nouvelles unités permettent à notre avant-garde de frayer la route de l'est que barrait, à 75 kilomètres de Majunga, le poste de Marovoay. Les howas l'occupaient en force et avaient accumulé leurs moyens de défense sur un front de 10 kilomètres, au sommet des crêtes qui s'étendent de Marovoay à Ampasilava. Le 2 mai, trois colonnes abordent ces redoutables positions : la première, sous les ordres du général Metzinger, enlève les redoutes d'Ampasilava et bouscule l'ennemi dans le marais qui s'étend au sud de Marovoay ; la seconde, sous les ordres du commandant Bienaimé, enlève le fort de Marovoay ; la troisième, commandée par le capitaine Delbousquet, malgré une marche pénible à travers les marécages, arrive à temps pour transformer en déroute la retraite des howas. Le lendemain, le lieutenant-colonel Pardes, avec ses tirailleurs algériens, faisait rebrousser chemin près de Manoanga à un corps de 2 000 howas qui arrivait de l'Émyrne, le rejoignait le 16 mai à Ambodimonty, lui tuait 60 hommes, lui enlevait un canon et une grande quantité de munitions.



Aux colonies comme partout, Prévoir et Vouloir, c'est pouvoir
Metzinger

Le général Duchesne, débarqué le 6 mai à Majunga, allait pouvoir en toute sécurité s'engager dans la vallée de la Betsiboka.

La marche en avant commence le 19 mai. Si leurs échecs de Marovoay et d'Ambodimonty empêchent les howas d'opposer une résistance sérieuse à nos troupes, celles-ci cependant ont à souffrir cruellement de la rigueur du climat, de la difficulté des ravitaillements et de l'insuffisance des moyens de communication par voie fluviale. Le génie est obligé de transformer en une route carrossable la piste qui longe le fleuve jusqu'à Subierbieville et de construire un grand nombre de ponts pour franchir les divers cours d'eau entre Marovoay et le confluent de l'Ikopa.

Le 9 juin, après avoir franchi la Betsiboka l'armée française arrive en vue de Maevatanana, forte position qu'une poignée d'hommes déterminés et bien armés pouvait rendre inexpugnable. Après un court engagement, les howas l'abandonnent, laissant entre nos mains trois canons hotchkiss, 200 fusils Snider et plusieurs pièces d'artillerie. Le 19 au soir, le chef de bataillon Lentonnet atteignait Tsaraotra, à 25 kilomètres au sud de Suberbieville. Le 20 au point du jour, de nombreuses forces howas qui se sont massées la nuit autour du campement ouvrent à 300 mètres un feu ter-



L'IKOPA PRÈS DE SES SOURCES

rible sur la petite troupe endormie. Le commandant organise la résistance avec un grand sang-froid, puis une charge à la baïonnette met l'ennemi en fuite. Les howas ne s'arrêtent qu'à Andriba, à plus de 80 kilomètres de Suberbieville où ils se fortifient. D'ailleurs pourquoi s'exposer inutilement à nos obus ? Le général « la Fièvre », comme ils disaient, n'allait-il pas bientôt obliger les Français à quitter Madagascar, si même il en laissait sortir aucun de l'île ? Néanmoins, le 9 juillet, tout le corps expéditionnaire était concentré à Ambato, et, grâce aux admirables travaux du génie qui venait de lancer un pont sur la Betsiboka et de frayer 250 kilomètres de route aux voitures, était en communication aisée avec Majunga.

Mais les fatigues supportées par nos troupes jusqu'à ce jour n'étaient rien en comparaison de celles qui les attendaient au delà d'Ambato. Affaiblies par le climat, décimées par la fièvre, elles n'arrivèrent qu'au prix de souffrances héroïquement supportées au pied des monts Ambohimena. Une armée howa de 5 000 hommes occupait près d'Andriba les crêtes admirablement fortifiées de ce premier gros bastion occidental de l'Emyrne. Le 21 août, la brigade Voyron massait son artillerie à petite portée des retranchements ennemis et les couvrait d'une pluie d'obus. Les howas, démoralisés par ce feu meurtrier, évacuaient successivement six postes fortifiés puis leur camp, laissant plus de 600 tués ou blessés sur le terrain, nous abandonnant 7 canons et une énorme quantité d'approvisionnements de toute espèce. La route du plateau d'Emyrne nous était ouverte.

Cependant les difficultés croissantes de la route et aussi la menace dissimulée d'une intervention anglaise décident le général en chef à en finir vite : il organise une colonne légère de 4 000 hommes avec 22 jours de vivres, 140 cartouches par homme et 1 200 projectiles pour 12 pièces de 80 de montagne, et la lance en avant le 14 septembre. Elle passe, le 15, sur un corps de 6 000 howas à Tsinainondry, et vient camper le 17 au pied des grands Ambohimena, dont le formidable rempart semble protéger l'Emyrne contre l'invasion. L'armée howa en retraite était venue s'y reformer, et, renforcée de la garde royale frais arrivée de Tananarive, se préparait à une sérieuse résistance. Vigoureusement attaqués de front et débordés de chaque côté par nos troupes, les howas abandonnent leurs inexpugnables positions et s'enfuient d'une seule haleine à 45 kilomètres dans le sud, incendiant tous les villages sur leur passage. Le 29, après une série de vifs engagements d'arrière-garde et d'avant-garde, l'armée arrivait au village d'Ilafy, à 8 kilomètres à vol d'oiseau du palais de la reine.

Le 30 septembre, le correspondant du *Temps* télégraphiait à Paris :

« Nous n'avions pas encore quitté nos tentes que déjà les obus tombaient sur notre bivouac ; en même temps notre arrière-garde était attaquée à coups de canons et de fusils par les howas, dont on avait signalé la présence la veille au soir, du côté d'Ambohimanga et qui avaient mis deux pièces en batterie sur la place du marché de Sabotsy. Ils trouvèrent devant eux une compagnie d'infanterie de marine et les haoussas sous les ordres du colonel de Lorme. Ceux-ci supportèrent vaillamment l'attaque pendant plus de six heures. Mais il fallait en finir ; conduits par de vigoureux officiers, ils se portèrent au devant de l'ennemi, combinèrent une attaque de front et

une attaque de flanc, se jetèrent sur les howas à la baïonnette, les mirent en déroute et s'emparèrent des 2 canons qui les mitraillaient depuis le matin.

« Pendant que s'accomplissait ce beau fait d'armes, la brigade Voyron allait s'installer sur les collines nord-est, tandis que la brigade Metzinger exécutait un grand mouvement tournant par derrière les collines d'Ilafy. Elle eut d'abord à repousser de nombreux tirailleurs ennemis, puis son artillerie riposta habilement à trois batteries établies sur les hauteurs d'Ampanatonandoa ; trois fois les howas évacuèrent leurs positions, mais trois fois ils les reprirent tirant toujours sur nous ; les obus arrivaient juste, sans éclater heureusement pour la plupart. Enfin leur feu s'éteint, et le général Voyron prend une position d'attente, surveillant son flanc gauche et guettant l'arrivée de la brigade Metzinger.

« Nous l'apercevons un instant sortant du village d'Andraïsoro ; elle est reçue par un feu de mousqueterie des plus vifs ; deux compagnies de tirailleurs algériens engagées imprudemment sous ce feu d'enfer sont obligées de reculer, laissant en quelques minutes 23 blessés sur le terrain ; mais cet échec est vite réparé et la brigade continue sa marche. Nous attendons avec anxiété. Enfin le bataillon malgache qui servait d'avant-garde au général Metzinger parut, gravissant les hauteurs d'Ankatso qu'il enlève et occupe fortement. Puis l'artillerie prend position en face de l'observatoire; le bataillon malgache y arrive presque en même temps que notre dernier obus. Les howas ont beau revenir à la charge, ils sont débordés et abandonnent 2 canons. Alors se passa un fait d'une ironie cruelle. Nos officiers, s'improvisant artilleurs, tournèrent les pièces howas contre Tananarive, en réglèrent empiriquement le tir, l'ennemi ayant enlevé les hausses, et le premier obus qui tomba sur le palais de la reine fut un obus howa tiré d'un canon howa servi par des officiers Français. L'artillerie du général Metzinger vient alors à la rescousse, pendant que le général Voyron occupe avec l'infanterie de marine (dont la manœuvre est vraiment admirable), les hauteurs immédiatement voisines de Tananarive. Il est trois heures ; le bombardement commence. C'est sur le palais de la reine que tirent les canons de la 1re brigade, la 2e dirigeant ses coups sur celui du premier ministre. Les canons howas ripostent de partout, de la terrasse du palais principalement. Mais nos obus à la mélinite réservés pour cette circonstance ont des effets terrifiants et font dans les rangs ennemis de nombreuses victimes. Rien que sur la terrasse du palais 35 howas sont tués

d'un seul coup, 18 d'un second; le tir se précipite. Encore un quart d'heure de bombardement et l'assaut va être donné par 6 colonnes qui attendent le signal, impatientes.

« Tout à coup nos jumelles braquées sur le palais, voient disparaître le pavillon de la reine; vingt secondes après, un drapeau blanc est hissé à sa place; c'est la ville qui se rend. Le bataillon malgache, toujours agile, s'est déjà engagé dans les rues de Tananarive et rencontre des parlementaires pressés d'arriver près du général en chef... Le feu cesse partout.



TANANARIVE FACE OUEST

« Le général en chef exige que des parlementaires, plus qualifiés que ceux qui se présentent et munis de pouvoirs, se rendent auprès de lui en moins de trois quarts d'heure, sans quoi le bombardement recommencera. Vingt-cinq minutes après, un fils du premier ministre, Radilifera, l'ancien ministre des affaires étrangères Andriamifidy et l'interprète Marc Rabibisoa acceptent les conditions du vainqueur : entrée immédiate dans la ville, soumission sans conditions, désarmement et envoi immédiat de courriers pour arrêter les hostilités possibles contre un convoi que nous attendons.

« L'orgueil howa est brisé. Le général « Fièvre » a été battu, et combien d'autres avec lui. Il a fallu pour cela une poignée de braves. Honneur à la colonne légère! En seize jours elle a livré huit combats, poursuivi sa route

sans broncher, ne s'est laissé arrêter par aucun obstacle et n'a voulu se reposer que dans Tananarive vaincue, soumise, désarmée. »

Le 1er octobre, à huit heures du matin, le général Duchesne faisait son entrée dans Tananarive dont le général Metzinger était nommé gouverneur. La ville ne contenait plus guère que des esclaves. Le cortège dut escalader les rues hérissées de barricades pour défiler devant le palais et gagner la résidence française où fut hissé le drapeau national.

Dès le 2 octobre, Rainilaiarivony, qui n'avait rien oublié et rien appris, voulut recommencer son petit manège d'autrefois; on le surprit passant des ordres pour que rien ne fût fait de ce qui avait été convenu par la capitulation; il fut aussitôt arrêté avec ses acolytes et chambré. Il devait quelque temps après être expédié à Tamatave et de là à Alger.

C'est le 3 octobre qu'eut lieu la première entrevue de la reine et du général Duchesne qui eut la courtoisie de faire rehisser le pavillon royal sur le palais... dans les caves duquel on venait de découvrir 10 000 sacs de poudre entassés par les howas pour le faire sauter!

Les hostilités, arrêtées en octobre par la reddition de Farafate, ne devaient être tout à fait terminées qu'en novembre par la répression d'un mouvement insurrectionnel.

Le centre du soulèvement fut dans la province d'Arivonimamo. Le jour même de la fête du Bain, les rebelles, conduits par les sorciers fanatiques dont le but était de chasser les étrangers et de ramener le peuple à l'ancien culte des idoles, font périr au milieu de cruels tourments le pasteur Johnson, sa femme et sa fille, ainsi que le gouverneur howa et un de ses officiers. Trois compagnies malgaches envoyées à Arivonimamo se heurtent à 8 000 rebelles et ont à supporter sept assauts. Le 25 novembre, l'ennemi décimé par le feu de nos armes perfectionnées était dispersé. Un autre foyer insurrectionnel était en même temps éteint dans la province d'Andevorante et les rebelles aisément soumis.

M. Laroche, nommé résident général, arrivait à Tananarive en janvier 1896 et faisait signer à la reine un acte unilatéral qui réglementait le régime d'un protectorat dont les clauses sauvegardaient en principe la dignité et l'autorité de Ranavalo, tout en établissant formellement la suprématie de la France à Madagascar.

La tranquillité ne devait guère durer. Les howas, revenus de la surprise que leur avait causée la marche rapide de la colonne légère, et interprétant

comme une faiblesse la modération du vainqueur « que d'aucuns méprisaient pour la simple raison qu'il leur avait laissé leurs biens », reprennent espoir en voyant partir du pays une partie des faibles effectifs qui en ont si aisément fait la conquête.

L'agitation qui suivit presque immédiatement la prise de Tananarive provint de deux sources : dans l'Émyrne, ce furent principalement les fonctionnaires howas qui allumèrent les foyers de révolte. Le conquérant ne parlait-il pas de mettre un terme aux exactions financières, de régle-



LE FLEUVE MANGORO

menter les exploitations aurifères, de réformer la justice ? Or toutes les grandes familles howas ne vivaient que des concussions fiscales, de l'exploitation par leurs esclaves des alluvions aurifères, des épices des plaideurs. Le retour de la justice dans le pays était leur ruine. Tout en faisant croire aux autorités françaises que le « Fahavalisme » qui désolait l'Émyrne résultait d'explosions spontanées du fanatisme national, elles lui donnaient activement la main. — En dehors de l'Émyrne, la cause des soulèvements fut tout autre : les peuplades asservies à la dynastie howa virent dans la défaite de leurs oppresseurs une occasion favorable de secouer le joug ; poussées par leur instinct de pillage et leur naturelle férocité, elles prirent

les armes contre tout ce qui était pour elles l'autorité, englobant dans la même haine fonctionnaires howas et français.

En janvier 1896, l'arrivée de contingents rappelés à la hâte permet la formation de colonnes qui parcourent le nord et le sud-est et dégagent complètement la route de Tananarive. Le colonel Combes, le commandant Gendron, le général Oudri et le général Voyron en personne font essuyer de sérieux échecs aux rebelles de l'Ankozabé, de l'Antsirabé et de Soavina. En juillet, l'insurrection s'étend ; elle devient générale en Émyrne, dans la vallée du Mangoro et dans tout le pays d'Ambatondrazaka : les commandants Noël, Reynes, le Camus et le lieutenant-colonel Gonard sont obligés de livrer une série de combats, dont les plus meurtriers eurent pour théâtre la région d'Ambatondrazaka et au cours desquels fut tué le lieutenant Antony.



D'abord peser, puis oser.
Gallieni

En septembre, le gouvernement rappelle M. Laroche, qui n'a rien su prévoir, s'est laissé prendre aux protestations insidieuses de la reine et de son entourage et n'a fait qu'entraver par l'humilité de son attitude l'énergique direction que le général Voyron s'est efforcé de donner à la répression. Le général Gallieni remplace cet ancien préfet, et réunit entre ses mains les pouvoirs de résident général et de commandant en chef du corps d'occupation.

Mettant au service du pays la solide expérience acquise au Soudan, au Tonkin et en Chine, cet officier supérieur devait par ses grands talents de soldat et d'administrateur faire en dix-huit mois de Madagascar une de nos plus belles colonies.

Le nouveau gouverneur applique, dès son arrivée, une politique très ferme : il exige que la reine lui fasse la première visite et que le drapeau tricolore remplace partout le drapeau howa. Puis il frappe l'insurrection à la tête : l'oncle de la reine et le ministre de l'intérieur, Rainandriamam-

pandry, chefs du mouvement, sont traduits devant le conseil de guerre et exécutés, leurs complices exilés et les gouverneurs howas prévaricateurs révoqués. Bientôt le général tient la preuve que l'aristocratie howa ne se sert du nom de Ranavalo que pour répandre de dangereux conseils parmi les indigènes. Il n'est qu'un seul moyen de faire cesser cette sourde opposition : la suppression de la reine ; sa déchéance est proclamée le 28 fé-



TANANARIVE. LE BOULEVARD DES CANONS

vrier ; Ranavalo est expédiée par la voie la plus rapide à La Réunion : quelques mois plus tard à Alger. Les Malgaches acceptèrent le fait accompli, et le Parlement francais approuva l'acte du général. Madagascar était enfin colonie française !

L'hégémonie howa, qui jusqu'à ce jour a si bien servi la révolte, est impitoyablement brisée : l'île est divisée en circonscriptions administratives à la tête de chacune desquelles un résident français, le plus souvent un officier, réunit tous les pouvoirs. L'Émyrne, en raison de son état d'effervescence est partagée en 3 territoires militaires régis par la loi martiale.

Dans les pays pressurés par la vieille hiérarchie howa, l'autorité est rendue aux chefs des races autochtones et appuyée par la présence de milices encadrées d'européens. Renouvelant la méthode qui lui a si bien réussi au Soudan, le général Gallieni concentre ses forces dans l'Émyrne, puis par bonds successifs repousse les howas insoumis en dehors de cette région, en ayant soin d'y empêcher leur retour par l'installation d'une sorte de muraille de postes, en arrière de laquelle il organise librement le pays conquis.

Nous ne saurions retracer tout au long les brillantes et dangereuses opérations qu'exécutèrent à travers les monts, les forêts et les marécages du plateau central, le colonel Combes, les lieutenants-colonels Borbal-Combret, Sucillon et Gonard, et raconter tous les brillants faits d'armes de nos jeunes officiers, dont l'intelligente initiative n'eût d'égale que la bravoure. Grâce à eux tous, la fête du 14 juillet 1897, qui succédait à l'ancienne fête du Bain de la Reine, fut célébrée dans l'Émyrne pacifiée et déjà livrée à l'activité de nombreux colons. Seul Rabozaka, l'un des principaux chefs de l'insurrection, y tenait encore dans les forêts de l'est ; traquées de tous côtés, décimées à chaque rencontre, réduites à la plus atroce misère, ses bandes résistèrent jusqu'en février 1898. Mais le 20 février, le vieux révolté, acculé par le commandant Pourrat, faisait sa soumission.

Si le nord, le centre et l'est de Madagascar pouvaient dès lors être ouverts à la colonisation en toute sécurité, deux régions échappaient encore à notre influence : l'ouest et le sud ; c'est là qu'habitaient les Sakalaves et les Baras, peuples à l'humeur belliqueuse et indépendante qui, plus particulièrement en 1890, avaient cruellement repoussé une tentative faite par les howas pour les asservir. Comme ces régions par suite de leur fertilité comptaient parmi celles dont la colonisation pouvait tirer les plus grands avantages, le général Gallieni résolut de procéder à leur occupation. Les opérations eurent lieu sur deux théâtres bien distincts : au sud, dans les provinces du pays Betsiléo et de Fort-Dauphin; à l'ouest, dans le Betsiriry et le Menabé.

Les Baras et les Tanalas du Betsiléo sont débusqués des massifs inaccessibles d'Ikongo après dix jours de combats et leur chef Isambo fait sa soumission au capitaine Lacarrière. La province de Fort-Dauphin était définitivement pacifiée, en juin 1898, par le capitaine Brulard.

A l'ouest, la lutte fut plus pénible et plus longue. Le commandant Gérard, chef d'état-major du général Gallieni, prend, en septembre 1897, le commandement d'une forte colonne et se porte sur le Menabé, où le roi

Toréa a concentré des forces nombreuses. Balayant les rives de la Tsiribihina, la colonne disperse les bandes de Toéra à Anosymena, à Beména et enlève à la baïonnette sa capitale Ambiky. Puis nos détachements sillonnent la vallée du fleuve où règne la plus épouvantable anarchie : les reines Bibiasse et Fatoma, les rois Monrosy et Vazo sont chassés de leurs villages où nous installons des postes. En décembre, l'arrivée de renforts et de convois de ravitaillement permet d'achever la conquête du pays Ménabé.

Dans la province de Tulléar, les Baras du roi Imamono sont dispersés ; le cours de l'Onilahy est reconnu et dégagé des partis rebelles qui en infestaient la vallée.



REINE SAKALAVE ET SA COUR

Nombreux furent les brillants faits d'armes et de dévouement qui marquèrent cette guerre opiniâtre de partisans. Si l'on veut par un seul exemple se faire une idée de la bravoure de nos troupes européennes et indigènes et de l'abnégation de leurs officiers, il suffit de lire le rapport qui rend compte du dernier épisode de la campagne dirigée contre les rebelles de la province de Tulléar.

« Une forte bande armée s'était refugiée dans le massif boisé des monts Vohinghezo, à l'est du Mangoky, et arrêtait l'action de nos troupes. Le capitaine Louis Flayelle, assisté du lieutenant Montagnole, fut chargé de chasser cette bande de son repaire avec sa compagnie appuyée d'une pièce de montagne..... Bientôt, on a la certitude que les rebelles sont avertis : leurs sentinelles fuient devant les éclaireurs et des feux s'allument sur la montagne en face. On arrive devant un bois qui paraît impénétrable, tant l'obscurité est devenue profonde. La colonne arrêtée, l'avant-garde se déploie..... Le capitaine veut attendre le jour avant d'attaquer ; mais le lieutenant Montagnole s'est engagé au milieu des abatis avec deux éclaireurs.

C'est le signal d'une décharge générale que l'on évalue à 200 coups de fusils. Le capitaine lance les légionnaires sur les traces du lieutenant. Il traverse avec eux les abatis, mais il est difficile de pousser de l'avant, car on ignore absolument le terrain ; on ne voit que les coups de feu qui vous aveuglent, et la fusillade à bout portant est tellement intense que les hommes n'entendent rien. On ne sait pas ce qu'est devenu le lieutenant. Une voix dans le fourré crie : « En arrière ! » Mais le capitaine, avec un geste superbe, et de toutes ses forces : « Mais non ! pas en arrière !... En avant !... » A ce moment, il tombe frappé de deux balles, l'une au poumon l'autre à l'abdomen. Il tombe à la renverse en disant à son ordonnance : « Griseur, je suis mort ! » L'ordonnance s'est agenouillé près de lui : « Où ça ? — Au côté ! » répond le malheureux blessé. » — « Attendez, je vais vous transporter en arrière pour vous faire panser ; ce n'est peut-être pas si grave que cela. » Il appelle des légionnaires à l'aide et, à trois, ils le transportent à travers les abatis, malgré la demande du capitaine qui veut être laissé sur place. Blessé à cinq heures, le capitaine s'éteignait doucement à sept heures... On avait apporté, vers cinq heures et demie, le corps du lieutenant Montagnole, déjà froid. Il avait reçu sept balles.



FIANARANTSOA

Cependant, la bande avait été mise en fuite et la colonne si cruellement mutilée rentrait au poste de Soaserana, transportant dans un drapeau le corps de ses deux chefs. »

Le lieutenant Chanaron à Andramho, le garde principal Bligny à Andonaka, les lieutenants Hardy de Pierrebourg à Antsoa, Bergé à Masokoamena, Chambaud à Ankolabé, Bandey à Andemba, Dejoux à Bemena, Clavier à Iaropotsy, devaient trouver à Madagascar une mort aussi glorieuse.

En 1899 la pacification de l'île pouvait être considérée comme terminée.

L'œuvre d'organisation et de mise en valeur avait marché parallèlement : Les principaux centres régionaux, Tamatave, Majunga sur la côte, Tananarive, Fianarantsoa à l'intérieur, acquièrent une importance nouvelle. En dehors de l'abolition de l'esclavage, des réformes financières et judiciaires, l'attention du général Gallieni s'est portée sur trois points essentiels : l'établissement de voies de communications, la fondation de colonies agricoles et le développement de l'instruction publique : ouverture de



SECTION DE L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE LE MYRE DE VILERS

routes, installation d'un réseau télégraphique, études préparatoires à l'établissement de voies ferrées, construction de travaux d'art sur les fleuves ; fondation de stations agronomiques, de jardins d'essais, de pépinières et de haras, introduction de cultures spéciales ; organisation d'un enseignement primaire officiel en dehors de toutes préoccupations confessionnelles, d'une école normale professionnelle placée sous le patronage de M. Le Myre de Vilers, d'une école de médecine, d'un cours d'hygiène, etc., telles sont les belles victoires pacifiques et humanitaires qui viennent encadrer l'œuvre militaire du général Gallieni. « Nous ne pouvons, disait-il un jour, espérer trop transformer les vieux Malgaches :

c'est à la nouvelle génération qu'il faut nous attacher; c'est à elle que nous devons imposer notre langue, nos mœurs et aussi l'amour de notre patrie! » Et la génération nouvelle des jeunes Malgaches a déjà fait au général une réponse dont peut être fier le patriotisme de ce grand Français.

CHAPITRE XXXIII

Les satellites de Madagascar.

Nosy-Bé. — Les Comores. — Les Glorieuses. — La Nouvelle-Amsterdam et Saint-Paul. — Kerguelen.

En dehors de la Réunion, dont la prospérité économique après avoir jeté un vif éclat sous la Restauration et le second Empire a décliné sensiblement le jour où la betterave a fait concurrence à la canne dans la production sucrière, Madagascar possède tout un essaim de satellites. Ce n'est pas que géographiquement Nosy-Bé, les Comores, les Iles Glorieuses, et à plus forte raison, les îlots de Saint-Paul, de la Nouvelle-Amsterdam et de Kerguelen, relèvent dans le sens absolu du mot de la Grande Terre ; mais elles en sont dans le canal de Mozambique, l'océan Indien ou l'océan Austral les bastions avancés ; elles lui constituent une sorte de ceinture stratégique dont l'importance justifie à elle seule le titre de ce chapitre.

Nosy-Bé (l'île grande) est l'île la plus voisine de la côte malgache ; elle n'en est séparée que par une passe large de 12 kilomètres, au milieu de laquelle surgit l'îlot de Nosy-Coumba, et sert de fermoir à la belle baie de Passandava.

En 1839, le gouvernement de Louis-Philippe, voulant avoir tout à proximité de Madagascar un observatoire qui lui permît d'explorer de plus près la politique nuageuse des souverains d'Emyrne, chargea le capitaine du *Colibri* d'en étudier l'emplacement. Celui-ci vint mouiller dans la baie d'Ambanourou et se présenta à la reine du pays. L'infortunée Tsimeco lui conta ses chagrins dynastiques. Jadis elle dominait sur les fertiles contrées

qu'arrose la rivière d'Ampampana et ses braves Sakalaves parcouraient librement les forêts d'ébéniers qui étageaient leurs dômes violacés jusqu'à mi-croupe des monts Antankares; puis les conquérants howas étaient venus, on s'était battu un peu ; on avait fui bien vite, et, pour plus de sûreté, mis le bras de mer entre l'envahisseur et soi... Nosy-Bé, c'était tout ce qui restait à Sa Majesté sakalave ; c'était si peu qu'elle n'y tenait guère, et si la France voulait, elle était prête à lui donner le sol, moyennant pour elle un petit palais de pierre, composé de quelques chambres, au fond de la baie de Passimena, et pour ses fidèles Sakalaves une trentaine de huttes. L'année suivante, l'amiral de Hell donnait satisfaction à Tsimeco et son nom à une ville neuve. En 1849, les Sakalaves eurent de sérieux regrets d'être passés sous notre domination : quand fut proclamée définitivement l'abolition de l'esclavage dans nos colonies, l'aristocratie du pays, atteinte dans le plus cher de ses intérêts, se souleva comme un seul homme : le capitaine Marchaise, qui commandait la place de Hell-ville, eut le grand mérite de la défendre victorieusement avec des ressources presque nulles et de rétablir l'ordre dans le pays. La peur du howa assagit d'ailleurs vite le Sakalave de Nosy-Bé, et la vigoureuse protection accordée aux gens de l'île, en 1882, lors des incursions dirigées par les howas contre les îles Minow, dissipa les derniers malentendus.



RADE DE NOSY-BÉ.

Dans le nord-ouest de Madagascar, barrant l'ouverture septentrionale du canal de Mozambique, se dresse le groupe des Comores. Des quatre îles qui le composent, une seule, la plus orientale, Mayotte, est colonie française : les autres, Anjouan, Moheli et la Grande Comore ne sont que des pays de protectorat. Encore les liens qui en rattachent les nombreux sultanats, quoique très étroits, s'usent-ils chaque jour au frottement du fana-

tisme intransigeant des descendants des colons arabes jadis venus de l'Yémen pour peupler l'archipel.

Pendant longtemps, les sultans d'Anjouan et les Sakalaves chassés de Madagascar par les howas se disputèrent la possession de Mayotte. En 1840, le chef Sakalave Adrian Souli fit un réel placement de père de famille en cédant à la France pour une pension de 5000 francs ce qu'il pouvait bien avoir de droits sur le pays. Sélim, sultan d'Anjouan, peu confiant dans le concours de ses sujets, que les horribles traitements de flibustiers howas avaient jetés dans le plus inerte fatalisme, suivit l'exemple de son concurrent et le capitaine Passot, chef de la station navale de l'océan Indien qui a apposé son nom au bas de tant de contrats de cette nature, régularisa la situation de l'archipel en installant à Ddaoudzi un résident français : l'affreux climat de cette bourgade a tout récemment obligé le gouvernement français à transférer le chef-lieu de l'Ile à Boéni dont la rade est du moins protégée par le demi-cercle de récifs corallifères qui s'élèvent dans l'horizon occidental de Mayotte.



BATEAU BALANCIER AUX ÎLES COMORES

Le 11 juillet 1886, le gouvernement francais a proclamé à nouveau ses droits de protectorat sur tout l'archipel des Comores.

L'occupation successive par l'Angleterre des ilots de la longue chaine tendue par un caprice plutonien entre les Seychelles et la pointe septentrionale de Madagascar et dont les Amirantes, Providence, Cosmoledos, Farqhuar, Aldabra, les Glorieuses sont les principaux anneaux, décida, en 1892 le gouvernement francais à prendre définitivement possession des Glorieuses. Position stratégique de grande importance en raison de leur proximité de Diégo-Suarez, l'ile Glorieuse, l'ile du Lys et les Roches-Vertes ne sont encore que l'habituel rendez-vous d'innombrables bandes de tor-

tues. C'est sans doute pour ne rien changer aux habitudes de ces amphibies que le gouvernement met si peu d'empressement à la mise en train des travaux militaires impérieusement réclamés pour la défense d'Antsirane.

A 2600 kilomètres dans le sud de la Réunion, à égale distance de la pointe africaine du cap de Bonne-Espérance et de la pointe australienne du cap Howe et séparées de chacune de ces deux colonies britanniques par 7 000 kilomètres d'océan, se dressent les îles de la Nouvelle-Amsterdam et de Saint-Paul. Reconnues en 1633, par Van Diemen, fréquemment visitées



LA NOUVELLE-AMSTERDAM

au XVIIIe siècle par les pêcheurs de la Réunion, puis étudiées plus attentivement en 1874 par l'amiral Marchy qui vint y observer le passage de Vénus sur le soleil, ces deux terres, distantes l'une de l'autre de 75 kilomètres, sont formées de deux immenses pitons, anciens volcans dont les cratères se sont abîmés dans une convulsion grandiose et transmués en lacs aux eaux noires et saumâtres. Le 25 octobre 1892, le commandant Wuillaume vint mouiller avec le *Labourdonnais* dans les eaux de Saint-Paul et de la Nouvelle-Amsterdam ; il eut mille difficultés à prendre pied sur ces terres désolées et à y planter un drapeau français. L'excuse de cette entreprise ne saurait être trouvée que dans l'utilisation future de ces rocs, sans cesse battus par une mer déchaînée, pour l'atterrissement d'un câble télégraphique. Mais, outre que brille à nos espoirs la solution du problème de la télégraphie sans fils et sans câbles, l'urgence de cette prise de possession ne se faisait pas sentir en un temps où la France n'avait pas encore senti la

nécessité de s'affranchir du tribut qu'elle paie à l'Angleterre ou à la Russie pour communiquer librement avec ses grandes colonies d'Afrique ou de l'Extrême-Orient.

Enfin à 1 100 kilomètres au sud des îles précédentes, sur une terre perdue dans les brumes australes, flottent encore les trois couleurs françaises. Elles furent hissées le 11 janvier 1893 sur Kerguelen par le capitaine de vaisseau Lieutard, commandant l'*Eure*. Ile aux rivages effroyablement déchiquetés, au relief bizarrement tourmenté, au sol infertile qu'engraisse vainement le guano de millions d'oiseaux de mer et dont pourtant quelques choux sauvages peuvent à peine vaincre l'aridité, cette terre fut découverte en 1772 par le capitaine breton Kerguelen, qui en prit possession au nom de la France ; Cook la visita en 1776 et l'appela *Terre de la désolation* ; l'amiral Marchey y vint, un siècle plus tard, à bord de la *Gazelle*, installer les savants anglais, américains et allemands qu'attirait astronomiquement Vénus en ces froides régions. Depuis on songea à y déporter des condamnés à perpétuité. Mais le supplice parut trop terrible ; on s'est décidé à la laisser à ses pingouins et à abandonner aux forçats l'Eden de la Nouvelle-Calédonie.

CONCLUSION

S'il faut déplorer la tristesse d'un foyer devant lequel des caprices d'enfants ne viennent point réconforter, en évoquant les rêves de l'avenir, le rude labeur quotidien, il faut plaindre davantage encore les peuples qui n'ont point su s'assurer, par la procréation de ces enfants de nations que sont les colonies, une sorte de prolongement éternel dans l'histoire.

Cette même loi naturelle imprescriptible qui fait un devoir à l'individu de perpétuer son être et sa pensée par la fondation d'une famille, oblige aussi les peuples à se continuer eux-mêmes, pour que l'évolution générale de l'humanité n'ait pas un jour à souffrir de la disparition d'un des éléments qui la portent vers l'éternel.

Comme l'individu doit procréer des enfants, les peuples civilisés doivent procréer des colonies ; c'est-à-dire préparer sur les lieux de la terre encore inféconds en sève humaine des moissons vigoureuses animées de leur sang, — adoucir par l'influx de leur sang plus délicat mais plus fin la rudesse d'un sang plus barbare mais plus fort — éduquer les peuples enfants dont ils auront pris la tutelle, non seulement en vertu de la loi du plus fort, mais surtout en vertu de la loi d'humanité, et en faire des peuples hommes — explorer et mettre en valeur pour l'enrichissement du patrimoine commun les innombrables ressources économiques que la nature a mises en réserve dans les coins les plus reculés de la terre pour les ultérieurs besoins de la civilisation qu'ils ont faite et qu'ils doivent améliorer chaque jour, comme un bon père de famille améliore sans cesse l'héritage de ses enfants.

Tout peuple qui s'enferme dans une muraille de faïence, dans la muraille de ses monts et le fossé de ses fleuves, sans souci d'essaimer au dehors

quelque chose de lui-même, vertus, défauts même qui le rappelleront un jour, est un peuple mûr pour le tombeau.

Et tout le mystère de l'évolution humaine ne réside-t-il pas précisément en l'accomplissement de cette loi dont elle parcourt le cycle avec une précision frappante ? L'Inde des Aryas, mère nourricière de l'humanité, s'est perpétuée par l'Assyrie, la Grèce et Rome. Si la convulsion qui a secoué le monde au lendemain de la chute de l'empire romain a laissé se refermer sur l'Inde le cercueil de la barbarie, l'aînée des filles aryennes d'Europe, la France, vint au XVIII[e] siècle lui sonner le réveil ; et aujourd'hui déjà le cycle historique de l'Inde ne semble-t-il pas avoir accompli sa révolution ? la mère aryenne s'apprête à sortir du linceul : faible encore de toute l'enfance de sa résurrection, elle sera prête demain à mettre aux mains de ses millions d'enfants, pour le salut peut-être de la race des Aryas que la résurrection d'autres races menace, les puissants outils de civilisation qu'inventèrent ses enfants pendant le sommeil transformateur de l'aïeule.

En s'entourant d'enfants qu'elle s'est mise à pétrir de son âme et de son esprit, en se créant une famille de colonies, la France n'a donc fait que remplir son devoir de nation qui veut vivre longtemps encore dans l'histoire éternelle.

Mais quelle éducation doit donner la métropole à ses pupilles ? Il n'est point de problème plus ardu à résoudre, plus variable dans ses données comme dans ses résultantes. Il n'est guère, en effet, en politique coloniale, de loi formellement absolue. Parmi les peuples placés sous notre influence, les uns peuvent être considérés comme des jeunes gens dont l'éducation est à peu près terminée et dont il faut prévoir la prochaine majorité ; ne serait-ce pas folie de vouloir les tenir encore dans le maillot trop étroit d'une législation spéciale que leurs solides bras se feraient un jeu de déchirer ? Les autres, d'une trop verte enfance, ont besoin encore de conseils journaliers ou d'une surveillance plus assidue ; et si parmi ces derniers, il en est qui peuvent, sous l'œil bienveillant de la métropole, s'essayer à leurs premiers pas, il en est aussi qui ne sauraient s'affranchir, sans crainte de heurts dangereux, des lisières qui soutiennent encore leur marche mal assurée. Ainsi on ne saurait appliquer à l'Algérie, mûre pour l'autonomie, les règles qui s'imposent pour l'Indo-Chine adolescente, ou la Guinée à peine sortie du berceau.

Mais, s'il est vrai qu'à chaque colonie doive s'adapter un régime spécial, il est toutefois, au-dessus de tant de règles directrices variables de la poli-

tique coloniale, un principe fondamental, qui, nécessaire comme la lumière pour les fleurs, mène indistinctement tous les peuples vers l'épanouissement des forces matérielles et morales qu'ils détiennent en puissance. Dans un avenir plus ou moins éloigné toute colonie est appelée à la jouissance de son indépendance. Et c'est à la préparation de ce statut définitif que doit loyalement s'attacher la métropole dans ses relations avec ses colonies, si, le terme inéluctable arrivé, elle veut continuer à être considérée par ses enfants, devenus majeurs pour la vie politique et sociale, non comme une marâtre, mais comme une mère à laquelle ils resteront attachés par les indissolubles liens de l'affection et de la reconnaissance.

En maintenant dans ses colonies l'esprit de liberté qui inspire sa propre constitution, l'Angleterre a préparé peut-être sans s'en douter l'affranchissement de ses colonies d'Amérique ; et c'est ainsi qu'elle a pu conserver avec elles des rapports de cordiale intimité, d'affectueuse parenté dont elle profite aujourd'hui... dont elle profiterait peut-être davantage encore, si elle n'avait mis quelque mauvaise humeur, il y a cent ans, à accepter la séparation politique. C'est au contraire pour avoir voulu maintenir dans un état d'asservissement, incompatible avec la dignité et la nécessité de l'évolution humaine, ses colonies d'Amérique et d'Extrême-Orient que l'Espagne a perdu non seulement les territoires, mais, ce qui est autrement plus grave, les cœurs de ses anciens sujets..... et qu'elle s'achemine aujourd'hui, vieillie, délaissée, vers l'irrémédiable décadence.

Aimons donc nos colonies, non point tant pour nous-mêmes que pour elles-mêmes. Éduquons-les, non pas comme des esclaves de notre égoïsme, mais comme des enfants nés libres dont nous avons reçu la haute et glorieuse mission de faire des peuples.

Car ce sont ces peuples-nourrissons d'aujourd'hui qui seront les peuples-hommes de demain, les peuples chargés à leur tour de pousser plus avant le sillon que l'Europe, fatiguée et mûre pour le repos, aura superbement tracé pendant des siècles dans le champ du progrès universel. Il faut que le jour où leur pensée, annoblie par l'éducation que nous leur aurons donnée, sera à même de juger notre œuvre, ils ne disent pas seulement en parlant de la France « elle fut puissante » mais surtout « elle fut bonne. »

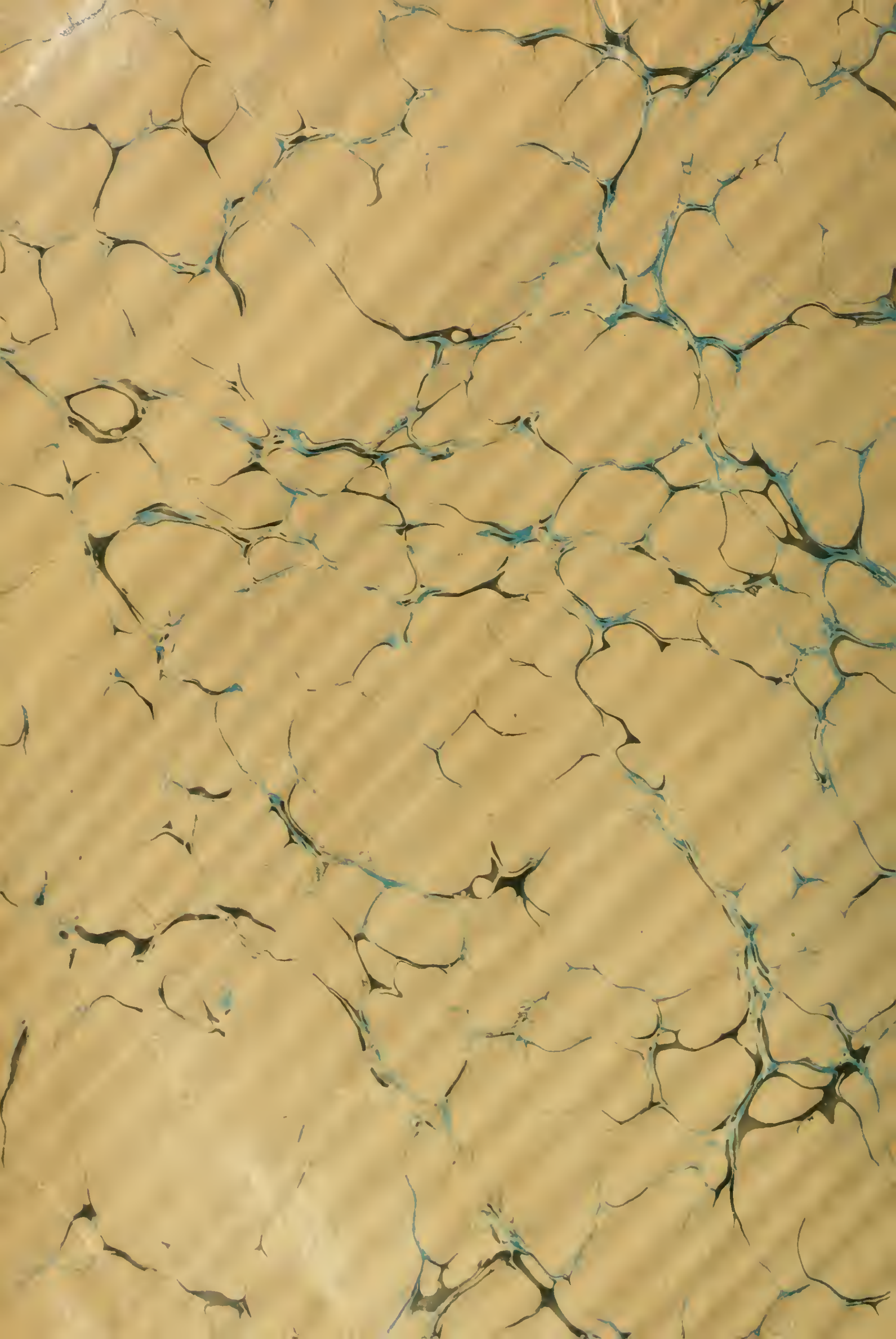
TABLE DES MATIÈRES

4e PÉRIODE. — LA RENAISSANCE

5e PÉRIODE. — L'EMPIRE ACTUEL

ÉVREUX, IMPRIMERIE DE CHARLES HÉRISSEY

Encres Lorilleux et Cie




UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 12 05 16 09 009 0